


N 8A/35

N 81/35

af-12

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES



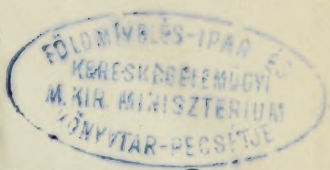
Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

I/148

N 81/35

JOURNAL

DES



ÉCONOMISTES

REVUE

DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

ET DE LA STATISTIQUE

35^e ANNÉE DE LA FONDATION

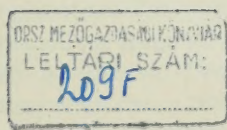
3^e SÉRIE. — 11^e ANNÉE

Ah

TOME QUARANTE-QUATRIÈME

(OCTOBRE A DÉCEMBRE 1876)

10/44



PARIS

GUILLAUMIN ET C^o, ÉDITEURS

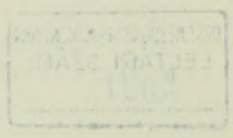
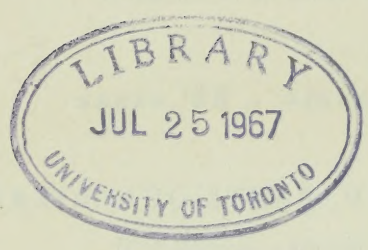
De la Collection des principaux Économistes, des Economistes et Publicistes contemporains.
de la Bibliothèque des sciences morales et politiques, du Dictionnaire
de l'Economie politique, du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc

RUE RICHELIEU, 14,

1876



HB
3
J8
ser. 3
t. 44



JOURNAL DES ÉCONOMISTES

LES CHEMINS DE FER DU GLOBE

SOMMAIRE : La vapeur et les origines des voies ferrées ; leur développement depuis un demi-siècle. — Les chemins de fer anglais, français, belges et hollandais. — La péninsule scandinave et la Russie. — L'Allemagne, l'Autriche et l'Europe méridionale. — Le Grand Central asiatique. — Le premier chemin de fer chinois. — Le réseau indien. — Le *Pacific railroad* et le *Transcontinental* canadien. — Les railways de l'Amérique méridionale. — Récapitulation.

Les inventions les plus grandioses et les plus fécondes, celles qui ont exercé le plus d'action sur les destinées de notre espèce, ont eu des débuts pénibles et ont traversé, avant de briller de tout leur éclat et d'atteindre toute leur puissance, des phases de tâtonnements et d'incertitudes. Un savant français, que l'intolérance catholique força de chercher un refuge d'abord en Angleterre, puis en Allemagne, Denis Papin invente un appareil qui, « par le moyen du feu, » pour se servir de ses expressions mêmes, « rendra un ou deux hommes plus capables de faire effet que plusieurs centaines de rameurs. » Il l'installe à bord d'un bateau « pesant 4.000 livres, » construit sur ses propres plans, et, le 24 septembre 1707, il embarque sur ce bateau avec sa famille pour descendre la Fulda, et de là gagner, par le Weser, le port de Brême, où il comptait transborder sa machine sur un bâtiment anglais et la transporter à Londres. Mais les bateliers du Weser, à la vue d'une invention qu'ils jugeaient susceptible de ruiner un jour leur propre trafic, mirent en pièces le bateau ainsi que son appareil, et il

ne fallut pas moins d'un siècle, presque jour pour jour (août 1807), pour que l'américain Fulton, en faisant flotter sur les eaux de l'Hudson le bateau *le Clermont*, fournît ainsi la solution pratique et définitive de la navigation à vapeur.

Mais quelle distance, quant à l'effet cherché, entre l'humble machine placée sur *le Clermont*, qui donnait à peine une vitesse de deux lieues à l'heure, et les puissants propulseurs qui font mouvoir aujourd'hui les grands steamers transatlantiques et leur permettent de franchir la distance entre le Havre et New-York, dans le même temps à peu près dont le coche avait besoin, au milieu du dernier siècle pour parcourir les 125 lieues de la route de Paris à Lyon. Bien des essais préparatoires ont également précédé dans la locomotion à vapeur terrestre ces types puissants auxquels on a donné le nom de leurs constructeurs, les *Crampton* et les *Engerth*, qui remorquent, l'un un convoi pesant de 100 à 130 tonnes, avec une vitesse moyenne de 60 kilomètres, et l'autre des trains de 450 tonnes, en faisant 24 kilomètres à l'heure. Dès l'année 1698, notre grand Papin avait construit le modèle d'un petit chariot *qui s'avancait par la force de pression que l'eau exerce sur les autres corps en se dilatant*, et ce chariot avait bien fonctionné dans l'intérieur de sa chambre. Mais, l'inégalité des grands chemins et leurs détours lui paraissaient rendre très-difficile le perfectionnement de ce procédé et son application aux voitures terrestres. L'ingénieur Cugnot le reprit toutefois en 1769, et fit exécuter à Paris un chariot à vapeur devant se mouvoir sur les routes ordinaires, et qui fonctionna assez bien pour qu'on le chargeât de construire sur ce type une voiture nouvelle. Celle-ci figure encore dans les collections du Conservatoire des Arts-et-Métiers, mais il ne semble pas qu'elle ait été essayée, et ce fut seulement en 1807 qu'une locomotive, due aux ingénieurs Vivian et Trewitick, circula sur le chemin de fer de Merthyr-Tydwil, dans le pays de Galles. Il restait cependant, pour assurer l'avenir du nouveau mode de locomotion, à prouver que l'adhérence de la locomotive sur les rails pouvait s'obtenir en lui donnant un poids considérable, à la condition que cette pression fût supportée par les roues motrices. L'ingénieur Blackett en fournit la preuve en 1813, et l'année suivante vit paraître la machine de G. Stephenson qui, à l'aide d'une chaîne sans fin, rendait les essieux solidaires. Plus tard, notre compatriote Marc Seguin, à la chaudière ordinaire substitua la chaudière tubulaire; le jet de la vapeur fut appliqué au tirage, et ces deux améliorations capitales ayant été combinées en 1825 dans la *fusée* de Robert Stephenson, la locomotion à vapeur sur les voies ferrées se vit assurée d'un brillant avenir.

Toutefois, quinze ans plus tard, la cause des voies nouvelles ne semblait pas entièrement gagnée; elles s'étaient déjà multipliées sur l'autre rive du canal que certains esprits médiocres se refusaient encore à les accepter. Chose étrange! parmi ces incrédules ou ces détracteurs, on rencontrait François Arago, l'auteur pourtant d'une si belle biographie de Watt, et M. Thiers, qui semblait prendre les chemins de fer pour une sorte de curiosité, et qui ne pensait point qu'on pût en construire plus de quatre ou cinq lieues bon an mal an. Il était difficile, en vérité, de prophétiser plus à rebours, et, dès 1861, le monde entier ne comptait pas moins de 110.884 kilomètres de lignes exploitées, et 29 milliards 28 millions de francs avaient été absorbés par cette création gigantesque. A six années de distance, ce nombre avait cru de moitié, (156.133 kilomètres), et au commencement de 1873, plus que doublé, les lignes exploitées de la seule Europe s'élevaient au moins à 165.000 kilomètres, et celles des États-Unis de l'Amérique septentrionale à 108.671, sans parler des 8.614 kilomètres de l'Inde-Britannique et des chemins de fer du Canada, du Brésil, du Chili, de la Confédération-Argentine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. On verra tout à l'heure que dans le cours de ces deux dernières années, ce chiffre n'a pas laissé encore d'augmenter dans des proportions sensibles.

I.

Le premier chemin de fer qui ait régulièrement fonctionné en Angleterre est celui de Stockton et Darlington, qui date de l'année 1825. Dans le quart de siècle qui suivit, on construisit 10.593 kilomètres de ces voies, soit 424 kilomètres par année, et à dix ans de distance, ce chiffre s'élevait déjà à 16.692. Dès cette époque, les villes principales et les grands centres de production industrielle se trouvaient reliés entr'eux, et l'opinion prévalut pendant quelque temps que le réseau ferré des Trois-Royaumes était complet. Mais revenant bientôt de cette appréciation erronée, on se remit à l'œuvre avec une ardeur nouvelle, et, au 1^{er} janvier 1875, ce réseau embrassait un développement total de 26.318 kilomètres, dont 17.595 pour l'Angleterre et le pays de Galles, 4.330 pour l'Ecosse, et le reste pour l'Irlande. A cette même date, il y avait en outre plus de 8.000 autres kilomètres en voie de construction.

La partie du réseau déjà achevée et exploitée n'avait pas coûté moins de 609.949.919 liv. st. à établir, soit 15.248.748.000 francs, ce qui donne une moyenne d'environ 580.000 francs par kilomètre; leurs recettes brutes s'étaient élevées à 49.255.715 liv. sterling, et les

recettes nettes à celles de 26.643.003 liv. st. Le matériel roulant se composait de 11.435 locomotives, 25.441 voitures à voyageurs, 354,000 trucks et wagons à marchandises.

Ce fut en 1827 que la première voie ferrée sillonna la France, pour réunir sa seconde capitale au grand centre industriel et houiller de Saint-Etienne. Quelques tronçons furent construits çà et là de cette année à l'année 1842 ; mais on peut dire que notre réseau ferré ne date que de la loi mémorable votée à cette époque. Sept ans plus tard, il n'y avait pas encore plus de 2.851 kilomètres d'exploités, mais à dix ans de distance ce nombre avait quadruplé (10.015 kilomètres), et au 3 septembre 1876, il s'agissait de 22.337 kilomètres, dont 18.340 concentrés entre les mains des six grandes compagnies : Est, Nord-Ouest, Midi, Paris-Lyon, Méditerranée, Orléans ; 1.888 aux mains de compagnies diverses d'intérêt général, et 2.097 possédés par les compagnies dites d'intérêt local, auxquels il faut ajouter 12 kilomètres de chemins à voie étroite. Quant au coût de tout le réseau, on l'évaluait pour les lignes définitivement concédées au 1^{er} janvier 1870 (21.887 kilomètres), à la somme de 10.178.000.000 de francs, sur lesquels 8.496.900.000 fr. au compte des compagnies ; 1.638.000.500 rancs à celui de l'État, et 43.000.000 fournis par les départements, ce qui fait ressortir à 461.000 francs le coût moyen du kilomètre. La recette moyenne de ce même kilomètre a été en 1875 de 43.302 francs, à raison d'un total de 839.418.070 francs, contre 42.736 francs de recette kilométrique, et 799.004.140 francs de recette générale l'année précédente.

Compare-t-on maintenant, sous le rapport du développement kilométrique, le réseau français au réseau anglais et même au réseau allemand, on est frappé de son infériorité. Ainsi que le disait au mois d'août 1873, un des plus savants et des plus anciens collaborateurs de ce recueil, tandis qu'on trouve en Angleterre 1 kilomètre de voie ferrée par 17 kilomètres superficiels et 1 par 25 en Allemagne, cette proportion n'était plus en France que de 1 pour 31 (1). Un simple coup d'œil jeté sur la carte de nos voies ferrées y indique de nombreuses lacunes, dont les départements pyrénéens et ceux qui bordent la rive droite du Rhône ont particulièrement à souffrir, quoique au nombre des plus riches et des plus fertiles, sans parler des rectifications que comporte le tracé de certaines grandes lignes commerciales et de l'insuffisance averée des lignes

(1) M. Gustave du Puynode, dans un *Rapport* au Conseil général de son département. Aujourd'hui (1^{er} janvier 1876) ces chiffres sont devenus les suivants : *Angleterre*, 1 par 16 kilomètres carrés ; *Allemagne*, 1 par 19 ; *France*, 1 par 24.

stratégiques. Croirait-on facilement par exemple qu'en 1870, Metz n'était pas relié directement à Paris, et qui pourra calculer au juste l'action qu'a eue sur les événements de cette campagne néfaste le manque du tronçon de Verdun à Metz ? A un autre point de vue, il est très-regrettable que les tracés actuels imposent au commerce de si grands détours que celui de Dijon sur la ligne de Paris à Marseille : enfin, le réseau départemental est à peine entamé, et le réseau vicinal encore dans les limbes. Une loi a bien été votée, en 1865 sur les chemins de fer, dits d'intérêt local : Livrée à son jeu naturel, elle nous aurait donné à cette heure de 8 à 9000 kilomètres de voie, malgré l'interruption des années 1870 et 1871 ; mais les grandes compagnies, si puissantes au ministère des travaux publics et médiocrement soucieuses de l'intérêt public quand il ne se confond pas avec le leur même, ont réussi à la faire éluder dans son texte et torturer dans son esprit, de sorte que le réseau local proprement dit n'embrasse à cette heure que 1867 kilomètres et qu'il nous manque toujours près de 12,000 kilomètres ferrés pour atteindre au chiffre que sa superficie territoriale assignerait à la France, pour se trouver, dès aujourd'hui sur le pied de la Grande-Bretagne.

Mais de tous les pays du globe entier, c'est la petite Belgique qui est le plus favorisé à cet égard : Elle ne couvre pas plus de 29,455 kilomètres carrés et au 1^{er} janvier 1875, elle comptait 3370 kilomètres de voies ferrées en exploitation, c'est-à-dire 1 kilomètre ferré par 8, 7 kilomètres carrés, et elle avait dépensé à cet effet une somme totale de 969,600,000 francs, à raison de 284,400 par kilomètre. Commencé en 1835, par la construction du chemin de fer de Bruxelles à Malines, le réseau belge ne comprenait encore que 560 kilomètres à la fin de 1844 ; mais à dater de ce moment, les travaux ne cessèrent d'être poussés avec une grande activité, et toutes ces villes si riches et si industrieuses — Anvers, Bruges, Charleroy, Courtrai, Gand, Liège, Maestricht, Mons, Malines, Namur, Ostende, Tournay, Turnhout, Verviers, Ypres — sont reliées aujourd'hui entr'elles et avec Bruxelles la capitale du royaume. Les chemins de fer Belges présentent d'ailleurs, au point de vue de leur établissement primitif, cette particularité qu'ils ont été construits partie par des compagnies, partie par l'Etat lui-même. Le réseau d'Etat comprenait, à la date précitée 1341 kilomètres dont 595 construits et exploités par l'Etat, et 746 appartenant à des compagnies, mais affermés par l'Etat. Ses frais d'exploitation prélevés, l'Etat applique le surplus des recettes à l'amortissement du coût d'établissement, et l'on calcule qu'à la date de l'année 1884, il sera rentré dans toute son avance et qu'alors

le produit net de ces voies viendra en aide à l'extinction de la dette publique. D'un autre côté, chaque ligne concédée à une compagnie ne l'ayant été que pour un laps de 90 années, tout le réseau actuel deviendra dans l'avenir une propriété nationale.

En Hollande, l'État et les compagnies se partagent les lignes ferrées dans une proportion à peu près égale: 853 kilomètres d'un côté et 815 de l'autre. Dans un pays aussi plat, les frais de premier établissement ont dû être relativement peu onéreux. Le coût par kilomètre ne s'est pas élevé en moyenne au-dessus de 250 ou de 275,000 francs et dans quelques cas il est resté bien, au-dessous de ce chiffre. L'État ayant dépensé pour les 815 kilomètres dont il est propriétaire une somme de 256,645,000 francs le réseau total a dû coûter 480,020,000 francs, sur le pied de 275,000 par kilomètre.

Passons maintenant au Danemark et à la péninsule Scandinave. La topographie du Danemark ne favorise guère les chemins de fer, sa partie continentale n'offrant que la longue et étroite péninsule du Schleswig et du Jutland, que des détroits larges et profonds séparent de sa partie insulaire. Sa capitale qui est située sur l'île de Seeland, qu'entourent les eaux de la Baltique et celles du Cattegat et du Grand Belt, Copenhague a peu de chances d'être jamais réunie aux autres capitales européennes. Toutefois, un gouvernement libéral et intelligent a fait de son mieux pour ne pas priver cet tout petit État des moyens de locomotion perfectionnés. A la fin de 1873, il existait 897 kilomètres de chemins de fer, ce qui représentait 1 kilomètre courant pour 40 superficiels. Dans le cours de l'année suivante, on a construit sur les îles de Falster et Lolland deux nouvelles voies convergeant vers le port de Naskhow qu'une ligne de steamers réunit à la Grande-Bretagne, et, en 1875, on a commencé pour le compte de l'État une troisième qui, courant à travers le centre et l'ouest du Jutland, ira rejoindre au village de Esbjerg la frontière allemande.

3,640 kilomètres pour la Suède et 426 pour la Norvège, telle était, à la fin de septembre 1875, l'état des chemins de fer scandinaves; mais en Norvège il y avait 630 kilomètres en construction et 460 de votés par le Storthing à la fin de 1874. Ces divers lignes achevées, la péninsule aura 5,156 kilomètres ferrés, soit pour 758,882 kilomètres carrés, 1 kilomètre ferré par 145 kilomètres superficiels; mais aujourd'hui cette proportion n'est guère que de 1 par 180 pour la Suède et de 1 par 619 pour la Norvège. Une région alternativement parsemée de hautes montagnes et de lacs, dont quelques-unes très-petits, mais dont d'autres, tels que le lac Wener, ne mesurent pas moins de 110 kilomètres de long

sur 80 de large, cette région offrait de grands obstacles au passage de la locomotive, et il est peu probable qu'elle franchisse jamais sur plus de deux ou trois points la redoutable barrière des monts Dovrefeld. Cette configuration du sol a fait ressortir le coût du kilomètre à des prix énormes, et en même temps très-différents. Ainsi tandis que sur les lignes suédoises construites par l'État, le kilomètre revenait en moyenne à environ 2,200,000 francs et qu'il atteignait le chiffre fabuleux de 13,200,000 sur la ligne privée de Bors à Herrljunga, il ne coûtait ailleurs que 1,873,000; 1,562,000; 1,250,000; 1,015,000 et 400,000 francs.

En somme, les 1,600 kilomètres appartenant à l'État, en Suède, ne lui ont pas coûté moins de 3,500,000,000 francs, selon la base précitée et l'on arriverait, d'après les données ci-dessus, à 2,280,000 francs pour les 2,040 kilomètres construits par l'industrie privée, mais d'une façon très-approximative et sans tenir compte des 567,000,000 absorbés par les seuls 43 kilomètres du tronçon de Bors à Herrljunga (1).

Le point de départ du réseau russe a été la petite ligne de Pétersbourg à Zurskoselo et Paulosk qui date de 1838. L'État entreprit bientôt celle de Varsovie à la frontière autrichienne et à Cracovie puis la ligne de Pétersbourg à Moscou, commencée en 1842 et ouverte le 1^{er} novembre 1851, tandis que l'empereur Nicolas s'efforçait, par des concessions de terrain gratuites, par l'admission en franchise des rails et des locomotives, et enfin par la garantie d'un minimum d'intérêts, de convier l'industrie privée à d'autres efforts pareils. Son successeur a énergiquement poursuivi le même but, et à partir de 1868, mais surtout de 1871, la Russie s'est appliquée à l'œuvre des chemins de fer avec une énergie et une rapidité qui n'ont été dépassées qu'en Angleterre. Au 1^{er} janvier 1874, la longueur de ces voies était de 16,903 kilomètres, et les documents statistiques le plus récemment publiés (2) le portent à 19,431, soit 1 kilomètre ferré pour 302 kilomètres superficiels dans la Russie d'Europe. Les frais de premier établissement ont représenté environ 4,770,000,000 francs, faisant ressortir le prix du kilomètre à 245,449 francs. Mais, il y a un an, l'empereur, sur la proposition de son ministre des travaux publics, a décidé l'établissement d'un second réseau d'une extension totale de 9000 *verstes* (9,513 kilomètres). Il comprend quatre catégories de lignes dont l'exécution aura lieu plus ou moins promptement selon l'urgence.

(1) Frederick Martin : *The Statesman's Year Book* pour 1875.

(2) Rapport de M. Schliess, secrétaire de l'ambassade autrichienne à Saint-Petersbourg.

Dans la première sont compris les 2,774 kilomètres du grand railway sibérien et les autres lignes projetées auront une grande importance pour les régions sud de l'empire, dont elles traverseront les houillères dans toutes les directions, en les unissant d'une part à la mer Noire et à la mer d'Azow, de l'autre, aux autres grandes artères commerciales du pays.

Les États formant l'empire allemand possèdent aujourd'hui 27,956 kilomètres de chemins ferrés dont 16,201 kilomètres pour la seule Prusse, 3,962 pour la Bavière, 1,809 pour la Saxe-Royale, 1,218 pour le Wurtemberg, 1,145 pour Bade, 870 pour l'Alsace-Lorraine. Ils ont coûté dans leur ensemble une somme de 7,038,000,000 de marks, ou bien 8,797,000,000 de francs. Telle est la somme colossale qu'il faudra consacrer au rachat de ces chemins, si tous les États confédérés suivent la Prusse dans la voie où elle les convie à entrer. Elle a donné elle-même l'exemple en soumettant à son parlement un projet de loi qui l'autorise à transférer à l'empire, à titre onéreux, tant les chemins construits par l'État que ceux sur lesquels il possède un droit utile quelconque. On n'a point, dans un travail essentiellement statistique, à discuter les motifs d'une mesure aussi importante et d'une opération aussi gigantesque. M. de Bismark et la bande de *reptiles* qu'il sou- doie parlent beaucoup de son intérêt économique, un peu de son intérêt politique et presque pas, ou point du tout, de son intérêt militaire. Mais à Berlin l'art des sous-entendus est arrivé à une perfection rare; nulle part le mot de Talleyrand ne reçoit une application plus journalière. L'empire allemand, ou pour mieux dire la Prusse qui le personnifie et l'exploite, n'est pas né de circonstances pacifiques et ne se sent point appelé à des destins pacifiques. La Prusse est une vaste caserne, et, à défaut d'un esprit véritablement guerrier, voire véritablement militaire, son peuple garde les instincts ravageurs des hordes barbares qui se ruèrent, il y a quatorze siècles, à l'assaut du monde occidental.

S'étendant des frontières bavaroises et suisses au nord-ouest, aux confins de la Turquie et de la Serbie au sud-est; de la Russie au nord-est à l'Adriatique au sud-ouest, l'empire austro-hongrois renferme naturellement un bon nombre de centres susceptibles par leur population ou leur industrie de tenter les entrepreneurs de voies ferrées. Au 1^{er} octobre 1875, il en comptait 16,228 kilomètres construits et 4,213 en construction, sur lesquels la part de l'Autriche proprement dite était de 9,283 kilomètres pour les premiers et de 2,964 pour les seconds, tandis que celle du royaume de Hongrie était respectivement de 6,415 et de 1,519. C'était donc à la date précitée une proportion de

1 kilomètre ferré pour 38 kilomètres superficiels. La locomotive passe aujourd'hui à Innsbruck, Trente et Saltzbourg à l'ouest; à Prague, Olmutz, Cracovie et Lemberg, au nord; à Trieste, Laybach, Gratz et Agram, au sud; à Linz, Vienne, Presburg et Pesth, à l'est. Mais les parties les plus orientales de l'empire, telles que la Transylvanie, la Bukovine et le Banat restaient très-mal pourvues. Le dessein que le gouvernement impérial manifeste de compléter le réseau existant remédiera, dans une certaine mesure à l'isolement actuel de ces provinces : il s'agit d'achever la ligne riveraine du Danube, ainsi que les lignes de la Gallicie; de couper transversalement le nord-ouest de la Hongrie, par un chemin parcourant la Bohême et la Moravie; de relier enfin les lignes du sud-ouest hongrois avec la Dalmatie. Cet ensemble comprend 542 nouveaux kilomètres, dont la dépense est évaluée à 75,500,000 *florins* (188,750,000 francs), soit à 348,000 par kilomètre. Sur ce pied le coût total d'établissement des lignes austro-hongroises déjà construites s'établirait à raison de 5,647,344,000 francs.

L'Italie offrait au 1^{er} juillet 1875 un développement total de 7,521 kilomètres ferrés, dont 2,000 appartenant à l'État, ce qui donnait un kilomètre ferré par 39 kilomètres superficiels. Les 2,000 kilomètres possédés par l'Etat représentaient une valeur de 500,000,000 de francs. Une convention conclue au mois d'octobre dernier, et ayant pour objet l'achat de la Compagnie Sud-Autrichienne et Lombardo-Vénitienne des lignes de la Haute-Italie, longues de 1,444 kilomètres, cause en ce moment quelques embarras au cabinet Depretis. Elle aura lieu néanmoins et pour des motifs assez concluants : la Compagnie, fort malmenée par le gouvernement italien, se voyait menacée de la ruine, et l'Autriche réclame la séparation. Au point de vue militaire, on se demandait s'il y avait prudence à laisser le réseau Nord-Italien aux mains de gens dont plusieurs sont Autrichiens. Peut-être même le rachat deviendra-t-il avec le temps une mesure générale. La question délicate est celle de savoir si l'Etat, une fois propriétaire de ces lignes, les exploitera ou non par lui-même. Le public italien paraît devoir se ployer sans répugnance à cette exploitation, quoique accompagnée, il y a tout lieu de le croire, d'un relèvement des tarifs; mais tous les hommes politiques ne goûtent pas ce procédé, et M. Luzzati, le dernier ministre des finances, ne l'acceptait qu'avec un enthousiasme très-modéré et comme une sorte de pis-aller.

Parler des chemins de fer italiens, c'est nécessairement rappeler à l'esprit le souterrain pratiqué à travers le col de Fréjus, et désigné sous le nom de tunnel du Mont-Cenis, qui partant, entre Modane

et Bardonnèche, de la vallée de l'Arc, va déboucher en Italie dans la vallée de la Dora. Il y avait là une longueur de 12 kilomètres 220 mètres à franchir, et des roches épaisses de 1,800 mètres à percer. Pour une telle opération les procédés de percement ordinaires étaient évidemment à la fois trop lents et trop dispendieux, alors même qu'ils eussent été toujours praticables; ni les puissances explosives, ni la vapeur ne pouvaient servir: c'était sur la roche même qu'il fallait agir. Ce fut à l'air comprimé qu'eurent recours les éminents ingénieurs chargés de cette œuvre gigantesque: de puissantes machines, communiquant avec un réservoir situé à 50 mètres de hauteur au-dessus d'elles, et renfermant à leur partie supérieure une certaine quantité d'air, battirent le roc en brèche, et, commencé en 1857, le tunnel du Mont-Cenis se trouvait entièrement achevé à la date du 15 septembre 1871, après quatorze ans d'un travail ininterrompu.

On a pu s'écrier alors avec justice que les Alpes n'existaient plus, et ce mot deviendra plus vrai encore quand le Saint-Gothard aura été percé à son tour. Ce travail, on le sait, est déjà en bonne voie d'exécution, avec le concours de l'Italie, de l'Allemagne et de la Suisse; mais il subit à cette heure un temps d'arrêt résultant de l'insuffisance du capital de 187,000,000 de francs, auquel la dépense avait été primitivement évaluée, en y comprenant les lignes et embranchements qui se rattachent au tunnel lui-même, et qui embrassent un développement de 246 kilomètres. Dans ce total, le tunnel seul figurait pour 59,600,000 francs, que des devis mieux étudiés portent aujourd'hui à 63,373,900, et tout compris, l'ensemble du réseau semble devoir coûter 102,400,000 francs de plus qu'on ne l'avait pensé tout d'abord. Entamée déjà, du côté du Tyrol par le Brenner et du côté de la France par le Mont-Cenis, la barrière des Alpes va donc l'être aussi par le Saint-Gothard, et il a été question à diverses reprises de percer aussi le Simplon. L'ingénieur Stamm, de Mulhouse, a proposé encore de traverser le Mont-Blanc par un tunnel long de 14 kilomètres 800 mètres. Comme celui du Saint-Gothard, ce projet, qui raccourcirait le trajet de Genève à Turin de 22 kilomètres et qui permettrait à la France de communiquer directement avec l'Italie, sans passer par la Suisse, ce projet aura peut-être son jour, mais il faudra pour cela qu'il soit étudié de plus près et surtout dans ses détails financiers.

Quant à la Suisse, elle possédait, à la fin de 1874, 1638 kilomètres de voies ferrées, répartis entre ses treize cantons, mais situés pour la plupart dans la partie septentrionale de la République, où ils serpentent à travers les vallées, ou bien longent les bords des

beaux lacs de Genève, Neuchâtel, Bienne, Lucerne, Zug, Zurich, Constance, l'Oberland Bernois, et les Alpes Pennines, ou Pontines opposant à la locomotive une formidable barrière, dans la partie méridionale. C'était 1 kilomètre ferré par 25 kilomètres superficiels, alors que l'Espagne, dont la superficie est de 507,036 kilomètres carrés, c'est-à-dire 12 fois plus considérable, ne comptait à la même date que 5,347 kilomètres construits et 2,000 en voie de construction, soit 1 kilomètre ferré par 92 kilomètres superficiels. Le Portugal, dans cette statistique, faisait une moindre figure encore : 848 kilomètres ferrés en tout, soit 1 par 105 kilomètres superficiels. Mais cette petite nation, jadis si glorieuse et qui fait aujourd'hui de si méritants efforts pour se relever, à l'exemple de la Hollande, par le commerce et le travail, se débat depuis longtemps contre de sérieux embarras financiers. Ce sont ces embarras mêmes, joints à des jalousies internationales et à de mesquines compétitions locales, qui ont fait que les lignes sillonnant la vallée du Tage et celle du Douro sont restées inachevées, malgré leur importance vitale. Quoi qu'il en soit, le peuple portugais, à qui la nature a pris soin de fermer la décevante carrière des armes, mais qui possède de race l'instinct des grandes entreprises maritimes, est entré dans les sentiers du progrès économique et de la civilisation moderne, tandis que le peuple espagnol, son voisin et son rival, semble condamné, pour un temps indéfini, aux révolutions et aux guerres civiles.

Une voie ferrée longue de 11 kilomètres, unissant Athènes au Pirée voilà le lot de la Grèce et en Serbie, les voies ferrées sont totalement inconnues encore ; mais la Roumanie en compte 856 kilomètres, unissant Bucharest au chemin turc de Varna, ainsi qu'à l'Europe occidentale par la ville autrichienne de Lemberg. En 1865, la Sublime Porte avait projeté un vaste réseau tant Européen qu'Asiatique : mais on n'y mit la main qu'avec une mollesse toute orientale, et à la fin de 1869, il n'y avait encore que 180 kilomètres d'ouverts au trafic. Toutefois, au mois de juillet ce chiffre était devenu de 900 kilomètres et 1375 au 1^{er} janvier 1875, dont 1046 situés en Europe. Les principales lignes vont de Constantinople à Andrinople (319 kil.) ; d'Andrinople à Bellowa (243 ki.) et de Varna à Rustchuk (225 kil.)

II

En 1872, le sultan fit venir de l'Autriche un ingénieur très-distingué, M. Pressel et le chargea d'étudier le tracé général d'un réseau ferré dans la Turquie asiatique. Le plan était vaste : il

s'agissait de relier Bassora à Mardihn, Mossoul et Diarbekir par Bagdad et la rive gauche du Tigre; Diarbékir à Biredjik, pour de là gagner d'un côté la mer de Syrie, par Alep et Antioche, et la Méditerranée en aboutissant au port d'Ayaz. D'Ayaz, le tracé devait se diriger sur Konia, d'où devaient partir deux grands embranchements se portant l'un sur Scutari d'Asie, en face de Constantinople, l'autre par Sivas, sur la frontière persane, tandis qu'on se proposait d'unir Sivas au port de Samsoun, sur la mer Noire, et à Constantinople même par Angora et Eski-Cheïr. Les études conduites par des ingénieurs de nationalités diverses, mais surtout Français et Autrichiens, furent poussées avec une grande vigueur, nonobstant l'insalubrité générale du pays et les dispositions peu bienveillantes de ses habitants. Il n'était plus besoin que de trois mois et d'une dépense de 400,000 francs pour les parfaire, lorsque M. Pressel reçut inopinément l'ordre de les abandonner et l'avis qu'il cessait lui-même d'être attaché au ministère des travaux publics. De sorte que les chemins de fer de la Turquie d'Asie se trouvent aujourd'hui réduits aux 231 kilomètres de Smyrne et Aidin, qu'on appelle le chemin de fer ottoman et aux 98 kilomètres de Scutari à Ismidt, l'ancienne Nicomédie.

L'industrie privée a montré quelque inclination à reprendre l'œuvre si étrangement délaissée par la Porte, et, dans les premiers mois de 1873, M. Jenkinson proposait à la Chambre des Communes d'émettre un vœu relatif à l'établissement par des capitalistes anglais d'une voie de fer de la Méditerranée au golfe Persique, par la vallée de l'Euphrate. Combattue par les ministres, l'idée n'eut pas de suite, et nous ne sachions pas qu'on en parle encore. Il n'en est pas ainsi du grand projet de M. de Lesseps, le créateur du canal de Suez, de traverser de la même façon toute l'Asie centrale. Très-peu sympathique à l'Angleterre, il semble par contre fort agréable à la Russie. C'est à Orenbourg que s'arrête actuellement le réseau des chemins de fer Russes et à Peichavûr que commence, du côté de l'Asie centrale, le réseau des chemins de fer anglo-indiens. Entre le fleuve Oural, sur lequel est situé la première de ces villes et la passe de Khyber, qui précède la seconde, s'étendent sur une longueur de 3700 kilomètres des terrains non-seulement vides de tout rail, mais encore à peu près réduits, comme moyens de communication, aux routes fugitives que les caravanes y tracent au prix des plus grandes fatigues et de dangers incessants. Telle est la lacune que notre éminent compatriote se propose de combler. A cet effet, trois tracés sont en présence et aboutissent tous les trois à Tackhand; l'un partant d'Orenbourg et passant par la mer d'Aral et la vallée du Syr-Daria ;

L'autre quittant un point plus rapproché de la Caspienne et passant par Khiva, Bokkara et Samarkand ; le troisième se détachant de la ligne proposée de Sibérie et suivant la vallée du Sari-Son, puis celle du Syr-Daria. Pour venir à Tackhand du côté de l'Inde, trois tracés se disputent également la préférence, dont deux partant de Peichavûr et le troisième de la ligne de Lahore à Peichavûr.

On a prêté, il y a quelque temps plus d'attention qu'il n'en méritait à un autre projet, celui d'un railway entre Kiakhta et Pékin ; non que la pensée de relier la Russie et le Céleste empire soit en elle-même une conception absurde, mais parce qu'un pareil tracé devrait parcourir une immense distance à travers des régions froides, sauvages, presque inhabitées, où le charbon est rare. Ce serait tout autre chose s'il suivait la route qui va de la frontière russe du Kan-su, par Hami, Barkul et Illi pour déboucher dans les vallées inférieures du fleuve Jaune et du fleuve Bleu, si riches en bassins houillers. La construction de cette ligne pénétrant au cœur d'une des parties les plus peuplées et les plus productives d'un pays et dont l'énorme trafic interne laisse le voyageur dans un étonnement perpétuel. » Cette construction serait pour la Chine seule un événement d'une portée incalculable et donnerait vraisemblablement le signal d'une révolution économique dont un savant voyageur a décrit l'aspect et signalé les conséquences possibles (1). L'avenir dira si elle doit ou non avoir lieu ; en attendant, il y a déjà un petit railway sur le sol du Céleste-Empire : il court, sur quelques kilomètres, entre la concession américaine de Shanghai et la pointe de Woosung, endroit où le Wong-Poo, rivière sur laquelle Shanghai est située, va se jeter dans le Yangtse-Kiang, ou fleuve Bleu, et l'un de nos compatriotes, M. le Dr Durand-Fardel en a vu l'inauguration, de ses propres yeux vu, il y a quelques mois à peine. Ce tronçon, sans doute a été construit par des Européens, au milieu de l'étonnement de la population chinoise et en dépit du mauvais vouloir latent, mais très-réel, des autorités impériales. Néanmoins, le voilà installé : il fonctionne, et nul peuple, comme le dit M. Durand-Fardel n'a plus que les Chinois le respect du fait accompli. « Ce sont des gens à reconnaître que le télégraphe de Woosung n'a pas encore amené de calamités dans leur cité de Shang-Haï, et que les chemins de fer ont du bon car le railway de Woosung, avant même d'être ouvert donnait lieu déjà à un mouvement d'argent considérable dans la rue, et ils

(1) Voir dans le numéro de juin du *Journal des Economistes* l'article intitulé : la Chine, sa populations, ses productions, ses industries et son commerce.

comprennent parfaitement l'avantage de ces événements économiques (1). »

La Chine, en somme, reste toujours un pays fermé, tandis que le Japon, qui longtemps avait été plus impénétrable encore, s'est récemment précipité avec une ardeur presque fébrile dans les voies de la civilisation occidentale. Ici, c'est le gouvernement lui-même qui prend l'initiative des grands travaux publics : il y a, dès à présent deux petits chemins de fer au Japon : l'un qui va de Yokohama à Yédo, long de 27 kilomètres, l'autre plus petit unissant Hioko à Osaka, et l'on signale diverses lignes plus importantes comme en construction. N'étaient les lignes turques de l'Asie-Mineure dont il a déjà été question, les chemins de fer du Caucase, de Ceylan et de Java, mais surtout le grand réseau de l'Inde britannique, on pourrait dire cependant que la plus vaste et la plus peuplée des parties du monde demeure toujours privée des moyens de locomotion perfectionnés.

305 kilomètre de rails parcourent le Caucase, et on en compte 82 à Ceylan et 209 à Java ; mais dans leur session de 1875, les Etats généraux de Hollande ont voté pour cette dernière île un réseau complet dont la Métropole supportera les frais. Quant à l'Inde britannique, lorsque son réseau ferré, tel qu'il a été projeté, sera complètement fini, elle sera sillonnée dans le sens de sa largeur et d'une mer à l'autre, d'une demi-douzaine de grandes lignes courant sur une longueur de 24,940 kilomètres ; jetant des ramifications dans toutes les directions importantes ; convergeant vers chacune des capitales des trois présidences ; permettant, enfin de porter des troupes à un moment donné sur n'importe quel point stratégique. Mais, au 1^{er} juillet 1875, il n'y avait encore que 10,092 kilomètres d'achevés, et pour parfaire la partie du réseau déjà décrétée et dont les tracés sont définitifs, il en restait 3,472 à construire. Il avait, d'ailleurs été décidé, au mois d'octobre dernier, que dans la Birmanie anglaise, on réunirait Changoon à Prome par une voie ferrée non comprise dans les projets primitifs. Les 10,092 kilomètres achevés était l'œuvre soit de compagnies privées, soit de l'Etat lui-même. Les unes n'avaient pas déboursé à la date du 31 mars 1875, une somme moindre de 92,786,426 (2,319,660,000 francs), et l'Etat avait dépensé pour son compte 8,537,567, soit 213,439,000 francs.

Les Hindous les plus pauvres savent fort bien utiliser les voies quand on les met à la portée de leurs moyens pécuniaires, et les Bengalaïs n'ont pas perdu le souvenir des immenses services qu'elles leur ont rendus lors de la famine de 1873.

(1) *Revue politique et littéraire*, 20 mai 1876.

La vieille Inde des brahmanes, pas même la malaise Java, n'est pas la dernière étape de la locomotive dans ses pérégrinations vers l'extrême Orient; elle se fait entendre près des champs de l'Australie et dans les campagnes des Maoris anthropophages, à quelques centaines de kilomètres de la solitaire île de Pâques, cet antipode de notre hémisphère occidental. Les six colonies qui se partagent aujourd'hui le sol australien comptent ensemble 2,246 kilomètres de voies ferrées : il y en a 667 dans la Nouvelle-Galles du Sud; 732 à Victoria; 348 à Queensland; 218 dans l'Australie méridionale; 72 dans la Tasmanie; 259 dans l'Australie occidentale. Victoria se propose d'ailleurs de compléter son réseau jusqu'à 2,380 kilomètres, dont la dépense totale est évaluée à 266,770,000 francs, et la Nouvelle-Zélande en aura plus tard 1,615, pour lesquels 250,000,000 sont jugés nécessaires; la Tasmanie enfin en construit 172 en ce moment même. C'est énorme pour des sociétés encore naissantes et dont les débuts furent si modestes; cela témoigne éloquemment de ce merveilleux esprit d'entreprise et de ce besoin d'expansion coloniale qui ne manquèrent point jadis à la race française avant que l'esprit centralisateur l'eût courbée sous son uniforme niveau, et qui sont devenus le privilège des Anglais et des Américains du Nord, dressés de longue date au *self help* et au *self government* par leurs habitudes politiques ou religieuses.

III

Dans cette répartition des voies ferrées sur la surface du globe l'Afrique se trouve encore plus mal partagée que l'Asie. Il est vrai que la civilisation n'a encore entamé la grande péninsule que sur son pourtour; son intérieur perd chaque jour de son mystère géographique et de son redoutable prestige, mais que d'années, de siècles peut-être doivent s'écouler avant que la machine à vapeur fasse planer ses panaches de fumée sur les rives du Tanganyka ou du lac Albert, et que le rail se substitue aux sentiers du pionnier dans le haut bassin du Zaïre.

La civilisation factice qui florit sur les bords du Nil s'est signalée par un grand luxe de travaux publics plus ou moins utiles, plus ou moins opportuns, et parmi lesquels elle n'a pas oublié les chemins de fer. A la fin de 1873, il y avait en Égypte 1,783 kilomètres de chemins de fer exploités, et la septième annexe du célèbre *rapport* de M. Stephen Cave nous apprend qu'ils avaient coûté 307,358,800 francs, ce qui porte à environ 170,000 le coût du kilomètre. Toute construction nouvelle se trouve suspendue à cette heure, à part la ligne dite de Nubar ou du Soudan, encore

a-t-elle été restreinte à la portion des rives du Nil, qui s'étend de Nady Halfa à Hannek et qui mesure 320 kilomètres. Tout équipée et l'outillage sur place, cette ligne doit revenir à 175,000,000 francs le kilomètre. On ne songe plus à parfaire le tracé primitif de M. Fowler, qui comprenait un second parcours de 560 kilomètres, d'Hannek à Shendy, à travers un pays fort difficile. Les cataractes qui obstruent le Nil dans cette partie de son cours ne sont infranchissables à la navigation que pendant trois mois, tandis que celles que la ligne de construction longe le sont presque toujours.

Parlons maintenant des chemins de fer de notre grande possession méditerranéenne que tant de millions dépensés, tant de sang versé et tant de sueurs prodiguées ont faite triplement française. Nous voudrions en parler à notre aise comme Montesquieu d'Alexandre. Hélas ! ce que nous avons maintenant à en dire se réduit à bien peu de chose, car il n'y a en tout en Algérie que deux lignes ferrées en exploitation, l'une d'Alger à Oran, qui compte 426 kilomètres, et l'autre de Philippeville à Constantine, qui n'en a que 87. 513 kilomètres, voilà tout ce qui a été exécuté du plan tracé par le décret du 8 février 1857 et qui devait doter la colonie d'un réseau d'environ 2,000, comprenant une ligne transversale de l'ouest à l'est, partant d'Oran pour aller aboutir à Constantine par le Sig, Blidah, Alger, Aumale et Sétif, ainsi que de lignes dirigées des principaux ports, Bone, Bougie, Arzew, Oran sur cette artère principale ! Ayons cependant quelque confiance dans l'avenir : nos députés républicains portent à l'Algérie un intérêt très-vif, et son gouverneur actuel, l'honorable général Chanzy, paraît pénétré de l'extrême importance des voies ferrées comme auxiliaires de la colonisation et de notre suzeraineté. 388 nouveaux kilomètres sont cédés; 251 sont aux enquêtes ; on en étudie 262 en dehors d'une ligne directe d'Alger à Constantine, et on en a prévu 630.

Tout à fait à l'extrémité sud de l'Afrique, la colonie du Cap est pourvue de 105 kilomètres, celle de Natal, détachée du Cap en 1857, n'en a encore que trois ; mais, en 1873, une convention a été passée avec une compagnie pour en construire 215 kilomètres. A cet effet, le gouvernement colonial a fait don à la compagnie de 4,000,000 d'hectares de terrains et de houillères, et lui assure, en outre, une subvention annuelle d'un million. C'est à peu près le quart des ressources budgétaires de la colonie, mais ses ressources se développent rapidement : de 96,720 liv. sterling qu'elles étaient en 1868, elles ont monté à 207,361 liv. sterling en 1873. Elle produit beaucoup de laine, du cuivre et du coton ; elle expédie de l'ivoire et des peaux. Son mouvement commercial se traduisait, en 1873, par 21,697,000 francs d'importations et 16,275,000 d'exportations

quoique sa population ne dépassât point 300,000 personnes, dont un septième environ d'origine européenne.

Énumérons encore les 106 kilomètres ferrés de l'île Maurice et le contingent de l'Afrique sera fixé. En définitive, il ne s'est agi pour cette partie du monde que de petits chiffres; en mettant le pied dans l'Amérique du Nord, nous allons retrouver les grands.

A tout Seigneur, tout honneur; voici en tête la grande République américaine. La première voie ferrée qui y ait été livrée au commerce est celle de Quincey, dans la Massachusetts et date de 1827, (1). Trois ans plus tard, il n'existait encore que 37 kilomètres de ces voies, mais, en 1840, il y en avait déjà 4610 et à partir de cette époque, l'impulsion se précipite : 13,525 kilomètres en 1850; 50,000, en 1860; 85,500 en 1870, et enfin, 128,880, au 1^{er} janvier 1875. Ce n'est guère pourtant que 1 kilomètre ferré par 80 kilomètres superficiels; mais aussi quel immense territoire : 9 297 917 kilomètres, c'est-à-dire de quoi découper par portions égales 52 états grands comme l'Angleterre proprement dite, et 14 comme la France! On devine facilement qu'un développement aussi gigantesque a dû absorber un capital gigantesque aussi, et de fait, on ne l'estimait pas à moins de 3.500.000.000 dollars, soit 18 milliards et demi de francs, à la fin de l'année 1874.

Par malheur, cette somme n'a pas toujours été employée de la façon la plus judicieuse. La fièvre des chemins de fer, si l'on peut ainsi dire, s'est emparée à un certain moment, de ce peuple, à la fois si positif et si impressionnable, il a voulu les pousser, dans tous les sens et vers toutes les directions de sorte que beaucoup de lignes, comme un journal de New-York, *Le Commercial Chronicle* nous l'apprenait, il y a quelques mois, sont aujourd'hui en pleine déconfiture. On a calculé que pendant la période 1872-76, les faillites ont représenté une somme de 4,155,000,000 francs; sur lesquels les Américains avaient fourni 2.825,000,000 et les étrangers 2,330,000,000. Telles sont les sommes englouties par des lignes reconnues aujourd'hui incapables de vivre, ou qu'il a fallu reconstruire à grands frais. Encore ce calcul ne s'applique-t-il qu'au capital-obligations : il néglige le capital-actions resté improductif, les capitaux atteints d'un préjudice seulement passager, les pertes

(1) C'est ce que dit M. Frederick Martin; mais notre compatriote Simonin place cet événement en 1831 et désigne la voie ferrée dite « Mohawk and Hudson » parcequ'elle faisait communiquer les vallées de ces deux rivières entre Albany et Schenectady, comme le premier railroad américain. Il s'appuie à cet effet sur un tableau que possède la Société historique du Connecticut et qui représente le premier train des voyageurs sur un chemin de fer en Amérique. (V. *Le Monde américain*, chap. VIII.)

essuyées par les spéculateurs, ou leurs dupes, sur les obligations non-émises.

Parmi les lignes assurées d'une longue et brillante existence, il en est une qui mérite bien ici une mention spéciale : c'est celle dite du Pacifique. Partant d'Omaha, sur le Missouri, elle court sur une longueur d'environ 2800 kilomètres et traverse les prairies du Dakota, les montagnes rocheuses, le grand désert intérieur, la Sierra Nevada, pour aboutir à Sacramento, la capitale de la Californie. Decrétée le 1^{er} juillet 1862 en pleine guerre civile, cette ligne sans pareille était achevée moins de sept ans plus tard et inaugurée le 10 mai 1869, quelques mois après l'ouverture du canal de Suez. On se fait difficilement une idée, sans l'avoir vu, des difficultés dont l'art de l'ingénieur a dû triompher pour venir à bout de son œuvre. Dans la traversée des Montagnes Rocheuses et même du grand désert, on ne se trouvait en face que de difficultés ordinaires ; mais franchir la Sierra Nevada, ses pics sourcilleux, ses cols inaccessibles, ses ravins inextricables, c'était une besogne nouvelle et toute hérissée d'obstacles. Les ingénieurs américains les ont vaincus toutefois, et cela presque sans tunnels, avec des courbes dont certaines n'ont pas plus de 125 mètres de rayons, avec des pentes presque de 25 millimètres par mètre, alors qu'au début des voies ferrées, on ne dépassait pas 5 millimètres. Les trains, quand ils descendent marchent sans locomotive, par l'effet de la seule gravité ; mais quand ils remontent, ils sont trainés par deux qui semblent s'essouffler et perdre haleine. « La traversée des montagnes Pennsylvaniennes, de la chaîne des Alleghanies, que l'on citait naguère comme une merveille est de beaucoup dépassée par la traversée de la Sierra Nevada, la plus étonnante, la plus audacieuse que l'on ait jusqu'à présent effectuée. (1) »

Le succès de la ligne ferrée du Pacifique a stimulé les Anglo-Canadiens, d'autant que la Colombie britannique, l'île de Vancouver, et les territoires de chasse qui appartenaient jadis à la compagnie de la baie d'Hudson font aujourd'hui partie du *Dominion*, ou confédération canadienne. Depuis plusieurs années, ils ont conçu la pensée d'une autre ligne interocéanique qui mette en communication l'Atlantique septentrional et le Grand Océan, moyennant un tracé, partant de Montréal et long seulement de 4468 kilomètres, tandis que trajet entre New-York et San-Francisco, on mesure 5317. Ce tracé se dirigerait de Montréal sur Ottawa et de là sur le Fort-Garry, pour traverser la grande plaine de Saskatchewan que l'on dépeint comme une rivale du Grand-Ouest par sa fertilité et

(1) Simonin : *Le Monde américain*, chap. VIII.

sa beauté, puis franchir les montagnes rocheuses, qui la délimitent à la passe de la tête Jaune (Yellow Head Pass) par les 52°, 54 de latitude septentrionale. Le chiffre de la dépense à faire est évalué à 600.000.000 francs : L'Angleterre s'est portée garante de 75.000.000 et, dès l'année 1872, le gouvernement Canadien disposait de 150.000.000 pour la construction de la ligne.

En attendant le Canada possédait à la fin de l'année 1874, 6440 kilomètres ferrés ; c'est-à-dire, 1 par 1360 kilomètres superficiels, et 1792 autres kilomètres étaient en voie de construction. La configuration du pays déterminait d'une façon rigoureuse le tracé des principales lignes : Elles devaient relier entr'elles les villes de Québec, de Montréal, de Kingston, de Toronto, réunir ces centres canadiens à ceux de la Nouvelle-Ecosse et du nouveau Brunswick parcourir enfin la région des cinq grands lacs. A la fin 1872, une somme de 825.000.000 de francs avait déjà été consacrée à cet ensemble de travaux, dont le plus remarquable est le gigantesque viaduc tubulaire jeté sur le Saint-Laurent à Montréal.

Qu'on ajoute 43 kilomètres à la Jamaïque ; 637 à Cuba et 536 au Mexique, et on aura la longueur totale des voies ferrées de l'Amérique septentrionale. Sur les 536 kilomètres du Mexique, 480 appartient à la ligne de la Vera Cruz à Mexico, avec embranchement sur Puebla. Mais n'est-il pas triste de voir qu'une terre aussi favorisée de la nature que l'est le Mexique n'ait pas plus d'un kilomètre ferré par 3400 kilomètres carrés ? Les très-petites républiques de l'Amérique centrale, Costa Rica et le Honduras sont mieux partagées sous ce rapport ; elles comptaient au commencement de 1876, l'une 1 kilomètre ferré par 997 kilomètres superficiels, l'autre 1 sur 1194 ; en tout 67 kilomètres d'une part et 84 de l'autre. On sait que c'est dans la partie des Etats-Unis de Colombie, appelés autrefois la Nouvelle-Grenade, qui est située dans l'Amérique centrale, que se trouve le chemin de fer de Colon, sur le golfe du Mexique à Panama sur le Pacifique. Ce n'est qu'un tout petit bout de voie — une soixantaine environ de kilomètres ; mais il sert de véhicule à un grand commerce de transit entre les deux océans. Les steamers arrivant à Colon de New-York et des ports européens lui livrent leurs dépêches, leurs marchandises et leurs voyageurs, pour les transporter à Panama, d'où les emportent vers les ports du Pacifique de l'Amérique méridionale d'autres navires qui partent de Panama. Il n'y a point de concurrence possible et ce railway réalise de fort beaux bénéfices. Il viendra toutefois un jour où il sera bien amoindri par ce canal interocéanique, dont il est question depuis tant d'années et dont le projet a subi tant de vicissitudes. On n'a point à les décrire ici ; on dira seulement qu'au mois de

décembre dernier, ce projet était devenu aux États-Unis l'objet d'une préoccupation universelle. Des commissaires envoyés par le président Grant venaient de déposer leur rapport en se prononçant d'une manière très-résolue en faveur du tracé par le Nicaragua. Ils estimaient que la construction du canal, du Port de Brito sur le Pacifique à celui de Greytown sur l'Atlantique coûterait la somme de 66 millions de dollars. Ce tracé serait d'environ 181 milles plus long que les tracés situés plus bas ; mais les commissaires le tiennent pour le seul où le climat ne soit pas dangereux et le seul aussi où l'on soit assuré de trouver de l'eau froide en quantité suffisante.

Dans l'Amérique méridionale citons pour mémoire les 18 kilomètres de Vénézuéla et les 45 de la Bolivie : D'une part, c'est 1 kilomètre ferré par 71,540 kilomètres superficiels et de l'autre 1 par 21, 730 ! Mais en vérité, c'est bien peu de chose pour un empire comme le Brésil, dont la superficie est évaluée à 12,634,445 mètres carrés que d'avoir seulement 1265 kilomètres de chemins de fer construits et 448 en construction, c'est-à-dire 1 kilomètre par 9937 kilomètres superficiels. Il faut rendre néanmoins cette justice au gouvernement brésilien qui consacre de fortes sommes aux voies ferrées : ainsi leur donation qui n'était que de 12,000,000 de francs, en 1866 avait presque triplé à six ans de distance 33,157,800 francs. Il en a vue l'établissement complet de trois grandes lignes, l'une allant de Rio-de-Janeiro au San Francisco et de ce fleuve à la vallée du Tocantins, dans la province de Para ; la seconde coupant le Brésil par son centre et s'étendant des bouches de l'Amazone à celles du Rio-de-la-Plata, par les vallées du Tocantins et du Paraguay ; la troisième quittant aussi Rio-de-Janeiro et se terminant à la frontière méridionale. On aurait l'espoir d'attirer l'immigration par ce moyen dans des régions encore incultes, mais très-fertiles et très-propres à la culture du coton, du café, du tabac, de la canne à sucre, du blé et des autres céréales. On calcule qu'avec les lignes et leurs embranchements et les voies secondaires qui viendraient s'y relier, le Brésil pourrait compter, dans un avenir assez rapproché, quelque chose comme 12 à 13,000 kilomètres ferrés.

En continuant de longer le littoral est de l'Amérique du sud, on ne rencontre plus que trois États qui possèdent des voies ferrées : ce sont l'Uruguay, le Paraguay et la confédération Argentine. La seule ligne que possède le Paraguay mesure une longueur de 70 kilomètres et va d'Asuncion sa capitale à Paraguay. Les circonstances économiques et politiques qu'a faites à ce pays sa guerre avec le Brésil, la confédération Argentine et l'Uruguay le condamnent pour longtemps, à cet égard comme à bien d'autres à une stagnation complète. Pour mieux dire et pour s'exprimer comme

le dernier européen qui l'aït parcouru, M. Keith Johnston. « Il est couvert de ruines et en banqueroute; l'abaissement moral et matériel y a atteint un degré qu'on a peine de s'imaginer. » Les fermes sont tombées en ruine, et dans la partie de la république jadis la plus prospère, les immenses plaines des Missions, c'est à peine s'il reste quelques hommes. La population, composée en 1837, de 1,337,439 personnes se trouvait réduite à 221,079, dont 28,746 hommes seulement, 106,354 femmes et 86,079 enfants. L'Uruguay, qui ne compte pas plus de 450,000 habitants n'en est pas moins un pays prospère et qui entretient au dehors un commerce actif. Au 1^{er} juillet 1875, on y comptait 376 kilomètres ferrés finis et 352 en construction. Quant à la confédération Argentine, dont le mouvement commercial, un peu ralenti l'année dernière par suite de troubles civils et d'une crise financière, se traduisait, en 1874 par une somme de 500,000,000 de francs, elle avait, au commencement de 1876, 2200 kilomètres de voies ferrées, soit 1 kilomètre ferré par 605 kilomètres carrés, et il était question d'une ligne internationale entre Buenos-Ayres et le Chili qui aurait un parcours de 1430 kilomètres.

Le Chili, dont le nom vient d'être prononcé, est en somme la plus florissante et après le Pérou la plus peuplée des républiques hispano-américaines. Ce pays assez a été heureux jusqu'à ce jour pour échapper à la fièvre de changement politique et de révolutions intérieures à laquelle toutes les autres colonies de l'Espagne ont été plus ou moins en proie depuis leur émancipation. Ses finances sont bien administrées; sa population croît; son commerce ne le cède qu'à celui de la Confédération Argentine; on y aime la science économique et on n'y reste point sourd à ses leçons; l'instruction enfin, tant supérieure que primaire, y est fort répandue. Le Chili a construit d'assez bonne heure des chemins de fer : au 1^{er} janvier 1875 il en avait 1,212 kilomètres qui étaient exploités et 329 commencés : c'était 1 kilomètre ferré par 280 kilomètres superficiels, en fixant l'aire du pays à 344,000 kilomètres carrés, abstraction faite de l'Araucanie, nominalement annexée en 1863 et dont la surface est évaluée à 309,000 kilomètres carrés, sur lesquels sont répandus 70,000 belliqueux aborigènes.

L'état anarchique des républiques hispano-américaines est devenu un lieu commun sous la plume des défenseurs attardés du trône et de l'autel. Ils n'ont oublié qu'une chose, c'est qu'il est précisément un legs de la domination espagnole, de l'absolutisme royal et du catholicisme inquisitorial. De même, la lenteur des progrès économiques de ces pays tient à la cupidité de la métropole, qui les avait ruinés, et à l'incurie de leurs vice-rois, qui leur avaient laissé

tout à faire. Croirait-t-on que, sur toute l'étendue de la *costa* péruvienne, qui mesure, du nord au sud, une longueur de 2,442 kilomètres, les *conquistadores* n'avaient construit qu'une route carrossable, celle de Lima à Callao, longue de deux lieues seulement? Or cinquante-cinq ans après la proclamation de son indépendance, le Pérou comptait 1,600 kilomètres de voies ferrées construites ou à construire dans un délai de deux ans et ayant coûté ou devant coûter 630,000,000 de francs. Parmi les lignes entièrement achevées au 1^{er} janvier 1876, figurait la ligne de Callao et Lima à la Oroya, une des plus étonnantes du monde, qui monte pour franchir la Cordillère des Andes jusqu'à une hauteur de 5,082 mètres. On compte quarante-cinq tunnels, dont un, celui de la galère, a 1,200 mètres et vingt-cinq viaducs, dont l'un, jeté sur le Rimac, est supporté par des piles hautes de 79 mètres.

Ces 1,600 kilomètres ne représentent d'ailleurs que la moitié environ du réseau décrété, qui embrassera, si on l'exécute, une longueur totale de 3,637 kilomètres répartis entre vingt-deux lignes. Par malheur, les finances plus que délabrées du Pérou ont beaucoup compromis la réussite de l'œuvre totale. Avec son revenu public qui ne dépasse pas, bon an, mal an, 255,000,000 francs, ce paystrouvé le moyen de faire une dette extérieure de 1,225,000,000 francs, sans parler de 75,000,000 de dette intérieure et d'une dette flottante au chiffre inconnu. Aussi est-il, à l'instar du Honduras, de Costa-Ricca, du Paraguay, et, en Europe, de la Turquie et de l'Espagne, tombé en faillite. Quoiqu'en faillite, le pays des Incas, où Huayna Capac possédait, à en croire les historiens castillans, une chaîne d'or longue de 400 mètres et que la légende indienne a enfouie dans les profondeurs du lac d'Urcos, la colonie, en 1791 dans la période de déclin de cette industrie, comptait encore 70 mines d'or et 844 d'argent en activité.

La chose peut étonner; mais elle est certaine. Les mines péruviennes n'ont pas disparu et ne sont pas épuisées, tant s'en faut; seulement le métal n'affleure plus comme avant les Incas et même aux premiers temps de leur domination; il ne suffit plus de se baisser pour le ramasser, il faut l'arracher aux entrailles du sol. Aussi, délaissées pendant la guerre de l'indépendance, la plupart des mines ont-elles été abandonnées; l'eau les a envahies et pour les vider, il faudrait des bras et des vivres qui manquent; du combustible qui est abondant, mais qu'à défaut de canaux et de chemins de fer, on laisse sur place. Heureux les Péruviens, si secouant leur indolence naturelle et leur routine native, ils avaient développé les richesses de leur agriculture: ils n'auraient pas aujourd'hui à apprendre que de nos jours le travail humain consttue

la seule source de richesse qui ne trompe jamais et qui enrichit les peuples d'une façon plus certaine que l'exploitation des gîtes aurifères les plus puissants.

IV

En résumé, l'état statistique des chemins de fer du globe, en 1876, peut approximativement s'établir comme suit :

I. EUROPE.

Europe occidentale.

Iles-Britanniques.....	kil.	26,318
France.....		22,837
		<hr/>
		49,155

Europe centrale.

Belgique.....	kil.	3,370
Hollande.....		1,668
Suisse.....		1,638
Allemagne		27,956
		<hr/>
		34,632

Europe septentrionale.

Danemark.....	kil.	897
Suède.....		3,640
Norvège		426
Russie.....		19,431
		<hr/>
		24,934

Europe occidentale.

Autriche.....	kil.	9,823
Hongrie.....		6,415
Roumanie.....		826
Turquie		1,046
		<hr/>
		18,110

Europe méridionale.

Grèce.....	kil.	11
Italie.....		7,521
Espagne.....		5,347
Portugal.....		848
		<hr/>
		13,727

Total pour l'Europe... kil. 140,558

II. *Asie.*

Turquie d'Asie.....	kil.	329
Caucase.....		305
Inde britannique.....		10,092
Ceylan.....		82
Java.....		267
Japon.....		27
		<hr/>
		11.102

III. *Océanie.*

Australie.....	kil.	2.246
Nouvelle-Zélande.....		243
		<hr/>
		3.489

IV. *Afrique.*

Égypte.....	kil.	1.782
Algérie.....		513
Le Cap.....		105
Natal.....		3
Maurice.....		106
		<hr/>
		2.409

V. *Amérique du Nord et Centrale.*

États-Unis.....	kil.	128.880
Canada.....		6.440
Mexique.....		536
Cuba.....		637
Jamaïque.....		43
Costa-Rica.....		67
Honduras.....		84
		<hr/>
		136.687

VI. *Amérique méridionale.*

Colombie.....	kil.	60
Bolivie.....		45
Venezuela.....		13
Brésil.....		1.265
Paraguay.....		70
Uruguay.....		376
Confédération argentine...		2.200
Chili.....		1.212
Pérou.....		1.600
		<hr/>
		6.841

Récapitulation générale.

Europe.....	kil. 140.558
Asie.....	11.102
Océanie.....	3.489
Afrique.....	2.409
Amérique.....	143.528
<hr/>	
Total pour le globe entier.	301.086 kil. ferrés.

Et maintenant si l'on admet, avec le géographe Dussieux, que l'Europe embrasse 10.327.000 kilomètres carrés en chiffre ronds; l'Asie, 40.293.000; l'Océanie, 10.090.000; l'Afrique, 30.000.000; l'Amérique du Nord, 22.413.000; l'Amérique du Sud, 19.430.000; on trouve les rapports suivants entre le kilomètre ferré et les kilomètres superficiels :

Europe, 1 kilomètre ferré par 74 kilomètres carrés.

Asie, 1 kilomètre par 3.632 kilomètres carrés.

Océanie, 1 kilomètre ferré par 2.882 kilomètres carrés.

Afrique, 1 kilomètre ferré par 12.500 kilomètres carrés.

Amérique Nord, 1 kilomètre ferré par 156 kilomètres carrés.

Amérique Sud, 1 kilomètre ferré par 2.860 kilomètres carrés.

Soit, pour les 132.000.000 de kilomètres carrés du globe, 1 kilomètre de voie ferrée par 440 kilomètres superficiels.

LOUIS KERRILIS.

LA CONTRIBUTION FONCIÈRE

EN FRANCE

ET

LE PROJET DE LOI SUR LE CADASTRE

I.

Le gouvernement vient de saisir la Chambre des députés de deux projets de loi par lesquels il se propose de donner satisfaction aux plaintes si fréquentes que suscite parmi les populations rurales l'inégale répartition de l'impôt foncier. Afin de mieux étudier ces projets et de rechercher s'ils atteindront réellement le but que l'on poursuit, afin d'en scruter avec plus de netteté l'esprit et les conséquences probables, il n'est pas sans utilité de jeter

un coup d'œil en arrière, de retracer brièvement dans quelles circonstances fut créée une taxe qui joue un rôle si important dans notre histoire politique et économique, et de rappeler par quelles phases diverses elle a passé successivement jusqu'à ce jour.

On a si souvent représenté dans de savants ouvrages quelle était au point de vue de l'impôt la condition de la propriété foncière avant 1789, que de longs développements à ce sujet seraient tout à fait superflus. Personne n'ignore que sous le nom de taille (taille réelle ou personnelle selon qu'il s'agissait des pays d'Etat ou des pays d'élections), de capitation et de vingtièmes, de dimes et de corvées, la terre était grevée de contributions écrasantes, et dont le poids était réellement ou paraissait d'autant plus lourd qu'il ne portait point sur tous les propriétaires ; un grand nombre d'exemptions, principalement pour la taille, avaient été admises au profit de certaines personnes et même de classes entières de la société, la noblesse et le clergé, qui jouissaient pour quelques impôts d'une immunité complète. Ces privilèges, la rigueur et l'arbitraire avec lesquels les taxes territoriales étaient établies et levées en avaient rendu le fardeau insupportable aux populations, et Vauban dans son ouvrage fameux de la Dîme royale, s'était déjà fait l'écho de leurs justes doléances, longtemps avant quelles ne fussent inscrites dans les cahiers des Etats généraux de 1789, et qu'elles ne devinssent la cause déterminante de la révolution d'où date notre droit public moderne.

Non-seulement ces contributions pressaient très-inégalement sur les individus en raison des privilèges nombreux qu'elles admettaient, mais encore elles atteignaient le revenu de la terre dans des proportions bien différentes suivant les diverses provinces de la France. A cet égard une distinction encore doit être faite entre les pays d'Etats auxquels étaient assimilés les pays conquis et les pays d'élections ; dans les deux premiers l'impôt foncier était voté et réparti par les Etats ou assemblées provinciales, tandis que dans les pays d'élections il était fixé et distribué suivant un arrêt du Conseil du roi. On comprend en conséquence qu'il devait être beaucoup plus léger et plus équitablement assis dans les pays d'Etat dont les assemblées avaient intérêt à ménager les contribuables, que dans les pays d'élections où celles-ci n'avaient d'autre mission que de le distribuer suivant les règles et dans les proportions fixées à l'avance par un pouvoir absolu, irresponsable et sans contrôle.

II.

On est disposé à croire que l'assemblée constituante aurait dû tout d'abord s'appliquer à faire disparaître cette inégalité, et à ordonner les études nécessaires pour que la taxe territoriale pesât dans toutes les parties de la France d'un poids uniforme; mais elle s'arrêta devant l'énormité et la longueur de cette tâche, et, pressée de réaliser les promesses depuis si longtemps répétées de la suppression de tous les privilèges fiscaux, obligée en outre de pourvoir par des mesures immédiates et le vote des impôts aux nécessités budgétaires, elle n'accomplit qu'une partie de l'œuvre qui lui incombait; elle se contenta d'abolir tous les privilèges personnels ou réels en matière fiscale et de décréter que les impôts seraient désormais perçus uniformément sur tous les biens et sur tous les citoyens de la même manière et dans la même forme, sans distinction d'état, de rang ou de naissance (Décrets des 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789; déclaration du roi du 23 juin 1789); mais lorsqu'il s'agit de passer à l'exécution de ces mesures et à l'application de ces principes, l'assemblée rencontra les plus grosses difficultés, et, au lieu de procéder à une estimation générale de tous les revenus territoriaux des diverses parties du royaume pour ne demander à chacune d'elles que la part proportionnelle qui devait être mise à sa charge, on décida que chaque province paierait sous le nom d'impôt foncier une somme égale à celle que précédemment elle supportait au total sous des dénominations diverses, telles que taille, vingtièmes, capitation, impôts du sel, des boissons, des cuirs, insinuation, contrôle des actes, etc. Au montant de ces contributions effectivement payées on ajouta pour chaque province le produit des impôts directs qui auraient dû être acquittés par le clergé et la noblesse si les exemptions, dont ces deux ordres profitaient sous l'ancien régime et qui venaient d'être abolies, n'avaient pas existé, et le total représenta le contingent que chaque province fut tenue de fournir à titre d'impôt foncier; cette somme fut ensuite divisée par généralité, puis par département et enfin entre chaque commune proportionnellement au chiffre pour lequel chacune de ces divisions administratives avait concouru à la former.

On voit donc que grâce à ce procédé inspiré à l'Assemblée constituante par le besoin de faire face aux exigences budgétaires et par l'impossibilité d'accomplir en quelques mois le travail gigantesque qu'aurait réclamé une évaluation du revenu net de toutes les propriétés, dans chaque commune, puis dans chaque dé-

partement, chaque généralité et chaque paroisse, on voit, disons-nous, que grâce à ce procédé sommaire, les anciennes inégalités jadis si choquantes relativement à l'impôt foncier de province à province, furent maintenues et consacrées en quelque sorte par le législateur. Quant à l'égalité, quant à la proportionnalité, si longtemps et si bruyamment réclamées, elles n'existèrent que pour la répartition entre les contribuables d'une même commune de la somme totale attribuée à celle-ci; la loi des 29 octobre, 1^{er} décembre 1790 et l'adresse du 24 juin 1791 en fondèrent l'établissement définitif, et ces deux documents avec les développements que leur donnèrent des actes législatifs postérieurs, notamment les lois des 3 frimaire an VII, 2 messidor an VII, 15-25 décembre 1807 (art. 23-39), et 31 juillet 1821, forment encore aujourd'hui la base de notre droit fiscal. Il serait assurément injuste de méconnaître le bienfait immense de ces dispositions qui créèrent l'égalité entre les contribuables de chaque commune; mais combien n'est-il pas à regretter que l'Assemblée constituante, au lieu de maintenir entre les provinces les inégalités qui les rendaient si dissemblables les unes des autres, n'ait point voté les lois nécessaires pour qu'à l'avenir chacune d'elles ne fût appelée à participer à la contribution foncière que dans la mesure vraie de son revenu et de ses facultés territoriales! Cette inégalité nous en souffrons encore aujourd'hui, nous en subissons tous les inconvénients, ses effets funestes s'accusent et s'étendent avec une énergie que le temps n'a point atténuée, et c'est pour y remédier que l'un des deux projets de loi, celui qui est relatif à la péréquation de l'impôt foncier, a été présenté au Parlement.

Dès les premiers jours au surplus de la législation nouvelle et dans un temps où le besoin légitime de l'égalité était devenue une passion, et quelquefois malheureusement une passion sans mesure, sans frein, et derrière laquelle prirent naissance tant de crimes politiques, de vives réclamations surgirent de différents côtés contre la répartition de l'impôt foncier. Certaines provinces comparant à d'autres contrées la cotisation qui leur était réclamée prétendaient qu'elles étaient surtaxées et demandèrent avec instances qu'on les dégrêvât; elles obtinrent satisfaction dès 1797, et des 240 millions auxquels avait été primitivement fixé le principal de la contribution pour toute la France, 22 millions furent retranchés; cet abandon qui profita pour une quotité très-dissemblable à chaque département eut pour résultat de diminuer l'écart qui les séparait dans la répartition de l'impôt; mais pour être amoindrie, l'inégalité n'en subsistait pas moins, et avec elle se perpétuèrent les plaintes des contrées surchargées.

On ne retracera pas ici dans tous ses détails l'historique des dégrèvements successifs de la contribution foncière; la date et l'importance de chacun d'eux ressortiront d'ailleurs suffisamment du tableau suivant :

En 1791		principal	240,000,000
En 1797, dégrèvements de	22,500,000	id.	218,058,900
En 1798	id. 10,902,945	id.	207,115,955
En 1799	id. 18,000,000	id.	189,496,400
En 1802	id. 6,192,300	id.	183,304,000
En 1804	id. 8,434,000	id.	174,870,000
En 1805	id. 2,765,000	id.	172,105,000
En 1819	id. 4,535,642	id.	168,127,572
En 1821	id. 13,529,123	id.	154,681,351

A partir de 1821 le principal de l'impôt ne reçut plus en France aucune modification; s'il figure aujourd'hui au budget des recettes pour 169 millions environ, l'excédant de ce chiffre sur celui de 154,681,351, inscrits au budget de 1821, provient en entier de l'exécution de la loi du 17 août 1835 en vertu de laquelle la taxe à laquelle sont assujetties les maisons nouvellement bâties, ne vient plus en déduction du contingent mis à la charge de la commune, mais l'augmente au contraire de tout son produit. En 1850, il est vrai qu'il fut fait remise aux contribuables d'une somme de 27 millions environ, mais il faut remarquer si la loi du 7 août 1850 qui supprima le 17 centimes additionnels généraux infligea au trésor du chef de l'impôt foncier une perte aussi considérable, celle-ci atteignait exclusivement le produit des centimes additionnels, mais laissa intact le principal même de la contribution foncière.

Malgré ces tentatives réitérées qui témoignent au moins du bon vouloir du législateur pour ramener entre les diverses contrées de la France une répartition plus équitable, l'inégalité n'a pu disparaître, nous ne savons même si l'on peut dire en présence des chiffres qu'elle ait diminué d'une manière très-appreciable.

En effet, ce qui établit l'égalité de la charge, c'est l'uniformité de la proportion entre l'impôt perçu et le revenu net qu'il atteint; or, des travaux qui précédèrent la loi du 31 juillet 1821, il résulte qu'à cette époque le rapport entre la taxe foncière et le revenu net de chaque département en France variait entre le sixième et le dix-septième, et que les différences s'étagaient ainsi :

4 départements donnaient à l'impôt foncier le 6 ^e ou 16.66 % de leur revenu net.				
7	id.	id.	le 7 ^e ou 14.28 %	id.
23	id.	id.	le 8 ^e ou 12.50 %	id.
18	id.	id.	le 9 ^e ou 11.11 %	id.
14	id.	id.	le 10 ^e ou 10. » %	id.
5	id.	id.	le 11 ^e ou 9.09 %	id.
4	id.	id.	le 12 ^e ou 8.33 %	id.
4	id.	id.	le 13 ^e ou 7.69 %	id.
1	id.	id.	le 14 ^e ou 7.14 %	id.
4	id.	id.	le 15 ^e ou 6.66 %	id.
1	id.	id.	le 16 ^e ou 6.25 %	id.
1	id.	id.	le 17 ^e ou 5.88 %	id.

La loi du 31 juillet 1821 eut pour objectif et pour conséquence de rappeler à la proportion du 10^e les 52 départements qui payaient au delà, sans toucher au contingent des 34 départements les moins chargés, et auxquels l'impôt demandait au sacrifice variant entre le 10^e et le 17^e de leur revenu. Cette loi tout en rapprochant les termes extrêmes de l'inégalité la laissait donc subsister en grande partie : aussi les plaintes ne se ralentirent-elles point ; en 1850, même elles devinrent tellement vives qu'on reconnut la nécessité de procéder à une nouvelle repartition, et comme préliminaire de cette opération, à une évaluation générale du revenu net de chaque département ; à cet effet, la loi du 7 août 1850 (art. 2) invitait le gouvernement à présenter dans un bref délai une estimation nouvelle des revenus territoriaux, et un arrêté du 3 mai 1851, institua les formes dans lesquelles le travail devait être exécuté ; les commissions créées par l'arrêté ministériel ne tardèrent pas à entrer en fonctions, mais le résultat de leurs études ne fut jamais publié ; les événements politiques qui éclatèrent peu de temps après détournèrent l'attention publique de ces questions, si importantes qu'elles fussent, et d'un autre côté la suppression récemment accomplie des 17 centimes additionnels généraux en procurant un soulagement immédiat à la propriété territoriale, apaisa au moins momentanément ses réclamations jusque-là si fondées et si pressantes.

Au moment où fut votée la loi du 7 août 1850, les proportions visées par la loi du 31 juillet 1821 étaient déjà bien modifiées ; les recherches entreprises par l'administration des finances et dont le ministre donna communication à l'assemblée montraient qu'en 1850, c'est-à-dire 30 ans environ après la loi du 31 juillet, le principal de l'impôt foncier s'élevait en moyenne pour la France entière à 6,06 0/0, tandis que 37 départements payaient au-dessous de cette moyenne dans des proportions variables dont la plus faible,

relevée pour le département de l'Ardèche, descendait jusqu'à 3,74 0/0, et que 48 autres départements au contraire supportaient une taxe foncière échelonnée entre 6,06 0/0 et 9,07 0/0 de leur revenu net; les départements les plus lourdement chargés, tels que le Tarn-et-Garonne où la proportion était de 9,07 0/0, payaient donc à peu près trois fois autant que les départements les plus favorisés où elle ne dépassait pas 3,74 0/0.

Ces chiffres font ressortir une disproportion déjà bien frappante; en réalité elle est beaucoup plus grande encore qu'elle n'apparaît au premier abord; en effet, comme M. Édouard Vignes le faisait remarquer avec infiniment de raison dans l'excellent article paru à cette même place en mars 1866 « ces chiffres ne sont « que des moyennes; non-seulement il se peut, mais il est certain « que dans les départements qui paient 9 0/0, cette proportion se « trouve dépassée dans diverses communes, de même que dans les « départements qui paient 3,74 0/0, certaines communes sont im- « posées dans une moindre proportion. Il est donc permis de croire « que l'impôt en principal dépasse 10 ou 12 0/0 du revenu dans cer- « taines communes, et que dans d'autres il atteint à peine la pro- « portion de 2 0/0.

Malgré la loi réparatrice de 1821, l'inégalité de la charge fiscale était donc encore bien accusée en 1850 entre les divers départements; combien depuis cette époque ne doit-elle pas avoir augmenté! Les chemins de fer que l'on a créés et qui sillonnent aujourd'hui le territoire, les canaux que l'on a creusés, les voies de communication de toute sorte qui ont été ouvertes partout, jusque dans la plus petite commune, jusque dans le moindre hameau, ont changé singulièrement les conditions relatives de la propriété foncière à travers les différentes régions de la France; il n'est pas douteux que tel département doté dans ces dernières années d'un réseau serré de chemins de fer a vu son revenu net s'accroître considérablement et par conséquent diminuer la quotité de sa taxe foncière, tandis que dans tel autre département moins bien traité, soit à cause de sa topographie montagneuse, soit par suite de l'état disséminé de sa population, le revenu net est demeuré stationnaire ou ne s'est pas accru dans la même mesure. A ces causes de progrès inégal, si l'on ajoute celles qui proviennent de la nature du sol, des améliorations multiples introduites dans certaines cultures par la découverte de nouveaux amendements ou de procédés et de machines agricoles perfectionnés, et enfin celles qui résultent de l'extension, de la propagation de quelques cultures privilégiées, telle que la vigne et le mûrier par exemple, dans des pays où elles étaient inconnues auparavant, on conçoit que les chif-

fres proportionnels relevés en 1850 et qui précisaient la situation de chaque département au regard de l'impôt foncier ont dû éprouver de profondes modifications. L'administration des finances a fait suivre le projet de loi présenté le 23 mars dernier d'un tableau dressé avec le plus grand soin d'après les documents dont elle dispose; ce tableau qui s'applique à tous les départements sauf ceux des Alpes Maritimes, de la Corse, de la Meurthe, de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Savoie et de la Haute-Savoie, permet de constater qu'en 1874, la moyenne de la proportion entre le revenu net et l'impôt foncier est pour toute la France de 4,24 0/0, que 33 départements n'atteignent point cette moyenne, que ceux qui s'en éloignent le plus et qui par conséquent supportent la charge la plus légère, les Basses-Pyrénées et les Hautes-Pyrénées, paient seulement 2,82 et 2,83 0/0 de leur revenu net, tandis que 49 autres départements sont imposés au delà de ce taux; parmi ces derniers les plus maltraités sont le département du Morbihan qui donne 6,06 0/0 et celui de la Lozère qui est grévé jusqu'à 6,09 0/0 de son revenu.

Ainsi qu'on l'énonçait précédemment, en dépit des efforts réitérés du législateur, l'inégalité de l'impôt foncier n'a que bien légèrement diminué. En 1850 en effet, les documents ministériels nous montrent que 37 départements contribuaient à l'impôt par rapport à leur revenu dans une proportion inférieure à la moyenne établie pour toute la France, et que 48 départements au contraire dépassaient cette moyenne; or, en 1874 si la moyenne s'est abaissée, l'écart s'est maintenu presque identique; 49 départements au lieu de 48 seulement sont atteints par une quotité supérieure à la moyenne, au-dessous de laquelle restent 33 départements au lieu de 37 ou plutôt au lieu de 34, puisqu'il faut éliminer de tout calcul de comparaison en 1874 les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle qui figuraient dans les statistiques de 1850. C'est d'une unité seulement, on le voit, que les chiffres ont varié en l'espace de 24 ans, et l'on peut dire sans témérité que la disproportion de la charge fiscale ne s'est point modifiée. Aussi n'est-il point surprenant que des réclamations n'aient cessé de se produire; maintes fois sous l'empire au Corps législatif, et bien plus récemment à l'Assemblée nationale en mars 1874, des voix autorisées demandèrent avec instance que le gouvernement ordonnât des études ayant pour objet de créer l'égalité entre les départements sous le rapport de leurs forces contributives, ou, pour parler le langage universellement adopté, d'établir la *péréquation* de l'impôt foncier.

III.

Tel est le but que vise le projet de loi actuellement soumis à la Chambre des députés, et par lequel un crédit de un million de fr. est demandé pour la dépense relative à l'évaluation du revenu net de la propriété territoriale dans chaque département ; cette évaluation est effectivement indispensable pour que le gouvernement puisse satisfaire au vœu de l'art. 4 de la loi du 3 août 1875 et présenter dans la loi des finances de 1877, un système de nouvelle répartition du principal de la contribution foncière entre les départements. Dans l'exposé des motifs qui précède les 4 articles de la loi, le ministre des finances expose brièvement comment ce travail si compliqué pourrait être accompli ; d'une part, les renseignements recueillis auprès des officiers ministériels et des notables propriétaires de chaque commune par des agents des contributions directes spécialement envoyés à cet effet, d'autre part l'examen des biens enregistrés ou des déclarations verbales, et des actes de vente ou d'adjudication, donneraient la facilité de dresser commune par commune l'estimation aussi exacte que possible du revenu net foncier à l'hectare de chaque nature de propriété et par suite de tout le territoire de la commune ; ces travaux d'estimation seraient centralisés pour le département par le directeur des contributions directes qui les soumettrait au conseil général appelé à fournir ses observations, et enfin les observations de tous les conseils généraux seraient déferées à une commission centrale siégeant à Paris, et qui après les avoir étudiées enverrait au ministre des finances pour qu'il le transmitt à la Chambre des députés le résultat de ces appréciations et un projet de répartition nouvelle de l'impôt foncier entre tous les départements.

A quelque point de vue que l'on se place, soit en théorie, soit en pratique, ce projet de loi paraît être sagement conçu et combiné ; il répond incontestablement à l'un des désirs les plus légitimes et les plus anciens de la propriété foncière. Nous ne pouvons donc lui donner ici qu'une approbation complète, et faire des vœux pour sa prochaine adoption et sa prompte mise en œuvre ; nous devons toutefois y signaler quelques imperfections ou quelques lacunes regrettables, et il est vraiment à désirer que le contrôle législatif auquel il est actuellement soumis les fasse disparaître. On remarquera tout d'abord que le projet ministériel ne stipule que pour une opération isolée ; pour une évaluation à faire une seule fois et qui semble ne devoir pas être renouvelée ; tel est évidemment l'esprit qui a présidé à sa rédaction et le but dans lequel

il a été envoyé à la Chambre. Mais est-ce là une œuvre suffisante; et ne faut-il point se préoccuper dès aujourd'hui de ce qui arrivera nécessairement dans un avenir très-rapproché? En effet, on peut, on doit considérer comme certain que les causes énumérées précédemment et qui ont créé ou augmenté l'inégalité de la répartition de l'impôt foncier entre les départements et entre les communes ne disparaîtront pas comme par enchantement après le vote de la loi; leur action continuera à s'exercer et sous leur influence persistante, l'équilibre un instant rétabli ne tardera guère à être de nouveau rompu; des voies de communication seront construites qui changeant les courants commerciaux enrichiront certaines contrées tandis que d'autres ne feront aucun progrès ou peut-être même verront leurs transactions et leur prospérité décroître; grâce à l'introduction de machines des terrains stériles jusque-là ou imparfaitement cultivés deviendront fertiles ou plus productifs; le phylloxera, l'oïdium et d'autres fléaux encore peut-être emporteront le revenu de vignobles entiers, tandis que dans d'autres localités des roches montagneuses où ne poussaient que fougères et broussailles se couvriront de vignes et de plantations. En un mot, pourquoi supposer que les raisons si nombreuses qui ont agi depuis tant d'années et rendu inévitable une évaluation nouvelle des revenus territoriaux ne survivront pas au vote de la loi, et dans un temps plus ou moins éloigné ne nécessiteront pas encore un travail semblable et une autre répartition? Dès lors ne serait-il pas beaucoup plus judicieux d'organiser de suite d'une manière définitive la révision périodique de ces évaluations qui forment la base de la répartition de l'impôt foncier entre les départements? On se ménagerait ainsi le moyen d'entreprendre plus sûrement et d'exécuter dans des conditions meilleures d'exactitude, aussi souvent qu'il paraîtrait utile, ce travail délicat et considérable d'une estimation du produit net de toute la propriété foncière dans un pays où elle est aussi diverse, aussi variable, aussi multiple dans ses formes, ses modifications et sa valeur, aussi disséminée, aussi pulvérisée en quelque sorte que nous la voyons en France. Dans leurs tournées annuelles sur le territoire de chaque commune les agents ordinaires des contributions directes (contrôleurs, inspecteurs et autres), tout en accomplissant leurs opérations normales, recueilleraient sans aucun surcroît de peine ou de dépense les renseignements de toute espèce qui pourraient leur servir pour saisir et fixer toutes les variations du revenu net foncier; ils constitueraient ainsi un registre constamment ouvert où tous les incidents, tous les faits relatifs à la propriété seraient consignés, et dont le dépouillement périodique fournirait des chiffres certains pour

établir les bases d'une répartition équitable de l'impôt. Il serait superflu d'indiquer ici le délai dans lequel devraient être révisées les évaluations territoriales, mais on est tenté de croire que pour maintenir l'égalité dans la répartition, l'équilibre dans l'appréciation des forces productrices de chaque localité, il ne faudrait pas que ce délai dépassât 10 années au maximum. Il est donc à désirer que soit le gouvernement par un article additionnel, soit l'initiative parlementaire par voie d'amendement, introduise cette amélioration, et qu'une stipulation catégorique de la loi décide que tous les dix ans par exemple, il sera, dans les formes prescrites, procédé par l'administration à une nouvelle évaluation des revenus nets des propriétés non bâties dans chaque département, et par le pouvoir législatif à une répartition nouvelle de la contribution foncière.

Quelque opportune, quelque nécessaire que nous paraisse cette mesure, le projet de loi du gouvernement encourt à notre avis une critique beaucoup plus sérieuse encore; il renferme une lacune grave, et dont la disparition intéresse la sécurité même de la propriété territoriale.

Jusqu'à présent la contribution foncière est restée un impôt de répartition; telle n'avait pas été cependant à l'origine l'intention du législateur qui prétendait en faire un impôt de quotité. « Nous « marchons pas à pas vers l'établissement de l'égalité proportionnelle entre les communes, disait en 1807 le ministre des finances « lors de la présentation du projet de loi relatif au cadastre, qui « conduira par une gradation insensible au rapport à établir entre « tous les départements. Ce rapport s'établira naturellement par « le résultat général du cadastre; il présentera le montant du produit net imposable dans chacune des communes de France, et « par conséquent dans l'ensemble de chaque département, alors la « contribution foncière reprendra le double caractère d'impôt proportionnel et d'impôt de quotité que l'assemblée constituante « avait voulu lui donner, mais dont elle n'était pas susceptible, « tant que la matière imposable n'était pas connue. Cette base une « fois acquise, la loi dira: la contribution foncière sera du neuvième, « par exemple, des revenus nets constatés par les matrices cadastrales des diverses communes de chaque département. » En 1832 le rapporteur de la loi du 21 avril qui restituait à l'impôt des portes et fenêtres, le caractère d'impôt de répartition que la loi du 26 mars 1831, lui avait enlevé pour lui donner celui d'impôt de quotité, s'exprimait ainsi: « après de longues conférences dans « lesquelles les avantages et les inconvénients de la répartition et « de la quotité ont été approfondis, comparés et balancés, on s'est

« décidé pour ce dernier mode (la quotité)... aujourd'hui que le
 « pays lui-même autorise l'impôt et la perception, n'est-ce pas au
 « gouvernement qu'il appartient de rechercher la matière imposa-
 « ble, de constater et d'apprécier les fonds contributaires?.. Notre
 « commission a pensé néanmoins qu'il fallait ajourner ce change-
 « ment à des temps plus calmes. »

L'opinion publique s'était émue des inconvénients que pouvait entraîner cette révolution dans les principes de la contribution foncière, et devant ses manifestations réitérées soit dans les journaux, soit même au parlement, le législateur s'était résolu à conserver définitivement à l'impôt foncier la forme qu'il avait toujours eue d'impôt de répartition; c'est à ce résultat que concouraient notamment les lois des 20 mars 1813, 23 septembre 1814, 15 mai 1818, 17 juillet 1819 et enfin et surtout la loi du 31 juillet 1821, qui dans son article 20 stipulait que les opérations cadastrales n'auraient plus d'autre objet que de servir à rectifier la répartition individuelle dans chaque département.

Et ce n'est pas sans raison que l'opinion publiques'était soulevée contre la forme dangereuse que le gouvernement prétendait donner à l'impôt foncier; lorsque celui-ci est un impôt de répartition la somme totale à demander dans toute la France à chaque département, à chaque arrondissement et à chaque commune est délimitée, connue à l'avance, et les contribuables trouvent dans la crainte qu'éprouve toujours le gouvernement à se dépopulariser où à se compromettre vis-à-vis des populations par la demande d'un sacrifice trop lourd une protection efficace contre toute élévation inutile de leur cotisation; et de fait, on remarquera que depuis son établissement en 1791, la taxe foncière n'a jamais été augmentée; ainsi que nous l'avons exposé plus haut, elle a suivi de dégrèvements en dégrèvements une marche constamment décroissante, jusqu'au 31 juillet 1821, époque à partir de laquelle le principal en est demeuré invariable. On se rend aisément compte des sérieux avantages que crée pour les contribuables cette immutabilité de l'impôt foncier; ils peuvent en effet dès le premier jour de l'année chiffrer avec précision le sacrifice qu'ils auront à subir; l'acheteur d'une terre suppose à un centime près la déduction qu'il devra opérer sur le revenu pour satisfaire à l'impôt, et il lui importe d'autant plus de la connaître avec exactitude, qu'elle lui sert à établir le revenu net, dont la valeur lui permet d'apprécier le capital auquel il portera son acquisition; le propriétaire, le petit propriétaire surtout, peut se livrer sans crainte aux plus pénibles efforts, aux travaux les plus ardues pour améliorer sa culture et augmenter le produit de son champ; dans le système de la

répartition il est assuré que la plus-value entière de sa propriété lui appartiendra, et que l'Etat ne viendra pas, sous la forme de l'impôt foncier, réclamer sa part des fruits de son labeur. La contribution foncière devient-elle au contraire un impôt de quotité? à l'instant tous ces avantages s'évanouissent; incertitude du prélèvement annuel exercé par l'impôt sur le revenu net, impossibilité de connaître sûrement la valeur vénale de l'immeuble puisque celle-ci ne saurait être définie que d'après l'importance du revenu net qui dans le système de la quotité reste essentiellement mobile et variable, indifférence du propriétaire ou tout au moins ralentissement de ses efforts pour accroître le produit de biens dont il est obligé de remettre annuellement au fisc une fraction proportionnelle, tels sont les résultats logiques, telle est la conséquence inévitable de tout acte qui changerait la nature de la contribution foncière et la transformerait d'impôt de répartition en impôt de quotité.

Eh ! bien, ce qu'on doit redouter, c'est qu'à la suite du travail des nouvelles évaluations que prescrit le projet de loi du 25 mars 1876, le législateur ne se laisse entraîner à déclarer qu'à l'avenir la contribution foncière cessera d'être un impôt de répartition pour devenir un impôt de quotité, que tous les ans, chaque propriétaire, dont les estimations récemment effectuées révéleront avec une précision absolue le revenu net, en paiera au trésor, non plus une somme fixe et déterminée, mais une quotité quelconque, le dixième ou le neuvième par exemple, et que cette quotité sera annuellement établie par la loi budget. Une fois engagé dans cette voie où s'arrêterait-on? Aujourd'hui on prendrait à la propriété foncière le dixième ou le vingtième peut-être de son produit; demain ce serait le cinquième ou le quart; on ne tarderait pas à rappeler qu'à l'origine l'Assemblée constituante en lui réclamant 240 millions pour un revenu net alors évalué à 1,440,000,000 avait manifesté clairement sa volonté qu'elle devait contribuer aux charges publiques dans la proportion de 16-66 0/0, soit le sixième environ de son revenu, et qu'aujourd'hui par suite des dégrèvements accordés par le trésor et des progrès de l'agriculture et de la prospérité générale, cette proportion n'est plus que de 4-24 0/0 ou du 23^e environ, puisqu'en 1874 le revenu net a été estimé à 3,959,165,000 francs et le contingent de la contribution foncière porté au budget pour 167,969,028; on ferait ressortir qu'à une époque où les charges de tous les contribuables sont augmentées, lorsque les contributions indirectes notamment, et les impôts de consommation sont accrus dans une mesure considérable afin de subvenir aux besoins de l'Etat, non seulement à ses besoins temporaires et extraordinaires comme dans ces dernières années, mais encore à ses besoins fixes,

normaux et réguliers, ainsi que le prouve l'histoire financière de notre pays depuis plus de 50 ans, il est injuste que la propriété territoriale seule échappe à cette obligation commune, que bien mieux même, la perte que l'impôt foncier lui fait subir décroît sans cesse, qu'elle était de 46-66 0/0 de son revenu net en 1791, de 9-79 0/0 en 1821, de 6-06 0/0 en 1851, de 5-15 0/0 en 1862, et qu'enfin elle était descendue jusqu'à 4-24 0/0 en 1874, que le minimum de ce que l'on peut et l'on doit faire pour rétablir l'égalité et mettre les propriétaires fonciers au regard du percepteur sur le même pied que les autres contribuables et ne point créer en leur faveur un privilège injustifiable, c'est de leur réclamer 10 0/0 au moins de leur revenu net, et ainsi de doubler et au delà le sacrifice qu'ils supportent actuellement.

Il ne faut pas s'y tromper ; il ne faut se leurrer d'aucune illusion ; tel se révélerait le résultat forcé de cette doctrine qui serait elle-même la conséquence inévitable des nouvelles évaluations ; — et ces prévisions sont d'autant plus sages et d'autant plus logiques, que le pouvoir législatif appartient aujourd'hui à un parti politique qui ne professe aucune sympathie particulière à l'endroit des populations rurales, c'est-à-dire des propriétaires fonciers, mais qui réserve toutes ses sollicitudes pour les populations ouvrières des villes dont les intérêts économiques apparaissent trop souvent en opposition avec ceux des habitants des campagnes ; nos législateurs du moment sont préoccupés avant tout en matière fiscale, on le sait de reste par les professions de foi des candidats et même ce qui est plus surprenant par les discours et les réclamations des élus, de diminuer ou de supprimer les impôts de consommation ainsi que la plupart des contributions indirectes, et de chercher dans un accroissement des contributions directes, principalement de la taxe foncière, la plus importante d'entre elles, des sommes équivalentes pour combler le vide ainsi laissé dans le budget des recettes. Ajoutons enfin qu'il serait peut-être téméraire, malgré des apparences étudiées et fugitives auxquelles un esprit sagace ne saurait se laisser prendre, de compter sur la prudence, sur la modération d'un parti politique, qui jusqu'à présent s'est fait remarquer surtout par la hardiesse de ses idées, et l'énergie avec laquelle il ne craint point de les mettre en pratique et d'en faire à tout prix l'expérience.

Si l'on veut dissiper les appréhensions, que ne manquera point d'éveiller parmi les propriétaires fonciers l'adoption d'un projet de loi prescrivant une évaluation nouvelle et simultanée dans toute la France du revenu net des propriétés non bâties, il est donc indispensable de déclarer par un article spécial que, dans tous les cas, la contribution foncière restera ce qu'elle est, c'est-à-dire un impôt

de répartition. Il faut rien moins que cette déclaration nette et catégorique pour que la propriété territoriale ne prenne point immédiatement ombrage d'un projet de loi qui, s'il n'a point pour but secret, pour visée dernière la révolution économique dont la modification du caractère de l'impôt foncier donnerait le signal, est certainement destiné à lui rendre les plus grands services, et à rétablir parmi ses détenteurs l'égalité des charges et des sacrifices.

Bon BRINCARD.

Ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat.

PROPOSITION DE LOI

RELATIVE A

LA REFONTE DES MONNAIES EN FRANCE

A la rentrée des Chambres, M. Joseph Garnier compte soumettre au Sénat le projet de loi suivant, ayant pour but :

De remplacer les pièces de monnaies actuelles à types divers, par des pièces uniformes portant des inscriptions plus rationnelles, sans changement dans leur composition ou leur valeur intrinsèque ;

De supprimer le rapport fixe ou légal entre la valeur de l'or et celle de l'argent, rapport qui est une erreur en théorie et, dans la pratique, une cause permanente de confusions et d'embarras pour les affaires ;

De ramener complètement les deux métaux à leur véritable rôle, celui de marchandises plus facilement acceptées et, par conséquent, intermédiaires dans les échanges, — dont la valeur est devenue la mesure et le dénominateur commun des autres valeurs, par l'effet de l'ensemble de leurs propriétés physiques et économiques, — d'où résulte leur grande échangeabilité et leur aptitude à être *monnaie* ou instrument de circulation par excellence, sous forme de petits lingots certifiés.

PROJET DE LOI.

Perfectionnement des monnaies actuelles.

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} juillet 1877, les pièces d'or de 20 fr. et de 10 francs, pesant 6 gr. 451 et 3 gr. 225, ainsi que les pièces d'argent

de 5 francs pesant 25 grammes, qui sont frappées au titre de 900 millièmes dans les Hôtels des Monnaies, porteront :

Sur l'une des faces, la figure géographique de la France avec ces mots : *République Française*.

Sur l'autre face, la valeur en francs et le millésime entouré d'une légende indiquant : le poids en grammes, le titre en millièmes, et ces mots, *1 d'or valant 15 1/2 d'argent*.

Art. 2. L'émission de ces pièces est entièrement libre.

Art. 3. Il ne sera plus frappé de pièces en or de 100 francs, de 50 francs et de 5 fr.

Art. 4. — A partir de la même époque, la monnaie de bronze sera entièrement refondue.

Art. 5. Les nouvelles pièces auront l'une des faces semblable à celle des monnaies d'or et d'argent et porteront sur l'autre ces mots : *représentant 5 centièmes, ou 2 1/2 centièmes, ou 1 centième de franc*.

Elles pèseront 3 grammes, 2 1/2 grammes et 1 gramme.

Art. 6. La fabrication et l'émission des pièces de bronze est prohibée ; elle est réservée au Trésor public.

Art. 7. Il ne sera plus frappé de pièces de 40 centimes et de 2 centimes.

La Convention de 1865 et les monnaies d'argent subdivisionnaires.

Art. 8. — Le Président de la République dénoncera en temps et lieu la convention monétaire de décembre 1865 signée entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.

Art. 9. Aussitôt que les délais seront expirés, le ministre des finances retirera de la circulation les pièces de 2 francs, 4 fr., 50 centimes et 20 centimes au titre de 0, 833, et les remplacera par des pièces de de 1 franc, 50 centimes et 20 centimes, au titre de 0, 900, pesant 5 grammes, 2 1/2 grammes, 1 gramme, et contenant les indications formulées à l'article 1^{er}.

Art. 10. L'émission de ces nouvelles pièces sera entièrement libre.

Art. 11. Il ne sera plus fabriqué de pièces de 2 francs.

Art. 12. A partir du jour de la promulgation de la présente loi, la fabrication des pièces au titre de 0,833 cessera d'avoir lieu.

Art. 13. Les pièces de Suisse, de Belgique, d'Italie, cesseront d'avoir cours forcé après un délai convenu avec les quatre puissances.

Rapport de la valeur entre les deux métaux.

Art. 14. — A partir de la promulgation de la présente loi, le rapport de 1 à 15 1/2, fixé par la loi de germinal an XI, entre la valeur de l'or et celle de l'argent cessera d'être légal et obligatoire.

Les débiteurs pourront se libérer au moyen des monnaies de l'un ou

l'autre métal au cours moyen marchand officiellement constaté et publié mensuellement dans toutes les communes.

Toutefois, les créanciers ne seront pas tenus de recevoir plus de 500 fr. en pièces de 5 francs en argent, plus de 50 francs en pièces subdivisionnaires d'argent, plus de 50 centimes en bronze et plus de 5 centimes en centimes ou centièmes.

Pièces d'or nouvelles.

Art. 15. — A partir du 1^{er} juillet 1877, les Hôtels des Monnaies seront autorisées à frapper, sur la demande du ministre des finances ou des particuliers, des pièces de 2, 5, 8 ou 10 grammes d'or.

Ces pièces seront octogonales ; l'une des faces sera tout à fait semblable à celle des autres pièces ; sur l'autre, le poids en grammes sera entouré du titre et du millésime.

Art. 16. Elles n'auront pas le cours forcé ; mais elles seront données en paiement aux plus hauts fonctionnaires de l'Etat, au prix courant indiqué par l'article 14.

Les caisses de l'État, ainsi que celles de la Banque, seront tenues de les recevoir en paiement.

Art. 17. Le ministre des Finances en fera fabriquer pour 50 millions par an, à son choix, selon les préférences de la circulation.

Dispositions réglementaires.

Art. 18. — Il sera ouvert un concours pour les nouveaux types de diverses pièces. — Ce concours sera jugé par une commission de neuf membres nommée par le Président de la République.

Art. 19. — Les dispositions réglementaires relatives à la forme, au titre et au poids des pièces, aux légendes, exergues et signes qui y sont inscrits, à la constatation et à la publication du prix courant des métaux, seront déterminées par une nouvelle loi que présentera le gouvernement et qui reproduira les prescriptions relatives au contrôle des Hôtels des Monnaies, aux tolérances de poids et de titre, aux tarifs de fabrication aux formalités relatives soit au Trésor soit aux particuliers.

Art. 20. — Toutes les lois et ordonnances antérieures relatives à la monnaie seront abrogées par la promulgation de cette loi.

Cette proposition se compose de six parties distinctes : — les changements proposés pour les inscriptions à mettre sur les pièces de monnaie actuelles, — la dénonciation de la convention de 1865, — le retour pour les pièces de monnaie d'argent subdivisionnaires au titre normal de 900, — la suppression du rapport légal de la valeur des deux métaux établi par la loi de l'an XI, —

l'émission de pièces d'or nouvelles, — une loi complémentaire sur les monnaies pour les détails non stipulés dans la loi présente.

Suivent quelques explications sur ces divers points.

CE QU'IL FAUT INSCRIRE SUR LES MONNAIES. — LES COUPURES NÉCESSAIRES.

Il importe de remarquer avant tout que l'article 1^{er} de ce projet ne modifie ni le poids, ni le titre, ni la valeur intrinsèque, ni les noms des pièces actuellement en usage.

Il se borne à remplacer de nombreux types frappés depuis la Révolution, c'est-à-dire depuis bientôt un siècle, par un type uniforme. Il se borne à dire que les pièces frappées désormais porteront en légende des indications plus positives, et notamment le poids et le titre que voulait déjà la loi du 28 thermidor an III (1), et le rapport de la valeur de l'or à la valeur de l'argent sur lequel la valeur des pièces a été calculée.

La dénomination de *franc*, seule, sans le poids et le titre, a contribué au mysticisme et aux préjugés monétaires. En voyant constamment le poids et le titre sur les pièces, l'esprit du public sera sans cesse ramené à la réalité que tout le monde, à peu d'exceptions près, ignore le plus souvent.

La figure géographique de la France peut remplacer avantageusement toute figure allégorique et conventionnelle de la France ou de la République. Elle ne blesse aucun sentiment ; elle contribuera à vulgariser la forme terrestre de la patrie parmi les populations (2).

Mais tout en ne changeant rien au système actuel, quant à la valeur intrinsèque et aux noms des pièces, l'article 1^{er} apporte un perfectionnement considérable : 1° par le seul fait de l'inscription du poids et du titre dont l'ignorance a contribué, plus que toute

(1) Cette loi ne fut point appliquée, et cette disposition ne fut point reproduite dans la loi de germinal an XI. — La république de la Nouvelle-Grenade a frappé depuis plusieurs années des pièces analogues aux pièces de France avec indication du titre et du poids en grammes. Nous avons sous les yeux une pièce de 50 francs avec cette indication : « Peso 16400 g. — Lei, 900. Bogota 1857. »

(2) La carte de la France est une des plus régulières. On pourrait y marquer les principaux fleuves et un certain nombre de villes. La gravure pourrait facilement disposer R. F. dans la Manche, ou du côté de la Suisse et de l'Italie, et inscrire « République française » dans la place de l'Océan.

Si l'on tenait à utiliser la circonférence des pièces on pourrait y inscrire : *travail, paix et liberté*. Le travail est la loi de l'humanité, la paix et la liberté sont les conditions indispensables de la propriété et de la civilisation. Cette formule est préférable à *liberté, égalité, fraternité*, qui nécessite des commentaires et induit la population en erreur.

autre cause, à faire méconnaître le véritable rôle de la monnaie dans les échanges et dans les transactions sociales ; 2^o par la suppression de toutes les autres indications ou emblèmes plus ou moins mystiques et inutiles, tendant à faire de la monnaie une émanation de l'autorité, en vertu d'un prétendu droit régalien, tandis qu'elle n'est qu'une marchandise sous forme de disques contrôlés, dont la valeur n'a rien d'arbitraire ni d'officiel, et se règle comme celle de toutes les marchandises (1).

Cette simplification a, nous le répétons, la portée d'une réforme fondamentale. Elle contribuera à répandre des idées nettes sur la notion de monnaie qui, à son tour éclaira, toutes les questions économiques.

De plus, cette indication du poids et du titre sur les monnaies françaises ne tarderait pas à être imitée sur les pièces des autres pays. Il s'en suivrait la généralisation du titre de 900 ou 9/10 et l'indication du nombre de grammes, ce qui serait un grand pas vers la monnaie universelle (2).

Comme l'expérience a démontré l'inutilité de certaines coupures, il y a tout lieu de simplifier le système en les supprimant.

Les pièces d'or de 100 francs et de 50 francs (3) ne s'échangeant pas facilement, elles n'ont pas cours dans les petites localités, et elles sont partout avantageusement remplacées par les pièces de 20 francs et les petites coupures de billets de banque ; cinq pièces de 20 fr. sont aussi portatives et plus commodes qu'une pièce de 100 fr.

La pièce d'or de 5 francs, à cause de sa petitesse, ne convient pas à la circulation qui lui préfère la pièce 10 francs en or et celle de 5 francs en argent, plus maniable et plus populaire. Celle-ci est en fait la plus belle pièce qu'il y ait au monde, ayant une valeur et un poids exprimés en nombres ronds et correspondant à la piastre d'un usage ancien et général dans les deux hémisphères. Il ne lui manque pour être monnaie parfaite que l'indication du poids et du titre.

(1) La valeur des deux métaux et des pièces monétaires est la résultante des frais de production et de l'offre et de la demande. Le commerce doit s'en faire sans entraves. L'émission des pièces à titre exact est libre. La fabrication n'est constituée en monopole pour l'Etat ou concédée à un petit nombre d'entrepreneurs que pour que des agents de l'Etat puissent certifier le poids et le titre, comme on vérifie l'exactitude des autres poids et mesures.

(2) Voy. les brochures que M. Léon, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a publiées sur le système métrique et sur la question des monnaies. Paris, Guillaumin, in-8.

(3) Par lesquelles on a remplacé celles de 40 francs pour se conformer à la série 1, 2, 5, arbitrairement adoptée par l'administration.

Il n'est rien changé, non plus, à la nature des pièces de *billon* c'est-à-dire de cuivre ou de bronze qui n'ont jamais été que des *signes* bien que par abus de langage on les ait appelées « la petite monnaie » ou même « la monnaie. » Mais le projet de loi en précise mieux la nature, ainsi que celle des pièces dont elles sont les subdivisions.

La pièce de 10 *centimes*, étant avantageusement remplacée par celle de 20 *centimes* (1) en argent ou par celle de 5 *centimes*, est inutile dans la circulation. Il en est de même de la pièce de 2 *centimes* qui, n'ayant pas répondu à un besoin serait avantageusement remplacée par celle de 2 1/2 *centimes*, moitié du « sou », unité très usuelle, et l'équivalent de « deux liards », dont l'usage est resté dans les petites transactions. Remarquons que la moitié est aussi une proportion décimale comme 2 1/2 ou 2,5.

LA CONVENTION DE 1865. — L'ALTÉRATION DES PIÈCES SUBDIVISIONNAIRES.

La convention de 1865 (dite de l'union latine, entre la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse, et à laquelle la Grèce a adhéré en 1868) a été inspirée par le désir de favoriser l'unification monétaire et l'avènement de la monnaie internationale, idée juste et féconde qui va progressant dans l'esprit et la pratique des peuples, parce qu'elle est dans la nature des choses.

Mais la convention n'est nullement utile à cette idée, bien servie d'ailleurs par la supériorité du système métrique, par l'unité de poids de ce système (le gramme) et par la régularité des monnaies françaises, forcément imitées par les puissances contractantes et par d'autres.

Elle a inutilement lié ces puissances; elle a donné lieu à des conférences sans portée et elle maintient la fausse notion (bien qu'elle soit imitée de l'Angleterre) d'une monnaie subdivisionnaire à bas titre qui est en réalité de la monnaie altérée.

Mais en admettant qu'elle ait eu sa raison d'être, il y a onze ans, ce que nous ne voudrions pas affirmer, elle devient gênante aujourd'hui que l'argent dont on voulait prévenir la sortie surabonde et préoccupe en sens inverse.

Les quatre puissances gagneront à reprendre leur liberté;

(1) Qui a remplacé celle de 25 centimes, conformément à la série 1, 2 et 5. Il serait plus conforme à la nomenclature métrique de dire *centifranc*, mais le mot de *centime* du système métrique provisoire a prévalu. Pour éviter toute confusion il est bon que les pièces indiquent qu'elles représentent des *centièmes* de franc.

leurs perfectionnements monétaires deviendront plus faciles, et tout porte à croire que chacun de ces pays ramènera ses monnaies subdivisionnaires au titre uniforme de 900, valant par conséquent 8 0/0 de plus que celles fabriquées, en vertu de la convention, au titre bizarre de 835.

NOUVELLES PIÈCES D'OR A POIDS ROND.

Les pièces d'or, dont il est question dans l'article 5, répondent à un besoin réel, dont on ne se rend pas bien compte, depuis que l'or est devenu assez abondant pour concourir avec l'argent au service de la circulation dans tous les pays.

Ces pièces sont simplement l'imitation des pièces d'argent qui ont un poids rond, malencontreusement masqué par la dénomination de franc.

Les pièces d'or actuelles de 20 francs et de 10 francs (sans parler des autres que nous voudrions supprimer) ont le défaut : 1° de n'avoir pas un poids entier, comme celles d'argent, et d'avoir un poids fractionnaire et inexact de 6 grammes 451... millièmes et 3 grammes 225... millièmes : 2° d'avoir, avec une dénomination fixe (et en fait inexacte), une valeur variable qui se traduit par un agio. L'habitude qu'on a de leur nom, leurs minimas variations pendant un long espace de temps ont fait croire à la fixité de leur valeur ; mais l'erreur de cette prétendue fixité est maintenant grossie par la baisse de l'argent ou la hausse de l'or.

Comme il ne peut y avoir de fixe que le poids, l'emploi de l'or amènera par la force des choses l'usage de pièces à poids rond.

Les pièces de 12, 5 et 10 grammes se présentent naturellement à l'esprit.

La pièce de 1 gramme serait trop petite et peu maniable. — Celle de 2 grammes correspondant à 6 fr. 20, avec le rapport de 1 à 15 1/2, ferait concurrence, si elle n'est pas encore trop petite, à celle de 25 grammes ou de cinq francs en argent, en rappelant l'ancien écu de six livres qui est encore dans les mœurs des populations. — La pièce de 5 grammes d'or correspondant à 15 fr. 50 serait intermédiaire entre celle de 10 francs et celle de 20 francs. — La pièce de 10 grammes, correspondant à 31 francs, prendrait place dans la circulation après celle de 20 francs pour la remplacer peut-être dans l'avenir.

Les pièces de 1, 2, 5 et 10 grammes sont dans la série 1, 2 et 5 qui s'est généralisée dans notre système de monnayage. Mais la pièce de 8 grammes d'or—déjà proposée au commencement de ce siècle (1)

(1) Par la commission de l'Institut chargée d'organiser le 2^e système métrique. — 3^e SÉRIE, T. XLIV. — 15 octobre 1876.

qui correspond à 24,80, sensiblement à la livre sterling, à l'ancien louis, à la pièce de 25 francs dont il a été souvent question, parce que le nombre 25 est une coupure commode et usuelle, — a peut être aussi sa raison d'être.

Toutefois, comme on ne peut pas savoir, *a priori*, ce que préférera la circulation, le législateur actuel n'a rien autre chose à faire qu'à laisser faire l'expérience, c'est-à-dire à autoriser, l'émission de ces divers types.

Ces pièces, à poids rond, auront un jour une supériorité incontestable sur les pièces actuelles qui sont à poids fractionnaire et qui n'ont positivement pas une valeur ronde, puisqu'elle est modifiée par l'agio. Mais la force de l'habitude est telle qu'elles seront d'abord critiquées et repoussées par le public comme irrégulières et bizarres ; c'est pour cela qu'on ne peut songer à les imposer par la loi et qu'il faut laisser s'accomplir l'œuvre du temps, en se bornant à y faire concourir les hauts fonctionnaires de l'État qui commenceront par bien apprendre eux-mêmes le rôle des monnaies et deviendront tout naturellement les moniteurs de l'opinion. Ils trouveront de suite des preneurs, le marché s'établira sans peine dans les villes, et l'on ne tardera pas à être familiarisé avec la valeur des nouvelles pièces en francs.

En donnant à ces pièces une forme différente de celles des pièces actuelles, la forme octogonale, par exemple, pour éviter toute confusion à la vue et au toucher ; en ne leur donnant pas le cours forcé entre particuliers ; — nous évitons toutes les objections qu'on aurait pu faire sans cela au point de vue des habitudes prises.

La régularité de leur poids, la clarté de leur dénomination ne tarderont pas à les faire rechercher ; elles contribueront ainsi à introduire l'habitude de compter par grammes d'or, comme on compte déjà en grammes d'argent sous la dénomination de *franc* qui signifie « cinq grammes d'argent à 9/10 de fin » ; et tôt ou tard l'usage prononcera entre celui des deux métaux qui remplira au plus haut degré la qualité première de marchandise intermédiaire, c'est-à-dire, qui aura la valeur la moins instable.

Ces pièces pourraient s'appeler : *triagramme*, *pentagramme*, *octogramme*, *décagramme d'or* ; mais comme ces noms grecs brouilleraient les idées du public les mots de « deux, cinq, huit, dix grammes d'or », nous paraissent préférables.

Turgot aurait voulu qu'on fit des pièces d'or ou d'argent pur avec indication du poids. — En 1792, Clavière, ministre des finances, avait proposé de faire des pièces appelée « once d'or, once d'argent. » — On proposait en l'an vi sous le Directoire, dans un projet de loi qui n'aboutit pas, une pièce de 10 grammes. Voy la note suivante.

L'emploi de ces pièces, et l'adoption du gramme d'or pour unité monétaire, sont une conséquence de l'abondance et de l'emploi monétaire de l'or, ainsi que du changement produit dans le rapport de la valeur de l'or et de l'argent qui est venu altérer la valeur des pièces actuelles d'or dont la dénomination est aujourd'hui plus sensiblement inexacte que par le passé.

On a songé, il est vrai, à prendre pour unité la vingtième partie de la pièce de 20 francs actuelle; mais comme cette pièce pèse 6 grammes et 451... millièmes du gramme, il en résulte une unité qui pèserait 322... millièmes de gramme, qu'on peut certainement adopter, mais qui est assurément fort bizarre et en tout cas — inexacte par le poids, car le nombre ci-dessus est une fraction indéfinie, — inexacte par la valeur, car cette quantité d'or ne vaut plus le franc d'il y a quelque temps.

LE RAPPORT FIXE LÉGAL ET LE PRIX MARCHAND DES DEUX MÉTAUX.

Les difficultés et les embarras de la question monétaire proviennent d'abord de ce qu'il a plu à la Providence de nous donner l'or et l'argent en plus grande abondance, ensuite, de ce que l'on s'est habitué à considérer comme fixé à jamais, leur rapport de valeur.

Cette abondance est un fait de nature auquel il n'y a qu'à se conformer; et la fixation du rapport est une erreur qu'il faut cesser de commettre.

Au commencement du siècle, 1 kilogramme d'or valant couramment 15 1/2 kilogrammes d'argent, le législateur de l'an XI a inscrit ce rapport dans la loi, avec l'idée qu'on le changerait si cela devenait nécessaire. En fait, il a peu varié pendant la première moitié du siècle, et les variations n'ont donné lieu qu'à un agio entre les pièces d'or et d'argent qui n'a pas dépassé 3 0/0 en plus pour l'or. Cette différence a disparu après la découverte des mines de Californie et d'Australie; elle s'est même manifestée en sens inverse et l'on a vu l'argent faire une petite prime (1). Depuis trois années, au contraire, l'argent a baissé assez rapidement.

L'inscription du rapport dans la loi et sa permanence en fait, à quelques centièmes près, pendant cinquante ans, ont engendré cette croyance générale erronée que 1 kilogramme d'or doit toujours valoir 15 1/2 kilogrammes d'argent.

Les faits de production, d'approvisionnement et de consommation des deux métaux ayant changé par suite de diverses circonstances, les oscillations sont devenues plus visibles; la valeur des

(1) De 7 pour mille.

deux métaux a baissé; le rapport de leur valeur réciproque a plus sensiblement varié, et nous sommes dans une phase où l'argent a baissé de 10 à 15 0/0 (1), et davantage, sans qu'on puisse dire toutefois dans quelle proportion la hausse de l'or intervient dans cette baisse qu'indiquent les cours.

En présence de ce changement, le public, qui en est arrivé à croire que le législateur de l'an XI avait supprimé les variations en mettant un rapport fixe dans la loi, le public est assez généralement porté à penser que le législateur doit actuellement intervenir pour fixer une autre proportion ou pour maintenir l'ancienne! On lui parle hébreu quand on lui dit, comme les économistes n'ont cessé de le répéter, qu'il n'est au pouvoir d'aucune puissance humaine d'empêcher ces variations, qu'il faut s'y soumettre et laisser faire les échangistes, c'est-à-dire, accepter ce qui résulte de l'action simultanée des frais de production et de l'offre et la demande. Il somme les économistes d'indiquer au législateur un nouveau rapport fixe. Comme il a l'habitude des *francs d'argent*, et qu'il croit que le nom fait la valeur, il veut qu'on lui donne des *francs d'or* équivalents, afin qu'il puisse faire ses comptes sans peine, c'est-à-dire sans compter. Il ne veut pas comprendre que le mot « franc » ne peut être une dénomination commune exacte entre la valeur de 5 grammes d'argent et celle de 0,322 grammes d'or qu'à la condition que 1 d'or vaudra constamment 15 1/2 d'argent. On ne doit pas le laisser davantage dans l'erreur.

Le législateur de l'an XI n'avait, il faut le répéter, pris que provisoirement pour base le rapport de 1 à 15 1/2; il demeurerait entendu qu'on en indiquerait une autre si les circonstances venaient à changer (2).

(1) Ont contribué à ce résultat : la production des mines nouvelles, le perfectionnement des procédés d'extraction, les efforts pour démonétiser l'argent en Allemagne, la moindre demande que l'Inde a faite de ce métal, par suite de ses importations en marchandises et d'autres circonstances. La recherche de l'or a évidemment dû produire une hausse dans sa valeur, qui se confond dans cette baisse de l'argent.

(2) « A l'époque de l'élaboration du système métrique la commission de l'Institut avait proposé l'argent pour étalon, et une pièce d'or de 8 grammes à 0,900, valant environ 23 fr. dont la valeur devait être fixée lors de l'émission et modifiée selon les circonstances commerciales.

« Dans le projet de loi de l'an VI (Directoire) un article, retiré, portait que la valeur légale de la pièce d'or ne serait pas fixe, mais variable au gré des échangistes; — qu'elle serait fixée de six en six mois par la trésorerie nationale pour les paiements et encaissements officiels.

« Ces dispositions furent retirées parce qu'on se proposait de présenter un projet de loi particulier sur le moyen de régler la valeur d'une pièce de 10 grammes

Le législateur aurait été bien inspiré, à cette époque, s'il avait adopté pour les monnaies d'or, comme il le fit pour les monnaies d'argent, un système de pièces à poids rond; nous compterions aujourd'hui en grammes, et la question monétaire serait simplifiée (1). Mais comme il préféra, pour se conformer à l'habitude prise, une valeur ronde, c'est-à-dire exprimée en un nombre rond de francs, on dut faire des pièces d'or d'un poids fractionnaire, calculé pour qu'elles valussent 20 et 40 francs, au rapport de 1 à 15/12 (2). Par suite de cette heureuse coïncidence de chiffres que 1 kilogramme d'or monnayé valait 15,50 kilogrammes ou 15.500 grammes d'argent, qu'il contient 3.100 fois 5 grammes ou francs, ou bien 155 fois 20 francs, on a pu tailler 155 pièces de 20 francs dans le kilogramme d'or.

La suppression du rapport légal et son remplacement par le rapport marchand, ce qui n'est autre que le libre échange des métaux, ferait disparaître dans le raisonnement la théorie fort embrouillée des deux étalons, et dans la pratique, les inconvénients du lien artificiel qui masque les prix naturels des métaux précieux et ceux des autres denrées et qui a amené les complications de la circulation et la disparition tantôt d'un métal, tantôt de l'autre, de celui qui se trouvait le moins apprécié par le rapport.

Elle fait disparaître les objections contre l'emploi des deux métaux, c'est-à-dire aujourd'hui contre l'emploi de l'argent, objections qui, en définitive, ne s'adressent qu'au rapport fixe.

Est-il besoin de remarquer que la suppression de cet énoncé dans la loi ne supprimera pas le rapport de fait, le rapport réel toujours exprimé par le prix marchand ou par l'agio et se rapprochant

à 0,9. (Rapport aux Cinq cents par Prieur, de la Côte-d'Or.) Le projet fut rejeté par les Anciens qui ne pouvaient l'amender (messidor an vi). La commission (Cretet rapporteur) était d'avis qu'il ne fallait pas fixer la valeur de l'or.

« Sous le Consulat, un rapport de Gaudin, ministre des finances, aux consuls soumis au Conseil d'état et au Corps législatif (rapporteur Béranger) aboutit à la loi de l'an xi, qui donnait aux pièces d'or de 20 fr. et de 40 fr. une valeur fixe et un poids fractionnaire, comme étant plus commode pour le public. Mais l'esprit des rapports et des discussions prouve que la valeur de l'argent était considérée comme le point fixe et que le rapport légal entre l'or et l'argent devait être variable. » *Traité d'Économie politique, sociale ou industrielle*, 7^e édit. Notes xxii, p. 709.

Voir dans le *Journal des Économistes* de juin 1876, t. XLII, page 435, un *historique* du système monétaire en France, par M. Michel Chevalier.

(1) 5 francs, 2 francs, 1 franc, 50 centimes, 25 centimes, pèsent 25 grammes, 10 grammes, 5 grammes, 2 1/2 grammes et 1 1/4 gramme. — Plus tard la pièce de 1 1/4 gramme a été remplacée par celle de 20 centimes pesant 1 gramme.

(2) La pièce de 20 francs pèse 6 gr. 451. Plus tard celle de 40 francs a été remplacée par celle de 50 francs, et on a fait des pièces de 10 et 5 francs. Cette dernière pèse 1 gr. 613,

de 15 1/2, à moins qu'il ne se produise un changement extraordinaire dans la production des métaux.

Les partisans exclusifs de l'or sont forcés d'être inconséquents. Comme ils sentent que l'argent est indispensable dans les moyennes et les petites transactions qui sont les plus nombreuses, ils veulent fixer la proportion de son emploi et de plus en altérer les pièces. Ils établissent cette proportion arbitrairement; et ils veulent altérer les pièces d'argent, également sans raison, comme si elles devaient s'envoler, quand d'autre part ils ont peur de l'invasion de ce métal. Ces moyens sont inefficaces et contradictoires. La limitation des pièces ne peut limiter l'abondance de l'argent.

En ceci comme en beaucoup de choses, il faut laisser agir le commerce et le public, c'est-à-dire l'usage et l'expérience, par cette grosse raison que les commissions tant nationales qu'internationales et les divers pouvoirs ne savent que résoudre.

Le public, objecte-t-on, ne voudra pas se faire au rapport marchand. C'est comme si l'on disait qu'il ne voudra pas se faire aux variations du prix. — En réalité il s'y fait pour toutes choses; il a toujours parfaitement suivi les fluctuations de l'agio et des primes de l'or sur l'argent ou de l'argent sur l'or, et il les suivra d'autant plus qu'elles seront plus grandes.

Les choses se passent ainsi dans toutes les transactions. Partout, toujours, les fluctuations des prix amènent des complications dont les échangistes savent bien se tirer. Tous les jours les plus illettrés font au marché des calculs plus difficiles. L'évaluation des variations sera au surplus facilitée par des tableaux ou barèmes avec lesquels on ne tardera pas à être familiarisé et indiquant la valeur du gramme d'or en grammes d'argent et celle des pièces d'or en francs. (1).

Sans doute, un rapport fixe serait bien plus commode; mais ce rapport, faut-il le dire encore, ne peut exister; il n'est pas dans la nature des choses; et, en le déclarant fixe, la loi n'a pas au surplus empêché les oscillations et les préoccupations des échangistes.

En ce qui concerne l'argent, on peut objecter que nous fixons aussi un maximum pour l'argent; nous répondrons qu'en effet cette concession est illogique et que nous la faisons que pour ôter

(1) On déduira, régulièrement, du prix du marché régulateur de Londres la valeur du gramme d'or qui sera 15,50 grammes d'argent, plus ou moins.

Rien de plus facile à dresser et à comprendre qu'un tableau indiquant la prime en plus ou en moins de la pièce de 10 francs ou du gramme d'or, selon les variations du prix de l'or par rapport à l'argent ou réciproquement.

Dans les contrats on stipulera les sommes payables en francs (ou grammes d'argent) et en grammes d'or de tant de francs ou au rapport de...

tout prétexte à la peur de ceux qui craindraient d'avoir à recevoir de trop fortes sommes en argent, dont il est toujours facile de se débarrasser en l'échangeant contre de l'or moyennant prime. En fait, en ce moment de panique de l'invasion de l'argent, on ne voit les pièces de ce métal que par de petites sommes. Les commerçants courent sans cesse après « la monnaie » des billets et celle des pièces de 20 francs.

Malgré toutes les raisons que nous venons de donner, il peut se faire que la majorité du Sénat ou celle de la Chambre des députés ne se croient pas suffisamment éclairées ou pensent qu'il n'est pas opportun de faire mieux qu'on n'a fait jusqu'ici. En ce cas, l'article 14 pourra être ajourné sans que son rejet nuise aux autres dispositions du projet de loi.

En attendant mieux, les dispositions contenues dans l'article 15, 16 et 17, préparent la solution qui est dans l'emploi futur des pièces d'or d'un poids régulier.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

Les trois derniers articles du projet de loi ne nécessitent aucun commentaire.

Nous ferons seulement remarquer combien il importerait qu'on supprimât à l'occasion des lois nouvelles toutes les lois anciennes, ou que l'on précisât les suppressions qui y sont mentionnées. Comme nous sommes dans un dédale de lois, le premier devoir des législateurs désormais est de simplifier en abrogeant toutes les lois antérieures dont le maintien complique la jurisprudence et le travail du juge. C'est surtout en matière de monnaie que la législation ne saurait être trop simple.

SIMPLICITÉ DE CÉ PROJET.

En résumé, les modifications que nous proposons ne dérangeraient en aucune manière notre système monétaire ; elles le simplifieraient, en ne changeant ni le poids, ni le titre, ni le nom, ni le module, ni les coupures des pièces actuelles. Elles se bornent à des inscriptions plus rationnelles.

Malgré l'addition des 5 pièces « grammiques » qui ne conviendraient pas toutes à la circulation, le nombre des pièces ne serait pas augmenté, puisque les 14 actuelles se trouvent réduites à 9, par la suppression des inutiles (1).

(1) 100 francs, 50 francs, 5 francs en or, 10 centimes, 2 centimes remplacé par 2 1/2 centimes.

Les nouvelles pièces proposées pour faciliter l'évolution qui s'accomplit par le fait de l'introduction de l'or dans la circulation, ne contrarient en rien les habitudes de la circulation; de plus, cette partie du projet de loi est indépendante de celle qui concerne les monnaies actuelles.

Il en est de même de ce qui se rapporte à la convention de 1865 et au rapport légal; et on peut prendre sur ces divers points des décisions séparées. Ces diverses parties constituent un ensemble, mais comme elles ne se commandent point, elles peuvent être, nous le répétons, l'objet de votes différents.

Cependant il serait temps de faire plus qu'une loi de simplification et de perfectionnement de très-grande importance, il est vrai. — Il y a des erreurs à ne plus commettre. — Il est urgent, pour se préparer aux évolutions économiques de l'avenir, aux fluctuations de la valeur des deux métaux, instruments de la circulation et des échanges, de renoncer à un faux et dangereux système. Il n'est pas au pouvoir du législateur de faire davantage, mais c'est son devoir de le faire.

APPENDICE.

Chiffres et documents.

Observations complémentaires sur le double étalon, le bi-métallisme et le monométallisme, — le rapport fixe et le rapport marchand, — la monnaie universelle.

Pour alléger l'exposé qui précède, nous avons rejeté dans cet appendice quelques observations qui confirment les raisons qui viennent d'être exposées, en demandant pardon pour des répétitions très-difficiles à éviter, et qui ne nuisent d'ailleurs pas à l'intelligence du sujet.

Faisons d'abord remarquer que pour éviter d'inutiles discussions, il ne faudrait plus se servir, pour l'élucidation des difficultés que présente la question monétaire, des expressions: « — étalon de la valeur, — étalon d'or, — — étalon d'argent, — simple et double étalon, — étalon parallèle, etc., » — anglicismes et germanismes, recélant des sophismes propres à jeter la confusion.

Le mot étalon est ici synonyme de type, de terme de comparaison. On lui a fait signifier mesure exacte, valeur fixe et invariable. Or, il n'y a en ce sens ni un ni deux étalons de la valeur; il n'y en a aucun, puisque toute valeur est variable, celle de l'or et de l'argent comme toutes les autres. Mais si on ne prétend pas à l'exactitude mathématique, on peut dire qu'il y a autant d'étalons que

de marchandises, puisque, selon la juste expression de Turgot, toute marchandise est monnaie.

Il y a deux métaux, deux marchandises douées, à un plus haut degré que les autres, d'un ensemble de qualités physiques, chimiques, esthétiques et économiques qui les font rechercher par tout le monde (1). Il en résulte qu'ils deviennent intermédiaires dans les échanges, que leur valeur étant bien connue, une petite quantité de cette valeur est prise pour terme de comparaison ou de mesure des autres valeurs et de la valeur en général.

Ces deux métaux sont jusqu'à ce jour les deux meilleurs instruments d'échanges, les deux meilleurs outils se complétant l'un par l'autre, et jouant chacun un rôle spécial dans la circulation. Si la nature n'en donnait qu'un, il faudrait bien se passer de l'autre. La nature en donnant deux, il y a non sens à vouloir se priver de l'un des deux, en vertu d'une théorie unitaire qui n'est pas plus logique que l'unité de combustible ou de boisson.

Ici se présente un premier sophisme. Vous ne pouvez, objecte-t-on, nier que l'unité de mesure ne soit un progrès sur la pluralité et même sur la dualité des mesures. Assurément, il vaut mieux se servir du mètre seul que du mètre et de l'aune, c'est-à-dire d'une longueur que de deux longueurs. Mais la question n'est pas là, et c'est ici que gît la racine du sophisme ; il s'agit de savoir s'il vaut mieux se servir d'un mètre en platine ou d'un mètre en fer, c'est-à-dire d'une même longueur exprimée en platine ou en fer, d'un litre en tôle ou d'un litre en étain. De même, quand on parle de valeur monétaire, il ne s'agit pas de savoir s'il vaut mieux se servir pour la mesurer d'un ou de deux *valorimètres* d'inégale grandeur ; il s'agit de savoir s'il est plus commode de se servir, pour avoir un *valorimètre*, de la valeur de l'or ou de celle de l'argent, l'or et l'argent étant reconnus par l'expérience, et à cause de leurs qualités, comme les matières préférables pour cet usage.

Cette distinction est fondamentale ; et il est rare que les discussions monétaires ne commencent pas à s'égarer à ce point de départ.

Ce choix entre les deux métaux, aucune autorité, aucune commission officielle ou non, n'a pouvoir de le faire. Car il ne s'agit pas seulement des qualités physiques, ou chimiques, ou esthétiques, il s'agit des qualités économiques variables selon les circonstances de la production et du commerce ; il s'agit de déterminer celui des deux métaux dont la valeur est et sera la plus stable. Cette

(1) Grande utilité pour l'ornementation ; — grande valeur sous un petit volume ; — stabilité relative de la valeur ; — inaltérabilité ; — homogénéité, divisibilité, etc. ; d'où résulte une grande échangeabilité.

détermination ne peut être que la résultante de l'action du commerce, de la banque et du change, agissant en pleine liberté, et qui, en fait, se sont toujours servis des deux métaux dans une proportion variable selon les changements produits dans leur production et d'autres circonstances d'où est dérivée la division de leur travail ou leur spécialité dans la circulation, si l'on peut ainsi dire.

*
* *

L'emploi des deux métaux nécessite la détermination du prix de l'un par rapport à l'autre, ou plutôt le prix de chacun d'eux par rapport à l'autre.

Mais ce rapport, il est absurde de vouloir le *fixer* légalement : 1^o parce que, en fait, les deux termes du rapport sont variables ; 2^o parce qu'en le disant fixe on brouille la notion de la monnaie dans l'esprit des populations. Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de le constater de temps à autre pour avertir (*monere*) le public officiellement, en attendant qu'il s'habitue à se servir du prix du commerce.

Etant donnés les deux métaux, la valeur duquel des deux sera-t-elle prise plus commodément pour mesurer la valeur de l'autre ? quel des deux sera le prototype, l'*étalon*, le *standard*, de l'autre ? — ici le mot est à sa place.

En théorie, cela est indifférent. En pratique, l'argent est plus commode, par le fait de l'habitude qu'on a du franc, et parce que l'unité de valeur correspond à une quantité d'argent d'un poids régulier, tandis que pour faire une unité d'or équivalente, il faudrait prendre un poids fractionnaire.

C'est l'embarras des partisans exclusifs de l'or obligés de prendre la 20^e partie de la pièce de 20 francs, soit la valeur de 322... milligrammes d'or. Quelques-uns d'entre-eux ont fait cette proposition sous le nom de *franc d'or* et ont porté à la 2^e puissance la confusion qui résulte de l'expression *franc d'argent* des auteurs du système métrique qui eussent été bien mieux inspirés s'ils avait pris pour unité monétaire le décagramme d'argent dont la moitié aurait toujours égalé à peu près l'ancienne livre. Nous compterions aujourd'hui par décagrammes ou demi-décagrammes d'argent, et par grammes d'or et nous serions tout à fait sur la voie de la monnaie universelle.

D'autres partisans exclusifs de l'or, plus logiques, acceptent le gramme d'or qui est une vraie unité. Mais alors ils se heurtent à la coutume des populations. Le gramme d'or, nous l'avons dit,

semble devoir être l'unité de l'avenir ; mais on n'en peut décréter actuellement l'usage et il faut laisser faire librement, comme nous le proposons, l'expérience avec des pièces ayant un poids rond de grammes.

Ce n'est pas un argument que d'affirmer que l'or est plus joli et plus commode, parce qu'il a une plus grande valeur sous un petit volume, etc.

Pour en faire le métal monnayé supérieur il faudrait prouver que sa valeur est et sera la plus stable ; c'est ce qu'il est impossible de faire. Dans le doute il faut s'abstenir de choisir entre les métaux que la nature nous a donnés, d'autant plus qu'avec l'un on ne peut se passer de l'autre — qu'avec l'or il faut prendre l'argent pour les monnaies plus subdivisionnaires, et qu'avec l'argent il faut avoir l'or pour les monnaies supérieures, comme avec l'or et l'argent, il faut encore les billets de banque pour les sommes plus importantes.

Nous sommes donc conduits à nous servir de l'argent comme d'un prototype, pour mesurer l'or, attendu que si nous voulions prendre l'or comme prototype dans la mesure de l'argent, sans blesser l'usage, nous serions conduits à prendre pour unité d'or un poids irrégulier de 0^{gr},322, ayant valu mais ne valant plus un franc.

*
**

Les diverses opinions monétaires sont au nombre de quatre sans compter les subdivisions. Il y a :

1^o *Les bimétallistes, sans rapport fixe*, avec toute liberté de faire frapper les monnaies d'or et d'argent et qui ont, à nos yeux, la raison pour eux.

2^o *Les bimétallistes, avec rapport fixé par la loi* ; les uns limitant, les autres ne limitant pas la frappe de l'argent ; un certain nombre croyant à la permanence du 15 1/2.

3^o *Les monométallistes (or)*, qui, ne pouvant se passer de l'argent, demandent : — les uns, la limitation des pièces d'argent ; — les autres, seulement la limitation des petites pièces à bas titre ; — d'autres l'emploi simultané des deux expédients.

4^o Il y a eu les *monométallistes (argent)*, qui auraient voulu démonétiser l'or, après la découverte des mines de Californie.

La vérité, la commodité de la circulation, se trouvent dans l'emploi volontaire et simultané des deux métaux fournis par la nature ayant pouvoir libérateur, au prix courant, sans que la loi précise un rapport qui ne peut être fixé.

Il est impossible, à moins de faire un cours d'économie politique, de

réfuter les bimétallistes, avec ce rapport fixe ou légal qui a produit toutes les complications théoriques et réglementaires. Ils sont en plein dans l'illusion qui consiste à croire qu'on peut fixer ce qui est variable ; que la valeur de l'or et de l'argent ne varient ni chacune séparément, ni l'une par rapport à l'autre ; d'où l'absurdité de la théorie des « étalons » qui apporte le trouble et le chaos dans les questions monétaires.

Mais, nous disent-ils, si les grandes nations s'entendaient, il faudrait bien que le 15 1/2 fût permanent. Grande erreur, car les phénomènes naturels ne se laissent régler ni par les conventions internationales, ni par la puissance des empereurs, si grands qu'ils soient, ni par les parlements même issus du suffrage universel, ni par les conciles. La force, le nombre, le pouvoir spirituel ou temporel ne peuvent rien sur la nature des choses, et en particulier sur la baisse du prix de l'argent s'il devient plus abondant que les besoins.

Les partisans exclusifs de l'or suppriment la difficulté de rapport en supprimant le monnayage de l'argent. C'est le procédé qui consiste à éviter l'inconvénient d'une chose en retranchant la chose. Mais si les avantages de cette chose sont supérieurs à ses inconvénients, comme c'est le cas pour l'argent, agit-on sensément ? Qui nous dit, au surplus, que les circonstances de la production aurifère et argentifère ne changeront pas de façon à rendre la valeur de l'argent moins variable et à lui donner par conséquent la supériorité pour l'usage monétaire.

En démonétisant l'argent, ils privent d'abord la circulation de l'un de ses outils naturels, de celui qui est plus usuel, le plus général, le plus démocratique ; ils la privent de celui qui pourra être préférable demain, si sa valeur devient la plus stable.

Mais en fait, comme ils ne peuvent proscrire l'argent, car ils ne peuvent fabriquer qu'en argent les monnaies subdivisionnaires, leur prétendue démonétisation de l'argent n'aboutit qu'à la suppression ou à la diminution du pouvoir libérateur de l'argent, car il ne peut y avoir en somme des monométallistes absolus.

Les objections que l'on peut faire à l'emploi monétaire des deux métaux à égal pouvoir libérateur, n'ont de fondement que si on veut établir un rapport fixe ; dans le cas contraire, avec un rapport variable, les intérêts du créancier et du débiteur sont sauvegardés par l'action de l'offre et de la demande : la dépréciation ou la plus value de chacun des métaux étant ralentie pour la recherche ou l'abandon des preneurs. Donc, ce qu'il y a à faire, ce n'est pas de renoncer aux avantages de l'argent en lui refusant le pouvoir libérateur et en entravant le commerce et l'approvisionnement,

c'est de remplacer le rapport légal qui s'est établi par la routine et qui n'était pas dans l'esprit du législateur de l'an XI, par le rapport commercial officiellement et périodiquement constaté.

Mais, dira-t-on, les divers gouvernements ont tendance à prendre l'or pour métal monétaire, ils vont l'accaparer et les pays qui voudront conserver les deux métaux se verront dépouillés de leur or et reste ront avec un métal inférieur, l'argent.

Oui, si l'on conserve le rapport fixe; non, dans le cas contraire; avec la liberté d'approvisionnement, aucun pays ne peut vouloir accaparer une marchandise pour le plaisir de la payer plus cher. Toute réglementation serait inefficace. La peine de mort n'a pas empêché la sortie de l'or et de l'argent américain de l'Espagne et du Portugal.

Si l'on cherche bien, on trouve au fond de toutes ces objections le sophisme du système mercantile (1), avec cette différence qu'on l'appliquait à l'argent par rapport aux produits, et qu'ici on l'applique à l'or par rapport à l'argent. On oublie l'axiome de J. B. Say : « Les produits s'échangent avec des produits »; ce qui veut dire aussi que l'or et l'argent s'échangent entre eux et que l'or sert à acheter l'argent. Un pays ayant de l'argent ne peut manquer d'or, un pays ayant des produits ne peut manquer d'or et d'argent, étant donnée la liberté de payer en or ou en argent.

On objecte que le gouvernement est obligé de faire un choix et qu'en sa qualité de gros payeur et de gros receveur, il déterminera le mouvement monétaire par le choix qu'il fera de l'un ou de l'autre métal en appauvrissant ou en surchargeant la circulation du métal par lui préféré.

On peut répondre que dans ce régime de liberté il recevra ce qu'on lui donnera et qu'il payera avec ce qu'il aura reçu, et qu'il se laissera guider par le profit qu'il pourra tirer de la variation des prix. C'est toujours l'objection faite au rapport fixe, « au double étalon; » et c'en est une grave objection à faire qu'au système d'un métal unique; ce n'est pas une objection à l'emploi de deux métaux ou de trois métaux, si la nature nous en présentait trois.

*
* *

L'abondance de l'or, la généralisation de son usage, et la circulation internationale de ses pièces est venue grossir les inconvénients de la variation des valeurs et les complications résultant du rap-

(1) A savoir que l'or et l'argent sont les seules richesses; qu'on ne saurait trop les accumuler dans un pays; qu'il faut exporter sans importer, etc.

port fixe auxquels le commerce et la population cherchent à se soustraire par l'unification des monnaies.

Cette unification dont l'idéal est la *monnaie universelle* qui n'est point une utopie, mais une tendance de la civilisation, est contrariée par l'esprit de routine, par les habitudes prises et par l'usage actuel des pièces à poids irrégulier et à valeur ronde en apparence, par l'amour propre des nations qui ont chacune leur système et prétendent le faire prédominer.

Néanmoins cette unification va s'accomplissant par la force des choses, par l'action du commerce, qui a besoin de simplification. La lutte est établie entre les monnaies des principaux pays : l'Angleterre, la France, les États-Unis ; je ne dis pas l'Allemagne, bien qu'elle ait force prétentions, parce qu'elle a le génie exclusif et embrouillé, et que le progrès suit la lumière. Des trois autres, c'est la France qui tient la corde au point de vue monétaire, parce qu'elle a eu le bonheur, il y a quatre-vingts ans, d'être dotée d'un système métrique naturel conçu dans un esprit cosmopolite, qui a ainsi pu surmonter les difficultés de l'exclusivisme national dans beaucoup de pays, et qui va se généralisant tous les jours. La monnaie française a participé des avantages du système métrique ; on a pris pour unité de valeur, la valeur de 5 grammes d'argent à 9/10 de fin, et le gramme est le poids exact d'un centimètre cube d'eau distillée à son maximum de densité, c'est-à-dire au point normal de 4°,4. Ce sont là des bases naturelles pour tout le monde, d'où résultent des rapports en nombres ronds entre les monnaies et les poids et les volumes, entre les volumes, les surfaces et les longueurs.

C'est parce que le gramme est un poids régulier, que les pièces d'argent d'un poids rond du gramme se sont popularisées, et qu'elles ont contribué à vulgariser les pièces d'or françaises ayant un rapport direct avec elles.

Mais ce rapport devenant variable, l'inconvénient des pièces d'or à poids irrégulier s'est montré, et l'on commence à sentir, sans bien le comprendre, le besoin des pièces d'or à poids régulier.

Avec ces pièces on se remettra sur la voie de la monnaie universelle qui ne se fera ni par le franc, ni par le dollar, ni par la livre sterling, encore moins par le mark, mais par le gramme d'argent ou le gramme d'or, selon le métal qui prédominera. Or celui-ci ne prédominera pas par le choix des gouvernements, mais par le fait de l'expérience, que les législateurs, dans leur sagesse se borneront à constater.

JOSEPH GARNIER.

CHIFFRES ET DOCUMENTS.

On n'éclaircit point la question, on la complique, au contraire, avec de l'érudition statistique et en faisant intervenir :

Les chiffres de production, d'importation ou d'exportation des métaux précieux à diverses époques ;

Ceux relatifs à la fabrication des pièces d'or et d'argent en divers pays ;

Les rapports de l'or à l'argent, à diverses époques et dans les divers pays ;

L'exposé des systèmes adoptés en divers pays ;

Les faits tirés de l'Angleterre et du Portugal, qui ont depuis longtemps de la monnaie d'or avec des pièces d'argent altérées ; de l'Allemagne, qui veut démonétiser l'argent sans y parvenir ; de la Hollande et de la Suède, qui viennent d'imiter l'Allemagne, etc.

Les opérations des banques, le papier monnaie et les encaisses des banques, les variations du change ;

La baisse actuelle du prix de l'argent ;

Tous ces documents ont leur utilité, mais non pour éclaircir la nature de la monnaie, ce dont il s'agit.

Mais voici groupés quelques chiffres résultant du fait fondamental du rapport de l'or et de l'argent, et de cet autre fait que le *franc* est la valeur de 5 grammes d'argent à 9/10 de fin, chiffres avec lesquels il est important de se familiariser si on veut comprendre la question monétaire et les raisonnements qui s'y rapportent.

Du rapport 1 à 15 1/2, établi, ou plutôt adopté par la loi de germinal an XI, et qui était le rapport commercial marchand de l'époque (1803), découlent les rapports suivants :

Argent évalué en francs et en grammes.

Le franc étant 5 grammes d'argent monnayé, il s'ensuit que :

1 kilog. d'argent monnayé à 9/10 contient 200 fois 5 gr.	=	200 fr.
1 — d'argent pur vaut 1/9 en sus.....	=	22,22
Soit.....		222,22

Les pièces d'argent sont des lingots certifiés, pesant :

La pièce de 5 francs.....	25 grammes.
— 2 —	10 —
— 1 —	5 —
— 0,50 (50 centimes).....	2 1/2 —
— 0,20 (20 centimes).....	1 —

Argent évalué en or.

15,50 kilogr. d'argent monnayé valant 1 kilogr. d'or monnayé,

$$1 \text{ gramme d'argent monnayé} = \frac{1}{15,50} = \frac{100}{1550}$$

$$\begin{array}{r} 1000 \overline{) 155} \\ 700 \overline{) 0,06451} \\ 800 \\ 250 \\ 950 \\ 2045 \end{array}$$

d'où 1 gramme d'argent monnayé = 0 gr. 06451 d'or monnayé.

Le franc ou 5 gr. arg. mon. vaut cinq fois plus = $\frac{\text{gr.}}{0,32255}$ or monnayé.

Moins, pour 5 gr. d'argent pur, 1/10 d'alliage = 0,03225

0,29030 or pur.

1 gramme d'argent monnayé vaut 0 gr. 0,06451 or monnayé.

1 gramme d'argent pur, vaut 1/9 en sus, 0,00717

Soit : $\frac{0,07168}{0,07168}$ or monnayé.

Ce rapport est inusité; on a préféré l'inverse, la valeur du gramme d'or en grammes d'argent.

Or évalué en francs ou en grammes d'argent.

1 kilogr. d'or monnayé à 9/10 de fin équivalant à 15 k. 50 d'arg. monnayé,
1 gramme. = 0 g. 0155

Avec 1 kilogr. on fait 3.100 fr. de 5 grammes : $\frac{15500}{5} = 3100$

Avec 1 kilogramme on fait en pièces de 20 francs, $\frac{3100}{20} = 155$

1 kilogr. vaut donc 3.100 fr. ou 15.500 grammes d'argent monnayé.

1 gramme	3,10	—	15,5
2 —	6,20	—	31
5 —	15,50	—	77,5
8 —	24,80	—	124
10 —	31 —	—	155

1 kilogramme d'or monnayé valant..... 3100 fr.

1 — — pur vaut 1/9 en sus..... 344,44

C'est-à-dire..... 3.444,44

Poids des pièces d'or actuelles.

155 pièces de 20 francs en or monnayé pesant 1000 grammes,					
La pièce de 20 francs en or monnayé pèse 155 fois moins ou					6 ^{sr} .4516
La pièce de 10	—	—	pèse 1/2	—	3 2258
La pièce de 5	—	—	pèse 1/4	—	1 6129
La pièce de 1	—	—	pèserait 1/20		0 3226
La pièce de 50	—	—	pèse 2 1/2 fois plus	16	1290

Valeur et poids des pièces d'or proposées.

	Au rapport de 1 à 15 1/2		Au rapport de 1 à 17	
La pièce de 2 gr. d'or vaudrait :	6 fr.	10	6 fr.	80
— 5	15	50	17	»
— 10	31	»	34	»
— 8	24	40	27	20

Poids des pièces de cuivre.

Les pièces en billon, cuivre ou bronze sont des signes représentatifs qui n'ont guère que le quart de leur valeur intrinsèque.

La pièce de 10 centimes pèse 10 grammes.

—	5	—	«	5	—
—	2	—	«	2	—
—	1	—	«	1	—

Celle de 2 1/2 — pèserait 2 1/2 —

Prix marchand de l'or et de l'argent.

Les prix du marché de *Londres* sont les prix régulateurs pour toutes les places de l'Europe.

L'*argent*, est coté à tant de deniers sterling (or) par once, au titre standard, légal ou type.

L'once est de 31 gr., 1027.

Le titre standard est $\frac{222}{240} = 0,925$.

Le denier est $\frac{1}{240}$ de la livre sterling.

On taille 46 liv. sterl. $\frac{29}{40}$ dans une livre troy au titre standard.

La livre sterling en or vaut au pair 25 fr. 22,222... ..

		deniers		
L'once a valu en moyenne	59 3/16	en	1833	
—	—	60	—	1836
—	—	60 1/16	—	1850
—	—	61	—	1851
—	—	61 1/2	—	1852
—	—	60 1/2	—	1854
—	—	60 5/16	—	1872
—	—	59 1/4	—	1873
—	—	58 5/16	—	1874
—	—	56 7/8	—	1875

pair

diminution p. %.

3

3,6

6

Le cours de 60 1/2 correspond au rapport de 1 à 15 1/2.

En effet, 240 deniers sterling valant 25 fr. 2222

1 denier = 0 1050

L'once à 60 1/2 = 6 3525

Le gramme = 0 20

D'après les calculs suivants :

$$\begin{array}{r}
 25,22 \quad \left| \begin{array}{l} 240 \\ 0,105 \end{array} \right. \\
 \hline
 2
 \end{array}
 \qquad
 \begin{array}{r}
 1,05 \\
 \times 60 \frac{1}{2} \\
 \hline
 6300 \\
 52,5
 \end{array}$$

$$\text{L'once} = \frac{6,3525}{1319} \left| \begin{array}{l} 31,403 \\ 20 \end{array} \right.$$

L'or se cote aussi à raison d'une once, au titre de $\frac{220}{240} = 0,916 \frac{2}{3}$.

Sur la *place de Paris*, avec le rapport 1 à 15 1/2,

1 kilogr. d'or fin à $\frac{1000}{1000}$ est évalué à 3444,44

On déduit pour frais de fabrication. 10

ce qui met le kilogr. d'or fin à 3.434,44
plus ou moins 0/0 selon les circonstances du marché.

(En réalité les frais de fabrications sont fixés par la loi à 6 fr. 70 pour le kilogr. à 900, et à 7 fr. 44 pour le kilogr. à 1000 ; mais, en fait, on continue à tenir compte des frais de l'ancien pied fixés à 9 francs par le kilogr. à 900 et à 10 fr. par le kilogr. à 1000).

1 kilogr. d'argent fin à $\frac{1000}{1000}$ est évalué à 222,22

On déduit pour frais de fabrication. 3,33

ce qui met le kilogr. d'argent fin à 218,89
plus ou moins 0/0, selon les circonstances du marché.

(En réalité les frais de fabrication ne sont plus fixés qu'à 1 fr. 66 pour le kilogr. d'argent fin, et à 1 fr. 50 pour le kilogr. d'argent monnayés mais on continue à les porter dans les comptes à 3 fr. 33 et à 3 fr.)

Ce mode d'évaluation usité dans le commerce des métaux précieux, n'apprend rien au public sur le cours des pièces de monnaie;

Mais ce cours se traduit usuellement par un agio de quelques centimes sur les pièces d'or de 10 et 20 francs, qui sont des lingots de 3 gr., 225 et de 6 grammes, 451.

Il se traduira usuellement par un agio de quelques centimes sur le gramme d'or valant 3 fr. 10 avec le rapport 1 à 15 1/2 ; — et cet agio sera de 2, 3, 5, 8 ou 10 fois plus fort pour les pièces de 2, 3, 5, 8 ou 10 grammes.

Les chiffres suivants montrent la concordance du rapport entre l'or et l'argent, avec le prix du gramme d'or en argent et avec la valeur de la pièce d'or de 10 francs.

Avec le rapport,	le gramme d'or vaut :
1 à 15 1/2	$\frac{15,50}{5g.(1f.)} = 3 \text{ fr. } 10$
1 à 15	$\frac{15}{5} = 3$
1 à 14 50	$\frac{14,50}{5} = 2 \quad 0$
1 à 14	$\frac{14}{5} = 2 \quad 80$
1 à 16	$\frac{16}{5} = 3,20$
1 à 16,50	$\frac{16,50}{5} = 3,30$
1 à 17	$\frac{17}{5} = 3,40$

le gramme d'or, valant :	la pièce de 10 fr. ou 3 gr. 225, vaut
3 fr. 10	$3,10 \times 3,225 = 9 \text{ fr. } 997$
—	$= 10$
3 »»	$3,» \times 3,225 = 9 \quad 675$
2 90	$2,90 \times 3,225 = 9 \quad 353$
2 80	$2,80 \times 3,225 = 9 \quad 030$
3 20	$3,20 \times 3,225 = 10 \quad 320$
3 30	$3,30 \times 3,225 = 10 \quad 642$
3 40	$3,40 \times 3,225 = 10 \quad 955$

J^{ph} G.

LES GRANDES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

CONTRAIRES

A LA DIVISION DU TRAVAIL ET A LA LIBRE CONCURRENCE.

I

La loi de 1865 sur les chemins de fer d'intérêt local était une loi d'essence républicaine. C'était une marche en avant sérieuse dans la voie de l'autonomie départementale. Elle conviait les Conseils Généraux à faire eux-mêmes leurs affaires, et dans la matière qui intéresse le plus profondément la production locale, soit agricole, soit industrielle, la création et la multiplication de voies de transport rapides et économiques. Or, tout ce qui tend à fortifier et à développer l'action propre des localités converge vers la forme républicaine comme forme de gouvernement. Tout ce qui, au contraire, étend et resserre notre centralisation française déjà si exagérée, ramène forcément le pays vers la forme monarchique et la forme monarchique autoritaire. Si donc, le parti républicain, en s'associant à la lutte engagée pour démolir la loi de 1865 au profit de l'extension indéfinie des grandes compagnies, croit travailler pour lui-même, l'histoire est là pour lui dire qu'il se trompe et pour confirmer les indications de la simple logique. L'exagération de centralisation effectuée par les républicains de la Révolution a fait le premier Empire : c'était dans la logique et la force des choses. Si les doctrines de l'école républicaine sont les mêmes aujourd'hui, la même cause produira le même effet. Les tendances de nos populations vers une centralisation excessive sont malheureusement incontestables ; elles ont été soigneusement entretenues et développées par tous nos gouvernants depuis l'empire. Si, au lieu de s'attacher sérieusement à les redresser, les hommes politiques nouveaux se laissent aller au courant, la République ne saurait exister que dans les imaginations, sans racines dans les mœurs, et la France continuera à être la terre bénie des coups d'État.

Des projets qui se rattachent à cette extension illimitée des grandes compagnies sont déjà mis en avant par l'administration. Ils sont de nature à préoccuper les esprits sérieux qui regardent l'avenir par dessus le présent. Ces projets tendent, en

effet, à créer dans l'État une puissance contre laquelle celui-ci pourrait avoir à lutter un jour et dans des conditions inquiétantes ; a puissance de six grandes Compagnies, propriétaires de tous les chemins de fer du pays, disposant de véritables armées d'employés et liées entre elles par le ciment d'un monopole de 99 ans. Maîtresses absolues de tout le mouvement commercial, comme elles ne le sont déjà que trop partiellement, elles seront les régulatrices de toute production agricole et industrielle.

Les grandes Compagnies, a dit un homme d'esprit, sont en voie de ressusciter, appropriée à notre époque, l'ère des grands vassaux de la féodalité, à moins qu'elles ne deviennent, comme les prétoriens de la décadence, des faiseurs et défaiseurs de gouvernements. Un ingénieur éminent, homme politique éminent aussi, écrivait, l'an dernier que les grandes Compagnies tendaient à constituer un État dans l'État, auquel il deviendra avant peu très-difficile de résister, et dont la puissance sera un danger pour le pays. Allons-nous donc marcher fatalement dans cette voie ? L'absorption de 2,400 kilomètres de chemin de fer par une grande compagnie qui en possède déjà 4,400, absorption proposée aux Chambres par le ministère des travaux publics, ne serait-elle pas la consécration d'un plan de partage de notre territoire entre les six grandes Compagnies ? Ce serait sûrement du moins l'anéantissement, par voie indirecte, de la loi de 1865. Il semblerait plus loyal et plus digne d'en proposer carrément le retrait.

Cette loi de 1865 a-t-elle donc été condamnée par l'expérience ? Les partisans des grandes compagnies le disent, d'autres le contestent. Nous sommes de ces derniers, et nous n'hésitons pas à affirmer qu'elle n'a été bien Comprise, ni sous le rapport de la construction, ni sous le rapport de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local. On n'a guère fait encore, sous ce double rapport, que calquer les grandes compagnies. On ne conteste plus aujourd'hui que ce fut une grosse erreur. L'application de la loi, telle qu'elle a été faite jusqu'ici, a pu donner lieu à des mécomptes, à des erreurs, des abus, des scandales même. Quoi d'étonnant ? On pouvait le prévoir, mais l'expérience devait être là pour redresser les erreurs, corriger les abus et tracer la véritable voie. Cette expérience a-t-elle eu lieu, sincère, raisonnée, appuyée sur le bon vouloir de l'administration, qui s'était réservé une part d'intervention si considérable ? Nullement. Le ministère des travaux publics, dans son ardeur pour le système des grandes Compagnies, n'a témoigné ni bonne volonté ni impartialité, il aura plutôt autorisé à dire qu'il y avait hostilité décidée. On sait, en effet, comment les choses se sont passées. Un chemin de fer d'intérêt local portait-il

ombrage à une grande Compagnie? On ne manquait pas de le déclarer d'intérêt général, ou bien on refusait la déclaration d'utilité publique sous prétexte d'empêcher les capitaux de s'égarer dans des entreprises qui ne paraissaient pas bonnes à l'administration, tutrice apparemment de ces capitaux. Si un conseil général étudiait ou concédait un réseau départemental comprenant des lignes d'un bon rapport, d'autres d'un rapport moindre, mais dont l'ensemble pouvait constituer une moyenne rémunératrice, les premières étaient classées d'intérêt général (1) et attribuées ou destinées aux grandes Compagnies, les autres ne faisaient plus qu'une médiocre ou mauvaise affaire. Il n'est donc pas surprenant que celles-ci aient été souvent prises par des spéculateurs, visant uniquement aux bénéfices à recueillir de combinaisons parfois peu honnêtes relatives à la construction, sans souci aucun de ce qu'il adviendrait de l'exploitation. Des faits de ce genre, bruyamment exploités, suffisaient-ils à condamner la loi de 1865? Les esprits éclairés et impartiaux ne le pensent pas. La lumière commence à peine à se faire sur les conditions qui peuvent rendre viables les chemins de fer d'intérêt local. L'épreuve rationnelle et locale est donc encore à faire. Elle ne saurait l'être sans le concours du temps, dont la sanction est nécessaire à toute tentative de progrès. Or, on accuse le ministère des travaux publics de manœuvrer pour enlever le bénéfice à la loi de 1865 et consommer l'annihilation de cette loi. S'il n'en est rien, il est regrettable que des faits récents semblent malheureusement donner une base à l'accusation.

Aux derniers jours de l'Assemblée nationale, le 31 décembre 1875, un ministre des travaux publics, adversaire ardent de la loi de 1865, fait classer, par une loi, au titre d'intérêt général, une quarantaine de chemins de fer d'intérêt local et voter l'autorisation d'en entreprendre au besoin la construction aux frais de l'État. La signification de ce ballon d'essai paraît avoir échappé à l'Assemblée dans la préoccupation des adieux. Aussi bien, à la veille de sélections, la loi ne pouvait manquer de répondre secrètement à des calculs personnels.

De notre temps, les ministres durent peu.

Son successeur ne semblait pas partager ces doctrines lorsqu'elles étaient discutées à l'Assemblée; mais on se demande s'il est possible de respirer impunément cette atmosphère des travaux publics,

(1) Nous lisons dans un compte-rendu qu'un membre du corps des ponts-et-chaussées aurait déclaré dans un conseil général que toute ligne, aboutissant à une grande compagnie, devait être classée d'intérêt général. Il est regrettable qu'on ne lui ait pas demandé ce qu'il resterait à titre d'intérêt local.

imprégnée de la fièvre des grandes Compagnies, et de se trouver soi-même dans ce milieu hérissé de spécialités techniques.

Il y a quelque temps et dans une circonstance officielle, le ministre de l'intérieur prononçait ces paroles si sagement républicaine : « Je voudrais que le Gouvernement apprit aux citoyens à se passer de lui ». C'était une ancienne maxime constitutionnelle que : le roi règne et ne gouverne pas. De nos jours, on serait tenté de dire : Le gouvernement règne et ne gouverne pas. Avec notre excès de contradiction et notre instabilité ministérielle chronique, c'est, en effet, la bureaucratie qui gouverne et parfois, dans un ministère, une individualité puissante jusqu'au despotisme. Or, au ministère des travaux publics, une individualité de ce genre venait de décider l'anéantissement de toute initiative locale et privée, en matière de chemins de fer, en affirmant le principe de l'action directe et exclusive de l'État au moment même où le ministre de l'intérieur affirmait sa doctrine décentralisatrice.

Il y a 20,000 kilomètres de chemins de fer à créer pour compléter l'ensemble de la circulation française : eh ! bien, il faut qu'ils soient exécutés par les agents de l'État et aux frais des contribuables. Ce seront 3 à 4 milliards à prendre dans leurs poches, mais que sont *trois ou quatre milliards* dans la situation actuelle de la France avec un avenir aussi peu chargé d'éventualités redoutables, comme chacun sait ! On prétend qu'on fera vite et dans l'ordre d'utilité relative, bien entendu. Des gens d'expérience sont disposés à croire qu'il y aurait grande chance que ce fût bien plutôt dans l'ordre de dévouement ministériel des députés. Ce mode de faire des majorités avec des chemins de fer, tant reproché à la monarchie et à l'empire, serait-il donc appelé à renaître ?

Après l'exécution, l'exploitation. Que celle-ci ait lieu autrement que par les grandes Compagnies, c'est une chimère dont ont pu vouloir se bercer des intérêts insurgés contre l'exploitation de ces dernières. La question était résolue à l'avance, et, de fait, elle ne pouvait avoir qu'une solution dans le système. L'exploitation sera dévolue à ces mêmes grandes Compagnies. Voyez le projet de loi à l'effet de grossir de 2,500 kilomètres le réseau de l'Orléans, vous y verrez figurer une grande partie des lignes inscrites dans la loi du 31 décembre 1875 et pour lesquelles certaines personnes croyaient entrevoir le régime d'une exploitation spéciale. La Commission du budget, à inscrire dans la loi des finances de 1877, un crédit pour l'exécution d'une partie de ces lignes sous certaines conditions. Sans attendre que ce crédit soit discuté et voté, que les concours stipulés par la Commission soient assurés, on les a concédées à la compagnie d'Orléans, en prenant l'engagement qu'elles seraient construites

aux frais de l'État. Comment une si étrange précipitation ne soulèverait-elle pas d'ardents commentaires ?

En résumé, on a pu conclure du manifeste ministériel qu'il s'agissait de partager, entre les six grandes Compagnies, l'exploitation des 40,000 kilomètres de chemins de fer qui formeraient l'ensemble des réseaux français ; et, comme pour ne laisser aucun doute sur le plan dont on poursuivrait l'exécution, on a proposé une loi pour consacrer l'absorption du réseau des Charentes par l'Orléans, alors qu'on pourrait assurer l'autonomie d'une septième compagnie, en la dotant simplement des avantages qu'on assure libéralement, trop libéralement même, à la Compagnie préférée, pour lui rendre facile et profitable la digestion de ce repas de Gargantua.

En bonne vérité, tous ces faits ne sont-ils pas de nature, sinon à justifier, du moins à expliquer l'accusation dont nous avons parlé plus haut ?

Quelles sont donc les causes de cette puissance, de cette influence formidable des grandes Compagnies contre laquelle les gouvernements, et, en particulier, les ministres qui se succèdent aux travaux publics paraissent impuissants à lutter ? dont il semble même qu'ils arrivent à être forcés d'épouser les tendances, quelles que soient leurs opinions antérieures !

Ces causes sont nombreuses. Nous n'en indiquerons qu'une, — la première de toutes assurément, — la tendance de l'esprit français à s'en rapporter aux gouvernements du soin de tout faire, déshabituées que sont les populations, par une longue oppression centralisatrice, de rien demander à leur propre initiative. Mais les gens n'aiment guère à s'en prendre à eux-mêmes, surtout quand ils peuvent rapporter leurs griefs à une cause apparente qui peut tout expliquer.

Les grandes Compagnies, dit-on, sont entre les mains du corps des ponts-et-chaussées. Un grand nombre de ses membres y occupent les positions les plus considérables. Or, les ponts-et-chaussées règnent et gouvernent souverainement au ministère des travaux publics, donc..., donc, vous n'ôtez pas de la tête des gens que grandes Compagnies et ministère ne soient tout un. La campagne que celui-ci vient d'engager pour faire construire par l'État, c'est-à-dire par ses ingénieurs, 20,000 nouveaux kilomètres à distribuer à ces Compagnies, n'est pas faite pour redresser la croyance générale, si elle est erronée.

Qu'y a-t-il de fondé dans ce sentiment public ? On pourrait presque dire dans cette légende ? La prépondérance du corps des ponts-et-chaussées au ministère des travaux publics est un fait indéniable. Les services que ce corps éminent a rendu au pays sont

considérables. Mais oubliant trop peut-être les enseignements de l'économie politique, il ne semble pas se rendre compte qu'on est à la veille de l'entraîner dans une voie périlleuse.

Il n'est personne qui ne rende hommage à la capacité, à la science, à l'honorabilité du corps des ponts-et-chaussées de France. Ce sont ces qualités qui lui ont créé chez nous une influence et une autorité légitimes. On s'est accoutumé à lui faire presque exclusivement appel en matière de travaux publics. A l'origine des chemins de fer, sous le régime de la construction par l'État, le seul qui parût possible alors, on ne pouvait confier celle-ci à de meilleures mains. Nos chemins de fer ont été faits chèrement, sans doute, mais dans des conditions loyales et de bonne exécution : on peut ne rien regretter à cet égard. Mais comme, au lieu d'hommes versés dans le commerce et l'industrie, on ne s'attachait guère à introduire, dans les conseils d'administration des Compagnies, que des noms retentissants, les ingénieurs ont été conduits à s'emparer peu à peu de l'administration et de l'exploitation commerciale des chemins de fer qui requièrent, on peut le dire, des aptitudes et des connaissances qu'on ne puise pas précisément dans l'étude des hautes mathématiques ni à l'École des ponts-et-chaussées. Les questions multiples, si délicates et si difficiles que soulève chaque jour la question des transports, quand elle est régie par le monopole au lieu d'être réglée par la liberté, ne sont pas du ressort de la science. L'esprit scientifique est plutôt considéré comme peu compatible avec cette nécessité de compromis, de concessions, de combinaisons variées qui sont la vie du commerce et dont nos Chambres de commerce sont les interprètes compétents et autorisés. On s'est demandé parfois comment celles-ci sont incessamment en conflits, en luttes avec les Compagnies de chemin de fer, luttes qui n'existaient pas avec les compagnies de roulage qui les ont précédées. L'explication peut s'en trouver en partie dans l'état de choses que nous venons de dire.

Toujours est-il qu'à l'heure présente la direction supérieure, l'exploitation commerciale et tous les services principaux des grandes compagnies des chemins de fer appartiennent exclusivement aux ingénieurs des ponts-et-chaussées. Cela ne suffit-il pas pour expliquer le préjugé qui les fait souveraines au Ministère des travaux publics; le ministère des ingénieurs, comme on dit, où l'un des leurs s'était fait depuis vingt ans une position de ministre inamovible? L'anomalie, que l'exploitation commerciale des chemins de fer ne ressorte pas plutôt du ministère du Commerce, fait l'étonnement des étrangers. Cela est inexplicable, en effet. Ce qui s'explique facilement, au contraire, c'est le sentiment très-vif, dans

l'opinion publique, des tendances et des éventualités d'avenir contre lesquelles il est de l'intérêt politique et économique du pays de réagir. Ce qui n'est ni un préjugé ni une erreur de sa part, c'est l'appréhension des puissances et des influences contre lesquelles est engagée en ce moment une lutte où peuvent être compromis les intérêts les plus graves de l'agriculture, de l'industrie, du commerce national, et nous le croyons, de la vie politique du pays.

Nous nous sommes laissé entraîner à insister sur le danger politique des vastes agglomérations dont nous sommes menacés. Nous nous hâtons de rentrer dans notre sujet et d'en aborder l'appréciation aux points de vue de l'économie politique, à qui il peut être permis de s'en alarmer pour la prospérité du pays.

Ces agglomérations sont, en effet, une négation complète des principes les plus universellement admis de la science économique. Nous ne voulons en mentionner que deux : la division du travail et la libre concurrence.

Elles peuvent donc avoir ce résultat, entre autres, de compromettre les sources vives de la production, en constituant celle-ci en état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Il ne saurait venir à l'idée de personne de contester que l'abaissement progressif des frais de transport ne soit une condition première du progrès commercial, lequel progrès ne marche qu'avec le développement de la production agricole et industrielle. Le prix de transport doit donc, aussi lui, suivre la voie du progrès et s'abaisser comme ceux de tous les autres produits du travail industriel. Une des conditions de ce progrès est incontestablement, chez une compagnie de chemins de fer, la bonne administration de tous les facteurs du prix de revient du transport, car, industriellement parlant, une compagnie de chemin de fer est un atelier dont le produit est le transport sur des voies ferrées. Cet atelier est, comme un autre, soumis à une loi économique dont la saine application veut qu'aucune dépense de travail ne soit improductive, que chaque travailleur donne à l'œuvre commune ce qu'il peut et ce qu'il doit donner. Cette loi est la loi de la division du travail ; elle a été le point de départ comme elle est aujourd'hui une des bases du magnifique développement industriel et commercial du dix-neuvième siècle.

Si l'atelier est dans de justes proportions, quand chaque agent, chaque machine y utilise son *summum* de travail, il va sans dire que, lorsque ces proportions sont en dessus ou en dessous, les éléments du plus bas prix de revient sont faussés ; et même, dans le premier cas, il peut en résulter des conséquences graves, si, par

exemple, les exigences d'une bonne direction générale excèdent ce qu'on peut attendre des capacités et du travail d'un homme.

L'industrie des chemins de fer ne saurait être en dehors de cette loi élémentaire. Aussi, des hommes éminents, et versés dans tous les détails de leur administration, se sont-ils préoccupés de mesurer ces limites et l'étendue pratique de la tâche à laquelle plusieurs ont succombé, malgré où plutôt à cause de leur grande valeur. S'il y en a de taille à y résister, comme nous le voyons aujourd'hui, l'exception ne saurait servir de règle, car il y aura toujours des lendemains. Un de nos ingénieurs les plus distingués, chargé de la direction de l'une de nos grandes Compagnies, et qui est mort au poste, avait conclu de l'observation et de la pratique, qu'une administration de chemin de fer ne devait pas comprendre moins de 1,200 à 1,500, ni dépasser 2,000 à 2,500 kilomètres pour arriver à une bonne utilisation de toutes les capacités et de toutes les forces qu'elle mettait en œuvre. Ce serait donc entre ces limites que le minimum de revient du prix de transport pourrait être obtenu par le plein effet de la division du travail, et progresser par l'application des améliorations que le génie industriel apporte incessamment dans l'outillage et dans l'art de s'en servir. En deçà, suivant lui, les conditions ne pouvaient être que mauvaises ou médiocres ; au delà, elles s'aggraveraient avec l'extension du réseau, jusqu'à devenir un danger. Bien des gens pensent que, chez certaine Compagnie, les accidents seraient moins fréquents, si son réseau était moins démesuré.

Que ce soient ces chiffres ou tous autres, il est mathématiquement vrai qu'il y a une limite minimum et une limite maximum, entre lesquelles doit être maintenue l'étendue des réseaux des Compagnies, dans l'intérêt public aussi bien que dans le leur propre. Une pareille règle serait probablement passée dans l'application, si le ministère des Travaux publics eût été dirigé par des hommes pénétrés des vérités et des principes de l'économie politique, comme celui qui est aujourd'hui à la tête du ministère des Finances.

L'ensemble des réseaux des six grandes Compagnies comprend actuellement 22,000 kilomètres. Que sera-ce donc quand elles auront absorbé les compagnies secondaires, ce à quoi on travaille avec tant d'ardeur, et quand seront répartis entre elles les 16,000 nouveaux kilomètres que le ministère des Travaux publics propose de faire construire par l'État ? Notre agriculture et notre industrie, notre commerce intérieur et extérieur pourront-ils espérer, dans le prix de revient des transports, des progrès parallèles à ceux qu'ils verront se réaliser dans les pays où existe le régime de la liberté ?

Nous n'entendons pas dire que les grandes Compagnies n'aient aucun intérêt à poursuivre ce genre de progrès; qu'elles n'en aient pas réalisé et qu'elles n'en réaliseront pas encore. Ce serait nier l'évidence et la force des choses. Cet intérêt existe incontestablement chez elles; seulement, ce n'est pas par la concurrence qu'il est stimulé, puisqu'il n'en existe aucune entre elles, et qu'elles ont détruit celle de la navigation, partout où la chose leur a été possible, mais par l'unique considération d'augmenter leur produit net, c'est-à-dire le dividende des actions. Cette augmentation du dividende est le seul objectif des modifications dans les tarifs et des économies dans l'exploitation, et il doit en être ainsi pour que le rendement des actions marche proportionnellement à leur valeur croissante; toutes les économies réalisées par l'administration auront fatalement cette destination et n'en auront pas d'autre. Quant au public, il n'a aucune illusion à se faire, et il ne s'en fera pas s'il considère que les Compagnies sont en possession d'un monopole séculaire; que leurs tarifs ont été calculés à une époque où personne ne voyait clair dans l'industrie des chemins de fer, à une époque où nous avons entendu un des membres, les plus éminents du gouvernement actuel, présidant une commission législative, nous contester, avec une conviction sincère, la possibilité de transporter les bestiaux par chemin de fer, et refuser d'admettre ce transport dans les éventualités de trafic. C'est dans cet ordre d'idées qu'ont été concédés ces tarifs que les Compagnies ont le droit d'appliquer à la circulation des personnes, à celle de tous les produits de notre sol et de notre industrie, et le pouvoir d'appliquer, puisqu'elles sont, pour près d'un siècle encore, en possession d'un monopole sans exemple, car on ne veut même pas qu'elles puissent se faire concurrence entre elles. Chacune est propriétaire féodale de sa région.

Que faudrait-il donc pour que le progrès fût stimulé sérieusement chez les compagnies de chemins de fer, pour que le travail national pût bénéficier de ce progrès, qui fait partie intégrante de tous les autres? Tout simplement l'aiguillon de la concurrence, — de cette concurrence qu'on prétend être la bête noire du ministère des travaux publics, — loi première en même temps que source de tout le progrès moderne. Partout où le stimulant de la concurrence a manqué, n'a-t-on pas vu se produire l'indifférence au progrès, l'infériorité dans le travail, et finalement la cherté du prix de revient? Et vous prétendez que les compagnies de chemin de fer, c'est-à-dire l'industrie des transports soient soustraites à cette loi générale? Est-ce que les conséquences économiques peuvent être différentes? est-ce

qu'elles ne se repercuteront pas sur l'ensemble de la protection française ?

Les recettes des six grandes Compagnies forment un total de 800 millions ; elles s'augmenteront de centaines de millions encore, puisqu'il n'y aura plus d'autres moyens de transport. Chaque 1 pour 100 d'abaissement dans les tarifs abaissera de 8 millions le prix de revient de l'ensemble de nos produits agricoles et manufacturiers, et il n'est pas téméraire d'admettre qu'avec le temps, l'abaissement du prix de revient des transports pourrait être de 50 pour 100. Quand la moindre diminution se chiffre par des millions, il n'y a pas à insister sur son importance au point de vue du consommateur et à celui de la vente de nos produits à l'étranger. Mais ces abaissements de tarifs pourraient impliquer une diminution dans les dividendes, et toucher aux dividendes n'est-ce pas toucher à l'arche sainte de la propriété ? On oublie vite de notre temps ; on a oublié que les actionnaires de la Fondation, grâce à l'ingénieux système du dédoublement successif des actions, touchent des dividendes fabuleux qui les ont rentrés, depuis longtemps, dans leur capital (1). D'ailleurs ce ne serait pour les compagnies qu'un excitant de plus à en chercher la compensation dans le perfectionnement de leur exploitation. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas à se le dissimuler, ce respect des gros dividendes pèsera de toute sa puissance pour la continuation d'une situation fausse, illogique, contraire aux principes élémentaires qui régissent le travail. Alors cette situation s'aggravera de plus en plus, jusqu'à ce qu'une violente réaction de l'opinion n'impose le remède, si toutefois les compagnies ne sont pas devenues assez puissantes pour y résister. Elles n'en sont déjà pas si loin.

Un mot encore sur une considération qui pourrait avoir quelque faveur superficielle.

C'est l'État, dit-on, qui, dans le passé, a fait nos 40,000 kilomètres de grandes routes, et on s'en est bien trouvé ; pourquoi ne ferait-il pas les 40,000 kilomètres de chemins de fer, qui sont les grandes routes nouvelles ? Pourquoi ? Parce que les grandes routes étaient à l'usage gratuit de tout le monde : hommes, chevaux, voitures. Parce que les entreprises de roulage pouvaient s'y multiplier, et, par la concurrence, amener le prix des transports à sa valeur exacte tandis que les chemins de fer sont à l'usage exclusif de Compa-

(1) Sur le capital de huit milliards et demi que représentent les réseaux des grandes Compagnies, le capital actions ne figure que pour 1 milliard 400 millions, et le prix moyen de premier établissement dépasse 400 mille francs par kilomètre.

gnies, lesquelles les exploitent sous le régime d'un monopole et d'un arbitraire qui mettent à leur merci toutes les forces vives du pays.

Nous venons d'envisager cette question de transport par chemin de fer, sous le rapport de la cherté relative, conséquence de l'absence de concurrence. On pourrait demander à nos grands centres commerciaux ce que cette absence de concurrence leur coûte, sous le rapport du soin et de la conservation de la marchandise, des relations avec le public, etc. Les plaintes du monde des affaires, les remontrances des Chambres de commerce, les résultats des enquêtes, des discussions publiques ont pris des proportions telles qu'on a pu dire que ce n'était plus le chemin de fer qui était fait pour le voyageur et la marchandise, mais le voyageur et la marchandise pour le chemin de fer.

Les faits se sont accumulés mais la matière n'est pas épuisée, et s'il est un procès dont les pièces ne sauraient être mises trop souvent sous les yeux du juge, le Pays, c'est assurément celui-ci. Le cadre de ce travail ne nous permet pas d'aborder, même en l'effleurant, ce côté de la question ; elle demande, d'ailleurs, à être traitée avec ensemble et quelque étendue. Nous nous proposons de l'essayer.

Nous concluons.

Que la lumière soit faite loyalement, complètement, sur un sujet aussi capital, et le premier acte d'une législature, dont la majorité se croit sincèrement et intelligemment républicaine, ne sera pas la consécration d'un régime aussi anti-économique, aussi gros de conséquences désastreuses que l'extension indéfinie de nos six grandes Compagnies de chemins de fer. C'est dans une voie opposée que doivent se rencontrer le progrès et l'intérêt du pays.

A. CHÉROT.

Ancien élève de l'école polytechnique.

REVUE

DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES

DE L'ÉTRANGER.

SOMMAIRE : Les nouvelles publications de M. David-A.-Wells. — Un conte économique illustré. — *La Russische Revue*. La commune propriétaire du sol. — Les arts. — Notices diverses. — *La Concordia*. Comment les bonnes intentions ne suffisent pas. — *l'Arbeiterfreund*. L'association centrale pour l'amélioration de la situation des classes ouvrières. — Les *Landwirth Jahrbücher*. Le rapport entre le prix du blé et la rente du sol. — Le *Giornale degli Economisti*. Où l'on voit combien est essentielle la différence entre constater et recommander. — *L'Experiencia abolicionista de Puerto Rico*. Les expériences sont favorables à l'abolition de l'esclavage. — *The Bee-Hive* (la Ruche). Conseil aux coopérateurs. — *Capital and labour*. Une réfutation facile.

Nous avons sous les yeux quatre nouvelles publications de l'in-fatigable M. David-A. Wells. L'éminent publiciste américain s'est donné une bien rude tâche, celle de prêcher des sourds qui ne *veulent* pas entendre. On sait que c'est la pire sorte de sourds. Heureusement cette infirmité n'est pas toujours incurable, et M. Wells s'évertue à chercher le moyen de se faire entendre par les sourds qui l'entourent. On devine que nous parlons de gens qui s'obstinent à ne pas vouloir écouter les vérités économiques les plus évidentes, telles que l'effet bienfaisant de la liberté commerciale, l'action pernicieuse d'une inondation de papier monnaie, l'influence délétère de certaines prodigalités budgétaires et autres vérités semblables. Pour se faire entendre donc, M. Wells tantôt prononce d'éloquents discours, comme celui par lequel il ouvre le congrès des sciences sociales tenu à Détroit (*The Production and distribution of wealth*. Boston, A. Williams et C.), tantôt il publie des brochures sur la *Reforme of local taxation*. (Boston, J.-R. Osgood et C.) ou sur la *Cremation theory of specie resumption* (New-York, G.-P. Putnam's Sons), tantôt aussi... ; mais vous voudriez d'abord savoir ce que c'est que cette *cremation theory*. Peu de mots suffiront pour vous satisfaire. M. David Wells reconnaît les graves inconvénients qui résultent de l'*inflation*, c'est-à-dire de la surabondance du papier-monnaie, surabondance caractérisée par la dépréciation ; mais au lieu d'imiter quelques-uns de ses compatriotes et de proposer des

palliatifs ou des moyens indirects, il va droit au but. Puisque nous avons trop de papier, dit-il, que le ministre des finances en fasse brûler pour 500,000 dollars par semaine, soit pour 26 millions par an; l'agio ou le cours nous apprendra quand on pourra ralentir le sacrifice. Est-il possible de trouver quelque chose de plus simple et de plus efficace? Il nous semble inutile d'exposer ses arguments, car nous pensons que le lecteur est déjà tout converti.

Nous reprenons notre phrase interrompue. Tantôt aussi, disions-nous, Wells parle le langage de la plus mordante ironie. Du moins ne voyons-nous que de l'ironie dans ce conte populaire intitulé : *Robinson Crusoe's Money* (New-York, Harper and Brothers). C'est un amusant traité d'économie politique renfermant quatorze gravures ou plutôt caricatures pour illustrer les vérités exposées dans le texte. C'est sans doute un conte à tendance, mais la tendance est excellente, car tous les arguments convergent vers la démonstration du mal produit par le papier monnaie. Le conte est trop long pour pouvoir être résumé en quelques lignes, mais on voudrait avoir une idée des caricatures. Voici par exemple un baby qui pleure : on lui offre des *bons de lait*, mais il ne semble pas disposé à sucer ce papier. Une autre image montre un bourgeois ventru à la figure rusée qui déchire en deux un billet de banque; il semble regarder un ouvrier dont l'air pensif est signalé par l'index s'appuyant sur le bout du nez. Cette image a pour légende les mots : *Augmentation du volume de la circulation*, suivi de ce bout de dialogue :

« *Le capital* : Par la division de ce dollar on en fait deux, cela augmente le numéraire. Je vous donne, comme vous voyez, deux dollars de salaire.

« *Le travail* : Mais si je veux m'en servir pour acheter du pain, je m'aperçois qu'ils ne valent ensemble qu'un; je n'en vois donc pas deux. »

Une autre gravure représente le chien qui lâche le sac aux écus pour l'ombre en greenback. Enfin il en est plusieurs qui sont plus compliquées, mais qui semblent plus particulièrement adaptées au courant d'idées et aux mœurs de l'Amérique. Nous ne pouvons que désirer voir se couronner de succès les vaillants et persévérants efforts de M. David-A. Wells.

Passons en Russie. La *Russische Revue* (Saint-Petersbourg, C. Röttger, 5^e année, fascicules 3 à 8), outre les articles intéressants que nous nommons plus loin, nous offre la suite du grand travail de M. Jean Keussler sur la possession du sol par les communes.

dont nous avons déjà parlé dans notre revue du mois de juillet. Bien qu'il se soit trouvé des écrivains de talent pour recommander la propriété collective des champs et des prés, ce mode de possession n'a pas beaucoup de chances de s'établir parmi nous : les peuples ne reviennent pas sur leurs pas, ils marchent en avant ou pourrissent sur place, mais ils ne reculent pas. Il n'y a donc pas lieu d'insister longuement sur les propositions par lesquelles certains auteurs russes voudraient à la fois consacrer et améliorer, et ainsi consolider la propriété collective du sol. Ces auteurs sont à peu près unanimes pour reconnaître les grands inconvénients des partages périodiques, ils sont donc disposés à les abolir. M. Kavelin trouve même que la suppression des partages n'altérerait pas trop le caractère de l'institution qui repose plus particulièrement sur les points suivants :

1^o Les membres de la commune n'ont pas un droit de propriété sur les champs qui leur sont assignés, mais simplement un droit de possession et de jouissance ; ils ne peuvent les aliéner pendant leur vie, ni les donner en gage, ni en disposer par testament ; leurs enfants ou parents n'en héritent pas ; enfin, ces champs ne peuvent être vendus au profit des créanciers.

2^o La possession et la jouissance du sol supposent la résidence dans la commune. Le cultivateur ne peut donc posséder des terres dans plusieurs communes, et il ne peut non plus avoir dans la même commune plusieurs lots de terre ou *taglio*, tant que tous les membres de la commune ne sont pas pourvus ; il ne peut prendre un excédant ou un second lot que sur les terres restées sans emploi. La possession du sol ne peut d'ailleurs se transférer entre membres de la même commune par voie de contrat privé ; la commune seule dispose légalement de la terre.

3^o La possession est viagère et soumise à la condition du paiement des taxes ou impôts. En cas de décès du possesseur, ses enfants mineurs ou le fils majeur qui n'aurait pas encore reçu de lot de terre, ont un droit de préférence sur le lot devenu vacant. D'un autre côté, chacun est toujours en droit de renoncer à la jouissance du sol. La propriété des objets mobiliers reste entière, celle des maisons est également respectée. Lorsqu'un membre de la commune émigre, il doit vendre ou démolir sa maison, si ce n'est que la commune l'autorise spécialement à la conserver.

Ce système a-t-il, comme le croient ses défenseurs, une supériorité sur celui de la propriété complète tel qu'il règne chez nous ? Nous voudrions bien savoir lequel. *Il n'assure pas à chacun un lot de terre*, car la commune ne peut donner que ce qu'elle a : la population s'accroît, mais la terre ne croît pas en étendue. *Il soumet*

toute la population au même niveau, ce qui est, nous ne l'ignorons pas, un mérite aux yeux de certains socialistes et autres envieux ; mais ce n'en est pas moins un obstacle à tout progrès, car ledit niveau reste nécessairement bas. *Il ne s'applique pas à l'industrie, au commerce, aux professions libérales*, ce n'est donc pas un système complet, embrassant toute la population de l'État. Nous aurions bien d'autres observations à faire, nous pourrions montrer ce qu'il y a de contradictoire dans les vues de tel auteur qui accorde la possession héréditaire, mais non la propriété. C'est comme si l'on disait à un ouvrier, prenez un outil en fer et non en acier, l'acier serait trop efficace ; mais nous n'insisterons pas. Des idées de cette nature sont le résultat d'un conflit entre la raison et le sentiment ; — d'un sentiment qui peut être bon ou mauvais, selon le cas, — mais qui se trouve être un peu trop fort pour ne pas vaincre la raison.

Nous passons les fascicules 4, 5 et 7, bien qu'ils renferment des articles très-intéressants sur la réforme de l'organisation judiciaire, sur l'instruction publique, et plus spécialement aussi sur divers pays de l'Asie. Nous devons aussi signaler des articles du 7^e fascicule que nous regrettons de ne pouvoir analyser : un travail sur le commerce des fourrures en Russie et surtout un tableau des commencements de la civilisation parmi les peuples finnois. Ce dernier est une étude sur un livre curieux, intitulée : *Die Kulturwörter der westfinnischen Sprachen*, par M. Aug. Alqvist (Helsingfors, 1875) dans lequel l'auteur constate l'influence civilisatrice des voisins à l'aide des mots que les Finnois leur ont empruntés. Cependant, ce n'est pas de la philologie, mais une description de mœurs qu'on nous présente. Mais nous ne saurions passer sous silence le second article de M. Gruenwaldt sur les *Artels*. On sait qu'on nomme ainsi une sorte d'association coopérative particulière à la Russie. Dans un premier article, que nous avons analysé, l'auteur a fait l'histoire de l'institution ; dans le présent travail, il entre dans de nombreux détails sur l'organisation et les résultats de quelques catégories d'Artels, notamment ceux des pêcheurs et des chasseurs. Les pêcheurs se réunissent pour une entreprise en participation, comme on en voit encore dans les pays occidentaux de l'Europe, nous aurions mieux aimé que l'auteur ait pu nous donner des détails sur les Artels des maçons, des serruriers, des cordonniers et autres corps de métier, mais il n'a pas pu réunir jusqu'à présent des renseignements bien satisfaisants, nous apprend-il, sur ces associations. Les Artels des chasseurs sont tout à fait primitifs : ils durent tantôt une journée et se composent des hommes qui se rencontrent par hasard sur une piste, chacun ayant son arme et ses

munitions; ils sont quelquefois aussi conclus pour une saison. Le gibier abattu par un chasseur est partagé entre tous ceux qui ont été présents. Les parts sont égales. Il n'y a d'ailleurs, du moins en général, aucune direction, ni aucune organisation. L'auteur nous promet un dernier article dans lequel il parlera des Artels de domestiques.

Nous avons déjà annoncé la mort de la *Concordia*, mais nous devons à cette feuille une courte nécrologie. En 1870, les journaux français, allemands, belges, suisses, etc., convoquèrent les patrons en congrès à Bonn pour aviser des moyens d'améliorer la situation des ouvriers. La tentative nous parut digne d'être encouragée et nous nous rendîmes à Bonn pour suivre les délibérations et en rendre compte. M. Pascal Duprat et quelques autres français s'y rendirent également, et nous pûmes constater les excellentes dispositions, qui régnèrent parmi les fabricants et les savants venus un peu de partout. On décida dans la réunion de fonder un journal hebdomadaire destiné à propager les idées des fondateurs du congrès. La guerre fit retarder l'exécution du projet; mais, dès 1871, la *Concordia* parut, annonçant qu'elle travaillerait à la concorde entre les ouvriers et les patrons. C'est à ces derniers et en général à la bourgeoisie — aux gens éclairés et à ceux qui possèdent l'aisance — que le journal s'adressait. Le comité de rédaction avait formulé ainsi son programme ou ses principes :

« 1. La question ouvrière impose à la société actuelle, et notamment aux classes aisées et éclairées, une tâche dont l'accomplissement leur est commandé, non-seulement par leur propre intérêt, mais encore et surtout par le devoir, par la conscience;

« 2. La solution de cette question exige l'emploi simultané de moyens matériels et des moyens moraux;

« 3. Pour atteindre le but, comme en général pour obtenir un grand résultat, on a besoin d'une réunion de forces, d'un travail en commun sur les mêmes bases et dans la même direction. »

Le comité insiste beaucoup sur les moyens moraux et les forces morales; composé surtout d'hommes profondément religieux, c'est par la religion que la plupart de ses membres espéraient pouvoir agir sur les masses. Nous devons leur rendre cette justice qu'ils ont fait un emploi modéré de ce moyen délicat, le journal ne s'est pas occupé de théologie, il s'est borné à parler économie sociale en racontant tous les faits qui pouvaient disposer les patrons à faire des sacrifices en faveur de leurs ouvriers. Sous ce rapport la direction ne saurait être assez louée. Mais on n'a pas tardé à dépasser

le but, et — touchons le mot — on est devenu maladroit. On a consacré bien des colonnes à l'exposé des systèmes socialistes, en les présentant avec une bienveillance qui ne pouvait que froisser les lecteurs auxquels la feuille était plus spécialement destinée. Tous les articles, sans doute, n'étaient pas entachés de ce socialisme mitigé qui est devenu à la mode parmi tout un groupe de professeurs allemands, d'excellents travaux y ont également trouvé leur place, mais l'esprit général n'était pas bon, la rédaction a eu le double chagrin de se voir citer parfois par ses adversaires et renier par ses amis. Cela prouve que les meilleures intentions ne suffisent pas, et les intentions étaient en effet excellentes. On prenait trop à la lettre certaines déclamations, on s'imaginait pouvoir abolir les lois économiques fondées sur la nature humaine et les remplacer par des combinaisons à soi. Au surplus, le moment n'était pas propice. En 1871 et 1872, les ouvriers avaient réussi à pousser leurs salaires bien au-delà de ce qu'on avait cru possible sans être plus satisfait; en 1873 et dans les années suivantes les salaires baissèrent un peu, mais restèrent en définitive plus élevés qu'avant la guerre, tandis que les patrons étaient sous le coup d'une crise, qui a été très-intense pour certaines industries. Les patrons se croyaient bien plus à plaindre que les ouvriers. Plusieurs patrons avaient en outre des griefs particuliers : leurs efforts et leurs sacrifices en faveur de leurs collaborateurs n'avaient rencontré que de l'ingratitude. La *Concordia* se trouve donc obligé de reconnaître son impuissance et bien que les fonds ne lui manquent pas — elle a soin de le dire — elle se retire de l'arène, attendant sous la tente des jours meilleurs. C'est dommage : il y avait quelque chose à faire, mais nous persistons à penser qu'on n'a pas su comment s'y prendre.

Une autre association a été plus heureuse, c'est le *Central-Verein* etc. (Association centrale pour l'amélioration de la situation des classes ouvrières). Son organe, le *Arbeiterfreund* (Ami des ouvriers) vient de donner un résumé concis, qui a pourtant exigé 72 pages, de ce que la société a fait pendant les 30 premières années de son existence. On ne saurait nier que son activité a été bienfaisante. Peut-être trouverait-on des erreurs de détail, qui ne se trompe pas ! mais la direction était bonne, on a cherché à réaliser le possible, sans rien promettre au-delà. Le compte-rendu que nous venons de citer (année 1876, fascicules 2-3) est très-instructif et devrait être étudié par toutes les personnes qui se consacrent à l'amélioration du sort des ouvriers. Il y est question de la liberté du travail, de l'hygiène, de la mortalité, des logements, de l'épargne, de la vie à bon marché, du crédit populaire, des secours mutuels, de la re-

traite, de l'instruction, de l'apprentissage, de l'organisation des corps de métier, et de bien autre chose encore. C'est une esquisse à grands traits de toutes les propositions et tentatives faites par des gens zélés, mais raisonnables, en faveur de la classe ouvrière. Nous ajouterons pour terminer que le 1^{er} président de l'association était M. Lette, et qu'elle est présidée actuellement par M. Gneist; elle compte près de 650 membres. Le *Arbeiterfreund* est rédigé par M. Bøhmert qui est favorablement connu de nos lecteurs; nous avons déjà eu plus d'une fois l'occasion de faire des emprunts à cette Revue.

Les *Landwirthschaftliche Jahrbücher* (Annales agricoles) dirigées par MM. de Nathusius et Thiel (Berlin, Wiegandt, Hempel et Parey) renferment un article de M. le professeur Platzmann de Zurich sur le *Rapport entre le prix du blé et la rente du sol*. La rente dont il est question ici est celle que Ricardo a mis en lumière, l'excédant de profit dû à une plus grande fertilité, à une meilleure situation ou à un autre avantage fortuit et gratuit. Nous ne savons si beaucoup de personnes jouissent d'une pareille rente, nous en doutons, car nous voyons les propriétés favorisées se vendre à des prix correspondants et, en définitive, l'acquéreur d'un champ très-fertile n'a pas fait une meilleure affaire que l'acquéreur d'un champ un peu moins productif. Mais les socialistes se sont emparés de la notion de la rente pour soutenir que cette plus-value n'étant pas le fait du travail, appartenait à la société, qui devait la percevoir au moyen de l'impôt. Ces idées ont trouvé de l'écho ailleurs, et M. Platzmann a cru devoir examiner la question. Il pense d'abord, et avec raison, qu'il serait bien difficile, dans la pratique, de dégager la rente pure, c'est-à-dire de la chiffrer. Disons que ce sera impossible, car on ne pourra pas toujours démêler les effets des circonstances naturelles gratuites des effets dus à l'emploi de capitaux, ou à un travail plus intelligent et plus assidu. Mais M. Platzmann croit aussi qu'il ne saurait être question de rente que là où les cultures sont uniformes. De nos jours, il y a une très-grande variété dans les cultures, dans les méthodes et les procédés, de sorte que les comparaisons deviennent très-difficiles. Il ajoute, et c'est là sa thèse propre, que la concurrence internationale empêche le prix du blé (et celui d'autres matières alimentaires) de s'élever en proportion des frais causés par la culture. c'est-à-dire qu'elle empêche d'aborder des terres trop mauvaises et réduit ainsi la possibilité de faire naître une rente. Voici, du reste, la traduction des propositions de M. Platzmann : « L'influence du prix du blé sur le produit net agricole d'une localité se réduit au

fur et à mesure que le marché et le territoire productif (1) s'étendent; le produit net est la résultante d'un grand nombre de facteurs physiques et économiques, ainsi que des facultés intellectuelles de l'entrepreneur, il varie donc beaucoup plus que le prix du blé; ce produit est généralement plus élevé dans un pays où la culture est très-développée que dans une contrée où elle l'est moins, bien qu'une culture intense n'aille pas sans des frais considérables. L'auteur ne compte pas les céréales parmi les cultures avantageuses, et comme le prix du blé ne s'élève pas dans la même proportion que les frais de production, il est d'avis qu'on arrivera à remplacer en plus d'un endroit les céréales par des cultures plus avantageuses. Il considère cette modification comme un progrès, mais, nous l'avouons, son opinion n'a pas l'appui de notre suffrage; car si l'on remplaçait dans beaucoup de champs le blé par une autre culture — mettons du lin ou de la garance —, on pourrait tisser plus de toile et employer plus de couleur rouge, mais on nourrirait moins d'hommes, et franchement, nous aimons mieux que la France s'accroisse d'un million d'habitants que d'une épargne supplémentaire de 100 millions par an. Du reste, qu'on ne s'effraie pas trop, la culture des céréales n'a pas beaucoup à craindre, et ce n'est pas seulement la routine qui la protège. Qu'est-ce, en effet, qu'on mettrait à sa place sur une étendue un peu grande? Voyez, par exemple, la betterave: c'est une bien faible fraction de la France qui lui est consacrée et déjà on ne sait plus que faire du sucre. On pourrait, direz-vous, faire des pâturages et élever du bétail. Sans doute, mais cette ressource est connue, et si on ne la multiplie pas, c'est que de sérieux obstacles s'y opposent. — Sans attribuer au travail de M. Platzmann une importance exagérée, nous croyons même qu'il laisse à désirer sous plus d'un rapport, nous sommes heureux de le signaler afin d'engager encore d'autres personnes à rechercher les faits qui, dans la pratique, modifient le taux de la rente ou même l'annulent. Nous ne demandons pas ici de considérations générales, il en existe suffisamment, mais des calculs basés sur des observations bien constatées. Ce qui nous manque le plus, ce sont des faits observés sans parti pris.

Le *Giornale degli Economisti*, de MM. Luzzati, Forti et autres, continue de donner des articles qui témoignent d'un travail sérieux, et d'autres qui révèlent des tendances par trop *catheder-socialistique*. Parmi les premiers, nous mentionnons un Essai de M. Mor-

(1) *Productionsgebiet*, les pays qui concourent à la production des céréales.

purgo sur les dettes publiques, et une Etude de M. Cognetti de Martiis sur M. Cernuschi. C'est une étude sans parti pris et dans laquelle toute justice est rendue à notre collègue. La Revue de l'étranger, de M. Forti, se maintient à la hauteur des premiers numéros et met le lecteur italien au courant de ce qui se passe dans d'autres pays. Mais nous parlions aussi d'articles à tendances, et nous pensions à celui de M. Nicolo Lo-Savio sur la *Nature et la destination de l'Etat dans l'ordre économique*. Tendances, ce n'est pas le mot, car il s'agit d'un acte d'accusation en règle, lancé contre les économistes qui reconnaissent Ad. Smith comme un de leurs maîtres. Voici quelques courts passages de ce réquisitoire : « Et « si quelqu'un faisait observer : mais cette fièvre de lucre et de « gain excite l'égoïsme, et ne voyez-vous pas qu'elle détruit tout, « l'honneur, la liberté, la famille, la justice, la foi publique? » — L'économiste répondra : « *Laissez faire, laissez passer.....* » Et plus loin, sur la même page 485 de la 5^e livraison du vol. III : « Mais « pour produire autant, vous enchaînez un homme comme un ani- « mal pendant douze heures par jour à son travail. — Qu'importe, « répond-on, laissez faire, laissez passer : ne retranchez pas une « minute des douze heures fatales, sinon l'industrie est perdue. « Douze heures de travail ou la mort ! » Et l'auteur continue sur ce ton, mais nous sommes trop indignés pour poursuivre la traduction. Quand M. Lo-Savio nous accuse de recommander l'égoïsme, il nous calomnie, il se fait le servile écho de certains professeurs allemands, disciples de Lassale et de Carl Marx.

Et c'est un travail rédigé dans un pareil esprit que M. Luzatti a introduit par un manifeste solennel. Le spirituel orateur aura de la peine à se disculper de ce « *péché* » nullement « *mignon* », car il s'est associé — sans le vouloir sans doute — aux ennemis de l'économie politique. Nous avons, en effet, constamment trouvé que les socialistes — et les protecteurs des socialistes — emploient toujours la même arme contre les économistes, c'est de les accuser de prêcher l'égoïsme, parce qu'ils en constatent l'existence et étudient ses effets. Peut-on confondre la phrase : tous les hommes sont mortels avec celle-ci : tuons tous les hommes ? Du reste, l'illustre maître de « l'école historique », M. Roscher déclare expressément que la précision n'est pas une des qualités de sa méthode, et comme dans les écoles les défauts s'aggravent vite, il n'est pas étonnant que les élèves manquent tellement de précision, que leurs phrases font naître d'autres pensées que celles qu'ils voulaient exprimer : c'est le seul moyen d'expliquer cette confusion entre la description de ce qui *est* avec la prescription de ce qui *devrait être*.

Signalons en passant une publication espagnole : *la Experiencia abolicionista de Puerto-Rico*, mémoire adressé au ministre de la marine et des colonies de Madrid par la Société des abolitionnistes espagnols. S'il reste encore des amis de l'esclavage, ils n'ont qu'à lire cette brochure pour être convertis à de meilleurs sentiments (1). Nous leur recommandons la page 73 et autres qui montrent que, même au point de vue purement matériel, on n'a pas eu à se repentir de la mesure prise à l'île de Porto-Rico.

Nous ne devons pas oublier l'Angleterre dans cette Revue, quelque abrégée qu'elle soit cette fois. Nous nous bornerons à donner un extrait de la *Bee-Hive* (la Ruche), journal des ouvriers, et un autre de *Capital and Labour*, journal des patrons. L'un et l'autre de ces périodiques sont rédigés avec talent, mais ils défendent des vues exclusives; c'est leur destination avouée, il n'y a pas à leur en faire un reproche, mais on doit en tenir compte. Commençons par la *Bee-Hive*.

L'article que nous allons analyser est du 8 juillet dernier, il est intitulé *Co-operation and Trade Unionisme* et porte la signature de M. Lloyd Jones : l'un des publicistes les plus distingués du parti des ouvriers. L'auteur, rappelant ses écrits antérieurs sur la coopération, constate qu'ils ont eu l'effet d'en répandre la pratique, il n'est cependant pas complètement satisfait. Quand une affaire se monte, les ouvriers prennent souvent des actions; ils deviennent ainsi actionnaires et se contentent de leur dividendes. Mais ce n'est pas à cela qu'il faut viser, selon M. Lloyd Jones, c'est à l'établissement du nouveau principe, à la réunion entre les mêmes mains du capital et du travail, qu'il faut tendre. L'auteur insiste sur les avantages de cette réunion, avantages incontestables, mais qu'on n'établit pas à volonté. Il reconnaît que les Trade-Unions ne sont qu'un expédient, et qu'elles sont impuissantes à empêcher les réductions de salaire dans les moments de crises et dans les autres conjonctures difficiles. C'est le salaire qu'il faut rendre inutile par la coopération; suivent maintenant quelques moyens d'y arriver, et l'auteur note sans doute et publie les faits à mesure qu'ils parviennent à sa connaissance. Aujourd'hui on nous en offre deux à titre d'exemples à suivre. L'un est emprunté aux tailleurs de limes de Sheffield. Ils ont ouvert un atelier à eux dans lequel ils occupent les ouvriers sans travail. «Ce procédé a bien des avantages au point de

(1) Publiée à Madrid par la *Sociedad abolicionista español*. Valverde, 25 y 27.

vue pécuniaire et peut être regardé comme contribuant considérablement à améliorer la discipline et l'organisation de la Société. »

C'est tout ce qu'on nous en dit, et c'est certainement trop peu. Nous pensons qu'il faut entendre cette organisation ainsi : la Trade-Union des ouvriers en limes, au lieu de donner une indemnité de chômage, — c'est-à-dire au lieu de donner de l'argent sans rien recevoir en échange — occupe les membres sans travail, de sorte que la caisse obtient quelque chose pour son argent. C'est en effet très-sage, surtout si le salaire est réduit au minimum ; mais ce n'est plus de la coopération. L'autre exemple concerne les peintres en bâtiment de Leicester. Une grève ayant eu lieu, les patrons ont prié leurs clients de vouloir bien avoir un peu de patience. Les ouvriers l'ayant appris, ils se sont présentés pour faire le travail. Il est probable qu'ils l'ont offert à meilleur marché et ont obtenu la préférence. M. Lloyd Jones ajoute que toutes les industries n'en aurait pas pu en faire autant, mais les peintres en bâtiment n'ont qu'à acheter une échelle, des pinceaux et des couleurs communes, tous objets qui coûtent très-peu. Du reste, plusieurs autres branches de l'industrie du bâtiment semblent se prêter à la coopération. M. L. Jones termine par des conseils de prudence, mais il exprime en même temps sa ferme conviction que l'avenir est à la coopération.

Prenons maintenant un article dans *Capital and labour* (n° du 16 août dernier), nous y trouvons justement une polémique. Le journal avait reçu un pamphlet destiné à être répandu parmi les Trade-Unions, et dans lequel on soutenait que « l'Angleterre laborieuse (toiling England) donne au moins trois journées de travail en échange de la recette d'une journée, Bien que cette proposition ne constituât au fond qu'un exercice de rhétorique, le journal pensa qu'elle pourrait néanmoins faire son effet dans certains quartiers, et il se crut obligé de la réfuter. Supposons, dit-il, que nous nous trouvons devant une pièce de travail (un produit) qui vient d'être payé 2.000 liv. sterl. Supposons que ce soit une maison et qu'elle doive rapporter 7 1/2 p. 100 du capital déboursé, ce serait une bonne moyenne. Supposons que les 2.000 livres aient immédiatement et directement payé toutes les dépenses faites pour la maison, et que personne n'ait eu aucun rapport avec la maison, si ce n'est pour lui consacrer son travail et sa peine ; enfin que le propriétaire des 2.000 liv. ait eu affaire aux ouvriers sans intermédiaire. La question est maintenant de savoir si les travailleurs (the toilers qui ont produit la maison, ont donné trois journées de travail pour la paye d'une journée. Ils ont reçu 2.000 liv. pour la maison. Cette somme ne serait-elle que le tiers de la valeur de la cons-

truction, en d'autres termes, la maison vaudrait-elle 6.000 liv.? Pourrait-on la vendre à ce prix? Les affaires se font-elles sur ce pied? L'auteur de l'article continue encore longuement, pour montrer l'absurdité de la proposition qu'il combat, mais nous n'ajoutons que quelques courts passages. Supposons maintenant, dit-il, que les ouvriers aient eux-mêmes possédé le capital et qu'ils aient dépensé les 2.000 liv. pour leur entretien, pendant la durée des travaux, la maison ne sera vendue que pour 2.000 liv., ou aussi on la louera pour 125 liv., ce qui, les frais et réparations déduites, constituerait un revenu net de 110 à 115 liv. sterl. La maison ne peut valoir que son prix, qui que soit qui l'ait faite. L'auteur accorde cependant, par hypothèse, une chance exceptionnelle à ces constructeurs coopératifs, il suppose qu'ils trouvent le moyen de vendre la maison 2.500 francs. C'est un bénéfice exceptionnel, qu'ils peuvent se partager, mais ce ne sera jamais trois fois le montant de leurs salaires. L'article termine par des considérations sur les services rendus au pays par l'épargne réalisée, et sur l'imprudence des ouvriers ou des hommes qui les excitent et mènent à attaquer l'épargne ou à la rendre impossible en exagérant la part du salaire dans la distribution du produits du travail.

MAURICE BLOCK.

LE 20^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION ANGLAISE

POUR LE PROGRÈS DES SCIENCES SOCIALES

A GLASGOW

SOMMAIRE : Les applications de la mécanique et de la chimie aux besoins industriels. — La télégraphie électrique aux États-Unis. — L'instruction classique. — La statistique et la méthode *inductive* en économie politique. — Le *village community* de l'Inde; la propriété terrienne et la charité légale. — L'instruction primaire obligatoire et ses résultats. — L'éducation physique. — La statistique agricole. — L'évaluation de la propriété terrienne en Irlande. — L'*income-tax* et son assiette. — Les brevets d'invention et leur législation. — L'étalon monétaire unique ou double. — Le système métrique et la monnaie internationale.

C'est dans la ville de Glasgow que l'*Association britannique pour le progrès des sciences* a de nouveau tenu, cette année, son congrès annuel.

Cette ville est, comme on le sait, la métropole commerciale de

l'Écosse ; mais c'est aussi un de ses grands centres intellectuels et la rivale, sous ce rapport, d'Édimbourg, surnommée jadis l'Athènes du Nord par ses habitants. En prononçant son *inaugural Address*, le président, qui était cette année M. le Dr Andrews, s'est naturellement souvenu de cette circonstance, et il a évoqué les noms du mathématicien Napier, d'Adam Smith, de James Watt, du chimiste Black, du physicien Young, qui restent, pour ne parler que du passé, étroitement associés au nom de Glasgow même. Dans son discours très-développé, mais toujours fort intéressant, M. Andrews a passé en revue les conquêtes les plus importantes et les plus récentes de la science contemporaine, et, se mettant résolument au-dessus des basses jalousies et de cet orgueil tuméfié, si cher aux Allemands, il a rendu aux savants Français une constante justice, associant les Ampère, les Poisson, les Gay-Lussac, les Foucault, les Dumas, les Berthelot, aux Graham, aux Faraday, aux Wheatstone, aux Tyndall, aux William Thomson, aux Walton. Mais, quelque plaisir et quelque profit qu'il y aurait à suivre l'éminent professeur dans sa vaste promenade à travers le monde scientifique, ni la nature de cet article, ni ses limites ne nous permettent de glaner dans le discours de M. Andrews que ce qui peut y intéresser la science économique.

*
* *

Parmi ces objets figurent les applications de la science, de la mécanique et de la chimie principalement, aux usages utiles et aux besoins industriels. Ainsi que M. le Dr Andrews n'a pas manqué d'en faire souvenir son auditoire, c'est dans la vallée de la Clyde que Neillson appliqua, pour la première fois, la nielle chaude à la fonte du fer. Le procédé Bessemer, pour la fabrication de l'acier, et le fourneau régénérateur de Siemens ont imprimé, à leur tour, une grande impulsion à ces mêmes industries. M. Andrews trouve cependant qu'il reste beaucoup à faire : il faudrait par exemple économiser davantage le combustible, dont une combustion imparfaite occasionne une grande déperdition, comme l'attestent, à eux seuls, quoique d'une façon insuffisante, ces nuages de fumée qui obscurcissent l'atmosphère des villes manufacturières. On peut espérer qu'un jour viendra, peut-être, où la science réussira à isoler, par des procédés faciles et peu coûteux, l'oxygène de l'air, pour en faire usage dans les usines. En attendant, ne conviendrait-il pas de purifier l'air ambiant dans ces centres industriels, où des visages pâles, pour ne pas dire étiolés, n'attestent que trop l'absence des rayons solaires et de leur action vivifiante ? M. Andrews sug-

gère à cet effet l'établissement de grands conduits horizontaux, allant aboutir par de hautes cheminées à une colline ou bien à une plaine éloignée et débarrassant ainsi les « ruches humaines » des particules pestilentielles du combustible perdu. Un pareil système avait déjà été employé, avec succès dans les usines de mercure d'Idria, et, avec un peu de précautions, on pourrait le tourner au profit de l'agriculture, car la fumée alors se déposerait, sous forme de poussière noire ou de suie, dans les conduits horizontaux.

D'autre part, l'application du froid artificiel se répand rapidement : la machine à glace est déjà en usage dans les grandes brasseries et dans les fabriques de parafine ; on sale et on prépare les conserves de viande dans de vastes locaux, où une épaisse couche de glace entretient, au milieu même de l'été, une température constamment fraîche. La teinture artificielle a récemment fait de grands progrès en Allemagne, et la chimie est résolument entrée en lutte contre ces insectes destructeurs, qui ont été de tout temps l'effroi du cultivateur. Nos viticulteurs du Midi en savent, en ce moment quelque chose : pour eux, comme pour l'une de nos grandes industries nationales, dont dépend le bien-être, l'existence même de populations entières, il est temps, grand temps que le phylloxera disparaisse. M. Dumas, notre célèbre chimiste, vient, de découvrir, après de longues recherches, que le sulfo-carbonate de potassium, en solution diluée, remplissait toutes les conditions voulues pour un procédé qui doit détruire l'insecte sans nuire à la plante. M. Andrews est porté à croire que M. Dumas a résolu le difficile problème : il ajoute, il est vrai, que l'emploi du moyen exige « du temps et de la patience ». Qui dit temps et patience, en fait de remèdes, dit aussi argent, et l'on sait que le côté faible de divers moyens contre le phylloxera découverts jusqu'à cette heure s'est trouvé précisément dans la dépense trop considérable que nécessitait leur usage. Fasse le ciel que l'insecticide de M. Dumas échappe à cet écueil !

Dans les travaux des sections du Congrès autres que celle de l'économie politique, nous ne trouvons guère à relever que les détails fournis par sir William Thomson sur la télégraphie électrique aux États-Unis et les observations de M. Merryfield sur l'instruction secondaire. Sir William Thomson revient d'Amérique : il y a admiré le *telephone électrique* d'Elisha Gray, « reproduisant « 4 télégrammes à la fois et capable certainement d'en reproduire « quatre fois autant avec quelques perfectionnements de détails « très-simples ; le *télégraphe automatique* d'Edison, « transmettant « 1013 mots en 57 secondes, d'après la méthode électro-chimique, « trop longtemps négligée de Bain ; » il a *entendu*, ce qui s'appelle

entendre, le fil électrique articuler distinctement non-seulement des monosyllabes, mais de petites phrases tirées des journaux de New-York, « la plus grande de toutes les merveilles de la télégraphie électrique, et dont l'inventeur est M. Graham Bell, né à « Édimbourg, mais naturalisé aux États-Unis. » Quant à M. Merryfield, tout en se défendant de médire des études purement classiques, il ne peut s'empêcher de croire qu'elles ont pris dans l'instruction secondaire une prédominance abusive. Il lui semble qu'un homme qui n'est pas versé dans les sciences exactes n'est qu'un homme à moitié élevé, *half educated*, et il regrette qu'en Angleterre, les enfants continuent de pâlir, pendant six ou huit ans sur le grec et le latin, sans que la plupart soient, au sortir du collège, en état de lire couramment l'une et l'autre de ces deux langues.

*
* *

La section d'économie politique (*Economic Science and Statistics*) était présidée par sir George Cambell, ancien lieutenant-gouverneur du Bengale. Dans son discours d'ouverture, il a abordé des sujets très-variés, en commençant par la statistique, qu'il classe « parmi les choses les plus importantes et les besoins les plus avérés de ce temps » ; mais dont il redoute les chiffres parfois fallacieux et la tendance à s'étayer « sur des données obtenues par voie « *déductive*, de faits conjecturaux ou mal démêlés. » Pour George Campbell, la statistique a un rôle plus élevé, que celui de réunir des faits touchant l'agriculture et l'industrie, quelque utiles que ces chiffres soient d'ailleurs : c'est à elle de vérifier, classer et colliger les données qui nous permettront d'approcher de la vérité économique, en *suivant la méthode inductive*. Ces épithètes d'*inductif* et de *déductif*, opposés l'un à l'autre, ne laissent pas de retentir assez souvent sur l'autre rive de la Manche dans les discussions sur le caractère de la science économique qu'a suscitées une école nouvelle, ou soi-disant telle, qui se livre volontiers à des distinctions subtiles et dont en somme on pourrait dire, avec Skakspeare, qu'elle fait beaucoup de bruit pour rien : *Much ado about nothing*. Nous ne sachions, pas en effet, qu'il y ait un seul des fondateurs de l'économie politique qui n'ait procédé, bien ou mal d'ailleurs, par la voie expérimentale et inductive pour démêler les faits qui servent de base à ses lois, d'abord, et par la voie déductive ou rationnelle ensuite pour faire ressortir les conséquences nécessaires que l'observation de ces lois ou leur violation entraîne. Certains des coryphées de la nouvelle école vont, il est vrai, jusqu'à prétendre qu'il n'y a point en Economique des lois naturelles ; autant dire alors

qu'il n'y a point de science qui porte ce nom. Et s'il en est ainsi à quoi bon tant discuter sur la méthode de ce qui n'est pas, à la façon de ces philosophes allemands, qui à défaut de la géométrie analytique, de la géométrie descriptive, de la chimie, ont inventé la dialectique antinomienne, et qui ont déjà rempli des bibliothèques entières de leur indigeste et incompréhensible fatras, sur le moi et non-moi, l'immanent et le permanent, le conscient et l'inconscient, etc., etc. ?

Mais rentrons dans notre rôle de rapporteur. Sir George Campbell a fait remarquer ensuite que ces données d'ordre supérieur appartenaient le plus souvent à un passé lointain et ne se recueillaient pas sans peine, mais une peine qui, en projetant sur la marche de l'humanité et son histoire de vives lueurs, portait sa compensation avec elle. A ce propos, il a signalé dans l'Inde britannique, l'erreur gouvernementale qui a imposé un centralisme exagéré à des populations habituées à une sorte de *self-government*, au moins au sein de leurs communes. Cela est vrai assurément des communautés villageoises, que respectèrent les conquérants musulmans, et qui, après avoir existé dans toute la Péninsule, se conservent encore dans quelques parties du Bengale et dans les provinces centrales. Dans la *village community* hindoue, la propriété demeure toujours assujettie à cette forme communiste, ou semi-communiste, qui a marqué toute une station de l'humanité et qui survit au xix^e siècle dans les bois et dans les pâturages communaux. Ce côté, n'est pas cependant le côté qui recommande la *village community* aux yeux de sir George Campbell ; il se félicite même de ce que dans les parties du pays où les idées britanniques sur la constitution aristocratique avaient prévalu d'abord, l'Hindou, devenu propriétaire foncier en son nom propre, s'efforçait de se soustraire à sa dépendance vis-à-vis du *zemindar*, ce vieux suzerain transformé par les Anglais en une espèce de fermier général, tandis que les gens à gages aspiraient, de leur côté, à la situation de tenanciers, voire de possesseurs. Quant aux provinces à qui le système *zemindar* avait été épargné, on y assistait à un rapide développement de la petite propriété sous toutes les formes qu'elle affecte en Europe.

*
* *

On sait que le régime du droit d'aînesse et des substitutions a eu pour adversaires ces deux hommes illustres qui s'appellent Cobden et John Stuart Mill, et qu'il est vigoureusement battu en brèche, à cette heure, par un groupe de publicistes et d'économistes, tels que les Baxter, les Wren Hoskins, les Cliffe Leslie et que

M. William Thornton va même jusqu'à réclamer la constitution dans le Royaume-uni de ce corps de paysans propriétaires que possèdent déjà la France, la Suisse, la Saxe et la Norwége. Sir G. Campbell a également soutenu, l'an dernier, au congrès de Bradford, le droit pour l'ouvrier, ou le laboureur anglais, d'accéder à la propriété terrienne ; seulement il s'en tient à des idées assez analogues à celles que Simond et D'Yvernois professèrent au siècle dernier, et se contenterait de voir cet ouvrier ou ce paysan devenir propriétaire de son cottage et de sa maisonnette. Quoi qu'il en soit, il lie intimement dans sa pensée le régime terrien et le redoutable sujet du paupérisme. « Les Ryots indiens, » s'est-il écrié à Glasgow, se passent d'une législation charitable, parce qu'ils sont doués de prévoyance, *prudent self-workers*, de même au surplus que les pauvres fermiers irlandais. Par la même raison, il n'y avait pas de *Poor Law* dans le plus grand nombre des Etats Européens ; mais elles étaient *nécessaires* dans les pays où le laboureur était réduit à la condition de simple mercenaire. S'il en est vraiment ainsi, il nous semble à nous que la *nécessité* n'en ressort que plus évidente d'élever ce mercenaire à l'état de propriétaire, puisque les travailleurs à gages sont loin, pour parler comme Sir G. Campbell, de montrer « le même esprit d'abnégation personnelle et ces sentiments de famille » que l'on constatait chez les personnes travaillant à leur propre compte et sous leur propre responsabilité.

C'est aussi de la charité légale que M. Tullack et M. A. M'Neel Caird ont entretenu l'assistance dans deux *papers*, l'un traitant de l'assistance des enfants pauvres en Angleterre, l'autre de quelques défauts particuliers à la *Poor law* écossaise. Dans la discussion qui a suivi cette double lecture, un des membres, ayant fait remarquer au préalable que de pareils sujets étaient trop vastes pour faire utilement l'objet d'une discussion improvisée et mériteraient bien l'attention toute spéciale d'un comité parlementaire, M. Chadwick n'en a pas moins donné son avis sur le système des établissements spéciaux pour les orphelins pauvres. Il n'a pas caché que tout d'abord il l'avait regardé d'un mauvais œil « considérant que la famille devrait être le refuge naturel de ces malheureux déshérités » ; mais il avait réfléchi, d'un côté, qu'ils étaient trop souvent le fruit du libertinage, et, de l'autre, que dans les villes, le plus grand nombre des ménages de salariés n'avaient qu'une seule pièce, où naissaient les enfants, où languissaient les malades, où gisaient les morts, pêle-mêle avec les vivants jusqu'à ce qu'on eût trouvé les moyens de pourvoir à leur sépulture. Dans les campagnes, l'état des choses ne semblait pas meilleur à cet en-

droit: sur cinquante cottages visités dans un district rural, on n'en avait trouvé que deux qui pussent convenir à la résidence d'un enfant, et, dans de pareilles conditions, les orphelinats avaient évidemment leur raison d'être.

M. Chadwick paraît être, au surplus, un partisan du *Poor law, Amendment-Act* de 1834 pris dans son ensemble: il a rappelé que, dans l'espace de deux ans, l'application du dit *Act*. avait fait tomber le nombre des assistés à 4,000,000 de 7,000,000 qu'il était nominalemeut et de 9,000,000 en réalité. Depuis, ce chiffre s'est relevé, il est vrai, à 8,000,000; mais M. Chadwick estime qu'il suffira pour combattre cette tendance de revenir à une application plus correcte et plus rigoureuse de la loi de 1834. C'est une opinion que tout le monde est loin de partager en Angleterre, et il y a une couple de mois seulement qu'un publiciste s'y écriait « qu'il était nécessaire « d'abroger les *Poor laws*, d'une façon très-graduelle, mais complète » (1). Quant au *workhouse* sur la terreur duquel les défenseurs de ces lois semblent compter beaucoup pour refréner la misère volontaire, sir George Campbell a fort douté de son efficacité, à Glasgow même, et le professeur W. Hunter l'a qualifié « d'opprobre » de la législation charitable de son pays (2).

*
* *

L'instruction et l'éducation ont fait l'objet de deux communications: l'une de M. Jack, ancien inspecteur des écoles primaires, l'autre de M. William Jolly. Le mémoire de M. Jack s'ouvre par la constatation suivante: c'est que les bureaux scolaires (*School Boards*), institués par l'*Education Act* de 1870 représentaient une population d'environ 12,000,000 d'âmes en Angleterre, ou dans le pays de Galles, et que le principe de l'instruction obligatoire était pratiqué à cette heure parmi les 46 centièmes de la population totale de ces deux pays et les 82 centièmes de la population des bourgs. Mais, il ne paraît point avoir été accepté sans froissement partout et surtout dans les grands centres populeux ou manufacturiers. Ainsi à Londres, chaque semaine 115 personnes se faisaient condamner à l'amende pour négligence de leur devoir paternel. A Birmingham, siège, comme on le sait, de la grande association connue sous le nom d'*Education League*, on avait obtenu, dans l'espace de cinq années, des résultats vraiment remarqua-

(1) M. J.-R. Pretyman, dans son titre intitulé *Dispauperization*, publié chez Longmans, en 1876.

(2) L'article de M. Hunter a été traduit dans le *Journal des Économistes* du 15 février 1876.

bles, au point qu'au milieu de l'année courante, la population scolaire s'était nominalement accrue de 138 0/0, tandis que la fréquentation régulière des écoles s'élevait de 62 à 72 0/0. Mais, il avait fallu de grands efforts et une pression énergique sur des parents apathiques ou peu dignes de ce nom. Depuis le mois de mai 1872, il n'y avait pas eu moins de 7.513 poursuites de cette sorte, soit 1.900 en moyenne annuelle, ce qui donnait 1 poursuite pour 200 habitants, ou par 40 chefs de famille. A Glasgow cependant, depuis trois ans que le système coactif était en vigueur, le chiffre des poursuites contre les parents récalcitrants n'avait pas dépassé 51, sur une population de 477.000 habitants. On y faisait tout pour obtenir l'adhésion morale des familles, sans recourir aux voies coercitives, et dans ce but, les membres des *School Boards* n'avait pas réuni moins de dix-huit fois, dans l'espace de deux ans, les pères insoucieux ou mal intentionnés.

Mais Glasgow est en Écosse, et il résulte des statistiques dressées par M. Jack que l'Écosse a devancé l'Angleterre dans les voies de l'instruction primaire. On compte en effet, dans la première 1 écolier sur 11 habitants, et 1 seulement sur 13 dans la seconde. En Irlande, où la législation n'est pas coactive, cette même proportion n'est que de 1 sur 14. M. Jack est très-persuadé que le système obligatoire inauguré en 1870 constituait une nécessité pressante : il semble regretter qu'il n'ait été décrété que d'une façon partielle, et il affirme pour l'Irlande « que seul il est capable de la « mettre, sous le rapport de l'éducation populaire, sur le niveau de l'Angleterre et de l'Écosse ».

C'est une opinion fort répandue chez nous que nos voisins d'outre-Manche accordent une sollicitude particulière à l'éducation physique de leurs enfants. On ne se trompe pas si on parle des enfants des classes riches, mais on commet une grosse erreur, s'il s'agit de ceux des classes pauvres. Du moins, c'est ce que nous apprend M. William Jolly, qui s'étonne du dédain prolongé dans lequel cette éducation a été tenue jusqu'ici, malgré les avertissements des médecins, et en dépit du vieil adage : *Mens sana in corpore sano*. Quand, enfin, il fut convenu, qu'il y avait, suivant l'expression reçue « quelque chose à faire », on se contenta d'introduire dans les écoles un peu de gymnastique et quelques exercices à la façon militaire. Ces innovations, M. Jolly les trouve assurément utiles, mais elles ne lui suffisent pas : pour lui l'éducation physique sainement envisagée « doit tendre au développement « harmonique de toutes les forces physiques de l'enfant et se prolonger pendant le cours entier de ses études scolaires. »

Dans la discussion qui a suivi la lecture de ces deux mémoires,

M. Chadwick a regretté que M. Jack fût resté muet sur la qualité de l'instruction distribuée, quoique ce fut là l'élément capital du sujet. Pour lui, il tenait de l'évêque de Manchester que, dans cette ville, un tiers seulement des écoles donnaient une bonne instruction, alors que dans les deux autres, elle était médiocre ou mauvaise. Il pensait aussi que la durée de sept ans imposée aux études primaires était trop longue. En Allemagne, les enfants apprenaient à lire dans le cours d'une année, et il semblait qu'à l'âge de dix ans, les écoliers anglais pourraient avoir terminé leur stage primaire. Aux renseignements de M. Chadwick sur les écoles de Manchester, miss Lydia Becker en a joint quelques autres : elle regarde la discipline sévère qui règne dans ces écoles et les châtimens corporels qu'on y inflige comme une des causes qui rendent l'instruction obligatoire le plus impopulaire. M. Moltman Barry ayant alors proposé que l'on allouât une indemnité aux ouvriers pauvres forcés d'envoyer leurs enfants aux écoles, le docteur Fitch s'est raillé de cette proposition, tandis que M. Rolitt insistait sur l'idée exagérée en général qu'on se faisait de la pauvreté des parents et que miss Tod parlait des résultats « mélangés de bien et de mal », qu'avait eus à Belfast l'application du *Factory Act*, c'est-à-dire de la loi sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures.

*
* *

La statistique agricole a fait le sujet d'un *paper* de M. Botley, dont nous ne saurions rien dire d'ailleurs si ce n'est qu'il a été qualifié de « très bon » par le président de la section ; lequel a également dit des statistiques actuelles « qu'elles ne valaient pas le papier qui les avait reçues. » Cela tenait, en grande partie selon sir G. Campbell à la difficulté de réunir leurs éléments, grâce aux répugnances, même aux préjugés d'une population libre et qui semblait parfois pousser le sentiment de cette liberté jusqu'à rejeter toute intervention dans ses propres affaires, fût-elle d'ordre public. Il était donc d'avis que le moment était venu de prendre des mesures susceptibles de mieux garantir l'exactitude de ces documents et d'en procurer une publication moins tardive. Seulement, il faudrait savoir, en ce cas, se contenter de recueillir les données les plus élémentaires et les plus saillantes, celles que tout le monde peut comprendre et fournir, sans s'égarer dans un luxe de détails trop compliqués, quand ils n'étaient pas entièrement inutiles.

En Irlande, on a évalué jusqu'ici la propriété terrienne d'après les prix des produits agricoles, tandis que dans l'Angleterre et en Ecosse cette évaluation reposait sur le taux de fermage. Dans son

mémoire sur ce sujet, M. H. L. Jephson a conclu à la généralisation pour tout le Royaume-uni de ce dernier mode qui lui paraît en l'espèce le plus praticable et le plus équitable : on ferait ainsi disparaître, a-t-il dit, les inégalités d'incidence que manifestait la taxation actuelle, en même temps qu'on ferait un pas et un grand pas vers l'assimilation des lois des deux pays. Le docteur Neillson Hancock et sir George Campbell ont donné leur approbation à ce projet, ce dernier desirant que, s'il lui était donné suite, ce fût à titre de mesure publique et par voie d'évaluation systématique, suivant le mode pratiqué dans l'Inde plutôt qu'à l'aide d'une opération purement parcellaire. Selon lui, la mesure serait urgente et dépassait la portée d'un intérêt uniquement fiscal. En Irlande, le taux de la rente ne dépendait pas de la concurrence seule : il était encore limité par le *Tenant Right*, et du moment que le droit du tenancier était admis, une évaluation publique du sol paraissait indispensable. Si les Irlandais étaient mécontents et vivaient dans un état d'esprit inquiet, la cause en était moins au taux même de la rente terrienne qu'à son incertitude. C'était là une source de conflits perpétuels. Puisque le propriétaire ne pouvait fixer cette rente d'après la concurrence des fermiers seule, ce qui équivaldrait à la confiscation du *Tenant Right*, force était bien à l'autorité publique d'intervenir.

*
* *

Lors de la réunion du congrès de Bristol, on avait chargé une commission de rechercher une mesure commune de la valeur imposable en matière de contribution directe, et cette année, M. Hallett, son secrétaire, a communiqué le résultat de ses travaux pendant cet intervalle. Elle s'était assurée que l'*Income tax*, dans son assiette actuelle donnait naissance à de nombreuses inégalités ou anomalies, d'ailleurs inévitables, faute d'un étalon commun à tout revenu imposable, qu'il se manifestât sous une forme transitoire ou permanente ; qu'il fût fixe ou variable, net ou brut. Pour remédier à cet inconvénient, la commission proposait donc de déduire de tout revenu, avant taxation, les dépenses ayant grévé la formation dudit revenu. Ce procédé ne toucherait en rien aux sources purement mobilières où s'alimentait l'*Income tax* ; mais il entraînerait des réductions considérables quant aux revenus dérivant des maisons, des mines, du travail. Dans le nouveau système, les tenures à terme seraient soumises au même taux que les tenures permanentes, et non taxées suivant la valeur qu'elles représentent en capital, ainsi que l'eût voulu la commission d'*Actuaries* présidée par M. Hume ; mais à tous les revenus, susceptibles de prendre fin par l'épuisement de

leurs sources, il serait accordé une déduction suffisante, calculée de façon à contrebalancer cet épuisement.

Mais ce système serait-il praticable? La commission répondait par l'affirmative et fournissait à cet égard de nombreux exemples. Tel est aussi le sentiment général de M. M. Neel Caird : il ne se flatte pas de l'espoir que les dégrèvements visés pourraient être déterminés d'une façon absolument exacte, pour chaque cas donné, mais il tient pour très-facile d'obtenir une moyenne, dont l'application serait tout à fait équitable, par rapport à ce qui se faisait aujourd'hui. M. Barrett a émis alors l'opinion que le revenu émanant du travail, entraînant la consommation de ce travail, devrait dès lors échapper entièrement à l'impôt, thèse qui a été combattue par M. Halkett. Celui-ci n'a pas contesté le fait avancé; mais il n'y a point vu un titre suffisant à la dispense totale de l'impôt. D'autres facteurs de production se consommaient aussi dans l'acte de cette production, et il en était ainsi par exemple des machines; elles n'étaient productives de revenu qu'à la condition de consommer le capital qu'on y avait incorporé, ce qui était, à vrai dire, le cas de toutes les choses usables. En proposant de compenser, dans tous les cas, cette consommation par des réductions de base équivalentes; en insistant beaucoup sur la nécessité de ne point traiter différemment le travail de l'homme, qu'il fût le fruit de son cerveau, ou celui de ses muscles, la commission de Bristol faisait assez. Déjà l'*Income tax* s'inspirait de ces principes quant au travail des chevaux et à celui des machines; qu'on généralisât le procédé, et toutes les sources de revenu se trouveraient placées, sans exception, sur un pied d'égalité et d'équité devant le fisc.

*
* *

La réunion s'est aussi occupée des *bills* sur les brevets d'invention qui ont été présentés au Parlement en 1875 et l'année suivante. M. Saint-John Vincent Day et M. P.-J. Brammell, qui l'en ont entretenue, ne lui en ont fait nullement l'éloge. Ils leur ont reproché notamment de refléter trop fidèlement l'opinion du lord chancelier, leur inspirateur, qui n'avait jamais été, suivant sa propre déclaration, un partisan bien chaud du brevet d'invention, et M. Brammell s'est livré à une critique bien vive des dispositions du bill de 1876 concernant l'enquête à faire sur la nouveauté des procédés dont les inventeurs aspirent à se faire breveter. Supposons, a-t-il dit à ce propos, James Watt appelé à faire, de son temps, une preuve semblable de sa magnifique invention et comparaisant devant un commissaire enquêteur. Il eût évidemment

décrit les parties essentielles de sa machine, ses grands ressorts et ses grands rouages ; mais son examinateur n'aurait pas manqué de l'arrêter alors et de lui tenir à peu près ce langage : « Quoi ! « M. Watt, vous me paraissez singulièrement ignorant de ce qui « s'est fait avant vous ? Ne connaissez-vous donc pas la machine « de M. Newcomen, et où est donc la nouveauté de la vôtre ? Allez, « monsieur Watt ; allez, vous n'aurez pas de brevet. » M. Brammell ne s'est pas montré plus favorable à la clause qui frappe de peremption tout brevet dont il n'aurait pas été fait usage dans les deux ans de sa délivrance, et finalement il a invité les ministres s'ils songeaient sérieusement à remanier la *Patent Law*, à substituer à leurs bills malencontreux de 1875 et de 1876 « des projets « tendant à garantir une protection efficace à l'esprit inventif, et « non à commencer la ruine de cette protection. »

*
* *

L'interminable question de l'étalon monétaire, unique ou double, est également venue devant le Congrès de Glasgow, quoique d'une façon incidente et à propos du système monétaire de l'Inde, M. Hugh Mason ayant recommandé l'adoption pour ce pays d'un *étalon d'or*, mais non d'une *circulation en or*, les roupies d'argent devant dans ce système continuer de remplir leur fonction, mais ramenées à l'or quant à leur pouvoir libératoire, M. Mathison combattu ce projet, que les circonstances, selon lui, ne justifiaient nullement. M. Williamson s'est alors prononcé pour l'introduction dans l'Inde du double, comme en France, tandis que le D^r Neillson Hancock réclamait en faveur de l'étalon d'or, et c'est en faveur de ce dernier système que la section a fini par se prononcer.

Dans son discours présidentiel, sir G. Cambell avait rencontré, chemin faisant, le sujet du mono-métallisme ou du bi-métallisme et touché quelques mots des espérances que les champions de ce dernier paraissent fonder sur l'absorption du métal actuellement déprécié par la Chine et l'Inde. Quant à la Chine, il ne pouvait rien dire ; mais pour l'Inde il affirmait carrément qu'on s'exposait à un grave mécompte en s'imaginant que sa demande d'argent irait en croissant, la monnaie représentative était déjà en faveur parmi les Hindous, et tout portait à croire que la circulation fiduciaire se développerait dans l'Inde anglaise sur une échelle de plus en plus grande. Dès lors, comment espérer que l'argent repoussé de l'Europe, à cause de son avilissement, trouvera un refuge au Dekkan et au Bengale ? Résumant plus tard le débat dont on parlait

tout à l'heure et s'expliquant sur son fondement même, sir G. Campbell est entré dans des développements assez embarrassés pour faire croire qu'à cet égard il n'y a pas eu encore de *fiat lux* complet dans son esprit. Ainsi il considère d'une part que la coexistence de deux étalons monétaires légaux en un même pays était sujette à des inconvénients fort graves, et de l'autre, il a parlé avec éloge du système français, qu'il appelle facultatif (*optional*) et auquel il accorde le mérite de fournir au débiteur le moyen constant de se libérer, tour à tour, dans le métal momentanément le plus abondant, c'est-à-dire le moins cher.

Finissons ce compte rendu par la mention du rapport de la commission du mètre, *Metric Commission*, dont M. Heywood a donné lecture. Il tendait à l'adoption d'un système uniforme de poids et mesures, et, sous réserve de quelques détails, il a été adopté en principe. Quelques membres de la section penchaient pour un ajournement de la question ; le président a été d'avis au contraire qu'il convenait de la trancher sans retard : « Si le dollar américain, a-t-il fait remarquer, pouvait être ramené au cinquième de la livre sterling, la pièce de 5 francs équivaloir entièrement, de son côté, au dollar ; le titre de la roupie enfin être un peu augmenté de façon que dix roupies valussent une livre sterling, on aurait fait un grand pas dans la voie de la monnaie internationale ».

JOSEPH CLÉMENT.

CORRESPONDANCE

LE MOUVEMENT DE LA POPULATION.

A M. le directeur du *Journal des Économistes*.

M. le directeur, je trouve dans le dernier numéro du *Journal des Économistes* une note fort intéressante, que vous avez lue à l'Académie le 26 août, sur le mouvement de la population. Je pense comme vous qu'un accroissement lent mais continu ne doit pas nous alarmer, et je ne puis pas attacher une bien grande importance aux chiffres qui ont été donnés comme représentant la période de doublement de la population dans les diverses parties de l'Europe. Comment, par exemple, a-t-on trouvé que la population de l'Allemagne doublerait en 98 ans (1) ? Il a fallu, pour cela, supposer

(1) On a donné différents chiffres, calculés d'après des observations faites à de

que les circonstances resteront les mêmes et que l'excédant actuel des naissances sur les décès se maintiendra pendant ce long espace de temps. Or, une telle supposition ne me paraît guère admissible. Il est très-probable, au contraire, que dans le cours de ces 98 ans quelque perturbation surviendra qui dérangera les calculs de nos statisticiens, ou même les renversera complètement. Quelle sera dans 98 ans la population de l'Allemagne, et quelle sera la nôtre? La vérité est que nous n'en savons rien. Tout ce que nous savons, c'est que la population allemande croît aujourd'hui plus rapidement que la population française; et sans trop nous effrayer de la lenteur du mouvement en France, nous pourrions désirer qu'il s'accélérait un peu.

Le gouvernement et les chambres ont-ils quelque moyen d'activer ce mouvement, et de quelle manière leur influence pourrait-elle s'exercer? Ce qu'ils auraient de mieux à faire, je pense, serait de porter d'abord leur sollicitude sur le développement de notre production agricole. L'agriculture n'a pas marché chez nous du même pas que l'industrie; elle est restée fort en arrière, et nous en trouvons la preuve manifeste dans les relevés statistiques qui constatent que le rendement moyen d'un hectare n'est en France que de 15 hectolitres de blé, tandis qu'il s'élève à 30 hectolitres et même au delà en Belgique et en Angleterre. Cependant, la récolte d'une année moyenne suffit à peu près à notre consommation. Il suit de là qu'en perfectionnant son agriculture, la France pourrait nourrir un nombre double d'habitants, sans même augmenter l'étendue des terrains cultivés en céréales. Or, les hommes naissent partout où ils trouvent à vivre, et l'accroissement de la production agricole amèneraient sans doute un accroissement correspondant dans les populations rurales, qui sont les plus vigoureuses et les plus saines, moralement et physiquement. Quant aux procédés à employer pour améliorer notre agriculture, ils n'ont rien d'incertain; l'exemple de nos voisins nous les enseigne, et nos agronomes les connaissent parfaitement. Toute la difficulté consisterait à mettre la masse de nos cultivateurs en mesure de les suivre.

Il ne faudrait pas, toutefois, demander à l'État un concours direct. L'État, hélas! n'est que trop disposé chez nous à intervenir partout, à tout prendre sous sa direction, et à dépenser bien ou mal à propos l'argent du trésor. A Dieu ne plaise qu'il veuille se faire agriculteur, ou même s'intéresser financièrement dans des

époques différentes. Je prends celui qui se rapporte aux dates les plus récentes, sans lui accorder plus de crédit qu'aux autres.

entreprises agricoles? Ce n'est pas là son rôle, et voici peut-être à quoi devrait se borner la tâche du gouvernement.

D'abord, étudier les dispositions législatives qui pourraient inspirer confiance aux capitalistes et faciliter l'apport des capitaux dans les opérations agricoles.

Chercher ensuite, par un système d'enseignement spécial bien entendu, embrassant tous les degrés de l'éducation, à diriger vers l'agriculture, « le plus noble des arts », l'activité d'une partie au moins de cette jeunesse qui poursuit aujourd'hui les emplois publics, ou encombre les professions libérales.

L'effet de ces mesures ne serait sûrement pas immédiat; mais ce qui nous importe véritablement, c'est moins d'aller très-vite que d'avancer avec sécurité, et il est bon, dans tous les cas, que l'accroissement des moyens de subsistance précède, comme vous le dites, l'augmentation du nombre des consommateurs.

Les personnes qui regardent la multiplication rapide de la population comme très-désirable n'envisagent peut-être qu'un des côtés de la question. Après tout, disent-elles, si l'accroissement devient excessif, on aura toujours la ressource de l'émigration, et la population surabondante ira fonder au loin des établissements qui augmenteront la puissance et le renom de la mère-patrie. Il est vrai que cela s'est vu dans tous les temps, et nous avons encore sous les yeux des exemples de succès éclatants. Mais au prix de quelles souffrances, oubliées ou inconnues, ces succès ont-ils été obtenus? Les populations que la misère chasse de leur pays et qui vont chercher ailleurs des moyens d'existence n'y trouvent bien souvent qu'une misère plus grande. Combien d'émigrants succombent à la fatigue et au découragement! Combien périssent désespérés et sans secours, loin du sol natal! Les Français n'émigrent guère, et et on leur reproche parfois de ne pas assez sortir de chez eux. Cela prouve du moins qu'ils s'y trouvent bien, qu'en somme la vie y est douce; et que la France est bonne mère. Ses enfants répugnent à s'éloigner d'elle et, leur nombre dût-il doubler, son sein généreux suffirait à les nourrir tous.

Ne nous plaignons pas de notre lot. Dans la somme des biens et des maux répandus sur ce monde, la France, assurément, n'est pas le pays le plus mal partagé. Notre population s'accroît lentement; mais un progrès lent et régulier vaut bien un progrès plus rapide, qui pourrait n'être qu'intermittent et temporaire. Voulons-nous activer ce progrès? Commençons par porter nos soins sur le développement de notre production agricole. Sans refuser au commerce et à l'industrie une juste part d'encouragement, donnons la première place à l'agriculture, et n'oublions pas cette maxime

du sage ministre d'un grand règne : que *labourage et paturage sont les deux mamelles nourricières de l'État.*

Agréé, etc.

LÉON.

Lyon, le 1^{er} octobre 1876.

BULLETIN

LA DÉPRÉCIATION DE L'ARGENT.

Rapport de M. Goschen au nom du Comité de la chambre des Communes.

Dans sa séance du 3 mars 1876, la chambre des Communes décidait qu'un comité serait élu pour rechercher les causes de la diminution du prix de l'argent et les effets de cette disposition sur les échanges entre l'Inde et l'Angleterre. Ce comité, élu le 9 mars 1876 (1), a tenu du 14 mars au 9 juillet neuf séances pendant lesquelles il a entendu différentes personnes compétentes et pris connaissance de documents relatifs à divers pays, les États-Unis, l'Allemagne, les royaumes Scandinaves, l'Union latine (France, Belgique, Suisse, Italie), la Russie, l'Espagne etc., pour se rendre compte autant que faire se pouvait de la production, des importations, des exportations et de la consommation de l'argent. Mais la lecture de ce document prouve que cette investigation n'a été que partielle et peu complète.

Nous reproduisons les conclusions générales de ce Rapport intitulé : *Report of the select committee on the depreciation of silver* (2).

En résumant les faits les plus frappants qui ont été mis sous les yeux de votre Comité, on voit que la situation à l'heure actuelle se présente sous les traits que voici :

1. La production annuelle totale de l'argent s'est élevée à plus de 14,000,000 de liv. st., d'environ 8 à 9,000,000 de livres qu'elle était en moyenne, en 1860.

2. Sur cette quantité de 14,000,000 liv. st., on estime que les mines des États-Unis en ont fourni environ la moitié, et il y a

(1) Il était composé de MM. Baxter, Christopher Beckett, Denison, Goschen, Kirkman, Hodgson, Hubbard, lord George Hamilton, Massey, Mulholland, Fawcett, Cave, Shaw, Hermon, Charles Mills. La présidence avait été décernée à M. Goschen.

(2) In-folio de 54 pages.

perspective que leur productions s'accroîtra encore pendant quelques années. D'autre part, si le prix de l'argent devait rester à son bas taux actuel, il peut se faire que la production diminue sur quelque autre point.

3. L'Allemagne dispose encore d'une quantité qui certainement ne demeure pas inférieure à 8,000,000 de liv. st. et il est possible qu'elle puisse excéder 20,000,000 de liv. ; mais il peut très-bien se faire aussi que sa monnaie subsidiaire absorbe plus tard une bien plus forte quantité d'argent qu'on ne s'y attend.

4. Les États scandinaves ont cessé l'usage de l'argent ; mais les quantités démonétisées qu'ils ont déjà jetées sur le marché ou y jetteront encore, sont sans importance.

5. Il semble que l'Autriche ait échangé son argent contre de l'or, la quantité qu'elle possédait du premier de ces métaux étant tombée à 6,600,000 liv. st. au lieu de 10,000,000, en 1871.

6. La monnaie d'argent s'est peu à peu éloignée de l'Italie.

Depuis 1865, de larges quantités en ont été exportées, et sa circulation fiduciaire au cours forcé semble avoir chassé toute sa circulation métallique, dans laquelle l'argent, au commencement de 1866, entrait pour environ 17,000,000 liv. st.

7. La France, d'autre part, a depuis quelques années, refait son stock de ce métal. Dans ces quatre dernières années, ses importations à cet égard ont dépassé ses exportations de 33.500,000 liv. st.

8. L'Angleterre, la Russie et l'Espagne en ont acheté chacune pour la valeur de quelques millions.

9. Le Japon, la Chine et autres contrées de l'Orient en ont absorbé aussi une certaine quantité.

10. L'Inde continue de prendre de l'argent, mais en quantités grandement diminuées.

11. Le gouvernement métropolitain a des lettres de change à vendre jusqu'à concurrence de 15,000,000 par an, que les débiteurs de l'Inde peuvent se procurer aux lieu et place d'espèces monétaires. Ce total a été graduellement atteint et offre, comparativement à ce qui se passait il y a vingt ans, une différence en plus de 10,000,000 liv. st. et au delà.

12. Les remises brutes d'argent à l'Inde ont été de 15,600,000 liv. st. pendant ces quatre dernières années, au lieu de 28.900.000 fr. pendant la période quadriennale antérieure.

Au point de vue législatif, la situation est la suivante :

L'Allemagne démonétise graduellement l'argent et n'entend plus le conserver désormais que comme monnaie d'appoint.

Les États-Unis tendent à subsituer la monnaie d'argent divisionnaire aux plus petites coupures de papier-monnaie, actuelle-

ment en circulation. Ils songent aussi à frapper des monnaies d'argent de grand type, mais sur une échelle réduite, et n'ayant cours légal que dans une mesure limitée.

Les États de l'Union latine, ainsi que la Hollande, se renferment dans une attitude expectante ; néanmoins, ils limitent, autant que possible, leur monnayage d'argent.

Rien n'indique, de la part de la Russie et de l'Autriche, une intention quelconque de légiférer en la matière.

Les faits qui viennent d'être énumérés parlent d'eux-mêmes, et d'un coup d'œil on voit ceux de ces faits qui favorisent une hausse du prix de l'argent de même que ceux qui affectent une tendance contraire. Il importe, d'ailleurs, de ne pas perdre de vue le caractère temporaire de certains de ces faits et le caractère normal de certains autres. L'excédant du stock allemand doit, selon toute probabilité, peser sur le marché pendant quelque temps ; il ne s'agit là cependant que d'une circonstance temporaire. D'autre part, les États-Unis soulageront un peu le marché, en retenant chez eux, pour leur propre monnayage, des quantités d'argent considérables. Les témoignages produits devant le Comité permettent même de penser que le nouveau monnayage américain absorbera autant d'argent que l'Allemagne peut en vendre, à la suite de sa frappe d'or.

Le cas de la France mérite une attention particulière ; le rétablissement de son stock d'argent ne peut guère être regardé que comme un fait passager. Dans ces quatre dernières années, la France, sur un total disponible de 76.000.000 liv. st. de ce métal, en a absorbé jusqu'à 33.500.000 liv. Le soulagement ainsi apporté au marché a dû être immense ; mais il est impossible de prétendre que le phénomène doive continuer de se produire sur la même échelle, et les probabilités naturelles sont même dans un sens opposé.

En ce qui concerne l'Inde et l'Orient, qui ont été jusqu'ici les plus grands importateurs d'argent, ce qu'ils feront plus tard à cet égard dépend de tant de circonstances, telles que la prospérité publique de ces pays, l'abondance de leurs récoltes, leur puissance productive, qu'il est impossible de rien conjecturer. Quant à présent, tout ce qu'on peut affirmer d'une part, c'est qu'ils ont toujours fait preuve d'une grande faculté d'absorber les métaux précieux et, de l'autre, que l'accroissement des sommes que l'Inde paye annuellement au gouvernement métropolitain a diminué cette faculté. Cette dernière circonstance constitue, avec l'augmentation totale de la production argentifère, le seul fait certain et qui semble devoir affecter un caractère permanent dont il convienne de tenir compte dans les prévisions de l'avenir ; ce double fait n'est

pas favorable en lui-même à la valeur future de l'argent, mais des changements dans le trafic de l'Orient seraient de nature à le contre-balancer.

Pour l'Europe, la question dépend beaucoup de la marche que suivront les gouvernements des divers pays où l'étalon monétaire à choisir reste encore incertain. Le *Select Committee* n'a pas cru qu'il lui appartint de s'enquérir des vues de ces gouvernements sur ce point, bien qu'on en trouve de nombreuses indications dans les multiples documents officiels, qui lui ont été fournis par le *Foreign Office*. La seule observation qu'il veuille faire est celle-ci : qu'évidemment la dépréciation de l'argent ne connaîtrait pas de limites assignables, si la substitution de l'or à l'argent avait lieu partout où elle est possible, si la préférence venait à être donnée au premier de ces métaux, à raison de ses avantages dans le commerce international, même chez des populations dont l'habitude et la coutume sont favorables à l'autre ; si, enfin, on dépossédait ainsi l'argent de la fonction qu'il a toujours remplie de servir de monnaie sur une aire au moins égale à celle de l'or. Mais le Comité se croit tenu de n'émettre aucune opinion sur la convenance d'une pareille mesure, ou bien la nécessité de son adoption.

En terminant, le Comité fera observer deux choses : c'est qu'il s'est efforcé d'être aussi précis et aussi exact que possible dans la constatation des faits venus à sa connaissance, comme de répondre d'une façon catégorique aux questions qui lui étaient posées touchant les causes de la dépréciation actuelle de l'argent ; mais qu'en même temps, il s'est tenu sur la réserve quant à la marche probable du marché de l'argent dans l'avenir et n'a point cru convenable d'émettre d'opinion à cet égard. Il lui a paru, en effet, qu'il y avait trop d'incertitude dans les éléments de la question pour qu'elle comportât des calculs assurés et des prévisions non aventureuses. Le Comité s'est donc borné à indiquer les diverses circonstances dont il fallait tenir compte dans une appréciation pareille.

En réunissant les chiffres présentés à cette enquête, le Comité es arrivé au tableau suivant :

MOUVEMENT DE L'ARGENT DE 1872 A 1875.

	Liv. sterl.	Fr.
Production totale, 1872-1875.	54.700.000	4.381.175.000
Vendu par l'Allemagne et les royaumes scandinaves, en conséquence des chan- gements dans la circulation, environ. .	8.000.000	202.000.000
Surplus d'exportations sur les importations en Italie pendant 1872 et 1873. . . .	8.000.000	202.000.000
<i>Dito</i> , Autriche 1872-1875.	4.000.000	101.000.000
	<u>74.700.000</u>	<u>4.886.175.000</u>

EMPLOI DE L'ARGENT EN 1872-1875

	Liv. sterl.	Fr.
Pris par l'Inde.	9.100.000	229.775.000
Par la France.	33.500.000	445.975.000
Par la Russie.	4.000.000	101.000.000
Par l'Espagne et le Portugal.	4.000.000	101.000.000
Par l'Angleterre.	5.000.000	126.250.000
Par les États-Unis.	7.600.000	191.900.000
Par le Japon et l'Orient.	7.500.000	189.375.000
Par l'Orient, moins l'Inde, la Chine et le Japon	3.000.000	75.750.000
	<u>73.700.000</u>	<u>4.860.925.000</u>

Votre Comité soumet cet exposé seulement comme une ébauche générale. La recherche est tellement compliquée et entourée de tant de difficultés, et les statistiques sont si incomplètes en plusieurs cas, qu'il est vraiment très-remarquable que les tableaux se balancent à si peu de chose près; cependant, ils sont plutôt utiles pour montrer les tendances générales du marché et le va-et-vient dans le mouvement de l'argent que comme donnée historique actuelle.

CRÉDIT DE LA PETITE CULTURE

*Proposition adressée au Sénat, sous forme de pétition,
par M. le comte d'Esterno.*

I. — COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Il y a vingt ans que le gouvernement fut saisi, par des hommes spéciaux, de la question du Crédit agricole. Après une longue et consciencieuse étude, il reconnut la nécessité de relever l'industrie agricole de l'infériorité financière où elle avait été placée vis-à-vis des autres industries. L'argent s'éloignait d'elle par toutes les voies et ne lui revenait par aucune ; il était dirigé vers d'autres travaux, et notamment vers les entreprises lointaines. où il se perdait le plus souvent. Le gouvernement décida la création d'une compagnie de Crédit agricole.

L'agriculture croyait entrer dans une ère de renouvellement et de prospérité ; mais certains spéculateurs du temps se jetèrent à la traverse. Ils s'emparèrent du titre, évincèrent les vrais et sérieux auteurs du projet, et constituèrent la compagnie que chacun sait ; elle leur rendit longtemps d'énormes bénéfices ; mais elle n'eut, pour l'agriculture, d'autre résultat que de lui enlever le peu de capitaux qui pouvaient lui rester.

Ce n'est pas dans ce but qu'elle avait été constituée ; et comme on lui en faisait un reproche, M. Frémy vint la défendre et déclara à la tribune que la *législation actuelle s'opposait* à ce que les bénéfices du Crédit fussent étendus à l'agriculture. M. Frémy n'ajoutait pas que c'était par la volonté de la Compagnie que cette législation n'avait pas été modifiée ; mais il est certain qu'en fait la législation rendait impossible toute application sérieuse du Crédit agricole.

Afin que d'autres compagnies mieux disposées n'aillent pas échouer contre le même écueil, il faut leur rendre le champ libre et les débarrasser des entraves qui ont paralysé jusqu'ici tous les efforts. Ces entraves supprimées, le moment paraît éminemment favorable à la création du Crédit agricole. L'argent abonde au point de produire, dans toutes les caisses publiques ou privées, un véritable encombrement. On vient bien encore lui offrir des placements exotiques ; mais les capitalistes en ont assez et reconnaissent les mêmes spéculateurs qui les ont longtemps dupés. Ils attendent des placements plus sûrs ; or, quels placements plus sûrs que les placements agricoles, si on les préservait des déceptions et des spoliations auxquelles la loi a voulu jusqu'ici les laisser exposés ? L'agriculture ne demande ni secours ni sacrifices à personne. Elle demande seulement qu'on lui rende la liberté d'action

dont elle a été seule privée jusqu'ici. Qu'on la lui accorde, et l'agriculture *fara da se*. Elle se chargera elle-même de constituer son crédit.

Lorsque nous appelons ce crédit Crédit de la Petite-Culture, nous n'entendons point établir de catégories entre les agriculteurs français.

Tous ont droit à une égale bienveillance, et il ne peut entrer dans l'esprit d'un gouvernement intelligent de favoriser les uns et de défavoriser les autres. Mais il est permis de prévoir qu'une mesure prise dans l'intérêt de tous pourra profiter, plus spécialement, à quelques-uns qui se trouvent en avoir plus particulièrement besoin. C'est ce qui arrivera le jour où le Crédit agricole sera constitué. L'argent se répandra en abondance dans les campagnes ; tous auront le même droit de s'en servir, et tous en profiteront, mais à des degrés inégaux ; la grande culture, bien que manquant presque partout d'argent, en est cependant moins absolument dépourvue que la petite culture. La grande culture trouve quelque argent chez les notaires et les banquiers. Cet argent est cher ; mais enfin, dans certaines limites, on le trouve ; la petite culture n'en trouve nulle part ; elle en a donc plus besoin que celle qui peut déjà s'en procurer.

La petite culture prospère en France ; mais, au prix de quels efforts et de quelles privations ? L'argent lui manque absolument : il faut y suppléer à force de travail et d'économie poussée à ses dernières limites ; or, l'économie poussée à ses dernières limites suppose de grandes souffrances et une gêne quelquefois voisine de la misère. Si le petit cultivateur trouvait du crédit et pouvait ainsi se procurer de l'argent, les produits de son travail seraient immédiatement doublés ; avec l'argent il pourrait se procurer tout ce qui lui manque. On lui prêche sans cesse l'emploi des instruments perfectionnés, des bestiaux améliorés, du drainage, du chaulage, du plâtrage, etc. ; on a raison. On lui prêche aussi l'emploi des engrais commerciaux ; on a également raison. Qui ne sait qu'en doublant une fumure, on double la récolte du champ ? On a dit il y a longtemps : « La terre est une armoire où on ne retrouve que ce qu'on y a mis » ; « La terre est un alambic qui ne rend que ce qu'on lui a donné ». Un froment médiocrement fumé rend sept grains pour un ; un champ mieux fumé en donne quinze ; le travail n'est point augmenté.

Les conseils qu'on donne aux cultivateurs sont donc excellents ; mais si, en les donnant, on leur ôte les moyens de les suivre, on fait preuve de peu de sagesse.

La grande culture usera du Crédit agricole comme la petite ; elle puisera aux mêmes sources et en tirera les mêmes profits.

D'autre part, il ne s'agit point ici d'une question politique qui puisse diviser ou passionner les esprits : il s'agit d'une question d'affaires qui

doit enrichir toutes les campagnes, c'est-à-dire plus des deux tiers de la France.

Toutes les campagnes doivent donc s'unir pour obtenir l'égalité devant la loi qui jusqu'ici leur a été refusée vis-à-vis des autres industries.

Ces considérations ont toujours été vraies et pouvaient être présentées à toutes les époques ; mais n'empruntent-elles pas une opportunité singulière aux circonstances où nous nous trouvons ?

Il fut un temps où la France était considérée comme *assez riche pour payer sa gloire* ; peut-être pouvait-elle alors négliger de développer la meilleure moitié de ses ressources. Mais les malheurs sont arrivés et, à leur suite, de nouvelles charges qui nous imposent de nouveaux devoirs.

La France avec un territoire rétréci doit faire face à une dette cruellement élargie, il ne lui est plus permis de laisser à demi-paralysée sa principale source de richesse. Lorsque notre législation a été renouvelée au commencement du siècle, personne n'ignorait que le crédit et l'argent sont le plus puissant levier de toutes les industries, aussi de sages mesures furent prises pour le développement au profit de toutes, excepté pourtant l'agriculture qui en fut systématiquement privée. Ces mesures furent même prises en sens inverse à l'endroit de l'agriculture. Non-seulement on ne voulut pas l'aider, mais on la mit hors d'état de s'aider elle-même, en lui ôtant jusqu'à la liberté de disposer de son avoir. Sous prétexte de l'empêcher de s'endetter, on l'a privée des bénéfices du crédit ; on lui a dit : « Nous devons veiller sur vous, pour vous préserver de votre propre imprudence. Si on vous laissait emprunter, comme le font les industriels, vous auriez bientôt dissipé le produit de vos emprunts et vous demeureriez criblés de dettes. C'est un devoir pour le législateur de vous protéger contre vos propres fautes ; le gouvernement est le défenseur naturel de tous ses nationaux, nous vous maintiendrons en tutelle dans votre intérêt et pour le plus grand bien du pays. »

Les agriculteurs répondaient : « Nous n'avons nul besoin de tuteur ; nous entendons nos affaires au moins aussi bien que les autres industriels entendent les leurs. C'est nous faire injure que d'en douter ; et ceux qui veulent nous régenter dans notre intérêt, à ce qu'ils disent, font preuve d'une présomption d'autant plus regrettable qu'ils ne comprennent pas les intérêts agricoles dont ils veulent se préoccuper. Ils font preuve aussi d'un égoïsme d'autant plus blâmable qu'il se couvre d'un manteau de bienveillance et de philanthropie. En prétendant servir nos intérêts, ils ne songent en réalité qu'à servir les leurs ».

Leur calcul est simple, voici ce qu'ils ne disent pas, mais ce qu'ils pensent : « Il se crée en France une masse annuelle de capitaux di-po-

nibles évalués par les divers statisticiens de 1,200,000,000 à 2,500,000,000. C'est une belle somme dont nous voulons bénéficier seuls; pour que nous en profitions seuls, il faut que l'agriculture ne vienne pas en réclamer sa part. Excluons-la, et, pour masquer notre jeu, persuadons-lui que c'est pour son bien. »

Les remaniements et surtout les créations d'institutions financières qui ont eu lieu depuis trente ans avaient pour but unique d'attirer à la Bourse de Paris tous les capitaux du pays; on les faisait ensuite sortir de France pour les engager dans ces créations exotiques qui ont donné lieu à tant de ruines imméritées et à tant de fortunes colossales et scandaleuses.

C'est pour en arriver là qu'on mettait à sec l'agriculture et qu'on entravait ses progrès.

Malgré tout, l'agriculture a marché au milieu des obstacles qu'on lui suscitait; elle a marché à cause de l'intelligence et de l'économie de ses travailleurs qu'on veut nous représenter comme ignorants et comme dissipateurs. Si on voulait les débarrasser des entraves dont ils ont été garrottés, si on permettait à l'argent d'arriver à eux, il est parfaitement certain que le produit de l'agriculture française serait plus que doublé en huit années.

II. — DES MESURES PRISES CONTRE L'AGRICULTURE. — DU CHEPTTEL.

Quelle est la condition de toute espèce de crédit? C'est d'assurer au prêteur le service de ses intérêts et le remboursement de son capital. Il faut lui donner des garanties, quand on en a à donner. Et pour que cette transaction s'opère dans les meilleures conditions possibles, il faut laisser aux deux contractants la plus entière liberté de choisir à leur gré les stipulations qui leur conviennent le mieux; le seul rôle, le seul droit du gouvernement est de punir les cas de fraude et de surprises. Eh bien! le contraire a lieu; on a arbitrairement déterminé les formes de l'emprunt agricole; on a interdit au prêteur de demander ni un intérêt fixe, ni un remboursement assuré; on lui a enjoint de se contenter d'un intérêt douteux et d'un remboursement aléatoire. L'emprunt agricole a été hérissé à dessein de formalités impossibles, de restrictions bizarres et de subtilités de procédure uniquement propres à favoriser la spoliation du capitaliste par l'emprunteur.

Il devait en résulter que le capitaliste ne prêterait pas. C'est ce qui est arrivé; c'est ce qu'on voulait qui arrivât. Précisons.

Il y a dans le code civil trente-deux articles consécutifs spécialement destinés à rendre le crédit agricole impossible: ce sont les articles 1800 à 1831. Ils sont intitulés: du Cheptel. Cheptel est un mot barbare imaginé pour ne pas employer le mot propre et clair qui était Capital.

On a fait de Capital un mot de basse latinité, *Capitalum*, puis *Capitallum*, puis *Cheptellum*, puis on l'a reproduit en français barbare *Cheptel*. Au total, cela veut dire Capital.

Eh bien, les trente-deux articles du cheptel interdisent au capitaliste qui fournit à l'agriculteur des capitaux pour monter sa ferme de lui demander un intérêt quelconque ; il doit se contenter d'une portion déterminée dans les produits éventuels que peuvent donner les naissances, les laines et autres produits appelés *Bon croît*. La loi fixe cette proportion au lieu de la laisser fixer par les contractants. Si ces produits n'existent pas, le capitaliste ne reçoit rien.

La loi interdit au capitaliste de réclamer le remboursement de son capital autrement que sur le prix de vente des animaux fournis en cheptel. Si ce prix ne suffit pas pour rembourser le capitaliste, il perd ce qu'il a avancé.

Ici se place même une prescription tellement étrange qu'elle semble inventée tout exprès pour encourager la spoliation. Lorsque la perte du bétail est totale, lorsque le cheptel a péri en entier, la perte totale est à la charge du capitaliste.

Lorsque la perte est partielle, de moitié, du tiers, du quart, elle se partage par moitié entre le capitaliste et le cheptelier ; d'où il résulte que, dès que le capital est entamé, le cheptelier a intérêt à détruire le reste. Il y avait deux bœufs, l'un est mort ; pour s'affranchir entièrement de la perte, le cheptelier n'a qu'à faire mourir l'autre. Comme il est seul chargé de le nourrir et de le soigner, rien ne lui est plus facile ; de nombreux exemples ne le prouvent que trop. Dans l'une des inondations de la Loire et de l'Allier, on a vu des chepteliers jeter publiquement dans la rivière le reste d'un cheptel de moutons qui avait éprouvé des pertes. Il y a d'autres cas où la loi assure un gros bénéfice au cheptelier qui consent à détruire ses bestiaux. Exemple : les laitages, les engrais doivent rester au cheptelier, et si un capitaliste en demandait une partie même minime, en renonçant en échange à une partie proportionnelle de son droit sur le bon croît, cette transaction, si parfaitement inoffensive, est interdite. Cette stipulation, comme la précédente, donne au cheptelier un intérêt direct à la destruction des animaux qui lui sont confiés. On sait que le prix du veau est à peu près la représentation du lait que sa mère lui a donné. Eh ! bien, le cheptelier devant avoir la moitié seulement du veau, mais tout le lait si le veau manque, il gagne 50 0/0 à faire manquer, c'est-à-dire périr le veau. Il suffit pour cela d'un joli coup de maillet appliqué pendant la nuit, sur la tête de l'animal. Il y a eu à Paris une Société de Cheptel dirigée par M. Hippolyte Dussard. Celui-ci racontait que trente-quatre veaux de suite lui avaient été tués de la sorte au moment de leur naissance ; Dussard avait le

droit de poursuivre correctionnellement ses trente-quatre chepteliers : mais en pareil cas, la preuve est absolument impossible.

Quelle raison donnent les jurisconsultes pour excuser ces dispositions tyranniques et déraisonnables ? Aucune autre que l'autorité. C'est la loi ; obéissez ; voilà tout. On croit ordinairement que les transactions fixes et sans aléa sont plus sages et plus morales que les spéculations hasardées ; mais par dérogation, Teulet nous dit (p. 1000, § 41) : *la législation a voulu que le cheptel fût un contrat aléatoire.* — Pourquoi ? — *Parce que la rigueur des principes ne permettait pas d'adopter une autre solution.*

Ce ton dogmatique cache mal l'embarras de ceux qui défendent une mauvaise cause et qui n'ont aucune raison à donner.

Il y a des détails qui démontrent jusqu'à l'évidence le parti pris par le législateur, et plus encore par les commentateurs survenus depuis, d'interdire toute communication entre l'agriculteur et les capitalistes. La loi sur le cheptel interdit à ceux-ci de recevoir autre chose que de la laine et du croît. S'ils reçoivent en nature, qu'est-ce qu'une grande société de crédit agricole fera de toisons qui lui arriveront à Paris de tous les coins de la France ? Si elle vend sur place, il lui faut autant de mandataires qu'elle aura de chepteliers ; ou bien elle s'en rapportera pour vendre au cheptelier, qui manquera rarement de la tromper.

Beaucoup d'animaux n'ont ni laine ni bon croît. Tels sont, par exemple, tous les reproducteurs mâles, sauf les béliers, toutes les vaches laitières qui ne nourrissent pas leur veau, et la totalité des animaux de travail. Aussi n'y a-t-il pas d'exemple de cheptel de ce genre et il ne peut pas y en avoir. C'est une vaste portion du matériel agricole entièrement fermée aux capitaux ; ce qui était le but à atteindre :

La moitié du bon croît attribuée au capitaliste porte sur le bénéfice brut, sans tenir compte des dépenses ; or, ces dépenses varient à l'infini. Dans des pays de landes, le mouton ne coûte, pendant l'été, que ses frais de garde. Le porc, au contraire, se nourrit ordinairement à l'étable et à grands frais ; sa valeur doit au moins tripler, en moyenne, en un an. Vous l'achetez 40 francs et vous le revendez 120 francs. Bon croît à partager : 80 francs, soit, pour la moitié afférente au capitaliste, 40 francs, soit 100 p. 100.

Ces conditions sont inadmissibles pour le cheptelier qui a dépensé bien au delà des 40 francs qui lui seraient alloués. Aussi ne voit-on nulle part des cheptels de porcs. Nouvelle partie du matériel agricole qu'on a réussi à fermer aux capitaux.

Le cheptel est réglementé par quatre titres divers tous remplis de ces formules : *On ne peut stipuler.* — *Le preneur ne peut stipuler.* — *Le bailleur ne peut stipuler.* — *Toute convention contraire est nulle.* — Pourquoi ? — C'est un système.

Troplong, l'un des adversaires les plus déterminés qu'ait eu le crédit

agricole, fait semblant de vouloir éclaircir la question et il l'embrouille irrémissiblement dans les termes suivants :

« Le cheptel participe du bail à ferme ;

« Il participe du louage d'ouvrage ;

« Il participe du contrat aléatoire ;

« Il participe du contrat de société. »

Les gens qui cherchaient la lumière la trouveront difficilement dans de telles explications.

Cujas et Donneau y voient une Société complète. Mouricaut y voit un Louage.

Pothier et Coquille y voient un contrat *innomé* qu'il n'hésitent pas, à appeler *contractus innomatus*. Désignation heureuse ! Pour exprimer un ensemble de dispositions barbares, on ne pouvait mieux faire que d'inventer un barbarisme.

Enfin, Troplong s'attendrit ; lorsqu'on propose de laisser au compte de cheptelier une partie de la perte quand elle est totale, afin d'empêcher le brigandage que nous avons signalé plus haut, il s'écrie :

« Lorsque la loi est déjà trop rigoureuse pour le cheptelier dans la balance du droit respectif, on voudrait que le propriétaire vînt pressurer par de nouvelles charges ce pauvre pasteur qui donne des soins, des logements, la nourriture au troupeau ! »

Ces paroles paraîtraient peut-être touchantes, si on ne savait qu'elles étaient destinées à cacher le projet arrêté de priver ce même *pauvre pasteur* de toute espèce de ressources. En lui attribuant vis-à-vis des capitalistes des droits exorbitants, comme par exemple celui de la spoliation, on ne favorise pas le cheptelier, on détermine le capitaliste à s'éloigner de l'agriculture ; c'est ce qu'on veut.

Une dernière combinaison a été introduite, dans la pratique, pour rendre le cheptel encore plus inabordable aux capitaux ; c'est l'usage introduit, dans tous les parquets, de refuser de poursuivre, aux frais de l'État, le vol de bestiaux commis par le cheptelier. Celui-ci les conduit à la foire et les vend à son profit. Sauf des cas entièrement exceptionnels, ce vol pendable demeure impuni ; le propriétaire du cheptel n'a pas le droit de suite sur ses bestiaux, s'ils ont été vendus en foire ; il peut seulement exercer une poursuite personnelle contre le délinquant, mais celui-ci est insolvable ; et, s'il a fait disparaître le prix de la vente, ce qui ne manque jamais, la poursuite se traduit pour le propriétaire en une masse de frais de justice à payer.

Le grand cultivateur, le propriétaire riche peut encore se tirer d'affaire parce qu'il possède, d'ailleurs, un crédit personnel et des capitaux en réserve ; mais comment veut-on que le petit cultivateur s'en tire ? Pauvre il est, pauvre il doit rester, à moins qu'on ne lui permette de se placer dans la catégorie des emprunteurs ordinaires, auxquels il est loi-

sible de donner des garanties et de payer un intérêt librement fixé à l'avance. Le petit cultivateur, qui n'a ni argent ni crédit, trouverait l'un et l'autre, s'il pouvait dire : Je vais vous donner une sécurité complète. Vos bestiaux seront votre première garantie ; si je les détourne, je serai condamné pour vol de bestiaux, comme un malfaiteur ordinaire ; ceci indépendamment de ma responsabilité personnelle. L'intérêt de votre argent ne se composera plus de bénéfices aléatoires et illusoires quelquefois, mais bien d'un intérêt invariable, garanti sur bonnes valeurs et parfaitement indépendant des profits ou pertes qu'aura donnés mon administration personnelle.

Il reste à sauvegarder les intérêts des tiers ; mais c'est ce qui sera fait au chapitre V.

III. — DE LA CONSIGNATION A DOMICILE.

Nous trouvons au chapitre du Nantissement (Code civil) les articles suivants :

« Art. 2073. — Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

« Art. 2076. — Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties ».

Le nantissement est l'hypothèque mobilière. L'emprunteur donne en garantie à son créancier, au lieu d'immeubles, des valeurs mobilières quelconques. Qu'elles consistent en rentes sur l'État, créances sur des particuliers, actions de chemins de fer, bijoux, métaux et autres valeurs commerciales ou bien en bestiaux, grains, gerbiers, meules de foin et autres valeurs agricoles, la loi ne distingue pas et assujettit le tout à une même réglementation.

La différence est pourtant capitale. Rien n'est plus facile que de mettre et laisser entre les mains du créancier une valeur commerciale ; rien n'est plus difficile que d'y mettre une valeur agricole. La Banque de France reçoit bien des lingots, du numéraire et du papier ; il lui est matériellement impossible de recevoir ou de mettre entre les mains d'un tiers les marchandises encombrantes de l'agriculture, tels que bestiaux vivants, récoltes pendantes par racines, coupes de bois sur pied. De telles marchandises ne peuvent être déplacées et emmagasinées ; il faudrait alors les donner en nantissement sans leur faire changer de place. La législation actuelle a donc pour résultat, comme elle a eu pour but, de rendre le crédit accessible au commerce seul et d'en priver l'agriculture. Il faudrait faire disparaître cette iniquité et proclamer l'égalité industrielle, comme on a proclamé l'égalité civile.

On allègue, en faveur de la législation actuelle, que le déplacement

seul peut donner au prêteur une sécurité complète; que l'engagiste pourra toujours, s'il reste en possession de son gage, le détourner et frustrer son créancier; qu'il pourra, en outre, engager deux fois le même objet à des prêteurs différents. On produit encore quelques autres formes suivant lesquelles la mauvaise foi pourrait bien s'exercer; mais, le jour où la loi voudra bien considérer et punir comme vol le détournement ou le double engagement de l'objet engagé, aucun engagiste ne voudra encourir cette peine, pas plus que le gardien d'une saisie n'en détourne les valeurs dont il est constitué séquestre. On voit, tous les jours, des gens qui se rendent coupables de vol; mais c'est parce qu'ils espèrent que leur crime demeurera inconnu, espoir qu'ils ne peuvent avoir ici. D'ailleurs, si l'on ne veut pas voir une garantie absolue dans le nantissement donné sans déplacement, même protégé par une clause pénale, on ne peut nier qu'il ne présente une garantie relative, très-supérieure à celle qui peut être présentée aujourd'hui. Enfin, il est certain qu'avec cette garantie les capitaux prudents n'hésiteront pas à s'engager avec tous les cultivateurs présentant quelque honorabilité et tenant un peu à leur réputation. Ceux-là composent encore l'immense majorité dans les campagnes, et, en dehors d'eux, il ne resterait qu'un petit noyau de gens sans moralité qui seraient privés de crédit et qui mériteraient de l'être.

Croit-on que ce que nous demandons s'écarte beaucoup des usages déjà admis? Examinons.

On lit dans le *Journal du Palais* (voyez *Gage*, § 59) : « La tradition peut s'opérer non-seulement par la translation des choses données en gage dans les bâtiments du créancier, *mais encore par la remise des clefs*, si, pour éviter des frais considérables de transport, elles ont été laissées dans ceux du débiteur. »

Voyez aussi *Code civil*, art. 1606, n° 531. — Aix 21 février 1840 (tome I, page 623, 1840. Lançon C. Lafonds) :

Articles 2073, 2084 du Code civil annoté par Teulet et d'Auvilliers :

« § 106. — « Les parties peuvent stipuler par le contrat que le débiteur donnera des soins à la conservation de la chose remise en gage, surtout lorsqu'elle exige des connaissances spéciales que tout le monde ne peut avoir. Dans ce cas, la remise momentanée, qui serait faite par le gagiste ou débiteur des clefs du magasin où sont renfermés les objets donnés en gage, ne serait point un acte qui pût être considéré comme un dessaisissement de la part du créancier gagiste. Le débiteur n'agit plus alors que comme mandataire du créancier, dans l'intérêt de la conservation de la chose commune. »

On voit donc que, dans l'état actuel de la législation, le débiteur peut conserver, avec l'assentiment de son créancier, la faculté matérielle de détourner le gage, dans certaines limites fixées à l'avance, sans que la

tradition se trouve pour cela interrompue. La sécurité du créancier deviendrait complète, malgré cette faculté matérielle laissée au débiteur, si celui-ci était frappé d'une pénalité suffisante, en cas de détournement commis au préjudice du créancier.

Il n'y aurait à introduire dans la jurisprudence actuelle que des modifications presque insignifiantes. Le débiteur possède déjà la faculté de consigner, en remettant les clefs de son bâtiment, tout en se réservant un accès auprès de l'objet engagé.

Il faudrait :

1° Qu'il pût consigner en mettant le créancier en possession, non d'un bâtiment entier, mais d'une portion quelconque de bâtiment ;

2° Qu'il pût donner des soins à l'objet engagé soit en dedans, soit au dehors du bâtiment, afin de pouvoir conduire des bestiaux engagés à l'abreuvoir, au pâturage ou à la charrue ; l'application des peines portées aux articles 386 et 408 du Code pénal serait une garantie suffisante que le gage serait réintégré ;

3° Que ces dispositions passassent de la jurisprudence dans la législation, afin de prévenir des variations auxquelles la première est sujette.

IV. — COUPES DE BOIS SUR PIED ET RÉCOLTES PENDANTES PAR RACINES.

§ 1^{er}. — Rien de plus commode que les bois sur pied pour fournir une solide garantie. Cela ne se détériore pas. On ne peut pas les détourner clandestinement ; c'est un gage excellent. Et cependant la loi qui les a classés comme immeubles ne permet pas leur engagement, sinon par voie hypothécaire. Ordinairement, qui peut le plus peut le moins ; on n'interdit pas leur vente ; pourquoi interdire leur engagement mobilier ? C'est pour que leur propriétaire, qui est un propriétaire foncier et un agriculteur, ne puisse pas s'en servir pour trouver de l'argent. Quand la coupe est vendue et abattue, c'est différent ; elle se trouve entre les mains d'un négociant. Aussi est-elle à l'instant déclarée mobilière et peut être donnée en nantissement.

Tout cela s'enchaîne parfaitement.

§ 2. — Les récoltes sur pied représentent, tous les ans, plusieurs milliards. Quels beaux matériaux pour fonder le Crédit agricole ! Eh bien, il est interdit au cultivateur de les considérer comme meubles et de les engager, sinon hypothécairement. Il peut cependant les vendre six semaines avant la récolte ; mais les engager, jamais. Ainsi, on a enlevé au cultivateur toutes les facilités qu'il pouvait avoir pour faire prospérer ses affaires. On paralyse entre ses mains toutes ses ressources.

Nos colonies sont plus favorisées et le sont très-habituellement. Les Banques coloniales n'ont pas d'autre but. Pourquoi refuse-t-on aux nationaux résidants ce qui s'accorde aux nationaux forains ?

V. — OBJECTIONS.

Les objections sont dépourvues de sérieux ; ce sont des moyens d'audience mis au service d'une mauvaise cause. Examinons les principales :

On met en avant, tout d'abord, les droits et les privilèges du propriétaire. Heureux propriétaire ! On ne l'a pas accoutumé à tant de sollicitude ; mais ceux qui se constituent ainsi, malgré lui, ses défenseurs d'office, savent parfaitement bien que ses droits ne courent aucun risque, et que, d'ailleurs, ses droits n'existent que très-exceptionnellement. Les cultures grevées de privilèges au profit du propriétaire, forment l'exception. La terre est divisée en France ; les propriétaires cultivant eux-mêmes leurs champs, c'est-à-dire, en d'autres termes, les petits propriétaires : ils sont au nombre de quatre-vingt-huit sur cent (1).

Voilà d'abord quatre-vingt-huit cultivateurs qui n'ont ni fermier, ni propriétaire, puisqu'ils cumulent cette double qualité. Quand le Crédit agricole serait inutile aux douze autres et ne servirait qu'à ces quatre-vingt-huit-là, ils vaudraient cependant la peine qu'on fit quelque chose pour eux ; mais il n'en irait point ainsi. Sur les douze cultivateurs restants, cinq sont encore des propriétaires cultivant leur terre eux-mêmes, quoiqu'indirectement, sous le régime du métayage. Là, unification d'intérêt ; le Crédit agricole n'entame les droits de personne. Il reste sept cultivateurs fermiers. Leur propriétaire a un privilège sur les produits de la ferme ; il peut les empêcher, s'il le veut, de se servir du crédit. Pourra-t-il jamais avoir l'idée d'user de ce droit ? Voyons quel sera son intérêt. Son fermier lui dit : « Si votre ferme était bien montée, elle vaudrait le double de ce qu'elle vaut aujourd'hui ; seulement je suis pauvre et n'ai rien à y mettre. Pouvez-vous me la monter ? — Non. — Eh ! bien, alors autorisez-moi à la monter à l'aide du crédit, sans engager aucune des valeurs qui sont votre garantie. — Si vous le pouvez, oui ; mais comment ferez-vous ?

« Voici : je demande à un capitaliste des bœufs que je lui engage, pour le remboursement de l'argent qu'ils lui ont coûté ; comme ces bœufs ne sont point dans votre ferme et comme ils n'y seront jamais, si le capitaliste ne les y met, je ne vous enlève aucune de vos garanties ; avec ces bœufs, je labourerai et engraisserai votre terre. — Mais si vous ne pouvez pas les payer ? — D'abord j'espère pouvoir les lui payer ; à la fin de l'année, je les engraisserai et je gagnerai 100 francs par tête. Mais mettons tout au pis ; et supposons que je ne puisse pas les payer. Alors le capitaliste les reprendra ou les fera vendre ; il n'aura pas plus de droits qu'avant sur ce qui fait votre garantie aujourd'hui. Les bœufs

(1) Il s'agit du nombre et non de l'étendue des cultures.

s'en iront comme ils étaient venus, laissant seulement votre terre engraisée et labourée et sans vous avoir rien coûté.

Je me procurerai de même tous les animaux qui me font défaut aujourd'hui. »

Peut-on supposer que les sept propriétaires refusent ? Quel motif pourrait les y engager ? Ils accepteront tous et avec empressement. Mais, comme il faut admettre que la plus extrême inintelligence peut loger dans quelques têtes exceptionnelles, supposons qu'un d'entre eux dise : non ! non ! non ! Il en restera six qui profiteront des bénéfices du crédit ; et, comme nous en avons d'autre part quatre-vingt-treize qui voulaient en profiter il arrivera, en résumé, que nous laisserons dans la pauvreté une culture sur 100 et que nous en aurons enrichi 99.

On produit d'autres objections tout aussi vaines :

« La terre rapporte 3 ou 4 0/0 au plus ; quand vous trouveriez à emprunter à 5, vous vous ruineriez encore, peut-être lentement, mais avec une entière certitude.

« Et puis les prêts faits au sol doivent être des prêts à long terme. Comment pourriez-vous trouver un long prêt non-seulement sur des bestiaux, mais encore sur des laines et des récoltes qui doivent se consommer dans l'année ? »

La première de ces objections repose sur une confusion évidente.

La terre rapporte 3 ou 4 0/0 au propriétaire qui a fait un placement ; mais le fermier ou cultivateur étant un industriel, la culture lui rend en moyenne 10 0/0, comme rendent toutes les industries. Si le fermier ne devait tirer que 5 0/0 de son capital d'exploitation, il le placerait en obligations qui lui rapporteraient 6 ; il aurait un bénéfice de 1 0/0, plus la totalité de son temps et de son travail.

Le crédit de la petite culture a pour principal but de favoriser, non l'acquisition, mais l'exploitation de la terre ; voilà pourquoi nous l'appelons *Crédit de la culture* et non *Crédit de la propriété* foncière.

La seconde objection mérite un examen plus approfondi, mais il n'en restera pas davantage.

Sans doute, l'hypothèque territoriale peut et doit fournir des prêts à plus long terme que le crédit de la petite culture ; la propriété doit durer plus longtemps que le fermage ; mais le prêt à court terme est plus précieux que le crédit à long terme pour l'exploitation du sol, puisqu'il lui permet de ne payer le louage des capitaux que pendant le temps qu'il en a besoin.

D'ailleurs, le prêt à court terme trouverait son emploi dans toutes les circonstances de la vie du cultivateur. La plupart de ses rentrées sont espacées avec autant de régularité que les rentrées du commerçant ; la récolte des laines, des foin, des seigles, des froments, des avoines, des betteraves, des pommes de terre et des autres produits du sol arrive

à des échéances fixes et peut être garantie par les Compagnies d'assurance.

L'engraissement des bestiaux est d'une durée également connue : 3 mois pour un porc, 3 ou 4 mois pour un bœuf, 2 mois pour un mouton. Voilà des moyennes qui ne varient guère. Dans les cas particuliers, il faut tenir compte de l'état plus ou moins avancé de graisse où l'animal a été pris et de celui où il a été amené par l'engraisseur.

Voilà des rentrées invariables. En les attendant, le cultivateur à des dettes échues, des termes à payer, des fournisseurs à satisfaire et des huissiers à écarter. Faute de pouvoir gagner un mois, le feu se met dans ses affaires, et au moment où ses rentrées arrivent, il est mis en expropriation ; l'expropriation, c'est la ruine complète ; mais sans aller jusque-là, les frais de justice faits en un mois montent souvent à 20 0/0. 20 0 0 pour un mois représentent 240 0/0 pour un an. Ne vaudrait-il pas mieux emprunter, pour ce mois-là, à 5 0/0, ce qui monterait à la somme de 41 centimes ?

Et il ne faut pas croire que le prêt à la petite culture doive se borner à un mois de durée. Les Banques coloniales font à l'agriculture des prêts sur récoltes pour un an et plus.

Du reste, même pour le cultivateur sans dettes, combien de circonstances où le défaut d'argent devient une énorme perte ! Citons un exemple qui se reproduit, tous les ans, pour presque tous.

Au moment des semailles, le cultivateur voudrait acheter des engrais commerciaux ou autres. Il a, entre les mains, des valeurs énormes, mais non réalisables. Ses récoltes sont rentrées ; mais elles ne sont pas battues. Il n'en peut pas faire d'argent. Quand il a pu battre, ses semailles sont terminées et sa terre privée d'engrais pour cette année-là.

VI. — DE LA GRANDE ET PETITE CULTURE.

Le Crédit agricole profitera à la petite culture, à la moyenne et à la grande. Toutes trois sont utiles ; il ne faut point d'exclusion.

Il y a des économistes qui demandent l'agglomération générale des terres, comme elle s'est opérée en Angleterre ; il y en a d'autres qui veulent un morcellement indéfini ; les uns et les autres tombent dans l'exagération. Ne revenons pas aux *latifundia* de la décadence romaine, mais n'oublions pas qu'une certaine proportion de grande culture nous est nécessaire pour avoir de la viande et surtout des chevaux de guerre. Sous d'autres rapports, une forte proportion de petite culture rend des services que la grande ne saurait rendre. Comme elle comprend les 7/8 des agriculteurs français, c'est d'elle que nous devons principalement nous occuper.

C'est elle, nous l'avons dit, qui tirera les principaux profits de l'éta-

blissement du Crédit agricole. Sa pensée a été sûrement présente à l'esprit des congrès agricoles qui ont si vivement réclamé le crédit : Lyon, Chartres, Beauvais, sans compter les sociétés d'agriculture, et en particulier la première de toutes, celle des Agriculteurs de France qui, en 1868, 1870, 1874, est revenue avec persistance sur cette grande question.

Voici ses conclusions que nous soumettons respectueusement à l'examen du Sénat :

1^o *Séance du 23 décembre 1868.* — CRÉDIT AGRICOLE. — La Société émet le vœu :

1^o Que l'article 2076 du Code civil ainsi conçu : « Le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties », soit modifié de manière à rendre possible le prêt sur gage, en ce qui concerne l'agriculture, par l'introduction de ce qu'on appelle le *gage à domicile* ;

2^o Qu'il y a lieu, dans la création d'établissements de crédit agricole destinés à mettre l'argent à la portée de l'agriculture, de ne faire intervenir ni la direction ni la garantie de l'État.

2^o *Séance du 29 janvier 1870.* — CRÉDIT AGRICOLE. — La Société émet le vœu :

1^o Que les peines prévues par l'article 408 du Code pénal soient appliquées au détournement du gage ;

2^o Que le contrat de cheptel soit libre, et que les conventions fassent loi toutes les fois qu'elles sont exemptes de fraude et que les droits des tiers ne sont pas lésés ;

3^o Que, dans l'absence de conventions privées, la législation relative au cheptel soit débarrassée des restrictions imposées par la loi actuelle et modifiée dans un sens favorable au développement du Crédit agricole ;

4^o Que la loi de 1807 sur l'intérêt légal soit abolie, sauf à définir les abus qui auraient le caractère de délits et qui devraient être punis comme tels ;

5^o Qu'il soit permis d'engager mobilièrement les fruits et récoltes pendantes par racines et les bois taillis ou futaies.

Les stipulations ci-dessus laissent subsister dans son intégralité le privilège du propriétaire.

VII.— DU CRÉDIT DE LA PETITE CULTURE CONSIDÉRÉ DANS SES RÉSULTATS POLITIQUES.

Nous l'avons dit, il y a en France deux législations, une pour le commerce qu'on a voulu favoriser, une pour l'agriculture qu'on a sacrifiée. La révolution de 89 est censée avoir aboli les privilèges ; elle les a seulement déplacés. Les privilèges héréditaires ont disparu, mais lors de la création du Code, les privilèges industriels et financiers se sont subs-

titués à eux. Il semble que le moment d'en finir aussi avec ces derniers serait arrivé.

Dans le temps où la France était assez riche pour payer sa gloire, elle était peut-être assez riche aussi pour payer les frais des fortunes prodigieuses que faisaient si rapidement les faiseurs d'affaires. Maintenant les temps sont changés. La France est appauvrie par ses revers et les charges qui sont venues à la suite. C'est pour elle un devoir et une nécessité de développer toutes ses ressources. Plus de charges pesant sur les uns au profit des autres ; plus de réglementations arbitraires cachant des préférences et favorisant, sous prétexte de bien public, des intérêts particuliers. *Liberté pour tous, égalité pour tous.* Il en résultera aisance pour tous. L'agriculture prendra un essor aussi rapide que celui qu'a pris depuis longtemps l'industrie. La richesse nationale arrivera à un degré de développement qu'elle n'a pas encore connu.

Quelques ennemis du progrès ne veulent pas permettre que nos Codes se perfectionnent ; ils veulent une législation pétrifiée sur laquelle les siècles passeront sans l'entamer ! Qui ne comprend que le Code, émanant de la pensée de Napoléon I^{er}, n'a pu être favorable aux idées de liberté, puisque l'empereur ne les aimait pas ? Une république ne peut s'inspirer des combinaisons d'un homme de génie sans doute, mais qui songeait pardessus tout à développer chez son peuple une seule vertu, celle de la soumission.

Développons maintenant en France le goût et l'art de se procurer la richesse par le travail, l'intelligence et l'économie ; ouvrons les voies, détruisons les obstacles, supprimons les formalités inutiles et les réglementations qui ne sont destinées qu'à favoriser les privilèges. Regagnons en liberté personnelle, industrielle et financière ce que nous avons perdu, au moins momentanément, en puissance militaire et en étendue de territoire.

Voilà ce que la France demande à son gouvernement. Nous avons eu des ministères du 24 mai, du 25 février et de plusieurs autres dates. Nous avons eu des ministères dits ministères de combat, et d'autres dits ministères de conciliation, et d'autres portant d'autres titres. Il y a eu dans tous ces ministères des hommes de valeur et des hommes de bien. La France rendait justice à ces hautes personnalités.

Quant aux qualifications qu'on leur a données et qu'on pourra donner aux ministères présent ou futurs, il n'y en a qu'une qui puisse aller au cœur de la France, c'est celle qui annoncerait la substitution des idées pratiques aux discours d'apparat et aux luttes de tribune dont le pays est excédé : c'est celle de *ministère d'affaires*.

Lorsqu'un ministère voudra mériter ce titre et se jeter résolument dans la voie des affaires, il ne pourra trouver d'entrée plus nationale et plus populaire que la création du *Crédit de la Petite Culture*.

Ce que nous disons des gouvernements, nous le dirons à plus forte raison des assemblées délibérantes. Nous les voyons trop souvent envahies par des luttes de tribune stériles et des questions dites politiques qui ne sont quelquefois que des questions de personnes.

Ces questions soulèvent des orages ; le temps des assemblées s'y consume ; leur considération n'en est pas augmentée. L'opinion publique se rattache à elles, quand elles veulent bien désertier le terrain des personnalités, des querelles et des injures, pour s'occuper des intérêts matériels du pays.

Le Sénat a plus de loisirs que la chambre des Députés. Il est peu sujet à ces crises violentes qui jettent l'épouvante dans le pays et nous diminuent dans l'opinion des étrangers. Il pourrait plus facilement qu'elle saisir le premier cette question du Crédit de la Petite Culture, qui lui attirerait tant de bénédictions.

Il ne faut point s'inquiéter de l'importance de la question ; on peut l'élargir ou la rétrécir à volonté.

Les cinq points qui la composent sont entièrement indépendants les uns des autres ; il n'y a aucune nécessité de les traiter tous à la fois.

Prenons isolément, si l'on veut, les deux principales questions : celle du cheptel et celle de la consignation à domicile ; réformons-les dans le sens de la liberté des transactions : dès le lendemain, et sans toucher à aucune des trois autres questions, le Crédit agricole va fonctionner et développer, dans toute la France, principalement pour les petites cultures, la multiplication et l'acquisition des bestiaux. C'est précisément ce qui nous manque le plus.

Croit-on que ces questions prises isolément présenteraient de graves complications ? Vérifions la chose en qui concerne le cheptel.

Il n'y a pas de question plus simple. Elle se bornerait à supprimer une réglementation oppressive et absurde et à dire aux agriculteurs : En fait de cheptel, ne volez personne et, ce point seul étant réservé, faites tout ce que vous voudrez.

Tel est le résumé des quatre articles additionnels que nous proposons.

Nous supplions le Sénat de vouloir bien jeter un coup d'œil sur l'ensemble de ce travail, sauf à en détacher, pour être soumis à un examen plus approfondi et plus immédiat, ce qui lui semblera le plus clair et le plus urgent. Il ajournerait à une époque moins occupée les points qui devraient compléter le travail aujourd'hui commencé.

ART. 1800. — Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties confie à l'autre un fonds de bétail, pour le garder, le nourrir et le soigner, *sous les conditions librement convenues entre elles.*

ART. 1800 (bis). La propriété du cheptel étant, aux termes des articles 1805, 1812, 1822 du Code civil, maintenue au bailleur, le détournement, par le preneur, de tout ou partie de la vente d'un cheptel, de ses pro-

duits tombe, quelle que soit la forme du cheptel, sous le coup de l'article 408 du Code pénal.

ART. 1800 (*ter.*) — Les différentes formes de cheptel prévues par les articles 1801 à 1831 du Code civil sont conservées, mais elles sont purement facultatives par application de l'article 1803 du Code civil qu'on doit entendre dans son sens le plus absolu : « Art. 1803. — *A défaut de conventions particulières*, ces contrats se règlent par les principes qui suivent. »

ART. 1800 (*quater*). — Les *conventions particulières*, librement consenties entre le bailleur et le preneur ne peuvent être attaquées que si elles sont entachées de fraude, ou si elles lèsent les droits des tiers.

ART. 1800 (*quinquies*). — Sont abrogés :

1^o Les 5 premiers alinéas de l'article 1814 ainsi conçus :

« On ne peut stipuler

« Que le preneur supportera la perte totale du cheptel quoique arrivée par cas fortuit et sans sa faute ;

« Ou qu'il supportera, dans la perte, une part plus grande que dans le profit ;

« Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni ;

• Toute convention semblable est nulle. »

2^o Le troisième alinéa de l'article 1819 ainsi conçu :

« Toute convention contraire est nulle, à moins que le bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier, ou colon partiaire. »

3. Le quatrième alinéa de l'article 1828 ainsi conçu :

« Mais on ne peut pas stipuler que le colon sera tenu de toute la perte. »

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 OCTOBRE 1876.

COMMUNICATIONS. — Mort de MM. Calmels et Nakwaski. — Le congrès de statistique de Buda-Pesth et l'excursion de ses membres en Hongrie. — Le mouvement centraliste, la question des banques et l'enseignement de l'économie politique en Suisse. — Les banques, l'enseignement de l'économie politique et les caisses d'épargne en Italie.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

M. Léon Say, membre de l'Institut, ministre des finances, a présidé cette réunion à laquelle avaient été invités M. Richard [du Cantal], agronome, ancien membre de l'Assemblée constituante,

M. Dameth, professeur à l'Université de Genève, M. Viganò, professeur à Milan, M. A. Moullart, professeur à Amiens.

En ouvrant la séance, M. le Secrétaire perpétuel annonce la mort de deux membres de la Société : MM. Calmels et Nakwaski. — M. Édouard Calmels, avocat à la Cour d'appel, s'était fait une place distinguée au barreau de Paris dans les questions de propriété industrielle. Il a publié un volume intitulé : *la Propriété et la Contrefaçon*.

M. Nakwaski, émigré polonais, habitait Tours; il fut nonce de la Diète après l'insurrection de 1830. Il entendait très-bien la question de crédit foncier, il s'intéressait fort à celle de l'enseignement international. Il était assidu aux congrès et il ne manquait pas nos réunions du Grand-Hôtel, quand il était de passage à Paris.

La Société perd en MM. Calmels et Nakwaski deux membres des plus sympathiques.

Après la présentation des divers ouvrages, M. le Président demande à MM. Georges Renaud et de Labry un aperçu sommaire du Congrès de statistique de Buda-Pesth. M. Maurice Block a entretenu les lecteurs, dans le dernier numéro du *Journal des Économistes*, du programme de ce congrès et il présentera un compte-rendu des discussions dans le prochain numéro.

M. GEORGES RENAUD, en réponse à l'invitation que lui en fait M. le Président, rend compte de son voyage en Hongrie, à l'occasion du Congrès international de statistique, et dit que la réception faite aux étrangers par le gouvernement hongrois a été véritablement princière.

Les séances du Congrès se tenaient dans le local de l'Académie, sur les bords du Danube. La France y a été assez honorablement représentée. Elle comptait deux présidents de section, MM. Levasseur et Yvernès, un vice-président de section, M. Maurice Block, un secrétaire de section, M. Caignon, et enfin un secrétaire de l'ensemble du Congrès, M. Worms.

M. Levasseur était délégué du ministère du Commerce, en remplacement de M. Deloche, directeur de la statistique, et Tisserand, sous-directeur de l'agriculture. Déjà M. Levasseur avait suppléé M. Deloche au Congrès international de statistique de Saint-Petersbourg en 1872. MM. Maurice Block et Emile Worms représentaient le ministère de l'Instruction publique, M. Caignon le ministère des Finances, enfin M. Yvernès le ministère de la Justice. La Société des Agriculteurs avait, de son côté, délégué M. Ameline; l'Association française pour l'avancement des sciences.

ces, M. Renaud ; la Société d'économie politique, M. de Labry. Comme amateurs libres s'étaient joints aux précédents : MM. Alfred Julia, Poyard, de Lunaret et Georges Salomon.

Parmi les notabilités étrangères les plus éminentes, il cite MM. William Farr et Leone Lévi, pour la Grande-Bretagne; Sidenbladh, pour la Suède; de Bouschen, Jahnsen, de Séménoff et Vessélovsky, pour la Russie; Ignatius et Lindelöf, pour la Finlande; Ficker, Brachelli et Neumann, pour l'Autriche; Becker et Engel, pour l'Allemagne; Mayr, pour la Bavière; Böhmert, pour la Saxe; Koristka, pour la Bohême; Devergnies, Faider, Janssens et Sauveur, pour la Belgique; Ibanez, pour l'Espagne; Mansolas, pour la Grèce; Bodio, Correnti et Galimberti, pour l'Italie; Maurice Block et Namagasa, pour le Japon; Vasconcellos, pour le Portugal; Pencovitz, pour la Roumanie; Jakchitch, pour la Serbie; Petar Tomics, pour la Croatie; Kümmer, pour la Suisse. Quant à la Hongrie, ses représentants nominaux étaient innombrables; mais les représentants actifs étaient bien moins nombreux; c'étaient MM. Keleti, l'habile organisateur du Congrès et chef du bureau royal de statistique; Körösi, chef du bureau de statistique municipale de Buda-Pest; Lewin et Konek, professeurs à l'Université; de Hunfalvy, président de la Société de Géographie.

L'empereur d'Autriche-Hongrie avait nommé un archiduc, l'archiduc Joseph, président d'honneur du Congrès, et les séances générales ont été présidées par l'archevêque-primat de Hongrie, M. Haynald, ou par le ministre de l'Instruction publique, M. Tréfort.

Il est difficile à une même personne de rendre compte de l'ensemble des travaux du Congrès, puisqu'il était divisé en six sections, subdivisées elles-mêmes en sous-sections. M. Renaud ne parle que des séances auxquelles il a pris part. L'une d'entr'elles a même été très-animée et très-brillante. Il s'agissait de l'établissement des *tables de mortalité*; M. de Séménoff présidait, et MM. Lewin, William Farr, Becker, Körösi, Kummer, Bodio, Lindelöf, Janssens, etc., y assistaient, on peut presque dire, la fleur de la statistique européenne. En effet, il ne pouvait y avoir de question plus intéressante et plus importante pour des statisticiens. Une discussion des plus vives s'engagea sur un amendement de M. Körösi, ayant pour objet de faire recommander par le Congrès l'emploi des registres de l'état civil comme contrôle des recensements pour l'établissement des tables de mortalité. La proposition semblait élémentaire; cependant, il paraît qu'elle ne l'était pas, car elle fut vigoureusement combattue par MM. de Séménoff,

Lewin et Becker. Ceux-ci s'appuyaient sur ce fait, qu'il est impossible de trouver des registres de l'état civil ou de population régulièrement tenus, parce qu'ils sont dans les mains du clergé. M. Renaud, afin de sauver la proposition Körösi, d'une sérieuse importance au point de vue scientifique, proposa, pour concilier les avis opposés, de modifier l'amendement Körösi en le restreignant aux pays qui ont des registres régulièrement tenus. MM. de Séménoff et Becker combattirent énergiquement cette nouvelle proposition, quelque modérée qu'elle fût, M. de Séménoff n'ayant confiance que dans les recensements. L'auteur du sous-amendement fit observer que, dans les pays où les registres sont bien tenus, ils constituent une base plus sûre que les recensements, et, dans tous les cas, il ne s'agit pas de substituer une méthode à l'autre, mais de contrôler l'une par l'autre. Il rappela les erreurs commises en France par la Caisse des retraites pour la vieillesse, en prenant les recensements pour base, et le déficit qui était résulté de l'emploi des tables de mortalité ainsi établies et, en apparence, bien calculées. Quelque consciencieux que soit un recensement, le personnel qu'on emploie pour l'exécuter est beaucoup trop nombreux pour présenter les garanties de conscience et de sérieux nécessaires. Ce n'est jamais qu'un à peu près.

Mais, faisaient observer MM. Becker et de Séménoff, les erreurs en sens divers se compensent : l'expérience le prouve.

L'expérience le prouve si peu que, dans le recensement dont il est question, il manquait 200.000 enfants du premier âge, ce qui avait absolument troublé le calcul des tables. On ne peut scientifiquement se reposer sur une compensation que peut produire le hasard, mais que scientifiquement rien ne fait prévoir.

MM. Bodio, Sidenbladh, Janssens ont soutenu la proposition. La discussion a dégénéré en une sorte d'amour-propre des pays dépourvus des registres de l'état civil contre les autres, à part quelques votes isolés plus désintéressés et ne jugeant les choses qu'au point de vue scientifique.

On passe au vote. La proposition obtient une majorité de deux voix.

C'est voté. Mais M. de Séménoff ne se tient pas pour battu. Il profite de sa présidence pour déclarer que le vote n'a pas été compris ; cela n'a rien d'étonnant dans une discussion où un orateur répond en allemand à un autre qui parle en français, et réciproquement. Un vote ordinairement est acquis ; mais ici on recommence. Cette fois, on arrive à égalité de votants dans les deux sens. Que faire ?

M. de Séménoff invite M. Körösi à retirer sa proposition.

M. Körösi n'en veut rien faire. Il croit sa proposition bonne ; sa conscience ne lui permet pas de la retirer ; qu'on la rejette, mais il ne la retire point, et M. Renaud ajoute que, si son auteur la retirait, il la reprendrait pour son compte personnel.

Grand embarras du président qui pense ne pouvoir présenter une proposition dans cet état à l'Assemblée générale. Que faire ?

Il est procédé à un nouveau vote, et la proposition est rejetée par deux voix de majorité ; la fatigue et la lassitude se sont emparées des assistants. Il faut dire qu'elles étaient justifiées, car tout cela se passait aux chandelles, entre 7 et 10 heures du soir, après le dîner de l'archiduc qui avait eu lieu dans la journée.

M. RENAUD rend compte ensuite de la discussion sur la statistique de la sylviculture, que présidait M. Levasseur. Beaucoup plus calme et bien moins mouvementée, elle a abouti à l'adoption d'une formule internationale fort acceptable.

Enfin, il a assisté à une partie des travaux de la sous-commission des finances des grandes villes, que présidait M. Körösi. On est arrivé à dresser une formule statistique internationale, qui est bien plutôt une œuvre de compromis qu'une œuvre rationnelle et scientifique. Il y aura lieu d'y revenir et de l'améliorer. Les Allemands et leurs accessoires entendent, par exemple, par *impôts indirects* autre chose que ce que nous entendons en France. On n'a jamais pu arriver à établir une distinction fondamentale entre les impôts directs et les impôts indirects. Certaines taxes municipales sont très difficiles à classer. M. Renaud demandait qu'on en fit une classe à part. Ce qui aggrave les difficultés dans ces discussions, c'est que le temps est mesuré d'une manière par trop mesquine. Les séances commencent tard et, quand elles durent plus de deux heures, on devient inquiet, car l'heure du déjeuner a sonné.

M. Renaud signale plusieurs autres décisions importantes du congrès que nous omettons ici pour ne pas faire double emploi avec le compte-rendu qui sera publié dans le prochain numéro.

Le Congrès a été agrémenté de fêtes de toutes sortes ; on en a même abusé : visite des établissements industriels de Kőbánya, anniversaire du centenaire de la naissance de feu Palatin (de Hongrie), l'archiduc Joseph, le père de l'archiduc actuel, excursion sur le Danube en bateau à vapeur, aux ponts et chantiers, voilà pour la première semaine.

Dîner de l'archiduc à l'île Marguerite, banquet offert par la municipalité, banquet offert par les Hongrois sur le mont Svábhegy, qui domine Buda-Pest et où l'on se rend par une sorte de chemin de fer Fell, visite du château de Gödöllő, visite des écoles, laboratoires, usines, édifices publics, hospice d'aliénés. Les meuneries

à vapeur ont surtout excité l'admiration des visiteurs, avec l'exercice du corps des pompiers de Buda-Pest, admirablement organisé et qui a donné une représentation de ses manœuvres, avec échelles, pompes à vapeur, etc., aux membres du congrès. Deux représentations au théâtre ont également initié les statisticiens à la connaissance de la littérature hongroise.

M. Renaud ajoute quelques détails sur la ville de Buda-Pest, qui tend à devenir une ville de luxe et une rivale de Paris; ce sera peut être le Paris de l'Europe orientale, avec ses tramways, qui sillonnent ses voies dans tous les sens, tant dans l'intérieur de la ville qu'aux alentours, puis il fait un rapide récit de la grande excursion à la frontière turque, offerte par le gouvernement hongrois aux membres du Congrès. Le gouvernement a voulu leur faire connaître les ressources économiques de la Hongrie. Il les a menés, en train spécial, à Orosháza, d'où l'on s'est rendu en voiture au haras de Mezöhegyes, l'une des plus belles institutions de l'administration hongroise. On s'est ensuite rendu à Arad, ville de 45,000 âmes, où un brillant souper attendait les voyageurs à onze heures du soir. D'Arad on s'est rendu à Bógsan et de Bógsan, par un délicieux petit chemin de fer à voie étroite, aux mines de fer et de houille de Résicza, centre industriel qui compte 5 à 6,000 ouvriers. Dans toute cette région, on se trouve en pays valaque, aux costumes pittoresques et aux habitations presque sauvages.

De Bógsan, on part pour Bazias, sur le Danube, où l'on arrive à onze heures et demie du soir pour monter en bateau.

Nouveau souper, assaisonné de musique des Tziganes, jouant l'éternelle marche de Ragotzky. On s'étend sur des lits, et le navire part à 4 heures du matin; on est en face de la frontière serbe, et l'on traverse le beau défilé de Kazan et un premier rapide du fleuve. On gagne ainsi Orsóva, où toutes les autorités civiles et militaires attendent le Congrès. On repart, les uns directement pour Herculesbad, à Mehádia; les autres font un crochet, traversent la frontière roumaine et vont visiter les Portes-de-Fer, d'où ils regagnent Mehádia par la superbe vallée de la Cserna. Promenades, illuminations, feux de Bengale, banquet. On se remet en route à 8 heures du soir, au travers des forêts, au milieu desquelles scintillent les feux innombrables des Tziganes qui les habitent. On rentre à Orsova à 11 heures; nouveau souper; le navire repart, et on se couche.

Retour à Bazias; on se rend à Témessvár. Visite de la ville. Nouveau banquet, et l'on repart pour Szeged (orthographe hongroise) ou Szegedin (orthographe allemande), le centre de la race mag-

gyare proprement dite. On arrive dans cette ville de 80,000 âmes à 11 heures et demie du soir. Toute la population est sur pied. On est logé chez l'habitant et, à minuit et demi, on se remet à table. Le lendemain matin, on visite l'exposition industrielle, exclusivement hongroise, de cette ville, œuvre d'initiative individuelle. Les vins y jouent un grand rôle. Enfin, on repart, on s'arrête encore à Wertchetz, où l'on distribue aux membres du congrès des grappes de raisin et des bouteilles de vin d'échantillon avec des brochures, et à une autre station, à Csäba, les jeunes filles de la haute société offrent aux voyageurs, au buffet, des gâteaux, des fruits et des rafraîchissements de toutes sortes.

Il est impossible de parler des innombrables toasts et discours qui ont été prononcés, des réceptions faites dans les petites communes aux membres du Congrès. On les a traités comme des souverains, avec les honneurs, les fatigues, les ennuis, l'importunité de la souveraineté, parfois gênante. Mais ce qui est intéressant au point de vue français, ce sont les témoignages de vive cordialité qui ont été exprimés à chacun des Français du Congrès. Les Hongrois et tous les peuples slaves, les peuples du Nord, les peuples de race latine (Italiens, Portugais, etc.) n'ont cessé d'exprimer pour la France les sympathies les plus vives, les plus chaleureuses. « Oui, disait à M. Renaud un professeur de Gospich, en Croatie, nous avons tous les yeux fixés sur la France. Elle est notre espoir. » Malheureusement on ne connaît pas assez ses œuvres sérieuses ; on la juge trop souvent par ses côtés légers, et l'on n'apprécie point à leur véritable valeur ses travaux importants. On les connaît peu, ou on ne les connaît que par des traductions allemandes, au travers du prisme allemand. Il est donc à désirer que l'administration française envoie dans ces réunions le plus grand nombre de représentants possible (l'Allemagne en comptait 40), et choisis avec le plus grand soin. Il est aussi à désirer qu'elles s'efforcent d'attirer les congrès de cette nature en France et qu'elle en profite, comme le gouvernement hongrois, pour faire connaître aux étrangers les grands, les nobles côtés de la civilisation française, industrie, science, art, afin de combattre ces préjugés et ces accusations de légèreté que rien ne justifie, et qui ne reposent que sur une connaissance inexacte des faits, peut-être faussés à dessein par des adversaires qui peuvent y avoir intérêt.

M. DE LABRY, ingénieur en chef, n'a pu arriver à Pesth, à son grand regret, que trop tardivement pour s'associer aux travaux du Congrès de statistique ; mais il a pris part à l'excursion offerte par le gouvernement hongrois aux membres de ce Congrès. Cette excursion a duré six jours, pendant lesquels les invités ont été reçus

par les autorités et par les populations en fête. M. de Labry raconte spirituellement ses impressions pendant cette instructive et splendide partie de plaisir. Après avoir cité quelques traits de mœurs sur les hommes, les femmes, le clergé de la Hongrie et de l'Allemagne, il montre les sentiments d'hostilité qu'éprouvent les uns pour les autres les trois races, allemande, hongroise et slave. Il présente des renseignements sur les mines et les usines que possède à Resieza la Société autrichienne des chemins de fer de l'État, sur l'Exposition de l'industrie ouverte à Szegedin et sur les vins de Hongrie. Il termine en disant que, par leur cordiale et généreuse hospitalité, les Hongrois ont acquis, particulièrement envers les Français, des droits à une amitié que pour son compte il leur a sincèrement vouée.

Après ces communications, M. DAMETH, professeur d'économie politique à l'Université de Genève, invité à entretenir la réunion sur l'état des choses en Suisse, au point de vue économique, dit qu'il regrette de n'avoir rien de bien agréable à dire.

La Suisse, en effet, traverse une phase de centralisation autoritaire, passablement imprégnée des influences du *socialisme de la chaire*.

La centralisation, ou plutôt le raccordement des institutions publiques, était un besoin de la Suisse, composée de races diverses qui avaient conservé, en se fédérant librement, leur pleine autonomie interne, et ne mettaient en commun que la défense des intérêts nationaux. Dans notre temps, le développement des relations de tout ordre entre les citoyens de chaque canton rendait indispensable un travail de rapprochement et même d'unification du droit commun et, conséquemment, une refonte des lois qui y faisaient obstacle. Il fallait aussi, pour le même but, renforcer le lien fédéral et donner à la Constitution qui en est le symbole plus d'autorité et d'ampleur.

Tel fut le but, consenti de tous, auquel on tendit par la Constitution fédérale de 1848 et par sa récente révision votée en 1873.

Mais déjà, dans cette dernière formule du pacte fédératif, apparaissait une tendance de centralisation autoritaire qui menaçait d'imposer à l'autonomie cantonale des sacrifices dangereux. Aussi, ne fut-ce qu'après un premier rejet que la Constitution nouvelle obtint la sanction du vote populaire.

On avait lieu de croire que le parti de la centralisation se tiendrait pour averti et s'arrêterait dans sa voie. Malheureusement, il n'en a rien été. La Constitution fédérale posait des principes qui devaient être réalisés par des lois organiques, et c'est dans la confection de ces lois que l'esprit de centralisation exagéré s'est trouvé incompatible avec les conditions premières d'existence d'un peuple

composé d'éléments très-dissemblables par le génie, les habitudes, les traditions, la langue, et très-jaloux de leur indépendance propre.

Il est résulté de là une situation tendue, où l'antagonisme de races se donne carrière, et où des lois élaborées sous l'influence d'une majorité, et sous celle des canons allemands, poursuit son œuvre sans tenir compte des réclamations qu'elle suscite. On veut arriver à une unification rapide et pleine de tout l'édifice juridique, dans laquelle l'autonomie cantonnale, base première de la nationalité helvétique, serait absorbée. Passe encore si cette unification se faisait entièrement au profit d'un progrès libéral bien marqué ; mais sur plus d'un point elle n'exprimerait qu'un recul par rapport aux choses existantes, notamment dans la Suisse française.

Bref, trois ou quatre lois, édictées dans les régions fédérales, sont venues mettre en saillie cette marche anormale de l'œuvre de centralisation ; ainsi, une loi sur les taxes militaires, une loi sur l'émission des billets de banque et une loi sur la réglementation du travail dans les fabriques.

La première de ces lois était non-seulement basée sur le principe de l'impôt progressif, mais encore sur une sorte de raffinement de progression, qui en aurait rendu la mise en œuvre vexatoire et presque impraticable. La loi sur l'émission des billets de banque tendait à comprimer l'essor des banques locales et les soumettait à une sorte d'unité forcée sous la rigide surveillance du pouvoir fédéral. La loi sur les fabriques est encore en élaboration, mais elle se caractérise par une réglementation poussée jusqu'à la fixation des heures de la journée de travail et à une discipline minutieuse du régime intérieur de l'atelier industriel.

M. Dameth entre dans quelques développements spéciaux touchant la loi des banques, pour montrer que c'est bien l'esprit de centralisation monopoliste qui avait présidé à sa rédaction. Il observe, en particulier, que, au point de départ, les adversaires de la liberté et de la multiplicité des banques invoquaient, comme principal grief contre l'état de choses existant, la faiblesse externe de la circulation, faiblesse qu'ils attribuaient à la co-existence de beaucoup de petites banques dont les billets, inspirant peu de confiance, ne franchissaient pas les limites étroites du canton ; mais il est arrivé que depuis cinq ou six ans cet état de choses a changé de lui-même et que la circulation suisse, dans son ensemble, a passé de 20 à 100 millions. Il a presque suffi pour cela que les banques établissent entr'elles un concordat pour la réception mutuelle de leurs billets. Eh ! bien, les partisans du monopole d'émission, loin de tenir compte de cette importante évolution, n'ont

pas hésité à se contredire eux-mêmes et à y puiser un sujet nouveau et imprévu d'attaque contre la liberté des banques. Leur mécontentement réel venait de ce que le développement de la circulation a bien plus profité aux banques de la Suisse française et notamment aux banques genevoises qu'aux banques des cantons allemands.

Toutefois la loi nouvelle, soumise au *referendum*, c'est-à-dire au vote populaire, a été rejetée, d'un côté parce qu'elle était illibérale, d'un autre côté parce qu'elle ne concluait pas directement au monopole fédéral d'émission. Dans les cantons allemands, en effet, il règne une notion du billet de banque qui le fait confondre totalement avec le papier-monnaie, dont la fabrication paraît dès lors devoir être attribuée exclusivement à l'État.

Les banques rendues, par le rejet de la loi, à leur position antérieure, se sont hâtées d'enlever tout prétexte à un nouvel assaut en élargissant leur librefédération entr'elles, de telle manière qu'aujourd'hui elles reçoivent et payent réciproquement leurs billets dans toute la Suisse, et que le pays possède ainsi tous les avantages de l'unité d'émission sans avoir à subir le joug du monopole. La loi sur l'impôt militaire, qui a pour objet de frapper ceux que leur santé ou leur éloignement du pays met en dehors du service effectif, a également succombé devant le *referendum*.

M. Dameth termine son exposé par quelques indications touchant l'état de l'enseignement économique en Suisse. Il y a une chaire d'économie politique dans cinq universités ou académies, savoir: à Genève, à Lausanne, à Neuchâtel, à Berne et à Zurich. Le *Polytechnicum* fédéral a aussi un professeur d'économie politique. Mais dans ce moment ce haut établissement a perdu le professeur distingué qui y représentait la science économique, M. Böhmert, lequel, comme on sait, a été appelée à la direction du bureau de statistique officiel en Saxe. L'enseignement de l'économie politique pénètre encore à un degré quelconque dans beaucoup d'écoles publiques de la Suisse; néanmoins il s'en faut beaucoup que son influence soit assez profonde et assez générale pour redresser l'opinion publique sur tous les points essentiels de la marche de l'économie sociale. Le juriste, le politicien, le financier, le socialiste populaire et bien d'autres manifestent, chacun dans sa sphère, plus d'animadversion que de sympathie pour les prescriptions ou les conseils de la science.

M. VIGANÒ dit qu'il y a aussi en Italie une tendance à l'unifications des banques. Au commencement de l'indépendance il y a eu une première tentative de la part de la banque du Piémont

qui a englobé les banques de Gènes, de l'île de Sardaigne, de Parme, de Modène. Mais les banques de la Toscane, de Naples, de Sicile sont restées indépendantes et ont conservé le droit d'émettre des billets circulant dans toute l'Italie. Dernièrement ces six banques se sont associées en *Consorzio* pour l'émission d'un milliard au compte de l'Etat.

Dès 1866, époque du cours forcé, les banques populaires et autres établissements et les 6 banques privilégiées émettaient des billets. Mais les partisans de la centralisation ont forcé les banques populaires à retirer de la circulation leurs billets pour le 31 décembre 1875 par une délibération, obtenue du Parlement, à une seule voix de majorité. Cette mesure draconienne a été une véritable ingratitude, et on a perdu l'occasion d'inaugurer le système excellent de banques américaines avec unité des billets et liberté des banques. Cependant les banques populaires par leur force d'expansion, par leur bonne administration en Italie, ont démontré la liberté des Banques. Pendant que beaucoup de banques de spéculation tombent ou diminuent leurs capitaux, les Banques populaires augmentent toujours.

En ce qui concerne l'enseignement de l'économie politique, M. Viganò est content de pouvoir dire que, en Italie, cette science est populaire : on l'enseigne dans tous les instituts techniques, dans les universités, dans beaucoup d'écoles supérieures ou élémentaires, et même dans une quantité d'écoles attachées aux sociétés de secours mutuels, qui possèdent des professeurs distingués.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

Journal de la Société de Statistique de Paris. Numéro de septembre 1876.

Contenant le portrait de M. Wolowski, et du président de cette Société. Gracieux envoi de M. Loua, secrétaire général.

Crédit à la petite culture. Pétition adressée au Sénat par M. le comte d'ESTERNO (1).

Nous reproduisons ce remarquable exposé dans le présent numéro du *Journal des Economistes*.

Enseignement primaire en apprentissage, par M. G. SALICIS, répétiteur à l'Ecole Polytechnique (2).

M. A. Courtois signale ce petit écrit qui fait partie de la « Bibliothèque Franklin, »

(1) Paris, 1876, Paul Dupont, in-8 de 36 pages.

(2) Paris, 1876, Sandoz et Fischbacher, in-32 de 190 pages.

et il rappelle l'existence de l'école d'apprentissage de la rue Tournefort, qu'il a récemment visitée et qui est destinée à rendre de grands services.

Bilanci consuntivi della Casa di risparmio di Lombardia per il quinquennio 1823-1872 (1). — Bilancio patrimoniale e consuntivo dell' anno 1873. — Bilancio consuntivo dell' anno 1875. — Les deux premiers sont publiés par la « commissione di Beneficenza », le troisième est publié par le « Credito fondiario della Cassa centrale di risparmio di Milano ».

Ces comptes-rendus sont présentés par M. Vigano, qui donne des explications qu'il a bien voulu résumer dans la note suivante.

NOTE SUR LES CAISSES D'ÉPARGNE D'ITALIE, ET PARTICULIÈREMENT SUR LA CAISSE DE MILAN.

Le 30 avril de cette année, les caisses d'épargne d'Italie avaient 803,209 livrets et les déposants un crédit de 556,277,058 francs. Le nombre des bureaux ou établissements ouverts au public à cette époque était de 4,093. Le premier jour de janvier, les caisses postales ont été ouvertes et au 30 avril, les sommes versées étaient 999,442 fr. sur 13,079 livrets, en 25,864 versements. Les bureaux reçoivent tous les jours : aujourd'hui on fait le dépôt et demain on a le livret ; on paye tous les jours, et ce qui est plus important, c'est qu'on peut présenter le livret de l'épargne, à tous les bureaux de poste et recouvrer l'argent qu'on demande à présentation sans aucun délai.

Les caisses d'épargne d'Italie ont été fondées, en partie par actions avec ou sans intérêts, en partie par les établissements de bienfaisance, quelquefois avec le concours des municipalités des localités. Par conséquent, les caisses d'épargne d'Italie sont toutes indépendantes et autonomes, devant cependant obéir à quelques règles établies par le gouvernement, excepté la caisse d'épargne de Milan, tout à fait indépendante maintenant et même au temps de la domination autrichienne.

Ce qui distingue les caisses d'épargne de l'Italie de celles de la France et de l'Angleterre, c'est que les dépôts sont employés en prêts et en avances à l'industrie agricole, commerciale, manufacturière, aux établissements de bienfaisance, et aux communes même sans intérêt. Les dépôts postaux sont aussi envoyés à la caisse de consignation et des prêts, qui les prêtent aux établissements municipaux et des provinces.

Elles prêtent sur hypothèques, sur dépôts de bonnes valeurs, sur marchandises de poids constant, particulièrement sur dépôts de

(1) Milano, 1873. Fort in-4°.

bois. Quand elles ont de l'argent de trop, elles achètent de la rente sur l'Etat, des billets de la trésorerie; elles escomptent des lettres de change.

Depuis que je m'occupe de ces diverses institutions populaires, j'ai invité presque tous les ans les Caisses d'épargne à introduire, sous certaine garantie, les prêts aux ouvriers, à encourager les déposants par des prix, et même à partager entre les déposants une partie des bénéfices et à aider ainsi le mouvement coopératif de bas en haut. Il y a des caisses qui ont fait quelque chose dans cette voie. Mais, jusqu'à présent, ma pauvre voix a rencontré des oreilles un peu sourdes. Les capitaux des pauvres fertilisent les industries des riches. Les Caisses d'épargne ont produit quelque bien, elles ont enseigné la prévoyance, et celles de l'Italie ont encouragé la grande industrie, et on sait que l'industrie est la coopération du travail et du capital. En Italie, les capitaux des Caisses d'épargne sont actifs, et je suis fâché de dire qu'en France et en Angleterre les dépôts sont passifs.

En Italie, les dépôts des Caisses d'épargne fertilisent l'industrie; en France et en Angleterre, pays qui ont adopté le système de consigner à l'Etat les dépôts, elles endettent les gouvernements et les budgets.

La Caisse d'épargne de Milan publie les comptes-rendus de ses premiers cinquante ans et sa dernière situation.

Cette Caisse d'épargne a été fondée en 1823, avec une garantie de 300,000 livres, pris sur les 735,593 livres, reste du centime par *écu* imposé en 1817 aux provinces lombardes pour secourir les pauvres à l'occasion de la disette. Elle a été gouvernée par une commission de personnes d'élite, bien entendu gratuitement, et elle est arrivée à un état prodigieux de prospérité. Voici quelques chiffres :

Années.	Livrets.	Dépôts. Fr.	Réserve. millions.	Bilan. millions.
1823	768	258,000	»	»
1873	275,297	226,166,000	16	238
1875	298,393	239,008,000	20	262

Les dépôts et les opérations se sont augmentés dans l'année 1876.

Maintenant, elle est installée dans un grand palais, presque dans une forteresse, expressément construit pour elle. Elle donne aux déposants le 3 1/2 pour 100 net d'impôts. Ses livrets sont au porteur. Elle a traversé des époques difficiles sans danger. Elle a en Lombardie 105 succursales.

Elle fait toutes les opérations des banques publiques, excepté l'émission des billets. Il y a eu des circonstances dans lesquelles elle est venue au secours de l'État.

Ses bénéfices sont employés en œuvres de bienfaisance, ils s'élèvent annuellement à plus de 200,000 fr. Elles distribuent des prix (6,000 fr.) aux sociétés de secours mutuels qui se distinguent par la régularité de leur comptabilité; ce qui fait plus de 200,000 fr. à l'humanité malade; 6,000 fr. seulement à l'humanité travailleuse.

Les Caisses d'épargne et les monts-de-piété sont ainsi le point de départ de la coopération.

VIGAND.

BIBLIOGRAPHIE

ÉTABLISSEMENT EN FRANCE DU PREMIER TARIF GÉNÉRAL DES DOUANES, 1787-1791, par M. le comte DE BUTENVAL, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller d'état, ancien sénateur. Paris, Guillaumin, 1876, 1 vol. in-8° de 20 pages. — *Précis historique et économique du traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, signé à Versailles le 25 septembre 1786.* Paris, Guillaumin et Deutu, 1869, in-8° de 144 pages.

M. le comte de Butenval vient de réunir en un volume, sous le titre d'*Étude d'Histoire et d'Économie comparées*, le « précis relatif à l'établissement du premier tarif général de Douanes » dont nos lecteurs ont eu les prémices (1).

La publication séparée de ce livre (qui n'est qu'un fragment d'un travail plus considérable, dont l'auteur s'occupe depuis plusieurs années), sur les *Traditions économiques de la France*, a été déterminée par le retour des difficultés et des problèmes économiques qui ont occupé nos pères il y a plus de quatre-vingts ans.

Cette étude, consacrée à des faits oubliés ou peu connus, reçoit effectivement, des circonstances présentes, une sorte d'à-propos et d'intérêt, qui le feront rechercher par tous ceux qui ont l'habitude de suivre ces questions ou le devoir de s'y mêler.

On retrouvera dans ce nouvel écrit les qualités particulières qui marquent la personnalité de M. de Butenval, dans ce petit groupe d'économistes « militants », dont il est devenu, depuis que les événements l'ont écarté de la vie politique, un des volontaires les plus actifs et

(1) *Journal des Economistes* des 15 mai, 15 juin et 15 juillet 1875.

les plus résolus. Après avoir été, pendant quarante ans, mêlé au maniement de nos affaires extérieures et intérieures, M. de Butenval s'est décidé à s'adresser, pour la première fois, au public, précisément à l'âge où l'on se croit en général le droit de prendre congé de lui. Cette longue éducation pratique, mise au service de la polémique quotidienne, donne une véritable originalité aux écrits qui sortent de cette plume d'ailleurs exercée et ferme.

Le procédé de discussion de l'auteur est, en général, sobre, et la netteté en est le caractère le plus saillant. Il instruit les causes sans les plaider précisément, mais de façon à ce que les termes de la sentence soient déjà coordonnés et tout prêts. Il expose et ne disserte pas. Son argumentation est à la fois courtoise et absolue.

Il y a quelques années, à l'époque où les esprits étaient encore indécis, quant aux causes et quant aux véritables instigateurs du traité de commerce conclu en 1786 entre la France et la Grande-Bretagne, M. de Butenval s'attacha, dans un « Précis historique » très-sommaire et néanmoins complet, de cette négociation, à établir, à l'aide d'irrécusables preuves, que c'était bien la France qui avait voulu cette transaction et qui l'avait poursuivie obstinément à travers la violente opposition de Fox et les premiers attermoiements de Pitt. Cette vérité, qu'il a le premier mise en lumière, a été depuis acceptée sans conteste.

Cette fois, et à propos des travaux de la Constituante, M. de Butenval fait un pas de plus vers la solution des doutes au sujet des résultats de l'œuvre de M. de Vergennes.

L'opinion la plus accréditée, même parmi ceux qui n'ont point désapprouvé, *en principe*, le traité de 1786, c'est-à-dire l'essai d'un rapprochement commercial entre la France et l'Angleterre, est que, par l'effet de causes indépendantes, il est vrai, et de la volonté et de la prévision des négociateurs, ce traité a eu des effets préjudiciables à l'industrie et au commerce de la France.

Sans s'élever autrement contre cette appréciation, après en avoir exposé même, avec un certain détail, les motifs principaux, M. de Butenval la réfute, ou plutôt la détruit par le résumé d'un exposé fait par ordre de la Constituante sur « la prospérité de toutes les branches de notre industrie en 1789 », exposé dû précisément à celui de ses membres qui, précédemment, s'était le plus signalé par ses malédictions contre le traité de 1786 et qui, dans un projet de tarif écarté par l'Assemblée, avait proposé « l'établissement de droits de 25 0/0 à 50 0/0 et *quatre-vingt-six prohibitions!* » Ce curieux document est assurément l'une des plus heureuses et des plus piquantes rencontres de l'auteur.

M. de Butenval s'attaque encore à l'opinion qui attribue à M. de Calonne *personnellement* la préparation des tarifs de 1787 et à l'allégation courante et souvent répétée. Sur le taux de 20 0/0 présenté comme

la limite jusqu'à laquelle ce tarif permettait de pousser les proportions de « la protection ».

Sur ce dernier point, — le texte du mémoire spécial présenté aux notables à la main, — l'auteur prouve que le taux extrême des droits était, non pas de 20, mais de 12 0/0 ; que ce taux était considéré alors par l'administration comme « déjà prohibitif » ; et qu'on ne pensait pas alors que le taux protecteur proprement dit dût jamais dépasser ni même atteindre 10 0/0.

Quant aux auteurs mêmes du tarif de 1787, il résulte de l'ensemble des données recueillies par M. de Butenval et rapprochées d'un passage significatif du procès-verbal même de convocation des Notables, que ces auteurs sont pour l'inspiration et la direction supérieures, M. de Vergennes, président du conseil des Finances en même temps que ministre des Affaires étrangères ; et, pour la coordonnation et la rédaction du travail, Dupont de Nemours, l'ancien secrétaire de Turgot, le commis de Trudaine.

L'histoire du tarif de 1791 n'avait jamais, — du moins à notre connaissance, — été faite avec l'ampleur et les détails que présente le livre de M. de Butenval. Qui voudra, en 1876, se prémunir contre les accommodements imprévus entre des opinions opposées et surtout entre des intérêts divergents aussi bien que contre les surprises possibles des discussions parlementaires, fera bien d'étudier, dans l'« histoire de l'établissement du premier tarif de douane », la série des incidents par l'effet desquels le projet de tarif vraiment libéral présenté aux notables en 1787 n'a fini, en 1791, par l'adoption d'un tarif encore libéral mais cependant notablement plus élevé, qu'après avoir failli être remplacé, en 1790, par le code de douane le plus restrictif et le plus arbitraire dont aucune puissance de l'Europe, y compris l'Angleterre, eût encore offert le scandale.

Ce n'est donc pas seulement à ceux qui aiment à savoir la vérité sur le passé, que la lecture de cette étude peut être utile ; c'est aussi et surtout, à ceux que préoccupent le souci du présent et l'avenir de notre fortune industrielle et commerciale, avenir mis encore une fois en question par les nouvelles tentatives et même par les récents succès, au sein du Conseil supérieur, du parti qui prend le nom de Protectorat.

Joseph GARNIER.

Afin que les lecteurs du *Journal des Economistes*, possèdent en entier (sauf son *appendice*, qui contient un assez grand nombre de pièces justificatives) le travail de l'auteur, nous donnons ci-après l'*Avant-propos* dont il l'a fait précéder et où il indique lui-même sous quelles inspirations il a cru devoir le livrer à la publicité et à la controverse des opinions contraires.

« L'histoire, en France surtout, procède souvent par répétition. Ses phases présentent, d'une époque à l'autre, entre la situation des affaires et le rôle des hommes qui y interviennent, des analogies si frappantes, des parités si marquées, que l'attention s'y attache involontairement et cherche, en remontant le cours des effets, à pénétrer les causes de ces retours inattendus et impérieux qui, chez nous, depuis plus d'un siècle, forcent chaque génération à reprendre, à nouveau et avec effort, les problèmes que la génération précédente croyait avoir écartés, ou éclaircis, et dont la solution, chez d'autres peuples plus heureux ou plus conséquents avec eux-mêmes, a coûté moins de temps et de sueur.

« On peut signaler comme un des traits distinctifs de notre histoire contemporaine, la succession presque régulière d'idées ou de faits opposés se remplaçant brusquement dans une même sphère, pour occuper, à leur heure et souverainement, l'espace; mais à la condition et sous la menace d'en disparaître, à leur tour, devant les idées ou les faits qu'ils semblaient avoir vaincus et qu'une évolution nouvelle ramène triomphants.

« Ces répétitions périodiques de faveur et d'abandon à l'égard d'un même ordre, soit de doctrines, soit même d'institutions, deviendraient pour les autres peuples un objet de scandale et de pitié, et pour nous une inexorable cause d'épuisement, si, derrière ces alternatives, semblables au premier coup d'œil, ne se cachaient, en réalité, des différences intimes et profondes, destinées, — non-seulement à produire, dans l'avenir des conséquences nouvelles en contradiction avec les apparences premières, — mais encore à conduire vers ses fins quelque intérêt supérieur et définitif.

« Celui dont l'observation se bornerait à constater ces intermittences de succès et de défaite, sans relever au-dessus d'elles le chemin qu'ont fait l'idée ou l'intérêt qu'elles ont ainsi agités, ressemblerait à un spectateur qui, frappé seulement des immuables oscillations du pendule, négligerait de consulter le cadran où les aiguilles marquent les pas du temps et son irrévocable marche.

« C'est à discerner, à travers les similitudes extérieures, les signes, — invisibles à une attention superficielle — du développement graduel d'un intérêt national, que doivent s'attacher les hommes qui cherchent dans l'étude du passé un soutien, un préservatif contre le découragement du présent, et une boussole dont les indications puissent, à travers les vicissitudes des incidents contraires, servir constamment à retrouver le pôle.

« S'il est chez un peuple un ordre d'intérêts où la pérennité des doctrines destinées à les régir dût être assurée et comme forcée, c'est incontestablement l'ordre économique. Car dans chaque pays la con-

figuration du sol, sa place géographique, le caractère de ses productions naturelles, le génie de la race qui l'habite, — ne changent pas.

« La situation géographique d'un Etat, l'orientation de ses fleuves, les horizons sur lesquels s'ouvrent ses frontières naturelles, les productions ou les richesses propres à son sol, les instincts et les aptitudes particulières de sa race étant comme autant de conditions primordiales, imposées par un tout-puissant maître, il semblerait que la tâche du législateur et de l'homme d'Etat fût déterminée à l'avance par ces conditions elles-mêmes.

« Les lois économiques, qui sont, — comme l'a dit Montesquieu, des lois politiques, — « les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses », devraient apparaître si claires et si péremptoires que les lois écrites (et sous ce terme nous comprenons les traités internationaux) n'en pussent jamais être que le reflet et comme le calque.

« Pour un pays européen, par exemple, dont les fleuves se déversent dans la Méditerranée et dans l'Océan, et qui, sur une frontière totale de 1,100 lieues, en compte 620 environ en côtes maritimes, — la politique économique semble, comme elle l'apparaissait il y a dix-huit siècles à Strabon, tracée par la Providence elle-même (1); les mots :

Marché ouvert s'y devraient lire en caractères éternels.

« Ce pays c'est la France, et cependant depuis les derniers Valois le débat sur un seul sujet demeure, chez elle, toujours ouvert.

« Il y a plus, c'est à l'école du *Marché ouvert* qu'elle appartient encore, — officiellement du moins. Ses frontières ne sont ouvertes que sous certaines conditions et pour un temps limité, qui expire demain. Le mot *Prohibition* n'est pas effacé de notre Code général de douanes. Il y figure, en regard des produits les plus nécessaires à l'exercice de l'activité humaine.

« Dans certains pays moins éprouvés que le nôtre, — nous le disions en commençant, — la fixité des maximes économiques s'est effectivement rencontrée. Chez ces heureux peuples, chaque génération n'a eu qu'à conserver, en les augmentant et en les adoptant aux besoins des temps nouveaux, des traditions invariablement arrêtées quant à leurs principes mêmes et à leur orientation libérale. Tel a été le sort de la Suisse et de la Hollande.

(1) Strabon. — *De la Gaule*: « Ce qui est vraiment digne de remarque, c'est la manière dont les eaux de ce pays se déversent par ses fleuves dans l'une et l'autre mer (la Méditerranée et l'Océan). Si vous y portez votre attention, vous reconnaîtrez que ce n'est pas la moindre part du bonheur de cette contrée que la facilité qu'ont ainsi les habitants d'échanger par un commerce réciproque les choses utiles aux besoins de la vie. C'est à ce point qu'il n'est personne qui ne puisse voir le témoignage des œuvres d'une Providence dans cette configuration d'un pays disposé, non pas au hasard, mais d'après un certain plan préconçu... » (Caulobon, p. 189.)

« Chez d'autres peuples (l'exemple de l'Angleterre est trop frappant pour ne pas s'offrir le premier à la pensée), la doctrine prohibitive a été suivie, professée, pratiquée à outrance pendant des siècles. Mais le jour où la doctrine opposée a prévalu, elle a prévalu définitivement, absolument, et sans que la possibilité d'un retour vers le passé s'offrit à la pensée ou tentât l'effort de personne.

« Chez nous, au contraire, le litige est incessamment repris. L'une et l'autre doctrine triomphent alternativement dans les faits ; et, dans les discussions publiques, elles traitent de pair. Il y a trois ans à peine nous avons vu en quelques semaines disparaître « toutes les conquêtes de 1860, » traités de commerce, égalité des pavillons, facilités d'échanges, rien n'a été épargné. Il est vrai qu'en quelques heures le terrain abandonné a été repris. Mais les esprits ne sont pas encore fixés, et l'on peut dire que la cause n'est pas jugée en dernier ressort. Les parties adverses prétendent encore chacune de son côté au gain définitif du procès.

« Depuis quelque temps des pétitions se signent, des congrès se forment, des agitations s'organisent pour réclamer le retour aux privilèges, aux protections, aux primes, aux surtaxes, aux subventions, aux compensations, etc....., et quelques courages semblent s'étonner déjà, même parmi les plus fidèles serviteurs de la liberté.

« Le nôtre ne faiblit pas devant cette épreuve nouvelle, à laquelle nous nous préparons avec une foi égale et invincible dans la double vertu — des *principes* d'abord, c'est-à-dire des grandes lois de l'ordre général, — et ensuite des *traditions*, dont l'autorité et même le sens peuvent s'éclipser ou se perdre au milieu des tempêtes civiles, mais qui reprennent infailliblement, un jour, leur empire, quand elles reposent sur les intérêts vrais et permanents d'un pays qui n'est pas destiné à périr.

« La tempête a été chez nous si furieuse et si longue, la chaîne des traditions a été si violemment brisée, qu'il n'est pas facile d'en rajuster, ni même d'en retrouver les anneaux épars. Nous croyons néanmoins que ce serait à ce travail de recherche et de restauration des épaves du passé qu'il faudrait encore demander les éléments du plan économique le mieux assorti à la condition intérieure et extérieure que les événements ont faite à la France.

C'est de cette tâche que nous nous sommes fait, depuis quelques années déjà, l'ouvrier assidu ; — ne nous dissimulant point notre insuffisance vis-à-vis d'un tel labeur, mais lui consacrant consciencieusement tout ce qu'une vie déjà longue a pu nous donner d'expérience et nous laisser de forces ; — interrogeant respectueusement, comme ils nous le permettent dans les monuments qu'ils nous ont laissés de leurs dessins, tantôt Colbert, tantôt Vauban, tantôt Turgot, tantôt Vergennes, — et sortant chaque fois de ces grands entretiens plus convaincu qu'une même pen-

sée, — variée suivant les temps dans son application, mais à peu près identique quant à son point de départ et surtout quant à son but, a, pour parler avec Sully, constamment inspiré et dirigé les illustres « mesnagers », les « économes » de la fortune et des ressources de la France. Tous ont (la part faite, à l'égard des deux premiers surtout, à certains préjugés de leur temps) aspiré, pour elle, au libre commerce d'un marché ouvert au monde entier (1).

« Nous nous proposons aujourd'hui de retracer, — aussi succinctement que nous le pourrons, mais néanmoins avec tous les détails nécessaires à sa complète intelligence, — la première période, la phase initiale de notre régime douanier actuel. Il peut en effet n'être pas sans intérêt et sans profit pour nos législateurs, au moment où ils vont en délibérer pour leur compte, d'avoir plus présents à la mémoire les débats de leurs prédécesseurs aux prises avec les difficultés qui s'attachent à l'adoption d'un tarif de douanes et à l'effet économique qu'il est permis d'en attendre.

« Il y aura, — le jour où la Chambre des députés et le Sénat s'occuperont, pour le consacrer, du résultat des travaux auxquels se livre le Conseil supérieur du commerce, — précisément quatre-vingt-six ans accomplis d'un autre Parlement, — composé d'une seule assemblée, comme l'était encore celui de la République il y a quelques mois à peine, — délibérât aussi sur les tarifs de douanes qui devaient être adoptés par la France.

« En 1790, comme aujourd'hui les intérêts avaient été émus et les esprits inquiétés par les effets d'un traité de commerce entre la France et l'Angleterre. Comme aujourd'hui, il s'agissait de savoir si les chiffres de ce traité deviendraient ceux d'un tarif général. Comme aujourd'hui, les appréciations les plus opposées se heurtaient et imputaient, les unes à progrès, les autres à ruine, les effets de ces stipulations. Comme aujourd'hui, les champions des deux camps s'accusaient réciproquement d'acheminer la France vers des désastres et vers son déclin. Comme aujourd'hui, les prétentions particulières se dissimulaient sous des considérations d'intérêt public et donnaient à chaque instant le change à l'opinion.

« Nous pensons donc que nous avons, — sinon quelque leçon à recevoir, — du moins quelque enseignement à recueillir des discussions de 1790, et que le moment est propice pour en rappeler les incidents principaux.

« Nous n'entrerons pas en matière sans avoir supplié le lecteur de se tenir assuré que la pensée de rencontrer ou de faire ressortir une similitude entre le présent et le passé ne nous fera jamais altérer ni grossir un seul trait du calque scrupuleusement fidèle, que nous avons relevé

nous-même sur les procès-verbaux des assemblées et les documents authentiques du temps.

« Nous n'avons besoin ni de forcer notre voix ni d'outrer nos récits pour que les rapprochements qui en sortent soient plus frappants ou plus clairs. Les faits s'expliqueront suffisamment eux-mêmes et instruiront sans notre secours. »

Le volume se termine par un *Appendice* contenant une série de documents intéressants :

- I. *Strabon*. De la Prédestination commerciale de la Gaule.
 - II. Témoignages conformes de *Sully*, de *Colbert*, de *Vauban* et de *Turgot*, quant à la politique qui convient à la France en matière de commerce.
 - III. *M. de Choiseul* et *M. de Vergennes*.
 - IV. Opinion du comte *Mollien* sur nos tarifs de douanes et sur les lois destinées à protéger la marine marchande.
 - V. Exposé fait au Conseil d'Etat par *M. Gérard de Rayneval*, des principes d'après lesquels le cabinet de Versailles se proposait de négocier avec la Grande-Bretagne (mai 1786).
 - VI. Authenticité du premier projet de tarifs présenté le 30 novembre 1790 à l'Assemblée Constituante.
 - VII. Opinion de *M. de Bois-Landry* sur le tarif de 1791.
 - VIII. Détails biographiques sur quelques-uns des membres des deux comités du commerce et des contributions à la Constituante.
 - IX. Les systèmes de la protection et de la liberté représentés au contrôle général et dans les bureaux du commerce, par MM. *Boytel* et *Du-pont de Nemours* (1783).
 - X. Explications fournies en 1802 au premier consul, sur le traité de 1786, par son négociateur, *M. Gérard de Rayneval*.
 - XI. Relevé des lois et décrets formant la législation des douanes de 1791.
 - XII. Persévérance de la politique commerciale de *M. de Vergennes* vis-à-vis de la Grande-Bretagne (1779-1786).
 - XIII. Tableau comparatif et synoptique des tarifs de *Colbert* en 1664 et 1667, de la Constituante en 1791, et des deux tarifs général et conventionnel coexistant en 1876.
-

LE MONDE AMÉRICAIN, SOUVENIRS DE MES VOYAGES AUX ÉTATS-UNIS, par
M. SIMONIN. Paris, Charpentier, 1876, 1 vol. in-18.

Cinq fois, depuis seize années, des missions successives ont appelé M. Simonin aux États-Unis. Observateur éclairé, sagace, impartial, il a bien compris et vu ce qu'y sont les hommes et les choses, et confiance entière est due à la sincérité des jugements qu'il en porte.

L'ouvrage a huit chapitres. Les quatre derniers sont consacrés à d'importantes parties de l'ordre matériel, aux grands lacs, aux ressources souterraines, aux mines d'or et d'argent, aux chemins de fer. L'auteur montre quelles sources de richesses ils ont ouvertes aux populations, et ce que l'avenir a droit d'en attendre. Aux considérations économiques sont jointes d'autres d'un caractère historique. Celles-ci portent sur les premières explorations, sur les essais qui eurent lieu, sur les combinaisons financières lors de la création des entreprises. Ce qui concerne les chemins de fer est digne d'attention. Certes, l'Europe a, de loin en loin, ses fièvres d'agiotage, et la morale publique et privée n'a pas à se féliciter des conséquences qu'elles entraînent. L'Amérique, à cet égard, a dépassé l'Europe et d'un bond l'a laissée loin derrière elle. A l'occasion des chemins de fer, les spéculations les plus éhontées, le vol, le pillage, le banditisme financier, comme dit l'auteur, en parlant du chemin d'Essé, se donnèrent pleine carrière, et le blâme de l'opinion semble avoir été plus épargné à ceux dont le succès couronnait les méfaits qu'à ceux qui en devenaient victimes.

Les quatre premiers chapitres offrent un vif intérêt. C'est la Société américaine, telle qu'elle s'est formée et continue à se former à New-York, dans les États et les grandes villes de l'Ouest, qu'ils dépeignent et montrent au grand jour. L'auteur est naturellement disposé à la bienveillance, mais non de manière à laisser dans l'ombre le mal qui, en Amérique, comme partout ailleurs, se mêle au bien, et, malheureusement, s'y mêle en proportion évidemment croissante. Là où il l'aperçoit, il la signale, et la modération même dont il ne se départ jamais ajoute à l'autorité de ses affirmations.

New-York méritait une place à part dans les souvenirs de M. Simonin. C'est la grande métropole des États-Unis, la cité impériale, dit-on, en parlant d'elle, cité qui, arrivée à renfermer un million de résidents, offre aujourd'hui le spécimen le plus brillant et le plus étendu de la civilisation américaine. L'auteur n'a rien omis de ce qui la concerne. Hôtels, magasins, théâtres, institutions charitables, hospices, prisons, tout est soigneusement décrit et donne la plus juste idée des formes sous lesquelles se passent la vie publique et la vie privée des habitants. Un quatrième chapitre traite de l'Ouest américain, de la vallée du Mississippi, de Chicago et de Saint-Louis, villes rivales, grandissant à vue

d'œil, et destinées l'une et l'autre à atteindre le plus haut degré d'activité commerciale, d'opulence et de population. Partout les observations de M. Simonin sont d'une justesse frappante, et elles jettent sur l'avenir, autant que sur la situation présente des Etats-Unis, des lumières vives et sûres. Aussi n'arrive-t-on pas à la dernière page du livre sans éprouver un regret, c'est que l'auteur n'ait pas songé à résumer les idées éparses dans son travail, à comparer le présent et le passé des Etats-Unis, et à tirer de la comparaison toutes les inductions qu'elle autorise.

Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord offrent au monde le spectacle de progrès jusqu'ici sans exemple. Nulle part encore la richesse et la population n'ont augmenté avec tant de rapidité. A quelles causes faut-il attribuer le développement extraordinaire de leurs forces et de leur propriété.

Certes, ces causes ont été nombreuses ; mais il en est deux principales qui ont opéré d'autant plus énergiquement qu'elles agissaient de concert et se prêtaient une assistance mutuelle. L'une de ces causes, ce fut le caractère particulier de ceux qui les premiers allèrent s'établir dans le Nord de l'Amérique ; l'autre, le savoir industriel, la puissance productive qu'ils vinrent mettre en œuvre sur un sol encore inculte et presque désert.

Dans le vieux monde, la richesse et la population n'ont pu avancer que d'un pas constamment lent et souvent pénible. Vainement, les sociétés disposaient-elles de vastes superficies territoriales, elles ne savaient en tirer que peu de moyens de subsistance et de bien-être, et ce n'est que peu à peu que des découvertes successives, séparées souvent par des laps de temps de plus d'un siècle, sont venues, en leur apprenant à user plus habilement de leurs efforts, ajouter graduellement aux ressources dont elles étoient déjà en possession.

Aux Etats-Unis, au contraire, des hommes éclairés, laborieux, entreprenants, de mœurs austères, vinrent porter sur un sol vierge, couvert de productions naturelles, les connaissances, les arts, l'expérience en pratique dans les contrées les plus industrieuses et les plus éclairées du globe. Ils pouvaient ne soumettre à la culture que les meilleures d'entre les terres, tirer presque sans frais de forêts, de carrières, de gîtes métalliques sans maîtres, des matériaux, des éléments de richesse faciles à utiliser. Jamais encore, au degré d'efficacité qu'il avait acquise, le travail n'avait obtenu si large récompense. C'est là ce qui a imprimé tant d'essor à la prospérité des Américains. Des circonstances qui, pour la première fois, se sont unies et combinées au profit d'une société humaine ont opéré à leur profit, et longtemps ils continueront à croître en nombre et en richesse avec toute la rapidité qu'autorise la possession de régions ou des hommes, plusieurs fois plus nombreux que ceux qui

les habitent trouveraient encore des champs et des produits bruts qui n'attendent que quelques labeurs pour se transformer en richesses.

Mais si le progrès matériel l'emporte aux Etats-Unis sur ce qu'il est dans la vieille Europe, l'état intellectuel et moral y avance-t-il pareillement ? L'avenir des peuples ne dépend pas uniquement de l'accroissement de leurs moyens de consommation, il dépend davantage encore de l'élévation ou de l'abaissement des idées et des mœurs qui les gouvernent, et il n'y a de prospérité durable que pour ceux qui apprennent à obéir de plus en plus aux injonctions de la justice et de la sagesse. Or, est-ce là le cours des choses dans le monde américain ? S'il faut en croire des observateurs nombreux, loin de s'amender, la distinction du bien et du mal y aurait perdu de son ancienne rectitude, et entre autres remarques à ce sujet, M. Simonin fait celle-ci : Si la mortalité, dit-il, ne revient pas dans les grandes villes qu'elle a désertées depuis quelque temps ; si la corruption des mœurs qu'on y constate, du plus haut au plus bas degré de l'échelle sociale, ne disparaît point, on peut dire, dès à présent, que la forte race Yankee est frappée irrévocablement dans sa sève. » C'est là un jugement sévère et cependant d'une incontestable équité, car tout l'atteste : Aux Etats-Unis, la corruption a pénétré jusque dans les hautes régions administratives et gouvernementales ; là aussi, l'amour de l'argent exerce de honteux et funestes ravages ; des scandales déplorables, des enquêtes, des procès, de tristes révélations en fournissent l'irrécusable preuve.

D'où vient cette déchéance morale d'une nation autrefois justement renommée pour la pureté de ses mœurs privées et publiques ? En serait-il des nations comme de ces parvenus qu'enivrent et égarent les faveurs trop grandes de la fortune ! Le mal serait-il, comme l'affirment aujourd'hui quelques-uns des publicistes américains les plus célèbres, l'effet des changements législatifs qui, depuis près d'un demi-siècle, n'ont cessé d'étendre la domination de la portion de la communauté la moins éclairée, la moins apte à juger sainement les hommes et les choses, et, faute de pouvoir discerner les exigences de l'intérêt commun, la plus disposée à céder à toutes les suggestions de l'intérêt personnel ? Il y a là des questions d'un haut intérêt non-seulement pour les Etats-Unis ; mais aussi pour l'Europe et, nous ajouterons, pour les sciences. Ces questions, M. Simonin n'en a pas fait une étude particulière ; mais son livre contient assez de données qui s'y rapportent pour qu'il soit facile d'en démêler la véritable solution. Aussi le livre, abondant en informations, œuvre d'un homme qui unit beaucoup de science à beaucoup de talent, est-il de ceux qu'on ne saurait trop recommander à l'attention. (*Rapport à l'Académie des sciences morales et politiques.*)

H. PASSY.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE : Les craintes de guerre générale s'éloignent. — Proposition d'un long armistice. — Bons débuts du sultan. — Mouvement pacifique en Serbie, malgré les excitations russes. — Continuation de l'agitation en Angleterre au sujet de la question d'Orient et des atrocités turques. — Statistique des victimes. — Discours de M. Bright ; son jugement sur la guerre de Crimée et sur la situation présente. — Mandement très-sensé de l'évêque de Gap. — Les séances et les questions du congrès ouvrier à Paris. — La crise des banques à Lisbonne.

Les complications à propos des affaires d'Orient inspiraient une vive crainte dans toute l'Europe par suite de la continuation de la sympathie croissante de l'opinion russe en faveur des populations slaves, de la reprise des hostilités par les Serbes, à la fin de septembre, de leur nouvelle défaite et des difficultés d'arriver à une trêve ou à un armistice. Heureusement que le gouvernement turc, bien inspiré ou bien conseillé, se montre disposé à un armistice de plusieurs mois, pendant lesquels on pourra arriver à une nouvelle entente des puissances européennes, à un nouveau *modus vivendi* pour les provinces slaves et chrétiennes qui aspirent à une meilleure administration.

Le nouveau sultan s'est mis aux affaires avec un bon sens et une simplicité qui l'honorent et font bien augurer de son esprit et de son caractère. Il a été créé à Constantinople un conseil des réformes composé de trente musulmans et d'un nombre égal de chrétiens ; on élabore une constitution. Le gouvernement fait poursuivre les actes et les auteurs des massacres de la Bulgarie.

D'autre part, la sagesse semble revenir en Serbie. Les libéraux serbes craignent les autoritaires russes, et on a été médiocrement satisfait de voir le corps d'armée de Tcherniaïeff (général russe, comme on sait), qui compte des milliers de russes, proclamer le prince Milan roi de Serbie. Le gouvernement que préside toujours M. Ristich, belliqueux il y a quelques mois, bien calmé depuis, s'est empressé de déclarer qu'il n'était pour rien dans cette proclamation.

En Russie, l'empereur, paraît-il, a de la peine à résister à son entourage et à l'opinion publique qui, rêvant de la politique de Pierre I^{er}, demande qu'on aille en avant, et pousse à l'envoi des volontaires et des subsides à l'armée serbo-russe du prince Milan.

En Angleterre, l'agitation s'est continuée ; l'opinion politique a tenu à être positivement renseignée sur les massacres et les atrocités de la Bulgarie, des hommes de bonne volonté sont allés faire

une enquête sur les lieux mêmes (1), il s'est réuni des meetings, il a été prononcé des discours manifestes d'un côté par lord Derby et M. Disraéli, de l'autre par MM. Gladstone et Lowe, chefs de l'opposition. On demande la réunion des chambres. M. John Bright a prononcé, il y a quelques jours, au *Reform club* de Manchester, un discours dont nous croyons devoir reproduire un résumé, parce qu'il apprécie sensément les faits du passé et les difficultés de la situation présente.

M. Bright, après avoir parlé de la politique intérieure, rappelle qu'il y a vingt-deux ans, en 1834, il s'était prononcé sur la question de la guerre avec la Russie, contre le gouvernement et la majorité du pays, et que sa voix était restée sans écho. Il a toujours considéré et considère encore, avec Cobden, la guerre de Crimée comme une guerre inutile, impolitique et injuste. Le but de cette guerre était tellement extravagant que, lorsqu'on regarde en arrière, on peut à peine comprendre comment elle avait pu être acceptée si favorablement par le pays.

Les uns disaient que la Russie allait envahir l'Europe, d'autres qu'elle allait chasser l'Angleterre des Indes. Ces mauvaises raisons furent trouvées suffisantes par la masse. La guerre fut désastreuse, il faut l'avouer; 40,000 Anglais périrent, 100 millions de livres sterling furent dépensés, sans parler des pertes des autres nations. Quand la guerre fut finie, les charges militaires restèrent aussi lourdes, et la Turquie emprunta, sans les rendre, 100 autres millions de livres. — Elle n'a pas un cuirassé, pas un canon, pas un fusil, qui ne soit payé par les Anglais.

Néanmoins, malgré cela, on croyait par la guerre de Crimée avoir atteint un double but : réduction de la flotte russe dans la mer Noire et abolition du protectorat des Russes sur les chrétiens de la Turquie. Mais qu'est-il arrivé ? En 1870, pendant que la France était vaincue par l'Allemagne, la Russie déclara abrogée la clause du traité relative à la mer Noire et la Russie continue à protéger et à soutenir les chrétiens de

(1) Le *Daily-News* a publié un rapport de M. Schuyler, consul général d'Amérique, adressé au ministre d'Amérique à Constantinople, sur les barbaries commises en Bulgarie. Ce rapport confirme les plus horribles récits qui ont été faits sur ces cruautés. Les troupes régulières turques ont commis de nombreuses atrocités, 65 villages ont été brûlés. Dans trois districts, 15,000 personnes ont été tuées. Le rapport démontre que ces massacres n'étaient pas nécessaires pour supprimer l'insurrection. Les Bulgares n'ont pas provoqué les Turcs par des actes analogues.

M. Schuyler stigmatise le rapport du commissaire turc comme un tissu de mensonges.

Un rapport de M. Baring porte à 58 le nombre de villages brûlés, à 12,000 le nombre des victimes, dont 5,000 à Batak. Les chefs de ces brigandages sont Mahomet-Aga et Achmet-Aga.

Le rapport officiel de M. Elliot cache une partie de ces atrocités ; mais il n'en est pas moins effrayant.

Turquie. La protection russe est une réalité, tandis que le protectorat des six puissances, qui devaient remplacer la Russie dans cette mission, a été une honte. Les choses sont restées en l'état, le sultan sur son trône, et les chrétiens opprimés.

Depuis cette époque, le peuple anglais a beaucoup appris; il a reconnu que les idées mises en avant pour motiver la guerre de Crimée étaient insensées.

Mais que devons-nous faire, maintenant? Nous sommes enchaînés par le traité de 1856, et il n'est guère facile de savoir comment nous nous en débarrasserons; tout ce que nous savons, c'est que nous voudrions le déchirer en morceaux, en disant que nous avons été des insensés et que nous ne voulons pas continuer à l'être longtemps. Si nous ne pouvons déchirer le traité, pouvons-nous du moins suivre une autre politique? Certainement.

M. John Bright, après avoir insisté sur la nécessité de convoquer le Parlement, conclut en disant que le peuple anglais est résolu à ne plus dépenser son sang et son argent pour les Turcs et à abandonner l'empire ottoman à la destinée réservée par la Providence à la corruption, à la tyrannie et à l'injustice.

— La presse a mentionné sommairement une crise financière qui a éclaté en Portugal au mois d'août dernier.

Comme, depuis dix ou quinze ans, le commerce et l'industrie se sont beaucoup développés en Portugal, il était naturel que ce développement fût accompagné de la création de nouvelles banques et de nouveaux établissements financiers; mais, ainsi qu'il arrive le plus souvent dans de semblables circonstances, les institutions de crédit s'étaient multipliées trop rapidement et n'ont pas trouvé, dans les besoins réels du commerce et de l'industrie, un aliment suffisant. Ces institutions, au nombre de quarante, ne pouvant employer, dans de véritables opérations de banque, leur propre capital et les sommes déposées par leurs clients, se sont lancées dans d'autres sortes d'affaires, et ont fait des avances sur établissements industriels, sur valeurs mobilières, etc.

Le gouvernement portugais, pour conjurer la crise, a facilité à différentes banques des emprunts en Angleterre; d'après divers renseignements, la difficulté serait plutôt ajournée que résolue. Les journaux portugais se demandent quels seraient les moyens à employer pour éviter le retour de pareilles crises, et voici ce que propose le *Journal du commerce de Lisbonne*, un des principaux organes de la presse portugaise.

Premièrement, il y a lieu, pour certaines banques, de se fusionner en réduisant leur capital; et, pour d'autres, d'entrer franchement

en liquidation; en second lieu, il faut que tous, pouvoirs publics aussi bien que les particuliers, renoncent à réaliser en un jour, en un mois, en un an, ce qui, dans l'état des forces du pays, demanderait un long espace de temps. — Rien de plus sensé. Mais nous ne le suivrons plus dans sa troisième conclusion, quand il demande la création d'un grand établissement de crédit, d'un établissement national, dit-il, avec un capital assez important pour faire face aux éventualités comme celle qui vient de se produire. La banque de Portugal actuelle, en fusionnant avec cinq ou six des banques existantes, pourrait être le point de départ de cet établissement. En agissant ainsi, le Portugal emploierait le procédé qui a été généralement adopté en Europe et dont on cherche à se débarrasser. Espérons que les législateurs de ce pays seront mieux inspirés; le monopole et la réglementation n'ont pas empêché les crises en Angleterre, aux États-Unis, en Europe; car elles sont dans la nature des choses à la suite d'opérations aventurées.

— Pendant cette période de vacances parlementaires, deux choses ont particulièrement attiré l'attention publique en France : le mandement d'un évêque et le Congrès ouvrier.

Le mandement de M. Guilbert, évêque de Gap, est une leçon aux membres du clergé qui sèment l'agitation et nuisent à la sécurité, première condition de l'ordre économique. Il dit :

... Qu'on ne mêle pas le clergé et qu'il prenne garde lui-même de se laisser mêler aux tempêtes et aux orages politiques de notre temps. Il ne doit épouser aucun parti, parce qu'il se doit à tous les partis, aux partis vainqueurs comme aux partis vaincus, pour les rapprocher et les unir dans la concorde et dans la paix. Ce n'est qu'à cette condition qu'il peut efficacement exercer son action salutaire et accomplir la divine mission dont il est chargé.

Car, à une époque de divisions et de luttes telle que la nôtre, en présence de plusieurs régimes de gouvernement qui ont chacun leurs partisans passionnés, n'est-il pas évident que si, au nom de la religion, vous en proclamez un à l'exclusion des autres, vous soulevez infailliblement contre vous les partisans de ces derniers et, ce qui est bien plus déplorable, contre la religion elle-même.

Le prêtre, sans doute, comme tout citoyen, est parfaitement libre d'avoir individuellement son opinion politique, et personne n'a le droit de lui en faire un crime.

Il peut croire que telle forme gouvernementale convient mieux que telle autre au pays; il peut préférer la république à la monarchie, ou la monarchie à la république; il est libre également, mais toujours en dehors de son ministère, d'exprimer son opinion personnelle et de la

défendre comme telle, avec la prudence et la modération qui conviennent à sa dignité sacerdotale.

— En ce temps de chômage politique, la presse quotidienne a donné au Congrès ouvrier qui vient de se tenir à Paris, rue d'Arras, une plus grande place et une plus grande attention qu'elle ne l'eût fait à tout autre moment; cependant, cette réunion a présenté un véritable intérêt, et nous aurions été désolé que le gouvernement, mal conseillé, eût empêché, comme il en a été question, cette assemblée, à laquelle les organisateurs ont tenu à conserver un caractère de réunion privée et non politique.

Le Congrès s'est trouvé composé de 105 délégués des corporations syndicales ouvrières de France et de 255 délégués des chambres syndicales ouvrières de Paris; il s'est proposé de résoudre de nombreuses questions: sur le travail des femmes, les chambres syndicales ouvrières, la juridiction des prud'hommes, les contrats d'apprentissage, l'enseignement professionnel, la représentation directe du prolétariat au Parlement, les associations coopératives, les caisses de prévoyance et de retraite pour la vieillesse.

Nous soupçonnons les meneurs d'avoir surtout songé à la représentation et d'avoir cherché un moyen de se signaler aux voix ouvrières. Quoi qu'il en soit, malgré des niaiseries de détail, et cette naïve croyance qu'un congrès exclusivement composé d'ouvriers (ce qui n'est pas bien sûr) aurait un sacrement propre et des lumières supérieures à celles des « bourgeois, » nous sommes persuadé que cette assemblée a produit les meilleurs résultats. On a vu une réunion nombreuse d'ouvriers discutant paisiblement, et ne disant, au demeurant, pas plus de bêtises économiques que des gradués, des universitaires, des avocats, ou des chefs d'entreprise. On y a même remarqué quelques hommes sachant bien ce dont ils parlaient, et parlant avec bon sens et raison. En se séparant, les congressionnistes avaient certainement plus de lumières et moins d'illusions qu'en arrivant; et qu'ils l'avouent ou non, ils sont moins convaincus qu'il suffise de réunir des ouvriers pour obtenir que l'esprit saint descende sur eux, pour se mettre d'accord, pour comprendre les questions et trouver des solutions. C'est une leçon d'économie politique, contre laquelle ils ont été pourtant bien prévenus, que ces bons « citoyens ouvriers » se sont donnée à eux-mêmes. Ils sont certainement rentrés chez eux moins « socialistes » qu'ils n'en étaient sortis.

Paris, le 14 octobre 1876.

Jph. G.

Bibliographie économique

(PUBLICATIONS D'AOUT ET DE SEPTEMBRE 1876.)

Administration des lignes télégraphiques. Ministère de l'intérieur. Tarif général des dépêches, juillet 1876, in-4°, 219. Imp. nationale.

ANGLÈS. *Une des causes principales de la décadence des nations*; par un homme entièrement dévoué au bien de l'humanité. 15^e édition, nouvellement revue, corrigée et augmentée, in-8°, 45 p. Marseille, imp. Olive.

Annuaire général de l'industrie de l'éclairage et du chauffage par le gaz, par Emile Durand: 3^{me} année, 1876-1877, in-18, 246 p. Paris, 66, faubourg Montmartre.

Archives de la chambre de commerce de Roubaix, 1872-1875. Gr. in-8°, XIII 248 p. Roubaix, imp. Reboux.

Archives parlementaires, de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises sous la direction de MM. J. Mavidal et E. Laurent, — 2^e série 1800-1860. t. IV et V. (2 ventose an 11 à 15 ventose an 12). Tome XXXIII (13 juillet 1821 à 26 décembre 1821). Gr. in-8° à 2 colonnes, 2380 pages. Paul Dupont.

Assurance (l') financière, moyennant une prime unique de 6 fr. reconstitue un capital de 100 fr. dont le remboursement est assuré par le dépôt, dans un établissement public autorisé, de valeurs françaises garanties par l'Etat, in-12, 65 p. Bureaux, 63, rue de Provence.

Assurance sur la vie. Revue critique des objections qui lui sont opposées, in-8° 40 p. Anger.

AT (R. P.) *Saint-Joseph ou la question ouvrière d'après l'évangile*, in-12, XV 384 p. Tours, Cottier.

AYEN (d') *Les Publicistes américains et la constitution des Etats-Unis*. in-8°, 46 p. Douai et C^e.

BÉDARRIDE (J.). *Droit commercial*

Des chemins de fer au point de vue du transport des voyageurs et des marchandises, 2 vol. in-8°, 938 p. Marescq aîné.

BELLÉE. *Recherches sur l'instruction publique dans le département de la Sarthe*, avant et pendant la révolution. in-18 Jésus, 298 p. Le Mans imp. Monnoyer.

BELLOM. *Une campagne de trois années au service vicinal* du département de la Seine, 2^e édition. in-8°, 60 p. J. Boyer.

BENOIT. *Le crédit légal*, système de crédit et d'impôts reposant sur une base unique, in-8°, 30 p. Saint-Tropez, M. Marc Benoit.

BLANCHET. *Projet d'un canal interocéanique maritime, à grande section*, à travers le grand isthme américain, par le Nicaragua, pour unir l'Océan Atlantique et l'Océan pacifique, à l'aide du fleuve San-Juan; T. in-4°, 108 p. Bourges, imp. Jollet.

BLAY. *Revue commerciale* pour l'année 1875, in-4° à 2 col., 34 p. Saint-Denis réunion, imp. Drouet fils.

BLOCK. *Dictionnaire de l'administration française*, avec la collaboration de membres du conseil d'Etat, de la cour des comptes; etc. 2^e édition, entièrement refondue, augmentée et mise à jour, 6^e livraison in-8° à 2 col., 801-960 p. Berger-Levrault et C^e.

BOUCHOT. *Le Mont-de-Piété de Paris*, son rôle. In-8°, 36 p. Paris, imp. et lib. v^e Bouchard-Huzard.

BRAINE. *Rénovation du cadastre.* Observations sur le projet de loi concernant le renouvellement des opérations cadastrales, présenté par M. le ministre des finances à la chambre des députés le 23 mars 1876. In-8°, 67 p. Arras imp. de Sède et C^e.

BRIÈRE (l'abbé). *Quelques pensées sur la question moderne.* Gr. In-18,

XXX-88 p. Chartres, imp. Garrier.

Cahiers des Etats de Normandie sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV; documents relatifs à ces assemblées, recueillis et annotés par Ch. de Robillard et Beaurepaire, t. 1. (1618-1620.) In-8, 363 p. Rouen, lib. Métérie.

CAILLAUX. *Coup d'œil général sur les mines de la France.* In-8°, 36 p. imp. Arnous de Rivière et Ce.

Causeries sur le libre-échange, dédiée aux gens du monde. In-8°, 32 p. Lille, imp. Robbe.

CHANTERET (abbé). *Caractères du droit de cité à Rome et de la nationalité française*, comprenant l'examen de l'article 2 du traité de Francfort, 10 mai 1871, relativement au changement de nationalité des Alsaciens-Lorrains. In-8°, 510 p. lib. Mulot.

CHEVALIER (Michel). *La nouvelle dépréciation de l'argent.* In-8° 24 p. Imp. Quantin et Ce.

— *Le renouvellement des traités de commerce.* In-8°, 47 p. Paris, imp. A. Quantin.

CHIRAC. *La haute banque et les révolutions*, 4^e édit. In-18 Jésus, VIII 300 p. Amyot.

— *Les mystères du crédit. I. Le crédit foncier de France.* In-8° Jésus, 48-127 p. lib. Amyot.

CLIGNY (M. L.). *De l'éducation dans l'école.* Mémoire tendant à préciser ce que peut et doit faire l'instituteur, par quels moyens il accomplira le mieux cette partie de sa tâche. In-8° 32 p. Châlons sur Saône, Dejussieu.

Code de la pêche fluviale. Instructions pour les gardes-pêche. Instructions pratiques pour le repeuplement des cours d'eau. Ministère des travaux publics. In-8°, 1670. Imp. nationale.

Code des lois sur l'enregistrement, complété pour les années 1873, 1874 et 1876 par trois suppléments. In-8°, VIII-396. P. Dupont.

Comité international des Poids et mesures. Procès verbaux des séances de 1875-74. In-8° 132 p. Gauthier Villars.

CONSTANT. *Codes des théâtres*, à l'usage des directeurs, des artistes, etc. In-18 Jésus IV-575 p. Durand et Pedone-Lauriel.

CIOTARD. *L'utilisation et l'aménagement des eaux.* Rapport présenté à la section de génie rural de la Société des agriculteurs de France In-8°, 20 p. Donnaud.

COURCY (DE). *Question de droit maritime.* L'avarie commune et le fret après l'abandon en mer de l'épave. In-18, 43 p. lib. Anger.

CRESP et LAURIN. *Cours de droit maritime.* Mer, navires, hypothèque maritime, sociétés maritimes. gens de mer. In-8° XXIII-672 p. Marescq aîné.

DANET, BASTIEN et GARRIGOU-DÉSARÈNES (docteurs). *Des résultats de l'irrigation de la plaine de Gennevilliers par les eaux d'égout de la ville de Paris.* P. Dupont, In-4°, 34 pages.

De l'association en agriculture, ou moyen de lui procurer les trois éléments de prospérité qui lui manquent : 1^o les bras, 2^o les instruments perfectionnés à bon marché, 3^o le crédit; par un agriculteur. In-12, 14 p. Beauvais, imp. Père.

DEBIDOUR. *Des avantages de l'éducation commune.* Discours prononcé à la distribution des prix du lycée d'Angers. In-8°, 15 p. Angers, Bellevue et Dolbeau.

DELAISSEMENT. *De la loi sur le travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie* compte rendu d'une réunion de patrons et industriels de la ville de Toulouse, qui a eu lieu le 6 février 1876. In-8°, 40 p. Toulouse, imp. Douladoure.

DESPLANQUES. *Des inondations.* In-8°, 26 p. Beauvais imp. Laffineur.

DEVILLE (Amédée Sainte-Claire). *Du crime de piraterie.* Etude sur la loi du 10 avril 1825. In-8°, 68 p. Versailles, imp. Aubert.

DIDON (R. P.) *L'homme selon la science et la foi*, conférences. 2^e édition, augmentée d'une nouvelle préface. In-12, XV-311 p. Didier et Ce.

DOLIVIER. *L'agriculture et les Finances.* In-8° 245 p. Blériot.

DORGÉ (Eugène). *Études sociales. La charité et la prévoyance.* In-12, 139 p. Denné-Schmitz.

Douzième congrès des fabricants de

papier de France. 13 mai 1876. In-8°, 102 p. Bureaux du Moniteur de la papeterie.

Du CAMP. (Maxime). *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie* dans la seconde moitié du XIX^e siècle; 5^e édition. T. 1, 2, 3 et 4. In-18 Jésus, 1644 p. Hachette et C^e.

DUVERGER (T.). directeur des douanes en retraite. *Mon testament douanier*. Réforme administrative ; organisation militaire. In-8° 53 p. Dentu.

DYMONT (Jonathan). *La guerre au point de vue du christianisme et du bon sens*. Traduit de l'anglais avec une préface par M. Rosseew Saint-Hilaire. In-12, 98 p. Bonhoure et C.

Eléments de science sociale, ou religion physique, sexuelle et naturelle, par un docteur en médecine, 2^{me} édition, traduite d'après la 7^e édition anglaise, revue et corrigée par l'auteur. In-8° XIV-600 p. lib. Germer-Ballièvre.

Enquête parlementaire sur l'exploitation du monopole des tabacs et des poudres. In-4°, 1088 p. Imprimerie nationale.

ESTAINTOT (vicomte R. d'). *L'instruction primaire avant 1789*. In-8°, 30 p. Rouen, imp. Cagniard.

ESTERNO (d'). *Crédit de la petite culture*. Pétition adressée au Sénat. In-8° 35 p. P. Dupont.

FAURE-BIGUET. *Nos colonies* (n° 1). Géographie de la Nouvelle-Calédonie. Avec 5 cartes en chromo dressées par Lassailly frères. In-18 Jésus, XII-125 p. lib. Lassailly frères; Ghio.

FAUVETY (Charles). *La religion laïque* organe de régénération sociale. Gr. In-8° à 2 col. 16 p. Paris, imp. Fillion et C^e.

FILLETTE. *Essai sur l'organisation du travail*. In-8°, 128 p. Fillette.

Finances (les). *Egyptiennes et le crédit foncier*. In-8°, 15 p. Paris, imp. Schiller.

FLANDIN. *De la nécessité de réviser nos codes et de codifier nos lois administratives*. In-8°, 126 p. Lib. Marchal, Billard et C^e.

FOURNIER. *Etude sur les effets de la possession des meubles*. Thèse pour le doctorat. In-8°, 266 p. Noblet.

FROMONT. *Guide de l'enregistre-*

ment. Formalités à remplir par MM. les propriétaires, locataires, etc. In-8°, 16 p. L'auteur rue Richer, 34.

FUNKT-BRENTANO. *La civilisation et ses lois*. Morale sociale. In-8°, 433 p. Lib. Plon et C^e.

GARNIER (docteur). *Le droit au repos*, dédié par l'auteur à tous les travailleurs. In-8°, XII-63 p. Lyon, imp. Paris, les principaux libraires.

GAST (L.). *La législation étrangère sur la conservation des forêts*. In-8°, 18 p. à la Revue des eaux et forêts.

GAVARD. *La banque merveilleuse* rêve et réalité). In-12, 15 p. Anger.

GENEVOIS. *La vérité sur les finances égyptiennes et le crédit foncier de France*. In-8°, 19 p. lib. Ghio.

GERVAIS (Alexis). *L'impôt facultatif*. In-8° 16 p. L'auteur, 97, rue Richelieu.

GONBAREFF (Démétrius) *Renovation sociale* basée sur les lois de la nature. La force morale. In-8° 28 p. Ghio.

GUAY. *De la propriété littéraire*, dramatique et artistique dans les divers Etats de l'Amérique latine. Etudes de législation comparée, 1^{re} Mexique. In-8°, 20 p. Duchemin

GUERRER. *La mission des arts dans la société contemporaine*. Discours prononcés à la société des amis des arts d'Orléans. In-8°, 62 p. Orléans; Herluison.

Guide du porteur de titres, publié par le Conseiller financier, industriel et politique, Gazette des chemins de fer. In-12, 173 p. Paris, 13, rue Laffite.

HERRAN (Victor). *Notre marine marchande*. Causes de son infériorité, possibilité de la relever. In-8° 43 p. Giraud.

HERVÉ (Valère) *Devoirs sociaux du riche et du pauvre*. In-4°, 32 p. Poitiers, Oudin frères.

Indicateur (l') *des expéditions par grande et petite vitesse sur les chemins de fer*; 7^e année. Tarifs alphabétiques de ou pour Paris, avec carte. Gr. in-8° 96 p. A. Chaix et C^e.

JACOLLIOT. *La côte d'ivoire*. Le dernier des négriers, avec gravures. In-18 Jésus, 335 p. Lib. internationale.

— Voyage au pays des éléphants. Illustrations d'E. Yon. In-18 Jésus, 353 p. Dentu.

JOURDAIN (René). *Note sur le coût de la broche et le prix de revient des fils de coton en France et en Angleterre*. In-4°, 12 p. Saint Quentin, imp. Moureau.

JOYANT et DUMONT. *Etude pratique sur l'établissement et l'exploitation des chemins de fer à voie étroite de Lausanne à Echallens (Suisse) et de Turin à Rivoli (Italie)*. In-8°, 31 p. et 2 planches. Aug. Lemoine.

KELLER (DE). *De la procédure civile et des actions chez les Romains*. Traduit de l'allemand et précédé d'une introduction par Charles Capmas, professeur à la faculté de droit de Dijon. In-8°, XXXII-477 p. Lib. Thorin.

LE BÈGUE. *Traité des réparations (lois du bâtiment)*. Réparations locatives, gros entretien. Réparations usufruitières, grosses réparations, 2^e édition revue et augmentée. In-8° XII-162 p. Lib. Ducher et C^o.

LAMI. *De l'apprentissage et d'une caisse de retraite pour la classe ouvrière*. In-8° 16 p. Lib. Guillaumin.

LAVISSE. *La fondation de l'Université de Berlin*, à propos de la réforme de l'enseignement supérieur en France. Avec une note sur l'Université allemande de Strasbourg. In-8°, 48 p. lib. Hachette et C^o.

LE CORDIER. *Chemins de montagne*, nouveau mode de construction et d'exploitation des chemins de fer d'intérêt local. Rapport sur le projet d'une ligne à établir de Rouen à Bonsecours. In-8°, 40 p. Rouen, imp. Lapiere.

LEFÈBURE (Léon). *Les questions vitales*. In-8°, XCI-224 p. Plon et C^o.

LEJEUNE (Alph). *Assurances maritimes*. In-4° 24 p. Marseille, lith. Roucou.

— *Traité pratique des transports par chemins de fer, des opérations de douanes et de docks, à l'usage des négociants*. In-4°, 104 p. Marseille, ibidem.

LEJEUNE (Ern). *Les sciences pré-historiques devant leurs détracteurs*.

In-8° 56 p. Saint-Pierre-lès-Calais. imp. Lesguillon.

LÈQUES (L). *Les administrateurs militaires depuis les temps anciens jusqu'à nos jours*. Histoire et philosophie de l'institution. In-8° III-217 p. Tours, imp. Ribaudé et Chevallier.

LEROY (Paul). *Des consulats, des légations et des ambassades*. Etude d'histoire et de droit; 2^e édition. In-8° 251 p. Marescq aîné.

LEVASSEUR (Emile). *Rapport sur l'instruction primaire et secondaire à l'exposition de Vienne en 1873*. Conclusions. In-8°, 33 p. A Chaix et C^o.

LOIRET. *L'Exercice des raffineries*, ses conséquences commerciales et financières. In-8°, 16 p. Nantes, imp. Forest et Grimaud.

LUCAS (Ch). *Transformation de la colonie privée du Val d'Èvre et de son existence comme colonie publique*. In-8°, 60 p. Imp. Arnous de Rivière.

MAILLARD DE MARAFY (DE). *Le nouveau régime des marques de fabrique et de commerce en Allemagne*. Rapport à S. E. M. le ministre de l'agriculture et du commerce. In-8°, 55 p. Imp. Malteste et C^o.

MARJOLIN (Dr). *Les écoles techniques et professionnelles*. De leur influence sur le développement de l'instruction théorique et pratique des apprentis et l'amélioration de leur condition; avantages de l'enseignement professionnel donné simultanément avec l'instruction primaire. In-8° 50 p. A Chaix et C^o.

MAUNOIR (Ch). *Rapport sur les travaux de la société de géographie et sur les progrès des sciences géographiques pendant l'année 1876*. In-8°, 70 p. Paris, imp. Martinet.

MAZAROS. *La revanche de la France par le travail*. Résumé général. Les familles du travail et des intérêts d'après l'Evangile. In-8°, 175 p. Guillaumin et C^o.

MAZIÈRE. *L'Industrie de la savonnerie à Marseille*, étude locale. In-8°, 98 p. Marseille, imp. Olive.

Mémoires publiés par la société centrale d'agriculture de France. Année 1875. In-8°, 474 p. Lib. M^o Bouchard-Huzard.

MICHEL. *Le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, son origine, ses limites, son mode d'application.* In-8°, 49 p. Lyon, imp. Mougin-Rusand.

MOFRAS (DE). *La justice civile en Europe. Le comité de législation étrangère.* In-8°, 12 p. Paris imp. Brière.

MORANDIÈRE (Jules). *Note sur la construction et l'exploitation de divers chemins de fer secondaires.* In-8°, 56 p. Eug. Lacroix.

MORET. *De l'unification du tarif des huissiers.* In-8°, 14 p. Lib. Chérie.

NIEL (O). *Géographie de l'Algérie; 2^e édition, tome 1. Géographie physique, agricole, industrielle et commerciale.* In-8°, 377 p. Bône, Legendre.

PECY (Felix). *Simple réflexions à propos de l'impôt.* Paul Ritti.

PENTHER. *Traité pratique sur le service des timbres des connaissances créés par la loi du 30 mars 1872, etc.* In-4°, 143 p. Marseille, Imp. Samat.

PÉRIDON. *Les finances égyptiennes. L'unification de la dette et ses garanties.* In-8°; 191 p. Limoges, imp. P. Dupont.

PHILASTRE. *Etudes sur le droit annamite et chinois. Le code annamite.* Nouvelle traduction complète, comprenant les commentaires officiels du code, traduits pour la première fois; de nombreuses annotations extraites des commentaires du code chinois; des renseignements relatifs à l'histoire du droit tirés de plusieurs ouvrages chinois; des explications et des renvois. T. 2, Gr. In-8°, 759 p. Leroux.

PICARD. *Du prêt à intérêt en droit romain, ancien droit, et en droit français.* In-8°, 208 p. Pichon.

PIOLET. *De l'obligation alimentaire sous le droit romain, le droit coutumier et le code civil. Thèse pour le doctorat.* In-8°, 261 p. Douai, Crépin.

Plaidoyer en faveur du divorce, par une femme. In-32, 33 p. Dentu.

POITRAT. *Supplément du guide pratique de la méthode française du haut commerce pour l'introduction*

de deux précieuses découvertes insinuées dans les comptes des débiteurs et créiteurs, dont l'un appelé réel particulier et l'autre en compte particulier. In-8°, 20 p. Paris, imp. Barthier.

Positivisme (le) et l'économie politique; 3^e édition, augmentée de notes et d'un avertissement. In-32, 88 p. Ritti.

PUTON. *Question de droit forestier.* In-8° 20 p. Paris imp. Hennuyer.

RAMBOURG. *Manuel de l'employé d'octroi. Guide pratique à l'usage des préposés, des administrations municipales, des conseillers municipaux et des commerçants.* 3^e édition In-8, 399 p. Charleville, imp. Devin et Co.

Rapport d'ensemble de la délégation ouvrière française à l'exposition universelle de Vienne, 1873. In-8°, XII-654 p. V^e A. Morel et Co.

RASSE (de). *La République orientale de l'Uruguay.* In-8°, 27 p. Paris imp. A. Chaix et Co.

Reboisement des montagnes. Exécution des lois du 28 juillet 1860 et du 8 juin 1864. Compte-rendu des travaux de 1869 à 1874. Direction générale des forêts. In-4°, XII-810 p. Imp. nationale.

REBOUL (Eugène) *L'art de s'enrichir; philosophie populaire de l'épargne.* In-18, 23 p. Anger.

Recueil des traités, conventions, lois, décrets et autres actes relatifs à la paix avec l'Allemagne. III. Documents complémentaires concernant les lois d'indemnité. Mars 1871 à juin 1876. In-8, xv-724 p. Imp. Nationale.

RENAULD. *Le bien-être pour tous. L'homme n'a de valeur que par le bien qu'il fait.* In-4°, à 2 col, 8 p. L'auteur, 10, quai du Louvre.

Réorganisation générale de la Turquie. Projet d'une compagnie orientale. In-8°, 29 p. Lib. Ghio.

RICHARD. *Les assurances sur la vie. L'homme est un capital.* In-32, 16 p. Derénne.

ROUSSEAU. *Révision de la loi sur les sociétés commerciales.* In-8°, 16 p. Meaux, imp. Boucher.

SAINT-ALBIN (DE). *L'Ouvrier dans la société chrétienne.* In-32, xi-108 p. Oudin frères.

SALET (Dr). *Mémoire sur l'avant-projet de dérivation des eaux d'égout de la Ville de Paris*. In-8°, 51 p. Saint-Germain-en-Laye, imp. et lib. Lancelin.

SAUVAGE (abbé). *Harfleur au xiv^e siècle*, son commerce et son industrie. In-8°, 70 p. Dieppe, imp. Leprêtre et C^e.

SCHUTZENBERGER. *De la réforme de l'enseignement supérieur et des libertés universitaires*. 2^e édit. in-8°, 131 p. G. Masson.

Séance publique annuelle de la Société centrale d'agriculture de France, tenue le dimanche 18 juin 1876. Discours de M. Delesse, Hervé-Mangon, Moll, Tassy, Reynal. In-8°, 176 p. V^e Bouchard-Huzard.

SÉGÉRAL. *Code pratique de la justice de paix*, avec un formulaire complet et méthodique de tous les actes qui dépendent de leur juridiction. 3^e édition, augmentée. In-8°, xviii-598 p. Bordeaux, imp. Lamarque; l'auteur.

SEGESSER (DE). *La lutte civilisatrice* (der Kultur Kampf). Traduit de l'allemand par M^{me} C. de Mandat-Grancey. In-12, xii-235 p. Doniol et C^e.

TALVANDE. *Question des sucres*. Etude sur les causes des pertes du Trésor sous la législation actuelle et sur le moyen d'y porter remède. In-8°, 14 p. Nantes, imp. Malnoe.

TASSIGNY (DE). *Les incendies*, moyens de les prévenir et de les combattre. Organisation du corps de sapeurs-pompiers. In-8°, 37 p. Reims, imp. Dufour et Keller.

TISSOT. *Le commerce*, sa nature, ses agents, ses institutions et ses

documents. In-18 jésus, vii-91 p. P. Dupont.

Trésor (le) public et le monopole des allumettes. In-8°, 44 p. Bureaux du Journal de la Réforme financière. Tous les libraires.

Une question de courtage maritime sur le droit de traduction et l'indivisibilité des opérations de la conduite des navires. In-8°, 43 p. Bordeaux, imp. Lamarque.

VAISSE (Jean-Louis). *L'Avenir!... Dieu protège la France!!!* Discours de clôture écrit à l'occasion des conférences publiques sur l'économie sociale, faites à la salle des Illustres, au Capitole, les 5, 7, 10, 12, 4 et 17 mai 1875. In-8°, 192 p., lib. Sandoz et Fischbacher.

— *Notions élémentaires d'économie sociale*. Publication démocratique composée pour les travailleurs et à l'usage des écoles communales des deux sexes. In-8°, 110 p. Sandoz et Fischbacher.

VINGTAIN. *Examen des projets de loi relatifs à une nouvelle évaluation des revenus fonciers* dans toute la France et à une révision facultative du cadastre dans les départements, présenté par M. le ministre des finances à la Chambre des députés dans la séance du 23 mars 1876. Rapport au conseil de la Société des agriculteurs de France. In-8°, 18 p. Au siège de la Société.

YVERNÈS. *Statistique internationale. L'Administration de la justice civile et commerciale en Europe*. Législation et statistique. In-4°, xlvii-631 p. Imp. Nationale.

ZACCONE (P.), capitaine, chef de bureau arabe. *Le commerce du Sud*. In-8°, 80 p. Challamel aîné.

Le Gérant : PAUL BRISSOT-THIVARS.

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

LES CINQ ACADÉMIES

CE QU'ELLES ONT ÉTÉ ET CE QU'ELLES SONT DEVENUES ¹

Messieurs, lorsque nos règlements ont établi que l'Institut se réunirait en séance publique le jour anniversaire de sa fondation, ils lui ont imposé la nécessité de parler de lui-même et de son histoire. Vous connaissiez donc par avance le sujet de ce discours. C'est toujours une étude très-intéressante d'examiner le passé d'une institution, l'idée qu'avaient ceux qui l'ont fondée, l'idée qu'elle avait d'elle, ce qui l'a emporté à la fin. En ce qui concerne les Académies, on ne peut ici qu'indiquer, mais il vaudrait la peine d'étudier par quel curieux travail de leur instinct et des événements elles sont arrivées à se constituer dans l'état où elles sont aujourd'hui.

Il est difficile de croire que Richelieu ait créé l'Académie française, comme Dieu a créé l'homme, pour être libre. L'excellent Malesherbes est allé plus loin. Il disait en 1775 : « Rendons justice
« aux vues profondes de votre fondateur. Quand ce ministre, dont
« toutes les pensées étaient celles d'un homme d'État, conçut le
« projet de créer en France un corps littéraire, croyons qu'il avait
« prévu jusqu'où s'étendrait un jour l'empire des lettres dans la
« nation qu'il avait entrepris d'éclairer ». C'était s'aventurer beaucoup que de faire de Richelieu un philosophe et un libéral. Il l'était au même degré que Napoléon, cet autre génie impérieux. Tous les

(1) Discours d'ouverture de la séance publique annuelle de l'Institut, du mercredi 25 octobre 1876 par M. Bersot, président annuel.

deux entendaient créer des instruments d'État, établir un régime où les Académies gouverneraient les lettres, les sciences et les arts, et où ils gouverneraient les Académies; ils ne voulaient pas précisément éclairer la nation, ainsi qu'on parlait en 1775, ils voulaient l'illustrer, comme une part de leur gloire. C'est dans cette double vue, d'autorité personnelle et d'illustration nationale, que Louis XIV fonda l'Académie des sciences et l'Académie des beaux-arts. Il comprenait ses intérêts plus étroitement quand il fondait l'Académie des médailles, devenue depuis l'Académie des inscriptions et belles-lettres, destinée à perpétuer l'histoire de son règne par des médailles, à inventer des inscriptions et des devises pour les monuments et les fêtes, et qu'il disait : « Vous pouvez juger, Messieurs, de l'estime que je fais de vous, puisque je vous confie la chose du monde qui m'est la plus précieuse, qui est ma gloire. » La Convention, dans sa prédilection pour l'Académie des sciences, songeait surtout à l'utilité qu'elle pourrait en retirer dans la guerre qu'elle soutenait contre l'Europe; elle songeait aussi à l'unité des poids et mesures; l'utilité, quelque grande qu'elle fût, ne pouvait la contenter. Préoccupée d'idées universelles, possédée par les abstractions, elle avait dans l'œil d'autres proportions que les proportions ordinaires; mais elle rencontrait quelquefois heureusement la simple grandeur, comme il lui arriva quand elle eut la pensée de réaliser l'unité des sciences, des lettres et des arts dans un corps unique.

La première Académie qui exista ne tarda pas à avoir l'occasion de se reconnaître. Elle ne désirait pas autant de pouvoir qu'on désirait lui en donner, et savait bien que, pour les productions littéraires, le goût et la langue, le public aussi prétend être juge, et qu'il faut le traiter avec ménagement. Pressée par le ministre d'examiner *le Cid*, elle se prêta difficilement à faire la critique qu'il lui demandait et la fit avec modération; elle témoigna la sorte d'obéissance qui prévient des demandes nouvelles. Malgré la prescription de ses statuts, elle eut aussi la prudence de ne rédiger ni une rhétorique ni une poétique, et fonda la grammaire dans son dictionnaire; dans ce dictionnaire même, elle ne prétendit point fixer la langue; elle se borna à distinguer ce qui lui paraissait conforme ou contraire au génie de cette langue, le bon ou le mauvais usage, et y reçut des mots comme elle reçoit dans son sein des hommes qu'elle n'a pas faits. Lorsque Napoléon le réorganisa sous le nom de classe de la langue et de la littérature françaises, il inséra bien dans un article des statuts qu'elle ferait, « sous le rapport de la langue, l'examen des ouvrages importants de littéra-

« ture, d'histoire et de sciences » ; mais cet article devait rester inappliqué.

Un article du statut primitif, plus discret, portait que si l'Académie examinait des ouvrages de personnes étrangères, « elle donnerait seulement ses avis, sans en faire aucune censure et sans en donner l'approbation » ; seulement, on avait oublié d'ajouter un petit commentaire, pour expliquer comment il est possible de donner un avis qui ne soit ni une censure ni une approbation. Un règlement qui dormit toujours, fut celui qui invitait les membres à juger réciproquement leurs ouvrages. C'est, en effet, beaucoup de demander à des écrivains de se critiquer les uns les autres et de vivre ensemble. Si l'Académie avait obéi à l'invitation qui lui était faite, elle n'aurait pas duré longtemps. L'urbanité a prévalu, qui veut que l'on soit content des ouvrages de ceux avec qui on doit vivre, afin de se rencontrer avec plaisir ; on a réservé deux jours à la vérité : le jour où l'on reçoit un confrère et celui où on le remplace.

L'Académie des sciences et l'Académie des beaux-arts n'ont pas eu à passer par ces difficultés pour prendre leur forme propre. L'Académie des sciences a toujours eu la liberté de juger des questions qui se tranchent par un raisonnement abstrait ou par un fait positif. A la mort de Louis XIV, des membres de l'Académie des beaux-arts ont été privés des commandes du prince, mais l'Académie elle-même a grandement gagné à quitter la décoration pour l'art, à qui elle a été fidèle. Un changement inouï est celui qu'a subi l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Quelle étonnante transformation, depuis le moment où le roi la chargea de consacrer par des médailles les faits de son règne et de composer des inscriptions et des devises pour les monuments et les fêtes ! Par quelle ironie des mots elle a, en gardant son nom, passé des inscriptions royales aux inscriptions antiques, pour lesquelles elle était faite, sans le savoir ! Par quels progrès elle a passé, ne demandant d'abord à ces inscriptions antiques que des modèles du style lapidaire, pour son propre usage, jusqu'à ce qu'elle y vît ce qui y est : des témoignages historiques de la plus haute valeur ! Ces belles-lettres, aussi, dont l'étude ne fut, au début, qu'une lecture admirative des auteurs grecs et latins, une douteuse rhétorique, devaient devenir, avec le temps, la restitution et l'interprétation des textes et, par là, la restitution de la vie des peuples anciens. L'antiquité, à son tour, s'étendit à l'Orient et au moyen âge ; le champ des recherches fut fixé. Quant à l'esprit qu'on apporta dans ces recherches, combien il se modifia avec les années ! Avec quelle timidité, quelle terreur des opinions reçues en histoire, en reli-

gion, en politique, on procéda d'abord ! Quelle émancipation de l'esprit scientifique, depuis le jour où l'on encourait l'exclusion et la Bastille pour avoir parlé comme on pensait de la fondation de Rome et de l'établissement des Francs en Gaule, jusqu'au jour où la critique s'est librement exercée, sans autre préoccupation que celle de l'erreur et de la vérité !

Toutes les Académies, les unes plus tôt, les autres plus tard, sont donc parvenues à se constituer et à prendre leur forme naturelle. Diverses dans leur objet, elles ont ce caractère commun de n'avoir plus qu'une autorité d'opinion, celle que le public leur accorde, et qu'il faut constamment mériter. Leur influence, elles n'ont rien de plus, est tout indéterminée : la pente des élections, le choix des sujets de prix, le choix des ouvrages couronnés, les Rapports qui expliquent les préférences et n'ont pas l'immutabilité d'un traité, les travaux collectifs, les travaux personnels, les bons conseils et, s'il se peut, les bons exemples ; des séances comme celle-ci, où nous retrouvons le public familial qui veut bien se contenter de nos plaisirs sérieux.

Une histoire encore plus instructive que celle des changements survenus dans l'intérieur des Académies, leurs travaux et leur esprit, est l'histoire des entreprises qui ont été faites pour régler leur nombre, supprimer tantôt l'une, tantôt l'autre, selon les temps. La Révolution avait trouvé quatre classes en activité, la Convention les détruisit, puis les refondit en trois classes. La première représentait l'ancienne Académie des sciences, la deuxième la nouvelle Académie des sciences morales et politiques ; dans la troisième, l'Académie française disparaissait sous le nom de section de grammaire et de poésie et se confondait avec deux autres sections, qui représentaient plus ou moins clairement l'Académie des inscriptions et belles-lettres et celle des beaux-arts. Le premier Consul distingua les trois classes que la Convention avait confondues, sans oser rétablir les titres vrais. L'Académie française ne fut que la classe de la langue et de la littérature françaises, l'Académie des inscriptions et belles-lettres fut la classe d'histoire et de littérature anciennes, qui pouvait s'occuper des sciences morales et politiques « dans leur rapport avec l'histoire ». L'Académie des sciences morales et politiques disparut. La Restauration, en maintenant l'exclusion précédente, rendit aux autres classes les noms consacrés qu'elles ont gardés depuis. La révolution de 1830 a rétabli l'Académie des sciences morales et politiques.

Comme l'instinct de chaque gouvernement se montre à nu dans ces opérations ! La Convention tenait peu à l'Académie des inscriptions, occupée d'objets peu présents, ou plutôt, qu'elle l'ignorait ; elle

n'aimait point l'Académie française, qu'elle regardait comme un luxe, un vain ornement d'un régime détesté, qui ne devait plus reparaitre dans une société régénérée. Tout gouvernement a le désir plus ou moins avoué de refaire le monde à nouveau, et que désormais tout date de lui ; jamais gouvernement ne dut croire ce désir plus légitime que la Convention, entourée des ruines du passé. Absorbée par la pensée de refondre la société et le genre humain, elle méprisait les frivolités qui avaient charmé la légèreté de l'ancien régime ; elle repoussait tout ce qui troublait son rêve ardent. Elle voulait donc supprimer sans retour l'Académie française ; elle n'y a pas réussi. Après la crise passée, la vie a repris, toutes les élégances sont revenues et, parmi elles, ce goût du bien dire, qui est une des vives et durables passions de ce pays.

Il n'y a pas à s'étonner que Napoléon ait supprimé l'Académie des sciences morales et politiques, peuplée de ce qu'il appelait des idéologues. Il s'entendait quand il parlait ainsi. Si les philosophes s'étaient contentés d'analyser et de faire de la métaphysique, il leur aurait aisément pardonné ces occupations innocentes, et il lui aurait plu que toute la France s'y livrât ; mais il ne pouvait souffrir qu'ils vinssent sur son terrain, qu'ils s'occupassent de la bonté des gouvernements et du bonheur des nations ; il savait aussi que, lorsqu'on traite de l'homme, il est difficile qu'on n'en arrive pas là. La Restauration partagea ses antipathies et ses craintes.

Quand on considère ces révolutions, on ne peut s'empêcher de réfléchir. Qu'a-t-il servi à la Convention de supprimer l'Académie française, au premier Consul et à la Restauration de supprimer l'Académie des sciences morales et politiques et, quand on ne supprimait pas formellement, de changer les places et les noms, pour ôter à des compagnies la conscience d'elles-mêmes et pour dépayser le public ? On a beau faire, en rayant ou changeant les noms, on ne raye pas et on ne change pas les choses ; en les mêlant avec d'autres, on n'empêche pas qu'elles soient distinctes ; malgré ces artifices, elles savent qu'elles sont et ce qu'elles sont, elles se reconnaissent sous ces fausses étiquettes et on les reconnaît, si bien qu'un jour on en finit avec ce jeu d'enfants, qu'on leur rend leur être et leur nom. Il eût mieux valu commencer par là.

Les gouvernements ont sagement renoncé à ces entreprises et ont livré les Académies à leur liberté. Tout ce qui, à diverses époques, avait marqué leur intervention : nomination directe de certains membres, droit d'exclusion ou d'ajournement, choix sur une liste de candidats, choix des présidents et des secrétaires, recommandations trop fortes pour n'être pas des ordres, interdiction de prononcer des discours, tous ces privilèges ont peu à peu

disparu ; il ne reste plus du passé que l'approbation donnée par le chef de l'Etat aux élections académiques, approbation qui est un honneur pour l'Institut et associe ses actes à ceux de la puissance publique.

Voilà, Messieurs, le récit imparfait des changements par lesquels l'Institut a passé. Ces changements ne sont, à vrai dire, que des tâtonnements, pour arriver à un état où l'on se repose. L'Institut est un, mais il est aussi très-varié ; chaque classe y a son régime. Division en sections, admission de correspondants, de membres libres et d'associés étrangers, élections, nomination du président ; de l'une à l'autre, ce sont d'autres usages. Ajoutons que chacun est content du régime qu'il a sans prétendre l'imposer à son voisin. Toute autorité est élective ; on la reçoit avec honneur et on la quitte avec reconnaissance ; on ne hait pas son successeur. Rien n'est perpétuel que les secrétaires perpétuels ; encore y en a-t-il qui, se défiant trop modestement de leurs forces, résignent leurs fonctions ; qui, comme notre confrère M. Naudet, donnent leur démission en 1860, sous prétexte qu'il sont nés en 1786. Ils prétendent qu'ils vieillissent, mais on ne les croit pas.

On n'a pas l'intention de représenter ces Compagnies comme des sociétés idéales, où il ne subsiste plus rien des contradictions d'opinions qui existent ailleurs ; il serait facile d'y retrouver toute la variété des opinions religieuses et politiques qui est dans la société, car on se rencontre ici de tous les points de l'horizon ; mais, tandis que le monde est en proie à ces divisions, aux passions contraires, que se disputent la vie et la mort, c'est une sérieuse jouissance de s'élever au-dessus de ces querelles, de ne voir dans des hommes que leur mérite, de les estimer, de les rechercher pour cela, de travailler avec eux à quelque chose qui durera quand les haines et ceux qui les portaient ne seront plus : la science, l'art, la bonne renommée de la nation. L'unité n'est pas nécessaire, l'union suffit. On a quelquefois mal conseillé les Académies, quand on les a invitées à poursuivre cette unité, à se recruter uniquement dans des opinions identiques à celles qui dominent chez elles. Lorsqu'elles l'ont essayé, elles ont été vite averties par l'opinion publique et par leur propre conscience du danger qu'elles couraient en éloignant les hommes dont le mérite les inquiète. La seule orthodoxie est le talent.

A défaut de l'identité chimérique et périlleuse des opinions, un même sentiment est ici partout : c'est, malgré l'attache particulière à une seule classe, qui est la loi ordinaire, l'union avec tout le corps, la conviction que toutes ses parties sont également nécessaires. Tout le monde, au dehors, n'a pas ce sentiment. Avec la

passion des recherches savantes qui est aujourd'hui dans certains esprits, ils ne garderaient volontiers que les études qui s'y prêtent, les sciences exactes ou d'érudition, et négligeraient le reste. Or, ce reste n'est pas moins que la somme des idées morales dont vivent la philosophie et les lettres. Messieurs, admirons les découvertes des sciences abstraites et naturelles, et de l'érudition : ce n'est pas ici qu'elles ont besoin d'être défendues ; mais ne méprisons pas les idées morales, parce qu'elles ne portent pas ce caractère étonnant de l'invention, qu'elles semblent appartenir à tout le monde et ne se soumettent pas d'ailleurs à la rigueur du calcul. Non, elles n'appartiennent pas à tout le monde ; elles appartiennent à celui qui le premier les comprend et les explique : puis, une fois créées, elles s'échappent, elles sont portées par les vents dans tous les pays, elles se mêlent à l'air qu'on respire, elles font naître dans les âmes des réflexions et des mouvements inconnus, elles désorganisent les institutions vieilles, elles excitent sous terre les germes des institutions nouvelles, elles changent la vie humaine : elles sont la Renaissance, et portent les noms de Rabelais et de Montaigne ; deux cents ans plus tard, elles portent les noms de Montesquieu, de Rousseau, de Voltaire, et sont l'esprit de 39. La France a toujours été la maîtresse des idées morales, toujours aussi elle a été éprise de la raison. On se trompe si l'on croit qu'elle puisse enseigner autre chose.

C'est également une pensée malheureuse de ne nous permettre de lutter contre les nations étrangères que sur le terrain neutre et international de la science, en abandonnant ce qui nous est propre, et où nous excellons. N'est-ce rien, par exemple, que l'art de la composition et la parfaite clarté, qui font qu'on se comprend et qu'on est compris ? Et ne faut-il pas nous inviter à ne pas perdre ces qualités, qui sont bien nôtres ? Et notre langue est bien française et mérite sans doute de nous être comptée pour quelque chose dans le concours entre les nations, elle mérite bien qu'on la recommande à ceux qui la parlent, pour qu'ils l'aiment et la respectent, et en soient fiers devant l'étranger. Elle ne dit pas d'abord ce qu'elle est ; elle semble roide dans son allure, elle n'a pas la couleur et la sonorité de certaines langues, une richesse un peu banale, qu'on jette sur tout et qui trompe sur la qualité des choses ; chez elle, le mouvement, le son et l'éclat ne sont, pour ainsi dire, que le mouvement, le son et l'éclat des pensées mêmes ; elle est ce que l'écrivain la fait, ou plutôt elle est ce qu'il est, s'empreint de son génie et de sa passion ; elle est à la fois de Racine et de Corneille, de La Rochefaucauld et de La Fontaine, de Voltaire, de Rousseau, de Sévigné, de Fénelon, de Pascal, de Bossuet ; ne résistant

qu'à ceux qui risquent d'altérer sa clarté ou qui prétendent forcer son incomparable justesse.

Elle a suffi à une littérature qui, depuis la *Chanson de Roland* jusqu'aujourd'hui, compte huit cents ans ; elle a donné le xvi^e, le xvii^e, le xviii^e, le xix^e siècle, qui, après avoir fourni (on ne peut parler que des morts) des poètes comme Alfred de Musset et Lamartine, des prosateurs comme Châteaubriand, Mme de Staël, Georges Sand, n'est ni achevé, ni épuisé ; elle vaut la peine qu'on ne laisse pas périr, faute de les comprendre, les chefs-d'œuvre qu'elle a produits. Soyons modestes chacun pour nous ; ne le soyons pas, nous n'en avons pas le droit, pour notre nation ; ne faisons pas bon marché d'une possession qui n'a d'égale nulle part. La patrie est aussi là.

ERNEST BERSOT,

Président de l'Académie des Sciences morales et politiques.

CONCOURS RELATIF

AU

MOUVEMENT DE LA POPULATION ¹

I.

L'Académie des Sciences morales et politiques avait mis au concours pour 1874 et pour un prix du Budget, la question suivante, proposée par la section d'économie politique :

« Étudier les mouvements de la population et constater les causes dont ils subissent l'influence.

« Signaler ce que ces causes peuvent avoir d'accidentel ou de normal et régulier, et montrer dans quelle mesure et comment chacune d'elles opère.

« Rechercher à quels motifs sont dus les déplacements de population dans l'intérieur d'un même État et en indiquer les effets. »

Trois mémoires ont été envoyés au secrétariat de l'Institut et tous les trois ont été jugés dignes d'une récompense, ainsi que cela a été exposé dans une précédente séance, par MM. Hippolyte Passy et Joseph Garnier. L'Académie se rappelle qu'à l'aide d'un virement de 2,500 fr. sur les 5,000 fr. du prix des climats qui n'a pas été décerné, elle a voté, conformément à l'avis de la section

(1) Rapport fait à l'Académie des Sciences morales et politiques au nom de la section d'économie politique.

d'économie politique, un premier prix de 2,500 fr. à M. Antony Roulliet, avocat, ancien conseiller de préfecture; un deuxième prix de 1,000 fr. à M. le docteur Bertillon, un des vice-présidents de la Société de Statistique; et un troisième prix de 500 fr. à M. Raoul Calary, avocat, à Paris.

La section d'économie politique m'a chargé d'ajouter à ce rapport verbal, donnant une appréciation générale des mémoires, une analyse spéciale de chacun d'eux, et c'est de ce devoir dont je vais m'acquitter, en suivant l'ordre de mérite reconnu, dans ce compte-rendu qui n'a pas été lu en section et qui est mon œuvre personnelle.

II.

Le mémoire de M. Roulliet, déposé sous le n° 1, portait pour épigraphe ces mots tirés du Livre de la Sagesse: « Dieu a tout « disposé avec nombre, poids et mesure. » C'est un travail considérable, de 2,400 pages in-4°, contenant la matière de 2 très-forts volumes in-8°.

Un quart de ce manuscrit considérable est consacré à une introduction, comprenant une notice historique, des considérations générales sur la statistique, des développements sur les recensements et sur la population du globe détaillée pour tous les pays des cinq parties du monde, dans son ensemble d'abord, ensuite par sexe, par âge et par état civil. — Dans cette introduction, qui est à elle seule un assez gros ouvrage, l'auteur rapporte une grande quantité de chiffres disposés en tableaux, et on voit qu'il a consulté et dépouillé la plupart des documents qui pouvaient le renseigner.

L'auteur divise ensuite son sujet en trois parties: 1° Les causes normales et régulières qui influent sur les mouvements de la population; 2° les causes accidentelles; 3° les déplacements de la population à l'intérieur d'un même État; en comprenant dans cette troisième partie des recherches qui auraient pu constituer une 4° et 5° partie, savoir: l'influence de l'accroissement ou de la diminution de la population, dans les pays et dans les villes.

Il classe dans les causes normales et régulières qui influent sur les mouvements de la population: les influences atmosphériques et « telluriques, » — celles des saisons, — des climats, — des races, — des cultes, — des faits économiques, — de la densité de la population, — des lois politiques, — des lois sur le mariage, — des mesures législatives et des usages concernant les nouveau-nés, — des lois concernant le recrutement.

Il classe dans les causes accidentelles qui influent sur les mouvements de la population et qu'il traite dans la 2^e partie : les famines et les disettes, — les guerres, — l'agriculture, — le séjour des villes et l'abandon des campagnes, — l'alimentation, — l'hygiène publique, — les salaires, — les professions, — la misère, — l'aisance, — l'industrie, — le célibat, — les épidémies — et aussi l'émigration et l'immigration.

Indépendamment de cette série de causes qu'il appelle normales et régulières, et de cette autre série de causes accidentelles, influant sur le mouvement de la population, il passe en revue quelques autres causes qu'il dit également accidentelles, telles que la licence des mœurs, la prostitution, le concubinage, la vaccine.

Dans la troisième partie, pour apprécier les déplacements de la population à l'intérieur d'un même État, il examine l'influence de l'industrie, l'influence des grands travaux publics (chemins de fer, canaux, etc.), l'influence de l'accroissement ou de la diminution de la population en général, de l'accroissement ou de la diminution de la population des villes.

Mais pour ces dernières influences, les recherches portent sur un moins grand nombre de pays. Il en est de même pour les villes, seulement au nombre de 9 pour la France, de 3 pour l'Angleterre, de 6 pour l'Allemagne, de 5 pour les États-Unis, de 4 pour la Belgique, de 3 pour la Russie, de 2 pour l'Espagne, de 1 (la capitale) pour l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Norvège et la Suisse (Genève).

La plupart de ces divers sujets lui ont fourni la matière d'une série de monographies complètes, quelques-unes très-étendues, l'émigration, par exemple.

L'auteur est sobre d'aperçus théoriques ; mais on voit qu'il a voulu faire une enquête statistique, universelle et comparée.

L'ouvrage renferme, combinés avec le texte, un très-grand nombre de tableaux, qui occupent plus de 600 pages, un quart du manuscrit.

Ce mémoire qui a nécessité un très-long travail, a été mis au premier rang par la section, tant à cause de son étendue et du grand nombre des recherches, que de l'érudition statistique dont il est la preuve, ainsi que des soins persévérants que l'auteur a consacrés à son œuvre.

III

Le mémoire classé au deuxième rang, et qui porte le numéro 3, est plus difficile à analyser et à caractériser.

Fidèle à sa devise : *Oculus monstrare quod est demonstrandum*,

L'auteur accompagne les cahiers dont il se compose, 186 pages grand in-4°, de 14 cartes et de 3 tableaux, non compris 3 tableaux qui sont combinés avec le texte.

Ce travail de M. le docteur Bertillon, qui atteste une profonde connaissance des chiffres relatifs à la population, est une composition doctrinale.

L'auteur pense justement qu'il faudrait pouvoir étudier les faits, par deux méthodes successives : par périodes un peu plus longues, par exemple, par périodes décennales ; ensuite, année par année : le premier mode faisant saisir les causes constantes ; le second, signalant les causes accidentelles ou locales. Malheureusement, il n'a pu appliquer le second procédé qu'à la France, et encore n'a-t-il pu, faute de documents, l'appliquer aux départements.

Pour mesurer l'intensité des mouvements de la population, M. Bertillon n'emploie pas les nombres absolus que fournit la statistique, il compare les mariages, les naissances et les décès, avec les vivants qui les ont fournis dans l'unité du temps, qu'il considère, soit en divisant la population par le nombre des mariages, des naissances ou des décès survenus dans l'unité de temps, soit en faisant l'inverse, c'est-à-dire, en divisant le nombre des mariages, des naissances ou des décès par celui de la population ; il obtient ainsi des rapports qu'il appelle des « coefficients » dont le maniement complique les appréciations. Cette manière a un danger, c'est de porter les statisticiens à raisonner sur des chiffres calculés, au lieu de raisonner sur des chiffres obtenus par le relevé des faits, à la manière de ce qu'on a appelé « l'arithmétique politique » au dernier siècle. C'est ainsi que l'auteur s'est donné force peine pour établir ces chiffres hypothétiques de la population française, année par année, de 1801 à 1869, avec la population réelle qu'ont donnée les recensements quinquennaux.

L'auteur traite successivement, à l'aide de ses procédés, de ce qu'il appelle la matrimonialité, la vitalité et la mortalité.

Il serait difficile de le suivre dans ses calculs et dans l'explication des cartes et des tableaux figurés qu'il a imaginés : il y a là tout un atlas avec lequel il est difficile de se familiariser, mais dans lequel les statisticiens de profession trouveront d'heureuses indications.

A propos de la matrimonialité, il examine l'influence des prix et celle de la propriété seulement, en déclarant qu'il a manqué de données suffisantes, pour examiner l'influence des professions, de l'instruction, etc.

Pour la propriété, il tire de ses calculs cette conclusion : « Il paraît acquis par cette recherche que la propriété n'est favorable ni à la matrimonialité, ni à la vitalité. On se doutait du dernier point ;

mais, je ne sache pas que l'influence sur la matrimonialité ait jamais été montrée. »

L'auteur se trompe en pensant qu'il a fait une constatation tout à fait nouvelle ; il n'y a là qu'une nouvelle démonstration d'un phénomène déjà observé. Par propriété, il entend l'aisance ; or, on a depuis longtemps observé que l'aisance rend l'homme circonspect et prudent tant pour contracter mariage que pour multiplier le nombre de ses enfants.

L'auteur conclut ce chapitre d'une manière générale en disant que « la matrimonialité est le mètre le plus sensible de l'état des collectivités ; que heur et malheur, abondance et privation, et même espérance ou crainte, se traduisent aussitôt par accroissement et diminution des mariages ».

Il attribue cette vérité à M. Guillard, qui publiait, il y a vingt ans, un livre sur ces matières ; il est en opposition avec M. Quételet, lequel a dit que la contractation des mariages est de la régularité la plus grande.

Or, il y a ici une distinction à faire : M. Quételet a raison pour les collectivités qui ne se préoccupent pas du nombre des enfants, et c'est le cas le plus général ; mais pour celles qui s'en préoccupent, M. Bertillon a raison, non-seulement avec M. Guillard, mais avec tous ceux qui ont observé les phénomènes de population.

A propos de la vitalité, M. Bertillon tire de ses calculs et de ses raisonnements une conclusion analogue formulée en d'autres termes : « Dans un pays salubre, pour un même groupe ethnique et un même état mental, la population et, par suite, sa multiplication ou sa vitalité tend à se proportionner à la quantité du travail productif et facilement disponible (ou accessible) pour le type humain étudié et se rencontrant en chaque pays. » — C'est ce que disaient en d'autres termes les économistes du xvi^e siècle, et particulièrement Malthus qui signalait en plus la nécessité de perfectionner « l'état mental » pour que la tendance de la vitalité à se proportionner au travail disponible agit plus efficacement chez les classes les plus nombreuses et les plus pauvres.

Au sujet de la mortalité, M. Bertillon commence par de très-justes remarques sur la circonspection avec laquelle on doit interpréter la mortalité générale occasionnée par des causes fort complexes et sur l'utilité qu'il y a à spécialiser les recherches, à grouper des périodes d'âges, pour avoir une mesure plus précise de la probabilité de mourir à un âge donné. Partant de ce principe, il s'est livré à un travail minutieux pour dresser un tableau de mortalité chez les nations de l'Europe, par groupe d'âges de 0 à 1 an, de 1 à 5 ans, de 5 à 15 ans, de 15 à 30 ans, de 30 à 60 ans, pour

les hommes et les femmes, tableau au sujet duquel il est conduit à indiquer plusieurs réserves.

Il a aussi étudié avec soin la mortalité dans chaque département français; et il résulte de ses calculs et de l'inspection de ses cartes que la plus grande irrégularité règne entre les divers départements sur la chance de vie et de mort; d'où il conclut à des causes remédiables.

Pour compléter nos indications, disons encore que les comparaisons des naissances et des mariages, des décès et des naissances, ont aussi fourni à l'auteur la matière de relevés et de calculs intéressants.

Le cinquième chapitre de ce mémoire est consacré aux déplacements de la population ou migrations. L'auteur a recueilli des chiffres nombreux sur les divers pays, et il expose ses vues sur les diverses questions que ce vaste sujet comporte. Son idée dominante est que l'émigration est le moyen désirable « pour simuler une natalité devenue trop languissante, et qu'elle est aussi dans un bon pays le moyen de faire toujours pleine la coupe des vivants ».

En résumé, si l'auteur de ce mémoire est un peu trop porté à croire qu'il a découvert ce qu'il a simplement précisé et démontré à nouveau par ses procédés de calcul; si on ne se trouve pas toujours tout à fait d'accord avec ses conclusions, on doit reconnaître, dans son œuvre, un grand amour de la vérité scientifique, un talent spécial et une louable persévérance pour les recherches difficiles.

IV.

Le mémoire classé troisième et déposé sous le numéro 2, a pour devise cette phrase humoristique de Goldsmith, qui n'indique pas l'esprit qui a présidé à sa rédaction : « J'ai toujours pensé qu'un homme qui se marie et qui élève honnêtement ses enfants est plus utile à la société que le célibataire qui disserte sur la population ». Il a 300 pages in-4°; il n'est accompagné d'aucune table et d'aucun tableau et ne renferme que peu de chiffres comparativement aux deux autres.

L'auteur, M. Raoul Calary, avocat, a partagé son mémoire en trois parties : le mouvement de la population en général; — les variations des chiffres de la population de chaque État; — et les déplacements de la population d'un point à un autre dans l'intérieur de chaque État. C'est dans cet ordre qu'il a cherché à apprécier les faits recueillis par lui, à mettre en lumière les causes des phénomènes et à en indiquer les effets.

Dans la première partie, il s'occupe de l'émigration et jette un

coup d'œil historique sur le passé, jusque dans l'antiquité. Il passe en revue les causes de l'émigration, qui sont à ses yeux : la misère, dont il détermine aussi les causes, les vexations législatives ou administratives, les dissensions civiles, les guerres, l'amour de la propriété et de la liberté, ainsi que l'attrait des pays nouveaux, les excitations à l'émigration et les facilités pour le passage. Il examine ensuite les causes du mouvement de la population dans les pays d'immigration, qui sont : la facilité d'acquérir la propriété, les garanties politiques et religieuses, la vie à bon marché et les salaires élevés, le climat, la race, la religion. Il groupe enfin un certain nombre de chiffres, empruntés aux statistiques contemporaines, pour mesurer l'importance de l'émigration et de l'immigration des divers pays, et il conclut que « l'émigration n'est pas seulement un bien, mais un droit, un droit absolu, le droit de vivre ».

Dans la deuxième partie relative au mouvement de la population, il prend d'abord pour objet la France ; il expose les variations des chiffres de sa population ; il compare les années de 1866 et de 1872, de 1861 et 1866, de 1853 et 1861 ; il groupe les chiffres principaux des naissances, des mariages et des décès à diverses époques. Pour les autres pays, ses indications sont beaucoup plus abrégées. Il passe très-rapidement aussi sur les éléments dont se compose la population : sexes, nationalités, villes, campagnes ; il s'étend peu sur les naissances, les mariages et les décès, à la fois causes et effets, dit-il, du mouvement de la population, et influencés non par des causes d'accroissement, mais plus ou moins contrariés par des causes d'empêchement ou des obstacles, car la force d'accroissement réside virtuellement dans la population ; et cette force, Malthus, dit l'auteur avec raison, l'a plutôt diminuée qu'exagérée en la formulant par la possibilité d'un doublement tous les vingt-cinq ans.

Ces causes d'empêchement que rencontre la force naturelle expansive de la population sont accidentelles ou normales et régulières.

Les causes accidentelles sont ramenées par l'auteur à quatre : les guerres, les dissensions civiles, les épidémies, la misère produite par les calamités physiques ou économiques. Il consacre quelques pages à énumérer les effets de ces causes, en se servant des constatations faites pendant le siège de Paris.

Au nombre des causes normales et régulières qui compriment le mouvement de la population, l'auteur signale les prohibitions du mariage par les lois civiles ou religieuses, les lois de succession et les déplacements des populations. Il dit peu de chose de la pre-

mière cause ; il insiste davantage sur la deuxième ; il traite assez longuement de la troisième. A ses yeux, l'influence des lois de succession est celle qui se fait le plus sentir, et il voit dans le système successoral adopté en France et en divers pays, dont il s'exagère évidemment l'action, la cause principale du petit nombre de naissances observées dans certaines familles ; à ce sujet il combat avec vivacité la prudence exagérée des familles. Ici, craignant de paraître en contradiction avec Malthus, qu'il apprécie justement, chose assez rare chez les écrivains français pour être remarquée, il dit : « Que Malthus, les ait préconisés (les obstacles préventifs) dans un but parfaitement moral, quoi qu'on en ait dit, — et que frappé de la multiplication des naissances dans les classes pauvres et des conséquences qui en résultent pour la vie probable des individus, poussé par une véritable sollicitude pour ces classes déshéritées qui sont moins en état que les autres d'élever des enfants, il leur ait adressé des conseils et leur ait recommandé la contrainte morale, la prévoyance, — rien de plus légitime assurément, mais Malthus et ce bon esprit honnête et sérieux après lui, n'ont jamais conseillé l'emploi de ces moyens au point de faire décroître la population à mesure que l'aisance croît davantage ».

Le déplacement de la population dans l'intérieur d'un même Etat forme le sujet de la troisième partie du mémoire, l'auteur constate ce mouvement en France et cherche à se rendre compte des causes nombreuses et complexes de l'accroissement de la population urbaine et des inconvénients de la dépopulation des campagnes.

Un court chapitre est consacré aux déplacements des populations dans les États autres que la France.

Cette troisième partie comportait une étude plus approfondie.

L'auteur, qui est un esprit solide et judicieux, semble avoir manqué de temps ou de documents pour donner à son travail plus d'étendue et pour encadrer plus de faits dans ses raisonnements.

V

Telle est l'analyse que nous pouvons présenter de ces trois mémoires, dont deux surtout sont remplis de chiffres.

Ils ont répondu, autant qu'on pouvait l'espérer, au programme de l'Académie qui demandait la recherche et l'exposition d'une masse de faits, et soulevait la plupart des questions économiques et morales se rapportant au vaste sujet de la population.

Les trois ouvrages présentés sont de très-bons travaux à des titres différents. Ils ont fait de ce concours un des plus satisfaisants que la section d'économie politique ait eu à juger. Ils font naître le

désir de les voir publier, dans l'intérêt de la science, tant à cause des nombreux renseignements qu'ils contiennent que des efforts des auteurs pour éclairer, chacun à sa manière, les nombreuses et importantes questions qui leur étaient soumises.

Joseph GARNIER.

LES DISCUSSIONS

DU

CONGRÈS OUVRIER DE PARIS

SOMMAIRE. — I. Historique du congrès. — II. Le travail des femmes : Mlle Raoult, M. Dauthier. — III. Les chambres syndicales : MM. Bonne, de Roubaix, Bessay, de Besançon ; leur but et leurs attributions. — IV. Le Conseil de prud'hommes : MM. Vernet, de Paris, Castaing, de Bordeaux. — V. L'apprentissage et l'enseignement professionnel : MM. Chateignier, et Fouques de Paris. — VI. La représentation directe du prolétariat au Parlement : MM. Bolatre, de Paris, Albert, de Lyon, Prost, de Dijon, Chabert, de Paris. — VII. Les sociétés coopératives de productions consommations et de crédit : MM. Finance, de Paris, Nicaise, de Saint-Denis. — VIII. Les caisses de retraites, de prévoyance. Les utopies. — IX. Appel aux travailleurs agricoles. Résumé du Congrès. — Programme et résolutions du Congrès.

Le 2 octobre dernier s'ouvrait, à la salle des Écoles, rue d'Arras, un Congrès où les ouvriers de France, par l'organe de délégués élus dans chaque profession, étaient invités à venir prendre part à ses discussions, dont l'objet était l'amélioration de leur condition sociale. L'entreprise était grande et le but incertain. La durée du Congrès, fixée à dix jours, démontrait que les initiateurs se rendaient compte de l'importance que pourraient avoir les délibérations qui y seraient prises.

L'initiative de ce Congrès appartient à M. Trébois, directeur du journal *la Tribune*, ainsi qu'à MM. Pauliat, ex-rédacteur du *Rappel*, et Chabert, le candidat ouvrier aux dernières élections contre M. Pascal Duprat. Le plan en fut arrêté après le retour des syndicats ouvriers à l'Exposition de Philadelphie. On se rappelle que la Chambre vota un crédit pour envoyer plusieurs délégations ouvrières à Philadelphie, afin d'étudier la condition sociale de l'ouvrier américain. Le Ministre du commerce chargea les Chambres de commerce de désigner elles-mêmes les délégués dans les corporations ouvrières.

Les comités de Chambres syndicales ouvrières résolurent alors de protester contre la faveur officielle, en organisant des délégations à leurs frais, et avant que les délégués officiels fussent désignés, les délégués libres partaient pour l'Amérique.

Le germe d'un congrès fit alors des progrès rapides aussi bien à Paris qu'en province; quelques groupes se concertèrent, et, dès le mois d'août, des souscriptions furent ouvertes dans les journaux suivants : *la Tribune*, *le Rappel*, *les Droits de l'homme*. Un comité d'initiative fut créé et chargé de l'organisation. Les membres les plus influents furent MM. Trébois, journaliste; Pauliat, journaliste; Chabert, graveur; Gauttard, peintre; Guillon, bijoutier, et quelques autres.

Le programme élaboré se divisa en 8 questions à traiter : 1° le travail des femmes; 2° des chambres syndicales; 3° de la formation des conseils de prud'hommes; 4° de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel; 5° de la représentation directe du prolétariat au Parlement; 6° des sociétés coopératives; 7° des caisses de retraites pour la vieillesse; 8° rapports à établir entre les travailleurs des villes et des campagnes.

Le programme renferme, dans son ensemble, la condition vraie de l'ouvrier dans ses rapports sociaux; nous aurons à examiner comment il a été développé. Dès qu'il fut arrêté, ce programme fut communiqué à la presse départementale, avec prière de faire appel aux souscriptions et aux Chambres syndicales ouvrières de toute la France ou toutes autres corporations en tenant lieu; 19 départements seulement répondirent à cet appel, et le département du Nord est celui qui a envoyé le plus de délégués au Congrès. 5 arrondissements y étaient représentés, alors que le département de la Seine (Paris excepté) n'en avait que 4, le Rhône 3, et le département de la Loire 2.

Le nombre total des délégués s'élevait à 360, dont 103 pour la province et 255 pour Paris. On supposa d'abord que la province dépasserait Paris, car elle montra plus d'empressement pour la souscription que les adhérents de la capitale. La souscription, ouverte dès le mois d'août, produisit, tant à Paris qu'en province, la somme de fr. 10,870 85. Les frais du Congrès se sont élevés à fr. 4,893 10 (1).

Il est donc resté en caisse un reliquat s'élevant à la somme de fr. 5,977 75, qui, d'après un vote du Congrès, devra être employé à faire de la propagande et à couvrir les frais d'impression de tous les discours qui ont été lus.

(1) Voici l'état des comptes présenté par le trésorier du Congrès :

Quant à l'organisation des commissions d'étude des questions mises en délibération, elle a été irréprochable. Sur la proposition de M. Nicaise, délégué de Saint-Denis, le Congrès se divisa en autant de commissions différentes qu'il y avait de questions à traiter. Puis chaque commission se réunissait dès le matin, à 9 heures, dans une des annexes de la salle des Écoles et délibérait sur la question, nommant un rapporteur chargé de la présenter, avec ses développements, en séance publique. Une sous-commission, représentant souvent la minorité, attaquait le rapport et le présentait sous un autre aspect.

Nous constaterons qu'au point de vue de l'ordre, de la discipline, et même des usages parlementaires, les ouvriers ont fait des progrès considérables. C'est un avantage conquis sur eux-mêmes, qui leur fait d'autant plus honneur, que leur éducation est insuffisante et leurs relations restreintes.

Telle est l'origine et l'histoire du premier Congrès ouvrier, dont le but apparent est l'union plus étroite des forces collectives du travailleur par des rapports fréquents et suivis, mais dont l'objet réel est le succès d'un journal et le triomphe d'une candidature.

La première période du Congrès a été fertile en renseignements

Recettes :

Souscriptions recueillies en province et à Paris :

Aout.....	environ	250 fr. »»
Septembre.....	—	827 »»
Octobre.....	—	341 »»
		<hr/> 4398
<i>Le Rappel</i>		500 »»
<i>Les Droits de l'homme</i>		579 »»
<i>La Tribune</i> (y compris 1000 fr. offerts par M. Crémieux, sénateur.....		7.679 »»
Offrandes recueillies à la porte de la salle pendant neuf séances.....		714.23
		<hr/>
	Total..	10.870.85

Dépenses :

Publicité faite en août.....	439 »»	
» » en septembre.....	618	10
» » en octobre.....	4586	»»
Frais de permanence.....	900	»»
» de commissions.....	550	»»
Location de la salle.....	700	»»
Frais divers.....	400	»»
	<hr/> 5.977	75

Solde en caisse..... 4.893 fr. 10

précieux; mais la seconde, c'est-à-dire depuis la quatrième jusqu'à la dixième séance, a été des plus négatives en résultats. Nous avons vu reproduire les mêmes récriminations politiques et sociales, les mêmes sophismes économiques que par le temps passé. Nous avouons que, dans cette dernière série de discussions, le mauvais emporte le bon (1).

L'examen qui suit, sur les huit questions comprises dans le programme, démontrera le nécessité de réformes urgentes, car si la suspicion touche l'esprit d'initiative des organisateurs, elle ne doit pas atteindre la bonne foi des délégués et des rapporteurs.

Leur ignorance seule est coupable des sophismes grossiers qu'ils étalent avec emphase, sous le fallacieux prétexte de *revendications*!

II.

La première séance du Congrès fut consacrée à la lecture du rapport au nom du comité d'initiative, par le secrétaire, M. Guillon. Dans l'exposé de motifs, l'orateur fait ressortir la nécessité d'une réunion périodique de tous les travailleurs, afin de discuter sur leurs intérêts et d'aviser aux moyens à prendre pour améliorer leur condition sociale. « Ce Congrès, dit le rapport, ne doit se com-
« poser que d'ouvriers, et cet exclusivisme a pour but d'éloigner
« de nos discussions les promesses banales et les utopies généreuses, que des gens bien intentionnés, sans doute, qui ont pour
« pour mission de nous diriger, nous ont de tout temps prodiguées... » Cette allusion à l'adresse des patrons en général explique comment, dans ce Congrès, on n'a pu y admettre que des ouvriers, et donne une mesure exacte de l'antagonisme entre le salarié et le capitaliste.

Le premier orateur qui a pris la parole au sujet du travail des femmes, est mademoiselle Raoult, déléguée de la chambre syndicale des lingères de Paris. Dans un rapport très-modéré de forme, elle se plaint de la condition faite aux ouvrières par l'abaissement des salaires, condition qui résulte d'une concurrence déloyale qui leur est faite par les communautés religieuses. L'argumentation de la déléguée, à ce sujet, ne manque pas de vérité. Les communautés religieuses, qui sont des institutions de charité, depuis quelque temps, sont devenues de vraies manufactures; les enfants qu'on y recueille paient largement et au-delà les services qu'elles reçoivent. L'immunité dont jouissent ces établissements comme institutions de bienfaisance, nous font craindre de nombreux abus.

(1) Voyez l'appréciation sommaire qui a été faite du Congrès, dans la chronique du dernier numéro, p. 154.

Il est de notoriété que tous les grands magasins font travailler dans les communautés, pourquoi? Parce qu'ils trouvent dans ces établissements des prix de main-d'œuvre tellement bas, que l'ouvrière en est réduite à refuser l'ouvrage qui ne lui permet pas même de subvenir à sa propre existence. Or, qu'arrive-t-il? C'est que les magasins font des forfaits avec ces communautés, et rien ne nous démontre que ces contrats, exécutés de part et d'autre, ne le sont pas au détriment de l'hygiène et de l'instruction des enfants dont elles ont la garde. Dès l'instant qu'une communauté religieuse sort de son but charitable pour se faire agence commerciale ou entrepreneur industriel, elle doit tomber sous le coup de la loi, c'est-à-dire l'impôt de la patente, et soumis à la surveillance administrative, à l'égard des enfants qu'elle instruit ou qu'elle emploie.

La déléguée nous cite, à ce sujet, les prix dérisoires où sont tombées les façons de quelques articles de lingerie. « Les entrepreneurs » dit-elle, paient une douzaine de corps de chemises 3 fr.; l'ouvrière peut en faire 6 par jour (gain, 1 fr. 50). La douzaine de pantalons de femmes, 2 fr. 40; l'ouvrière peut en faire 4 par jour (gain, 0,80 c.). » Cette énumération s'étend, avec un taux proportionnel, sur différents autres articles, et il est triste de constater, ainsi que le dit mademoiselle Raoult, que ce soit l'offre des communautés qui ait ainsi déprécié la main-d'œuvre.

Telle est la considération la plus sérieuse qui mérite de fixer l'attention. Quant à l'ingérence des hommes dans le métier des femmes, nous n'y voyons pas une concurrence sérieuse; il y a peut-être des emplois déplacés, mais ce sont là les conséquences inévitables de la division du travail.

Les conclusions du rapport de la déléguée se confondent avec celles de son successeur à la tribune, parlant sur le même objet, mais dans un sens différent. M. Dauthier, délégué de la province, proteste, comme la préopinante, contre l'exploitation des communautés religieuses et le trafic odieux des entrepreneurs, qui spéculent sur les nécessités de l'ouvrière. L'honorable délégué est opposé au travail de la femme hors du foyer, et il appuie son opinion sur des considérations morales très-élevées et très-vraies; comme remèdes, il les trouve dans les conclusions suivantes, qui sont celles de mademoiselle Raoult : 1° instruction laïque; 2° organisation de l'enseignement professionnel; 3° attribution exclusive des travaux propres à la condition des femmes; 4° établissement des tarifs fixant le prix de la main-d'œuvre par les chambres syndicales ouvrières; 5° suppression du travail dans les communautés religieuses.

De toutes ces conclusions, la plus pratique, réalisable avec le temps, serait que les ouvrières connussent les forces dont elles disposent comme nombre, qu'elles se groupassent en chambre syndicale si les adhésions sont suffisantes. Alors elles pourront peut-être régler entre elles la rémunération du travail, au moyen d'un tarif proposé et adopté par les industriels.

Cette satisfaction obtenue (car elle n'a rien d'irréalisable) le syndicat pourra songer à améliorer la condition morale de l'ouvrière par les institutions demandées plus haut. Hors de là, nous ne voyons guère de salut. Les moyens violents, attentatoires à la liberté du travail, sont des remèdes souvent pires que le mal, et tournent contre ceux qui les suscitent. C'est donc à l'initiative individuelle, aux efforts collectifs, raisonnés et compris, qu'il faut faire appel. Nous regrettons que les orateurs du Congrès ne se soient pas assez pénétrés de cette idée. Réduire des conclusions en généralités ou formules abstraites, c'est tourner la difficulté, au lieu de chercher à la vaincre. Proposer un but à atteindre sans indiquer d'une manière précise les moyens d'y parvenir, tel a été malheureusement l'esprit général du Congrès ouvrier.

III.

La troisième séance du congrès ouvrier, a été consacrée à l'étude des Chambres syndicales ouvrières, comme garantie du maintien du salaire à un taux rémunérateur. C'est du moins l'idée développée par M. Bonne, délégué de Roubaix. Il nous démontre que le défaut d'entente entre ouvriers est une cause de misère, par l'abaissement du taux des salaires. A Roubaix, dit-il, les tisseurs qui représentent environ 55 0/0 de la totalité des habitants gagnent de 15 à 16 francs par semaine, les fileurs de 20 à 25 francs, et sont assujettis à de fréquents chômages. Les mécaniciens gagnent de 45 à 55 centimes l'heure et les menuisiers de 40 à 45 centimes. Puis, il entre dans des considérations sur les causes de misères qu'entraîne l'insuffisance de tels salaires dans les foyers où il y a charge de famille. Le tort de l'honorable délégué dans sa démonstration, est de rejeter sur les classes dirigeantes, la cause de l'abaissement du salaire, pour entretenir la nécessité dans la classe pauvre afin de mieux la dominer. Mais il ne tient aucun compte de la concurrence que fait aux travailleurs des grands centres l'immigration des ouvriers qui arrivent sans cesse offrir leur bras !... Où donc chercher ailleurs que là les fluctuations incessantes du salaire ? Quelle autre loi substituera le préopinant à celle de l'offre et de la demande ? Voilà ce que le délégué de Roubaix n'a pas signalé, et

ce qu'un délégué de Besançon, M. Bessay, a heureusement fait ressortir, en confondant toutefois ses conclusions avec celles du délégué de Roubaix. Les conclusions de ces deux orateurs ont été celles de tous les partisans des Chambres syndicales ouvrières ; savoir :

- 1° Création de chambres syndicales corporatives ;
- 2° Liberté de réunion et d'association ;
- 3° Droit de révision de la loi des prud'hommes ;
- 4° Abrogation de la loi de 1791 (et de l'art. 291 du Code pénal) ;
- 5° Liberté la plus étendue accordée aux chambres syndicales.

Ces conclusions nous paraissent bien larges, et nul doute que leurs auteurs ne se rendent aucun compte de la complexité que comporte chaque clause.

La création de chambres syndicales corporatives est une profonde erreur, c'est l'aliénation de la liberté professionnelle au profit de la corporation. C'est un retour aux anciennes institutions. La chambre syndicale ouvrière n'est possible qu'à la condition expresse de grouper dans un même milieu tous les adhérents exerçant la même profession. Dès sa formation, elle ne peut avoir qu'un but, l'intérêt purement professionnel de ses intéressés. Si l'industrie est étendue dans le centre où elle subsiste, et si les adhérents sont la majorité des travailleurs elle mérite toute attention, et peut alors rendre de réels services, sans sortir de ses attributions. Le but d'une chambre syndicale ne doit pas être d'entretenir l'antagonisme entre patrons et ouvriers, mais d'arriver par une entente commune à des concessions réciproques. Ce résultat acquis, l'adoption d'un tarif déterminant le prix des salaires nous paraîtra possible. Quant au droit de révision sur la réorganisation des conseils des prud'hommes, il faudrait que le syndicat ouvrier possédât l'autorité suffisante que peuvent accorder un certain nombre d'années d'existence, et surtout l'importance des services rendus. Octroyer au début à une institution des droits dont on ignore l'usage qu'elle en peut faire, c'est la condamner à l'impuissance.

En ce qui touche l'abrogation de la loi de 1791, nous sommes convaincus comme les délégués, qu'elle est nécessaire. Dans toutes les réclamations faites, au nom de la liberté la plus stricte, l'abrogation de cette loi incompatible avec le progrès industriel, a toujours été jugée comme nécessaire. Nous ne prétendons pas que la liberté d'association ou de réunion, donnera des résultats immédiats en ce qui touche l'amélioration de la condition ouvrière. Ce qui est du moins probable, c'est que l'ouvrier pourra s'organiser en collectivité, c'est que le droit de réunion l'autorisera à se concerter

pour discuter et défendre ses intérêts. La loi de 1791, est nuisible aux intérêts généraux du commerce et de l'industrie, comme elle est une entrave à l'émancipation raisonnée et progressive de l'ouvrier. L'application stricte de cette loi n'est pas rigoureuse, et la tolérance administrative autorise la formation de groupes et le fonctionnement de chambres syndicales, quand elle en reconnaît l'établissement régulier. C'est là un fait, mais il n'en demeure pas moins vrai qu'une institution établie sur la tolérance est susceptible d'avoir une durée éphémère, et rien que cette absence de sécurité paralyse le développement des associations et des réunions. L'Etat d'ailleurs, fort de son droit, se réserve d'accorder ou de refuser l'autorisation de fonder telle ou telle institution, et nous comprenons les délégués ouvriers de refuser la bienveillance administrative opposée à un droit qui leur paraît primordial dans son essence.

Quant à la liberté la plus illimitée accordée aux chambres syndicales ouvrières, c'est là une aberration des plus profondes. Comment peut-on réclamer une liberté absolue en faveur d'une institution dont on pressent la nécessité, mais dont on n'a pas encore assigné un but déterminé, et dont on ignore les moyens d'organisation et de fonctionnement régulier !

Cette exigence des délégués à l'égard des pouvoirs de leurs syndicats ouvriers nous fait craindre qu'ils ne les envisagent, non comme une institution professionnelle propre à les secourir, mais comme un instrument politique. Nous n'en voulons pour preuve que l'accueil qui a été fait au projet d'organisation de chambres syndicales ouvrières, déposé par M. Lockroy. L'attaque violente dirigée contre les articles 5 et 6 du projet, qui comme garantie morale astreignent les organisateurs à déposer au chef-lieu du département les statuts de leur association, nous le démontre surabondamment.

C'est donc avec un vif regret que nous constatons que les délégués se nourrissent d'illusions à l'égard des réformes qu'ils *révent* plutôt qu'ils ne les *projetent*. Les chambres syndicales ouvrières nous paraissent nécessaires, et nous croyons plus à l'efficacité des concessions qu'elles peuvent obtenir par des discussions approfondies et des arbitrages entre intéressés, que par « l'union collective des travailleurs. » Ce sont là des mots creux, mais non des idées. Les conclusions du Congrès n'aboutiront à rien : 1° parce qu'elles demandent un syndicat corporatif ; pour cela, il faudrait que le Congrès représentât la majorité des ouvriers, et alors ce ne serait plus un syndicat ni une réunion de syndicats, mais une fédération. Or, le principe fédératif entraîne en soi l'idée de division ;

2^o parce qu'elles demandent pour les chambres syndicales une liberté illimitée ; c'est là un danger. Une liberté illimitée, c'est l'absence de garanties aussi bien à l'égard de l'État chargé de surveiller les intérêts généraux qu'à l'égard des adhérents qui ne peuvent s'engager que dans un but déterminé : l'intérêt professionnel ; 3^o et enfin parce que les délégués du Congrès ouvrier de Paris ne représentent que l'infime minorité des travailleurs de la France.

IV.

La quatrième séance du Congrès n'a pas été une des moins intéressantes ; il s'agissait d'examiner les attributions des prud'hommes. Deux orateurs ont lu des discours qui ont pu mériter de fixer l'attention : M. Vernet, délégué de Paris, et le délégué de Bordeaux, M. Castaing, conseiller prudhomme de cette ville. Dans le développement de ses propositions, M. Vernet a peut-être le tort de confondre dans un seul et même but l'institution des prud'hommes, et le fonctionnement des chambres syndicales. Son dessein est évidemment de subordonner l'institution arbitrale à l'institution professionnelle, mais c'est là une erreur que nous démontrons. Il demande : 1^o l'établissement de chambres syndicales ouvrières pour chaque industrie ; 2^o que lesdites chambres désignent elles-mêmes les candidats à la prud'homie ; 3^o que les conseillers élus soient arbitres souverains dans les conflits entre patrons et ouvriers ; 4^o que les attributions juridiques du conseil soient plus étendues ; 5^o que les présidents et vice-présidents soient soumis à l'élection par le conseil lui-même, et non désignés par l'administration centrale.

C'est donc soumettre la juridiction du conseil des prud'hommes aux décisions des chambres syndicales, puisque les candidats élus seraient désignés par elles ? Les sentences arbitrales seront examinées par ses propres experts, et enfin les présidents et vice-présidents seront élus par les conseillers qu'elles auront patronnés.

Il y a là une véritable anomalie, et nous croyons que le jour où les chambres syndicales ouvrières instituées seront capables de rendre des services comme arbitrages, expertises et conciliation de différends, les prud'hommes seront inutiles. Mais tant que leur institution sera nécessaire, ils ne s'appuieront jamais sur les chambres syndicales ouvrières ; ils doivent, avant tout, conserver leur indépendance.

Les propositions énoncées par M. Castaing, conseiller prud'homme, ouvrier de Bordeaux, ne manquent pas d'intérêt, en ce qu'elles émanent d'un intéressé direct. Il demande : 1^o La gratuité

de la justice ; 2° Élection des membres pour 3 ans au lieu de 6 ; 3° Élection des présidents et vice-présidents. 5° Les juges prud'hommes devront s'en rapporter aux décisions des experts choisis dans les chambres syndicales. 6° Les juges sont responsables de leurs sentences. 7° Les séances auront lieu le soir. 8° Le serment doit être exclusivement professionnel. 9° Tous les chefs-lieux d'arrondissements auront un conseil. Incompétence des juges de paix dans les différends entre les ouvriers et les patrons. 10° Tout ce qui est salaire, relève des prud'hommes. 11° Etablissement d'un code pratique. 12° Le Conseil jugeant en dernier ressort devra être composé moitié ouvriers, moitié patrons, sans voix prépondérante pour le président. 13° Le Conseil statuera judiciairement sur des litiges s'élevant à 500 fr. et plus. 14° Les présidents, vice-présidents et secrétaires, seront nommés à l'élection au sein de chaque conseil. 15° Les administrations, compagnies de chemins de fer, ou toutes autres entreprises importantes seront justiciables du Conseil des prud'hommes dans les différends qui les divisent avec les salariés.

Ces propositions sont les plus sages qui aient été développées au Congrès. L'orateur a parlé avec connaissance de cause, et l'application des réformes qu'il réclame aurait pour but et comme résultat de relever le prestige d'une institution que personne n'apprécie, et qui est loin de rendre les services qu'on est en droit d'attendre d'elle. Nous n'en voulons pour preuve que la négligence avec laquelle les électeurs ouvriers les plus intéressés remplissent leurs devoirs. Aux dernières élections de prud'hommes 7 électeurs sur 600 inscrits se sont présentés dans une mairie de Paris, et 60 sur 1800 dans une autre. Ce que nous reprocherons à M. Castaing, c'est sa 5° proposition ; comme son collègue préopinant, il subordonne l'autorité des prud'hommes aux décisions des syndicats, c'est une erreur. Il eût été plus conséquent, dès l'instant qu'il veut élever les attributions du Conseil, de laisser aux chambres syndicales le soin des arbitrages et des expertises, et au Conseil le droit de juger en dernier ressort ; de cette manière tout conflit est évité.

Nous croyons moins à l'importance des services de la juridiction modifiée des prud'hommes qu'à ceux que peut rendre le fonctionnement régulier d'une chambre syndicale. Il est des institutions sur le sort desquelles nous ne pouvons nous prononcer, mais nous croyons au succès des chambres syndicales ouvrières, dès que l'abrogation de la loi de 1791 leur aura permis de se constituer. Ainsi, certains de la sécurité du lendemain, les intérêts ouvriers ont un puissant intérêt à se grouper, non pas comme le demande le Congrès, mais dans un but de préservation et de progrès profes-

sionnel. Le Congrès de Paris, ne reflète pas l'opinion de la majorité des ouvriers, loin de là, il n'est que l'écho d'une faible minorité. Donc les propositions développées ne sont pas toujours l'expression de la pensée des travailleurs, mais néanmoins, dans chaque partie du programme, l'idée du syndicat apparaît toujours comme un puissant levier. C'est qu'aujourd'hui les ouvriers sont résolus à lutter pacifiquement dans leurs réclamations plus ou moins fondées. Ils veulent suivre l'exemple que leur ont donné les patrons, par le groupement des forces individuelles en syndicat professionnel. Nous ne savons si cet avenir est prochain, mais le jour ou un tel problème sera résolu, la juridiction des prud'hommes sera complètement anéantie ; les différends se videront avec plus de succès devant les arbitres des syndicats.

V

La cinquième séance a été consacrée à l'examen de la question d'apprentissage et de l'enseignement professionnel. Deux ou trois orateurs, appartenant à l'enseignement libre, se sont étendus dans des subtilités puériles à propos de la division de l'enseignement en groupes pédagogique, artistique et industriel. Il n'y a rien de pratique dans ces propositions, il faut arriver à M. Chateignier, mécanicien délégué de Paris, pour entendre des renseignements utiles. Le délégué *remarque*, dans le contrat d'apprentissage, trois intérêts distincts : 1^o celui de l'enfant et du père ; 2^o celui du patron ; 3^o celui de la corporation. Il constate que des trois intérêts, un seul reçoit à peu près satisfaction, celui du patron, il regrette que l'absence d'un contrôle efficace empêche de vérifier dans quelle mesure le patron remplit ses devoirs professionnels envers l'apprenti. Il cite les cas, trop nombreux hélas ! où les apprentis ne sont plus des élèves, mais des *machines à courses* arrivant à l'expiration de leur temps, faisant de mauvais ouvriers, et gagnant à peine de quoi se suffire. Or, quel est le résultat : lésion des intérêts de famille, de l'enfant et de la corporation. Quel est le remède ?... charger la Chambre syndicale professionnelle de rédiger la forme des contrats d'apprentissage, exercer une surveillance active sur l'apprenti, et réserver une clause résolutoire du contrat, dans le cas où le patron n'accomplirait pas ses devoirs, en abusant de ses élèves pour un autre objet que l'enseignement du métier.

Quant à l'enseignement professionnel proprement dit, les délégués ne font que reproduire des considérations cent fois développées ; nous ne citerons que cette phrase de bon sens, dite par M. Fouques, chaudronnier, délégué de Paris : « L'enseignement

» professionnel est nécessaire à l'apprenti ; [le meilleur est celui
» qu'on lui inculque dans l'intervalle de l'apprentissage à la vie
» d'ouvrier. C'est l'enseignement pratique, à un âge où l'on retient
» encore. »

VI

La sixième séance traitait de la représentation directe du prolétariat au parlement. Nous ne soutiendrons pas une polémique contre les exagérations développées par les orateurs, nous ne pouvons accuser que leur ignorance de l'insuffisance pour traiter avec succès une matière aussi complexe. Nous nous contenterons de reproduire les propositions des orateurs, comme moyens pour atteindre le but :

M. Bolatre, délégué des cordonniers de Paris, se plaint que les ouvriers soient éloignés du pouvoir, et demande un gouvernement par le principe fédératif, la liberté de la presse, et le droit de réunion pour arriver à cette solution.

M. Albert, délégué de Lyon, demande qu'il soit formé dans les grands centres, au moyen de l'élection, un comité arbitral chargé de dresser un questionnaire à l'usage des candidats. Le candidat devra être ouvrier et dépendant d'une corporation qui le délègue.

M. Papin, délégué de Nantes, considère, le mandat représentatif confié aux bourgeois, comme préjudiciable aux intérêts ouvriers, déclare que l'opportunisme est une utopie ; ne reconnaît d'autorité et de puissance qu'au prolétariat qui est le nombre, et propose d'élire des ouvriers, dont l'ignorance sera palliée par le concours de légistes spéciaux attachés au service des comités électoraux.

M. Prost, délégué de Dijon, attaque violemment les *classes dirigeantes* et les représentants élus, rejette la qualité de mandataire comme agent professionnel, condamne la tactique d'attermoisement, propre aux politiciens, et néfaste aux intérêts du travailleur. Il déclare que quiconque n'est pas ouvrier *manuel* ne doit pas être accepté comme candidat. En conséquence il propose : 1° Le rétablissement du scrutin de liste par département ; 2° l'institution de comités électoraux, ne comprenant que des ouvriers ; 3° l'obligation du mandat *contractuel*, et la remise d'un blanc-seing au comité contenant la démission du mandataire ; 4° soumission du député au comité ouvrier, et obligation de suivre la ligne de conduite qui lui sera imposée.

M. Chabert, délégué de Paris, adopte le système du délégué Prost, et déclare que la politique ne doit plus exister au parlement. Les intérêts du *nombre* seuls doivent faire loi. Le moyen d'arriver

à ce résultat, est de s'assurer le concours des électeurs ouvriers pour envoyer aux chambres une minorité qui sera appelée à devenir majorité. L'orateur ajoute aux conclusions du délégué M. Prost : 1^o L'abrogation de la loi sur la condition du domicile de l'électeur, 2^o la création d'un organe spécial, destiné à donner une grande publicité aux délibérations des comités préparatoires des élections.

Nous avons reproduit les principales propositions développées sur un sujet trop complexe et trop élevé pour être traité avec justesse par les délégués. Nous passerons sous silence les absurdités, qui ne méritent aucune mention, et nous constaterons que cette séance, qui, par son ordre du jour, s'écartait à la fois des questions principales pour s'élever dans une certaine abstraction, a bientôt lassé l'attention de l'auditoire. Nous remarquerons que, sur neuf des orateurs inscrits, deux ont été écoutés, les délégués MM. Prost et Chabert. Le premier a même soulevé des murmures par des allusions personnelles à l'égard de certains représentants. Quant au second, nous connaissons son thème, cent fois renouvelé : c'est pour sa propre candidature qu'il travaille. Sur les 7 autres orateurs inscrits, 2 n'ont pas occupé la tribune plus de dix minutes, 1 s'est désisté, 1 s'est vu retirer la parole, et les 3 autres ont dit des choses insignifiantes.

En somme, c'est une des séances les plus négatives du Congrès.

VII.

La septième séance a été consacrée à l'examen des sociétés coopératives. Deux orateurs méritent quelque attention. Le délégué de Paris, M. Finance, peintre en bâtiment, lit un rapport sur la coopération, et devant des résultats statistiques, déclare qu'il ne croit plus à son succès. Il constate que, dans l'effervescence de 1848, 600 demandes d'allocations furent adressées à la Constituante pour l'établissement des sociétés coopératives; 56 furent admises et reçurent 1 million; 36 associations, représentant 434 associés, existèrent à Paris. En juillet 1851, 18 associations ayant reçu 587.000 fr., avaient cessé d'exister; en 1855 il en restait 9, et en 1869 il en restait 1!

L'orateur attribue cet insuccès aux causes suivantes : 1^o défaut de direction ou mauvaise gestion; 2^o impatience des associés à la participation; 3^o légèreté et incapacité morale des adhérents à s'astreindre à une discipline nécessaire; 4^o irresponsabilité de la masse causée par le crédit volontaire que leur a accordé l'État, dont ils ne se sont pas rendu compte. Le délégué ne voit de salut

que dans l'effort individuel, dans l'abnégation, et surtout dans une entente commune entre travailleurs, capitalistes et patrons, entente qui, selon l'orateur, repose sur la vérité des théories positives. Selon nous, c'est là un danger, et nous craignons fort qu'avec un pareil système on ne tombe dans l'annihilation.

M. Nicaise, délégué des serruriers (de Saint-Denis), ne croit pas non plus à l'efficacité des sociétés coopératives de production. Mais il suppose qu'on peut, avec le temps, arriver à leur établissement définitif, en commençant par la coopération en consommation. Les chiffres qu'il expose comme résultat des opérations de la société coopérative. « La revendication » de Puteaux viendrait en quelque sorte justifier son dire. Avec un capital de 7,882 fr. 33 c., ladite société aurait livré à ses consommateurs 8,590 fr. 25 de pain à 8 p. 100 meilleur marché que le taux ordinaire. 17,623 30 de viande de boucherie ont produit un bénéfice de 1,381 10, soit 8 p. 100. Du 1^{er} février au 31 juillet 1876, 165,086 litres de vin ont produit 4,764 10. En somme il résulte, d'après les comptes de l'honorable délégué, que l'association qu'il administre a réalisé dans un exercice annuel, un bénéfice net de 28 pour 100. Il conclut que l'association coopérative de consommation est un fait acquis, il s'agit de l'*organiser*. Quant à l'association de production, elle deviendra possible le jour où les participants à la consommation auront la sagesse et la persévérance de laisser accumuler les intérêts et bénéfices de cette dernière comme capital nécessaire au fonctionnement de la société coopérative de production.

Un délégué, qui a parlé avec une certaine sagesse sur le même sujet, est le directeur de l'imprimerie nouvelle, M. Masquin. Son discours se résume en ces quelques propositions : 1^o le choix d'une bonne direction, condition essentielle de succès ; 2^o opposition à l'égalité du salaire ; 3^o rejet des subventions ; 4^o appel à l'initiative individuelle et à l'épargne, pour la formation du capital ; 5^o refus de l'aide de la commandite, et participation de tous les ouvriers dans les bénéfices de l'association, au prorata de leurs droits comme associés ou comme ouvriers.

Ces propositions sages, nous le constatons avec regret, n'ont pas été goûtées.

VIII.

La discussion sur les sociétés coopératives a absorbé deux séances ; nous en avons résumé les points principaux dignes d'être mentionnés. La neuvième séance avait à son ordre du jour l'examen des caisses de prévoyance et de retraites pour la vieillesse.

Dans le cours de cette discussion, nous n'avons trouvé aucune

idée pratique d'amélioration, soit dans le fonctionnement des Caisses d'épargne, des Dépôts et Consignations, des Assurances à vie ou des associations de prévoyance en cas de décès. Nous dirons plus, il n'en a pas même été fait mention. Ce que nous avons entendu, ce sont des propos de la nature de celui-ci : « Le chômage est une anomalie, contradiction flagrante à la loi du travail, » il faut repousser le concours de l'État dans l'administration des Caisses de retraites pour la vieillesse, lui imposant, par contre, l'obligation de créer l'*income-tax* sur le revenu en faveur de l'ouvrier invalide. » Nous avons vu, dans le cours de cette séance, se réveiller les vieilles idées socialistes, par une invocation du droit au travail et à l'annihilation de l'individualisme au profit de la collectivité des travailleurs. Mais nous avons remarqué que toutes ces idées, vagues et mal définies, embarrassaient leurs auteurs, qui ne savaient comment conclure, et avouaient à la fin que, « si leurs idées ne sont pas *pratiques* aujourd'hui, elles le seront un jour. » Ici encore, nous constaterons que la plupart des orateurs font reposer leurs espérances sur les décisions des chambres syndicales.

La dixième séance n'a offert qu'un intérêt des plus médiocres et nous a donné une mesure des illusions que partageaient les délégués du Congrès ouvrier de Paris, en se donnant comme les interprètes de la majorité des travailleurs de la France. A ce titre, la dernière séance a été consacrée à un appel aux ouvriers des campagnes pour se joindre aux ouvriers des villes, aux travailleurs agricoles pour s'unir aux travailleurs industriels dans leurs légitimes revendications. Cet appel sera-t-il entendu ? Nous en doutons ; le Congrès de Paris, nous osons le dire, ne représentait pas même la moitié des corporations (ou, pour être plus corrects), des *professions*. Comme l'a fait malicieusement remarquer le délégué Finance, « les associations ouvrières qui ont quelque importance ne se sont pas fait représenter ici ; parmi elles, je remarque l'association des maçons, des lunetiers, des tailleurs de limes. Dans les chambres syndicales ouvrières, je constate l'absence des joailliers-bijoutiers, des tapissiers, et encore d'autres que j'ignore certainement. »

Or, le Congrès étant essentiellement ouvrier, devait voir participer à ses délibérations les sociétés de résistance, et nous sommes surpris de constater l'absence de la *Société des Canus*, qui est une organisation importante contre les exigences du patronat. Cette société, fondée en 1858 dans le département du Rhône, s'est développée jusque dans la Loire, et s'étend à présent jusque dans l'Isère. Le Congrès présume donc trop de sa force s'il croit que

son appel trouvera un écho près des ouvriers agricoles. L'intérêt de ces derniers n'est pas le même que celui des villes, et le nombre des ouvriers agricoles est bien plus élevé que celui des ouvriers industriels. La statistique de 1872 évalue la population agricole à 48.513.325, et la population industrielle à 8.400.000. Les délégués sont donc loin de représenter la majorité des travailleurs comme ils se le figurent, et encore combien de travailleurs dans ces 8.400.000 seraient des dissidents aux doctrines tronquées exposées dans ces dernières délibérations !

IX.

Le Congrès ouvrier de Paris ne sera pas fertile en résultats pratiques, mais il le sera comme enseignement. Il y a été développé de graves erreurs au point de vue économique, mais il fallait s'y attendre ; l'ignorance des opinants en pareille matière peut les excuser « de considérer les économistes comme des gens qui manquent de méthode. » Le résultat fertile comme enseignement, c'est d'abord leur attitude pendant les dix séances qui ne s'est pas départie du calme et de la dignité propres à toute assemblée sage et délibérante. Ensuite la démonstration qu'une concurrence déloyale, en vertu de privilèges contestables, peut être réprimée, et enfin que le monopole concédé à d'importantes entreprises ne doit pas les soustraire au droit commun du patronat à l'égard du salarié. La conséquence de ces réclamations est que la liberté d'association et le droit de réunion sont des libertés nécessaires et urgentes ; qu'avec la restitution de ces droits, l'établissement des syndicats ouvriers présentera moins de difficultés, et enfin que l'assimilation des compagnies qui occupent des salariés au rang des simples industriels les rendra justiciables des prud'hommes ou des syndicats.

Voilà les résultats pratiques qui, en bonne justice, peuvent ressortir des délibérations du Congrès.

Quant à l'enseignement, c'est plutôt par l'exemple qu'il a donné que par les préceptes qu'il a développés, que le Congrès pourra tirer profit de ses délibérations. Nous avons vu se reproduire dans le cours des séances des thèses anciennes attaquant le capital, la richesse et l'esprit de direction, mais nous nous hâtons de dire que ces vaines clameurs n'ont pas eu d'écho. Nous avons entendu M. Dupire, un des secrétaires du Congrès, déclarer que le capital d'une association devait être inaliénable, impersonnel et consacré aux caisses de retraites et de prévoyance. Une telle utopie, qui tend au communisme, n'a pas même éveillé l'attention des auditeurs.

Nous croyons sincèrement qu'au fond, si l'esprit des ouvriers que reflétaient leurs délégués est empreint d'antagonisme, il n'est pas rebelle à toute transaction avec le patron. C'est une guerre ouverte entre le patron et l'ouvrier, le fait est incontestable, mais ce n'est pas une guerre permanente, elle peut être arrêtée ; pour cela, il s'agit de s'entendre. Nous savons que la loi des salaires, assujettie aux fluctuations que lui impose la concurrence, est absolue ; mais au-dessus de la loi stricte, il y a la raison d'équité. L'équité n'est pas la bienveillance, c'est une meilleure justice distributive dans la répartition de la rémunération. Là encore il y a une amélioration possible par l'élaboration de tarifs de prix de main-d'œuvre entre les contractants. Cette élaboration peut être faite par une commission mixte élue dans les chambres syndicales des parties. C'est donc là que doivent converger toutes les vues des ouvriers désireux d'améliorer leur sort. L'attitude des délégués du Congrès ouvrier nous confirme dans cette espérance.

Eugène PETIT.

Nous croyons devoir reproduire à la suite de ce compte-rendu le discours lu à l'ouverture par M. Guillon, un des organisateurs du Congrès et délégué des ouvriers bijoutiers de Paris, ainsi que les conclusions adoptées par le Congrès.

Voici le discours de M. Guillon :

« Citoyennes et citoyens, c'est avec une légitime émotion, que nous devons voir l'ouverture du premier congrès ouvrier, où tous les travailleurs de France ont envoyé des délégués pour discuter leurs intérêts. Notre situation de salariés est terrible ; l'organisation économique que nous a laissée l'ancien monde et qui se perpétue, est cause que l'ouvrier, malgré son amour du travail, malgré un labeur incessant, malgré les économies les plus strictes, éprouve les plus grandes difficultés à joindre (comme on le dit) les deux bouts. Il est toujours sous le triste spectacle des privations que doivent s'imposer sa femme et ses enfants, et lorsque surviennent la vieillesse, la maladie, l'infirmité, il est obligé de courber sa fierté, de comprimer ses sentiments d'homme libre, pour aller à l'hôpital, au bureau de bienfaisance, ou s'adresser à la charité publique.

C'est cet état de choses, citoyens, que nous voulons transformer ; ce que nous voulons, c'est que l'ouvrier laborieux ne manque jamais d'ouvrage, c'est que le prix du travail soit véritablement rémunérateur, c'est que l'ouvrier ait le moyen de s'assurer pour le chômage, la maladie et la vieillesse. C'est dans le but de rechercher ces moyens, que, l'idée première du Congrès, a été émise. Nous avons pensé que, si tous les travailleurs pouvaient s'entendre, mettre en commun leurs aspirations,

leurs projets, nous trouverions peut-être au milieu des idées produites, celles dont l'application amènerait la solution de la question sociale ; nous avons voulu également avec le Congrès montrer à nos gouvernants, à nos classes dirigeantes qui se disputent et se battent pour s'emparer du gouvernement et s'y maintenir, qu'il y a dans le pays, une fraction énorme de la population, qui souffre, qui a soif de réformes, et dont on ne s'occupe pas assez.

Nous avons voulu, Citoyens, que le Congrès fût exclusivement ouvrier, et chacun a compris de suite nos raisons. Il ne faut pas l'oublier, tous les systèmes, toutes les utopies qu'on a reprochés aux travailleurs ne sont jamais venus d'eux ; tous émanaient de bourgeois bien intentionnés sans doute, mais qui allaient chercher des remèdes à nos maux dans des idées ou des élucubrations, au lieu de prendre conseil de nos besoins et de la réalité. Si nous n'avions pas pris comme mesure indispensable qu'il fallait être ouvrier pour parler et voter dans le Congrès, nous aurions vu la répétition de ce qui s'est passé à une autre époque ; c'est-à-dire des faiseurs de systèmes bourgeois, qui seraient venus gêner nos débats et leur imposer un caractère que nous avons toujours repoussé. Il faut qu'on le sache bien, l'intention des travailleurs, n'est pas de vouloir améliorer leur sort en dépouillant les autres. Ils veulent que les économistes qui ne s'occupent que des produits, et pour lesquels l'homme n'est rien, considèrent également l'homme en même temps que le produit ; ils attendent de la nouvelle science économique toutes les améliorations qui consistent dans la solution de la question sociale.

L'idée du Congrès répond si bien aux besoins des travailleurs, qu'elle a parcouru le pays comme une traînée de poudre, et qu'aujourd'hui, en moins de deux mois, nous sommes réunis 105 délégués des corporations des départements, et 255 de Paris ; nous pouvons dire que le premier Congrès de France représente au moins onze cent mille travailleurs.

Après ces préliminaires, citoyens, nous arrivons à la question du programme et du règlement. Le programme est aussi complet que possible, il touche à la question sociale par ses côtés les plus essentiels ; avec le travail des femmes, il veut empêcher le capitaliste d'opposer le travail de la femme à celui de l'homme pour le rendre rémunérateur ; avec les chambres syndicales, il touche à l'organisation du travail, en vue de défendre ses intérêts ; les conseils de prud'hommes, c'est la terminaison légale de tous les conflits qui peuvent s'élever entre le travail et le capital ; l'apprentissage et l'enseignement professionnel, c'est la possibilité pour l'ouvrier de connaître à fond son industrie et de produire beaucoup, et mieux, pour la même somme de travail ; la représentation directe du prolétariat au parlement fournit aux travailleurs le moyen d'avoir dans les Chambres des hommes à eux, qui défendent leurs intérêts et connaissent leurs besoins ; les associations coopératives de con-

somation, de production et de crédit, c'est le moyen de neutraliser, par l'initiative individuelle, tous les mauvais effets de l'organisation actuelle du commerce, de la production et du crédit; les caisses de retraites d'assurances et des invalides du travail permettront à l'ouvrier d'être tranquille dans les mauvaises circonstances de la vie; l'association agricole et la nécessité des rapports entre les ouvriers de l'agriculture et ceux de l'industrie, c'est montrer que l'agriculture et l'industrie doivent se donner la main.

Vous le voyez, citoyens, si tous ces points du programme avaient une solution, la solution de la question sociale serait assurée. Cependant, il est bien entendu qu'à ces questions on pourra en ajouter d'autres si le temps le permet. Mais ce qui est indispensable, c'est que tous les points du programme soient abordés dans le Congrès. »

CONCLUSIONS.

Proposées par les 8 commissions d'étude sur les questions étudiées au Congrès, et adoptées à l'unanimité dans la dernière séance du 10 octobre.

1^{re} QUESTION. — Travail des femmes.

Mlle André, rapporteur, émet le vœu :

1^o De la formation d'une chambre syndicale de femmes; Réduction de de la journée de l'ouvrière à huit heures de travail; 3^o Suppression du travail de nuit; 4^o Egalité de salaire pour travail similaire à celui des hommes; 5^o Révision de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures sur des bases plus larges; 6^o Assimilation des communautés religieuses aux établissements industriels; 7^o Création de sociétés corporatives, identifiées aux chambres syndicales; 8^o Education plus élevée, qui augmente les chances de gain; 9^o Création d'une société protectrice de l'enfance et de la jeunesse.

2^o QUESTION. — Chambres syndicales ouvrières.

M. Charvet, délégué de Lyon rapporteur, demande :

1^o Abrogation des art. 291, 292, 293, 294 du Code pénal contre la liberté de réunion; 2^o Le retrait du projet de loi déposé à la Chambre des députés et relatif aux chambres syndicales; 3^o Démarche auprès des représentants, pour leur exprimer les vœux et les espérances exposés dans les discussions du Congrès.

3^e QUESTION. — De la formation des Conseils des Prud'hommes.

M. Dufau, délégué de Bordeaux, demande :

1^o Abrogation des lois et décrets existants qui régissent l'institution actuelle des prud'hommes; 2^o Publication d'un code usuel; 3^o Surveil-

lance active des enfants mis en apprentissage ; 4° Intervention directe des délégués du Conseil dans les manufactures, usines et ateliers ; 5° Electorat des prud'hommes sur la liste politique ; 6° Eligibilité des prud'hommes à 25 ans ; 7° Augmentation du nombre des membres suivant les nécessités ; 8° Gratuité du mandat ; Assimilation des compagnies, entreprises et administrations au patronat justiciable du Conseil.

4° QUESTION. *Apprentissage et enseignement professionnel.*

M. Finance, délégué de Paris, demande :

1° Abrogation de la loi Falloux. — 2° Adjonction d'une langue vivante, à l'enseignement, qui ne devra plus être primaire, mais libre à tous les degrés. — 3° Enseignement laïque, gratuit, dont la base repose sur les doctrines du positivisme.

Sur l'apprentissage, demande que les chambres syndicales exercent une surveillance active, et règlent les contrats d'apprentissage.

Ici se place un incident, l'assemblée proteste contre les tendances positives intercalées dans les conclusions, et sur l'absence du mot « obligatoire » omis dans l'enseignement. Le rapporteur, s'étant refusé à modifier ses conclusions, l'assemblée les rejette et nomme M. Desmoulins, délégué des instituteurs libres, rapporteur, qui donne les conclusions suivantes :

1° Enseignement public, gratuit, laïque et obligatoire. — 2° Abrogation de la loi Falloux (15 mars 1850). — 3° Loi coercitive à l'égard des parents négligents. — 4° Suppression de la lettre d'obédience. — 5° Développement du programme de l'instruction. — 6° Augmentation des honoraires des instituteurs. — 7° Révision des contrats d'apprentissage.

5° QUESTION. *De la représentation directe du prolétariat au Parlement.*

M. Albert, délégué de Lyon, rapporteur, demande :

1° Tout Français, âgé de 21 ans, doit être électeur, sans condition de domicile. — 2° Rétablissement du scrutin de liste. — 3° Fondation d'un journal socialiste. — 4° Nomination d'une commission par le Congrès pour étudier les moyens pratiques d'organisation.

6° QUESTION. *Sociétés coopératives.*

M. Dupire, délégué de Paris, rapporteur, propose :

1° La condamnation de l'intérêt du capital. — 2° Modification de l'impôt. — 3° Affranchissement des travailleurs par la coopération. — 4° Association au moyen d'un capital amortissable, indivisible, inaliénable et impersonnel. Le bénéfice résultant de cette opération étant destiné à assurer les retraites, et étendre les rapports de l'association. — 5° Mo-

dification de la loi de 1867, sur les sociétés. — 6° Suppression de l'impôt indirect et augmentation de l'impôt direct sur le revenu.

7° QUESTION. *Caisses de retraites et de prévoyance.*

M. Harry, délégué de Paris :

1° Repousse l'ingérence de l'Etat. — 2° Repousse l'impôt forcé. — 3° Demande que les chambres syndicales soient chargées, dans leurs attributions, d'étudier l'établissement des caisses de retraites et de prévoyance contre le chômage. — 4° Propose l'établissement de délégations communales, chargées de centraliser les souscriptions. — 5° Demande que la famille entière du travailleur participe aux bénéfices des caisses de retraite.

8° QUESTION. *Rapports à établir entre les ouvriers agricoles et les ouvriers industriels.*

M. Fuzeillier, délégué de Paris, rapporteur, propose :

1° L'organisation de syndicats agricoles, mis en rapport direct avec les syndicats professionnels des centres. — 2° Attribution aux syndicats de conclure sur les litiges. — 3° Création de bibliothèques et de conférences périodiques. — 4° Etablissement d'un comité consultatif pour éclairer l'ouvrier agricole sur l'étendue de ses droits et leur valeur. — 5° Organisation d'un conseil de prud'hommes agricoles. — 6° Invitation à la presse de répandre ces délibérations, au moyen de sa publicité, et de prêter son concours à cette œuvre d'émancipation.

Toutes ces propositions ayant été acceptées à l'unanimité, le Congrès avait rempli son but, en tant que délibérations. M. Chabert est ensuite monté à la tribune, a vivement remercié tous les délégués de leur concours empressé et de leur attitude remarquable pendant ces dix séances. Il leur a donné rendez-vous au prochain Congrès qui se tiendra le 2 octobre 1877 à Lyon, et les a engagés à se retirer au cri de : « Vive la République démocratique et sociale. » L'Assemblée a obéi et s'est séparée dans le plus grand ordre.

E. P.

LES CONGRÈS DE STATISTIQUE
ET LE
IX^e CONGRÈS TENU A BUDA-PESTH

SOMMAIRE : L'utilité des congrès de statistique et leur défaut. — La commission permanente. — Les volumes de la statistique internationale. — Le congrès de Buda-Pesth. — De quelques livres et de quelques propositions. — A propos de l'éloge de M. Quetelet et des tables de mortalité. — Statistique des grandes villes, — de la justice, — des sociétés, — des eaux. — Statistique médicale, forestière; — statistique de la morbidité industrielle, — du commerce extérieur, — des chemins de fer, etc.

Le congrès international de statistique, comme l'a très-bien dit M. Levasseur dans son rapport à l'Académie des sciences morales et politiques, est devenu une institution. Il date d'un quart de siècle, nous l'avons vu naître, nous l'avons suivi depuis son origine, et le lecteur a été tenu au courant de ses travaux la collection du *Journal des Économistes* en fait foi. Nous pouvons donc supposer connue son histoire et entrer en matière sans autre préambule.

C'est à Buda-Pesth que la neuvième session de cette assemblée a eu lieu. Nous disons cette assemblée, bien que le personnel s'en soit presque entièrement renouvelé. De ceux qui se trouvaient à la première réunion, trois membres seulement ont pu se rendre à Pesth : M. Engel, de Berlin (autrefois à Dresde), M. Farr (de Londres), et celui qui écrit ces lignes. La plupart des autres, hélas ! Quetelet, David, Visschers, Dieterici ne sont plus de ce monde ; d'autres, le baron Czœrnig, MM. Heuschling et de Baumhauer sont absents par l'effet de l'âge ou de la maladie, M. Berg (de Suède) quoiqu'il ne soit venu que plus tard, a également dû se faire remplacer par un plus jeune collègue. Mais le congrès est une institution, il se renouvelle, en maintenant ses traditions et continue de rendre des services à la science. Il n'a pas tenu toutes les promesses qu'on a données en son nom, il n'a pas produit complètement les résultats qu'on en espérait, mais il en a offert d'autres qui ne sont nullement à dédaigner. Ce qu'on lui demandait, c'était l'uniformité des cadres, afin qu'on pût mieux comparer entre elles les statistiques des divers pays. Cette uniformité était bien difficile à réaliser ; on s'est approché de ce but, mais pas autant qu'on aurait pu le faire si l'on avait su modérer son élan : *chi va piano, va bene*. En revanche, il s'est formé entre les statisticiens des liens

de confraternité, d'amitié même, qui ont facilité bien des travaux. Enfin, chaque session du congrès a fait surgir toute une série d'études, de mémoires, de notices, de volumes, qui n'auraient jamais vu jour sans cette solennité qu'il fallait préparer, à laquelle on voulait briller ou qu'on voulait gagner à ses idées pour s'en faire un appui. Quel que soit le mérite des travaux antérieurs à 1853, date du 1^{er} congrès, nos successeurs dateront une nouvelle ère de la réunion de Bruxelles, et recevront avec reconnaissance ce qui a pu être fait sous l'impulsion des congrès.

Nous sommes presque obligé de commencer notre compte rendu par une critique, celle de ce qu'on appelle la commission permanente créée au congrès de Saint-Petersbourg. C'est une institution dans l'institution, qui causera très-probablement sa perte : elle se substituera deux ou trois ou quatre fois à la grande réunion, le nombre des participants décroîtra peu à peu et ce sera fini : le congrès de statistique sera mort. Sans aucun doute, les congrès, tel qu'on les a constitués, ne sont pas en état de prendre beaucoup de décisions utiles, ils remuent une masse d'idées et préparent des solutions, mais ils ne peuvent que rarement les formuler et surtout les imposer à la conviction. La raison en est simple, on les surcharge de travail. On ne leur demande pas *une idée par jour*, mais trois, quatre, voire même six *solutions par jour*. Demandez beaucoup, soit ; mais n'en demandez pas trop. On admet le fait dont nous nous plaignons — la rareté des solutions, — mais au lieu de faire cesser la cause, — la multiplicité des questions, — on a imaginé la commission permanente. Nous pourrions en raconter long sur les diverses propositions qui ont précédé le vote qui institua cette commission, mais cet historique n'aurait aucun intérêt pour la plupart des lecteurs ; nous nous bornons à dire que la commission est définitivement composée des délégués officiels des divers États, sans entrer dans d'autres détails. Cette commission est censée chargée de réviser les décisions du congrès et de séparer le bon grain — les choses réalisables — de l'ivraie des idées plus ou moins utopiques. Or, jusqu'à présent, la commission a tenu plusieurs sessions sans s'occuper de cette révision, et nous croyons bien qu'elle en agira toujours de même. Et voici pourquoi : *quelques-uns des statisticiens les plus importants ne veulent pas être liés par les décisions qu'on pourrait prendre*. Ils ont, à beaucoup d'égards, raison. En effet, on comprendrait que les chefs des bureaux de statistique agricole (ou de n'importe quelle autre statistique) se réunissent et qu'ils convinssent, l'un d'accepter ceci, l'autre, d'admettre cela ; il y aurait entre eux, qui sont des puissances de même qualité, échange d'idées, de cadres, de formules, de colonnes, de rubriques,

de divisions et de subdivisions de tableaux, on élaborerait ainsi un ensemble commun, tenant compte des particularités des différents pays, et cet ensemble commun, chacun s'engagerait à l'introduire chez lui. Ce serait une transaction qui lierait tout le monde et l'utilité en serait on ne peut plus évidente. Mais, dans la commission permanente, telle qu'elle est, beaucoup de statistiques ne sont pas représentées, d'autres le sont par un ou deux chefs de service; or, quelle convention, et surtout quelle transaction pourrait être conclue entre le chef de la statistique judiciaire du pays A et le chef de la statistique financière du pays B? Nous n'en voyons pas. Ce sont là des puissances de qualités différentes, elles ne peuvent rien se donner, ni rien se prendre : elles ne peuvent pas fusionner et produire un ensemble commun. Eh, bien ! si la commission ne peut pas prendre d'engagement, elle n'a pas de raison d'être, elle ne pourrait que nuire en se réunissant souvent.

Il est évident, en effet, que pour justifier le titre de commission *permanente*, elle doit se réunir en dehors du congrès. Or, il est des pays qui ne croient pas à l'utilité de très-fréquentes réunions; par exemple, l'Angleterre, la Belgique, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, sans compter les États-Unis, n'étaient pas représentés à la réunion de la commission tenue à Stockholm, et nous connaissons deux pays importants qui n'y ont été représentés que par hasard; les absences se multiplieront et réduiront l'autorité de la commission (1). D'un autre côté, les congrès étant devenus coûteux, on invitera de préférence la commission permanente, sans se mettre ainsi le congrès sur les bras. Les capitales ne se disputeront plus l'honneur de le recevoir.

Nous prévoyons une objection. La commission permanente, dira-t-on, a encore pour but d'activer la rédaction de la « statistique internationale. » Nous allons répondre. En 1869, au congrès de La Haye, M. Quetelet nous prit à part, pour nous faire une communication. Il avait été plusieurs fois question d'une statistique comparée ou internationale (2), M. Quetelet nous proposa de nous en charger, il s'occuperait d'obtenir l'adhésion et la coopération des chefs des diverses statistiques des différents pays; nous dûmes décliner cette offre si flatteuse. Dans la séance qui suivit, M. Quetelet se borna à exprimer le vœu que cette statistique fût faite.

Il fut secondé par M. Engel, qui proposa que chaque bureau se chargeât d'une branche de cette statistique. Vingt et quelques pays

(1) Ajoutons que le Mecklembourg, qui était représenté à Stockholm, ne l'a pas été à Buda-Besth. C'est la contre-épreuve.

(2) Nous passons l'histoire antérieure. MM. Quetelet et Henschling avaient déjà donné à l'idée un commencement d'exécution.

acceptèrent une tâche : qui la population, qui l'agriculture, qui l'industrie, qui les finances ou la navigation, et ainsi de suite. En 1872, plusieurs de ces statistiques étaient commencées, mais aucune n'était achevée. Comme nous allons le voir, ce n'est qu'à Buda-Pesth qu'on en présentait les premiers. On prétend que la commission a contribué à hâter le travail. Ceux qui ont cette opinion se trompent : les statisticiens les plus actifs, et ceux dont la tâche était la plus aisée, sont arrivés les premiers, d'autres suivront ; et ceux qui manquent d'activité, ou qui ont accepté une tâche trop difficile, persisteront dans leur abstention.

C'est par des séances de la commission permanente qu'a commencé le congrès de Buda-Pesth ; on voit donc que si nous avons quelque peu insisté sur son origine et sa destination, nous ne sommes pas sorti de notre sujet.

Ces séances étant en grande partie consacrées au compte-rendu des travaux de la commission dans l'intervalle des deux sessions, ainsi qu'à la statistique internationale, nous n'avons qu'à continuer notre exposé ; nous passerons cependant sous silence les discussions qui étaient relatives à des matières de pur ordre ou d'organisation, comme le règlement, le nombre des séances, la division en section et autres analogues.

Nous avons dit que les membres de la commission tenaient à garder leur liberté. En parcourant les comptes-rendus de Vienne et de Stockholm, on en trouvera des exemples curieux. On y soutient (voir entre autres, *Stockholm*, p. 33 et 34), que chaque Etat doit faire son programme tout seul. — Pourquoi se réunit-on alors ? L'un des assistants et vraiment pas le dernier en autorité, exprime cette singulière opinion que la discussion du programme d'une statistique dont il était question alors peut être ajournée jusqu'après l'achèvement du volume, c'est-à-dire qu'on fera le plan après l'œuvre. Encore une fois pourquoi se réunit-on, si ce n'est pour éclairer de ses lumières celui qui va commencer un travail ? Lorsque le volume sera imprimé, il sera trop tard. Si quelque part le programme délibéré, arrêté en commun, est à sa place, c'est pour cette statistique, dite internationale. Mais chacun veut rester libre, nous ne saurions trop le répéter, et nous devons chaque fois ajouter : A quoi sert donc la commission permanente ?

A faire imprimer aux frais de la Russie quelques mémoires qui, à défaut de commission, auraient été imprimés aux frais d'autres pays et spécialement de la Hongrie. En effet, le président du précédent congrès est de droit président de la commission jusqu'au congrès suivant, et c'est ce président qui fait imprimer aux frais de son pays les mémoires qui peuvent être demandés aux

membres de la commission, ou qu'ils s'offrent de fournir, sur un sujet à l'ordre du jour. Le précédent congrès ayant eu lieu à Saint-Petersbourg, c'est M. de Séménoff qui a été le président, et par conséquent c'est la Russie qui a été chargée des frais. Les mémoires en question forment un volume de 918 pages, et plusieurs sont remarquables. Nous ne pouvons malheureusement pas analyser ici ce volume, mais nous reviendrons à une autre occasion sur quelques-uns des travaux qu'il renferme ; il suffit en ce moment de noter l'existence de ce beau recueil qui serait sans doute un argument en faveur de l'existence de la commission permanente, si la plupart de ces mémoires n'avait pas déjà paru ailleurs, et si les autres n'avaient pas pu être annexés au programme du neuvième congrès. Montrons-nous bon prince, et considérons le volume de Saint-Pétersbourg comme une circonstance atténuante.

II.

Revenons à la statistique internationale. Nous avons déjà dit qu'un certain nombre de volumes sont achevés ; énumérons-les dans l'ordre où il en est question dans la réunion. (Voy. *Bulletin du Congrès*, n° 3). C'est M. Sidénbladh, au nom de la Suède, qui ouvre la marche ; il présente la *population*. L'honneur de faire cet important volume, — la population est, on le sait, la base de toute statistique, — a été accordé à la Suède parce que la statistique de la population florissait chez elle dès le milieu du siècle dernier. Wargentin, mort en 1783 secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences de Stockholm, est l'auteur d'une des premières tables de mortalité. Le volume offert par la Suède est marqué tome I^{er} ; il a soulevé une discussion, M. Sidénbladh ayant dit qu'on ferait un second volume si le Congrès décidait que les chiffres doivent être accompagnés d'un commentaire. Les avis étaient partagés, mais nous avons démontré qu'un texte était nécessaire, au moins pour faire connaître les lois, les usages et les autres circonstances qui influent sur les faits ; la majorité s'est prononcée en faveur d'un texte. La plupart des autres volumes ont d'ailleurs, nous nous en sommes assuré, le texte que nous réclamions.

M. Yvernès, chef du bureau de statistique au ministère de la justice de France, présente ensuite son gros volume qui traite l'administration de la justice civile et commerciale des différents pays. Cet excellent ouvrage a déjà été l'objet des appréciations très-favorables de la presse française, nous pouvons le supposer connu. M. Bodio, le directeur de la statistique italienne, vient ensuite ; il a fait la statistique internationale des caisses d'épargne ; nous espérons bien avoir un jour l'occasion d'en dire tout le bien

que nous en pensons. M. Körösi, le zélé chef de la statistique de la ville de Buda-Pesth, apporte le premier volume de la statistique des grandes villes; il traite du mouvement de leur population; le tome II, qui n'est pas encore achevé, s'occupera des finances, des grandes villes.

M. Ch. Kéleti, le chef de la statistique du royaume de Hongrie, en qualité de notre hôte, n'a voulu prendre la parole qu'après tous les autres, mais son volume n'est pas le moins intéressant; nous le recommandons sincèrement aux personnes qui étudient la viticulture; ce volume ne devrait manquer dans aucune bibliothèque agricole. Mais comment se le procurera-t-on? En réponse à cette question, nous présenterons une observation que nous désirons fortement voir prise en considération. Nous venons de passer en revue une série d'ouvrages qui ont le mérite d'être écrits en français (toute la collection doit être rédigée en français) — et que plus d'un de nos lecteurs voudraient se procurer. Nous n'osons leur promettre que tous les obtiendront en s'adressant aux auteurs; mais pourquoi ces auteurs n'en mettraient-ils pas un certain nombre en dépôt dans une librairie de Paris, en fixant un prix de vente? Nous leur soumettons la question (1), et revenons à la séance dont nous rendons compte.

Le tour de parole est à M. de Riecke, le chef de la statistique du Wurtemberg. Ce pays, qui attribue à la statistique assez d'importance pour en charger toujours des hommes très-distingués, — on choisit volontiers un ancien ou un futur ministre — ce pays a reçu une tâche à la hauteur du talent de ses statisticiens : les finances. Cependant M. de Riecke n'apporte pas la statistique internationale des finances, mais un mémoire sur *le but et les limites* de cette statistique, dans laquelle l'auteur fait connaître les difficultés à vaincre pour établir une statistique financière comparée, surtout si l'on veut réaliser tous les *desiderata* formulés aux Congrès de Vienne et de la Haye. Cet exposé est très-instructif; il indique des particularités curieuses et souvent peu connues. M. de Riecke est d'avis que jusqu'à nouvel ordre il faudra se contenter de ce qui a été fait par divers auteurs, le baron de Czœrnig, Hock, Maurice Block et autres. Nous nous demandons si M. de Riecke n'a pas un idéal trop élevé; le mieux est l'ennemi du bien : il ne faut pas vouloir faire des choses absolument parfaites; est-ce que les autres statisticiens, officiels ou privés, arrivent à la perfection? Il s'en faut souvent de beaucoup.

Nous ne pouvons passer du travail de M. de Riecke à un autre,

(1) Nous apprenons que deux au moins de ces volumes se trouvent à la librairie Guillaumin. C'est un exemple à suivre.

sans lui emprunter, pour l'offrir à nos confrères, une nouvelle devise statistique. Le mot de Napoléon I^{er}, que : la statistique est le budget des choses ; et celui de Goethe que : la statistique montre comment le monde est gouverné, ces mots sont usés ; on sera donc bien aise d'en voir un autre, la voici : *Mensura, numero, pondere, omnia ordinavit Deus* (Sapience, XI, 21, et non 22). Toutefois, l'emploi de cette devise n'est permis que lorsqu'on a fait une bonne, une sérieuse statistique.

M. Mayr, chef de la statistique bavaoise, et professeur à l'Université de Munich, est chargé de la statistique des maisons ou plutôt des bâtiments. Au lieu du volume, il présente une brochure dans laquelle nous trouvons le programme (ou plutôt un résumé de ce programme 1) de son travail et un extrait de la correspondance. M. Mayr demandait à ses collègues les renseignements suivants :

1. Tableau d'ensemble du nombre des bâtiments par... (arrondissements, etc.) ;

2. Les bâtiments selon leurs destinations ;

3. Les bâtiments selon leur mode de construction, et leur couverture ;

4. Les maisons d'habitation selon le nombre des étages ;

5. Id. selon le nombre des logements et des chambres ;

6. Prix et loyer des bâtiments ;

7. Assurance contre l'incendie des bâtiments ;

8. Les bâtiments dans leurs rapports avec l'impôt ;

9. Le mouvement des bâtiments (construction et démolition) depuis 1853.

C'eût été une statistique complète, mais combien d'Etats fourniront leur contingent ? Lisez la correspondance, elle est instructive. Vous allez en juger. Chaque collègue donne ce qu'il a, et quelques-uns ont bien peu, mais pas un ne dit : Vous appelez mon attention sur une lacune dans ma statistique, je vous en remercie ; à la plus prochaine occasion je prendrai des mesures pour la combler. Peut-être ces messieurs ne l'ont-ils pas dit parce qu'ils ont pensé que cela s'entendait de soi... Mais non, en voilà un qui « ne croit pas devoir demander ce renseignement dans son prochain recensement. » S'il en est ainsi, la statistique internationale n'est donc que la reproduction des documents déjà existants ? C'est sans doute quelque chose, beaucoup

(1) Il est regrettable que le programme complet ne se trouve pas dans ce volume de Saint-Petersbourg.

même, surtout s'il y a élaboration, mise en œuvre, commentaire; mais nous en aurions attendu davantage des chefs de statistique; reproduire ce qui existe, à la rigueur, ne dépasserait pas les forces d'un statisticien non officiel, ce n'est pas assez pour l'administration.

Nous nous sommes un peu attardé dans ces séances de la commission qu'on a aussi appelées l'*avant-Congrès*, il est temps de nous occuper du Congrès proprement dit; mais si nous prenons un peu brusquement congé de la réunion préparatoire, mentionnons du moins brièvement quelques-unes des publications offertes par ses membres. Nommons en première ligne deux volumes de statistique en japonais, présentés par M. Maurice Block, chargé de représenter le Japon. Ce sont les premiers travaux du bureau de la statistique de Tokio, renfermant de précieux renseignements sur la population, sur l'agriculture, sur le commerce du Japon. C'est un produit des progrès déjà réalisés et en même temps le gage de progrès futurs. Mentionnons ensuite le travail de M. Engel sur les sociétés par actions (Berlin, en vente au bureau royal de statistique) auquel nous aurons à revenir; une note sur la statistique de l'émigration, par M. Nessmann de Hambourg, renfermant une bibliographie assez riche de la matière. Puis des résumés statistiques sur différents pays, notamment sur la Suède (*Statistisk Tidskrift*, 1876, n° 1, Stockholm, Norstedt et S.); sur le grand-duché de Finlande, notes statistiques, par M. Ignatius, directeur de la statistique à Helsingfors (en français); sur la Hongrie, par M. Kéleti (en hongrois et en allemand); sur la Serbie, par M. Wlad. Jakchitch (en langue serbe); sur la Bavière, publication officielle (Munich, librairie Ackermann). Un certain nombre de bureaux ont présenté des comptes-rendus de leurs travaux; enfin diverses institutions ont fait rédiger des publications spéciales pour le Congrès. Parmi ces derniers, nous nommerons surtout les *Beitraege*, etc., (Documents pour servir à l'histoire du prix des produits agricoles de la Hongrie), ouvrage de beaucoup de mérite; nous en avons lu de nombreuses pages avec un grand intérêt et avec profit pour notre instruction. Malheureusement cet ouvrage a un grand défaut, c'est une édition de luxe. Mais, oui, c'est un défaut, et vous allez être obligé d'en convenir. La publication se compose d'un volume de texte et de tableaux graphiques. Le volume est un in-folio incommode qu'on ne sait où placer dans ses rayons, on le placera quelque part dans une armoire, et on ne le trouvera pas quand on en aura besoin. Quant aux tableaux graphiques, comme ils ne pouvaient pas entrer dans notre malle, nous avons dû les laisser à Bude-Pesth. Si la chambre de commerce de cette capitale avait

seule si mal calculé les dimensions de son œuvre, nous n'aurions rien dit, mais le défaut est commun, le reproche s'adresse à de nombreux coupables. Beaucoup d'auteurs se préoccupent trop peu du format de leurs livres. La publication dont nous parlons est dans le commerce (Buda-Pesth, Selbstverlag der H. K.) Une « critique » de cet ouvrage, dû à M. le professeur Konek, a paru dans la même ville, librairie Grill. Cette petite brochure reproduit les principaux résultats des *Beitraege*.

III

C'est le 1^{er} septembre qu'eut lieu l'ouverture solennelle du Congrès. Il y eût le discours de S. A. I. et R. l'archiduc Joseph, et la nomination du bureau. Nous voudrions qu'on cessât de faire des fournées de vice-présidents. Sur la proposition de M. Kéleti, on en nomma 28 à la fois, et par acclamation, et même davantage, car deux autres ont été indiqués, qui ont échappé à la sténographie. M. Kéleti s'est borné à suivre un usage établi, mais nous n'hésitons pas à déclarer cet usage absurde. En principe, on veut nommer tous les délégués officiels, et généralement on en omet quelques-uns, qui ont le droit de se sentir blessés. Qu'on en nomme 4, et c'est assez, et qu'on choisisse les statisticiens qui se sont le plus distingués par leurs travaux ou les plus anciens, alors ce sera un honneur d'être vice-président. Il y aurait aussi des observations à faire sur les bureaux des sections, mais nous les réservons pour l'article que nous ferons lorsqu'on préparera le futur Congrès.

Après la nomination du bureau, la séance est consacrée, selon une pieuse habitude, à la nécrologie des membres que le Congrès a perdus, et des statisticiens qui sont morts depuis la dernière session. La liste en a été malheureusement longue cette fois ; elle comprenait MM. Quetelet, David, de Copenhague, Visschers, Horn, Charles Dupin, Wolowski. Le *Journal des Économistes* leur a déjà consacré des notices; nous devons cependant nous arrêter à l'*Eloge de L.-B.-J. Quetelet*, prononcé par M. Engel, et mentionner en même temps d'autres publications qui se rattachent également à l'éminent statisticien que nous avons récemment perdu. Le travail de M. Engel est remarquable, comme tout ce qui sort de sa plume. Il a très-bien fait ressortir les services que l'illustre maître a rendus à la statistique. Quetelet a donné une impulsion extraordinaire aux recherches ; il leur a imprimé un caractère plus scientifique, il leur a inspiré un esprit nouveau. Incontestablement son influence a été bonne, et ce n'est pas tout à fait sa faute si l'on a été trop loin dans la voie qu'il a indiquée. Il a montré que le hasard a moins d'action sur l'individu et sur la société qu'on avait cru avant

lui, que les actes des hommes subissaient, même dans l'ordre moral, l'influence de causes générales que l'observation pouvait faire découvrir. Néanmoins, Quetelet n'alla pas jusqu'à nier le libre arbitre ; d'autres sont allés plus loin, de sorte qu'une réaction s'est établie et qu'on s'en est pris même aux travaux du maître. M. Engel n'a pas dissimulé les critiques qu'ils ont soulevées, mais comme il faisait un *Eloge*, il n'avait pas à insister outre mesure sur les objections. Nous regrettons que les nécessités de sa tâche lui aient imposé ce devoir ; nous aurions préféré un travail de science pure, dans lequel on aurait fait abstraction de l'homme aimable et sympathique, de l'ami vénéré, pour ne parler que de ses idées. Peut-être l'essaierons-nous un jour, la tâche est tentante, mais bien difficile ; car, comme l'a reconnu M. Engel, — ainsi que M. Ficker dans une notice sur Quetelet, présentée au Congrès, — il y a à prendre et à laisser dans les idées de cet éminent savant. Mais il faut choisir avec équité, scientifiquement et sans passion. M. Edouard Rehnisch, professeur à l'Université de Göttingue, par exemple, ne met-il pas un peu de passion dans les deux brochures qu'il vient de consacrer à Quetelet ? Il nie que les actes humains d'ordre moral soient soumis à des lois, qu'ils se reproduisent d'année en année avec une certaine régularité. La régularité, en effet, n'est pas absolue si l'on considère les chiffres réels — comme le fait M. Rehnisch, — mais ce sont les chiffres proportionnels qu'il faut étudier. De plus, il n'a pas été soutenu qu'une nation doive rester stationnaire, ni qu'elle ne subisse jamais d'influence perturbatrice. Ce sont précisément les irrégularités accidentelles dans une série habituellement régulière qui excitent notre attention et nous invitent à la recherche des causes. Jamais on n'a tant étudié les forces physiques et morales qui font agir l'homme et produisent les phénomènes sociaux que depuis l'élan donné par les travaux de Quetelet, et cela suffit à sa gloire.

Nous ne pouvions laisser prononcer le nom de Quetelet sans lui rendre l'hommage qui lui est dû. Mais nous avons encore une querelle à vider avec M. Engel à propos de ce qu'il dit sur le Congrès. Il ne semble pas avoir la même opinion à la page 14 qu'à la page 15. A la première, il constate que Quetelet a créé le Congrès à l'effet de rendre uniformes les procédés de la statistique, afin de les rendre comparables, et que ce but ne peut pas être atteint ; et à la page 15 il met en tête un des quatre points vers la réalisation desquels le Congrès doit tendre : « 1° *L'établissement de la comparabilité des publications statistiques* (1). Résumons les trois autres

(1) Nous avons traduit littéralement : *Die Herstellung der Vergleichbarkeit der statistischen Publicationen.*

points ; 2^o réunir des renseignements statistiques nécessaires pour la solution de problèmes scientifiques ou administratifs ; 3^o répandre l'amour de la statistique, en faire connaître l'utilité ; 4^o rapprocher les hommes qui s'occupent de statistique, établir entre eux un lien et un fréquent échange d'idées. Ce n^o 4 suffirait pour justifier l'existence du Congrès, mais si le n^o 1 n'est pas atteint, ce n'est pas que, *malgré les différences de toute nature qui existent entre les Etats* (1), la chose soit impossible, elle n'est même pas très-difficile, du moins pour la plupart des statistiques, et si néanmoins l'uniformité n'a encore fait que quelques pas (2), c'est qu'on s'y est mal pris. Les organisateurs du premier Congrès, dans leur ardeur juvénile, — nous étions jeune alors — ont embrassé *omni re scibili*, à peu près tout, ils n'ont pu l'étreindre. Dans tous les Congrès suivants, on a commis la même faute, et à Berlin, sous la direction de M. Engel, en 1863, au moins autant qu'ailleurs. A Berlin, on a voté en effet des promesses de rapport (3). Cela en est arrivé au point qu'à Saint-Petersbourg, un délégué de la Hollande a fait la proposition formelle *d'inscrire dans le règlement* que les rapporteurs seraient dispensés de présenter leur rapport par écrit (faute de temps), et le président appuya la proposition ; nous avons dû nous opposer énergiquement, et nous avons fait voter que le rapport serait *écrit*. (Compte-rendu du VIII^e Congrès, t. II, p. 10).

Or comment veut-on qu'un chef de statistique propose à son gouvernement, ou prenne sur lui de modifier ses us et coutumes, parce que dans une section à laquelle il n'a peut-être pas assisté, on a parcouru à la hâte une série de questions et pris au vol une série de décisions ? C'est trop demander. Mais si, ce que nous réclamons depuis longtemps, on suit d'autres errements, si l'on se borne dans les congrès à *délibérer* sur une, deux, trois questions au plus, à délibérer sérieusement, on arrivera à des résolutions acceptables et acceptées. En attendant, les comptes-rendus des congrès conservent une autorité purement morale, on en applique ce

(1) Ces différences sont cependant beaucoup moins grandes que l'on croit, nos études d'administration comparée nous en fournissent tous les jours des preuves nouvelles.

(2) Nous atténuons un peu. En réalité beaucoup de rapprochements ont eu lieu. On consulte toujours les tableaux insérés dans les comptes-rendus. Il est vrai qu'on les adopte rarement en entier, car les premiers surtout ont frisé de trop près l'idéal pour être pratiques. Les auteurs croyaient devoir se présenter à leurs collègues en habit de dimanche.

(3) V. *Journal des Economistes*, t. XL, p. 33 (1863). Une promesse de rapport est un rapport qui n'est pas encore rédigé ; on a approuvé ce qui n'existait pas encore !

que l'on approuve, et le reste... on le laisse. Heureusement on y trouve beaucoup de choses à approuver.

Nous en avons fini avec la séance d'ouverture; en général, immédiatement après, les sections se constituent. Nous devons faire remarquer que nous ne prenons pas ici l'office de chroniqueur, nous passons sous silence les incidents sans portée, les insignifiantes modifications de l'ordre habituel des travaux; notre but principal est d'indiquer les résultats scientifiques importants des congrès. Nous dirons seulement que l'assemblée s'est formée en 6 sections (la 5^e s'est subdivisée), savoir : 1^o Théorie et population; 2^o Justice; 3^o Hygiène publique; 4^o Agriculture et sylviculture; 5^o Industrie; 6^o Commerce et transports.

VI

Prenons le programme de la première section. Les trois, ou plutôt quatre, questions posées étaient relatives; 1^o à l'enseignement de la statistique; 2^o aux tables de mortalité; 3^o au mouvement de la population, ainsi 4^o qu'aux finances des grandes villes.

Quatre membres du congrès ont fourni des mémoires ou études préparatoires, des avis motivés, sur la question de l'enseignement de la statistique: M. Levasseur, membre de l'Institut, M. Konek, professeur de statistique à l'Université de Bude-Pesth, M. Jahnson, professeur de statistique à l'Université de Saint-Pétersbourg, et M. Ficker, chef de division chargé de la statistique au ministère de l'instruction publique à Vienne. Il s'agissait de déterminer dans quelle mesure la statistique devait entrer dans l'enseignement supérieur, secondaire, primaire. Il y avait là un écueil que MM. Konek et Jahnson ne nous semblent pas avoir complètement évité, celui de ne penser qu'à la statistique tout à fait scientifique; MM. Levasseur et Ficker ont pris la chose plus pratiquement, et la section leur a donné raison notamment au premier. M. Levasseur ne communique la statistique, dans l'enseignement inférieur, que sous la forme de notions accessoires à la géographie: peu n'en faut à l'instruction primaire, mais on peut en donner davantage dans les collèges et lycées; elle n'est à sa place, sous son propre nom, que dans l'enseignement supérieur. [Nous sommes également de cet avis; malheureusement l'enseignement scientifique de la statistique n'existe pas encore en France, l'Etat n'a pas créé une seule et unique chaire qui lui soit exclusivement consacrée, tandis qu'il y en a un certain nombre en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Russie et dans d'autres pays. Nous, auxquels on envie tant de choses, nous devrions un peu envier leurs chaires de statistique aux autres pays.]

On parla ensuite des *tables de mortalité*. Cette question a été

l'ordre du jour dans huit congrès sur neuf : les rares amateurs de cette étude aride trouveront d'amples matériaux dans les comptes rendus et plus spécialement dans le programme du congrès de Pesth, nous nous bornons à y renvoyer. Nous devons cependant émettre une observation qui étonnera quelques-uns de nos savants confrères dont nous venons d'examiner — sans l'ombre d'une passion — les *x* et les *y*, les *plus* et les *moins* sans compter les *racines*, les *coefficients* et le reste, nous avons acquis la conviction que cet appareil de précision absolue ne contribue guère à augmenter l'exactitude réelle. Il en est de ces tables comme d'une couverture un peu courte et étroite : de quelque côté que vous tiriez, il y en aura toujours un qui restera à découvert, peu importe en fin de compte que ce soit le côté droit ou le côté gauche.

On voit par ce qui précède, que nous ne voulons pas aborder la question au fond ; nous voudrions cependant soumettre un doute à M. Körösi. Le savant statisticien hongrois croit que l'on ne doit étudier que la population sédentaire (minimum 3 années de domicile) afin de pouvoir constater les influences locales (climat, humidité etc. etc.). Nous pensons, au contraire qu'au bout de 3 ans on est acclimaté et par conséquent moins sensible à ces influences. C'est surtout le nouveau venu qui les subit. Vous direz peut-être qu'on peut négliger les nouveaux venus ? Mais par le temps de rapide croissance des villes qui court, une très-forte partie de la population des villes (la moitié, même les $\frac{3}{4}$) se compose de nouveaux venus. Décidément, la couverture est trop courte, et tout compté, nous préférons la méthode de M. Farr... et nous sommes libre de la préférer, car le congrès a émis un vote qui, traduit en bon français, veut dire : chacun fera comme il voudra.

La 3^e question soumise à la première section était le compte rendu du mouvement de la population des villes. On paraît avoir été d'accord pour recommander la publication de bulletins hebdomadaires dans la forme des bulletins de Londres. Un certain nombre de villes (environ 50) sont déjà entrées dans cette voie et le public est ainsi tenu au courant de l'état sanitaire de l'Europe, car outre le nombre des naissances, des décès et des mariages, on fait connaître les principales causes des décès. C'est à recommander.

A cette 3^e question on en a rattaché avec raison une quatrième, qui avait d'abord été destinée à la 5^e section, *la statistique financière des grandes villes*. Les grandes villes commencent à faire parler beaucoup d'elles en statistique. Messieurs les statisticiens urbains — dont quelques-uns, soit dit en passant, sont des hommes extrêmement distingués — se voyant nombreux, ont senti grandir leur importance, et ont demandé à former une section à part, ce qu'on

leur a accordé d'assez mauvaise grâce. Ils ont nommé président un des leurs, M. Körösi, et bientôt vous les verrez fonder des congrès spéciaux. C'est de l'esprit de corps, lequel a aussi un bon côté: *il oblige*, comme la noblesse. On a donc discuté la rédaction d'un tableau des recettes et des dépenses, et l'on est parti de principes justes dans leur ensemble : 1° tâcher de donner une image de la réalité en évitant les recettes d'ordre (*durchlaufende Posten*) ou les recettes et dépenses fictives apparentes ; 2° se borner au stricte nécessaire. Mais le classement proposé par M. Körösi, quoique voté par le congrès, laisse à désirer. Le voici :

I. — Recettes.

1. Impôts directs.
2. Impôts indirects (y compris les impôts somptuaires, de consommation, d'octroi (1), ainsi que les monopoles.)
3. Produits de la fortune immobilière.
4. Produits de la fortune mobilière.
5. Produits d'entreprises indépendantes (par ex. usine à gaz, distribution d'eau.)
6. Recettes provenant de la location de places sur la voie publique.
7. Recettes provenant de la vente d'actifs.
8. Recettes provenant d'emprunts.
9. Recettes provenant de subsides (subventions) et de dons.

L'ordre logique serait de commencer par les revenus permanents qui ne sont pas des impôts, ici les n^{os} 3 et 4, et à certains égards 5 et 6; de faire suivre les recettes accidentelles qui ne sont pas des impôts, n^o 9; puis les impôts, n^{os} 1 et 2; enfin, les recettes extraordinaires n^{os} 7 et 8. Il faut qu'on puisse bien séparer les charges des contribuables des autres revenus. Nous avons quelques autres observations à présenter. D'abord, les monopoles, au n^o 2, pourraient bien comporter des fournitures (2), leur place seraient alors au n^o 5. Supposons que ce monopole fût, comme à Breslau, la banque (3), M. Körösi voudrait avec raison qu'on se bornât à porter en recettes seulement les bénéfices (produit net) de cet établis-

(1) Il y a, dans l'original, *douane*, mais en France on n'applique pas ce mot aux droits d'entrée dans les villes.

(2) Le monopole des tabacs comporte une fourniture, le tabac; de même le monopole du sel, l'impôt est compris dans le prix du sel. Le prix du gaz, de l'eau, même celui du balayage, etc., peut renfermer un impôt.

(3) Nous ne tenons pas à dire ici que les habitants ne peuvent pas faire d'affaires avec une autre banque, mais seulement que la ville perçoit le profit net de la banque urbaine.

sement, bien que l'inscription des produits bruts soit la règle pour les autres chapitres du budget. Il est évident que dans la statistique du Breslau la banque devrait être rangée au n° 5. Il nous semble ensuite qu'une rubrique « autres recettes » était indispensable, et si le *total* des recettes de la ville renferme des recettes d'ordre, il faut ajouter encore une colonne pour les « recettes d'ordre » sans détails, car les totaux de la statistique du statisticien doivent être identiques aux totaux de la statistique du comptable, pour que le public ne dise pas : « jamais leurs chiffres ne sont d'accord » !

Il est à remarquer que M. Körösi veut soumettre à une nouvelle élaboration des chiffres déjà publiés par l'administration, tandis que jusqu'à présent on a plutôt songé à faire entreprendre les relevés négligés auparavant, ou à perfectionner les tableaux même de l'administration. C'est ce perfectionnement qui est partout désirable. Nous revenons au projet de M. Körösi.

II. — *Dépenses.*

1. Police.
2. Nettoyage et arrosage des rues.
3. Instruction publique.
4. Voies de communication.
5. Assistance publique.
6. Dépenses des hôpitaux.
7. Eclairage public.
8. « Déficit des entreprises indépendantes » (gaz, eaux.)
9. Acquisition d'actifs (de rentes, etc.)
10. Intérêt et amortissement de dettes.
11. « Frais du personnel, avec indication détaillée de l'état du personnel. »

Nous ne saurions donner notre entière approbation à ce tableau. Nous louons l'auteur de chercher à résumer, à simplifier. Nous y constatons d'abord une omission de la dernière gravité : il manque un n° 12 : *autres dépenses*. Il faut absolument que le total du tableau statistique arrive au même chiffre que le compte administratif ; or, le tableau ci-dessus n'a pas de colonne pour les dépenses du culte, ni pour le matériel (chauffage, fournitures de bureau etc). ni pour beaucoup d'autres services. Que les frais de perceptions aient été oubliés, nous semble impardonnable. Le mot police est un peu trop large ou trop vague ; renferme-t-il des dépenses pour la salubrité publique ? Où classerons-nous les dépenses pour les cimetières ? Les travaux publics, les bâtiments civils, seront-ils rangés avec les « voies de communication » ? Nous aurions bien

d'autres critiques à faire, mais nous ne voudrions pas affliger M. Körösi qui est un homme actif, plein d'initiative et qui rend de grands services à la ville de Pesth. Il a probablement éprouvé tant de peine à obtenir des renseignements, qu'il s'est résigné à demander très-peu, mais il ne faut rien exagérer, pas même la modération. Qui trop peu demande, reçoit des réponses insignifiantes. Quant à la section qui a voté ce tableau si incomplet, aurait-elle opiné du bonnet ?

La deuxième section s'est occupée de la *Justice*. Nous ne parlerons pas, faute d'espace, de l'excellent Mémoire et de la Note substantielle sur la récidive, que M. Yvernès a fournie pour le programme. Ces travaux sont déjà connus en France, et nous devons réserver le peu d'espace dont nous disposons pour ceux dont on n'a pas encore parlé. Or, M. Outine, chef de la statistique judiciaire, à Saint-Petersbourg, a émis sur les casiers judiciaires une idée dont nous n'approuvons que la moitié. Il dit : « La loi ne peut pas vouloir que le délit, une fois commis, laisse sur le coupable une trace indélébile sa vie durant, sans qu'elle puisse même être effacée ultérieurement par une conduite irréprochable. » C'est là, en effet, le reproche à faire aux cahiers judiciaires : ils peuvent empêcher le pécheur de s'amender, nous l'avons déjà dit ailleurs. M. Outine veut donc qu'on élimine certains bulletins du casier au bout d'un temps donné. Cette idée, l'élimination périodique, nous l'admettons, parce qu'on n'est pas récidiviste au bout de vingt ans d'une conduite irréprochable. Mais que nous parle M. Outine de l'impression des bulletins et de leur envoi à tous les tribunaux, aux municipalités et à la police ! Un bulletin conservé par un chef de bureau discret peut, à la rigueur, être considéré comme secret, mais un volume répandu dans nombre de tribunaux, c'est empêcher tous les « Ivanoff fils de Petroff » de s'arrêter dans la mauvaise voie et de rentrer dans la bonne. Et si le volume ne cause pas de mal en Russie, il en causerait certainement dans le reste de l'Europe. Nous nous étonnons donc que M. Gneist l'ait préféré au système français (1). Il resterait seulement une question d'exécu-

(1) Nous n'avons pas pu assister à cette séance, nous avons donc consulté le *Bulletin officiel du Congrès* qui dit textuellement : « M. le professeur Gneist émet l'opinion que le système français, quoique présentant de grands avantages, est très-complicé, et concède (*sic*) pour l'Allemagne, la préférence au système russe... » Mais nous recevons un compte-rendu très-développé — et excellent sous beaucoup de rapports — de M. Ficker, dans lequel nous lisons ce qui suit : « Mais bien que M. Gneist ait mis sa grande autorité dans la balance en faveur du système français... » ce système n'a pas été adopté. » Il a été décidé par la

tion. Le nombre des bulletins, ou fiches individuels est malheureusement très-grand, le travail d'élimination serait donc considérable ; il nous semble que ce travail serait abrégé si l'on se servait tous les ans de fiches d'une autre nuance. On trouvera bien au moins dix nuances. Ce n'est là qu'un des moyens à employer. On n'éliminerait dans tous les cas au bout de dix ou vingt ans que ceux qui n'auraient eu qu'une fois maille à partir avec la justice.

On a discuté aussi la question des « livres fonciers et hypothécaires » ; c'est une matière trop compliquée pour être utilement résumée en peu de lignes. Nous tâcherons un jour de consacrer un article spécial à cette intéressante question.

Cette même section, réunie à la cinquième, a eu à délibérer sur une question préparée par M. Engel et relative à la *statistique des établissements privés jouissant des droits d'une personne civile et ayant une destination industrielle*. Tels seraient : 1^o les assurances mutuelles ; 2^o les sociétés de production (littéralement : ayant en vue le gain) ; 3^o les syndicats de travaux ; 4^o les sociétés minières ; 5^o les sociétés anonymes ; 6^o les sociétés en commandite par actions. L'utilité de cette statistique est évidente ; au surplus l'auteur donne quelques chiffres que nous allons reproduire.

Nombre et importance des sociétés par actions fondées aux époques ci-après :

Périodes et années	Nombre des sociétés	Capital
Avant 1800.	5	467,000 thalers
De 1801 à 1825.	16	11,454,265 —
De 1826 à 1850.	102	212,665,085 —
De 1851 au 30 juin 1870. . .	295	801,585,105 —
Le dernier semestre de 1870.	41	59,024,150 —
En 1871	225	375,952,533 —
En 1872	500	543,095,542 —
En 1873	72	305,780,500 —
En 1874	19	146,173,200 —

On sait que le thaler est de 3 fr. 75. Le tableau ci-dessus montre à quel excès s'est portée la spéculation ; M. Engel nous fait connaître en même temps l'étendue de la punition naturelle. En comparant 686 cotes au 31 décembre 1872 et au 31 décembre 1875, on

section que chacun pourrait faire comme il le voudrait. Était-il nécessaire de se réunir à Buda-Pesth pour prendre une pareille décision ?

Avec cela nous ne connaissons pas l'opinion de M. Gneist. La nôtre est : plutôt pas de casiers judiciaires que des listes imprimées, lors même que les noms imprimés seraient tous des Ivanoff et des Petroff ne sachant ni lire ni écrire.

trouve en moins (baisse) une valeur de 1,125,708,240 thalers et en plus (hausse) 25,513,440 th. Ce serait donc, d'après les cours, une perte de 1,100 millions. Au 31 décembre 1872 le montant total des valeurs cotées était de 2,973,263,094 th. Le mémoire de M. Engel est, comme tout ce qui sort de sa plume, supérieurement rédigé; nous aurions cependant des critiques de détail à présenter. Nous lui reprochons d'ailleurs de n'avoir pas tenu assez compte de la destination internationale de son travail, car il n'a pas l'excuse d'ignorer ce qui se fait dans d'autres contrées. La section s'est bornée à voter la statistique des sociétés anonymes et en commandites, on ajournera le reste.

Il nous semble que cette question n'a pas été discutée en un moment opportun; la crise n'a peut-être pas été sans quelque influence sur les opinions émises par l'un ou l'autre orateur.

Nous n'analyserons ni les mémoires, ni les discussions de la troisième section qui a délibéré sur des questions médicales et d'hygiène. Ce qui a été dit des épidémies, etc., n'intéresse que les médecins, qu'ils se reportent au volume. Ils y trouveront aussi des mémoires sur les eaux thermales et minérales, sur les villes balnéaires, etc. Nous nous bornerons à prendre quelques renseignements dans le travail de MM. Pichler et J. Hirschfeld, qui renferme une statistique des eaux minérales. Nous faisons quelques réserves sur la nomenclature, mais nous ne pouvons donner que celle que nous avons sous les yeux. Or, voici quelle serait la statistique des eaux minérales et thermales dans les pays ci-après.

Eaux,	Allemagne.	Autriche.	Hongrie.	France.	Grande-Bretagne.	Italie.
Alcaline (gazeuses)...	19	12	51	15	3	19
— ferrugineuses	42	13	48	23	11	50
— muriétiques.	22	»	10	4	1	15
Muriatiques.....	63	10	19	21	11	40
Iodées et iodo-bromées	12	4	4	10	»	7
Sulfureuses froides..	58	18	51	37	12	44
— chaudes.	3	2	15	25	2	44
Terreuses (carb. ou sulf. de chaux)...	27	6	22	16	1	17
Ferrugineuses.....	51	26	33	40	6	18
Indifférentes.....	17	10	13	10	»	»
Amères.....	4	5	14	4	3	8
Bains de mer.....	34	1	»	16	59	7
Cure de petit lait...	16	10	1	»	»	»
Stations hivernales..	»	7	»	6	2	13
Etuves.....	»	»	»	»	»	14

Nous nous sommes borné aux principaux pays, mais les auteurs passent en revue tous les pays de l'Europe, en indiquant les localités

où se trouvent ces eaux et bains. Ils donnent ensuite la fréquentation, en 1874 et 1875, de 103 localités. Nous allons en reproduire les plus connues, en mettant les deux chiffres, le premier étant toujours afférent à l'année 1874. Baden-Baden 41,464 et 38,004 ; — Baden (Autriche) 9,181 et 9,184 ; — Canstatt 10,750 et 10,750 ; Ems 14,699 et 15,998 ; — Gieshubel 12,625 et 15,614 ; — Ischl 9,386 et 8,936 ; — Juliushall 12,000 et 14,000 ; — Karlsbad 20,235 et 21,317 ; — Marienbad 10,051 et 10,724. — Mariahrunn 21,100 et 26,400 ; — Méhadia 4,974 et 4,300 ; — Méran 5,442 et 5,442 ; — Nauheim 4,152 et 4,479 ; — Reichenhall 4,215 et 4,077 ; — Schlangerbad 1,900 et 1,920 ; — Soden 3,275 et 3,356 ; — Tarasse, 1,000 et 1,600 ; — Thun 6,000 et 7,000 ; — Teplitz 30,289 et 31,469 ; — Wiesbade 65,800 et 59,238. On voit que les villes balnéaires françaises (de même que les italiennes, espagnoles, etc.) brillent par leur absence, probablement faute de renseignements. Notre *Statistique de la France* renferme des renseignements puisés à des sources authentiques.

Avant de prendre congé de cette section, appelons l'attention du lecteur sur deux brochures du Dr Maximilien Richter, médecin du chemin de fer du sud de l'Autriche. Il est bon que les médecins des établissements spéciaux étudient l'effet sur la santé des travaux qui s'y rattachent.

La quatrième section a été consacrée à l'agriculture, à la sylviculture et à la météorologie agricole. Le poids de la statistique agricole a porté sur M. Kéleti qui, dans ses deux mémoires, parle en homme expérimenté. Il veut simplifier pour avoir des données exactes, c'est là sa principale préoccupation. C'est parfait, mais presque tout en ce monde est une question de mesure ; il ne faut pas en demander trop, car on n'obtiendrait rien ; il ne faut pas se restreindre outre mesure, parce que les chiffres ne seraient plus assez instructifs. Mais qui fixera la mesure juste ? On ne peut arriver à la fixer que par une transaction, car les vues des chefs de statistique sont différentes parce que leurs pays présentent des différences. Jusque-là nous sommes à peu près d'accord avec M. Kéleti, mais nous ne serions pas disposé à trop restreindre le champ de la statistique internationale. Ce n'est pas, selon nous, le nombre et la nature des questions qui doit différencier la statistique publiée pour le besoin d'un pays de celle qui figurera dans les volumes de la statistique internationale, ce sont les subdivisions territoriales ou administratives. Ainsi, telle publication devra être, par exemple pour la France, par arrondissement, par canion, peut-être même par commune, tandis qu'il suffira parfaitement, pour la statistique internationale, de la donner par départements, voire

même par régions. Il ne faut pas trop craindre les détails en statistique, personne n'en donne autant, personne n'en demande autant que M. Engel, qui ne passe certes pas pour le dernier des statisticiens. Souvent, sans doute, il est difficile de se procurer les détails, mais dans un grand nombre de cas la difficulté est un spectre : les peureux ou les paresseux se sauvent en la voyant ; les courageux marchent en avant, l'attaquent et la voient s'évanouir en s'en rapprochant.

Nous rejetons complètement les tableaux mensuels votés à Budapesth ; ce n'est pas l'affaire d'un bureau de statistique, tout au plus d'un bureau des subsistances. Quant aux prix mensuels, c'est l'affaire des journaux d'agriculture, qui s'en acquittent bien. Nous aurions d'autres critiques à faire si l'espace le permettait.

Pour la statistique forestière, nous avons le rapport de la commission allemande chargée par le Bundesrath (conseil fédéral) de dresser un plan de statistique forestière ; l'avis motivé de M. le conseiller intime Meitzen (de Berlin) sur ce plan ; un mémoire de M. le garde général (Oberförster) des forêts, Adalbert Bedö, puis un second rapport de M. Meitzen. On voit que les matériaux ne manquent pas. C'est toute une description des forêts qu'on demande, du moins pour la statistique décennale ; pour le relevé annuel, on se borne au nécessaire. Nous nous contentons d'y renvoyer, ainsi qu'au rapport de M. de Sémenoff sur la météorologie agricole. Cette dernière question est certainement intéressante, mais elle a besoin d'être encore un peu mûrie.

La cinquième section était consacrée à l'industrie ; on y a traité trois questions, toutes les trois d'un haut intérêt. La question, posée par M. Engel et pour laquelle il a fait tout un volume (123 pages gr. in-4°) est complexe ; on peut la diviser en plusieurs questions séparées. L'une est relative à la statistique de la « morbidité, de l'invalidité et de la mortalité. » M. Engel est d'avis que jusqu'à nouvel ordre, tant que les causes de décès ne seront pas constatées partout par un médecin, il n'est pas possible d'obtenir une bonne statistique des maladies et des causes de mort de l'ensemble de la population ; on doit donc se contenter de réunir des matériaux sur certains groupes, comme les membres des sociétés de secours mutuels, les employés des chemins de fer, et en général les employés et ouvriers dans les établissements auxquels un médecin est attaché. Ces idées sont justes, bien qu'il est plus d'un détail de l'exposé qui puisse donner lieu à des critiques. Il en est de même de la deuxième partie du travail qui demande une statistique des accidents, ainsi que des assurances qui s'y rapportent. Des relevés ont été faits récemment en Prusse sur ce point, et l'on a trouvé qu'il

y avait dans ce pays, en 1875, 3,897 établissements, comptant 318,220 ouvriers, qui étaient assurés contre les accidents. Dans ces établissements 4,287 ouvriers avaient subi des accidents de 1871 à 1875 et avaient reçu des compagnies d'assurance la somme totale de 759,737 marks à titre d'indemnité. Ainsi, 13,47 ouvriers sur 1,000 avaient subi un accident. Le travail de M. Engel renferme encore d'autres documents instructifs, mais on y rencontre un singulier mélange de scepticisme et de foi qui fait naître de sérieuses apparences de contradiction, peut-être des contradictions réelles ; mais soyons indulgent, car ces contradictions font penser. Le Congrès a décidé qu'on se bornerait d'abord à faire la statistique des établissements en question et qu'on recueillerait ensuite les éléments d'une table des maladies. La statistique des sociétés de secours mutuels fournit tous les ans de bons renseignements, et la caisse de retraite en recueille sur la mortalité, mais ne les publie pas encore ; il faut espérer que les résultats de son expérience verront le jour. Il sera essentiel alors de distinguer les sexes et les professions.

La seconde question posée à la cinquième section concerne l'industrie domestique, ou, comme s'exprime l'auteur du mémoire, M. Max Wirth, « l'industrie à domicile ». Est-il vrai que la grande industrie envahit tout, qu'en réunissant dans ses vastes ateliers hommes, femmes et enfants, elle désorganise la famille et multiplie les causes d'immoralité ? Cette question est peut-être sous-entendu dans le travail ; en tout cas, il y est répondu d'une manière indirecte, ou au moins partielle, par la citation de nombreuses industries qui s'exercent encore à domicile, quelquefois avec le concours du père, de la mère et des enfants. Ici, on fait de l'horlogerie en famille, là on brode ou l'on fait des dentelles, ailleurs des couteaux, de la sculpture, ou des tissus de toutes sortes. Mais il faut distinguer. Cette industrie domestique constitue-t-elle l'unique gagne-pain du ménage, ou n'est-ce qu'un accessoire, comme dans certaines contrées agricoles, où le cultivateur a ainsi une seconde corde à son arc qui lui assure sa prospérité (1) ? M. le professeur Kerkapolyi de (Buda-Pesth), qui a également fait un

(1) Nous nous sommes permis d'élargir un peu la question de M. Max Wirth, qui se borne à opposer l'industrie domestique « ancienne » où la famille ne travaillait que pour ses propres besoins, par exemple, tissait la toile de son linge, à l'industrie domestique « nouvelle, » qui travaille pour l'industrie et le commerce, pour l'exportation. Nous sommes de l'avis de ceux qui ont pensé que l'industrie domestique « ancienne » (soit les travaux du ménage), n'était pas du domaine de la statistique. Nous nous contentons de la division en principale et accessoire.

mémoire sur la question (1), va beaucoup trop loin en ne voulant entendre parler que de cette dernière forme de l'industrie domestique et en considérant comme vouée à la misère celle qui constitue l'occupation principale ou unique de la famille. Cela s'appliquait aux tisserands ordinaires lors de l'introduction des machines, mais non à toutes les industries. Il est des industries qui ne seront jamais du domaine de la machine, ou dont les produits ne pourront qu'être ébauchés par elle, mais que la main habile de l'artiste du « skilled labourer », devra finir. D'un autre côté, M. Max Wirth ne se flatte-t-il pas en croyant que le gouvernement introduit aisément des industries dans l'intérieur d'un ménage? En ces matières, le plus petit commerçant intelligent et actif est plus fort que le ministre le plus puissant. Quoi qu'il en soit, nous applaudissons des deux mains à l'idée d'une pareille statistique, accompagnée, comme on l'a proposé, de monographies détaillées. Mais qui l'entreprendra? Nous promettons les éloges les plus chaleureux à ceux qui en prendront l'initiative.

Pour ne pas trop prolonger cet article, nous nous bornerons à mentionner la troisième question; elle est relative aux institutions créées par les directeurs d'usines ou de manufactures dans l'intérêt de leurs ouvriers. M. Mayr, qui avait fait un pareil relevé pour la Bavière, a rédigé le mémoire. Il y a bien aussi la question de la classification industrielle, mais le temps ne permet pas de l'aborder. A Saint-Petersbourg. M. Engel avait eu l'idée baroque de demander cette classification au jury de l'Exposition universelle de Vienne. Ce n'est pas l'affaire d'un pareil jury. En tout cas, il est moins compétent qu'une assemblée de statisticiens. Nous pourrions motiver cet avis, nous nous bornons à exprimer notre étonnement de ce qu'on demande une classification à une institution qui change la sienne à chaque renouvellement de son existence.

Nous voici à la sixième section. Il s'agit de commerce et de chemins de fer. Les mémoires sur les matières commerciales sont de MM. Becker, de Berlin, Nessmann, de Hambourg, Caignon, de Paris, de Neumann-Spallart, de Vienne, et Matlekovits, de Buda-Pesth. Deux sujets ont été traités : la balance du commerce et la nomenclature des marchandises à porter au tableau du commerce. La *balance du commerce* n'est pas prise ici dans le sens du système mercantile d'avant les Physiocrates, personne ne songe plus à n'appliquer qu'aux métaux précieux la qualité de « richesses » ; mais, convaincus avec J.-B. Say que les produits ne s'achètent qu'avec des produits, on se demande, lorsqu'il y a un excédant d'importation ou

(1) Il y a aussi un rapport de M. Charles Herich, qui n'a pas été sans influence sur la discussion.

d'exportation, par quel moyen se fait la balance, c'est-à-dire, comment paie-t-on la différence. Avec de l'argent, dira-t-on. Mais cette explication est contredite par plusieurs faits. D'abord, il est des pays qui ont toujours un excédant d'importation sans produire l'or ou l'argent nécessaire pour solder la différence, en tout cas, sans qu'on voie sortir les métaux. Puis, le cours du change ne concorde pas toujours avec la direction dans laquelle les paiements sembleraient devoir se faire.

Trois mémoires sont consacrés à la question. Ceux de M. Becker et de M. de Neumann-Spallart prennent des points de vue trop spéciaux et assez techniques; celui de M. de Nessmann est plus général, et l'exposé en est plus condensé; il utilise d'ailleurs les vues de deux économistes d'un grand mérite, MM. Nasse et Scetbeer, c'est donc son mémoire que nous allons résumer d'une manière succincte.

Selon M. Nessmann, la compensation entre l'importation et l'exportation peut se faire par une ou plusieurs des circonstances qui suivent :

1^o Le bénéfice fait sur les marchandises exportées peut couvrir le montant de l'excédant d'importation. Ce bénéfice n'est pas compté lors de la sortie, les marchandises exportées étant évaluées au prix du lieu d'origine (prix de l'intérieur).

2^o Les frais du transport, payés par l'étranger, peuvent augmenter les bénéfices du pays exportateur, si ce pays fournit les moyens de transport. (Bénéfice des armateurs, des chemins de fer.)

3^o Les bénéfices faits à l'étranger à l'aide de capitaux nationaux contribuent à solder la différence.

4^o Il en est de même des intérêts de fonds placés à l'étranger; des fermages de propriétés qu'on y possède.

5^o Il peut y avoir d'autres versements à faire par l'étranger; des valeurs mobilières de l'étranger peuvent passer, à titre de solde, à des possesseurs indigènes. Les pays riches ont constamment un excédant d'importation; ce sont ces pays aussi qui achètent le plus de valeurs étrangères.

6^o L'argent importé par des voyageurs et celui qu'on leur envoie couvre également une partie de la valeur des marchandises importées.

7^o Les sommes payées pour les objets achetés par les étrangers voyageant dans le pays et emportés par eux doivent également être portées en ligne de compte.

8^o Il y a lieu d'ajouter la réalisation d'héritages faits à l'étranger; gains faits à la loterie; primes obtenues.

9° Enfin, les paiements extraordinaires faits par suite d'événements politiques; versements de colonies, etc.

Ces compensations semblent toutes destinées à couvrir ou à expliquer un excédant d'importation. Lorsque l'exportation l'emporte sur l'importation, on l'explique aisément par des envois de fonds; par conséquent, il n'y a aucune autre explication à donner. Nous résumerons notre opinion sur la question en faisant remarquer qu'en dehors de tout ce qui a été dit ci-dessus, il faut encore tenir compte de deux circonstances: l'une, c'est que les prix ne sont pas mathématiquement exacts, donc le montant total de l'importation ou de l'exportation ne peut être qu'approximatif; l'autre, que la déclaration de l'exportation laisse partout à désirer. Voilà ce qu'il faut tendre à améliorer, et nous espérons qu'on y arrivera dans une forte mesure. On s'en est occupé à différentes reprises dans les congrès, des commissions spéciales ont été nommées, on a étudié la question sous toutes ses faces, tant d'efforts ne peuvent pas avoir été dépensés en vain.

Parmi les résolutions votées, citons les suivantes: l'importation par mer doit être distinguée de l'importation par terre; on portera les métaux précieux dans des colonnes spéciales sans les confondre avec les marchandises; la loi doit édicter des pénalités contre ceux qui feraient des déclarations fausses; on ne doit pas se borner à faire connaître le bureau (la ville, la frontière) par laquelle une marchandise est entrée, mais on doit en inscrire l'origine. De même pour la sortie, c'est la destination qu'on doit indiquer. Relativement au prix, on a parlé de déclarations contrôlées par les cotes des marchés, mais ce système ne vaut pas l'organisation française: nous préférons la commission des valeurs, malgré ses imperfections inévitables. Enfin on a résolu qu'il conviendrait d'éclairer les commerçants sur l'utilité de la statistique commerciale. Cette dernière résolution n'est pas aussi naïve qu'elle pourrait en avoir l'air. Nous savons des cas (nous avons vu les pièces) où tel fabricant qui a refusé son contingent de renseignements lors d'une enquête statistique, s'est vu obligé de consulter les résultats de l'enquête, même avant qu'elle ne fût publiée. Le ministre, plus libéral, donne le renseignement demandé, mais il ajoute: je vous donne ce que j'ai, mais le chiffre eût été plus exact si vous et une douzaine d'autres fabricants aviez consenti à fournir le contingent d'informations qui leur avaient été demandées dans l'intérêt général.

La question de la nomenclature posée si solennellement à La Haye, — trois ou quatre délégués officiels y sont arrivés avec des instructions formelles sur ce point, — a reçu la solution provisoire que la chose comporte. Après un travail de sept ans, pendant lesquels la

commission spéciale a eu plusieurs réunions, après avoir consulté tous les « tableaux du commerce extérieur » qu'on a pu se procurer (au nombre de 44) on a fait une nomenclature modèle. M. Nessmann en présente un tableau comparatif en à près toutes les langues. Ce tableau porte, dans la colonne de gauche, la dénomination proposée; en regard, dans quatorze colonnes, on a reproduit les termes correspondants employés dans les statistiques d'autant de pays; enfin, une dernière colonne indique les améliorations à introduire dans ces statistiques pour les mettre au niveau du tableau modèle. Ce tableau a été l'objet d'un rapport de M. Matlekovits, qui l'approuve, sauf quelques détails qu'il parvient réellement à améliorer. Ainsi amendée, la nomenclature a reçu l'approbation de la section et du congrès. Ce point est acquis; reste à savoir maintenant quel pays introduira la nomenclature perfectionnée. Car, l'objection que nous avons déjà faite à La Haye reste entière: et le tarif? Le tableau des marchandises est, en effet, dépendant du tarif des douanes, et le point de vue financier primera toujours le point de vue statistique. Toutefois, le tarif devenant de plus en plus libéral, et le nombre des marchandises franches de droit allant croissant, il reste une certaine marge pour l'utilisation de notre tableau commun.

Mentionnons ici un projet de commerce intérieur présenté par M. Léon Beöthy. L'auteur se servirait surtout du mouvement des marchandises sur les chemins de fer et les bateaux à vapeur et constaterait les arrivages et les départs aux diverses stations.

La statistique des chemins de fer a d'ailleurs figuré au congrès pour son propre compte. M. Béla-Weiss a rédigé un mémoire dans lequel il a analysé et comparé les statistiques des divers pays, non sans ajouter ses propositions. M. R. Giffin, le nouveau chef de la statistique au *Board of Trade*, a fourni de son côté des propositions très-développées. Un mémoire de M. K. Toth de Felseö-Szopor que nous n'avons encore pu parcourir que très-rapidement, nous a paru renfermer des choses aussi neuves qu'intéressantes. Ces trois mémoires ont été résumés et appréciés dans un rapport de M. le conseiller aulique Brachelli, de Vienne. Qu'a fait le congrès des excellents matériaux qu'on lui offre? Ce qu'on peut en faire dans les quelques minutes dont on dispose au milieu de tant de questions: il a nommé une commission. Quant à nous, nous devons nous borner à signaler ces travaux, l'espace ne nous permettant pas de faire davantage.

Les travaux des sections ont donné lieu à des rapports à l'assemblée générale, mais c'est là une pure formalité, et restera telle tant on aura une légion de question. Après les rapports des sections

viennent les nouvelles propositions faites par différents membres pour être étudiées dans l'intervalle des sessions et discutées au futur congrès. Nous mentionnerons avant tout celle de M. F.-X. de Neumann-Spallart qui demande : 1° L'établissement et l'entretien d'une statistique exacte de la production des métaux précieux dans tous les pays civilisés; 2° de préparer le relevé des quantités de numéraire et de lingots existants dans ces pays. Il a été très-facile à M. de Neumann-Spallart de démontrer l'utilité très-grande de ce renseignement, mais il n'a pas trouvé plus qu'un autre le moyen le plus propre de faire ce relevé. Le moyen! c'est là souvent le grand problème en statistique.

Indiquons aussi la proposition de M. Jos. Posnanski de Saint-Pétersbourg, qui appelle l'attention sur l'utilité d'une statistique des opérations de bourse. Ce ne sont pas seulement les cours que M. Posnanski veut connaître, c'est le montant des valeurs échangées, et il espère l'obtenir par les chambres syndicales des agents de change. Ce sera bien difficile, mais qui ne risque rien n'a rien, demandons donc le renseignement. M. Wenzel présente un vœu en faveur d'une statistique de la presse, M. Foinitzki demande une nouvelle nomenclature des crimes et délits, et nous en passons. Nous passons aussi le catalogue de l'exposition des tableaux graphiques, exposition à laquelle M. Schimmer de Vienne a consacré un travail étendu et substantiel. Mais il faut terminer.

L'impression d'ensemble, malgré nos critiques, est très-favorable. Le congrès rend service à la science, et il en rendra davantage dès qu'on voudra bien ne lui donner chaque fois qu'une tâche raisonnable. On n'en croit jamais faire assez, et de même qu'on nous écrase de travail, on nous comble d'invitations gracieuses, de fêtes et d'excursions. La Hongrie s'est surpassée en cette occasion, et nous avons emporté la meilleure opinion possible de son hospitalité aussi cordiale que brillante.

MAURICE BLOCK.

LA QUESTION MONÉTAIRE EN AMÉRIQUE

SOMMAIRE : M. Townsend et son plaidoyer en faveur d'une large circulation subsidiaire en argent. — M. Wetson et le jeu du double étalon. — M. Gibson et son argumentation en faveur d'un étalon unique en argent.

La question monétaire préoccupe aussi les Nord-Américains. Elle a fait l'objet d'une communication manuscrite que M. Townsend, de New-York a bien voulu adresser au *Journal des Economistes*, et qu'il a intitulée : *A plea for a large subsidiary silver currency, with remarks on M. Horace White's essay on the proposed remonetisation of silver in the United States* (1). D'autre part, nous trouvons dans le numéro de septembre du *Banker's Magazine and mercantile Register* de New-York, deux articles du même genre, signés l'un de M. George M. Wetson, l'autre de M. George R. Gibson, de Mattoon (Illinois). Nous allons faire passer ces divers travaux sous les yeux du lecteur, en commençant par celui de M. Townsend, dont voici la traduction littérale.

*
* *

« L'*American Social Science Association* a entendu, lors de sa dernière réunion à Saratoga, M. Horace White, lui lire un mémoire où il combattait le projet de revenir à la législation ancienne sur la monnaie d'argent, telle qu'elle existait avant le mois d'avril 1873 et de rendre le cours légal au dollar de ce métal, en l'assimilant sous tous les rapports au dollar d'or. Dans son argumentation, M. White ne négligeait à peu près rien de ce qu'il est possible de dire sur cette face de la question monétaire. Il signalait le danger et montrait le manque de perspicacité (*Acuteness*) qu'il y aurait à reprendre ce système. Partant de cette doctrine qu'on ne songeait pas à réduire la circulation fiduciaire et qu'on ne parlait pas de reprendre les paiements en espèces, il concluait que le retour à l'ancienne législation n'aurait point pour effet de soutenir le prix du métal déprécié, d'en arrêter le déclin ou de remettre plus d'argent dans la circulation générale. C'était bien raisonner, mais en même temps s'arrêter trop tôt. M. White nous donnait bien le

(1) Plaidoyer en faveur d'une circulation subsidiaire en argent, avec remarques sur l'*Essai* de M. Horace White sur le retour à l'Étalon d'argent aux États Unis.

conseil d'attendre le cours des événements afin de voir ce que les autres nations feraient probablement ; mais il nous laissait sans nous satisfaire, en ne disant mot d'aucun parti intermédiaire.

« Aux débuts de son mémoire, il avait déploré la triste situation de certains pays, par suite de la baisse de l'argent, en émettant l'opinion que des mesures législatives ne pourraient pas faire grand'chose pour remédier au mal. Ce mal, la politique monétaire de l'Allemagne, donnant un spectacle qui n'avait pas été vu encore, celui d'une nation de 40,000,000 d'hommes démonétisant sa monnaie principale, l'avait assurément aggravé beaucoup. La suspension du monnayage d'argent, par les peuples de l'Union latine, y avait également ajouté, et sans ce concours de circonstances, il est peu probable que la baisse de l'argent eût été plus rapide qu'elle ne le fut au seizième siècle, après la découverte des mines de Potosi.

« Il est impossible, sans doute, de fixer d'une façon permanente, la valeur relative de l'or et de l'argent, la découverte de nouveaux gîtes importants de l'un ou l'autre métal entraînant toujours une baisse d'un côté ou de l'autre. Il n'en est pas moins très-vrai que l'existence du double étalon, en France et dans d'autres pays, lors des découvertes aurifères de la Californie et de l'Australie empêcha la hausse de l'argent au-dessus de 6 0/0, et non de 4 0/0, ainsi que le dit M. White. « L'or, ajoute-t-il, perdit 18 0/0 de sa puissance d'achat, tandis que l'argent haussait de 4 0/0 relativement à « l'autre métal. » Présentée sous cette forme, l'assertion, quoique vraie en elle-même, peut donner lieu à quelque confusion : et il eût mieux valu dire que les deux métaux avaient perdu de leur puissance d'achat, l'or dans la proportion de 18 et l'argent dans celle de 14 0/0. Mais, ne peut-on pas se demander quel eût été l'effet du phénomène, si l'or au moment où il se manifestait s'était trouvé démonétisé, et n'est-il point à croire que sa valeur eût baissé d'une façon à peu près analogue à ce qui se passe pour l'argent aujourd'hui ?

« M. White pense qu'il existe une demande d'or, qui n'a point son équivalent dans la demande de l'argent ; mais le moyen d'en juger lorsque le jeu du double étalon est suspendu et que la loi entrave tant l'usage du second de ces métaux ? Il n'approuve pas la proposition que M. Ernest Seyd fit en 1869, alors que l'argent était à 61 pence l'once, de lui donner cours forcé jusqu'à concurrence de 5 ou même 10 liv. st., au lieu de 2 liv. seulement : une pareille mesure lui paraîtrait peu sage (*unphilosophical*) parce qu'elle aurait pour résultat, selon lui, d'introduire non le double étalon,

mais bien l'étalon d'argent seulement. M. White semble oublier ici une circonstance : c'est qu'une monnaie subsidiaire n'est pas un étalon légal de la valeur. Les fonctions en sont limitées et, sous la législation qui régit l'espèce, le public n'est point admis à porter ses lingots aux hôtels des monnaies et à en convertir la valeur intrinsèque en espèces métalliques. Le profit qui peut résulter de la différence entre la valeur inscrite sur la pièce de monnaie et la valeur courante de cette pièce en tant que métal est retenu par le gouvernement, et, pour une foule de bonnes raisons, le public ne devrait pas être soumis à ce droit seigneurial, à moins qu'il n'y eût réellement rareté de petite monnaie.

« Il semble que la demande de l'or s'accroît dans le monde », dit M. White dans sa récapitulation, « sans que jusqu'ici il se soit manifesté une offre correspondante, et, dans certains pays, cette demande revêt la forme d'une substitution volontaire de l'or à l'argent. » Nul doute que par ces mots de *certaines pays*, il ne faille entendre l'Allemagne, et, suivant l'expression de M. H. Cernuschi « il n'a fallu rien moins que l'enivrement de Sedan, joint à l'enivrement de Francfort, pour pousser une nation à une pareille entreprise. » Quant à l'offre insuffisante que signale M. White, elle tient à ce que l'on demande à un seul métal et à un seul stock de remplir l'office de deux métaux et de deux stocks, ce qui naturellement entraîne un manque de l'un et une surabondance de l'autre. Si cette manie de démonétiser l'argent pouvait être jamais portée à sa dernière limite; si ce métal, en tant que monnaie, était destiné à disparaître du monde, on serait témoin d'une hausse énorme dans le pouvoir d'achat de l'or, du moins pendant un temps considérable, et d'une baisse dans le prix des choses suffisantes pour déterminer une convulsion monétaire telle qu'il n'en aurait existé une pareille.

« La valeur future de l'argent dépendra des mêmes causes qui affectent toutes les autres marchandises et peut s'établir comme suit : Si les mines d'argent récemment ouvertes, réunies aux anciennes qu'il y a encore avantage à exploiter, produisent une quantité de ce métal suffisante pour les besoins du monde et à un moindre coût qu'auparavant, alors les prix en subiront une réduction permanente, comme ce fut le cas, après l'ouverture des mines de Potosi, quand l'argent, comparé à l'or, baissa de 27 0/0 dans le cours d'un siècle et demi. Temporairement, ce prix peut tomber même au-dessous du coût de production, par suite de restrictions à l'usage du métal du genre de celles qu'ont édictées récemment l'Allemagne et l'Union latine; toutefois, c'est le coût de production dans les mines en activité les moins abondantes qui le ré-

gle en définitive ; quand il décline, les dépôts les plus pauvres se ferment, et s'élève-t-il, elles se rouvrent au contraire.

« Le problème qui se pose aux Etats-Unis, par rapport à la question de l'argent et qu'elle renferme réellement, est le rétablissement d'un étalon pour sa circulation métallique. Comment pourra-t-on le mieux l'effectuer, en d'autres termes, comment la chose pourra-t-elle se faire avec la moindre charge possible pour les industries en souffrance du pays ? C'est ce qu'il convient maintenant d'examiner.

« Un point généralement acquis, c'est la nécessité de restreindre notre circulation en papier. M. Nourse a soutenu que cette mesure n'entraînerait pas nécessairement une plus forte baisse dans le prix des marchandises, et il peut bien ne pas s'être trompé. Quoi qu'il en soit, le Congrès, en augmentant les impôts, en diminuant les dépenses et en vendant des obligations, pourrait se trouver en mesure d'ordonner l'achat d'argent en quantité suffisante pour frapper, à titre de monnaie subdivisionnaire, 150,000,000 de dollars. Le Trésor public émettrait cette monnaie en échange d'autant de billets au cours forcé (*Legal tenders*), que l'on détruirait ou de monnaie d'or après la reprise des paiements en espèce. Les nouveaux dollars d'argent auraient cours légal, suivant leur valeur nominale pour tous les paiements ne dépassant pas 10 dollars. La loi interdirait d'ailleurs d'émettre à nouveau soit des *Legal tenders*, soit des *National banknotes* d'une dénomination au-dessous de 10 dollars, et ceux de ces billets qui circulent à cette heure seraient retirés de même que toutes les monnaies d'or inférieures à 5 dollars.

« On estime que les Etats-Unis réclament pour leur commerce de détail 200 millions de dollars, en sommes au-dessous de 10. Telle est la somme qu'ils doivent se procurer, sous une forme ou sous une autre, et pourquoi ne serait-il pas d'une saine économie politique de recourir dans ce but à l'argent plutôt qu'à l'autre métal plus cher ? Aux taux actuels, l'établissement de cette circulation subsidiaire constituerait une économie de 19 0/0 sur l'opération entière, et pour reprendre les paiements en espèce, il en coûterait, au bas mot 28,000,000 de dollars en moins. Puiser, dans la mesure indiquée, au stock d'argent du monde, ce serait d'ailleurs augmenter pour autant la demande de ce métal et faire quelque chose en faveur d'une de nos branches d'industrie, menacées d'un nouveau et rapide déclin. Nous échapperions enfin au risque de devenir « les bouche-trous » des autres nations en recevant, en échange de nos exportations, leur excédant de monnaie d'argent,

et nous serions même en mesure de réaliser un bénéfice, si un jour ou l'autre ce métal venait à se relever.

« La constitution d'une large circulation en argent paraîtrait donc, à son taux actuel, une sage opération financière et ne pourrait prendre la physionomie d'une spéculation. Ce serait, en effet, au gouvernement seul d'acheter l'argent nécessaire à cette nouvelle frappe, et l'article demeurerait-il stationnaire, ou vint-il ultérieurement à baisser encore ou à hausser un peu, ce ne serait nullement une raison d'absorber une portion quelconque des quantités qu'il pourrait plaire aux autres pays de nous expédier.

« Cet usage de l'argent faciliterait enfin le retour aux paiements en espèces. Nous n'aurions pas besoin ainsi d'accumuler autant d'or, et il nous serait aisé de nous procurer tout ce dont nous en aurions besoin à des conditions plus favorables et à de moindres sacrifices pour le travail que représentent les prix de nos produits exportables, puisque une demande diminuée implique toujours un avantage pour l'acheteur.

« Ce que l'Allemagne a fait, en démonétisant l'argent au profit de l'or, a eu certainement pour effet de favoriser la dépréciation du premier, en empêchant le second de perdre davantage de cette puissance d'achat qu'avaient plus ou moins entamée la découverte des gisements aurifères de l'Australie et de la Californie. Une autre conséquence de cette résolution sera, peut-être, d'occasionner ultérieurement une hausse de l'or, et quelques économistes, entre autres M. Cernuschi, ne sont pas sans appréhender de ce chef une crise monétaire ; ils la croient même inévitable si l'Allemagne demande vite la quantité d'or dont elle a besoin, pour l'accomplissement total de son plan actuel. Aussi M. Cernuschi insiste-t-il, à diverses reprises, sur la possibilité qu'il y aurait encore de rétablir en ce pays la circulation bimétallique, le thaler d'argent conservant toujours un cours légal et étant l'équivalent de 3 marcs d'or, ce qui accuse le même rapport de 15 1/2 à 1 entre les deux métaux, qui est celui de l'union latine. Mais si l'Allemagne persiste à demander en Angleterre le supplément d'or qui lui est encore nécessaire, il est d'ailleurs possible que ce dernier pays, pour ne pas rester au dépourvu d'espèces métalliques, prenne le parti d'autoriser une augmentation de sa monnaie d'argent subsidiaire.

« L'avantage d'un seul étalon, c'est que la valeur des choses s'y reconnaît et s'y mesure à une seule aune, et non à deux qui ne sont jamais égales, ce qui nous conduit toujours à choisir la plus courte quand il s'agit de payer. Au point de vue moral, l'étalon unique mérite donc la préférence. Mais en faisant de l'or cet étalon unique et de l'argent une monnaie subsidiaire, on utilise les deux

métaux, en même temps que l'on prévient, dans la mesure même où l'on se sert de l'argent, l'avilissement de ce métal, aussi bien qu'un trop grand accroissement dans le prix de l'autre. Aussi bien, quoique, dans un système monétaire, on puisse recourir à divers métaux, ce ne sont *jamais* ses éléments subsidiaires et surévalués qui servent de mesure à la valeur.

« En résumé, tandis qu'il ne nous semble pas convenable de monétiser de nouveau l'argent, et d'en faire, de parité avec l'or, un étalon légal, il nous paraît aussi qu'il y aurait lieu de prendre avantage de sa valeur diminuée pour en faire une monnaie subsidiaire de valeur convenue. Une pareille mesure serait profitable au gouvernement et partant à la nation, dont elle aurait pour conséquence ultérieure de diminuer les taxes, et serait une démonstration de l'emploi qu'il convient d'assigner à un métal précieux, maintenant déprécié et disgracié partout ailleurs. »

*
* *

Nous passons emaintnant à l'article de M. George Wetson (1).

« Lord Liverpool », dit-il, « peut être regardé comme l'auteur de l'étalon unique d'or en Angleterre. Il l'avait recommandé en 1805, dans une lettre au roi sur le monnayage, et comme premier ministre, il influença, en 1816, la législation qui l'adopta. La principale raison qu'il donnait de sa façon d'agir était : « que, depuis le commencement du règne de Jacques I^{er}, jusqu'à Guillaume III, les monnaies d'or et celles d'argent s'étaient exportées alternativement, toutes les fois que les individus y avaient trouvé leur compte, et cela au grand détriment du public. » Quel était ce *grand détriment*, c'est ce que lord Liverpool ne disait pas d'ailleurs, et examine-t-on la chose, on voit que, loin de se traduire en un détriment, *petit* ou *grand*, elle représente, au contraire, un profit positif et un avantage.

« A la vérité, il est incontestable que le double étalon, laissant au débiteur le choix du métal libérateur, assure la circulation la plus générale à celui des métaux qui, pour le moment, est à meilleur marché. Comme c'est tantôt l'or, tantôt l'argent, il s'ensuit qu'alternativement, ils l'exportent ; mais qu'il en résulte un *grand détriment* pour le public, c'est ce qui ne paraît pas du tout. Feu Alexandre Baring ne s'en était nullement aperçu en son propre pays. Dans son témoignage devant une commission parlementaire, il admettait que la base des deux métaux sur le marché *suivait les va-*

(1) Il est institué : *Changes, From Gold, to silver under the opération of the double standard.*

rations de leur valeur relative, quoi qu'on fit pour équilibrer la différence ; et, comme conséquence, sous le jeu du double étalon, que pratiquement la circulation pouvait aller d'un métal à l'autre. Mais il lui était impossible de voir en cela aucun désavantage, et il ne cessa point d'insister pour que l'Angleterre en revint au double étalon qu'elle avait abandonné douze ans plus tôt.

« Le premier exemple de l'espèce aux Etats-Unis se place en 1821, époque où l'Angleterre reprit ses paiements en numéraire, et fit une demande d'or assez considérable pour entraîner la prime de ce métal et sa propre disparition de la circulation Nord-Américaine. Ce mouvement continua jusqu'en 1834, alors que le rapport légal entre l'or et l'argent fut changé, et que l'or, par suite des nouveaux prix fixés par les hôtels de monnaies, tendit à devenir le moins cher des deux métaux.

Pendant que cette exportation durait encore, il y eut quelque alarme et quelque agitation en faveur de l'adoption de l'étalon unique d'or, envisagée comme un moyen de ramener cette monnaie dans notre circulation active. Un rapport au Congrès du secrétaire du Trésor, en date du 4 mai 1830, et les documents qui l'accompagnaient, témoignent de ce double fait. Parmi ces documents figurent l'opinion émise en 1828 par Alexandre Baring au sujet des désastreuses fluctuations d'un étalon unique d'or ; une remontrance énergique d'Albert Gallatin contre la démonétisation de l'argent, qui déclarait que tous les contrats soit privés, soit publics des États-Unis, avaient été passés sur la base du dollar au titre de tant de grains d'argent pur ; enfin, une lettre de Samuel White, caissier de la Banque des États-Unis à Baltimore, témoignant d'une haute intelligence de toutes les parties du sujet. M. White, aussi, se disait incapable de reconnaître *ce grand détriment causé au public*, qui avait tant affligé lord Liverpool, et le drainage de l'or, ainsi que son remplacement par l'autre métal, ne lui inspirait pas d'autres réflexions que celles-ci : « On dit qu'il en est résulté de graves inconvénients, mais il m'est impossible de les apercevoir, et la question me semble se résoudre en un simple calcul, celui de savoir si nous avons éprouvé ou non une perte pécuniaire, en convertissant notre monnaie d'or en monnaie d'argent, au taux de 5 0/0, prime réalisée. »

« L'or, ainsi exporté, serait sûr à la première volte-face du marché, de revenir à son lieu de départ, accompagné d'un nouveau profit sur l'argent exporté en son lieu et place. Il est vrai que des *individus*, pour parler comme lord Liverpool, seraient en mesure de profiter de ces divers déplacements, mais, comme ce sont des concitoyens, les profits en question seraient obtenus aux frais des

étrangers et non des Américains eux-mêmes. Il est vrai que si l'exportation consistait en argent, l'intermédiaire nécessaire des plus petits échanges, il y aurait de l'inconvénient ; mais il y serait facilement paré par l'adoption, comme en 1853, d'une valeur conventionnelle (*token currency*) assez réduite en titre pour ne pas servir à l'exportation, sans l'être assez cependant pour cesser d'être acceptable dans les transactions usuelles. Il est douteux qu'une pareille monnaie puisse constitutionnellement recevoir le cours forcé pour une somme quelconque, mais assurément elle ne cesserait pas de circuler à *titre volontaire*, suivant le mot de M. Gallatin, pourvu qu'elle ne fût pas émise au-dessus de sa demande. Soit par la force même de la loi, soit par la pression des circonstances, des petites monnaies de cette nature peuvent être maintenues dans l'usage commun sans qu'il en résulte aucun mal, au cas où une oscillation du marché monétaire pousserait la masse de notre argent au dehors et y substituerait l'or.

« Un rapport de M. Samford, au Sénat des Etats-Unis (document n° 3, 2^e session, 21^e Congrès), mit ordre à l'agitation de 1830. « L'expérience a démontré, y lisait-on, qu'un mouvement de va-et-vient réciproque assure en général une répartition adéquate « des deux métaux. Pendant une longue période, de petites variations « dans la valeur relative de l'or et de l'argent, se manifestent incessamment ; elles durent peu d'habitude et ne sont autre chose que « des vibrations qui se compensent l'une l'autre, en laissant intacte la moyenne de cette valeur. La nécessité de mesures rationnelles propres à rétablir l'équilibre du système n'est qu'un petit « inconvénient, par rapport à celui qui s'attache à l'usage exclusif « de l'un desdits métaux, ainsi que le monde en a fait l'expérience, « et puisqu'on peut supporter jusqu'à 500 variétés de papier-monnaie, il serait vraiment fort étrange qu'on ne pût tolérer la « coexistence de la monnaie d'or et de la monnaie d'argent. La « Constitution des États-Unis a eu évidemment en vue cette coexistence, et notre système monétaire, établi en 1792, repose complètement sur le principe qu'il est expédient de frapper des pièces « de l'un comme de l'autre de ces métaux, et de s'en servir. Telle « a été aussi l'opinion constante du peuple américain. »

« La deuxième agitation suivit la découverte des champs d'or australiens, qui eut pour effet de mettre l'or à un meilleur marché relatif et de provoquer une exportation de l'argent assez considérable pour amener une fâcheuse rareté de ses petites monnaies. On a vu comment on fit face à cette difficulté en 1853, par la création d'une petite monnaie de valeur réduite. Cette mesure avait été préparée par M. Hunter, président du comité des finances du Sénat.

et fut présentée en 1852 à cette Assemblée. Il est vraiment remarquable qu'on y ait vu une démonétisation de l'argent, alors que M. Hunter dénonçait, au contraire, l'adoption d'un étalon unique comme ruineuse pour les débiteurs, pour la propriété, pour l'industrie. « Le dommage serait grand, en vérité, déclarait-il, si le monde en venait à prendre l'un des deux métaux pour étalon unique de la valeur. Adopter l'or, ce serait diminuer de moitié la quantité d'espèces en circulation, et se décider pour l'argent, ce serait déterminer, de l'autre côté, une réduction de ces espèces assez grande pour être tout à fait désastreuse à l'égard de l'humanité entière. »

« L'Act de 1853 laissa le dollar d'argent avec cours forcé pour toutes sommes, et la faculté pour tout détenteur de lingots d'argent d'en exiger à la monnaie la conversion en numéraire. En fait, et malgré l'assertion hardie que la frappe de cette monnaie s'arrêta réellement à cette date, et que cette monnaie était devenue à peu près inconnue, les documents officiels attestent que dans cette période le monnayage de l'argent sextupla. Et il est clair qu'une portion de ce monnayage était destinée à une circulation intérieure et non à l'exportation.

« De 1792 à 1873, la frappe totale du dollar d'argent, tant à la monnaie de Philadelphie que dans ses succursales, fut de 8,045,838 dollars, soit une moyenne annuelle de 100,000. Pendant les trois années 1859, 1860, 1861, elle a été de 1,448,930 dollars, et ce qui prouve qu'elle était destinée à un usage intérieur, c'est qu'elle tomba subitement de 559,930 dollars en 1861, à 1,750 dollars seulement en 1862, lorsque le papier-monnaie vint remplacer les métaux. Pendant la période quinquennale 1869-1873, le monnayage en argent fut de 3,538,710 : l'argent venait des nouvelles mines du Nevada, et les pièces étaient manifestement destinées à l'exportation.

« Ce fut de 1808 à 1835, et non après 1853, qu'il ne fut pas monnayé de dollars d'argent, pas même un seul ; mais cela ne les démonétisa point. L'explication de ce phénomène se trouve sans doute dans cette double circonstance que, d'une part, le dollar n'était pas assez connu pour être utilisé dans le trafic des États-Unis avec l'Est, et de l'autre, qu'à l'intérieur, on donnait la préférence au demi-dollar. La même chose était arrivée pour l'or après 1821, quand la reprise des paiements en espèces par la Banque d'Angleterre eut renchéri ce métal. Pendant douze ans on n'apporta point d'or à la Monnaie de Philadelphie, mais il n'en resta pas moins dans la circulation. De même la hausse relative de l'argent, après les découvertes aurifères de la Californie et de l'Australie, n'en-

traina point la démonétisation de ce métal. Depuis, il a de nouveau baissé; mais n'eussent été les changements clandestins, subreptices et vraiment frauduleux que les lois de 1873 et de 1874 ont introduits dans notre monnayage, c'eût été l'argent et pas l'or qui eût été apporté à la Monnaie, aussitôt que le retrait du papier-monnaie au cours forcé permit à la circulation métallique de renaître.

« On se rappelle bien ce qui se passa en ce pays après les découvertes aurifères de la Californie. L'or, devenu moins cher, remplaça l'argent, et cela jusqu'en 1862, année où le papier-monnaie vint les chasser tous les deux. L'argent se maintint, sous forme de monnaie de marque, dans les petits canaux de la circulation; mais les banques échangèrent leur argent contre de l'or. Personne ne s'aperçut alors d'un *détriment* causé au public, et de fait, il n'y en eut aucun.

« Dans le même temps et pour la même cause, des faits analogues se produisirent en France, mais sur une bien plus grande échelle, ce pays ayant toujours eu une circulation métallique très-supérieure à celle des États-Unis. A la suite des découvertes californiennes et jusqu'en 1859, la France n'échangea pas moins de 2,500,000,000 francs d'argent contre de l'or. Les états de sa monnaie justifient même d'une estimation supérieure d'un cinquième à celle-là, et l'argent continua de s'échanger contre l'or même, après 1859. Assurément, la France fit ainsi une bonne opération financière, puisque l'or avait momentanément perdu de sa valeur; mais elle aurait récemment réalisé un nouveau et plus grand bénéfice si elle avait abandonné le double étalon à son action naturelle et bienfaisante, en reprenant de l'argent en échange de l'or. Cela l'eût laissée, sous le rapport de sa circulation métallique, au point où elle en était en 1850, avec un double profit résultant des oscillations du marché. Si elle a perdu le second, c'est qu'elle s'est vue forcée, depuis 1874, de céder aux clameurs des monométallistes en or et de restreindre son monnayage d'argent.

Prétendra-t-on que la substitution de l'or à l'argent a eu lieu au *détriment* du public et qu'il y en aurait dans un mouvement inverse? Nous invoquerons alors le témoignage du baron de Rothschild devant une commission monétaire instituée par le gouvernement français: « Dans les pays qui ont le double étalon, disait-il « en 1869, la circulation principale sera toujours celle du métal le « plus abondant. Il y a vingt ans à peine, l'argent était l'agent « principal de nos transactions. Depuis la découverte des gîtes « aurifères de la Californie et de l'Australie, l'or l'a remplacé. « Cette substitution partielle s'est effectuée sans inconvénients.

« On réclame maintenant la démonétisation de l'argent comme « jadis celle de l'or; mais le gouvernement français, qui jadis refusa de démonétiser celui-ci, fera également bien aujourd'hui de « ne pas démonétiser l'argent. »

« La seule objection plausible au maintien du jeu libre du double étalon en France, c'est qu'en gagnant de 5 à 10 pour 100 par la substitution de l'argent à l'or, ce pays court le risque de perdre finalement beaucoup plus, par suite d'une dépréciation de l'argent forte et permanente. Le rapport légal de l'or à l'argent, en France, est de 15 1/2. Les contingences du marché monétaire sont naturellement incertaines; mais on a pour se guider ici l'expérience de quarante siècles. 15 1/2 pour 1 est un rapport très-supérieur au rapport réel de l'or à l'argent, pendant la moyenne des temps passés, et il n'est pas besoin d'une grande perspicacité pour découvrir que l'échange de l'or contre l'argent sur cette base a tout au moins autant de chances de se résoudre en un profit qu'en une perte.

« L'argent subit une dépréciation temporaire, parce qu'il a été démonétisé en Allemagne, de même qu'en 1821 lorsque l'Angleterre reprit ses paiements en espèces. En cette dernière circonstance, ce fut l'or qui prit de la valeur, aucun argent n'étant chassé de la circulation, puisque la *banknote* était devenue la monnaie universelle. Quant à ce qui concerne l'Allemagne, il y a eu à la fois hausse de l'or et baisse de l'argent, dont de fortes quantités ont été rejetées de la circulation et ont envahi les marchés étrangers. Ladite dépréciation en a été d'autant plus sensible; mais elle ne sera que temporaire si la France conserve le double étalon, et si les Etats-Unis reviennent aux paiements en espèces, ce qu'il leur est évidemment impossible de faire s'ils ne recourent à l'or et à l'argent concomitamment.

En limitant la question à la production relative des deux métaux, abstraction faite de la démonétisation possible de l'un ou de l'autre et des changements susceptibles de se manifester dans leur consommation et leur emploi respectifs, on reconnaît que l'argent est le métal qui a le plus de chances de hausser, et se trouve être par conséquent le meilleur à garder. Durant le siècle qui précéda les découvertes aurifères de la Californie, la production moyenne de l'argent égala à peu près cinquante fois en poids et trois fois en valeur la production de l'or. Les mines californiennes retournèrent la proportion et donnèrent à la production de l'or un grand excédant de valeur. Cet excédant, bien qu'en diminution, persiste, et n'est pas près vraisemblablement de cesser de sitôt. Dans la période quadriennale 1872-75, la valeur moyenne de l'or produit a été à

celle de l'argent dans le rapport de 3 à 2. Si l'or a conservé pendant tout un siècle, un rapport à l'argent de 15 ou 16 à 1, quand sa production n'était inférieure en valeur à l'autre que de $\frac{1}{3}$ seulement, il est évident que la continuation d'un rapport si élevé, en face d'une production aurifère dont la valeur dépasse celle de la production argentifère, dépend de circonstances spéciales, et affecte un caractère fort précaire. Une de ces circonstances spéciales nous est connue; c'est l'absorption de l'or dans les pays qui ont le double étalon et notamment en France. La mise en vigueur de l'étalon unique d'or, par l'Allemagne et les États scandinaves avoisinants, en est une autre, dont l'effet se fait sentir à cette heure même, et certainement, si le reste du monde se mettait à suivre ce mauvais exemple, le rapport de l'or à l'argent s'élèverait dans des proportions encore inouïes, tandis que les prix de la propriété et du travail, mesurés à ce seul étalon, tomberaient au niveau des plus bas taux du moyen âge. Mais cela n'arrivera point, parce que cela ne peut se faire sans le consentement de l'Amérique, et ce consentement il est impossible que l'Amérique le donne. La production de l'or comparée à celle de l'argent dépassant aujourd'hui de beaucoup la proportion qui, avant 1848, s'était maintenue pendant tout un siècle, les chances sont donc pour une baisse de ce métal. Les nations qui échangent leur or contre de l'argent aux taux actuels en tireront probablement avantage ».

La conclusion de tout ceci est que, selon M. Georges Wetson, les Américains n'ont rien à craindre en s'en tenant fermement aux errements monétaires adoptés par leur constitution, et en revenant au double étalon. La perspective de voir tous les dollars d'or émigrer, comme de 1821 à 1834, le laisse tout à fait tranquille. « Nous « nous en séparerons avantageusement, » dit-il, « et le premier « retour du marché les ramènera chez nous. Tant pis pour les « étrangers qui en auront donné des prix extravagants : ils y per- « dront, non pas nous, et personne n'en doit moins bien dormir, « parce que les réserves du trésor public sont en argent au lieu « d'or. » M. Wetson rappelle à ce propos que Amsterdam et Hambourg n'eurent qu'une monnaie d'argent pendant la majeure partie de leur grande existence commerciale. Que l'or quitte donc l'Amérique et à toujours, si cela lui plaît. « Mais on peut compter qu'il « y reviendra et avec un joli profit encore. Ceux qui l'auront acheté « sur le pied de 17 à 1 auront fait une mauvaise affaire. Le rapport « légal de 16 à 1, qui est celui de l'Amérique, est au-dessus du « rapport marchand moyen des deux derniers siècles et au-dessus « de ce même rapport probable dans l'avenir ».

Tandis que M. Wetson plaide, ainsi qu'on vient de le voir, la cause du double étalon, M. Georges R. Gibson, son concitoyen, se prononce résolument en faveur d'un étalon unique ; mais qu'on ne s'y trompe point, c'est en faveur de l'étalon d'argent (1).

Avant de faire valoir ses arguments de fond, M. Gibson s'est livré à une courte excursion historique dans le passé : il nous fait remonter aux origines du premier système monétaire américain, qui date de l'Act du 2 avril 1792, en vertu duquel 371 1/4 grains d'argent pur et 24, 7 grains d'or furent déclarés d'une valeur équivalente et constituèrent le dollar de compte. Le dollar d'argent parut dès 1794 ; mais ce ne fut le tour du dollar d'or d'être frappé qu'en 1849, c'est-à-dire cinquante-cinq ans plus tard. En 1853, on cessa de frapper des dollars d'argent, tout en conservant leur pouvoir libératoire ; mais, en même temps, on abaissa le titre des monnaies divisionnaires de ce métal. Par un Act de cette même année, le demi-dollar d'argent fut réduit de 206 1/8 grains à 192, tandis que les *quarters* et les *dimes* subissaient une réduction proportionnelle et ne conservaient plus le cours forcé que jusqu'à concurrence de 5 dollars. En 1873, la législation monétaire fut de nouveau révisée : on ordonna le monnayage d'un nouveau dollar d'argent, dit *trade dollar*, destiné au commerce de l'Orient et comprenant 420 grains, soit un septième et demi de plus que l'ancien, et l'on démonétisa ce dernier, sauf pour les sommes ne dépassant pas 5 dollars. Le double étalon, qui existait depuis plus de quatre-vingts ans, disparut de la sorte, et l'or se trouva constitué le seul étalon légal.

M. Gibson est très-partisan d'un étalon unique, et il couvre son propre sentiment de la triple autorité de John Stuart Mill, de M. Michel Chevalier et de John Locke. « Deux métaux tels que l'or » et l'argent, » disait ce dernier, « ne doivent point servir, en même » temps et dans le même pays, d'intermédiaire aux échanges, car » cet intermédiaire devrait ne pas varier et renfermer toujours une » valeur proportionnelle. Adopter, comme mesure de la valeur » échangeable des marchandises, des métaux qui n'ont pas entre » eux un rapport fixe et invariable, c'est comme si l'on choisissait, » pour mesure de longueur, un objet susceptible lui-même de se » dilater ou de se contracter. » Locke, pour le dire en passant, posait fort mal la question : ainsi que M. Joseph Garnier en faisait tout récemment la remarque, tout le monde regarde l'unité de mesure comme un progrès sur la pluralité, voire la dualité des mesures. On aime mieux se servir du mètre seul que du mètre et de

(1) Il a pour titre : *The battle of the Standards* (La bataille des étalons); *an argument in favor of a sole Silver Standard*.

l'aune à la fois, mais on peut bien se demander s'il est préférable que ce mètre soit en platine plutôt qu'en fer par exemple; de même quand on parle de valeur monétaire, il ne s'agit pas de savoir s'il vaut mieux se servir d'un ou deux *valorimètres* d'inégale grandeur, mais bien de savoir s'il est plus commode, pour se procurer un *valorimètre*, de se servir de la valeur de l'or ou bien de celle de l'argent (1). Mais passons et revenons à l'exposé des idées de M. Gibson. Il est, disions-nous tout à l'heure, monométalliste, et, à ce titre, il aurait approuvé la législation de 1873, si son exclusion eût porté sur l'argent au lieu de se porter sur l'or, et, pour justifier son opinion il invoque deux ordres d'arguments, les uns extrinsèques et propres à son pays, les autres intrinsèques et généraux.

Le secrétaire du Trésor Chase estimait, en 1861, la circulation métallique des Etats-Unis à une quantité de 270 à 300,000,000 de dollars, et pas un financier avisé n'estimerait à moins, selon M. Gibson, la somme dont ce pays a besoin aujourd'hui pour reprendre les paiements en espèces et y persévérer. Mais, pour se la procurer en or, il faudrait vendre, en Europe, des obligations fédérales et convertir les *greenbacks* non productifs d'intérêt en obligations qui en porteraient. Or, voici à cet égard la position des Etats-Unis : tandis que leurs obligations fédérales sont très-haut cotées en Europe, ils ne sauraient négocier pour 300,000,000 de dollars de ces titres, en vue de se procurer une somme équivalente en numéraire d'or, sans faire une dépense ruineuse et porter le rouble sur les marchés monétaires à l'étranger, en supposant même l'opération possible. S'ils la tentaient, soit en espèces, soit en lingots, ils verraient bientôt se dresser devant eux la hausse de l'escompte à la banque d'Angleterre et aux autres banques d'Etat continentales, alors que la surabondance de l'argent, sur le marché européen, rendrait l'acquisition de ce métal comparativement facile.

Le grand argument des champions de l'étaalon unique d'or est que l'argent est impropre à cette fonction, comme l'atteste sa dépréciation récente. Il est vrai que la *valeur de ce métal en or* n'a été jamais aussi basse qu'aujourd'hui à Londres; et c'est ce qu'expliquent fort bien ce qui s'est fait aux Etats-Unis, en 1873 et la démonétisation d'une somme d'environ 4,500,000,000 francs de cette monnaie en Allemagne, sans parler de la limitation du monnayage d'argent dans les pays dits de l'Union latine, de l'excessive production des mines américaines, des 500,000,000 chassés de l'Autriche et de l'Italie par le cours forcé du papier-monnaie, des larges

(1) V. Le *Journal des Economistes* d'octobre 1876.

ventes, sans précédents jusqu'alors, qu'a faites le gouvernement anglais de lettres de change sur l'Inde. Ces faits ne sont pas discutables, et M. Gibson ne les discute point, pas plus qu'il ne conteste la hausse de l'or, dont une des causes principales, ajoute-t-il, est évidemment l'emmagasinage de ce métal dans les caves de la Banque d'Angleterre, de la Banque de France, de la Banque d'Allemagne, établissements qui, en 1872, ne détenaient pas plus de 1,450,000,000 de francs en or et qui à cette heure en détiennent 3,560,000,000. D'autre part, toutefois, les exportations d'argent des États-Unis sont restées stationnaires, malgré la production de leurs grandes mines argentifères; l'Allemagne n'a pas vendu autant de ce métal qu'on l'avait cru tout d'abord; la Russie, l'Espagne, la Chine, en ont acheté; la France en a absorbé pour une valeur de 835,000,000 de francs. Ces circonstances ont tendu à modérer la dépréciation de l'argent, et l'on peut bien croire que les partisans de l'or ont exagéré la portée et la signification absolues de ce mouvement lorsqu'on voit l'argent conserver son ancienne puissance d'achat, si ce n'est par rapport à l'autre métal lui-même. Au mois d'avril dernier, le sénateur Jones ne craignait même pas d'affirmer qu'il était d'une valeur plus stable que l'or, et les faits invoqués par lui justifient cette assertion. La production aurifère, qui n'était, en effet que 25,000,000 de francs, en 1829, était devenue de 965,000,000, en 1852, tandis que la production argentifère, qui était de 100,000,000 de francs en 1829 n'était que 360,000,000, en 1872. En d'autres termes, les fluctuations de l'or ont été de 4,000 pour 0/0 et celles de l'argent de 300 0/0 seulement.

La nature encombrante de l'argent est un autre argument contre son adoption comme monnaie principale. La portée en est beaucoup diminuée, selon M. Gibson, par ce fait qu'avec le progrès si rapide du système banquier et de son mécanisme d'échange, les transactions en numéraire deviennent de plus en plus insignifiantes, à tel point que, d'après sir John Lubbock, un tiers seulement des affaires qui se traitent sur la place de Londres se règlent sous cette forme. C'est surtout, comme *appoint*, que la monnaie métallique est employée à cette heure, et M. Gibson est persuadé que l'argent s'adapte beaucoup mieux que l'or aux convenances du petit monnayage. Au-dessous d'un certain chiffre, la divisibilité de l'or n'existe plus; même le dollar d'or est une division trop petite, et il s'ensuit que l'or est impropre au rôle complet de valorimètre (*valuator*), et que l'argent est indispensable pour la monnaie fractionnaire. Mais avec l'étalon d'or, il n'a de puissance libératoire que dans une certaine limite et même, avec le double étalon, il faut ravalier la valeur de la monnaie d'argent à la double fin

de le retenir dans la circulation intérieure, comme d'en prévenir l'exportation occasionnelle, et ce sont les classes les plus pauvres qui pâtissent de ce pernicieux système. Une autorité très-compétente estime, en effet, que les 99 centièmes des paiements effectués en monnaie métallique consistent en sommes au-dessous de 100 francs. Les gens qui vivent de salaires sont payés en cette monnaie au cours limité et à la valeur réduite; ils l'emploient, à leur tour, pour leurs besoins, et le petit commerçant, obligé de la recevoir dans la mesure de son cours forcé, et subissant une perte quand il s'approvisionne lui-même de ses marchandises sur une plus grande échelle, se trouve nécessairement conduit à forcer d'autant ses prix pour se couvrir de ladite perte.

Que son pays s'en tienne, comme aujourd'hui, à l'étalon unique d'or, ou qu'il revienne au double étalon, M. Gibson redoute fort pour lui de grandes perturbations monétaires et un grand drainage de l'or, au cas où quelque crise financière éclaterait de ce côté de l'Atlantique, tandis que, si l'étalon des États-Unis était différent, la violence du choc s'en trouverait fort amortie. Les circonstances sont, d'ailleurs, des plus propices à l'établissement de l'étalon unique d'argent, les deux grands partis politiques du pays étant d'accord à la fois pour reprendre les paiements en espèces le plus tôt possible comme pour effectuer cette mesure sans trop de brusquerie et sans intervention abusive dans les obligations des débiteurs. Déjà l'Act autorisant la frappe de 50,000,000 de dollars d'argent, avait provoqué une hausse de ce métal d'environ 2 0/0, et l'on pouvait hardiment prédire qu'une loi décrétant l'étalon unique d'argent stimulerait vigoureusement ses prix. Il serait ainsi possible aux Américains d'échanger leur méchant papier-monnaie contre un intermédiaire d'une valeur intrinsèque et susceptible de s'augmenter d'une façon suivie, mais point assez rapidement toutefois pour infliger aux débiteurs ce dommage sensible qui serait la conséquence pour eux d'un brusque passage aux paiements en or.

M. Gibson ne montre aucune crainte de cette *inondation* de l'argent dont parlent les champions de l'or. L'Autriche et l'Italie, dit-il, songent à reprendre les paiements en argent; il compte que les pays orientaux continueront de faire une grande absorption de ce métal et regarde leur demande provenant de ces diverses sources comme capable à elle seule de contrarier toute tendance à une dépréciation nouvelle. Il se croit même sûr que d'autre part les usages de l'argent, autres que la monnaie, contribueront à restituer bientôt à ce métal la fermeté et la fixité de valeur dont il avait fait preuve jusqu'ici. C'est sur toutes ces raisons et mû par la conviction « que l'expérience non moins que la raison condamnent comme

« peu sûr et peu digne de confiance le système du double étalon », que M. Gibson se prononce pour l'*étalon unique* d'argent.

JOSEPH CLÉMENT.

QUELQUES OBSERVATIONS

SUR

LE DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION

POUR 1876

Il y a certes des hommes très-sérieux et d'une haute valeur dans l'administration ; mais, hélas ! il y en a tant d'autres, que ce qui pourrait se faire en dix ans ne se fait pas en un siècle.

Le dénombrement de la population qui vient d'être décrété par le président de la République et qui va avoir lieu, comme en 1872 et avant encore, en est une nouvelle preuve.

Il serait puéril ici de démontrer que, dans un pays sillonné comme le nôtre, un recensement qui dure six semaines ne peut produire un bon dénombrement ; non moins inutile de prouver comment il pourrait être effectué en un ou trois jours au plus sur tout le territoire ; — il faut se borner à poser en fait que, tel qu'il est conçu et va être pratiqué de nouveau, il ne peut fournir d'éléments sérieux à aucune conséquence raisonnable.

Tout d'abord, nul recenseur, même accrédité et muni de sa commission, ne peut exiger la preuve des déclarations qui lui sont faites directement, encore moins celles des renseignements qui lui sont fournis par des tiers sur les individus qu'il ne rencontre pas car il en est qui, sans se cacher, sont *inrencontrables*.

Du fait du déplacement incessant de la population, un nombre considérable de personnes est forcément recensé plusieurs fois en six semaines ; d'autres, au contraire, pour cette même raison, ne le sont pas du tout.

Il est des personnes qui, volontairement ou non, donnent sur elles ou sur des tiers des renseignements absolument fantaisistes, — tels que déclarer absents des individus présents, vivants ceux qui sont morts, et réciproquement ; on en a même inventé qui n'existaient pas.

Peut-on appeler le résultat de tout cela un dénombrement ? Non, mais tel on le faisait dans le passé, tel on va le refaire en 1876.

Pour faire une moins mauvaise opération, il faudrait, ce qui semblerait passablement inquisitorial, que l'état n° 1, dit « feuille de ménage », fit partie d'un registre d'entrée et de sortie tenu depuis au moins six mois, jour par jour, par chaque propriétaire, afin que, à un jour fixe, il n'y eût plus qu'à faire le récolement de chaque maison. — Ce n'est pas plus difficile que cela. — C'est une question de prévision.

Bien combinée au point de vue du groupement et de l'état civil, la feuille de ménage, telle qu'elle est conçue, laisserait peu à désirer ; mais, dans l'absence du registre du propriétaire, elle est à peu près stérile en ses effets.

Un garçon de bureau se dit employé devant le recensement, une prostituée se dit lingère ou rentière, ou autre chose, un facteur se dit homme de lettres, un badigeonneur se dit peintre, le tailleur de pierre se dit sculpteur, l'étudiant se dit médecin ou avocat, le figurant se dit acteur, la choriste se dit cantatrice ; le margeur, typographe ; le commis, négociant.

Une femme mariée se dit fille, une fille se dit mariée ; toutes deux cachent leur âge, déclarent légitimes des enfants qui ne le sont pas, ou même ne les déclarent pas. Dressez donc un tableau avec cela. Néanmoins, en supposant des déclarations quasi-exactes, les compartiments destinés à l'état civil, dans les imprimés combinés à cet effet, seraient assez bien disposés.

*
* * *

La pensée du « dénombrateur » doit être toujours fixée sur les ensembles et non sur des détails oiseux qui ne peuvent que compromettre la signification des totaux.

C'est ainsi que, en fait de dénombrement de la population en France, tel qu'il vient d'être décrété, il ne saurait y avoir deux genres de Français, ceux nés au chef-lieu et ceux nés hors du chef-lieu. De même qu'il n'y a que cinq genres d'étrangers : Européens, Asiatiques, Africains, Américains, et Océaniens. Bien inutile est donc cette kyrielle de petits totaux à résultats la plupart fantaisistes ; d'Alsaciens et de Lorrains ayant ou non opté pour la France, de Français par naturalisation, d'Anglais, d'Écossais, d'Irlandais, d'Américains du nord ou du sud, d'Allemands, d'Autrichiens, de Hongrois, de Belges, de Hollandais, de Suisses, d'Italiens, d'Espagnols, de Russes, de Portugais, de Suédois, de Moldo-Valaques, de Grecs, de Turcs, d'Indiens, de Serbes, de Polonais, de Chinois ou de Patagons, etc., etc., etc.

A quoi bon tout cela, sinon à faire de la confusion, puisque devant le dénombrement *direct*, on n'est que Français ou étranger,

Français que du chef-lieu ou de la province, étranger qu'Européen, Asiatique, Africain, Américain ou Océanien? Ce serait pourtant bien simple.

Parlerons-nous de l'option des Alsaciens et des Lorrains? Les préposés municipaux n'en ont-ils pas le chiffre bien plus exact que le recensement ne peut l'obtenir?

S'agit-il de naturalisation? N'y a-t-il pas une division ministérielle bien plus apte que l'opération du recensement à en fournir le total?

Un dénombrement devient donc puéril lorsqu'il dure plus de trois jours et qu'il se propose la fixation de détails qui ne sont pas de son domaine.

Passons à l'instruction.

*
* *

Le statisticien auquel est confiée la direction suprême du recensement pourrait bien aussi s'aviser que, en fait de dénombrement, il n'y a que deux catégories pour l'instruction : ceux qui savent lire et ceux qui ne le savent pas, absolument comme on est d'un sexe ou d'un autre, Français ou étranger, et que tout ce qui est prose n'est point vers, et que tout ce qui est vers n'est point prose.

Donc, à quoi bon, sur les imprimés qui servent aux recensements, ces nuances inflexibles, *inconstatables*, sait lire — ne sait pas lire — ou, sait lire et écrire? A rien, d'autant plus que l'on fait figurer le même signe de *non instruction* en regard d'un individu souvent très-majeur, comme aussi en regard du nom d'un enfant de six mois; quelle est donc, dans ce cas, la signification du total? Elle est nulle.

Qu'est-ce aussi que cette enquête directe sur les enfants qui vont ou ne vont pas en classe? Les proviseurs de collèges, les chefs d'institution, les maîtres d'école ne sont-ils pas dans des conditions d'exactitude absolue mille fois plus favorables pour fournir le chiffre réel de la population scolaire? Assurément, mais ce serait peut-être encore trop simple.

Passons au culte.

*
* *

Le statisticien doit savoir, avant de faire un dénombrement *direct*, au moyen de recensements plus ou moins intelligents et polis, que, si indifférent que l'on puisse être en matière de religion, nul n'aime à être questionné à brûle-pourpoint sur ce sujet. Beaucoup des personnes interrogées croient tout au moins être les

points de mire d'une indiscretion ; d'autres sont intimidées, d'autres révoltées. Les craintifs répondent qu'ils sont catholiques, même ne l'étant pas ou n'étant rien, ni ceci, ni cela. Les enfonceurs de portes ouvertes se déclarent *libres-penseurs* ; les plaisants se déclarent mahométans ou bouddhistes ; les indifférents répondent aux recenseurs de mettre ce qu'ils voudront. Alors, ainsi des libres-penseurs pour lesquels une case n'est pas prévue dans les imprimés de l'administration, les recenseurs font des catholiques. Cela est bientôt fait. Fiez-vous donc aux totaux résultant du recensement !

L'opinion politique est, à un degré bien plus intense, la religion moderne. Sous ce rapport, il y aurait certes bien plus lieu de demander à la population, surtout celle âgée de 21 ans révolus, si elle est monarchiste ou républicaine. Mais là encore une difficulté se présente. Les monarchistes craintifs diraient sous une république qu'ils sont républicains, et sous une monarchie, les républicains timorés diraient qu'ils sont monarchistes. Un plus grand nombre refuserait de répondre ou déclarerait qu'il n'affirme son opinion politique qu'au scrutin. Une autre fraction ferait des plaisanteries d'un goût plus ou moins douteux. Enfin, une dernière catégorie (cela s'est vu pour les autres questions), se plairait à jeter les recenseurs du haut en bas des escaliers.

Qu'il y a-t-il donc à conclure ? Que les opinions politiques et religieuses ne sont pas du domaine du dénombrement *direct* à domicile.

Passons aux infirmités.

*
* *

Le statisticien a encore oublié une chose assez essentielle, ce semble — c'est que les fous, les idiots, les goitreux, etc., etc., qui ne sont pas placés dans des asiles ou dans des hôpitaux, sont la plupart du temps cachés avec le plus grand soin par les personnes qui les gardent et les soignent chez eux, et que, par conséquent, il n'y a pas lieu d'en faire opérer le dénombrement *direct* à domicile, sous peine d'obtenir des totaux inexacts.

Il en faut dire autant des animaux domestiques que, par crainte d'une surtaxe d'imposition, personne ne veut déclarer exactement.

Les recenseurs intelligents (il y en a eu quelques-uns), qui ont fait des observations *de visu*, témoigneraient, au besoin que quand, d'eux-mêmes, ils découvriraient chevaux, chiens, ânes, poules et pigeons, etc., on leur répondait invariablement ceci à peu près : « Oui, j'ai bien deux chevaux, mais l'un n'est pas à moi et je vais vendre l'autre aujourd'hui ; je n'ai que trois poules et quatre pigeons

mais je vais les manger; j'ai, en effet, un chien, mais je vais le donner; par conséquent, ne les inscrivez pas.»

Donc, à quoi sert de demander *directement* à une population ce qu'elle croit, à tort ou à raison, de son intérêt de ne pas dire? A rien.

Au même point de vue que tout ce qui précède, examinons la valeur de l'opération du dénombrement telle qu'elle va encore être pratiquée en vue de la reconstitution des actes authentiques de l'état civil.

*
* *

Au dénombrement quinquennal, traditionnel et routinier, tel qu'il se pratique depuis 1821 et tel qu'il va se pratiquer encore, on avait ajouté bien à tort, en 1872, l'œuvre de la reconstitution des actes authentiques de l'état civil. On répondait :

« C'est fâcheux, mais je n'ai nul document pour les faire reconstituer et je n'ai pas le temps de faire des recherches pour m'en procurer. »

Ou bien : « J'ai des extraits, ils m'ont coûté de l'argent; je ne les confierai pas, on ne me les rendrait pas. »

Ou bien : « Je ne sais seulement pas où je suis né, ni mon âge exactement, ni où j'ai été baptisé, ni si je l'ai été. »

Mille exemples ne tendraient tous qu'à prouver encore plus puissamment qu'il n'y avait qu'à faire demander par les recenseurs à ceux qu'ils pouvaient rencontrer, s'ils étaient ou non nés en dehors du département de la Seine et avant 1860, ce qui aurait permis d'en dresser une liste et de les faire venir individuellement eux ou leurs ayant-droit à leur mairie respective, pour leur demander là des indications de nature à faciliter le travail de reconstitution, — cela aussi bien en province qu'à Paris.

Au lieu de cela, on avait compliqué outre-mesure l'opération et l'ennui pour tous et pour chaque individu, — il n'y avait pas moins de treize questions à faire à chacun et autant de réponses à consigner, sans compter les questions à répéter, les explications à donner, les commentaires à subir et souvent plus encore, sans parler de l'entrée et de la sortie, tout cela pour ne rien avoir d'exact à beaucoup près.

Aussi, lorsqu'après l'opération ordinaire du recensement déjà si longue, arrivait celle relative à la reconstitution des actes authentiques de l'état civil, le public était-il excédé, non moins du reste que les recenseurs, à ce point que nombre de ceux-ci ont dû se trouver heureux que dans beaucoup de cas on ne leur ait ré-

pondu que ces mots : « Monsieur, vous m'obligerez en ne poussant pas plus loin cet interrogatoire. »

*
* *

Il est donc permis de conclure de tout ce qui précède, que les résultats d'un dénombrement général *direct*, personnel à domicile, qui embrasse trop de détails et qui dure six semaines au lieu de un, deux ou trois jours maximum, ne peut fournir à la statistique que des éléments inexacts et des résultats sans grande valeur et sans utilité évidente.

Alors, à quoi bon un dénombrement, du moins tel qu'il va être de nouveau pratiqué ? Si c'est pour faire gagner bien péniblement quelques centaines de francs à de pauvres déclassés, il n'y a que demi-mal.

Mais si l'on se propose véritablement de grouper des chiffres significatifs, pouvant servir de base à des travaux économiques, législatifs ou autres, le but sera loin d'être atteint et le jeu, comme on dit, n'en vaut pas la chandelle.

Comme par le passé, comme en 1861, 1866 et 1872, on y perdra sans grand profit même pour les commissaires recenseurs et quelques autres employés encore, deux millions ; il paraît que cela coûte tout autant chaque fois.

J. MARET-LERICHE.

CORRESPONDANCE

LE BUDGET DE 1877.

A monsieur le Directeur du *Journal des Economistes*,

Monsieur le Directeur, les Chambres reprennent leurs travaux et vont avoir à s'occuper, d'abord, du budget de 1877. La Chambre des députés en a déjà voté quelques chapitres ; mais il lui en reste un plus grand nombre à examiner, et elle aura probablement, ensuite, à délibérer sur un rapport spécial, ayant pour objet les réformes à introduire dans notre système financier, rapport qui doit lui être présenté par M. Gambetta, président de la Commission du budget.

Le travail de M. Gambetta, après avoir été vivement discuté dans le

sein de la Commission, le sera peut-être plus vivement encore devant la Chambre elle-même ; mais il aura toujours ce résultat utile d'écarter définitivement les rêveries de l'impôt unique, soit sur le capital, soit sur le revenu. Quand même on ne craindrait pas de soulever les contribuables par un accroissement excessif de l'impôt direct, il serait absolument impossible de tirer d'une source unique un produit annuel de trois milliards. La diversité des impôts est une conséquence forcée de l'énormité des dépenses, et il faudrait commencer par les réduire de moitié avant de songer à supprimer les impôts indirects.

L'économie dans les dépenses est, d'ailleurs, la première condition du succès de toute réforme. Si nous continuons à dépenser sans compter, en suivant, d'année en année, une progression toujours croissante, comme nous le faisons depuis longtemps déjà, les remaniements d'impôts serviront de peu. Non-seulement nous en aurons toujours de mauvais à subir, mais il faudra peut-être en inventer d'autres plus mauvais encore, pour établir, tant bien que mal, une espèce de balance entre nos recettes et nos dépenses.

C'est donc le moyen de faire des économies qu'on devrait chercher. Malheureusement, la difficulté est très-grande, et on a laissé passer le moment *psychologique* où elles auraient été possibles. En 1871, après nos désastres, tout le monde, en France, était préparé aux plus grands sacrifices. L'Assemblée nationale témoignait assez de cette disposition des esprits, en votant tous les impôts qu'on lui demandait, même ceux qui lui répugnaient le plus, comme les droits de douane sur les matières premières ou le monopole des allumettes. Mais on aurait pu, en même temps, opérer de larges retranchements dans le budget des dépenses, et on ne l'a pas même essayé. A ceux qui réclamaient des économies, M. Thiers répondait alors qu'on ne trouverait pas cinquante millions à retrancher dans le budget. Admettons, si l'on veut, que son évaluation fût à peu près juste, et elle était très-probablement trop faible ; encore aurait-on dû retrancher ces cinquante millions. Mais, au lieu de faire cinquante millions d'économies, c'est par centaines de millions qu'on a augmenté les dépenses. Où nous mènera-t-on, par ce chemin-là ?

Aujourd'hui, les dispositions ne sont plus les mêmes. Personne ne veut consentir à de nouveaux sacrifices. Toute demande d'augmentation d'impôt, tout projet d'économie, rencontre les plus vives résistances. La diminution des dépenses est devenue presque chimérique, et la seule chose qu'on pût encore tenter avec quelque espoir de succès serait d'en arrêter les progrès.

Un des moyens à employer dans ce but a été indiqué, trop timidement peut-être, par M. le Ministre des finances, au début de la session. Il a rappelé à la Chambre l'usage du Parlement anglais, qui ne permet

à aucun membre des Communes de proposer des augmentations de dépense. Cet usage est fondé sur la raison. Les membres des Communes ont, en effet, pour mission de défendre les deniers des contribuables. Ce n'est donc pas leur rôle de proposer des augmentations de dépense, qui, d'une manière ou d'une autre, tomberaient toujours à la charge de leurs commettants. Le devoir des représentants est, au contraire, de discuter sévèrement les demandes de crédits présentées par le ministre, d'en réduire le montant, s'il est possible, et de ne jamais rien accorder *ultra petita*. Cela même a paru tellement clair aux Anglais, qu'ils n'ont pas jugé nécessaire de l'écrire dans la loi ; mais on sait quel est le respect du Parlement anglais pour les usages et les précédents, et une loi sur ce sujet serait désormais superflue.

Chez nous, il n'en est pas de même. Aucun usage ne restreint l'initiative des membres de la Chambre des députés, et chacun d'eux se laisse aller trop facilement à ses fantaisies d'améliorations partielles ou locales, sans s'inquiéter de l'effet qu'elles produiront sur l'ensemble du budget. Il faudrait donc qu'une loi formelle intervînt ou, du moins, qu'un article, introduit dans le règlement de la Chambre, décidât qu'aucune proposition, émanée d'un ou de plusieurs membres, ne pourra être prise en considération, si elle doit aboutir à une augmentation des dépenses publiques.

Ce serait déjà quelque chose de contenir ainsi ce débordement d'améliorations plus ou moins contestables, provoquées par l'initiative individuelle, aux dépens du Trésor public. Mais les ministres eux-mêmes ont aussi une tendance à grossir, chaque année, le budget du département confié à leurs soins, et la Chambre aurait, de son côté, des précautions à prendre contre cette tendance. Ne pourrait-elle pas, par exemple, considérer comme un *maximum*, au moins pendant la législature actuelle, le crédit alloué à chaque département ministériel dans le budget de 1877 ? On entendrait, sans doute, dès l'année prochaine, bien des réclamations et des doléances ; mais, en définitive, si la Chambre tenait ferme et refusait décidément toute augmentation, chaque ministre s'arrangerait, sans trop de peine, dans les limites de son budget, et les choses n'en iraient pas plus mal.

L'équilibre du budget général deviendrait alors facile à établir ; mais il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de la tenir, et commencer par dégrever les impôts avant d'avoir assuré cet équilibre. La progression des dépenses une fois arrêtée, si nous pouvons conserver la paix et nous préserver de toute perturbation soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, le revenu public continuera de croître ; en sorte que nous aurons bientôt un excédant de recettes disponible qui nous permettra de supprimer ou d'alléger quelques-unes des taxes les plus onéreuses. En même temps, la hausse de nos fonds, mieux garantie contre la fluctua-

tion des cours, nous donnera le moyen d'amoindrir un peu, par la conversion du 5 p. 100 en 4 1/2, le poids si lourd de notre dette.

Que la législature actuelle obtienne ce résultat d'ici à l'année 1880 ; qu'elle se garde des utopies, en finance et en politique, et elle arrivera au terme de son mandat avec la satisfaction d'avoir bien mérité du pays.

Agréez, etc.

LÉON.

Marseille, le 3 novembre 1876.

L'ARTICLE 26 DE LA LOI DES FINANCES ET LES CHEMINS DE FER.

A Monsieur le Directeur du *Journal des Economistes*.

Mon cher Directeur,

Le *Journal des Economistes*, dans son numéro du 15 octobre dernier, a publié un travail dans lequel j'ai étudié les dangers de l'extension des grandes Compagnies de chemin de fer, au double point de vue des intérêts politiques et économiques du pays. J'ai essayé d'indiquer les conséquences désastreuses, aussi bien pour notre état social que pour notre production agricole et industrielle, auxquelles pourrait aboutir la monopolisation de tous nos chemins de fer, créés ou à créer, entre les mains des six grandes Compagnies, mesure qui me semblait se préparer presque ouvertement.

J'ai été conduit, par mon sujet, à défendre la loi de 1863 sur les chemins de fer d'intérêt local, comme un acte de décentralisation intelligente, et qui sera probablement féconde quand l'application en sera bien comprise. Cette application rationnelle est encore à faire, je le reconnais, mais de nombreux et bons esprits sont à la recherche des conditions économiques du problème, et, il n'est guère douteux qu'on ne soit, à cette heure, sur la voie de la véritable solution.

Or, l'extension indéfinie des grandes Compagnies, c'est l'abrogation virtuelle de la législation sur les chemins de fer d'intérêt local. Il y a donc là, incontestablement, une des plus grosses questions qui puissent atteindre notre régime économique. En présence de l'hostilité de l'administration, hostilité sourde dans le passé, ouverte aujourd'hui contre les chemins de fer d'intérêt local, le pays, qui se préoccupe au plus degré de la question et qui a le droit de voir clair dans ses affaires, s'attend à une discussion large, complète, pour éclairer le jugement des Chambres, et non à un étranglement entre deux portes.

En écrivant mon travail, j'étais loin de m'imaginer que la solution définitive pût se trouver comprise dans l'article 6 de la loi de finances, soumise, en ce moment, à la délibération des Chambres, et y fût si

bien comprise, que le ministère des travaux publics en a déjà commencé l'application.

Or, il paraîtrait que les choses sont bien ainsi. Voici le texte de cet article 26 :

« Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre, par « voie d'adjudication, les travaux de construction des chemins de fer « énoncés à l'article 1^{er} de la loi du 16 décembre et aux articles 4^{er} et 3 « de la loi du 31 décembre 1875.

« En dehors des dépenses prévues par la loi du 11 juin 1842, sont « autorisées celles des travaux de superstructure, l'achat du matériel « roulant excepté.

« Les travaux de chacune de ces lignes ne seront entrepris qu'après « que le ministre aura reçu, des départements, des communes ou des « propriétaires intéressés, des offres de concours qu'il jugera suffi- « santes.

« Le ministre des finances est autorisé, pour se procurer les fonds « nécessaires à l'exécution des travaux, à émettre des obligations dont « le terme n'excédera pas 30 ans.

« Il est ouvert, au budget de 1877, un crédit de 2,500,000 fr. comme « première annuité des intérêts et de l'amortissement. »

Nombre de braves gens n'y ont vu que la bonne volonté de la Commission du budget de faire exécuter, par l'État, certaines lignes de chemin de fer, qui pouvaient n'avoir pas beaucoup de chances de l'être autrement. Mais il paraît qu'il y a à lire entre les lignes, et beaucoup, car M. le ministre des travaux publics nous paraît y avoir lu d'étranges choses.

Nous sommes en position de pouvoir affirmer pertinemment que le ministre considère l'article 26, précité, de la loi de finances comme « une résolution prise par la Commission du budget, et qui sera, sans doute, approuvée par les Chambres, laquelle résolution a décidé que les lignes, récemment classées, seraient entièrement exécutées par l'État, avec le concours des intéressés, et que les travaux seraient dirigés par ses ingénieurs, après adjudication publique. »

Et d'ajouter que, se fondant sur cette interprétation de l'article 26, le ministre a déjà repoussé des demandes de concession de lignes de chemin de fer, non comprises dans ce bienheureux article 26.

En rapprochant cette interprétation du discours de Domfront, où le ministre disait : « Pour achever le réseau de nos voies ferrées et le porter de 22,000 à 38,000 kilomètres, il faut l'intervention puissante, résolue, presque sans limites de l'État », il semble que, dans la pensée de l'honorable M. Christophle, l'article 26 de la loi de finances de l'an de grâce 1877 voudrait dire :

Enterrement *de facto*, de la loi de 1855 sur les chemins de fer d'inté-

rêt local, et sans discours sur sa tombe. — Suppression du régime des concessions, c'est-à-dire exclusion systématique du régime de toute initiative privée pour la création et construction de chemins de fer. — Les chemins de fer, une fois construits par l'Etat, qui les exploitera ? Ce n'est pas l'Etat, sans doute. Personne ne songe à faire, à ce sujet, un pendant à l'article 26. La solution est d'autant plus simple, qu'il ne saurait y en avoir qu'une. On les remettra aux grandes Compagnies. (Voir, à propos de lignes visées à l'article 26, le projet de loi de la cession des Charentes à l'Orléans dans lequel le ministre concède, par avance, à l'Orléans, l'exploitation de quinze de ces lignes.) Donc, inféodation aux six grandes Compagnies, c'est-à-dire aux dangereux monopoles existants de l'exploitation de tous les chemins de fer à construire. — Monopole absolu attribué aux ingénieurs de l'Etat, en matière de construction de chemins de fer, où il n'y aura plus de progrès à attendre que de par eux et pour eux : « Nul n'aura de l'esprit que nous et nos amis. » — Exclusion du corps de nos ingénieurs civils de toute participation à l'œuvre de nos voies ferrées, c'est-à-dire à une industrie où la science et l'ingéniosité de l'esprit humain ont encore tant à faire. — Et, on peut ajouter, la démonstration en serait facile, dépense d'un milliard en plus, pour achever le réseau de nos chemins de fer, dans le système de l'interprétation ministérielle.

Si toutes ces belles choses sont comprises dans l'article 26, on peut lui prévoir une célébrité, à laquelle je crois bien que ses auteurs n'ont guère songé. Mais, puisqu'elles y seraient positivement à l'état latent dans l'opinion de ceux qui sont chargés d'appliquer la loi, il importe que des voix autorisées fassent la lumière au sein des Chambres, afin que celles-ci ne votent qu'en connaissance de cause. C'est pour leur faire appel, que je réclame, pour cette lettre, la publicité du *Journal des Economistes*.

Croyez, etc.

A. CHÉROT.

BULLETIN

MANIFESTE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES AMIS DE LA PAIX CONTRE LES PROJETS D'UNE INTERVENTION ARMÉE EN ORIENT.

Lorsque, à la suite de l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine, les représentants de plusieurs grandes puissances de l'Europe se concertèrent pour intervenir diplomatiquement entre le souverain de l'Empire ottoman et ses provinces poussées à la révolte par une administra-

tion oppressive, la *Société des Amis de la Paix*, tout en regrettant que la sphère des négociations ne fût pas étendue à toutes les puissances signataires du traité de Paris de 1856, n'avait qu'à applaudir à cette tentative de pacification. C'était, après l'affaire de l'*Alabama*, une nouvelle et éclatante consécration du principe de l'arbitrage, un des articles les plus importants de notre foi internationale.

Lorsque plus tard, à ces efforts de conciliation succédèrent presque simultanément, en Occident, un désaccord d'opinions, provoqué par une rivalité d'influence, en Orient, une prise d'armes de la part des deux Etats qui ne semblaient pas directement intéressés dans le débat, la *Société des Amis de la Paix* dut partager les alarmes du public et de la presse ; mais elle n'avait aucun rôle particulier à jouer. Ce n'est pas en Serbie et au Montenegro que sa voix aurait été entendue ; et dans les chancelleries européennes, il n'était encore question que de pacifiques *memorandum*, de conditions d'armistice et de projets de conciliation.

Aujourd'hui, la situation est très-différente. La foudre gronde, et c'est à peine si l'on peut dire que c'est dans le lointain. L'horizon s'assombrit de jour en jour et presque d'heure en heure. Les mouvements de la vie économique, quand ils ne sont point profondément troublés, sont comme suspendus sous le poids de l'anxiété générale. Contre une ou deux chances que l'on compte encore pour la paix, il y en a mille pour la guerre.

A cette heure décisive, la *Société des Amis de la Paix* croirait trahir tous ses principes et s'abandonner elle-même, si elle ne faisait entendre, soutenue par la conscience publique, une énergique protestation contre les projets, plus ou moins arrêtés, qui menacent en ce moment l'Europe, c'est-à-dire le monde civilisé et la civilisation elle-même.

En gardant le silence sur l'horreur que nous inspire la guerre en général, nous demanderons quels seraient les motifs de la guerre qui semble se préparer et que, nous l'espérons, les conseils de la raison et de l'intérêt ou les éclats de l'indignation publique pourront encore détourner de nos têtes.

Le premier qui se présente à l'esprit, c'est le désir de délivrer d'une oppression séculaire les populations chrétiennes de l'empire ottoman. Ce désir généreux, qui honore notre génération, s'est emparé de toutes les classes de la société européenne. Les massacres de Bulgarie, qui laisseront sur le nom ottoman une tache ineffaçable, lui ont donné une nouvelle force. Mais ce n'est point de la guerre que ce sentiment unanime recevra la satisfaction qu'il réclame. La guerre et l'invasion ne seront jamais pour les races opprimées de l'Orient des instruments de délivrance. Le premier de ces moyens violents, c'est la dévastation, la ruine et la dictature militaire. N'arriverait-on pas plus sûrement au but qu'on se propose par une protection solidaire des puissances de

l'Europe et par des garanties effectives exigées en commun, obtenues à coup sûr du nouveau souverain de la Turquie ?

Mais c'est à peine si l'on parle encore de secourir les chrétiens de la presqu'île des Balkans. Il s'agit de tout autre chose ; il s'agit d'en finir avec l'empire ottoman, et de chasser les Musulmans du sol de l'Europe pour se mettre à leur place. Ceux qui tiennent ce langage ou qui poursuivent en silence le dessein qu'il exprime, oublient que l'Empire ottoman, ainsi que les autres Etats de l'Europe, est placé sous la protection des traités, et que la loi des traités est un des premiers principes du droit international et de la morale universelle. Chrétiens ou Musulmans, le droit est le même pour tous. Chrétiens et Musulmans appartiennent également à l'humanité ; et c'est une étrange manière de montrer la supériorité du christianisme, que de violer en son nom toutes les règles de la justice et de la bonne foi.

Supposez l'Empire ottoman détruit, qu'arrivera-t-il ? Il faudra bien se partager ses débris et liquider sa succession. Toutes les puissances de l'Orient et de l'Occident, grandes et petites, voisines et éloignées, ne manqueront pas de se la disputer. Toutes les convoitises seront surexcitées, et les convoitises se traduiront par des conflits armés. La guerre naîtra de la guerre ; non pas une guerre unique, mais une succession de guerres dont nul n'osera prévoir le terme.

Ce serait parler contre sa pensée ou se bercer d'une injustifiable illusion, que de dire que l'intervention armée, si elle a lieu, sera rigoureusement circonscrite, et pour le nombre des puissances qui y prendront part, et pour le théâtre où elle s'exercera. On ne circonscrit pas la passion, la haine, le fanatisme, la soif des conquêtes. Une fois déchaînées sur un champ de bataille dont nul droit, nulle raison, nulle prévoyance ne peut tracer les limites, ces forces aveugles ne s'arrêteront plus que lorsqu'elles seront épuisées par leurs propres excès. De proche en proche, l'Europe entière y passera, car, grâce à la solidarité des intérêts, ceux qui voudront s'abstenir seront fatalement entraînés et foulés par les autres.

A l'ambition politique et au fanatisme religieux, bien vite réveillé de sa torpeur actuelle, ne manquera pas de se joindre la haine bestiale des races, que depuis longtemps des érudits à courte vue ou dépourvus d'entrailles s'efforcent de faire renaître dans les cœurs. Il ne sera plus question ni de fraternité humaine, ni de fraternité évangélique, ni de justice, ni de droit, ni de liberté, mais de la domination que réserve l'avenir à telle ou à telle race aujourd'hui répandue dans le monde. On voudra s'assurer cette domination par le nombre et par la force.

Oui, nous l'affirmons avec une amère conviction, la guerre allumée sous prétexte de mettre un terme à la barbarie de l'Orient, c'est la barbarie déchaînée sur l'Occident, c'est l'Europe armée contre elle-

même et précipitée dans le chaos. C'est peut-être, au déclin du XIX^e siècle, une nouvelle guerre de Trente ans, qui n'aurait pas même le masque de la religion pour couvrir ses crimes.

A la pensée d'un tel fléau et d'une telle honte, notre cœur se soulève d'horreur. Nous appelons à nous, pour les éloigner, toutes les forces vives de la société européenne, tous ceux qui ont une voix et une plume, tous ceux qui ont une âme et une conscience. Il n'y a plus guère qu'un soulèvement de l'opinion publique qui puisse nous sauver ; c'est à elle que nous nous adressons, c'est sur elle que nous comptons.

Le président : A. FRANCK,
Membre de l'Institut, Professeur de
droit international au Collège de
France, etc.

LA MARINE MARCHANDE EN ANGLETERRE, AUXILIAIRE DE LA MARINE DE GUERRE. — TONNAGE. — VITESSE, ETC.

Jé me propose d'examiner ici en peu de mots les ressources que l'Angleterre possède dans sa marine marchande pour la défense de ses côtes et la protection de son commerce. Quelques personnes sont peut-être d'avis que nous sommes trop bien en sûreté pour avoir besoin de nous tenir prêts à la guerre. Mais il ne faut jamais pécher par excès de sécurité, car, comme l'a dit lord Palmerston avec beaucoup de justesse, « s'imaginer que nous n'avons plus besoin de prendre de précautions contre les invasions, simplement parce que jusqu'ici nous les avons empêchées par les précautions que nous avons prises, est la plus grande de toutes les absurdités possibles. »

D'après les relevés les plus récents, le tonnage à vapeur de l'empire britannique est de 1,825,000 tonneaux ; celui des États-Unis, pour leur commerce extérieur, de 493,000 tonneaux ; la France possède 546 navires à vapeur, représentant en tout 188,800 tonneaux, et la Norvège en a 199 donnant en tout 39,000 tonneaux. Les vapeurs anglais de grandes dimensions sont tout au moins aussi faciles à transformer en croiseurs pour la protection de son commerce que les vapeurs de commerce des autres nations sont faciles à transformer en corsaires. La liste de nos vapeurs de commerce nous fournit les chiffres suivants :

TONNAGE			NOMBRE DE NAVIRES A VAPEUR
de 3000 tonneaux et au-dessus			8
2500	—	à 3000	24
2000	—	à 2500	55
1500	—	à 2000	165
1200	—	à 1500	167
Total.....			419

Il est probable que chacun de ces navires pourrait porter au moins deux canons capables de percer une cuirasse, sans compter un nombre raisonnable de canons de 64; on sait que ces derniers semblent être actuellement l'arme favorite pour les navires qui ne sont pas destinés à combattre les cuirassés.

Il me sera peut-être permis de faire ici une observation sur la question discutée de l'armement. Un grand nombre de marins voudraient que tout navire de guerre portât des canons assez forts pour percer le blindage d'un navire ennemi. Ils pensent que le nombre est une garantie; et, quoiqu'un petit navire sans cuirasse semble avoir toutes les chances contre lui dans un combat contre un navire défendu par un épais blindage, ils sont d'avis que des circonstances peuvent se produire, dans lesquelles une flotille de petits navires, armée d'une puissante artillerie, pourra désemperer même un navire cuirassé. Il ne faut pas oublier que les grands navires ne portent que très-peu de canons; d'un autre côté, nos pièces de marine les plus puissantes sont devenues d'un poids énorme, en même temps que le champ de la vision se rétrécissait, depuis l'introduction des blindages, de sorte que la justesse du tir en a beaucoup souffert, surtout quand l'objet qu'il s'agit d'atteindre est une chaloupe canonnière d'une marche rapide, mais sans régularité. Il se pourrait donc qu'un grand navire, dans un chenal étroit, eût beaucoup à souffrir s'il était attaqué par toute une flotille de canonnières comme la *Coquette*, ou une escadre de croiseurs du genre de l'*Opale*. Il semble, par conséquent, que l'on ne ferait pas mal de donner un armement mixte au moins à quelques-uns des navires qui sont maintenant armés exclusivement de canons de 64.

Pour en revenir aux navires marchands, ce serait une sage mesure de la part de l'Amirauté de se mettre en rapport avec les propriétaires des grands navires à vapeur, afin de s'entendre avec eux sur les conditions auxquelles ils consentiraient à louer ces navires à l'État en cas de guerre. De même qu'on a jugé utile d'engager un certain nombre de marins du commerce à servir dans la marine militaire, en leur payant chaque année une certaine solde pendant la paix, de même il serait peut-être bon d'accorder une certaine subvention aux propriétaires de navires à vapeur capables d'être armés, à condition qu'ils s'engageassent à mettre leurs navires à la disposition du gouvernement en cas de guerre. Pendant la guerre civile des États-Unis, le gouvernement américain a loué à leurs propriétaires jusqu'à 640 navires à vapeur, sans lesquels il lui aurait été absolument impossible de bloquer les côtes de la Confédération du Sud.

Tous les officiers de marine attachent une certaine importance à la vitesse pour un navire non blindé. L'*Inconstant* a été construit tout spécialement en vue d'arriver à une vitesse qui jusqu'alors n'avait pas ét

atteinte. Or, sous le rapport de la vitesse et de la quantité de charbon qu'ils peuvent porter, les magnifiques steamers qui servent à traverser l'Atlantique présentent des éléments de puissance fort remarquables. Dans l'ouvrage si complet qu'il a récemment publié, M. Lindsay a donné la durée moyenne des traversées des principales lignes qui vont de Liverpool à New-York. La vitesse et la régularité de ces traversées sont vraiment merveilleuses. J'emprunte aux tableaux de M. Lindsay quelques chiffres qui feront voir quelle immense réserve de puissance nous avons dans nos navires marchands pour le cas où une guerre éclaterait.

La distance de Queenstown à Sandy Hook est de 2777 milles (5143 kilomètres) et, pendant les années 1873 et 1874, les steamers des trois lignes White-Star, Cunard et Inman ont franchi cette distance, aller et retour, avec les vitesses moyennes qu'indique le tableau suivant :

Lignes de Queens- town à Sandy Hook	Nombre de voyages	1873			Nombre de voyages	1874		
		Durée moyenne				Durée moyenne.		
		j.	h.	m.		j.	h.	m.
White-Star....	47	9	19	48	50	9	22	53
Cunard	52	10	16	52	52	10	16	54
Inman	50	10	22	4	61	10	22	1

LIGNE DE SANDY HOOK A QUEENSTOWN

	1873				1874			
	NOMBRE de voyages	Durée moyenne			NOMBRE de voyages	Durée moyenne		
		j.	h.	m.		j.	h.	m.
White-Star. . . .	47	8	22	39	50	8	20	42
Cunard.	53	9	7	59	52	9	5	46
Inman	52	10	0	3	51	9	10	50

Chacune de ces deux années nous présente quelques voyages d'une longueur exceptionnelle, ainsi que le montre le tableau suivant :

LIGNE DE QUEENSTOWN A SANDY HOOK

	White-Star		Cunard		Inman	
	1873	1874	1873	1874	1873	1874
Plus de 12 jours	2	2	4	6	4	7
— 13 jours	0	0	2	0	1	3
— 14 jours	0	2	2	1	6	4

Pour le voyage de retour, la ligne Inman seule a mis dans deux circonstances plus de douze jours, et dans une seule plus de quatorze jours, en 1873.

Comme exemple de la perfection merveilleuse à laquelle les voyages transatlantiques ont été portés par les armateurs anglais, sans le secours d'aucune allocation du gouvernement, nous donnerons cet extrait du livre de loch du *City of Berlin* :

LOCH DU STEAMER *City of Berlin* DE LA LIGNE INMAN.

De Sandy Hook à Queenstown, 7 jours 15 heures et 28 minutes.

DATES		DISTANCE PARCOURUE
en 1875		
Octobre	3.	388 milles
—	4.	362
—	5.	366
—	6.	361
—	7.	381
—	8.	347
—	9.	362
—	10.	253

De Queenstown à Sandy Hook, 7 jours 18 heures et 2 minutes.

Septembre	18	303 milles
—	19	367
—	20	376
—	21	368
—	22	380
—	23	324
—	24	381
—	25	380

Le 8 octobre : vent violent et vagues assez fortes par le travers.

La ligne White-Star a également obtenu des résultats remarquables au point de vue de la rapidité. En 1873, l'*Adriatic* a fait la traversée de Queenstown à Sandy Hook avec une vitesse moyenne de 18,55 milles — près de 30 kilomètres — par heure ; et au mois de mars 1872 le même steamer a fait la traversée d'Amérique en Europe avec une moyenne de 18,9 milles par heure. La régularité des traversées de ce navire n'est pas moins remarquable que sa vitesse, puisque 29 voyages de New-York à Queenstown ont présenté une durée moyenne de 8 jours, 10 heures et 55 minutes.

La traversée la plus courte s'est faite au mois d'octobre 1874, et n'a duré que 7 jours, 23 heures et 12 minutes. Cette traversée a été surpassée de quelques minutes seulement par le *Germanic*, qui avait fait le voyage de Queenstown à Sandy Hook, au mois d'août 1873, en 7 jours,

23 heures et 7 minutes. La plus grande distance parcourue en un jour, qui soit citée par M. Lindsay, a été franchie par l'*Adriatic* le 10 avril 1873, jour où ce navire fit 396 milles dans la direction S. 61° O., avec un vent de N. force 6.

Ces détails suffisent pour montrer ce que peuvent faire nos grands vapeurs de commerce. Nous sommes également bien pourvus pour la défense de nos côtes. La flottille de navire à vapeur que nous employons au cabotage comprend 5,530 navires de moins 50 tonneaux, 4,173 entre 50 et 100 tonneaux, et 1,670 entre 100 et 200 tonneaux. Si ces 11,373 steamers prenaient chacun à la remorque une torpille de Harvey, et si en outre tous ceux qui sont assez forts étaient armés d'un ou deux canons, jamais une flotte ennemie ne pourrait approcher impunément de nos côtes.

La torpille nous donne un moyen facile de transformer le plus petit navire à vapeur en un navire de guerre formidable. Tous nos grands ports de commerce devraient avoir un magasin de torpilles. Les capitaines des remorqueurs et de tous les navires dont on peut tirer parti devraient être organisés en corps de *torpilleurs* marins. Il faudrait qu'ils fussent exercés par des officiers expérimentés à se servir de torpilles, et qu'une solde ou pension d'inactivité assurât leurs services à l'État.

Il y a quelques années, un rapport a été fait à l'Amirauté sur la facilité avec laquelle les remorqueurs et les bacs à vapeur de Liverpool peuvent être transformés en chaloupes canonnières. On avait reconnu qu'un grand nombre de ces navires pouvaient porter les plus gros canons dont on se servit à cette époque. Depuis ce temps, on a créé le canon de 81 tonnes. Pour porter une arme aussi formidable, un navire d'une construction spéciale et d'un fort tonnage est indispensable. Mais la torpille est venue centraliser jusqu'à un certain point la puissance toujours croissante de l'artillerie ; elle nous a fourni les moyens de donner une arme puissante à tous nos steamers rapides et de les faire servir à la défense des côtes. Avec la torpille et la mine sous-marine, les passages étroits, peu profonds et tortueux, par lesquels on arrive à Londres, à Liverpool, à Hull, à Glasgow, à Cork, à Bristol et à Cardiff, en un mot, à tous nos plus riches ports de mer, peuvent être fermés aux navires cuirassés les plus formidables.

Bien que ce point intéresse plus l'officier de marine que le constructeur de navires, je ne puis omettre, dans la liste des navires qui manquent à la marine de l'État, un certain nombre de navires à voiles qu'il faudrait attacher aux navires de dépôt de Devonport, de Portsmouth et Sherness, et qui servaient à faire faire aux marins quelques croisières, en été dans la Manche et en hiver à Lisbonne et à Gibraltar. Ces navires deviennent chaque jour plus indispensables pour exercer nos hommes,

puisque désormais il est probable que la marine de combat sera surtout composée de navires blindés sans mâts.

Puisque dans un autre travail j'ai montré la grande supériorité de notre flotte blindée, je puis terminer cette fois en faisant voir quelle est la force relative de notre marine de guerre en navires non blindés. Les Américains n'ont que 39 croiseurs non cuirassés, dont la plupart ont une vitesse de moins de dix nœuds; leur marche n'est guère en moyenne que de sept nœuds par heure. Les Russes ne possèdent qu'un petit nombre de croiseurs sans blindage, et leurs flottes réunies de la Baltique et de la mer Noire ne portent en tout que 271 canons. Les Allemands n'ont que 11 corvettes et 4 avisos, portant en tout 145 canons. Quant aux Turcs, leurs croiseurs ne peuvent pas compter.

Ainsi, lorsque nous comparons notre position à celle des autres puissances et que nous voyons que les navires inscrits sur la liste de construction de 1875 ne porteront pas moins de 304 canons, d'un calibre moyen bien supérieur à celui de l'artillerie que portent les navires non blindés des autres puissances, nous sommes en droit de dire que notre situation, telle qu'elle est maintenant et telle qu'elle se présente pour l'avenir, ne fournit aucun motif d'inquiétude raisonnable, même à l'esprit le plus timide. Seulement, pour tirer complètement parti de la supériorité de nos ressources, il nous faut une organisation complète et intelligente. (*Revue scientifique.*)

T. BRASSEY,

Membre de la Chambre des Communes d'Angleterre,

RÉORGANISATION ET DIRECTION AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Rapport de M. Christophle. — Décret.

I.

1. RAPPORT DU MINISTRE.

Monsieur le Président, la mort inattendue de M. de Franqueville a remis en question la reconstitution, sur de nouvelles bases, du ministère des travaux publics. Les vices de l'organisation actuelle ont été maintes fois signalés. Par les décrets qui ont constitué le secrétariat général avec ses attributions multiples et la direction générale des ponts et chaussées et des chemins de fer, l'administration entière des travaux publics a été répartie, pour ainsi dire, entre deux gouvernements distincts et séparés. D'un côté, l'indépendance absolue des deux services, et de l'autre la confusion dans les mêmes mains d'attributions qui correspondent à des aptitudes et à des besoins différents, tels sont les traits principaux de ce système, qui a suscité à plusieurs reprises des réclamations auxquelles il paraît convenable de donner aujourd'hui satisfaction.

Deux exemples, entre plusieurs autres, mettront en pleine lumière les vices de ce système.

S'il est une vérité qui paraisse évidente, c'est que l'administrateur placé à la tête d'un service spécial ait voix consultative pour le choix des agents auxquels l'exécution est confiée. La responsabilité vis-à-vis du ministre, chef suprême de l'administration, lui donne le droit, sinon de choisir et de nommer directement les agents, tout au moins de concourir à leur nomination. Lui seul peut vraiment, les ayant vus à l'œuvre, connaître leurs aptitudes et utiliser en pleine connaissance les capacités spéciales dont ils sont doués. Or, à l'heure actuelle, la direction du personnel est absolument séparée des services techniques. Elle procède sans eux, arrière d'eux, sans même les consulter. Il est résulté de là (à peine est-il besoin de le faire remarquer) que le choix et l'avancement des fonctionnaires ont été réglés en vertu d'une sorte de système général et uniforme.

L'ancienneté, qui est assurément un titre respectable, a pris, dans la dévolution des postes et des avancements, une part prépondérante et presque exclusive, au détriment du choix. L'émulation, au sein des corps des ponts et chaussées et des mines, a presque totalement disparu. Chacun s'est appliqué sans doute à faire son devoir, et je serais évidemment injuste envers des hommes dont la vie tout entière est vouée au bien public, si je disais qu'ils se sont montrés inférieurs à leur tâche et à ce que l'État devait attendre d'eux. Mais il est vrai de dire, et c'est une remarque que j'ai entendu faire par les hommes les plus distingués de ces corps, que les aptitudes exceptionnelles et les capacités hors ligne n'ont pas toujours, faute d'être utilisées à temps, développé toute la puissance de savoir et de travail qu'elles avaient en elles-mêmes.

Or, que cela ait été le fait de l'organisation actuelle par la séparation absolue des services supérieurs du ministère, c'est ce que personne ne met en doute.

Si l'indépendance absolue de ces services constitue un mal auquel il faut porter remède, il en est un autre, tout contraire, qui consiste dans la confusion, sous la même direction, de services qui devraient être séparés.

Pendant de longues années, à partir de la création du ministère des travaux publics, le service des ponts et chaussées avait constitué une direction distincte de la direction des chemins de fer. La juxtaposition de ces deux services, qui fut établie en 1835, ne paraissait pas avoir des inconvénients graves à une époque où beaucoup de bons esprits avaient cessé de croire à l'utilité des voies de navigation intérieure et où l'effort de l'administration se portait presque exclusivement sur le développement des voies ferrées.

Aujourd'hui, l'opinion plus éclairée demande avec insistance l'amé-

lioration de nos voies navigables et l'achèvement de nos ports de commerce, dont la comparaison avec les ports des nations étrangères ne tourne pas toujours à notre avantage.

Cette disposition des esprits rend nécessaire la séparation de deux services qui exigent d'ailleurs des aptitudes absolument distinctes.

C'est en ce sens que s'est expliquée dernièrement la Commission du budget, par l'organe de son rapporteur, M. Sadi Carnot.

« Votre Commission, a-t-il dit, sortirait de son rôle si elle vous proposait un règlement des attributions du personnel ; mais elle signale à M. le ministre des travaux publics les nécessités auxquelles il paraît urgent de pourvoir, en lui demandant de séparer les deux services des chemins de fer et de la navigation. »

C'est en ce sens aussi que s'expriment un grand nombre de conseils généraux et de chambres de commerce.

Le moment paraît venu de donner satisfaction à des vœux légitimes. C'est un devoir pour le gouvernement, qui est sûr, en se rendant à ces vœux, de concilier le respect de l'opinion devenue unanime, avec les exigences d'une bonne administration.

Dans ce même rapport, dont je viens de parler, la Commission du budget a signalé à diverses reprises certaines incorrections du service des bâtiments civils et des palais nationaux. La sanction de ces opérations a été la diminution d'un certain nombre de crédits afférents à ces services, qui ont été réduits d'une somme relativement considérable.

Je ne puis vous dissimuler, monsieur le Président, que certaines irrégularités regrettables se sont, en effet, introduites dans ce service important. On n'y est pas suffisamment pénétré de la règle posée par les ordonnances au sujet de la concurrence et de la publicité des marchés. La soumission amiable doit être une exception, et cette exception ne peut être justifiée que par la nature des travaux ou certaines circonstances urgentes. Je dois dire que l'exception a trop souvent pris la place de la règle. Par suite, des dépenses ont échappé au contrôle du ministre ou ont été engagées prématurément sans l'accomplissement des formalités destinées à assurer l'affectation rigoureuse des deniers de l'État. Il est absolument indispensable de rétablir un ordre nécessaire dans cette partie de l'administration publique.

Je dois enfin, monsieur le Président, appeler votre attention sur une lacune de l'administration centrale des travaux publics dont j'ai pu, depuis mon entrée au ministère, apprécier l'importance.

S'il est une administration qui, par sa nature même, soit appelée à résoudre des difficultés juridiques, c'est assurément celle des travaux publics.

Les rapports avec les particuliers lésés pour l'exécution des travaux avec les concessionnaires ou les entrepreneurs, avec les compagnies

organisées pour l'exploitation des voies ferrées, donnent naissance à des questions multiples. Jusqu'à ce jour, ces questions ont été étudiées et résolues par les services spéciaux dans lesquels elles prennent naissance. Est-il toujours procédé à cet examen avec l'indépendance et l'impartialité nécessaires ?

D'un autre côté, le système de l'exécution des chemins de fer par l'État semble en principe devoir être accueilli par les Chambres.

L'expérience que l'administration en a faite à plusieurs reprises permet d'espérer qu'il donnera, à l'avenir comme par le passé, les résultats qu'en attend la Commission du budget. Il devient nécessaire, par suite, de créer à l'administration centrale un bureau spécial auquel seraient renvoyées, d'une part, l'étude de toutes les questions contentieuses que soulève l'exécution des travaux publics, et, d'autre part, la direction des services d'expropriation qu'il faut organiser en dehors du service technique, sur tous les points où il s'agit, à l'heure actuelle, de mettre à exécution les lois des 16 et 31 décembre 1875.

Je viens, en conséquence, monsieur le Président, soumettre à votre approbation un projet de décret en vertu duquel il sera procédé à la création, au ministère des travaux publics, de cinq directions distinctes.

La première prendra le titre de « Secrétariat général ». C'est au secrétariat général du ministère que ressortit aujourd'hui tout ce qui concerne le personnel du ministère ou des services extérieurs.

Je vous propose de lui maintenir cette attribution, mais je crois qu'il est nécessaire, dans l'intérêt du service et afin d'élever le niveau de nos corps d'ingénieurs, en appelant à des avancements plus rapides les capacités et les aptitudes les plus distinguées, de donner aux conseils généraux des mines et des ponts et chaussées une attribution qui appartient depuis longtemps dans l'armée aux inspecteurs des différentes armes. Un tableau d'avancement serait dressé chaque année, à des époques déterminées, par les inspecteurs généraux de deuxième classe qui, dans leurs tournées périodiques, sont appelés à reconnaître et à apprécier les mérites divers des fonctionnaires placés sous leurs ordres.

La seconde direction prendra la dénomination de « Direction des routes et de la navigation ». Elle comprendra le service des routes nationales et celui de la navigation et des ports.

La troisième direction comprendra les « Chemins de fer. »

La quatrième prendra le titre de « Direction du contentieux et des bâtiments civils et palais nationaux ».

La cinquième comprendra la « Division des mines et le service de la statistique de l'industrie minérale. »

Cette organisation du ministère des travaux publics exige nécessairement quelques changements dans le personnel actuel du ministère. Je me suis efforcé de limiter ces changements à ce qui était strictement

nécessaire. Je vous propose, pour remplir les postes supérieurs dans l'organisation nouvelle, des hommes jeunes, actifs, qui ont fait, soit dans l'administration, soit au conseil d'Etat, la preuve d'éminentes qualités. Je suis certain qu'ils se montreront dignes de la haute faveur que j'appelle sur eux.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'assurance de mon profond respect.

Le ministre des travaux publics,

ALBERT CHRISTOPHLE.

Versailles, 21 octobre 1876.

Vu et approuvé :

Le président de la République française,

Maréchal DE MAC-MAHON.

II. Décret.

Le décret suivant se trouve inséré à la suite de ce rapport dans le *Journal officiel* :

Le président de la République française,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, annexé au présent décret ;

Considérant qu'il importe, à raison du développement toujours croissant des relations par les voies ferrées, et afin de donner aux voies de communication par eau toutes les extensions dont elles sont susceptibles, de constituer sur de nouvelles bases l'organisation de l'administration centrale des travaux publics,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'administration centrale des travaux publics comprendra à l'avenir cinq directions, savoir :

1^o Le secrétariat général ;

2^o La direction des routes et de la navigation ;

3^o La direction des chemins de fer ;

4^o La direction du contentieux et des bâtiments civils et palais nationaux ;

5^o La direction des mines.

Art. 2. — Le secrétaire général aura dans ses attributions tout ce qui concerne le personnel et le matériel du ministère, le personnel des services extérieurs, la comptabilité et le dépôt des cartes et plans.

Le service central d'enregistrement et d'expédition sera rattaché directement au cabinet du ministre.

Art. 3. — La direction des routes et de la navigation comprendra la division des routes et ponts et la division de la navigation.

Art. 4. La direction des chemins de fer comprendra : la division des études et travaux, la division de l'exploitation, la statistique centrale

des chemins de fer et le service des études économiques et de renseignements sur les travaux publics.

Art. 5. — La direction du contentieux comprendra la division du contentieux et la division des bâtiments civils et palais nationaux.

Art. 6. — La direction des mines comprendra la division des mines et le service de statistique de l'industrie minière.

Art. 7. — Les inspecteurs généraux de 1^{re} classe des ponts et chaussées et des mines réunis, pour chacun des services, en commission spéciale, sous la présidence du ministre, dresseront chaque année, dans la première quinzaine de janvier, et dans la première quinzaine de juillet, sur la proposition des inspecteurs généraux de 2^e classe, un tableau d'avancement au choix.

Le mode et les conditions des propositions, ainsi que l'inscription sur le tableau, seront déterminés par un arrêté ministériel.

Le secrétaire général du ministère fera, de droit, partie des commissions ci-dessus.

Art. 8. — Le secrétaire général fera partie du Conseil général des mines, du Conseil général des ponts et chaussées et du Conseil général des bâtiments civils.

Le directeur des routes et de la navigation et le directeur des chemins de fer pourront assister aux séances du Conseil général des ponts et chaussées, et auront voix délibérative dans les affaires dépendant de leurs services.

Le directeur du contentieux et des bâtiments civils et palais nationaux fera partie du Conseil général des bâtiments civils.

Le directeur des mines fera partie du Conseil général des mines.

Art. 9. — Le ministre des travaux publics sera chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Versailles, le 21 octobre 1876.

Maréchal DE MAC-MAHON.

Par le président de la République :

Le ministre des travaux publics, ALBERT CHRISTOPHE.

REMÈDES A LA CRISE DE L'ARGENT. LE BIMÉTALLISME ET LE 15 1/2 UNIVERSEL (1).

I. LA CRISE DE L'ARGENT.—Lors de la promulgation de la loi allemande du 4 décembre 1871 contre l'argent, la production de ce métal, dans le monde entier, s'était élevée, depuis une dizaine d'années, à dix millions

(1) Lu au Congrès de l'Association pour l'avancement de la science sociale, à Liverpool, en octobre 1876 ; sous le titre de *Silver vindicated*, l'Argent réhabilité.

de livres sterling l'an. A partir de 1872, elle s'est élevée en moyenne à 13,700,000 livres (*dépréciation non défalquée*). L'accroissement est de 3,700,000 livres, et c'est ce à quoi se réduit l'immense excès de production dont on avait tant parlé.

Depuis 1872, la production de l'or s'élève à 49 millions de livres sterling par an; elle est donc d'un tiers plus forte que la production de l'argent.

En présence de ces chiffres, il est absolument impossible à ceux-là mêmes qui ont le plus redouté la fécondité des mines d'attribuer la dépréciation de l'argent aux faits de la nature; elle est toute et exclusivement imputable à l'action des législateurs.

La production de l'or, qui était de 6 millions de livres sterling par an avant 1850, s'est élevée jusqu'à 36 millions en 1852, et cependant l'or ne s'est jamais déprécié par rapport à l'argent. Avant 1850, la production annuelle de l'argent était trois fois plus importante en valeur que celle de l'or; après 1850, ce fut l'inverse; la production annuelle de l'or devint trois fois aussi importante que celle de l'argent; et cependant l'or et l'argent n'ont jamais changé de valeur l'un comparativement à l'autre.

C'est qu'alors la France était bimétallique et que par elle l'Europe entière se trouvait, au moins indirectement, en jouissance du bimétallisme. L'Angleterre ne frappait que monnaie d'or, mais elle puisait l'argent en France, ou l'y versait, contre de l'or, au taux fixe de 15 1/2. L'Allemagne ne frappait que monnaie d'argent, mais elle puisait l'or en France, ou l'y versait, contre de l'argent au taux fixe de 15 1/2.

La France étant un marché au taux fixe de 15 1/2, marché toujours ouvert à toutes les nations, le 15 1/2 s'imposait à chaque nation. Ni en Angleterre, ni en Amérique, ni à Constantinople, ni à Calcutta, aucun ne consentait à donner plus de 15 1/2 d'argent pour un d'or, ni plus qu'un d'or pour 15 1/2 d'argent. Le taux légal de France était le taux régulateur du monde entier. C'est ainsi que la valeur relative de l'or et de l'argent était toujours restée constante dans le monde, si bien constante que, dans les statistiques anglaises, les quantités d'argent avaient toujours pu être exprimées en souverains d'or. Un souverain d'or représentait toujours le même poids d'argent.

Aujourd'hui, l'ancienne constitution bimétallique ne fonctionne plus en Europe. La loi allemande, qui a interdit dans tous les États de l'Empire le monnayage de l'argent, a mis la Hollande, puis la France et tout le continent dans la nécessité de cesser tout à fait la fabrication des espèces d'argent. La France ne frappe plus que de l'or. L'Europe fait une expérience monométallique. Voilà la seule et unique cause de la dépréciation de l'argent. Nulle part la loi ne relie plus la valeur de l'argent

à la valeur de l'or, voilà pourquoi la valeur de l'argent n'aura plus aucune fixité.

II. LE CHANGE INDIEN. — Entre deux pays ayant un même métal pour monnaie, l'achat des traites ne coûte jamais plus cher que ne coûterait l'envoi et la frappe du métal. Aussi, le change sur Paris ne peut jamais descendre à Londres au-dessous de 25 francs ; car, passé cette limite, on n'aurait que faire des lettres de change, il en coûterait moins d'envoyer des souverains à la Monnaie de Paris.

Il en était de même entre l'Inde et l'Angleterre tant qu'en Europe on frappait des francs bimétalliques. La valeur de la roupie vis-à-vis du souverain ne courait pas alors de grands risques, car, au pis aller, on pouvait faire venir des roupies en Europe, les faire monnayer en francs, et avec ces francs obtenir à Paris soit des traites sur Londres, soit de l'or au taux de 15 1/2.

Cette possibilité d'expédier des roupies pour les transformer en monnaie européenne a toujours suffi pour maintenir le prix du change indien dans les limites des frais de transport et de frappe du métal.

Si la loi allemande de 1871 contre l'argent n'avait pas paru, l'Europe frapperait encore de l'argent, ce métal serait encore commune monnaie entre les Européens et les Asiatiques ; grâce au bimétallisme français, le change anglo-indien serait encore à son ancien niveau, et le Conseil de l'Inde vendrait ses bills comme autrefois, sans subir aucune perte.

Ce n'est pas la vente des bills sur l'Inde qui a fait baisser l'argent, c'est la baisse de l'argent provoquée par des lois de proscription qui a fait baisser la valeur des bills.

Que le commerce indien soit plus ou moins prospère, que la quantité de marchandises importées de l'Inde en Europe et de l'Europe dans l'Inde soit plus ou moins considérable, que l'Inde absorbe plus ou moins d'argent, tout cela n'affecterait en rien le change anglo-indien, si l'ancien régime monétaire du monde n'avait pas été bouleversé par la révolution monométallique qui a éclaté en Allemagne.

III. LES SOUFFRANCES. — Malgré la croisade en faveur de l'or unique, l'ancienne masse d'argent monnayée circule encore ; mais la valeur de cet argent n'est plus que nominale et les gouvernements ne peuvent le refondre sans subir des pertes écrasantes. Telle est la situation du continent.

Au lieu de produire 15 millions de livres sterling comme par le passé, les 150 millions de roupies vendues par le Conseil de l'Inde chaque année à Londres en traites sur l'Inde n'en produisent plus que 12, et ce peut être pire à l'avenir. Le budget indien est désorganisé, les travaux publics sont contremandés, et toute la politique administrative et financière n'a plus dans l'Inde qu'un objectif : regagner par n'importe quelles suppressions de dépenses tout ce qu'on perd par la baisse du

change. Jamais si mesquin programme n'a été imposé à un grand gouvernement.

Les marchandises anglaises vendues en Asie et dans l'Amérique du Sud sont payées en argent, c'est-à-dire en ce métal qu'actuellement la loi défend de monnayer en Europe, et avec lequel on ne peut plus se procurer de l'or à un change certain. Aux risques que fait courir la marchandise s'ajoute le risque que fera courir le payement.

Il n'est plus possible aux capitaux anglais de rien entreprendre dans l'Inde. Les roupies qu'on gagnerait seraient un produit de valeur trop incertaine et aléatoire.

Le pouvoir acheteur de la roupie n'est pas encore atteint dans l'Inde, mais il le sera par l'importation continue de l'argent. La ruine de la roupie sera la ruine de bien du monde. Et qui persuadera aux Hindous que la loi anglaise ne puisse, si elle le veut, parer les coups portés par la loi allemande ?

Pour que les États-Unis puissent reprendre les payements en espèces, il leur faut réhabiliter l'argent, donner au dollar d'argent égale valeur qu'au dollar d'or ; donc, accepter l'argent aux douanes et pouvoir payer les porteurs européens de la dette américaine en dollars d'argent. Mais pour que ce plan puisse être adopté, il faut d'abord être sûr que l'Europe redeviendra bimétallique. Sans cela, les créanciers européens recevant des dollars d'argent qu'on ne peut transformer en monnaie européenne subiraient des pertes par trop excessives. La démonétisation de l'argent en Europe peut donc faire obstacle à la reprise des payements en espèces en Amérique. Les États-Unis ont déjà tellement de difficultés à surmonter pour s'émanciper du papier-monnaie, que du même coup ils ne peuvent songer à prendre, comme la France l'avait prise, la direction bimétallique du monde.

En ce qui concerne les États du Sud-Amérique, il est évident qu'ils ne pourront ni payer les dettes qu'ils ont en Europe ni acheter les marchandises européennes, si l'argent produit par leurs mines n'a pas cours légal dans l'ancien monde. Funeste en Europe, funeste en Asie, funeste en Amérique, l'entreprise monométallique n'a produit et ne peut produire que désastres.

IV. L'INACTION. — N'ayant chez eux que monnaie d'or, les Anglais ont une certaine propension à parler de l'argent comme on parle du coton ou du fer, du sucre ou de la houille. L'argent se déprécie, qu'importe ? Aujourd'hui la baisse, demain la hausse. Il faut laisser agir les lois naturelles ; elles ramèneront le beau temps, et s'en remettre à l'énergie des intérêts commerciaux ; elle ramènera l'équilibre.

Oui, si l'argent n'avait été que simple marchandise, ces raisonnements seraient plausibles, mais l'argent était plus qu'une simple marchandise, il était monnaie légale. Tout l'argent nouveau avait de par la loi le droit

de valoir et valait autant que l'argent antérieurement monnayé; on aura beau attendre des années et des années, le métal argent ne retrouvera jamais la valeur qu'il avait quand il était monnaie légale en Europe. Enchaînée à l'or par le 15 1/2 français, la valeur de l'argent était aussi stable que celle de l'or; elle sera dorénavant aussi instable que celle du cuivre.

L'inaction ne fera qu'aggraver le mal, et la seule action efficace en cette matière est celle des législateurs. On a fait des mauvaises lois, qu'on en fasse de bonnes. *Lex abstulit, lex dabit.*

V. LES EXPÉDIENTS. — 1^o *Introduire dans l'Inde le monométallisme-or.* — Impossibles pour l'empire allemand, l'expulsion de l'argent et la substitution de l'or sont encore plus impossibles dans l'empire indien.

2^o *Augmenter les impôts indiens*, ou augmenter le poids de la roupie, ce qui revient au même. — Si l'argent n'avait fait que baisser de valeur, on pourrait, jusqu'à un certain point, comprendre cette proposition. Mais la valeur de l'argent est devenue et restera toujours changeante. Faudra-t-il modifier la somme des impôts ou le poids de la roupie suivant que changera la valeur du métal argent? Pourra-t-on dire aux Hindous : Vous nous payerez, comme impôt annuel, autant de roupies qu'il faudra en vendre pour acheter, chaque année, quinze millions de souverains d'or? Non; la mesure est aussi impolitique qu'impraticable.

3^o *Ne plus frapper de roupies.* — Certes, si l'Angleterre est absolument décidée à tout endurer plutôt que d'agir, ceux qui ont charge de l'administration indienne peuvent se croire en droit de suivre l'exemple de la Hollande et de la France, qui ont cessé de fabriquer la monnaie d'argent. Mais quelles conséquences! Que vaudra le lingot le jour où, déjà repoussé par l'Europe, il sera aussi repoussé par les ateliers monétaires de Calcutta et de Bombay? Que vaudra cette masse énorme de parures d'argent que portent les Hindous, quand il sera défendu de les convertir en roupies? La dépréciation du métal argent n'aura presque plus de limite, et toutes les roupies, anciennement frappées, se trouveront, pour ainsi dire, converties en bronze, tant serait réduite leur valeur à la refonte. Est-ce là le rêve des monométallistes : faire décréter la démonétisation de l'argent, puis le voir circuler pour toujours à l'état d'assignat métallique?

On a brisé le mécanisme monétaire du monde; on est en plein cataclysme; isolément, ni l'Inde ni aucun Etat ne peut se défendre. Tous les Etats seront préservés au moyen d'une entente générale, ou aucun ne le sera.

VI. SEUL REMÈDE : LE BIMÉTALLISME UNIVERSEL. — Si on abrogeait toutes les lois monétaires rendues, en Europe, depuis 1874, il est indu-

bitable que l'argent reprendrait sa valeur, que le change indien retrouverait son ancien niveau, que les quinze millions de bills indiens seraient vendus sans perte.

Mais il n'est pas possible de reconstruire le passé tel quel ; l'Allemagne ne peut revendre l'or pour redevenir monométallique-argent, et la France ne peut, à ses risques et périls, se remettre toute seule à frapper monnaie d'argent. Le bimétallisme ne peut être réhabilité que par le concours de tous les Etats, l'Inde comprise. On ne peut abandonner le malfaisant monométallisme sans instituer un bimétallisme encore plus bienfaisant que le bimétallisme français : le bimétallisme universel.

En venant en France faire frapper de l'or pour retirer de l'argent ou de l'argent pour retirer de l'or, les nations ne pouvaient s'attendre à ce que l'opération se ferait absolument gratis. Il fallait payer une petite prime sur le métal qu'on emportait, et cette dépense s'ajoutait aux frais de transport et de frappe. Avec le bimétallisme universel, toutes ces dépenses seront économisées. Aucun Etat n'étant plus monométallique, l'or et l'argent circuleront partout simultanément. La France ne sera pas le seul dock bimétallique du monde. Puis, qui songera jamais plus à offrir de l'or pour avoir de l'argent, ou réciproquement, quand les deux métaux seront partout monnaie légale au même taux de 15 1/2 ?

VII. LES OBJECTIONS. — 1^o *Le souverain anglais perdra de sa valeur*, son pouvoir acheteur sera moindre si l'argent est admis à circuler comme *legal tender illimité*. — C'est là une erreur. Si l'on pouvait réellement chasser l'argent de la circulation, la valeur de l'or augmenterait. Si l'argent n'avait jamais circulé, la valeur de l'or aurait été et serait plus grande qu'elle n'est. Mais l'argent a toujours circulé, il a toujours fait concurrence à la valeur de l'or, il circule toujours, et la réduction que cette concurrence pouvait faire subir à la valeur de l'or, l'or l'a déjà subie tout entière, il n'a plus rien à redouter. Bien que l'argent ne circulât pas en Angleterre, la valeur de l'or anglais n'a jamais échappé aux effets de la concurrence de l'argent. La preuve en est que l'or anglais n'a jamais valu plus que l'or français circulant côte à côte avec l'argent.

Avec le bimétallisme français, le souverain d'or valait, en argent, 15 fois 1/2 son poids, exactement comme le franc d'or. Il en sera de même avec le bimétallisme universel. La circulation de l'argent comme *legal tender illimité* ne portera donc aucune atteinte à la valeur du souverain.

2^o *Violation de la foi publique*. Les créanciers anglais ont stipulé en or ; s'ils sont payés en argent, ils sont lésés. — C'est là un pauvre scrupule. Ils seraient lésés si la somme d'argent valait moins que la somme d'or ; mais ils ne le sont pas si les deux sommes sont exacte-

ment équivalentes, et le bimétallisme universel crée cette équivalence.

L'Angleterre a été tour à tour bimétallique, monométallique-argent, de nouveau bimétallique et, enfin, monométallique-or, sans encourir le reproche d'avoir, à chaque mutation, violé la foi publique. La Hollande, la Belgique, les Etats-Unis ont changé de métal monétaire sans s'attirer aucun blâme.

Le rentier français ne s'est jamais occupé de savoir s'il serait payé en or ou en argent; il a toujours été indifférent à la couleur du métal. Le rentier anglais en fera autant.

L'intérêt anglais, l'intérêt indien, l'intérêt du monde entier réclament cette réforme, qui consiste à déclarer libre, même en Angleterre, le monnayage de l'argent, et cette réforme ne nuirait à personne. Pour la repousser, il faut de bonnes raisons, non des prétextes ou de pauvres scrupules.

3° *L'or est la monnaie des peuples riches*, l'Angleterre doit avoir monnaie d'or. — C'est là un préjugé. La France, les Etats-Unis, la Hollande, la Belgique, ont voulu avoir, et ont eu, tantôt monnaie d'or, tantôt monnaie d'argent, sans en être alternativement plus riches ou moins riches. L'Inde avait toujours eu une grande masse de monnaie d'or, tout en étant plus pauvre qu'à présent avec sa monnaie d'argent.

Prospère a été la Grande-Bretagne avec le monométallisme-or, mais le régime bimétallique aurait assuré une plus grande indépendance à son marché monétaire, qui a toujours besoin d'échanger un métal contre l'autre et, très-probablement, le bimétallisme aurait ou empêché ou mitigé plus d'une crise monétaire. On se défend mieux avec deux métaux qu'avec un seul.

4° *L'argent est trop lourd*. — L'or serait aussi trop lourd si on devait porter sur soi les sommes. Mais les chèques, les banknotes, les compensations, suppriment le transport du métal, et pour les menus paiements, la monnaie variée : « or, argent, banknotes », est la monnaie préférable et préférée.

5° *La valeur de l'or est très-stable, donc la monnaie d'or est la meilleure monnaie*. — La stabilité de valeur est en raison de la stabilité de production. La production de l'or est plus irrégulière que la production de l'argent, donc, la valeur de l'or serait, par elle-même, plus instable que celle de l'argent. C'est la présence de l'argent dans la circulation générale et la gravitation du 15 1/2 français qui ont sauvé la valeur des souverains anglais lors de la survenance de l'or californien et australien.

Irrégulière la production de l'or, irrégulière la production de l'argent; mais les deux irrégularités se compensent l'une l'autre, et la production bimétallique est très-régulière. Depuis vingt-quatre ans, la

production totale des deux métaux, évaluée à 15 1/2, représente une somme annuelle, presque absolument constante, de 33 millions de livres sterling. Seule, la monnaie bimétallique est de production régulière et, seule, la monnaie bimétallique a stabilité de valeur.

6° *Toute réforme est coûteuse.* — Pas celle-ci ; l'établissement du 15 1/2 universel n'impose aucune refonte. Toutes les monnaies actuellement circulantes sont conservées. C'est même là la raison pour laquelle il ne faut substituer au 15 1/2 aucun autre rapport. Pour l'Angleterre et pour l'Inde, l'innovation se réduit à laisser librement frapper une nouvelle pièce d'argent de 4 ou 5 schellings et une pièce d'or de 10 roupies, tout en continuant la frappe des souverains d'or et des roupies d'argent.

VIII. L'IRRÉVOCABILITÉ DU 15 1/2. — Ne faudrait-il pas convenir que le rapport 15 1/2 pourra être modifié après un certain temps ? Non. Ou le rapport est irrévocable, ou le bimétallisme ne peut tenir. Si la loi française de 1803 avait stipulé que le poids du franc d'or pourrait, plus tard, être changé et que, seul, le poids du franc d'argent resterait incommutable, le franc d'or n'aurait pas eu de crédit, on aurait pris la précaution de contracter en francs d'argent ; compromis en France, le bimétallisme français n'aurait eu aucune influence au dehors, et la valeur relative des deux métaux n'aurait eu, nulle part, aucune fixité.

Mais on insiste : « Promettre l'irrévocabilité du 15 1/2, c'est promettre que deux marchandises, malgré la loi de l'offre et de la demande, conserveront toujours entre elles la même valeur relative ; c'est promettre l'impossible. »

C'est toujours confondre la monnaie avec la marchandise. Qui dit marchandise, dit concurrence, offre et demande, achat et vente, prix. Qui dit monnaie, ne peut rien dire de tout cela.

Qu'il produise peu ou beaucoup, à bénéfice ou à perte, nul mineur ne peut jamais vendre son métal-monnaie ni plus cher ni meilleur marché que les autres mineurs, par cette simple raison que le métal-monnaie ne se vend pas, ne s'achète pas, son prix, c'est lui-même. Ni offert ni demandé, dès qu'il sort des mines, le métal entre de plain-pied dans la circulation, et son pouvoir payant y sera identique à celui du métal déjà circulant, avec lequel il va se confondre. Ainsi, nulle concurrence, point d'achat et vente, point de prix.

Telles sont les immunités inhérentes au métal monétaire. L'or et l'argent en jouissent nécessairement tous deux, quand la loi monétaire est bimétallique. Donc, pas de concurrence possible entre le producteur d'or et le producteur d'argent, pas d'achat et vente, ni rabais, ni prix entre un métal et l'autre ; donc, sans qu'on les offre, sans qu'on les demande, la circulation les absorbe tous deux, au pair légal, et ne

peut les refuser. Quand la loi monétaire est bimétallique soit à l'état de numéraire, soit à l'état de lingot, ni l'or ni l'argent ne sont marchandises, ils sont monnaie. Tout le secret est là.

La couleur est différente, le poids est différent, la production est différente, rien n'y fait; le pouvoir payant des deux numéraires étant légalement identique, aucune dépréciation ne peut se déclarer de l'un à l'autre métal et, par conséquent, la relation entre le poids du denier d'argent n'a jamais besoin d'être changée.

Sachant qu'il pouvait stipuler pour la perpétuité, le législateur de 1803 s'est bien gardé de dire que le 15 1/2 serait provisoire et sujet à modification. Le 15 1/2 n'a jamais été remanié et, trois quarts de siècle durant, il a maîtrisé, dans le monde entier, la valeur relative de l'or et de l'argent. Il appartiendra au Congrès international de le rétablir, de déclarer universel, et de lui donner ainsi une solidité tout à fait absolue. Ce sera un grand bienfait pour toutes les nations.

HENRI CERNUSCHI.

SUR LA FALSIFICATION DES VINS (1).

Monsieur le procureur général,

L'emploi frauduleux de divers procédés, en vue de modifier la nuance des vins, donne lieu, depuis quelque temps déjà, à des réclamations très-vives.

La coloration artificielle s'opère de deux manières, soit au moyen de vins de coupage, soit par l'emploi de diverses substances tinctoriales qui ne possèdent aucune des propriétés du principe colorant fourni par la grappe.

La pratique des coupages ne doit pas être considérée comme constituant, par elle-même, une *falsification*, dans le sens de la loi du 27 mars 1851, rendue applicable aux boissons par la loi du 5 mai 1855. Il est dit, en effet, dans l'exposé des motifs, qu'il n'est point entré dans la pensée du gouvernement de réprimer les opérations qui consistent, « soit à couper les vins de diverses provenances et de diverses qualités, pour donner satisfaction au goût public et au besoin du bon marché....., soit à imiter, par diverses combinaisons, les vins étrangers. » Aucune poursuite ne doit donc être intentée, en vertu des articles 1^{er} et 3 de la loi de 1851, contre ceux qui détiennent et mettent en vente des vins ainsi travaillés. C'est dans le cas seulement où il serait prouvé que l'acheteur a complètement ignoré la manipulation subie par ces vins que l'action publique pourrait être mise en mouvement contre le vendeur coupable de

(1) Voir dans le numéro de septembre 1876, XLIV, p. 430, une lettre des négociants en vins, la discussion au sein de la Société d'économie politique,

tromperie. En un mot, dans cette hypothèse, il convient de ne point exercer de poursuites pour fait de falsification, mais seulement, selon les circonstances, pour tromperie sur la qualité ou la quantité de la chose vendue.

Au contraire, le procédé qui consiste à relever la couleur des vins ou à la modifier au moyen de substances colorantes autres que celles fournies par la grappe, constitue, par lui-même, une falsification qui doit être réprimée, indépendamment de toute tromperie de la part du vendeur. Parmi ces substances, les unes peuvent être inoffensives, tandis que d'autres présentent un véritable danger.

La question de savoir si la coloration artificielle des vins « par des matières tinctoriales inoffensives » constitue le délit de falsification dans le sens légal de ce mot, ne peut soulever aucun doute. L'article 475, n° 6, du Code pénal, punissait d'une peine de simple police la vente ou le débit de boissons falsifiées, même par des procédés inoffensifs, et un arrêt de la Cour de cassation, du 23 février 1854, avait reconnu que cet article était applicable à la coloration par des matières tinctoriales étrangères à la couleur propre des vins, lorsque la loi du 5 mai 1853, abrogeant l'article dont il s'agit, a rendu applicable aux boissons la loi du 27 mars 1851. Il résulte de l'exposé des motifs que le législateur « n'a pas entendu restreindre ou changer le sens que la jurisprudence avait déjà donné au mot *falsification* » ; mais il a eu uniquement pour but d'élever la pénalité et d'atteindre, en même temps que le vendeur, le falsificateur et le détenteur, jusqu'alors impunis. « Ce n'est pas, y est-il dit, un délit qu'on veut créer, ce n'est pas un nouveau délit qu'on introduit dans la législation pénale... Si les tribunaux ne se sont pas trompés jusqu'ici sur l'interprétation du mot *falsification*, pourquoi s'y tromperaient-ils aujourd'hui ? »

Vous devez donc poursuivre les commerçants qui opèrent des manipulations de cette nature (art. 1^{er}, § 1^{er}, loi de 1851), qui détiennent dans leurs magasins des vins ainsi manipulés (art. 3), et qui les vendent ou mettent en vente (art. 1^{er}, n° 2). Le fait de falsification est réprimé par la loi, alors même qu'il n'est pas suivi de vente, et, par suite, indépendamment de toute tromperie de la part du vendeur ; la Cour de cassation a décidé formellement, par un arrêt du 22 juillet 1869, dans une espèce où il s'agissait du mélange inoffensif de trois-six avec des eaux-de-vie, « que le fait de vendre à un commerçant qui doit les revendre lui-même, et de livrer ainsi frauduleusement au commerce et à la circulation des boissons falsifiées, constitue le délit, encore bien que l'acheteur ait connu la falsification. »

Cette solution ne rencontre aucun obstacle dans le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi de 1851.

Toutefois, Monsieur le procureur général, si le droit de mettre, en pa-

reil cas, l'action publique en mouvement ne peut être douteux, il convient d'en user avec prudence. Vous remarquerez que, quoiqu'elle punisse la falsification et la détention des vins falsifiés, indépendamment même de tout fait de vente, la loi ne s'applique cependant, d'après ses termes mêmes, qu'aux boissons destinées à être vendues. Il est évident, d'ailleurs, que si la manipulation subie par le vin a pu avoir pour effet non-seulement d'en relever la couleur, mais de l'améliorer, de le conserver, de lui faire subir enfin une transformation utile, aucune poursuite ne doit être exercée. Il résulte de l'exposé des motifs qu'on n'a pas voulu entraver l'opération « qui consiste, suivant l'expression usitée en ce genre de commerce, à travailler les vins d'après des procédés fort divers, les uns très-anciens, les autres indiqués par la science moderne. »

D'un autre côté, par cela même qu'à la différence de la législation antérieure, la loi de 1855, en rendant applicable la loi de 1851, punit, non plus une contravention de simple police, mais un délit, la question d'intention frauduleuse se pose nécessairement tout d'abord, et là où cette intention n'existe pas, le délit disparaît. L'exposé des motifs de la loi de 1855 contient, à cet égard, des déclarations très-nettes. « On pourrait craindre que, sous prétexte de falsification et à défaut d'une définition précise donnée à ce mot, la loi vint entraver certaines opérations licites de mélanges qui sont usitées dans le commerce des vins. Il est bon, par conséquent, de déclarer qu'il n'est point entré dans la pensée du Gouvernement d'entraver en rien et de réprimer les diverses opérations loyalement faites et usitées dans le commerce. » Les mélanges auxquels les boissons sont soumises sont donc à l'abri de toute incrimination lorsqu'ils ont conformes à des usages ou à des habitudes de consommation loyalement et très-notoirement pratiqués; mais ils prennent, au contraire, le caractère d'une falsification lorsque, même inoffensifs, il sont pratiqués frauduleusement et en vue de donner mensongèrement au vin l'apparence de qualités qu'il n'a point. (Cassation, arrêt du 22 novembre 1860, bulletin n° 246.)

C'est d'après ces indications que vous devrez, Monsieur le procureur général, d'une manière ferme et uniforme, prescrire les poursuites.

Dans de nombreux journaux, articles ou brochures, la coloration artificielle des vins est préconisée comme un procédé parfaitement licite. Elle fait l'objet de prospectus et d'annonces très-répandus. Ceux qui auront, dans un cas déterminé, provoqué à une falsification de ce genre, ou fourni les instructions d'après lesquelles elle aura été opérée, devront être poursuivis comme complices, par application des articles 59, 60 du Code pénal et 1^{er} de la loi du 17 mai 1819; l'article 3 de cette loi permet d'atteindre aussi les provocations non suivies d'effet.

Lorsque la coloration artificielle a eu lieu au moyen de substances pouvant présenter, à un degré quelconque, un caractère nuisible, les

magistrats du parquet ne doivent pas manquer, conformément aux articles 2 et 3, paragraphe 2, de la loi de 1854, de requérir une répression énergique.

Mon attention est depuis longtemps appelée sur ces importantes questions, au sujet desquelles j'ai reçu, notamment de M. le ministre de l'agriculture et du commerce, des communications nombreuses et du plus haut intérêt.

Les chambres de commerce, les comices agricoles, les associations syndicales, les organes les plus accrédités de l'opinion, se sont émus, à juste titre, de pratiques coupables qui compromettaient, à la fois, la santé publique et la sécurité des transactions.

J'ai, dès le mois de juin, prescrit des poursuites dans plusieurs arrondissements; je compte sur votre vigilance pour que vous mettiez l'action du parquet en mouvement, partout où des délits vous seront signalés.

La fraude fait subir, non-seulement au vin, mais à bien d'autres éléments de l'alimentation publique, les altérations les plus variées. Je fais appel à votre concours pour l'atteindre sous toutes ses formes et que qu'en soit l'objet.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire, dont je vous adresse des exemplaires en nombre suffisant pour tous vos substituts. Je désire que vous me rendiez compte, en temps utile, de la suite qui aura été donnée aux instructions qui y sont contenues.

Recevez, etc.

Le garde des sceaux, président du conseil,

J. DUBAURE.

LES CHEMINS DE FER DU GLOBE. — RECTIFICATION.

Quelques erreurs typographiques se sont glissées dans le tableau statistique, qui termine l'article sur les chemins de fer du globe, que nous avons publié dans notre dernier numéro, p. 27.

Pour l'*Europe septentrionale* : c'est 24,394 kil., et non 24,934 qu'il faut lire; d'où il suit que pour le total de l'Europe on a 140,018 kil. au lieu de 140,558.

Pour l'*Océanie* : le total est de 2,489 kil., au lieu de 3,489.

Pour l'*Afrique* : le total est de 2,509, et non 2,409.

De ces diverses rectifications, il résulte que la récapitulation générale doit s'établir comme suit :

Europe.....	140.018 kil. — 140.018.
Asie	11.102 »
Océanie	2.489 »
Afrique.....	2.509 »
Amérique.....	143.528 »
Total.....	299.646 kilomètres.
Au lieu de.....	501.086

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 6 NOVEMBRE 1876.

COMMUNICATIONS : Mort de M. de Bouschen. — Une ligue de la distillerie. — Voyages de M. Cernuschi au sujet de l'argent.

DISCUSSION: La question monétaire, à propos de ce voyage et du projet de loi de M. Joseph Garnier.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

M. Renouard, procureur général à la Cour de cassation, membre de l'Institut, l'un des présidents de la Société a présidé cette réunion à laquelle avait été invité M. Alfred Jourdan, professeur à la Faculté de droit d'Aix.

M. MAURICE BLOCK annonce qu'il a reçu l'avis de la mort de M. de Bouschen, conseiller d'Etat russe et directeur de la Statistique au ministère des finances de Saint-Pétersbourg. M. de Bouschen est auteur de plusieurs ouvrages russes sur des questions économiques et statistiques. Il écrivait aussi en français, et il a publié en cette langue une statistique de la Russie fondée sur les meilleurs renseignements. M. de Bouschen récemment, l'hôte de la Société d'économie politique, a été un savant distingué, un homme d'esprit, très-estimé de ses collègues, qui lui ont serré la main pour la dernière fois au congrès de statistique de Pesth. M. de Bouschen en est parti malade, et il est mort à Saint-Pétersbourg le 13 octobre dernier.

M. FOUCHER DE CAREIL, sénateur de Seine-et-Marne, appelle l'attention de la Société sur une question qui lui paraît d'un très-grand intérêt pour elle et dont il a saisi M. le ministre des finances. Il s'agit d'un règlement d'administration publique, ayant force de loi, qui a pour but d'organiser l'exercice des distilleries. C'est tout un volume de prescriptions sévères, souvent puériles et vexatoires, que l'orateur n'a pas l'intention, quant à présent, d'examiner en détail. Il ne peut croire que ce règlement ait reçu la haute approbation d'un ministre aussi compétent en économie politique qu'en matière de finances.

En tout cas, ce règlement qui a fort ému les agriculteurs porte ses fruits. Il vient de se former à Paris une « ligue de la distillerie » ou union des agriculteurs-distillateurs, précisément sur le modèle de la fameuse ligue pour le rappel de la loi sur les céréales.

Assurément, le fait est nouveau d'entendre des agriculteurs invoquer les principes de la liberté commerciale, mais M. Foucher de Careil le signale avec un plaisir d'autant plus vif qu'il est plus rare. Les syndics de la distillerie ne demandent pour leur industrie que le droit commun ; ils désirent que tout fraudeur soit traité comme « un voleur », mais ils concluent en ces termes significatifs : « Nous ne pouvons pas laisser ignorer que le règlement d'administration publique du 26 août 1876 et les lois fiscales antérieures placent les distillateurs en dehors du droit commun, que leur situation exceptionnelle n'est plus compatible avec nos mœurs, que ces rigueurs, loin d'empêcher la fraude, ne font que l'encourager. »

Cette protestation aussi énergique que modérée mérite d'être lue en entier. Elle soulève le problème économique de l'accord des règlements d'administration publique avec les principes de la liberté commerciale.

M. CERNUSCHI, de retour d'Allemagne et d'Angleterre, obtient la parole à l'effet de renseigner la réunion sur les progrès que fait, dit-il, à l'étranger l'opinion bimétallique.

M. Cernuschi s'est d'abord rendu à Göttingen (Hanovre) pour s'entretenir avec le Dr Sætbeer, qui a été l'un des plus influents promoteurs de la loi allemande contre l'argent, et qui prend souvent la plume dans les journaux d'Allemagne et d'Autriche pour défendre le monométallisme-or contre les critiques des bimétallistes. Au mois d'avril dernier, dans une réponse adressée à M. Cernuschi, et que *le Siècle* a publiée, M. Sætbeer avait dit que pour la fin de l'année les thalers restant en circulation seraient dégradés et ne circuleraient plus que comme monnaie subsidiaire ne pouvant être imposée aux créanciers que jusqu'à concurrence de 20 marcs. Aujourd'hui, M. Sætbeer est amené à reconnaître qu'il s'est trompé. L'opération de dégrader les thalers n'est pas même commencée, bien qu'il soit question d'élever à 600 millions de marcs la fabrication de la monnaie d'argent à bas titre, de telle sorte qu'après avoir voulu se débarrasser d'un métal prétendu trop lourd, mais qui avait valeur cosmopolite, l'Allemagne se trouverait encombrée d'une masse énorme de monnaie d'appoint n'ayant pouvoir payant qu'à l'intérieur, et perdant considérablement à l'exportation. Est-ce là du progrès ?

La conversation de M. Sætbeer a été des plus intéressantes, et M. Cernuschi affirme que le savant économiste de Göttingen est loin de parler du bimétallisme comme d'une aberration, ainsi que le qualifie M. Michel Chevalier dans la *Revue des Deux-Mondes* ; il l'affirme avec d'autant plus d'assurance que M. Sætbeer s'en est

lui-même publiquement expliqué dans une récente occasion, comme on le verra ci-après.

De Goettingen, M. Cernuschi s'est rendu à Vienne. En Autriche, l'opinion est très-favorable au bimétallisme, même dans les régions gouvernementales, ce qui se comprend facilement quand on songe aux grands dommages que l'avalissement du métal argent inflige au pays. Les journaux autrichiens sont bimétallistes, sauf *la Nouvelle presse libre*. M. Cernuschi se fit présenter à M. Étienne, directeur de ce journal. On discuta avec chaleur, et M. Étienne eut l'obligeance de faire prier le D^r Hertzka, co-directeur du journal, de venir prendre part au débat. On se sépara sans pouvoir s'entendre, ce qui n'arrive que trop souvent entre économistes.

A quelques semaines de là, le D^r Hertzka mettait la dernière main à son volume *Währung und Handel*, qui vient de paraître. Un long chapitre de ce livre est consacré à M. Cernuschi. L'auteur prétend que la thèse bimétallique est absurde. Or, voici qu'au courant d'octobre, le D^r Soetbeer de Goettingen publie, dans *la Nouvelle presse libre* elle-même, un grand article sur le livre du D^r Hertzka et que, dans cet article, le D^r Soetbeer déclare franchement que le D^r Hertzka juge avec trop de sans-façon les écrits de M. Cernuschi et le bimétallisme. Oui certainement, s'écrie le D^r Soetbeer, oui certainement, si les grandes puissances conviennent de laisser partout frapper monnaie d'or et monnaie d'argent au même rapport pondéral de 15 1/2, les deux métaux ne pourront plus varier nulle part de valeur, l'un comparativement à l'autre. M. Cernuschi prie les monométallistes français de faire quelque cas de cette déclaration du plus autorisé des monométallistes allemands. Il est vrai que M. Soetbeer n'en persiste pas moins dans son monométallisme. *Alea jacta est*, dit-il, l'Allemagne ne doit pas se repentir. Mais un tel langage, dicté peut-être par un sentiment excessif d'amour-propre national, n'a rien de scientifique. La vente de l'argent démonétisé a coûté cher à l'empire allemand, mais les pertes ainsi faites ne peuvent en aucun cas être récupérées, et celles qui sont probables si on reste monométalliste sont énormes, tandis que si l'Allemagne se faisait bimétallique elle n'aurait plus d'argent à vendre, plus de pertes à subir, et tous les thalers qui maintenant circulent en Allemagne à cours forcé pour une valeur qu'ils n'ont pas, reprendraient leur ancienne valeur (15 1/2 relativement à l'or) et la garderaient pour toujours.

M. Cernuschi s'est ensuite rendu en Angleterre pour assister au congrès de la science sociale à Liverpool. Dans la section d'économie politique, la question monétaire était à l'ordre du jour. M. Cernuschi y a lu sa note : *Silver vindicated*, et le débat qui s'en

est suivi a été très-animé. Plusieurs personnes importantes s'y sont prononcées en faveur du bimétallisme: M. Samuel Smith, président de la Chambre de commerce de Liverpool, M. Stephen Williamson, grand armateur, M. Andrew, président de la Société britannique, et d'autres. On n'avance rien d'inexact en disant que Liverpool adopte les principes bimétalliques. Les relations de ce port avec l'Asie et avec l'Amérique du sud où il n'y a que monnaie d'argent, font sentir la nécessité qu'il y a pour le grand commerce d'obtenir en Europe le cours légal de l'argent, afin d'avoir avec les contrées d'outre-mer une monnaie commune pour les paiements réciproques.

Déjà, pendant la session parlementaire, M. Cernuschi avait fait un premier voyage à Londres et y avait vu maintes notabilités de la politique, de la banque, du commerce, de l'administration et du journalisme. Généralement parlant, M. Cernuschi n'a pas rencontré les résistances que les monométallistes d'ici se plaisaient à prophétiser. Presque personne ne lui a objecté la lourdeur de l'argent. Habitué aux chèques et aux banknotes, les Anglais savent bien qu'argent ou or, les fortes sommes restent déposées à la Banque. Le métal change de propriétaire sans changer de place.

Parmi les économistes anglais, M. Cernuschi a reçu un accueil très-cordial; M. Stanley Jevons, ancien directeur de la Monnaie en Australie, actuellement professeur d'économie politique à l'Université de Londres et auteur de plusieurs livres très-estimés, a déclaré à M. Cernuschi que la théorie bimétallique est inattaquable; M. le général Mariotti ancien secrétaire général du gouvernement de Bombay et auteur de la *Grammaire de l'économie politique*, lui en a dit autant, et ne cesse de recommander l'introduction simultanée du bimétallisme en Angleterre et aux Indes, d'accord avec la France. Enfin, l'illustre auteur de *Theory and Practice of Banking* et du *Dictionnaire d'économie politique*, M. H. Dunning Macleod, a adressé à M. Cernuschi une lettre d'approbation absolue, et se propose d'écrire sur le sujet un article pour l'une des grandes revues anglaises, aussitôt que ses autres travaux le lui permettront.

Le gouvernement indien a nécessairement dû s'occuper de la question de l'argent. Le *Times* du 25 octobre a fait connaître la résolution longuement motivée prise par le gouvernement du vice-roi en conseil. On ne suivra pas l'exemple de l'Allemagne qui a tenté de démonétiser l'argent. On ne suivra pas l'exemple de la Hollande et de la France qui ont cessé de monnayer l'argent. On ne frappera pas de monnaie d'or. On continuera à frapper les *rupee* sans limitation aucune. Ainsi, pour le moment, on ne change rien dans l'Inde. Mais le gouvernement de la Péninsule reconnaît

que ce n'est ni la production californienne ni le va-et-vient du commerce qui sont la cause véritable de l'avilissement de l'argent, c'est, dit-il, la loi allemande rendue en 1871 en faveur de l'or unique. M. Cernuschi n'a jamais dit autre chose.

En Espagne, le gouvernement a baissé le poids de la monnaie d'or à fabriquer, de façon à réaliser le rapport exact de 15 1/2 entre le numéraire d'or et le numéraire d'argent.

Un fait bimétallique encore plus important vient de se produire en Hollande. On sait que le gouvernement hollandais proposait aux chambres de faire comme l'Allemagne, de démonétiser l'argent, et d'adopter le monométallisme or. Le gouvernement vient de se raviser. Il propose aux chambres de suspendre comme en France le monnayage de l'argent, mais de ne point démonétiser les anciens florins d'argent, et d'attendre une décision internationale. C'est que l'opinion publique s'est fortement manifestée dans le sens bimétallique. Des pétitions ont été adressées au roi pour que la question monétaire soit soumise à un congrès international. M. Vrolik, ancien ministre des finances, figure en tête des pétitionnaires. De même que l'Angleterre, la Hollande possède son Inde qui paye en argent : Java. Les intérêts que cette possession met en danger, si l'argent est proscrit, sont énormes. Déjà, au congrès de Brême, M. Bredius, membre des états généraux hollandais, avait parlé en faveur du congrès international monétaire.

En Belgique, M. de Laveleye a seul la parole en ce moment. Il y soutient avec l'autorité et le talent que tous lui reconnaissent la cause bimétallique. Les monométallistes se taisent. Quant au gouvernement belge, personne ne l'ignore, ses préférences sont pour le bimétallisme. Partout en Europe, une salutaire réaction contre l'erreur monométallique se déclare et se fortifie.

Mais c'est aux États-Unis que la question de l'argent est brûlante. *Fervet opus*. Les Américains s'aperçoivent que les fondateurs de leur constitution avaient eu raison en 1792 d'édicter une loi fondamentale bimétallique et qu'on a eu tort en 1873 de renoncer à la frappe de dollars d'argent. N'est-il pas plus facile de reprendre les paiements en espèces avec les deux métaux qu'avec un seul ? Le congrès des États-Unis veut résoudre la question de l'argent et avant de se séparer il a nommé une commission spéciale le *Silver committee* pour en préparer la solution. Cette commission a été composée de trois sénateurs et de trois députés, qui devaient s'adjoindre trois experts. Les experts ont été désignés à l'heure qu'il est et la commission est à l'œuvre. En est président le sénateur Jones de la Newada, le même qui pendant la dernière session a

prononcé dans le Sénat plusieurs discours très-remarquables en faveur du bimétallisme. Des questionnaires ont été adressés aux gouvernements étrangers et aux économistes de tous les pays.

Pour sa part, M. Cernuschi croit qu'en cette matière les réponses faites de vive voix et les explications qui peuvent s'ensuivre valent mieux que les réponses par écrit expédiées de loin, et c'est pourquoi M. Cernuschi veut se rendre de sa personne aux États-Unis. Il sera à New-York au commencement de décembre.

M. de Parieu, membre de l'Institut, sénateur du Cantal, a entendu avec plaisir les observations de M. Cernuschi, mais il les trouve empreintes d'optimisme. On a eu beaucoup d'égards pour l'économiste spirituel luttant contre le courant des législations, mais il n'y a rien de changé dans le courant des faits et des lois depuis longues années.

Toute gravite en Europe vers le progrès de la monnaie d'or. Elle a pris pied exclusif en Angleterre et en Allemagne, comme dans les pays scandinaves. M. Cernuschi se vante de ce qu'il n'en est pas de même en Espagne. Mais tout le monde sait que ce pays suit l'Union latine et s'associera à ses doctrines définitives, très-probablement. M. Cernuschi a parlé de l'Autriche, mais la *Neue freie Presse* n'est pas seule dans ce pays à désirer l'étalon d'or unique ; M. de Parieu pense qu'il en est de même de l'*Economiste autrichien*, et il croit que M. Meyer y a écrit dernièrement des articles dans ce sens.

Le fait dominant, c'est qu'après de longues discussions qui ont eu lieu à la Chambre des députés et au Sénat en France, dans le centre de l'Union latine, le ministre des finances, par une mesure que son attitude dans la discussion ne permettait pas d'examiner avec certitude, a arrêté entièrement la fabrication de l'argent à Paris et à Bordeaux. L'orateur pense que le fait a de l'importance, et en présence de la baisse permanente, quoique inégale suivant les temps, du métal argent, il pense que cette mesure sera maintenue, et il y voit une démonétisation morale de l'argent. En même temps, les receveurs s'habitueront de plus en plus à un métal portatif et commode, en même temps qu'on se détache d'une monnaie relativement lourde et pesante, mais seul M. Cernuschi pense trouver quelques alliés sous l'influence des intérêts de la production minière. Ce sera, évidemment, de toute justice internationale.

M. Alph. Courtois, attaché au Crédit lyonnais, tient à rectifier une expression dont s'est servi M. H. Cernuschi et qu'il applique iniquement, suivant lui. Cet honorable membre a parlé, à plusieurs reprises, de l'*emploi simultané des deux métaux*, mais dissi-

mulant habilement le défaut de la cuirasse il s'est bien gardé d'ajouter : *avec rapport fixe légal*, qui est la condition à laquelle il prône l'emploi simultané des deux métaux. Il semble, en effet, extraordinaire à M. Courtois de voir fixer légalement un rapport permanent de prix entre deux marchandises. La valeur de tout produit résultant de l'offre et de la demande, choses essentiellement variables, on ne peut arrêter entre deux produits un rapport de valeur en lui disant : Tu ne varieras plus, car, c'est précisément ce qu'a fait la loi en France et dans les pays qui ont adopté le système monétaire français. Nous disons, ajoute M. Courtois, que tous les faits s'insurgent légitimement contre cette prétention, comme le démontre la cote actuelle de l'argent. D'autre part, infliger au public l'emploi exclusif d'un métal est un attentat à la liberté du commerce à laquelle font cependant profession d'être fidèles les membres de la réunion qui sont des monométallistes. N'est-ce pas un peu osé de prôner l'or comme étalon, lorsque l'on demandait sa démonétisation il y a vingt ans, sous peine de la déperdition importante de la richesse publique, et avec les mêmes tableaux terrifiants que l'on expose éloquentement aujourd'hui, au sujet, cette fois, de l'effondrement du prix de l'argent et non plus de l'or ?

Ramener la monnaie à son vrai rôle, marchandise au poids dont la valeur sert à mesurer celle des autres marchandises, et éliminer toute intervention de l'État si n'est pour affirmer ce poids ainsi que la qualité (le titre), telle est la partie de la proposition de loi que M. Joseph Garnier insérée avec développement à l'appui dans le dernier numéro du *Journal des Economistes*.

M. Paul Coq, maître de conférences à l'école Turgot, fait observer à propos du rapport de valeur de 15.50 auquel s'attache M. Cernuschi, que ce rapport, loin d'être arbitraire, comme on incline trop généralement à le croire, est sanctionné par une longue période de temps. C'est ainsi que la loi de germinal an XI, d'où l'on est parti, s'inspirait déjà du rapport constaté sous de Calonne, quinze ans auparavant. Et lorsque l'ancien ministre Godin s'arrêtait à ce rapport de valeur entre deux métaux d'un usage universel comme monnaie, il faisait remarquer que ce prix constituait une moyenne eu égard à la cote de l'or et de l'argent en Hollande, en Espagne et dans la Grande-Bretagne. C'est assurément à l'adoption de ce moyen terme qu'est due l'extrême consistance du rapport de 15,50 pendant plus de soixante ans dans un pays où l'or et l'argent étaient indifféremment acceptés comme monnaie.

Le change n'en était point affecté, et la valeur relative des deux métaux, sur les diverses places de commerce, sembla, dans une certaine mesure, graviter autour de ce point, en apparence fixe. Voilà ce dont l'histoire dépose en France depuis près d'un siècle et ce que l'extrême abondance de l'or californien et australien n'a pu finalement déranger il y a vingt-cinq ans de cela.

La richesse exceptionnelle des mines d'argent qui s'est produite depuis quelques années et qu'on exagère, n'aurait jamais suffi à altérer, comme il arrive, le rapport de valeur des deux métaux, si le gouvernement allemand n'avait cédé à la tentation d'imiter l'Angleterre en substituant l'usage exclusif de l'or à l'emploi des deux métaux comme agents monétaires.

Non-seulement le fait des gouvernements tire ici notablement en conséquence en ce sens que l'État, dans tous les pays, est un grand manipulateur de capitaux et de numéraire ; mais comme c'est lui généralement qui bat monnaie, qu'il est investi à cet égard d'un tout puissant monopole, ses prétentions systématiques, lorsqu'elles se traduisent en actes, ont naturellement pour effet de troubler l'offre et la demande, sinon même de fausser cette loi.

L'action de la puissance publique est donc ici considérable, sinon décisive, conclut en terminant M. Coq.

A ceux qui nieraient l'influence du monopole, il suffira de signaler le rapport du président des mines du Pacifique, dans lequel la richesse des gites de l'Etat de Mésada est réduite à d'assez modestes termes. C'est un pur prétexte dont les gouvernements à systèmes ont tiré habilement parti. Les questions de monnaie sont comme celles de paix ou de guerre : plus les gouvernements s'en mêlent, plus le trouble entre dans les esprits.

M. Joseph Garnier se voit conduit, puisque le sujet de la monnaie est repris, à rappeler la solution déjà indiquée dans des discussions antérieures, et qu'il a cru opportun de formuler dans un projet de loi qu'il se propose de présenter au Sénat dans une prochaine séance (1).

Dans ce projet, l'auteur est parti de ce fait naturel que la valeur de l'or et de l'argent a varié, varie et variera toujours ; d'où cette conséquence que le système monétaire doit être assez élastique pour se prêter à toutes ces variations et que le législateur doit bien se garder de les préjuger. D'abord, M. Garnier conserve les principales pièces existantes ; il se borne à demander qu'on en fasse disparaître les emblèmes et les exergues inutiles, qu'on y

(1) Voyez dans le dernier numéro, octobre 1876, p. 43, le texte de cette proposition et les explications dont il est suivi.

inscrive ce qu'il y a de plus essentiel, le poids et le titre, et qu'on énonce sur les pièces d'or qu'elles ne valent 20 et 40 francs qu'en tant que 1 d'or vaut 15 1/2 d'argent, le gouvernement ne pouvant les donner que pour ce qu'elles valent.

Dans ce projet, le rapport des deux métaux cesse d'être obligatoire, toutes les pièces d'argent sont ramenées au titre de 900, et la convention de 1865 disparaît. Pour aider à l'évolution qui s'accomplit et préparer les esprits à compter en grammes d'or ou d'argent, selon ce que décidera l'expérience, M. Garnier propose des pièces d'or à poids rond qui n'auraient pas cours forcé pour le public, mais qui seraient données en paiement aux plus hauts fonctionnaires. Il croit bien que ces pièces vont paraître bizarres, mais, la réflexion et la logique aidant, on les adoptera. Déjà les pièces d'argent sont à nombres ronds, et l'on compterait en grammes d'argent sans le nom mystique de franc.

M. du Puynode ne croit pas qu'il soit nécessaire de réfuter l'opinion émise par M. Paul Coq. Un même rapport constant entre deux produits, deux marchandises comme l'or et l'argent, est chose absolument et évidemment impossible. Malgré notre loi monétaire, tantôt l'or a fait prime sur l'argent, tantôt l'argent a fait prime sur l'or. On sait ce qui se passe en ce moment.

MM. Cernuschi et Coq attribuent la baisse présente de l'argent à sa démonétisation par l'Allemagne. Cette démonétisation y contribue certainement ; mais le développement de l'exploitation des mines argentifères y contribue bien davantage.

M. Cernuschi n'a trouvé que des partisans des deux monnaies, dans les divers pays qu'il a parcourus ; il est bien heureux. L'Angleterre elle-même, à son dire, regrette sa loi monétaire de 1816. Que quelques Anglais en désirent la réforme, c'est possible, c'est même certain, puisque M. Cernuschi l'assure ; mais quelle association s'est formée, en Angleterre, depuis 1816, en vue de cette réforme ? Quels *meetings* s'y sont tenus ou quelles propositions parlementaires y ont été faites dans le même but ? La vérité, c'est que l'Angleterre maintient son excellente loi et que les divers États cherchent à se l'approprier.

Quant à l'opinion soutenue par **MM. Courtois et Garnier**, la science n'a rien à y répondre ; mais M. du Puynode croit que la pratique ne s'en accommoderait pas.

M. Mannequin nie l'espèce d'autorité dogmatique que l'on semble accorder au rapport 15 1/2 des valeurs de l'or et de l'argent monnayés. Ce rapport, bien inférieur avant la découverte de l'Amérique, s'est élevé progressivement depuis sous l'empire de

circonstances que le double étalon ne pouvait pas empêcher, et que, sans doute, il ne pourrait pas empêcher davantage dans l'avenir. Il est arrivé à ce chiffre vers la fin du siècle dernier, mais pas partout, en sorte qu'il n'y a rien qui s'impose au respect de la science, ou du commerce ou de la loi. A la fin du siècle dernier il variait en Europe de 15 à 16 1/2. Dans l'Amérique espagnole, il variait de 16 à 18, et il s'est maintenu dans les mêmes conditions pendant toute la première moitié du dix-neuvième siècle. Je parle du rapport légal, car le rapport marchand avait changé dans l'Amérique espagnole avec l'indépendance de cette vaste contrée.

M. Cernuschi a raison de penser que l'adoption du double étalon par tous les peuples civilisés aurait une puissante influence pour maintenir partout le rapport légal de 15 1/2 entre les valeurs de l'or et de l'argent sous toutes les formes que ces deux métaux peuvent avoir dans la consommation; mais là n'est pas l'intérêt de la question monétaire; cet intérêt est dans la stabilité de la mesure monétaire, dans la valeur de la monnaie, autrement dit; or, la stabilité du rapport 15 1/2 n'implique en aucune manière que la valeur de la monnaie soit stable. Deux bœufs attelés à un même joug ne peuvent pas s'écarter l'un de l'autre, mais ils peuvent se déplacer ensemble. Il est de même de l'or et de l'argent monnayés sous le joug du double étalon; leur valeurs peuvent difficilement varier l'une sans l'autre, mais elles peuvent varier toutes les deux ensemble. Ce fait, que personne ne conteste, a l'importance que voici dans la question monétaire soulevée par le double étalon. Si les valeurs de l'or et de l'argent varient plus ensemble sous le joug du double étalon qu'une seule ne varierait en liberté, ce qui ne semble pas douteux, le double étalon est nuisible à la stabilité de la mesure monétaire, au lieu de lui être favorable comme on le prétend.

Un mot maintenant, dit M. Mannequin, du projet de notre savant secrétaire perpétuel. M. Garnier laisse clairement entrevoir que, suivant lui, la monnaie devrait être désignée par son poids. Je prends la liberté de ne pas partager son opinion. Le poids de la monnaie n'est pas ce qui la caractérise comme mesure, et c'est évidemment à ce qui la caractérise comme mesure que doit répondre le nom qu'elle porte. A quoi se rapportent les noms donnés aux mesures de la longueur, de la pesanteur, de la capacité, etc.? Aux quantités spéciales que le mètre, le gramme, le litre, etc., servent à mesurer, c'est-à-dire à la longueur, à la capacité, etc. Mais la monnaie n'est pas une mesure de la pesanteur; pourquoi donc lui donner un nom qui rappellerait cette mesure?

La monnaie est une marchandise, assurément; mais elle n'est

pas seulement marchandise, comme toutes les marchandises, elle est mesure; c'est en cela qu'elle se distingue des autres marchandises; mais de quoi est-elle mesure? Je répondrai à cette question par un exemple : dans un coupon de drap vendu il y a deux mesures au moins, une au mètre et une au franc; toutes deux sont nécessaires à l'échange du drap, mais la dernière seule répond au besoin de distribution que suppose l'économie du travail divisé, cette économie qui produit, distribue et consomme, et qui ne peut rien faire de tout cela sans mesure. Ce que cette économie produit, distribue et consomme avec mesure, c'est ce que mesure la monnaie, c'est la richesse.

« Ce qui caractérise la monnaie comme mesure, c'est la quantité de richesse représentée par son unité; c'est donc à cette quantité que doit se rapporter le nom qu'on lui donne. Si ce nom rappelle son poids, il fausse l'idée qu'on en a. Avec un pareil nom, on ne pourrait plus dire que la monnaie varie, puisque son poids ne varie pas.

« M. le président me fait l'honneur de me demander quelle est la valeur de la quantité de richesse représentée par l'unité monétaire. Je réponds que c'est un franc, une livre ou un thaler, suivant la nationalité de la monnaie. Quelle est la valeur de l'unité de longueur? — C'est le mètre. Quelle est la valeur de l'unité de poids ou de capacité? — C'est le gramme ou le litre. Il n'en peut pas être autrement pour la monnaie. La même analogie veut que la monnaie soit désignée par un nom qui en exprime la valeur, et qui rappelle l'espèce particulière de quantité qu'elle sert à mesurer. »

M. Menier, député de Seine-et-Marne, membre de la Chambre de commerce de Paris, dit que, dans la question monétaire, existe une confusion qu'il est bon de faire cesser.

Il y a, d'un côté, les intérêts purement nationaux et, de l'autre côté, les rapports internationaux. Chaque nation a ses lois spéciales; de même, chaque nation doit avoir sa monnaie spéciale. Elle peut avoir autant de sortes de monnaies qu'il lui conviendra, peu importe. Elle est maîtresse chez elle; elle peut faire ce qu'elle veut. Mais il n'en pas de même pour les affaires extérieures.

Une nation ne peut pas avoir la prétention d'imposer sa volonté, sa monnaie à ses voisins. Les affaires internationales, du reste, sont des affaires généralement à long terme, qui finissent par s'équilibrer à peu près. Les faire avec une monnaie ayant cours partout, d'un transport facile, tel est le problème.

MM. Joseph Garnier et Courtois réclament deux monnaies qui changeraient perpétuellement de valeur, soir et matin; chaque

commerçant serait obligé de fixer le rapport entre l'or et l'argent. Il ferait son change tous les jours. Ce ne serait pas commode, et ce serait loin de résoudre la question, car la tenue de ses livres en recevrait une grande complication.

Il y aurait un jeu perpétuel pour les paiements soit en or, soit en argent. Toute affaire serait doublée d'une spéculation monétaire; ce serait une cause de trouble et de perte dans les relations commerciales, ce à quoi un gouvernement ne peut se prêter.

M. Menier revient sur cette idée. Selon lui, il faut qu'il y ait deux genres de monnaie nationale, composée de billon, d'argent, de tous les métaux que chaque nation voudra, une monnaie internationale, laquelle sera d'or, à un titre unique, déterminé par une convention internationale.

Tous les pays adoptent successivement l'or, comme étalon unique. L'Angleterre l'a depuis 1816, le Portugal, le Brésil, l'Allemagne, la Hollande, la Suède et la Norvège, le Danemark l'ont adopté; l'Autriche et la Russie n'en sont pas éloignées.

La France ne peut pas aller contre le mouvement général. Elle ne peut pas imposer son double étalon, basé sur le rapport de 15 1/2 à tous les peuples, quoique ce rapport ne soit qu'une fiction. Si toutes les nations ayant entre elles des rapports commerciaux faisaient un traité de 50 ans pour le maintenir, on pourrait peut-être accepter cet expédient. Mais est-ce possible? Non! Alors que la France ait telles et telles monnaies nationales, c'est-à-dire intérieures, qu'elle voudra, mais qu'elle adopte l'or comme unique monnaie internationale.

L'Angleterre a aussi deux monnaies : l'argent pour les Indes, l'or pour elle-même et les échanges avec les autres peuples. Toutes les nations essaient de régler la balance de leur commerce à l'aide de chèques, de traites, enfin, avec le moindre déplacement possible de numéraire.

L'or a ce grand avantage d'être d'une circulation facile et de répondre à cette loi : que la richesse croît en raison géométrique de la rapidité de la circulation ; et c'est un des motifs qui contribuent à maintenir sa valeur et la préférence qu'on lui donne.

La valeur de l'argent est remontée, c'est vrai, parce que l'Allemagne a démonétisé 250 millions au lieu de 500, et que les propriétaires des mines de la Sierra Nevada ont restreint leur production pour ne pas se faire concurrence à eux-mêmes. Mais qu'est-ce que cela prouve? Que le rapport fixe entre l'or et l'argent n'est qu'une fiction et qu'il faut y renoncer, quand tout le monde n'est pas complètement d'accord sur le rapport fixe de 1 à 15 1/2.

M. Menier termine en disant qu'il réclame de nouveau une

monnaie d'or internationale d'un *titre égal*. Ainsi, le titre est en Angleterre de 916 mill.; en France il est de 900 mill. Qu'on adopte l'un ou l'autre, mais qu'on adopte l'unité de titre. Alors on sera arrivé à l'unité monétaire, à la suppression des changes.

Donc : 1° monnaie internationale d'or à égalité de titre; 2° monnaie en argent, ou plutôt de billon, à titre faible, afin de réduire la perte en cas de dépréciation de l'argent. Telles sont les conclusions de M. Menier.

M. de Labry, ingénieur des ponts et chaussées, déclare qu'il aborde la discussion avec quelque tiédeur : il a remarqué que depuis une dizaine d'années les débats monétaires n'ont guère modifié les opinions. Chacun y apporte son instrument et joue son air sans s'occuper beaucoup de celui qu'ont joué ou joueront les autres concertants. Si la symphonie présente un certain ensemble, c'est qu'en général les adversaires sont, au fond, plus d'accord qu'ils ne le disent ; car les monométallistes professent d'ordinaire l'emploi des deux métaux précieux, et les bimétallistes donnent souvent la prédominance à l'un de ces deux métaux. Il présentera seulement sur le système de M. Joseph Garnier deux observations d'arithmétique.

M. Garnier demande que l'on inscrive sur les pièces de monnaie leur poids et leur titre, et même que sur la pièce d'or on grave qu'elle vaut vingt francs, par suite d'un rapport conventionnel et variable entre l'or et l'argent, etc... Ces dernières indications seraient longues et tiendraient difficilement sur la pièce. Quant à de telles mentions, considérées en principe, elles n'auraient pas grand inconvénient, cependant elles ne seraient pas dans l'esprit de notre système métrique.

En effet, ce système comprend cinq unités différentes qui servent respectivement à mesurer la longueur, la surface, le volume, le poids, la valeur. Elles dérivent successivement les unes des autres et, en première origine, du mètre. Or, sur chacune d'elles on inscrit son nom propre, et non son rapport avec l'unité précédente. Sur l'unité de volume on grave *litre* et non « décimètre cube » ; sur l'unité de poids on grave *gramme*, et non « poids d'un millilitre d'eau distillée ramenée à son maximum de densité. » De même sur l'unité de valeur il convient d'estamper son nom spécial *franc* et non « poids de cinq grammes à un dixième de fin. » Comme sur une mesure de poids plus élevée que le gramme on écrit simplement « mille grammes » ou « kilogramme », ainsi, sur une mesure de valeur ou sur une monnaie plus élevée que le franc, il convient d'écrire simplement « vingt francs » et non 6 gr. 4516129 d'or à l'alliage de un dixième. » Une inscription en ce dernier sens cons-

tituerait une petite hérésie envers notre système métrique. Beaucoup de gens sont hérétiques en religion et ne s'en portent pas plus mal, mais enfin ils sont hérétiques ! Les explications reliant les unités d'essences diverses les unes aux autres sont à leur place, non sur les mesures elles-mêmes, mais dans les traités d'arithmétique ou dans les recueils de législation.

M. Garnier se préoccupe de ce que la pièce d'or de 20 francs présente avec la pièce d'argent de 1 franc un rapport de poids dépourvu de rondeur.

Mais, généralement, une même quantité concrète ne peut avoir des rapports ronds avec deux unités de natures différentes. Ainsi, on peut acheter du blé soit à l'hectolitre, soit aux 100 kilogrammes, mais on ne doit pas exiger que la même quantité de blé soit contenue dans un nombre rond d'hectolitres et pèse un nombre rond de myriagrammes. Si l'un de nous, pour le déjeuner de sa famille, commande des côtelettes, il pourra ordonner que ce mets ait un rapport rond avec l'unité spéciale « côtelette », et se compose par exemple de cinq côtelettes, mais il ne devra pas prescrire qu'en même temps ce mets pèse un nombre rond d'hectogrammes ; contre cette double exigence sa cuisinière protesterait et dirait peut-être : « Monsieur n'a pas le sens commun, il est par trop économiste ! » Sérieusement, il faut se contenter d'un rapport rond avec une seule unité et, si l'on veut de la simplicité dans les calculs, il faut établir ce rapport rond entre la quantité mesurée et l'unité par laquelle on la mesure. C'est ainsi qu'une pièce d'or ne peut avoir en même temps deux rapports ronds : l'un de valeur avec le franc, l'autre de poids avec le gramme. Il fallait choisir entre ces deux rondeurs, et, puisqu'il s'agissait de constituer, non une mesure de poids, mais une mesure de monnaie, c'est avec raison qu'on a donné à la pièce d'or un rapport rond, non avec l'unité de poids ou avec le gramme, mais avec l'unité de monnaie qui est le franc. En résumé, les inscriptions proposées par l'honorable préopinant ne sont pas dans la rectitude de notre système métrique, et le rapport sans rondeur signalé par lui n'a rien d'alarmant.

M. Georges Renaud fait observer que cette éternelle question du dualisme des deux métaux revient sans cesse sans faire un seul pas en avant ; on tourne toujours dans le même cercle ; les convictions de personne ne changent, et les indécis restent aussi plongés dans leur hésitation que par le passé. Il est, dans une certaine mesure, du nombre de ces indécis, et il voudrait préciser les points de la question qui lui paraissent devoir être plus particulièrement examinés.

Ceux qui ont une opinion arrêtée sur le sujet peuvent se classer en trois catégories : 1^o ceux qui désirent l'emploi simultané des deux métaux avec le maintien du rapport fixe de 15 1/2. On vient d'entendre MM. Cernuschi et Coq qui appartiennent à ce groupe; 2^o ceux qui veulent utiliser l'or comme monnaie exclusive; 3^o enfin, ceux qui demandent l'emploi simultané des deux métaux, mais avec la substitution, dans la pratique des échanges, du rapport marchand au rapport fixe. Mais remarquons que les partisans de l'or exclusif sont nécessairement bimétallistes, puisqu'ils sont obligés de conserver l'argent pour les petits paiements. Or, le point que M. Renaud voudrait voir préciser est celui-ci : quel inconvénient voit-on à l'emploi des deux métaux liés l'un à l'autre par le rapport commercial?

M. Renaud n'admet point le rapport fixe de 15 1/2; il n'a rien de rationnel, rien de scientifique, et souvent il favorise l'inégalité et l'injustice, en permettant de payer avec le métal déprécié au détriment du créancier. Mais, malgré tout le soin, toute la bonne volonté, toute la sincérité avec lesquels il s'efforce de se faire une opinion sérieuse et durable, il ne voit pas pourquoi on veut absolument accorder un monopole exclusif à l'or. Il n'y a aucune raison scientifique à faire valoir en faveur de ce privilège. On dit : « L'or est une monnaie plus commode, plus maniable; l'argent, c'est la monnaie du moyen âge ». Mais alors une proscription n'est pas indispensable; on n'a jamais fait de loi pour ordonner à un pays de se servir d'un outil de préférence à un autre, parce qu'il est d'un usage plus pratique. Les mœurs, le bon sens, la force des choses, proscrireont la circulation du métal le plus lourd, le plus difficile à transporter; le monopole de l'or deviendra un monopole de fait. Pourquoi vouloir le transformer en monopole de droit? Pourquoi vouloir fermer la porte aux services possibles que peut rendre, qu'a déjà rendus en 1871 la monnaie d'argent? Mais, objecte-t-on, on pourra donc payer avec un métal déprécié? Qu'importe? Si le rapport est variable, vous consulterez la cote du jour, le cours de l'argent comparé à celui de l'or, absolument comme pour le change. — A cela on répond encore qu'au marché, on ne saurait, à chaque achat, vérifier le cours du jour. Ceci n'est pas sérieux; car enfin, pour les petits paiements, tout le monde est d'accord, monométallistes comme bimétallistes; il est reconnu par tous qu'on ne peut remplacer l'argent dans ce rôle là. L'objection tombe d'elle-même; on se verra, dans ce but, toujours obligé de fixer un rapport permanent pour la petite monnaie. Quant à la gêne du calcul du rapport commercial pour les gros paiements, vraiment on ne peut admet-

tre qu'elle soit plus grande que par le change. On consultera l'*Officiel* du jour; ce sera on ne peut plus simple.

Il n'y a pas d'objection fondée possible contre ce système, et les deux monnaies deviendront libératoires également dans des conditions absolument semblables, mais démonétiser l'argent serait un contre-sens. La monnaie se rattache au système métrique par le franc d'argent. On sait ce que c'est que le franc d'argent; c'est une unité nette, déterminée, comme c'est une base fixe et invariable; 5 grammes d'argent à 900/1000^{es} de fin autrefois, à 835/1000^{es} maintenant, ce qui est une entorse malheureuse au système métrique. Donc, le franc d'argent est quelque chose de connu, de palpable, de constant; c'est la base, le point de départ de tout notre système monétaire. Enlevez le franc d'argent, et notre monnaie n'est plus qu'un système arbitraire, capricieux, fantasque; car le *franc d'or* n'existe pas lui-même; on ne sait ce que c'est; il change constamment; supprimer la monnaie d'argent, c'est, en définitive, rendre notre monnaie irrationnelle, incertaine, inexplicable. M. Renaud sait bien que c'est une mode de préconiser l'emploi exclusif de l'or, car malheureusement il existe des modes jusqu'en économie politique. Peu de personnes ont le courage de lutter contre le courant; on aime à suivre la mode et le préjugé. On nous cite l'exemple de l'Angleterre. Il n'est pas probant du tout. La proscription de l'argent y a moins d'inconvénients qu'ailleurs, parce que ce pays possède une organisation fiduciaire admirablement puissante, une masse de 16 à 1800 millions de monnaie; mais peut-on établir aucune comparaison avec la France qui n'a pas assez de 4 milliards et demi de monnaie pour sa circulation? Cela se modifiera peut-être, mais le moment n'est pas encore venu de voir se réaliser une transformation aussi considérable et aussi peu désirable.

On dit encore, continue M. Renaud: « Mais voyez la production des mines; celle de l'argent est fabuleuse; celle de l'or est infiniment moindre ». Soit; cela a été vrai jusqu'ici, mais rien ne dit qu'il en sera toujours de même. Il n'y a aucune loi scientifique qui permette de prévoir l'avenir et de prédire quoi que ce soit à cet égard. En ce moment la production des mines d'argent de la Nevada diminue sensiblement. Rien ne dit qu'il ne se produira pas un ralentissement plus sérieux encore et que la balance n'inclinera pas, dans un temps donné, du côté de l'or.

La question monétaire n'est plus une question en théorie, car les faits nous indiquent une solution toute simple et dictée par la nature même des choses et par les usages.

Les partisans exclusifs de l'or sont animés du désir de voir créer

une monnaie à l'abri de toute variation, de toute fluctuation. C'est là une utopie et une chimère; et, ce qui est encore plus utopique et chimérique, c'est de croire que l'emploi de l'or seul réalisera cette chimère. L'or est, comme toutes les marchandises, exposé à des oscillations de valeur plus ou moins graves. Le jour où l'or sera devenu d'un usage universel, rien ne nous dit que ce métal une fois privé du secours de son succédané, les crises monétaires ne deviendront pas plus graves, et l'on sera cependant absolument désarmé pour les combattre. Il n'y a pas d'unité de valeur invariable, il n'y a pas de dépréciation du métal monnayé entièrement inévitable, et l'usage simultané des deux métaux se corrigeant et se soutenant l'un par l'autre, est encore le mieux pour tempérer la gravité des désastres qu'occasionnent les crises monétaires.

M. Clapier, ancien député des Bouches-du-Rhône, n'est pas plus que M. de Labry passionné pour ou contre l'or et l'argent; il pense qu'on doit ici procéder par la méthode expérimentale et par la méthode historique.

La première montre les inconvénients que présente, soit pour les transactions intérieures, soit pour les transactions extérieures, l'emploi illimité d'un métal trop sujet à se déprécier, d'une monnaie nécessairement encombrante, et dont les peuples civilisés aiment de moins en moins à se servir. La seconde méthode a donné l'explication simple de cet abandon progressif de l'argent, en nous apprenant que, depuis l'origine des sociétés, les peuples n'ont fait autre chose que de choisir pour instrument de leurs échanges ce qu'ils trouvaient ayant, sous le moindre volume et sous le moindre poids, la plus grande valeur possible. C'est ainsi que les moutons (*pecudes*, d'où *pecunia*) furent, dit-on, la monnaie des peuples primitifs de l'Europe. Cela n'était pas portatif; aussi abandonna-t-on, dès qu'on le put, les moutons pour leurs peaux, puis les peaux pour des morceaux de fer, de plomb, de cuivre. Quand on eut l'argent, le cuivre fut délaissé, et si l'or et l'argent ont joui si longtemps d'une faveur à peu près égale, c'est que l'un et l'autre étaient peu abondants.

Aujourd'hui que nous avons l'or en quantité suffisante et l'argent en excès: nous devons suivre les errements rationnels de l'humanité en préférant le premier au second; ce qui ne signifie pas que nous devons jeter celui-ci à la mer, mais simplement en réduire graduellement le pouvoir libératoire.

M. Bordet, député de la Côte-d'Or, rappelle qu'au mois d'août dernier il a proposé à la Chambre des députés d'adopter le système monétaire qui vient d'être habilement soutenu par M. Clapier.

Ce système consiste à avoir l'or comme seule monnaie pleinement libératoire, et en même temps l'argent comme monnaie subordonnée, n'ayant de pouvoir libératoire que jusqu'à cent francs, par exemple.

L'avantage de ce système, c'est qu'il permet d'employer à la fois les deux métaux sans que celui qui devient plus abondant chasse l'autre en vertu de notre loi de géminal an XI, comme cela nous est déjà arrivé deux fois, d'abord quand l'or est parti de 1800 à 1847, puis quand l'argent est parti, de 1848 à 1867. Dans ce système, il n'est pas question de démonétiser l'argent comme on l'a dit à tort, car la pièce de 5 fr. d'argent est très-employée dans les campagnes et dans les ateliers.

Mais, en ôtant à l'argent une partie de son pouvoir libératoire, on l'empêche de chasser l'or comme il l'a fait au commencement de ce siècle, et nous gardons ainsi l'or, qui est la monnaie la plus commode et la plus employée par les peuples riches.

M. Cernuschi, il est vrai, propose un autre système : c'est que tous les peuples s'obligent par un traité d'alliance à employer les deux métaux en décrétant entre eux un rapport fixe ; mais ce système n'est pas pratiqué ; comment, en effet, arriver à un traité général entre tous les peuples du monde ?

Le système à la fois logique et pratique est celui que l'Angleterre a établi chez elle en 1816, et qui a été plus tard adopté par les États scandinaves, l'Allemagne et les États-Unis.

Outre l'avantage, déjà signalé, d'empêcher le départ de l'or, il se justifie encore par deux considérations importantes. D'abord, il n'expose pas le commerce français à payer un change très-onéreux quand il a affaire à des peuples qui n'ont pas la même monnaie que lui, et ce sont précisément les peuples les plus commerçants qui ont aujourd'hui la monnaie d'or.

En second lieu, l'abondance croissante des métaux précieux tend évidemment à faire renchérir les choses nécessaires à la vie et à augmenter la gêne de tous ceux qui ont de petits revenus fixes. En arrêtant la frappe de l'argent et en lui ôtant une partie de son pouvoir libératoire, en faisant de l'or seul la mesure de la valeur, nous tendons évidemment à ralentir le renchérissement des comestibles et des autres choses nécessaires à la vie.

M. Joseph Garnier ne veut répondre que quelques mots aux objections qui viennent d'être faites. Il fait, d'abord, remarquer qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir de partisans exclusifs de l'or, et que les monométallistes sont forcément bimétallistes.

Il dit à MM. de Parieu, Clapier et autres, que pour choisir entre

l'or et l'argent, il ne s'agit pas tant de leur volume et de leur « maniabilité », que de la variabilité de leur valeur que personne ne peut constater *a priori*; d'où la nécessité du libre-échange des deux métaux, et l'impossibilité de maintenir ce rapport de 15 1/2 dont M. Cernuschi voudrait faire un dogme, et qui échappe aussi bien à l'autorité des papes et des rois, fussent-ils infaillibles, qu'à celle du suffrage universel.

Il dit à M. Menier et autres, qu'il ne change rien à la forme, au poids, au titre et à la valeur intrinsèque des monnaies actuelles; et il répond à M. de Labry que les inscriptions qu'il propose peuvent fort bien tenir sur les pièces.

En ce qui touche l'autre objection de M. de Labry, faite aussi par M. Mannequin, au sujet de la dénomination de *franc* donnée aux cinq grammes d'argent, M. Garnier pense qu'elle a été une faute des auteurs du système métrique; qu'il n'y aurait eu que des avantages à compter en grammes, comme jadis on a compté en livres. Au surplus, si on a donné le nom d'are à 100 mètres carrés, cela a été pour éviter la subdivision des carrés qui est de cent en cent; si on a donné le nom de stère au mètre cube et celui de litre au décimètre cube, cela a été pour éviter la subdivision des cubes qui est de mille en mille; la même difficulté n'existait pas pour les grammes, se divisant naturellement en décigrammes et centigrammes, c'est-à-dire de dix en dix comme le mètre.

L'objection n'a pas la portée que lui donnent ces messieurs, et quelque usuelle que soit devenue la dénomination de franc, cela ne l'empêche pas d'obscurcir la notion de la monnaie.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

La questione sociale, par M. PIETRO ELLERO (1).

Longue étude qui serait mieux intitulée « les Questions sociales », à cause du nombre des sujets abordés.

La conversion de la rente 5 0/0, par M. ALFRED NEYMARCK (2).

Statistica din Romania (3).

Publication de l'office central de statistique, établi près le ministère de l'intérieur; elle contient tous les tableaux relatifs à la population, pour 1873, d'après les registres de l'Etat civil.

L'Algérie et les explorateurs français au Sahara, par M. FOUCHER DE CAREIL (4).

Etude consacrée à la politique commerciale de la France.

(1) Bologne, 1874. Garagnani, in-8 de 440 p.

(2) Paris, 1876, Dentu, in-8 de 48 p.

(3) Bucarest, 1872, in-4 de 94 p.

(4) Paris, 1876, broch. in-8.

CRISE COMMERCIALE ET MONÉTAIRE AU CHILI

Depuis quelques années des crises commerciales, dont la France et la place de Paris surtout ont cruellement senti le contre-coup, ont éclaté dans l'Amérique du sud, notamment au Pérou, dans la Plata et au Chili. Ces crises, qui n'ont rien de commun si ce n'est d'avoir sévi en même temps, ont eu des causes diverses très-dignes d'étude. Dans le Pérou et dans la Plata, ces causes avaient surtout un caractère politique; au Chili elles sont plutôt commerciales et se trouvent bien indiquées dans deux brochures intéressantes publiées il y a quelques mois, l'une par don Marcial Gonzalez (1), l'autre par don Melchor Concha i Toro (2).

Nous allons exposer sommairement les faits qui s'y trouvent constatés.

En 1873, le Chili avait éprouvé une crise assez semblable à celles qui se font sentir chez les peuples où la richesse augmente rapidement. Depuis plusieurs années le pays prospérait et faisait des épargnes, lorsqu'était survenue la découverte des mines de Caracoles, mines fort riches en réalité, mais dont les imaginations exagérèrent étrangement la richesse. Ce fut le signal d'un développement subit de l'industrie anonyme accompagné des folies ordinaires en tous pays : sociétés sans base sérieuse, spéculations à outrance, agiotage effréné. En 1873, la réaction fut violente et il fallut procéder à la liquidation, qui fut lente et incomplète, de telle sorte que, malgré une bonne récolte, cette liquidation a pesé d'un poids assez lourd sur les exercices suivants.

Toutefois le mal causé par l'excès de la spéculation n'était pas sans compensation. L'agriculture avait étendu ses entreprises et l'industrie chilienne avait abordé non-seulement l'exploitation des mines du pays, mais celles de tout le littoral péruvien du Pacifique, non-seulement les mines d'argent et de cuivre, mais celles de salpêtre. Il est vrai que cette même extension de l'industrie chilienne l'exposait à souffrir non-seulement les dangers que présentent naturellement les entreprises lointaines, mais de deux événements imprévus, savoir : 1^o de nouvelles charges fiscales imposées par le gouvernement péruvien; 2^o la baisse de l'argent sur les marchés du monde entier.

(1) *La crisis del cambio en Chile.* — (2) *La situacion economica. Consideraciones sobre la cuestion monetaria i los cambios.* Deux brochures n-18. — Santiago.

D'autre part le gouvernement chilien, dont la prospérité réelle et apparente du pays augmentait rapidement les revenus, avait imité les particuliers et entrepris des travaux publics sur une grande échelle. Deux emprunts contractés à Londres devaient faire face à ces dépenses extraordinaires et donnaient lieu à un mouvement important d'affaires, même après que la spéculation, intimidée par les désastres de 1873, restait dans les limites de la prudence.

La crise de 1876 a présenté un caractère tout différent de la précédente : elle s'est fait sentir surtout par une altération violente dans le cours des changes. Le 13 juillet, la piastre chilienne (25 grammes d'argent à 9 dixièmes de fin), qui se change ordinairement à 46, 45 ou 44 pence, n'en valait plus que 34. C'était avec une monnaie de valeur ainsi réduite qu'il fallait payer toutes les marchandises importées d'Europe et acheter celles dont on avait un besoin pressant. Les marchands importateurs, naturellement, réduisaient les crédits d'usage et élevaient les prix. Les banques, naturellement aussi, élevaient le taux de l'escompte et toutes les imaginations étaient frappées.

Comment était-on arrivé à cette situation ?

Elle avait trois causes principales : 1^o Deux mauvaises récoltes, qui avaient réduit au-delà de toute prévision l'exportation des produits agricoles et surtout des blés ; — 2^o Baisse de l'argent, qui est un article important dans la production et dans l'exportation du pays ; — 3^o Nécessité pour le gouvernement d'acheter au commerce des lettres de change pour payer les intérêts de la dette à Londres. Cette troisième cause était importante, parce que pendant les années précédentes le gouvernement avait pu, grâce au solde de ses emprunts à Londres, payer les intérêts de sa dette sans acheter et envoyer des lettres de change, de telle sorte que le commerce avait pris des habitudes qui ne lui laissaient pas de ressources suffisantes pour faire face aux nouveaux besoins de l'état.

L'énumération de ces causes explique suffisamment la crise de 1876. Mais les imaginations ne s'en sont pas contentées, et comme le Chili se sert de monnaie d'or et de monnaie d'argent avec change légal, ou, comme on dit improprement, emploie le double étalon, on a accusé la monnaie d'argent, qui n'était certes pas coupable. En effet, au Chili, comme ailleurs, les marchandises importées se paient habituellement avec des marchandises exportées. Comme le pays produit de l'argent destiné surtout à l'exportation, l'argent y vaut toujours 6 pour 0/0 environ de moins qu'en Europe, ce qui a fait fixer à 16 pour 1 le rapport des deux métaux, au change légal. Avant ces dernières années, il fallait que le change baissât à 12 pour 0/0 pour qu'il y eût profit à exporter de l'or ; mais cette an-

née la baisse a été si énorme qu'on a exporté l'or et l'argent, de telle sorte que le pays se trouve réduit au papier de banque.

Cette question du monométallisme ou du bimétallisme est traitée avec beaucoup d'extension dans la brochure de don Melchior Concha i Toro, qui est d'avis d'attendre avant d'altérer les lois monétaires. Nous croyons qu'il a raison en faisant observer que, dans les causes de la baisse de l'argent, l'imagination a une grande part. Si, en effet, on évalue l'argent monnayé à la moitié des existences totales de ce métal, il est clair que sa valeur peut être affectée d'une façon considérable par le parti que prendront les gouvernements relativement à la monnaie. Que les Etats-Unis, par exemple, en reprenant les paiements en espèces reviennent au change légal, voilà une demande de deux à quatre milliards sur le marché. Or, malgré les votes antérieurs du congrès, les Etats-Unis, qui fournissent à eux seuls la moitié de l'argent que produit le monde entier, ont un intérêt considérable à ne pas avilir ce métal, et cet intérêt ne peut manquer d'être senti. Une réaction bimétallique de l'opinion suffirait à relever la valeur de l'argent et cette réaction, qui serait raisonnable, n'est pas impossible.

Nous n'avons emprunté aux deux brochures qui nous occupent que les faits et considérations propres à éclairer la théorie et qui sont à ce titre d'intérêt général. On y trouve en outre une multitude de faits d'un intérêt plus local et plus restreint par conséquent, dont nous ne pouvons parler que pour mémoire. Don Marcial Gonzalez, par exemple, ne s'est pas borné à exposer les faits de la crise et leurs causes; il a proposé aussi les remèdes, c'est-à-dire les mesures qui, dans son opinion, peuvent prévenir le retour des erreurs commises et donner à son pays une assiette économique plus solide.

Mais dans tout le cours de leur travail, les auteurs des deux brochures qui nous occupent témoignent également de leurs connaissances théoriques et de leur expérience pratique. Ils se tiennent en dehors des utopies et des généralités banales dans lesquelles tombent tout naturellement les personnes peu instruites, lorsqu'elles abordent les discussions de ce genre. L'étude de ces deux brochures prouve que le Chili possède des hommes politiques éclairés, capables de voir, dans un moment où les esprits étaient singulièrement troublés, que la situation du pays n'avait rien d'alarmant, parce qu'il avait conservé intactes toutes ses forces vives et que la crise de 1876, tout aiguë qu'elle fût, ne devait avoir qu'une existence passagère.

BIBLIOGRAPHIE

Lectures on the early History of Institutions, par SIR HENRY SUMNER MAINE.
Londres, Murray, 1875; in-vol. gr. in-8.

Sir Henry Sumner Maine poursuit le cours de ses savantes et profondes recherches sur le droit primitif et les institutions primitives, qui l'ont déjà placé au premier rang des juristes contemporains. Son début dans cette carrière fut, sauf erreur, son étude sur les communautés villageoises de l'Orient et de l'Occident (*Village Communities in the East and the West*); plus tard vint son livre *Ancient Law* que M. Courcelle-Seneuil a fait passer dans notre langue et dont on s'est occupé ici même, il y a peu de temps (1). Aujourd'hui il publie des *Leçons sur l'histoire des anciennes institutions*.

Ce dernier volume ne concerne, d'ailleurs, que les anciennes lois irlandaises; elles nous sont parvenues sous la forme de recueils s'occupant chacun d'un seul sujet, ou d'un groupe de sujets, et dont deux, le livre dit d'Aicill (*The book of Aicill*) et le *Senchus Mor*, ou le grand livre de l'ancienne loi, viennent d'être traduits en Anglais, par les ordres du gouvernement. Ils paraissent avoir été rédigés l'un au ix^e siècle, l'autre vers la fin du x^e, et ce n'est point là une antiquité très-lointaine. Mais tout indique que les éléments de ces codes, comme on dit aujourd'hui, sont très-antérieurs à l'époque de leur compilation et de la rédaction des gloses ou commentaires qui accompagnent le texte. On y démêle des couches, si l'on peut ainsi dire, qui, dans le cours des siècles, se sont successivement superposées l'une à l'autre, travail de lente formation dont l'agent a été, comme aux premiers temps de Rome, l'interprétation juridique.

Il ne s'agit nullement ici, nous dit M. Sumner Maine, d'un édifice législatif; on est en face de règles et de coutumes qui se sont graduellement développées, et qui constituent un vestige authentique des institutions d'un groupe très-ancien de la race aryenne. Au point de vue archaïque, les lois irlandaises possèdent, d'ailleurs, un mérite particulier: toute inspiration exotique leur est restée étrangère. L'Irlande, de l'aveu commun, n'a jamais été incorporée à l'empire romain, et en admettant même qu'à certains moments de son ancienne histoire, elle ait eu un gouvernement central, à coup sûr ce gouvernement ne jouissait pas d'une autorité bien grande. Or, deux circonstances contribuèrent surtout à obscurcir, pour l'érudition moderne, le sens des plus vieilles

institutions de cette portion de l'humanité à laquelle les peuples européens appartiennent par leur origine : l'influence directe ou indirecte du droit romain, que les légions victorieuses de Rome ont promené à travers le monde et la formation dans tout l'Occident de pouvoirs fortement centralisés, qui concentraient en eux la force publique de la communauté et qui purent assez souvent revêtir cette force d'un caractère strictement législatif.

Les anciennes lois irlandaises portent le nom de lois des Brehons, *Brehon Law*, parce qu'elles émanèrent d'un corps de juriconsultes ainsi appelés, dont l'occupation devint héréditaire et que pour ce motif on a considéré, bien qu'avec quelque inexactitude, comme formant une caste. On a des raisons de croire que, parmi les tribus celtiques, le pouvoir mi-judiciaire, mi-législatif, qui était primitivement dévolu, soit au chef de la tribu, soit à son assemblée, ou même à tous les deux à la fois, passa, de très-bonne heure, aux mains d'une classe de gens instruits. Tels étaient les Brehons irlandais, tels étaient aussi les Druides gaulois. A combien d'assertions téméraires ; à quels systèmes fantastiques les Druides et le druidisme n'ont-ils pas donné lieu ! C'est au point que, selon la remarque de M. Maine, le sujet semble soustrait à la discussion sérieuse : il n'a pas craint de l'y soumettre cependant. Il rend Pline et son histoire naturelle responsables, pour une bonne part, des absurdités qu'on a débitées sur les Druides ; mais dans ce qu'en ont dit Jules César d'abord, Strabon ensuite, « il ne trouve pas un mot qui ne lui semble absolument croyable », et c'est avec les *Commentaires* à la main, qu'il assigne aux Druides leur place véritable dans la société celtique.

César nous informe que les tribus des Celtes continentaux se composaient essentiellement de trois ordres, qu'il appelle les nobles (*Equites*), les Druides et les Plébéiens. En comparant son texte, avec la description que les recueils Brehons donnent d'une communauté celtique d'Irlande, on reconnaît que le conquérant des Gaules ne s'est pas mépris sur le fond, mais qu'il a omis des détails qui n'avaient pas d'intérêt ou de sens, à son point de vue de général romain, de grand administrateur et de juriste instruit, mais qui n'en sont pas moins indispensables à la reconstruction intégrale de la tribu d'origine aryenne. Ainsi les chefs ou *Equites* formaient bien, dans une certaine mesure, une classe distincte ; mais ils n'étaient point aussi étroitement unis entre eux qu'ils l'étaient aux divers *septs* ou groupes auxquels ils présidaient. Les Plébéiens, d'autre part, loin de constituer une masse indépendante et homogène se répartissaient dans chaque groupe naturel, dont le type fondamental était la famille. Mais, quand César arrive aux Druides, ses renseignements deviennent beaucoup plus détaillés : ici remarque notre auteur, « il n'y avait, dans son esprit, aucune réminiscence de Rome

susceptible de le tromper; puis la constitution de cet ordre {privilegié qu'il place à côté des chefs était bien faite pour éveiller son attention. » Eh ! bien, voici comment César représente les Druides. Ce sont des juges suprêmes dans tous les litiges privés ou publics; ce sont encore des professeurs : ils tiennent des écoles auxquelles la jeunesse afflue, et qu'on a vu fréquenter par certains étudiants, jusqu'à des vingt années entières. A propos de leurs doctrines religieuses, César ajoute que les Druides dissertaient volontiers sur la nature du monde matériel, sur les mouvements célestes, sur les dimensions de la terre et de l'univers. Enfin, ils avaient à leur tête un chef, électif, mais viager, dont le remplacement donnait parfois lieu à de violents conflits armés.

Voici maintenant l'idée que sir Sumner Maine s'est faite, soit d'après ses propres recherches, soit d'après celles du docteur Sullivan, de l'organisation politique et sociale de la tribu irlandaise. Le territoire qu'elle occupait était assez étendu et assez considérable pour constituer une unité politique, à laquelle présidait probablement un de ces nombreux *chieftains* que les annales du pays qualifient du titre royal, *Kings*. La propriété de ce territoire fut tout d'abord entièrement collective : mais on voit poindre, de très-bonne heure, la propriété morcelée, sous des formes diverses. Un lot de terre était affecté à la dignité même du chef de tribu et passait de chef en chef, selon un mode de succession spéciale; d'autres portions tombèrent dans la possession particulière de certaines subdivisions de la tribu, dont les unes avaient à leur tête un de ces chefs de rang inférieur qu'on appelait *Flaiths*, et dont les autres, sans être précisément gouvernées par un chef, obéissaient à un personnage de rang noble, représentant de leurs intérêts. Quant aux terres non appropriées, elles constituaient d'une façon plus particulière la propriété collective de la tribu, et aucune portion ne pouvait, en principe, en être distraite que pour une occupation temporaire. Ce genre d'occupation était d'ailleurs très-fréquent : il revêtait, en fait, un caractère de permanence, et parmi les occupants du terrain collectif de la tribu, on rencontrait des associations formées par contrat, dans le but surtout de faire paître le bétail. Enfin, une grande partie de ce terrain collectif restait absolument inoccupé : c'étaient les terres vaines et vagues de la tribu, ce que les anglais appellent le *waste*, mot très-significatif (1). Les communistes ne se gênaient guère, toutefois, pour usurper sur cette réserve : ils y installaient leurs troupeaux et s'y taillaient même de petits domaines permanents. Aussi bien de ce côté ne rencontraient-ils guère d'obstacles de la part du chef de tribu : celui-ci leur donnait l'exemple d'empiéter sur le *waste*, en y cantonnant les *outlaws* des autres tribus,

(1) Il signifie, en effet, dégât, dissipation, dépérissement, et telle est bien l'idée qu'éveille l'aspect des vastes *communaux* de certains de nos départements français et des comtés irlandais.

qui venaient se placer sous la protection et dont le seul lien avec leur tribu nouvelle consistait dans cette protection même.

Dans son livre sur l'Irlande, daté de 1617, Sir John Davis affirme qu'avant l'introduction de la *common Law* anglaise, qui eut lieu sous Jacques I^{er}, la propriété terrienne n'y connaissait que deux régimes, connus sous les noms de *Tanistry* et de *Gavelkind*. Spenser, qui écrivait du temps d'Elisabeth, nous fait savoir ce qu'était le premier : « C'est une coutume chez les Irlandais, dit-il, à la mort d'un de leurs chefs ou capitaines, de choisir pour le remplacer et succéder à ses domaines, non pas son fils aîné, ou même l'un quelconque de ses fils, mais bien son frère aîné, s'il en a, ou le plus âgé de ses cousins. Ils choisissent ensuite, dans la plus proche parenté du nouvel élu, un *tanaist*, c'est-à-dire un successeur éventuel. » Quant au *Gavelkind*, sir John Davis le représente comme une coutume d'après laquelle les tenures inférieures se partageaient d'abord entre les membres mâles d'un *sept* ou sous-tribu : mais au lieu de passer, en cas de décès, aux fils de ces membres, donnaient lieu à une nouvelle attribution de toutes les terres du *sept*, chacun y prenant part suivant son *ancienneté*. M. Sumner Maine estime que, par ce dernier mot, il faut entendre une distribution analogue à celle qui aurait lieu *per stirpes* et non *per capita*, et ne s'étonne nullement de retrouver parmi les usages des anciens Irlandais une institution, si marquée au sceau de ce communisme naturel, qui fut la forme de la propriété primitive, et qui ne résultait point d'une théorie *à priori* sur l'équité plus grande et les avantages supérieurs de ce mode, mais bien d'une impossibilité matérielle, propre au temps, celle de distinguer individuellement entre les personnes réunies en communauté par le seul lien de leur descendance, présumée ou réelle d'un ancêtre commun. Mais, à mesure que la trace de cette descendance s'obscurcit, chaque famille ou ménage mit ses soins à conserver définitivement le lot qui lui était échu, et les nouvelles répartitions de la terre entre la communauté entière devinrent de plus en plus rares, pour cesser tout à fait un jour.

Ce moment était arrivé pour l'Irlande, quand Jacques I^{er} lui imposa la substitution du droit de progéniture à ses vieilles coutumes successorales. S'il ne s'était agi que de la suppression de la *Tanistry*, il n'y aurait rien eu à dire ; car cette coutume ne semble point avoir été calomniée par le vieux John Davis, lorsqu'il l'accuse de « rendre toutes les propriétés incertaines, et de produire une confusion et un trouble universels. » Le *Gavelkind*, au contraire, méritait des égards, d'autant plus que divers modes de succession se confondaient très-probablement sous ce titre, et que sa brusque disparition dut injustement priver de leur héritage beaucoup d'enfants, au profit d'un frère aîné. Il est certain que le *Gavelkind*, tel que Davis l'a décrit, existait dans beaucoup d'endroits et notamment dans l'Ulster. Mais, d'autre part, les recueils Brehon,

le *Corus Besna* entre autres, définissent les droits de propriété avec un soin et une netteté qui se concilient mal avec le communisme terrien des sociétés primitives. Le docteur Sullivan, dont les recherches se sont étendues à beaucoup de documents encore manuscrits, s'exprime comme s'il croyait que la loi générale de succession irlandaise ne différait guère du *Gavelkind* de Kent, c'est-à-dire de la division, par portions égales, de l'héritage entre tous les enfants mâles du défunt. Le docteur Sullivan ajoute qu'à défaut de mâles, les filles héritaient aussi.

Le droit de progéniture fournit à M. Maine un de ces développements à la fois ingénieux et profonds qui abondent dans son œuvre. C'est, disait-il, dans un travail antérieur, « un des problèmes les plus difficiles de la jurisprudence historique ; » c'est encore ce qu'il pense aujourd'hui. Cette institution resta inconnue non-seulement aux Grecs et aux Romains, mais aux Juifs et vraisemblablement à tout le monde sémitique. Toutes les législations antiques témoignent bien de grandes différences entre la succession des enfants mâles et la succession des filles ; mais on y chercherait vainement quelque chose rappelant la dévolution de l'héritage à un fils seul, bien que le fils aîné d'un roi succédât d'habitude à son père et que les philosophes grecs aient cru à la transmission du pouvoir de fils aîné en fils aîné, au sein des groupes primitifs, familles et villages. Les races barbares, elles-mêmes, lorsqu'elles inondèrent l'Europe occidentale, n'y apportèrent point, de leurs forêts, la primogéniture comme règle de succession ordinaire. La propriété *allo dialle* du teuton, homme libre, c'est-à-dire la portion de terre qui lui avait été dévolue, lors du premier établissement de la communauté à laquelle il appartenait sur son sol, cette propriété, quand elle se partageait, se divisait, soit entre les fils du défunt, soit entre ses fils et ses filles. Il n'est pas douteux, néanmoins, qu'il faille rattacher l'apparition du principe de progéniture et sa rapide diffusion dans l'Occident à l'irruption barbare et aux idées et au retour vers les formes de l'association primitive qu'elle détermina. L'innovation, cependant, n'affecta point tout d'abord un caractère uniforme et général : le droit exclusif de succession passait souvent sur la tête du fils aîné pour se fixer sur celle du parent le plus âgé du défunt, et il semblerait que, parfois, ni l'un ni l'autre de ces modes d'héritage n'avait d'effet, s'il n'était pas choisi ou confirmé par les membres de la communauté d'habitants. Ce fut plus tard seulement, quand l'autorité centrale ou royale se fut fortifiée, que la portion de terre attachée à l'exercice de cette autorité prit de plus en plus le caractère d'une propriété privée se transmettant par ordre de progéniture. Du *domaine* par excellence, cette habitude se transmit à tous les biens du seigneur à quelque titre que ce fût, et devint en dernier lieu le droit successoral des classes privilégiées de l'Europe féodale.

Un chapitre tout entier du livre de sir H. Maine, et non le moins intéressant à coup sûr, concerne la condition de la femme mariée, sous le rapport de la propriété. Il a *illustré* ce sujet, pour employer l'expression anglaise par la législation matrimoniale de deux peuples de souche aryenne, les Hindous et les Romains. Chez ceux-ci, le pouvoir marital ne se distingue point d'abord du pouvoir paternel; dans cette première conception du mariage tous les biens personnels de l'épouse devenaient ceux du mari et se fondaient dans le domaine de sa nouvelle famille. En son dernier état, le code romain reconnaît en principe que la femme mariée dispose librement de sa propriété personnelle, sauf de la *dos*, c'est-à-dire du fonds fourni par elle-même, ou par sa famille à titre de contribution au ménage. La législation hindoue a suivi une marche toute contraire. Les plus vieux textes consacrent en effet, la propriété personnelle de la femme mariée et définissent le *stridhan*, « ce qu'elle a reçu de son père, de sa mère, de son frère, de son mari avant le feu nuptial », tandis que tout l'effort de la jurisprudence postérieure tendit à restreindre dans les limites les plus étroites et les plus exceptionnelles l'intention du législateur primitif. Cette évolution s'est accomplie sous l'inspiration directe des Brahmanes: « La richesse d'un homme régénéré », a dit l'un de leurs écrivains, « est destinée à des fins religieuses, et la succession des femmes à cette richesse est déplacée parce qu'il ne lui appartient pas d'accomplir les rites saints. » Voilà pourquoi aussi les Brahmanes ont condamné les veuves qui n'avaient pas d'enfants, et *celles-là seulement*, à se brûler sur le bûcher qui consumait le corps de leur mari défunt, et il leur a suffi pour sacrifier ainsi des milliers et des milliers d'existences humaines de falsifier audacieusement un vers d'une des hymnes funéraires du Rig-Véda (1).

Maintenant fermons ce beau livre. Il nous est impossible d'en donner ici une analyse complète, et ce que nous avons pu en dire, suffira peut-être, pour suggérer l'idée de l'acquérir à ceux de nos lecteurs, qui savent la langue anglaise, et qui s'intéressent aux problèmes que soulèvent les origines du droit et sa philosophie. Par malheur, les uns et les autres restent assez peu nombreux: certains symptômes semblent toutefois présager une renaissance assurée des études sérieuses, et le

(1) Ce vers est adressé aux femmes qui sont présentes aux funérailles et il est rendu en sanscrit par ces mots :

A Rohantu ganayo yonim agre ;

c'est-à-dire, « les mères peuvent monter les premières sur l'autel », et c'est là ce que les Brahmanes ont changé en :

A Rohantu ganayo yonim agneh,

changement bien léger, mais qui a suffi pour faire disparaître des milliers d'existences dans le sein (*yonim*) des flammes du feu (*agneh*). — Max Müller : *Essais sur la mythologie comparée*, 42-47.)

goût des langues étrangères s'est déjà quelque peu répandu. Aussi bien en toute hypothèse un livre comme celui de sir Henry Sumner Maine mériterait-il de passer dans notre langue. Elle n'a point perdu, malgré nos immenses désastres politiques, le privilège d'être le plus clair de tous les idiômes et l'instrument par excellence de la propagation des doctrines et des idées. Ajoutons que le traducteur des *Lectures on the early History of Institutions*, s'il s'en présente un, trouvera sa besogne technique facile. Car leur auteur ne s'est pas contenté d'accumuler les preuves d'une vaste érudition, aussi ingénieuse que solide : il a voulu les produire sous une forme méthodique, les revêtir d'un style à la fois élégant et correct. C'est une double peine que quelques-uns des compatriotes, même les plus éminents, de sir Maine n'ont pas toujours prise et l'un des emprunts les plus malheureux qu'ils pussent faire à la littérature informe, sans goût et sans langue, qui fleurit sur les bords de la Sprée.

AD. DE FONTERPUIS.

Cours d'économie industrielle, à l'Ecole Turgot. — Instructions graduées, par M. Paul Coq. Paris, 1876 ; 1 vol. grand in-18, Guillaumin et C^e et Delagrave, éditeurs.

A propos de ce cours, M. Passy rappelle à l'Académie qu'il a eu l'honneur de l'entretenir d'une publication de M. Coq, contenant une série de leçons d'économie politique faites, à Saint-Quentin, devant un auditoire composé principalement d'ouvriers et de personnes étrangères aux premières notions de la science. Il avait fallu à M. Paul Coq beaucoup d'art et de savoir pour se faire bien comprendre, et il y avait pleinement réussi.

On retrouve dans la publication nouvelle, étendues et amendées, la plupart des leçons faites à Saint-Quentin, et, en ce qui les concerne, je me bornerai à rappeler qu'elles méritent le bien que j'ai eu l'occasion d'en dire.

A cette partie de travail, l'auteur en a ajouté deux autres d'une importance réelle. L'une, c'est l'introduction qui traite de l'art de faire goûter aux jeunes gens l'instruction qu'on leur offre. L'auteur le remarque avec raison. Le but que tout professeur doit avoir en vue, c'est d'inspirer aux élèves le goût de la science qu'il leur enseigne, de telle façon, que, sortis de l'école, ils continuent eux-mêmes les études qu'ils y ont commencées. M. Coq, fort de l'expérience, donne, à cet égard, aux maîtres eux-mêmes, des conseils qui, s'ils étaient suivis, produiraient d'heureux résultats. Ce qu'il leur recommande, surtout, c'est de « graduer » les leçons, de les échelonner de manière à ce que, des premières, en sortent naturellement de plus hautes et de plus avancées. Cette partie du travail fait grand honneur à l'auteur. On est en droit

d'engager les professeurs, quelle que soit la science qu'ils ont enseignée, à la consulter attentivement.

L'autre partie, intitulée « la Science et les Affaires », a pour but de faire bien comprendre aux élèves que la Science, bien acquise et bien méditée, devient une force, dont l'emploi dans les affaires en assure le succès.

L'auteur, à l'appui de ses assertions, cite bon nombre d'hommes qui, à partir de Franklin jusqu'à MM. de Villèle et Laffitte, ont montré quelle supériorité appartient à ceux qui portent, dans la pratique, des connaissances puisées dans l'étude de la Science. Rien, en effet, de plus utile que de montrer à des jeunes gens, destinés à poursuivre des carrières industrielles, quels avantages ils pourront tirer de la Science et, à cet égard, les faits accomplis et les exemples sont, assurément, ce qu'il y a de plus propre à faire sur de jeunes esprits une impression profonde et durable.

On le voit, ce n'est pas un simple cours d'économie industrielle, que l'œuvre de M. Paul Coq. C'est une œuvre non-seulement destinée à enseigner la science, mais à la faire aimer, à en signaler la valeur pratique. Ce n'est pas tout : l'auteur s'est attaché à démontrer que, pour prospérer, il ne suffit pas de savoir, mais qu'il faut joindre, au travail de l'esprit, les plus hautes qualités morales. On ne saurait parler mieux qu'il ne l'a fait de l'Ordre, de l'Economie, de la Prévoyance dans l'accumulation et l'emploi des épargnes. Ce sont les qualités qui, en effet, ont le don d'enfanter à la fois la prospérité privée et la prospérité générale.

On ne peut donc que recommander, à l'attention de tous la publication de M. Coq. Destinée aux jeunes gens, elle rendra, à tous ceux qui l'étudieront, professeurs, élèves, gens d'affaires et gens du monde, de véritables services. (*Rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques.*)

H. PASSY.

Histoire de Colbert et de son administration, par Pierre CLÉMENT, précédée d'une préface par M. A. GEFFROY, 2 volumes in-8°, Didier et Cie.

Il y a tout juste trente ans que Pierre Clément a publié chez Guillaumin sa première *Histoire de la vie et de l'administration de Colbert*, précédée d'une étude sur Fouquet. Il avait alors entrepris une série de biographies des surintendants, contrôleurs-généraux et ministres des finances célèbres. Arrivé au plus grand de tous, force lui fut d'élargir son cadre, tant il y avait à peindre d'accessoires autour du portrait, et c'est ainsi qu'est né ce livre où, pour la première fois, l'histoire de Colbert a été travaillée sur les documents originaux, avec les ressources et

les procédés de la science historique moderne et le secours de la science économique. Non pas qu'on n'eût déjà de très-bons écrits consacrés à Colbert, ni que ses panégyristes fussent tous de systématiques défenseurs de toutes ses idées ; mais il faut bien reconnaître que, à force d'examiner les faits et de voir marcher le monde, les arithméticiens politiques sont devenus d'assez habiles gens, du moins pour critiquer, et qu'en histoire c'est une meilleure méthode de ne plus tant sacrifier à l'éloquence académique et d'analyser les manuscrits et les correspondances des grands hommes dont on veut raconter la vie et expliquer les actes.

Colbert n'est pas un caractère bien difficile à saisir. L'amour du bien public est le motif évident de tout ce qu'il a fait de juste et de sage et même des erreurs qu'il lui a été difficile de ne pas commettre. Sans avoir un très-grand talent d'exposition et de style, Clément possédait la plus précieuse qualité d'un historien, qui est le goût de la vérité. Il ne s'est donc pas, pour son début, tenu trop loin du genre d'idéal qu'il avait à atteindre et l'on peut encore aujourd'hui consulter avec fruit cette première étude.

Le succès qu'elle a obtenu encouragea Clément à se consacrer à ce rôle d'historien de l'administration des finances et aussi des autres parties de l'administration sous Louis XIV. Les ouvrages de Depping, de M. Chéruel et de M. Rousset complètent ceux qu'il a ainsi composés sans les faire oublier et en lui laissant la spécialité du rôle d'historien de Colbert. On n'aura probablement pas grand'chose à découvrir et à dire sur cette époque si importante depuis que, reprenant son sujet sur toutes les formes et à l'aide de tout ce qu'il existe de manuscrits du temps, Clément est devenu l'éditeur du beau recueil des *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert* qui se développe en neuf volumes de la lecture la plus attachante et la plus instructive.

On n'a eu qu'à prendre dans ce recueil et à réunir les mémoires qui résumaient la matière de chaque volume en lui servant de préface pour former la nouvelle *Histoire de Colbert et de son administration*, qui vient, d'être donnée au public et que nous avons lue, à vingt-cinq ans de distance, avec plus de plaisir encore et d'intérêt que le volume unique publié en 1846. Nous étions à l'Ecole Normale en ce temps là, désireux d'enseigner l'histoire et prêt à le faire avec l'ardeur et la foi qu'y met la jeunesse si l'avènement d'un second empire ne nous avait pas fait changer de carrière, comme tant d'autres, moins heureux que nous, car ils ont succombé sur les chemins, ou plus heureux peut-être, car ils n'ont pas vu, vingt ans plus tard, à quels abîmes l'Empire conduisait non-seulement les individus, mais la France. Les histoires de finances nous plaisaient dès ces tranquilles années d'étude où avec Taine, avec Prévost Paradol on passait des heures si bien remplies dans la grande bibliothèque de l'Ecole. Nous avions déjà choisi un sujet qui devait être le mi-

nistère de Fouquet; c'eût été une thèse de doctorat. Sur les indications de M. Cheruel nous avons, pour le temps qui suivrait, projeté d'explorer les archives de la guerre et de faire un Louvois. Autrement en ont décidé les circonstances. C'est M. Chéruei lui-même qui a écrit l'histoire de Fouquet et quant à Louvois nous n'avons pu réussir en 1854, malgré les encouragements de M. Pastoret, à persuader le comité des travaux historiques du grand intérêt qu'il y aurait eu à publier sa correspondance pour en faire le complément du recueil de la correspondance administrative de Louis XIV donnée alors récemment par M. Depping. Fort heureusement que M. Rousset est devenu depuis archiviste du dépôt de la Guerre et que, revêtu de plus d'autorité qu'un étudiant sans contredit, il a pu concevoir à son tour et publier les ouvrages que l'on connaît. Tous ces souvenirs ne nous reviennent que pour rappeler combien les premiers livres de Pierre Clément nous paraissaient déjà bons à lire dès leur première apparition.

La nouvelle histoire de Colbert, nous l'avons dit, si elle n'est pas composée sur le même plan biographique que l'ancienne, et ne suit pas comme elle l'ordre du temps, n'est pas moins précieuse pour l'étude. On la devra aux soins pieux de M^{me} Clément, qui a eu l'heureuse inspiration de la prendre toute faite où elle était. La main d'un ami l'a mise en état de paraître sous sa nouvelle forme. Dans sa courte préface, M. Geffroy a fort bien fait ressortir tout ce qu'il y a de volonté, de suite et de génie dans l'œuvre administrative de Colbert et nous serions mal venu à essayer de le tenter après lui.

Q'on nous permette de nous borner à transcrire ici la simple analyse de la table des matières de ces deux volumes. Le lecteur y verra d'un coup d'œil ce qu'il peut y avoir à y étudier.

Colbert chez Le Tellier. — Premiers temps chez Mazarin. — Surintendance de M. de La Vieuville. — Après la Fonde. — Mazarin, Fouquet et Colbert. — Procès de Fouquet. — Opérations sur les rentes. — Les tailles. — Les affaires extraordinaires. — Fermes et objets divers. — Les émeutes en province. — Système industriel. — Commerce intérieur et extérieur. — Les Monnaies. — Flottes, ports, arsenaux. — Les classes. — Les galères. — Contrôle et discipline maritimes. — Colonies. Avec un appendice sur les ancêtres de Colbert que ses descendants, on ne sait vraiment pas pourquoi, ont tenu à ne pas laisser confondre avec de simples marchands, ce sont là les chapitres du premier volume.

Le second n'est pas moins riche. Il contient les chapitres suivants: Administration provinciale. — Agriculture, forêts, haras. — Le canal du Languedoc. — Routes, canaux et mines. — Les fortifications. — Versailles et Paris sous Louis XIV. — Les Académies. — Bibliothèques et Musées, pensions aux gens de lettres et aux savants, fondations litté-

raires. — Réforme des Codes. — Grands jours, affaires criminelles, police. — Affaires religieuses, réformes diverses. Les protestants, la régale et la déclaration de 1682. — Affaires diverses. — Rivalité de Louvois. — Affaires privées de famille. — Dernières années.

Bien que ce ne soit plus là une histoire chronologique de Colbert et du développement de son œuvre, les premiers et les derniers chapitres de l'ouvrage l'encadrent avec assez de justesse encore pour que le récit de la vie de l'homme ne soit pas absent de l'exposition de ces actes. Quelle variété dans cette carrière administrative, quel complet tableau de tout ce que l'existence d'un peuple peut recevoir de bienfaits de la main d'un ministre qui aime l'Etat d'une passion virile ! Les temps ne permettraient plus guère à un seul homme d'exercer une influence aussi longue et aussi étendue sur une nation. C'est maintenant la nation elle-même qui se gouverne, et dans ce nouveau régime que les capacités plus nombreuses s'y succèdent et s'y usent avec rapidité. On ne verra plus de Colbert et il n'y a même eu qu'un Colbert dans toute notre histoire ancienne.

Nous venons de dire qu'il aimait l'Etat avec passion. Ce fut en effet l'Etat seul qu'il servait, comme le fit aussi Napoléon dans les belles années de son administration civile. Il ne se piqua point d'un amour philosophique pour l'humanité ; mais qu'importe ! La philanthropie moderne qui nous est si chère, ne voit-elle pas son but atteint, et quelquefois par un chemin plus court, lorsqu'une énergique volonté s'applique à faire disparaître le désordre de toutes les branches de l'administration d'un grand pays ?

Colbert est mort à la peine, après vingt-deux ans du ministère le plus laborieux. Sa mort fut presque un soulagement pour Louis XIV et elle fut saluée par les injures de la multitude. Qu'importe encore ! l'homme de bien et l'homme d'Etat ont-ils jamais attendu de récompense ni même de justice de leur vivant, et avant que la moisson qu'ils ont semée ait le temps de mûrir ? Notre démocratie est ici d'accord avec l'ancien régime. Il faut la servir pour elle, et non pour soi.

PAUL BOITEAU.

ANNUAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE LA STATISTIQUE, par MM. GUILLAUMIN, Joseph GARNIER, Maurice BLOCK ; — année 1876 (33^e). par M. Maurice BLOCK et M. A. LOUË, DE BOISJOLIS, Paul BOITEAU, Alph. COURTOIS, Joseph LEFORT, Joseph CLÉMENT. Paris, Guillaumin, 1876, 1 vol. in-18 de 648 pages.

Cette utile collection se poursuit depuis trente-trois ans avec une louable continuité. Fondé en 1844, par M. Guillaumin, dont le nom est resté cher aux amis de la science économique, ce recueil reçut dans les années suivantes le cadre qu'il a conservé : il a été successivement élaboré par MM. Guillaumin et Joseph Garnier de 1845 à 1855, puis de 1855 à

1864, par M. Guillaumin et Maurice Block, et par ce dernier depuis 1865, avec le concours de quelques autres personnes qui fournirent des additions spéciales, notamment aujourd'hui M. Loua, chef du bureau de la statistique générale de la France, qui établit le mouvement annuel de la population, et M. A. Courtois qui donne les budgets et une revue financière de l'année.

La première partie, relative à la France proprement dite, comprend une notice sur le mouvement de la population pendant l'année 1873 ; le budget de 1876 et le règlement définitif de 1869, le commerce extérieur en 1874, suivi des résultats poursuivis de 1875, la statistique de la justice civile, commerciale et criminelle et une série de notes et données, au nombre de 28, cette année, qu'il serait trop long d'énumérer, des extraits de nombreux documents officiels et autres, dont quelques-uns sont publiés tous les ans, et dont quelques autres sont accidentels. Cette partie se termine par la nomenclature chronologique des lois et décrets d'intérêt économique et financier de l'année.

La deuxième partie est consacrée à la Ville de Paris, qui a l'importance d'un État, à sa population, à ses finances, à ses établissements d'assistance, etc.

Les notices relatives à l'Algérie et aux colonies constituent une troisième partie.

Telle est la matière de la première moitié du volume consacrée à la France.

Viennent ensuite les pays étrangers, classés par nations politiques actuelles et par ordre alphabétique, au nombre de 163, dans l'*Annuaire* que nous avons sous les yeux. Les nombres régissant la superficie et la population commencent chaque notice, comprenant les finances, le commerce extérieur et une série d'autres indications numériques, pour lesquelles il est souvent fait usage d'un recueil que publie mensuellement le ministre du commerce : les *Annales du commerce extérieur*, et que l'*Annuaire* met ainsi en lumière.

Les cent dernières pages du volume sont consacrées à diverses notions et plus spécialement à des études annuelles ; sur le mouvement économique de l'année ; les opérations financières de la France ; le résumé analytique des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques et de la Société d'économie politique ; le relevé bibliographique des publications économiques, etc.

C'est M. Maurice Block qui se charge du coup d'œil du mouvement économique de l'année. Il rappelle les événements généraux, énumère ensuite plus spécialement les événements relatifs à la France, à l'Angleterre, à l'Allemagne et à l'Autriche ; il groupe ensuite les autres pays d'Europe et les États-Unis avec les autres pays hors d'Europe, analysant ou citant les conventions et autres pièces qui donnent beaucoup de prix

à la revue, remplie de faits et sobre d'appréciations, ce dont nous le louons.

Le travail de M. Courtois est également utile et recommandable. Il enregistre les mesures financières de l'année, en France, le mouvement des taux de l'intérêt des bons du Trésor et de l'escompte à la Banque de France, des reports mensuels, des prix des rentes. Il termine par un relevé détaillé des plus hauts et des plus bas cours des principales valeurs qui forment une série statistique très-précieuse. Les comptes-rendus consacrés à l'Académie des sciences morales et politiques, sont de rapides analyses qui renvoient au *Journal des Économistes*, reproduisent avec soin les discussions de la Société d'économie politique et les lectures à l'Académie des sciences morales et politiques qui se rapportent à la spécialité de la revue. Enfin, la bibliographie énonce les publications spéciales de l'année. Elle occupe trente pages et contient trois ou quatre cents articles que les lecteurs ont à parcourir.

Le volume, on le voit, ne saurait être mieux rempli. Il continue à rendre de nombreux services à tous ceux qui ont besoin de connaître et de citer les chiffres ; il leur met sous la main des masses de documents condensés, classés ; c'est une œuvre aujourd'hui consacrée par la durée, faisant honneur à la librairie économique, qui continue à y donner ses soins, et pour laquelle M. Block a droit à la reconnaissance des amis de la science économique et statistique.

La publication se poursuit depuis trente-trois ans, et M. Block y consacre ses soins depuis vingt ans.

L'*Annuaire de l'Économie politique de la statistique* est le complément du *Journal des Économistes* qui, grâce à lui, n'a pas besoin de reproduire une série des documents annuels et peut ménager la place pour d'autres articles.

E. R.

ÉLÉMENTS DU DROIT FRANÇAIS CONSIDÉRÉ DANS SES RAPPORTS AVEC LE DROIT NATUREL ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE, par M. E. GLASSON, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris. — Paris, 1876 ; Guillaumin et Durand-Pedone-Lauriel ; 2 vol. in-8°.

Cet ouvrage, qui a obtenu un des prix de l'Académie des sciences morales et politiques, comprend deux parties bien distinctes : dans la première, l'auteur, après avoir démontré l'existence d'une loi morale, ayant pour bases la liberté et la volonté chez l'homme, établit la nécessité des lois positives dans toute société civilisée. C'est donc un devoir pour le législateur humain de promulguer des lois conformes au droit naturel. Le législateur doit, comme le moraliste, consulter la conscience pour y découvrir les notions du juste et de l'injuste. La liberté humaine, la

famille, la propriété, la foi due aux contrats sont, pour le droit privé, des principes éternels qu'il n'est pas possible de supprimer. Il faut, avant tout, se pénétrer de cette vérité : une société ne saurait exister sans la liberté individuelle, la propriété, la famille et la morale. Supprimez une seule de ces bases de notre édifice social, tout s'écroulera.

M. Glasson expose ensuite avec beaucoup de clarté les rapports de l'économie politique avec la morale et le droit, et réfute, avec l'autorité que peuvent seules donner de sincères convictions, les diverses doctrines qui nient ou altèrent la morale et le droit naturel.

La seconde partie a un but plus pratique ; l'auteur y expose les principes généraux des diverses matières dont se compose notre législation, ainsi que les règles de procédure applicables aux contestations civiles, commerciales et administratives.

C'est une encyclopédie juridique en miniature, si l'on veut, mais dans laquelle se détache toujours vigoureusement accentuée la pensée du législateur, sans toutefois qu'aucun des détails destinés à donner de la vie au tableau ait été omis.

Sans vouloir nier que chaque jour l'instruction se répand davantage en France, on est forcé de reconnaître que presque toutes les classes de notre société ignorent les principes les plus élémentaires du droit. Le consciencieux travail de M. Glasson s'adresse donc à tous, mais plus particulièrement à ceux qui, après avoir reçu une éducation secondaire complète, ne viennent pas s'asseoir sur les bancs de l'Ecole de Droit. Aussi, est-ce avec raison que l'auteur a cru devoir aborder des questions d'histoire et même de législation comparée qui ne seraient pas à leur place dans un simple catéchisme.

Nous sommes heureux d'avoir pu constater, à la lecture de cet ouvrage, qu'il a su constamment rester à la portée de tous par la netteté et la simplicité de la forme.

M. Glasson, qui occupe à la Faculté de Droit de Paris la chaire de procédure civile, dont M. Colmet d'Aage est le titulaire, a su emprunter à ce dernier les qualités qui ont toujours distingué son enseignement.

L'Académie des sciences morales et politiques, en couronnant l'ouvrage de M. Glasson, a singulièrement simplifié notre tâche. Tout éloge serait superflu. Toutefois, nous ne saurions résister au désir d'en détacher une page dans laquelle l'auteur signale avec une grande élévation de pensée l'utilité pour tous des connaissances usuelles de notre législation :

« Dans un temps où chaque citoyen participe, d'une manière plus ou moins directe à la chose publique, où chaque électeur peut tenir dans ses mains la fortune de la France, il n'est permis à personne d'ignorer ses droits et ses devoirs, ni les intérêts et les besoins de l'Etat. En Amérique, aux Etats-Unis, les principes les plus élémentaires du droit

sont portés à la connaissance de tous les citoyens par des manuels populaires et par l'enseignement oral. On n'admet pas qu'un citoyen ignore les lois et les institutions de son pays. Grande leçon qu'il faudrait enfin suivre. Il y a là une lacune considérable à combler d'urgence dans notre éducation publique. Faire connaître nos lois, ce serait les faire aimer, car elles donnent satisfaction à l'équité naturelle et à l'utilité sociale. Le pouvoir politique qui vulgariserait la notion du droit contiendrait les passions par la lumière et dirigerait les volontés par la raison. A une époque où l'on remet tout en question, où les utopistes attaquent souvent avec passion nos institutions les plus fondamentales, comme si l'humanité était demeurée depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours dans l'erreur et immobile, où les révolutions commencées avec un caractère politique tendent à devenir sociales, n'est-il pas indispensable de savoir que la marche progressive de l'humanité ne s'est jamais arrêtée ; que la civilisation moderne est l'œuvre de cette humanité toute entière ; que c'est une dangereuse illusion de croire qu'on peut la détruire avec un peu d'encre et beaucoup d'imagination ? »

Nous ne saurions trop applaudir à ces patriotiques aspirations, et nous sommes assurés à l'avance de ne pas trouver de contradicteurs parmi ceux qui liront avec attention l'ouvrage de M. Glasson.

ANT. LORIOI.

L'ATLAS GÉOGRAPHIQUE DES FINANCES ITALIENNES. *Statistica finanziaria pel 1873. Prospetti e tavole grafiche.* Roma, 1874. In-4° oblong.

On connaît le système des cartes teintées appliqué en France par Charles Dupin à l'étude de la statistique criminelle. Vers la fin de l'empire, diverses publications, ayant pour base le même procédé, apprenaient d'un seul coup d'œil quel était l'état de l'instruction dans les divers départements. L'administration française vient de faire composer un atlas avec cartes teintées ; mais elle avait été précédée dans cette voie par l'administration italienne qui, appliquant à l'impôt le système des teintes, a publié, il y a 18 mois, un curieux recueil intitulé : *Statistica finanziaria. Prospetti e tavole grafiche*, Roma, 1874. Des cartes et tableaux graphiques au nombre de treize, accompagnés d'un texte qui porte à 90 le nombre des feuilles de l'atlas, résument admirablement la situation financière de l'Italie et méritent une description spéciale.

Après de nombreuses colonnes de chiffres qui établissent le compte du Trésor et la situation de la Dette au moment de la publication, se trouve une carte teintée couleur ponceau, et relative à l'impôt sur la mouture. La province de Rome, celle de Pise, tout le midi de la Sicile, — pays de production de blé par excellence, — présentent des teintes foncées. Les tons clairs apparaissent en Lombardie, pays de cultures multiples,

où la production est plus diversifiée. Ce triste impôt de la mouture ne semble pourtant pas une charge bien lourde : il s'élève à 3 fr. 62 par tête à Pise ; à 3 fr. 22 à Rome ; il descend à 68 centimes en Sardaigne. Le Trésor en obtient 65 millions environ, au prix de difficultés inouïes de perception. Une carte teinte de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel et contenant des lignes qui figurent assez bien le profil des Alpes, un vrai chef-d'œuvre de chromolithographie, essaie de nous faire comprendre les systèmes multiples de cette perception et leurs résultats bons ou mauvais. Une autre carte, qualifiée de polygone polaire (*poligone polare*), nous montre la perception figurée par une spirale partant du centre d'un cercle, et s'étendant de plus en plus, depuis 1869, date de la restauration de l'impôt sur la mouture. Ce luxe d'explications nous semble le fait d'une administration courageuse, craignant d'autant moins d'avouer le mal, qu'elle est plus désireuse d'y porter remède.

La gabelle : impôts de consommation, sel et tabac, est figurée par une teinte de feuilles mortes. Le nord tout entier paraît appartenir aux teintes foncées. Rome et Naples figurent aussi parmi celles les localités les plus chargées au point de vue de la gabelle. Les deux rendements extrêmes sont : la province de Livourne, 25 fr. 05 par tête, celle de Girgenti, 1 fr. 71. Le revenu total est de plus de 250 millions. Au delà comme en deçà des Alpes, la consommation est bien la bête de somme du budget.

L'impôt sur les mutations de propriété et sur les affaires est figuré par une belle couleur d'or. On dirait une ironie, car rien de plus fatal et de plus contraire à la production de la richesse que de taxer le mouvement, l'activité, en un mot les affaires. Les provinces de Rome, de Naples, de Turin, de Gènes, de Florence, de Venise, de Milan, etc. ayant pour chef-lieux de grandes villes, sont celles qui produisent le plus par tête d'habitant, ce qui est une conséquence de l'activité urbaine dans un pays qui possède plus qu'aucun autre une proportion de grandes cités. Les chiffres, pourtant, sont divers. Si Florence ouvre la marche avec 16 fr. 25 par tête, on ne trouve plus que 8 fr. 75 à Rome ; dix-neuf provinces donnent moins de 3 francs. La recette totale atteint 130 millions. L'impôt sur les mutations de propriété possède aussi son polygone polaire et sa spirale, dont l'expansion, du centre à la circonférence, et de l'année 1862 à l'année 1874, indiquerait une grande augmentation de prospérité, s'il n'en fallait déduire le résultat des annexions et des surtaxes d'impôts.

Une carte teintée d'un rouge vif résume les impôts indirects, et par suite la faculté productive des provinces. La Sicile, les Calabres, la Sardaigne, le territoire qui borde l'Adriatique d'Ancône aux Abruzzes, indiqués au moyen de couleurs affaiblies, montrent que là se trouvent les populations les moins actives de la Péninsule.

L'impôt foncier, n'indiquant qu'une seule nature de richesse, quand les autres ont un caractère de pluralité, présente une topographie lo-

cale différente. La vallée du Pô, avec ses rivières et sa soie, est indiquée avec des teintes foncées qu'on ne retrouve point dans les provinces de Turin, de Gênes, de Venise, de Livourne, favorisées pourtant au point de vue du chiffre d'affaires. Le travail de l'homme, le commerce, les manufactures, ont remplacé ce que la nature n'avait pas voulu donner. La même observation s'applique à la province de Naples. Crémone ouvre la série avec près de 11 francs par tête, Livourne la ferme avec moins de 2 francs. Le total des recettes dépasse 147 millions.

Il serait superflu d'analyser la carte relative à l'impôt sur la fabrication; celle relative à l'impôt sur la richesse mobilière; les grandes villes dominent là, bien que leurs banlieues, comme il arrive pour Naples ou Palerme, ne présentent dans les autres cartes que des nuances ternes, indice de pauvreté.

Une carte résume ensuite les impôts indirects, une autre réunit les impôts indirects eux-mêmes aux impôts directs. C'est un ensemble sur lequel repose le budget italien. La quotité oscille entre 149 francs par tête, chiffre de Florence, et 13 fr. 73, chiffre de la province de Bellune. Rome arrive à 49 francs. La moyenne du royaume tout entier est bonne à connaître: elle est de 31 fr. 93. La recette totale indiquée, qui est celle de 1873, est de 855 millions.

Les rédacteurs de l'Atlas, qui n'ont pas reculé devant les détails nombreux relatifs à l'impôt sur la mouture, n'ont point cru devoir renseigner aussi longuement ici sur le triste, l'énervant impôt de la loterie. Une carte nous eût montré le fléau s'étendant surtout dans les villes où le pauvre, l'imagination surexcitée par l'aspect de la richesse accumulée, s'abandonne aux espérances chimériques.

Un dernier tableau est relatif à la dette consolidée et à la dépréciation de l'or. Il est impossible, en l'examinant, de ne pas reconnaître combien les oscillations des cours et la question d'intérêt matériel sont compagnes de la politique. En 1852, le 5 0/0 piémontais est coté à peu près comme le nôtre avant 1848. La guerre d'Orient, en faisant fléchir les cours de plus d'un tiers, lui fait perdre cette situation, qu'il n'a plus revue. Il se relève pour retomber en janvier 1859. Il remonte après Solferino, retombe avec Aspromonte, et semble devoir s'abîmer définitivement à la veille de Sadowa; la dépression est de 60 0/0. Voici qu'au-dessous de ces oscillations descendantes, apparaît pour la première fois une ligne bien modeste, se développant sur une échelle de 0 à 20, et qui pourtant va jouer un terrible rôle: c'est la ligne indiquant la valeur de l'or en regard de celle du papier. Le cours forcé vient d'être décidé. A la veille de la lutte suprême, l'Italie a tout risqué: ses armes, son or, son crédit. *Alea jacta est!* Avec 100 francs d'or on obtient pour 122 francs de papier. Il est impossible, si on suit désormais la ligne de l'agio, de mieux voir combien marchent de front la hausse de l'or,

la baisse de la rente. La veille de Sadowa l'agio est de 22 franc, le 5 est coté 40 francs. Le drapeau italien flotte bientôt sur le palais des doges, la rente monte à 65 francs, l'or ne vaut plus que 102; l'agio est de 2 francs. Mais voici la crise de Mentana, qui peut remettre en question le progrès accompli. La ligne de la rente baisse, celle de l'agio monte: 47 francs la rente, 116 l'or. La France déclare en 1870 la guerre à la Prusse; l'instant psychologique est venu; il faut marcher sur Rome, quoiqu'il advienne. Deux oscillations, l'une dans un sens, l'autre dans l'autre, se produisent dans la même proportion à peu près qu'au moment de Mentana. La dernière crise est celle du mois de juin 1873, à la veille du voyage de Victor-Emmanuel à Berlin. L'écart, qui s'était tendu à la fin de 1871, lors de l'exposé financier de M. Sella, devient moins considérable, l'agio monte et la rente descend.

ACHILLE MERCIER.

LOCAL GOVERNMENT AND TAXATION. Londres; Cassel Petter et Galpin; 1873.
1 vol. grand in-8°, édité par M. J. W. Probyn.

Le *Cobden Club* a récemment publié un nouveau volume de ses précieux *Essays* : il a pour objet les institutions locales et la taxation locale, tant dans les Trois-Royaumes et leurs colonies australiennes, qu'en Belgique et en Hollande, en France, en Russie, en Espagne et en Allemagne.

Comme ses prédécesseurs, ce volume est un recueil de travaux dus à différents écrivains. Il s'ouvre par l'*Essai* de M. George Brodrick, sur les institutions locales de l'Angleterre proprement dite. C'est un morceau d'une véritable valeur historique, où les annales de ce gouvernement, *Local Government*, pour employer l'expression même de nos voisins d'outre-Manche, sont déroulées, et leurs traits caractéristiques fixés depuis la période saxonne jusqu'à ces derniers jours. C'est tout plaisir et tout profit que de suivre un pareil guide qui sait être érudit sans pédantisme, et dont l'esprit sagace démêle, sans s'y égarer, des origines difficiles et encore un peu obscures, quoi qu'ait fait la science moderne pour y porter tout son jour. Pour M. Brodrick, comme pour Mirabeau et pour Alexis de Tocqueville, les institutions locales forment un intermédiaire indispensable entre l'État et les personnes; elles sont « le boulevard permanent de l'ordre social, l'école « nationale de la liberté civile ». Le publiciste anglais nous montre les bourgs et les districts ruraux de la Grande-Bretagne en possession, avant la conquête normande, d'un véritable *Self Government*, qui s'exerçait, d'ailleurs, avec plus de sécurité dans les bourgs, où il pouvait

mieux résister aux entreprises des nobles et se plier aux exigences d'une concentration raisonnable. C'est pourquoi, et aussi parce que la *Bourgeoisie* prêtait son aide à la couronne dans la lutte de celle-ci contre les grands barons, que les villes virent peu à peu leurs franchises se fortifier sous les rois normands et les premiers Plantagenets, tandis que ces mêmes franchises s'affaiblissaient, au contraire, dans les campagnes. Qu'on prenne la charte municipale de Lincoln, par exemple, on y voit inscrit en toutes lettres ce principe de la représentation populaire, qui ne devait prévaloir que cinquante ou soixante ans plus tard dans le gouvernement général du pays. Il régnait même dans ces bourgs une atmosphère de liberté et d'égalité, qui rappelle à M. Brodrick l'Athènes de Périclès, ou la Florence de Dante, comme nous autres Français, elle nous fera souvenir de ces communes jurées du bord de la Loire, dont Augustin Thierry a retracé, de sa plume magistrale, l'émouvante et instructive histoire.

Un élément que M. Brodrick qualifie d'oligarchique, s'était toutefois introduit peu à peu dans l'organisation des bourgs par le moyen surtout des associations marchandes connues sous le nom de Ghildes. Dès la fin du quatorzième siècle et pendant tout le quinzième, on vit les plus riches membres de ces Ghildes se former de leur autorité propre en conseil municipal, *Town Council* « et usurper la puissance qui jus- » qu'alors avait résidé légalement dans l'universalité des habitants, ou » tout au moins dans la masse des chefs de ménage. » Cette révolution ne s'opéra pas sans rencontrer des résistances, parfois très-vives, et dont les annales de Londres offrent plus d'une trace. Mais à mesure que la couronne et le Parlement prenaient plus d'ascendant et de force la lutte devenait plus difficile, et les Tudors vinrent mettre le poids de leur volonté despotique du côté des maires et des conseils municipaux, qu'ils s'arrogeaient le droit, dans diverses chartes, de désigner eux-mêmes, pour la première fois du moins.

De la Réformation au mémorable *Reform Act* de 1832, qui a touché à tant de choses, l'histoire du gouvernement local en Angleterre n'a pas été féconde en grands événements. La fondation de l'assistance publique et son développement anormal, l'extension progressive de la juridiction des juges de paix dans les comtés, la décadence, enfin des institutions municipales dans les bourgs, et c'est tout. C'est de la *Poor Law* de la reine Élisabeth qu'on peut dater l'érection de la paroisse en unité locale, aussi bien que l'ingérence définitive dans les affaires du comté, d'une magistrature non élective, dont les attributions ne cessèrent de croître en importance, sous les Stuarts et sous les princes de la maison de Hanovre, au point de devenir si absorbantes pour ceux mêmes qui les exerçaient, qu'en 1765, au témoignage de Blackstone, « bien peu de » gens se souciaient de les exercer et moins encore en étaient vrai-

« ment capables. » Quant au *Reform Act* de 1832, M. Brodrick l'appelle « le plus important de tous dans l'histoire du gouvernement local « de l'Angleterre, » mais il regrette que « cette reconstruction com-
« plète ait été faite tout à fait sans plan, et d'après des principes em-
« piriques. » Regarde-t-on la manière dont ce régime fonctionne dans les plus grandes villes, à Liverpool, à Manchester, à Birmingham, par exemple? On en est entièrement satisfait à tous égards. C'est tout autre chose dans les comtés : ici, le gouvernement local n'existe plus pour ainsi dire, et l'on peut ajouter, à prendre les choses dans leur ensemble, que les tentatives de centralisation du gouvernement central deviennent de jour en jour plus fréquentes et plus hardies.

M. Alexandre M'Neel-Caird, qui s'est chargé de l'Ecosse, et M. W. Neilson Hancock, qui s'est occupé de l'Irlande, n'ont accordé que peu d'attention à la partie historique de leur sujet. En revanche ils l'ont épuisé, on peut le dire, sous le rapport de l'organisation administrative et du régime fiscal. Ils n'ont omis aucun des rouages du *Local government* sur la rive gauche de la Tweed et sur le bord occidental du canal Saint-Georges; aucune des autorités qui s'en partagent l'exercice; aucune des taxes dont il dispose; aucune des dépenses auxquelles il pourvoit. Il y a dans chacun de leurs *Essays* des pages tout entières composées de chiffres très-instructifs. On en jugera par les suivants. Le budget de la taxation locale s'est élevé pour l'exercice 1872-73 au chiffre total de 32,529,076 liv. sterling comme recettes (832,726,900 francs) et de 32,904,076 comme dépenses (824,851,900 francs). Les recettes dérivent des quatre sources suivantes : la propriété mobilière... 18,571,538; les péages et les droits frappant le trafic... 3,056,752; les droits sur les charbons et les vins, payables à Londres... 328,741; les emprunts... 9,871,545. En Écosse, on trouve la taxe des pauvres qui produit 790,370 liv. st.; la taxe sanitaire... 35,522; la taxe scolaire... 280,000; les contributions immobilières... 815,788; les péages et les redevances routières... 402,093. En Irlande, enfin, l'ensemble de la taxation locale, les emprunts non compris, donne une recette totale de 2,905,250 liv. st. (72,631,250 francs). tirées pour les 81 centièmes des contributions directes (*Taxes on Real Property*) : pour 15 des péages, du timbre, des amendes, des droits sur les denrées et marchandises; pour 4 de taxes diverses, telles que celle des chevaux et voitures. Elle représente 10 shillings 9 deniers (13.40 francs), par tête d'habitant, tandis qu'en Angleterre, cette proportion de liv. st. 1, 10 sh., 10 den., soit 38,50 fr.

Passons sur les *Provincias*, ou départements, et sur les *Municipios* ou communes espagnoles. Non que l'*Essay* que le señor Moret Y Prendergast ne soit pas d'une lecture intéressante, mais dépendait-il de l'écrivain de décrire comme autonomes des institutions, qui le furent jadis, mais qui à cette heure ne sont autre chose qu'une émanation de l'auto-

rité publique et un démembrement du pouvoir central ? « La vie politique en Espagne, nous dit M. Moret y Prendergast, découle exclusivement de la constitution, et chaque révolution nouvelle remaniant celle-ci, touche du même coup à l'organisation du département et de la ville. » C'est un spectacle auquel, de ce côté des Pyrénées, on est également très-familier. Pour ne pas y être aussi communes que de l'autre, les révolutions ne laissent pas d'y être fréquentes, et chaque nouveau pouvoir, selon son tempérament plus ou moins libéral, allonge ou retire la courroie à laquelle la commune est attachée; mais il n'est encore venu à aucun d'eux la pensée de la couper net. Serait-ce en Prusse, où nous conduit M. Morier, chargé d'affaires de S. M. B. à Munich, dans un travail d'une érudition peu commune, mais quelque peu pesante, que nous retrouverons l'autonomie locale de la Grande-Bretagne ? Il n'y a pas d'apparence : ni le père de Frédéric II, ni Frédéric lui-même n'avaient la moindre cure des libertés locales, et le Danois Stein, qui contribua tant, après le désastre d'Iéna, à relever la monarchie prussienne, était également un esprit autoritaire et centralisateur. On lui doit cependant le *Stadt de Ordnung* de 1808, qui établit pour les grandes villes un régime fort libéral, et qui subsiste encore. M. Morier, malgré toute sa bonne volonté pour la Prusse, confesse « que c'est la seule trace de *Self Government réel et vivant* ». La grande loi de 1872 l'embarrasse singulièrement : il voudrait bien la louer, mais on dirait qu'il se trouve dans le même embarras que le garde-française de la chanson, qui aurait bien voulu embrasser certaine dame, *mais n'osait le lui dire*. D'autre part, M. Morier ne se résigne pas à en parler mal. En fin de compte, il formule cette conclusion générale, c'est « que si les ancêtres des Anglais actuels ont suivi la bonne route, en fait de gouvernement local, les Teutons, leurs parents, ont pris la mauvaise. » Ne serait-ce pas, ce dont, depuis les triomphes prussiens, on ne se souvient plus assez sur l'autre bord de la Manche, que les Anglais du dix-neuvième siècle comptent parmi leurs ancêtres, des Celtes, des Danois, des Normands, en même temps que des Teutons brutaux et cupides ?

Trois grandes mesures conserveront à la postérité le nom d'Alexandre II, le czar actuel de la Russie : la réforme judiciaire de son vaste empire, l'émancipation des serfs et la tentative de doter le pays d'un ensemble d'institutions locales appropriées à ses besoins et à son passé. Il faut en lire l'histoire dans le très-intéressant *Essay* de M. Asthon Wenworth Dilke. Par malheur, on s'en est peu occupé en dehors de la Russie, et en Russie même elle n'a pas eu tout le succès qui lui était dû. Elle s'est heurtée à divers obstacles, entre autres à la mauvaise volonté de la noblesse russe, ainsi qu'à l'apathie des fonctionnaires impériaux eux-mêmes chargés pourtant de lui aplanir la voie et d'en assurer la réussite.

AD. FROUT DE FONPERTUIS.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE: La situation de l'Europe. — Discours du czar et de l'empereur d'Allemagne. — Déclaration du ministre des affaires étrangères. — La rentrée des Chambres. — L'élection de 33,000 maires. — Les attributions financières du Sénat. — Ajournement des propositions relatives à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur le capital. — Les élections favorables au parti progressiste et au libre échange en Italie. — Mort du cardinal Antonelli. — Crise financière du Chili. — Réorganisation des directions au ministère des travaux publics. — Les discussions sur l'or et sur l'argent.

Nous écrivions il y a un mois à cette place : « Les craintes de guerre générale s'éloignent » ; mais, quelques jours après, des symptômes alarmants produisaient une panique et une forte baisse des fonds publics et des valeurs, à la suite de la nouvelle du refus, par le gouvernement russe, de l'armistice de six mois proposé par le gouvernement turc.

Peu après, le général turc Abdul-Kirm continuant à obtenir des avantages et le général Tcherniaïeff, commandant l'armée serbe et les volontaires russes, continuant à en perdre, notamment à la fin d'octobre, la diplomatie russe s'est montrée de meilleure composition. Un armistice de deux mois a été accepté des deux parts; les cabinets européens sont à l'œuvre, et une conférence doit se réunir.

L'empereur de Russie, venant de Livadia, a fait aux représentants de la noblesse et à ceux du conseil municipal de Moscou une allocution dans laquelle, après avoir traité les Monténégrins de héros, il a avoué n'en pouvoir dire autant des Serbes, « malgré la présence dans leurs rangs des volontaires russes (nos volontaires, a-t-il dit), dont beaucoup ont versé leur sang pour la cause slave ». Il a ajouté que les intérêts russes lui tenaient le plus à cœur, et qu'il voudrait jusqu'à la dernière limite épargner le sang russe; toutefois, comme il désire obtenir des garanties pour les chrétiens d'Orient, il donne positivement à entendre qu'il fera la guerre, « avec la conviction que la Russie tout entière répondra à son appel, s'il le juge nécessaire, et si l'honneur de la Russie l'exige ».

Ces paroles sont fort élastiques; ont-elles pour but de satisfaire cette partie de l'opinion russe qui a provoqué l'équipée des Serbes et se trouve humiliée des succès de Tcherniaïeff? Sont-elles la véritable expression des sentiments d'Alexandre II? A quel point

celui-ci trouve-t-il que les intérêts et l'honneur de la Russie sont engagés? C'est ce qu'il est fort difficile de préciser.

En fait, les volontaires russes, qu'on nous disait être si nombreux, n'ont pas dépassé deux mille, au dire de leur général, qui est un brouillon fort gênant aux yeux d'une partie de ses compatriotes.

D'un autre côté, le comte Beaconsfield (M. Disraeli) a pris la parole au banquet annuel que le lord maire donne aux ministres. Après avoir retracé les diverses phases de la question d'Orient depuis un an, le chef du cabinet a exprimé le ferme espoir qu'on évitera la guerre, en ajoutant que l'Angleterre n'aurait rien à gagner à un conflit européen, et que son intérêt ne serait engagé que si l'on voulait « porter atteinte à l'intégrité de son empire ».

Ceci est encore fort élastique, car quelque autre lord de la Trésorerie pourrait voir qu'il y a quelque chose à gagner. Et l'intégrité de l'empire, qu'est-ce? La conçoit-on avec une autre suprématie à Constantinople et en Égypte?

M. Disraeli a ensuite tenu à dire que si le conflit survient, aucun pays n'est si bien préparé pour la guerre que la Grande-Bretagne, et qu'une fois la lutte entamée, l'Angleterre la continuerait jusqu'à ce que « l'œuvre de justice fût accomplie ».

En ouvrant le Parlement allemand, M. Hoffmann a lu un discours de l'empereur, hiéroglyphique, comme toujours, avec une phraséologie pacifique.

M. le duc Decazes a fait à la Chambre des députés une déclaration dans laquelle il a bien positivement exprimé la neutralité de la politique du cabinet français.

Ces paroles sont à la paix; les sentiments anglais et russes sont bellicieux, mais les intérêts et les faits sont pacifiques. Espérons que les négociations et les réflexions de l'hiver maintiendront au moins l'Europe dans cette situation qui n'est pas bonne, puisque l'inquiétude est dans les esprits, mais qui peut s'améliorer si le czar et le sultan sont bien inspirés et bien conseillés; le czar, surtout, dont la politique a jusqu'ici manqué de franchise.

— Les vacances des chambres françaises sont passées et leur rentrée a eu lieu sans aucune de ces intrigues dont on était habitué à voir le développement au commencement de chaque session depuis cinquans. Entre temps, les conseils municipaux des 33,000 communes qui ne sont pas chefs-lieux de canton, d'arrondissement et de département, ont nommé leurs maires, sans qu'il en soit résulté la moindre inquiétude.

La Chambre des députés a repris la discussion du budget qui sera bientôt soumis au Sénat, lequel n'aura, cette année, que

très peu de temps à consacrer à cet examen. La presse quotidienne discuter fort sur ce sujet, ainsi que sur les attributions financières de la seconde Chambre qui vont se trouver déterminées par les précédents et par la nature des choses. Le Sénat a certainement le droit de tout contester ; mais il n'en aura ni le temps ni l'intention, et les orages qu'on annonce pourront bien s'évanouir sans conflit.

— La commission des finances de la Chambre des députés a eu à discuter ont deux systèmes d'impôt sur le revenu qui lui ont été proposés par deux de ses membres, MM. Gambetta et Rouvier, ainsi qu'un impôt sur le capital, proposé par M. Menier, qui est aussi leur collègue. Ces divers projets, n'ayant point été adoptés par la commission, restent à l'état d'étude et il n'en sera point question pour le budget de 1877 ; le *Journal des Economistes* a tout le temps de s'en occuper.

— Les élections ont été favorables aux progressistes en Italie ; le cabinet Depretis-Mancini, qui aura une grande majorité, est mis en demeure de mieux faire que le cabinet Minghetti-Sella, notamment dans cette grosse affaire du traité de commerce, où nous espérons le voir rompre avec la soi-disant économie politique nouvelle qui veut nous ramener au protectionnisme et à la réglementation, sous le couvert de l'équilibre financier et de la tutelle des classes laborieuses.

— La politique intérieure et romaine va bénéficier de la mort du cardinal Antonelli, qui aura su gagner plus de millions de francs à sa famille que de partisans à la cause de l'église catholique, qu'il a désunie et compromise par son esprit d'étroite réaction. Il laisse, dit-on, 20 millions ; il ne serait pas inutile de savoir comment un cardinal, très-occupé des affaires du pape et de l'emploi du denier de Saint-Pierre, peut accumuler de telles sommes.

— La mort de M. de Franqueville, qui dirigeait au ministère des travaux publics le service de toutes les voies de communication, a amené une réorganisation depuis longtemps réclamée. Cet important service a été divisé et le personnel supérieur a été modifié. Nous reproduisons le rapport du ministre à ce sujet et le décret qui l'accompagne.

M. de Franqueville, qui s'était fait depuis vingt ans une situation de mandarin omnipotent, laisse pour les chemins de fer une organisation des plus compliquées. Nos lecteurs ont pu en juger par les articles qui ont été publiés dans ce recueil. Dans ce numéro

même, ils trouveront la lettre d'un de nos collaborateurs, signalant une grosse difficulté qui surgit à l'horizon.

—L'or et l'argent restent à l'ordre du jour. Notre dernier numéro contenait un projet de loi sur la refonte des monnaies en France. Dans celui-ci, nous consacrons à ces deux métaux un article relatif à ce qu'on dit et pense à leur égard aux États-Unis. Nous reproduisons un nouveau plaidoyer du plus vaillant bi-métalliste (avec rapport légal) qui se soit encore produit. Dans sa dernière séance, la Société d'Économie politique a fait de cette question l'objet de sa discussion mensuelle.

— Nous parlions, dans notre dernier numéro, d'une crise financière qui a récemment sévi en Portugal. Nos lecteurs trouveront dans un article qui précède cette chronique d'intéressants aperçus sur une crise du Chili, que nous nous bornons à mentionner en finissant.

Paris, 14 Novembre 1876.

J^{ph} G.

Le Gérant : PAUL BRISSOT-THIVARS.

JOURNAL DES ÉCONOMISTES

LA VIE ET LES TRAVAUX DE M. WOŁOWSKI⁽¹⁾

I.

Mesdames et messieurs, j'ai éprouvé, il y a cinq ans, une grande émotion lorsque j'ai dû prendre la parole à la place du professeur qui, pendant trente-deux ans, a occupé cette chaire et dont la science, les convictions profondes, la parole communicative donnaient à ses leçons un si puissant attrait. J'éprouve aujourd'hui une émotion non moins profonde et plus pénible. Wołowski n'est plus ; ses amis l'ont conduit, il y a trois mois, à sa dernière demeure. Lorsque nous nous trouvons réunis, pour la première fois depuis sa mort, près de la chaire qui a été le centre de son activité scientifique, nous devons, vous et moi, un hommage à sa mémoire, et je me propose de consacrer cet entretien au souvenir de la vie et des travaux de Wołowski. Mais ce n'est pas sans un sentiment douloureux que l'on parle de l'ami qu'on vient de perdre, et j'ai la crainte de rester au-dessous de l'impression que je voudrais vous laisser en essayant de vous raconter en si peu de temps une existence si laborieuse et si remplie.

Sous la Restauration, un ministre dont le nom reste dans l'his-

(1) Leçon d'ouverture du Cours d'économie politique et de législation industrielle au Conservatoire des Arts et Métiers.

toire pour désigner la période la plus libérale du gouvernement de Louis XVIII, le comte, depuis duc Decazes, avait fondé au Conservatoire des Arts et Métiers, « un enseignement public et gratuit pour l'application des sciences aux arts industriels. » Il pensait avec raison que, dans un temps où la science transformait et fécondait l'industrie, il importait d'en répandre les notions élémentaires ailleurs que dans les collèges, et que surtout dans une ville où se pressait une si nombreuse et si active population d'ouvriers, d'artisans, de manufacturiers, il y avait un intérêt national à en montrer d'une manière précise les applications multiples et à initier les producteurs à la fois et aux lois physiques qui régissent la matière de leur travail, et aux lois économiques qui président au travail lui-même. Aussi, au musée et à la petite école qui constituaient jusque-là le Conservatoire, avait-il ajouté trois cours publics, un pour la mécanique, un pour la chimie, un pour l'économie industrielle.

Charles Dupin, Clément Desormes, Jean-Baptiste Say, avaient été les premiers professeurs de cette Sorbonne de l'industrie, dans laquelle tant de générations de jeunes gens sont venues successivement puiser les éléments de leurs connaissances scientifiques ou compléter leur instruction professionnelle, et qui a été ainsi, depuis plus de cinquante ans la source première de tant de forces productives et de tant d'inventions. L'expérience n'avait pas tardé à démontrer l'utilité d'un enseignement plus développé; la physique avait eu une chaire que Pouillet occupa dès la fin de la Restauration, et quelques cours annexes avaient été inaugurés en 1836.

Sous le règne de Louis-Philippe, un ministre qui était un des principaux manufacturiers d'une de nos grandes cités industrielles, Cunin-Gridaine, compléta cette institution; il créa cinq chaires nouvelles, puis une sixième par une ordonnance subséquente. Une des cinq chaires était consacrée à la législation industrielle. Le ministre voulait que les auditeurs du Conservatoire pussent connaître non-seulement les sciences appliquées et l'économie industrielle, mais la législation qui régit le travail, les principes sur lesquels elle repose et les améliorations qu'elle peut recevoir: il regardait cet enseignement comme un complément nécessaire de leur instruction professionnelle, et pensait que les législateurs eux-mêmes pourraient y trouver d'utiles indications.

Un homme se trouvait désigné par la nature particulière de ses travaux pour occuper une pareille chaire: c'était Wolowski. Mais, en 1839, Wolowski était un jeune homme de 29 ans. Pour une mission délicate qui exigeait la maturité de l'esprit et la modération du bon sens, l'âge était un obstacle. La considération du

talent l'emporta, et le jeune professeur commença, au mois de novembre 1839, le cours de législation industrielle dont il allait être le fondateur.

Les premières étapes de la vie sont d'ordinaire les plus difficiles à franchir. La jeunesse s'en plaint ; quelquefois l'amertume de ses plaintes naît d'un sentiment d'envie contre ceux qui occupent quelque rang dans la société, ou la conduit à un désespoir qui paralyse ses forces. Si elle savait quels labeurs, quelles déceptions momentanées et même quelles privations cachent les débuts de la plupart de ceux qui sont dits les fils de leurs œuvres, elle comprendrait mieux que le succès peut être une récompense légitime, et elle puiserait peut-être dans cette connaissance une énergie plus persévérante pour soutenir elle-même la lutte.

Combien ces étapes n'ont-elles pas dû être rudes pour un jeune homme né sur une terre étrangère, ruiné par une révolution, proscrit dans son pays, isolé dans le nôtre ? Telle était cependant la situation de Wolowski lorsqu'il se fixa en France, et la rapidité de son succès ne s'explique que par de remarquables facultés et par un travail opiniâtre, sans lequel les facultés naturelles restent stériles. A ce titre, Messieurs, sa vie peut vous être racontée comme un exemple et comme une leçon.

II

Louis-François-Michel-Raymond Wolowski était né à Varsovie le 31 août 1810. L'ancien royaume de Pologne, qui avait été pendant plusieurs siècles l'avant-garde de la civilisation chrétienne en orient, n'existait plus ; mais les victoires de l'empire avaient fait revivre, par les traités de Tilsitt et de Vienne, une partie de la nationalité polonaise sous le nom de grand-duché de Varsovie. Depuis la campagne de 1806 jusqu'à la retraite de Russie, la politique française dirigea les destinées de cette contrée ; et, quoique les espérances des Polonais n'eussent été qu'incomplètement réalisées par Napoléon, et que les revers de l'année 1812 eussent anéanti le grand-duché, les idées françaises conservèrent de chaleureuses sympathies sur les bords de la Vistule. L'enfant y grandit entouré de ces sentiments, dans une famille dont le patriotisme ne séparait pas l'amour de la France de celui de la Pologne, et dont le chef, François Wolowski, était un jurisconsulte éminent, également versé dans la législation des deux pays.

Le père, qui voulait donner à son fils une forte instruction classique, pensa qu'il ne la trouverait nulle part plus complète et plus conforme à ses projets d'avenir qu'à Paris, et, dès l'âge de 12 ans, Louis fut placé dans l'institution Gase qui suivait les cours du collège

Henri IV. Ce collège, dirigé par M. de Wailly, jouissait d'une grande réputation : le duc d'Orléans y avait envoyé ses enfants, convaincu que le meilleur moyen de former l'esprit des jeunes princes dans notre société moderne était de les faire participer à l'éducation commune. Wolowski se plaisait plus tard à rappeler qu'il avait été le condisciple de l'ainé. Il aimait aussi à parler de ses travaux et de ses succès d'écolier, du concours général où il avait été envoyé chaque année, et des prix qu'il y avait remportés. Il racontait à ce sujet un fait qui avait laissé une vive impression dans son esprit. Quelques jours avant la composition, il rêva qu'il était déjà dans la salle et qu'on donnait pour sujet les Croisades. Le lendemain, notre collégien étudiait avec ardeur la question qui était en effet au nombre de celles qui avaient le plus de chances d'être données; le hasard voulut qu'en effet elle le fut, et Wolowski eut le prix. Il fut dans toutes ses classes un brillant élève. Il a toujours conservé de ses maîtres un souvenir affectueux. Je l'ai vu quarante ans plus tard faire l'éloge de son ancien professeur d'histoire, auquel il songeait à préparer une candidature à l'Académie; le maître, qui l'ignorait sans doute, est mort sans avoir pu profiter de cette disposition favorable; mais l'ancien disciple avait apporté dans la poursuite de cette affaire l'ardeur qu'il mettait toujours à rendre un service.

A dix-huit ans, il terminait ses études classiques, et il rentrait en Pologne pour suivre les cours de droit et prendre ses grades à l'université de Varsovie. Il trouvait la situation bien changée, la cérémonie du couronnement et la convocation de la diète différées depuis quatre ans par l'empereur Nicolas, la jeunesse ardente dans l'opposition, et je laisse à penser quel rôle il dut prendre au milieu de ses nouveaux condisciples, arrivant de Paris, et tout plein du souffle libéral qui animait alors l'Université de France, et qui, de la chaire des Guizot, des Cousin, des Villemain, passait jusque dans les collèges.

Le contre-coup de notre révolution de juillet 1830, qui se fit sentir dans la plupart des Etats remaniés par les traités de 1815, ébranla profondément la Pologne. Elle crut le moment venu de rompre le pacte qui la liait au souverain de la Russie, son ancienne ennemie, et qu'elle accusait celle-ci d'avoir violé. Une insurrection, déjà méditée depuis plusieurs années par les membres de l'association pour l'indépendance nationale qui appartenaient pour la plupart à la noblesse territoriale, à la bourgeoisie des villes et à la jeunesse des écoles, fut résolue. La police faisait de fréquentes arrestations, surtout parmi les étudiants de l'université. Wolowski, que son éducation française rendait suspect de libéralisme, fut

enfermé dans la prison des Carmes, où il resta plus d'un mois, d'où il pouvait être tiré à chaque instant par une sentence de mort. Le désir de sauver les prisonniers fit éclater brusquement la révolution. L'histoire a raconté le reste : le manifeste proclamant la déchéance de Nicolas, les premiers succès de l'armée polonaise à Grochow, à Ostrolenka, puis la marche de Paskiewitch par la rive gauche de la Vistule.

Wołowski, arraché des mains de ses geoliers qui l'avaient un moment ressaisi, avait aussitôt pris les armes, comme la plupart des étudiants de l'université. Il avait deux frères, plus jeunes que lui, qui tous deux suivirent son exemple. Lui-même, nommé bientôt capitaine d'état-major, fut à cause de ses études de droit, rappelé à Varsovie où il exerça quelque temps les fonctions de vice-maire des requêtes au Conseil d'état et d'où il partit avec le titre de premier secrétaire de légation, pour accompagner le général Kniaziewicz et le comte Plater, délégués par le gouvernement provisoire de Pologne auprès du gouvernement français.

Après le premier élan de l'enthousiasme patriotique, les esprits sages avaient compris que la Pologne était incapable de lutter seule contre son formidable adversaire, et qu'après s'en être fait un ennemi irréconciliable par le vote de la déchéance, elle n'avait d'espérance de salut que dans l'intervention de l'Europe. C'était naturellement vers la France que se tournèrent tout d'abord ses prières comme ses sympathies. Mais la France, dont le roi sentait tout le prix de la paix au début d'un règne, ne pouvait songer à entreprendre une guerre aussi lointaine en laissant derrière nous l'Angleterre neutre et mécontente, et en faisant franchir à nos flottes la Baltique ou à nos armées l'Allemagne, malgré la Prusse ouvertement hostile et malgré l'Autriche plus hésitante, mais intéressée comme sa voisine au maintien du partage. Après avoir héroïquement lutté pendant dix mois, la Pologne, abandonnée à elle-même, succomba.

La France put du moins donner asile aux proscrits ; elle le fit avec enthousiasme. Les Polonais, qui avaient à déplorer la perte de leur patrie, et presque tous celle d'une fortune personnelle, trouvèrent au milieu de nous un accueil chaleureux qui adoucit la rigueur de leur sort. Ils eurent cependant de rudes épreuves à traverser ; l'exil en a toujours. Mais ceux qui surent appliquer leur intelligence et qui ne craignirent pas le travail, se firent une place honorable dans la société française ; plusieurs même y ont prospéré. Aucun ne s'est élevé aussi haut que Wołowski dans l'estime et dans les dignités de la nouvelle patrie.

Ce n'est pas que ses débuts aient été moins pénibles que ceux de

ses concitoyens. Il se trouvait à Paris, à vingt et un ans, seul, proscrit, condamné à mort par contumace, sans argent, n'ayant plus à compter que sur lui-même. Son père, qui avait été un des membres les plus influents de la diète polonaise, parvenait non sans peine à se dérober à l'ennemi; plus tard, sa mère venait le rejoindre avec ses trois autres enfants, et la famille se trouvait de nouveau réunie à Paris; mais il fallut plusieurs années avant de recouvrer quelques débris de la fortune perdue.

Louis se mit immédiatement à l'œuvre. Il parvint, à force de travail, à franchir en moins de deux ans les degrés de l'École de Droit et à passer son examen de licence. Il lui avait fallu une dispense, mais non une faveur; ses examinateurs lui donnèrent toutes boules blanches, et l'un d'eux, M. Bravard, le rencontrant dans la cour, le complimenta en lui disant: « Si je vous ai poussé plus que je n'aurais dû, Monsieur, c'est qu'en vous entendant je croyais que vous passiez votre doctorat. » A la même époque, il entra comme secrétaire dans le cabinet de M^e Dalloz qui était un des plus renommés parmi les avocats au Conseil d'Etat, Il y resta peu d'années, parce que le genre de travail convenait mal à son ardente activité, mais il sut s'y faire apprécier par son chef qui devint son protecteur, et y nouer des amitiés qui l'ont suivi pendant toute sa carrière.

C'est là qu'il conçut le plan de sa revue de législation. Sous la Restauration, la *Thémis* avait pendant onze ans initié les Français aux travaux juridiques de l'Allemagne sur le droit romain; elle avait cessé de paraître en 1830. Il y avait une place à prendre, et Félix, qui venait de fonder la *Revue de droit français et étranger*, ne la tenait pas tout entière. Quatre jeunes avocats du même âge associèrent leurs efforts pour l'occuper: Wolowski, Pont, Sacaze, Rodière. Ils étaient sans fortune, sans nom, sans autorité. Wolowski, qui les dirigeait, avait alors vingt-quatre ans, et ils tentaient une œuvre difficile même pour des hommes jouissant de la réputation, celle de faire réussir un recueil périodique traitant exclusivement de questions sérieuses et spéciales. Mais ils avaient foi dans l'avenir. Wolowski, qui avait conservé depuis le collège un goût particulier pour l'histoire et qui avait sur ses compagnons l'avantage d'avoir vécu dans différents pays et de parler plusieurs langues, était surtout convaincu que le domaine du droit pouvait être agrandi et la législation française améliorée par l'étude comparative des législations étrangères.

« Histoire et philosophie du droit, écrivait-il dix ans après, législation comparée, discussion des questions les plus importantes du droit actuel en matière civile, commerciale, criminelle et ad-

ministrative, examen critique des projets de loi présentés aux chambres, de la doctrine des auteurs et de la jurisprudence des arrêts, analyse des travaux de droit publiés à l'étranger, et compte-rendu des séances de l'Académie des Sciences morales et politiques, tel est le cadre de cette publication. » Elle le remplit dès les premières années, et la *Revue de législation et de jurisprudence* conquiert bientôt un rang si honorable que les jurisconsultes les plus autorisés, comme les jeunes savants qui devaient un jour faire autorité dans la science, vinrent à elle, et qu'elle compta au nombre de ses collaborateurs Troplong, Ch. Giraud, Faustin-Hélie, Ortolan, Laboulaye, Dufour, Championnière. Un bon juge dans ces matières, Lafferrière, a caractérisé ainsi l'œuvre : « La *Revue de législation* de M. Wolowski, a ouvert à la philosophie, à l'histoire du droit français, au droit administratif, à l'économie politique dans ses rapports avec les institutions civiles et administratives, une voie large et féconde. »

Elle a marché dans cette voie avec le même succès d'estime pendant plus de dix-huit ans, jusqu'en 1853, époque où elle s'est fondue avec un autre recueil beaucoup plus récent, la *Revue critique*, pour devenir la *Revue critique de législation et de jurisprudence*; et, pendant ces dix-huit ans, Wolowski n'a pas cessé de la diriger et de fournir une large part à la collaboration des quarante-six volumes qui forment sa collection.

Le premier numéro parut au mois d'octobre 1834. Wolowski venait d'être naturalisé français. Il avait épousé, l'année précédente, Mlle Laure Guérin, sa cousine, et il était père. Fonder une famille à cet âge et sans ressources pouvait paraître de la témérité; mais Wolowski avait besoin d'affections, et il se sentait assez d'énergie pour suffire à sa tâche. Il avait une vigueur de santé, une puissance de travail, une facilité de plume qui étonnaient ses amis. Après avoir donné sa journée aux affaires, il était toujours prêt à consacrer sa soirée aux relations du monde, sans que la fatigue pût l'arrêter ni même l'atteindre. Il réservait une partie de ses nuits au travail, et même lorsqu'il rentrait tard, il reprenait encore la plume et demeurait de longues heures à son bureau. Cependant il restait régulièrement chez lui chaque fois qu'un numéro de la *Revue* était sur le point de paraître. Ce soir là, les jeunes rédacteurs se réunissaient dans son petit appartement de la rue des Beaux-Arts, et, comme ils n'étaient pas assez riches pour payer un commis, ils mettaient eux-mêmes les bandes et les adresses. Chacun s'y prêtait gaiement, et sa jeune femme, qui les aidait, ajoutait par sa grâce au charme de la réunion. Dans la suite, tous se sont certainement rappelé plus d'une fois, comme aimait à le faire Wolowski, ces soirées

intimes, où la jeunesse et l'espérance rendaient la pauvreté légère.

La réputation vint avant la richesse. Encouragé par le succès, Wolowski voulut être propriétaire d'un journal quotidien, le *Journal général des tribunaux*, dont il fut pendant près d'un an le directeur et qu'il eût continué en le réunissant avec le *Droit*, si un malentendu, au moment de l'adjudication, en 1837, n'eût fait passer entre les mains d'un autre une propriété qui commençait à fructifier dans les siennes. C'est là que Léon Faucher qui, plus âgé que lui de sept ans, s'était déjà fait un nom distingué dans la presse et qui était sur le point de devenir son beau-frère par son mariage avec Mlle Alexandra Wolowska, fit paraître ses premières études sur les prisons. Il entra alors au *Siècle*, où pendant plus de dix ans il fut chargé des comptes-rendus des Chambres: ingrate besogne qui exigeait une assiduité constante aux séances, et qui coûtait plus de peine qu'elle ne rapportait de renommée au rédacteur anonyme. Mais là, comme dans les autres étapes de sa carrière, il sut du moins se faire des amis; le rédacteur en chef du journal, député de la Vendée, M. Chambolle, compte au nombre de ceux qui lui sont restés le plus fidèlement dévoués jusqu'au dernier jour.

Lorsque la longue crise occasionnée par la révolution de 1830 eut passé, on avait vu, comme plus tard après la crise de 1848, se manifester un rapide essor des affaires et une fièvre de spéculation; les entreprises, bonnes ou mauvaises, étaient nées en foule, et les mauvaises avaient amené des fraudes et des déceptions. On sentit l'insuffisance de nos lois sur l'association. Wolowski qui, dans la *Revue*, traitait particulièrement les questions de législation industrielle et commerciale, se fit l'interprète de ce sentiment. Son article sur les sociétés par actions dans lequel il indiquait, suivant son habitude, non-seulement le mal, mais le remède, fit impression parmi les jurisconsultes et devint bientôt un des titres à la chaire que le ministre allait lui confier à la recommandation de M. Dalloz et presque créer pour lui. C'était en 1838. L'année suivante, à la suite d'une lecture qu'il fut admis à faire à l'Académie des sciences morales et politiques, et dans laquelle il s'appliquait, comme d'ordinaire, à montrer que les vrais fondements de la législation industrielle reposent sur les principes de l'économie politique, il fut surpris et très-flatté de recevoir une invitation à dîner du ministre des finances qu'il ne connaissait pas. « J'ai entendu votre lecture, lui dit celui-ci dans son salon; vous êtes dans une bonne voie, monsieur; la science économique, que vous comprenez et que vous cultivez, est une science nouvelle et mal connue; elle peut beaucoup pour l'amélioration de nos lois et pour le progrès de l'intelligence commerciale en France; il faut continuer à vous y

appliquer ». Ce ministre était M. Hippolyte Passy, membre depuis 1838 et aujourd'hui doyen de la section d'économie politique à l'Académie, qui, alors, comme toujours, se montrait bienveillant pour la jeunesse et sympathique pour les idées généreuses. Il devinait peut-être déjà dans ce talent naissant un futur confrère à l'Institut; mais il ne se doutait certes pas qu'un jour il aurait à porter le deuil de ce même jeune homme, devenu le beau-père de son neveu et l'un de ses meilleurs amis.

III

L'enseignement du Conservatoire ouvrit un champ plus large à l'activité de Wołowski sans en changer la direction. Dans sa chaire comme dans sa Revue, il resta ce qu'il a toujours été, économiste et légiste, s'appliquant à verser sur le droit industriel et commercial la lumière de l'économie politique et insistant d'autant plus sur cette dernière science qu'il sentait davantage la nécessité d'asseoir dans l'esprit de ses auditeurs les notions fondamentales. Il comprenait l'importance de ce principe pédagogique qu'avant tout il importe d'ouvrir des intelligences et de les diriger de manière à former un jugement droit; les détails se comprennent, et les conséquences s'enchaînent ensuite sans effort.

« La législation industrielle, disait-il dans sa leçon d'ouverture de l'année 1843, est destinée à formuler en dispositions pratiques les enseignements de cette science qui apprend comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses. C'est elle qui est appelée à régulariser le libre exercice des facultés productives au moyen d'institutions variées, qui sont le complément obligé de l'affranchissement du travail. » Dans la même leçon, il traçait le programme à remplir pour que cet affranchissement, qui est un des caractères principaux de notre société moderne, portât ses fruits. « La mission actuelle de la France, c'est l'amélioration du sort des classes laborieuses des villes et des campagnes, par la diffusion de la propriété, la liberté de l'industrie, aidée par le puissant levier de l'association, par l'instruction et par cette moralité qui naît de l'esprit de prévoyance et de la sécurité de l'avenir. » La mission que lui-même s'est donnée et qu'il accomplissait par son enseignement comme par ses écrits, c'était précisément de travailler à cette amélioration, à cette diffusion, à cette liberté, à cette instruction et à cette moralité, d'étudier, en vue du progrès de notre législation, ces institutions variées qui devaient être, selon lui, le complément obligé de l'affranchissement, et surtout, messieurs, de vous élever jusqu'à l'intelligence du mécanisme général de la production des richesses dans les sociétés humaines, afin de vous

faire comprendre les avantages du régime sous lequel vous vivez. Ce régime peut se définir par deux mots : science et liberté, c'est-à-dire savoir et pouvoir, et, c'est grâce à lui que les forces productives de la France, je dois ajouter pour être juste celles du monde civilisé tout entier, ont pris, depuis trois quarts de siècle, de si merveilleux accroissements.

A côté de Woloswki, dans la chaire qu'avait occupée jusqu'en 1832 J.-B. Say, Blanqui enseignait l'économie politique; il répandait à peu près les mêmes doctrines et charmait son auditoire en s'attachant surtout à poursuivre de sa verve spirituelle et mordante les adversaires de la liberté des échanges. Les deux professeurs se rencontrèrent plus d'une fois sur le même terrain. Mort en janvier 1854, Blanqui n'eut pas de successeur immédiat (1); on n'était pas bien persuadé alors qu'il y eût réellement une science économique, et l'on paraissait plus préoccupé de ne pas laisser substituer dans une chaire publique les allures de la polémique à la sérénité de l'enseignement que de répandre dans le peuple des notions exactes sur le travail et sur la richesse. Le sentiment se modifia, lorsqu'en 1860 le régime économique de la France eut été modifié, et, en 1864, le gouvernement rétablit officiellement, au Conservatoire des arts et métiers, l'enseignement de l'économie politique, en le confiant au professeur qui n'avait jamais cessé d'en propager la doctrine. La chaire reçut le titre qu'elle porte aujourd'hui : économie politique et législation industrielle, et Wolowski se sentit plus libre de suivre le plan qu'il s'était tracé dès le premier jour, et autorisé à donner un plus ample développement à la partie économique de ses leçons.

Il ne recherchait pas les grands effets oratoires. Il se plaisait dans le genre familier et il y excellait. Il avait la parole facile, toujours abondante, entraînant même lorsqu'il s'attachait à une démonstration, et que les faits, les arguments, les anecdotes propres à éclairer son sujet, se pressaient en foule dans sa pensée. Il ne craignait pas les digressions quand elles apportaient un enseignement. Il lui est arrivé plus d'une fois de commencer une leçon tout plein de la question qu'il allait traiter avec ses notes préparées devant lui; en parlant, un point particulier lui semblait-il obscur et cependant digne d'être mis en lumière, il le développait, l'éclairait dans tous les sens, et le développement était tel que ce point devenait la leçon entière. Il ne s'est jamais abaissé à flatter les passions de la multitude,

(1) Blanqui est mort en janvier 1854; depuis deux ans il était malade et il avait songé à se faire remplacer d'abord par M. Audiganne, ensuite par M. Joseph Garnier, qui devait aussi faire son cours à l'école supérieure de commerce.

parce qu'il était un de ceux qui ont une assez bonne opinion du peuple pour le croire capable de s'amender par l'instruction ; il voulait élever son auditoire jusqu'à lui, c'est-à-dire jusqu'à la conception des doctrines qu'il professait, et pour cela il ne lui ménagait pas les vérités, quelque dures qu'elles fussent. L'auditoire écoutait avec docilité et lui était attaché, parce que, sous la sévérité du langage, perçait toujours la bonté du cœur ; il sentait que le maître, sympathique aux souffrances des classes laborieuses, n'avertissait que pour améliorer.

Wołowski parlait comme il écrivait. Il y a des auteurs qui composent lentement, remaniant et raturant à plusieurs reprises, soucieux de satisfaire les délicats par une forme châtiée ; ils produisent peu, et leur réserve timide dégénère quelquefois en stérilité. Il y en a d'autres chez lesquels les idées abondent et qui les lancent en quelque sorte au combat à mesure qu'elles se forment ; ils veulent forcer l'opinion par le nombre et par les charges répétées de leurs arguments, et ils s'occupent moins de mériter la palme de l'élégance que d'assurer le triomphe de leur opinion ; ils dépensent plus de labeur pour étudier ou rassembler les faits et les raisonnements que pour les parer ; leur style a cependant ses qualités propres qui sont l'élan et le mouvement. Wołowski appartenait à la seconde catégorie. Homme d'action, il se proposait toujours un but pratique ; quand il faisait un article, il songeait le plus souvent à une réforme ou à une institution nouvelle à préparer ; une leçon, il avait en vue quelque travers à redresser ou quelque préjugé à déraciner.

Pendant trente-deux ans, Wołowski s'est donné avec cette infatigable ardeur à son enseignement du Conservatoire. Les générations d'auditeurs qui vous ont devancés sur ces bancs l'ont vu toujours à son poste, pendant les mauvais comme pendant les bons jours, rarement arrêté par la fatigue ou par la maladie. Il n'interrompt son cours qu'une seule fois, lorsqu'un mandat populaire l'appela à d'autres devoirs. Pendant les jours néfastes de la Commune, en 1871, l'ordre de suspendre les cours avait été donné ; Wołowski, qui l'ignorait, vint et trouva la porte fermée. Quelques auditeurs avaient fait comme lui. « J'étais venu pour faire mon devoir, vous étiez venus pour m'entendre, messieurs, je vous en remercie. »

En 1848, il fit aussi son devoir, non pas seulement en se présentant, mais en luttant énergiquement contre le débordement d'idées fausses qui effrayait alors la France. Les erreurs sociales sont de tous les temps ; ce sont des filles de l'ignorance que les préjugés de naissance, de condition ou de fortune nourrissent dans les rangs supérieurs comme dans les rangs inférieurs de la société, et que

parfois des passions haineuses exaspèrent. L'instruction a seule la vertu de les détruire. Mais celle-ci ne peut exercer son action qu'avec lenteur ; c'est en quelque sorte goutte à goutte qu'elle pénètre dans les intelligences préalablement ouvertes, et il faut du temps pour que la conviction, en se produisant, dissipe l'erreur. Le temps avait manqué. Les erreurs qui consistent à croire que l'Etat a le devoir et le pouvoir de fournir à tous les producteurs, de quelque ordre qu'ils soient, du capital, du travail et un salaire, de régler par ses agents les détails de la production et de la consommation et de faire disparaître la misère en supprimant la concurrence, erreurs que sont bien excusables d'accueillir pour une vérité ceux qui courbés sous le poids de la misère, et impuissants à discerner par eux-mêmes le faux, rêvent un meilleur avenir, s'étaient propagées longtemps dans l'ombre comme une sorte de foi mystérieuse ; elles faisaient tout à coup irruption au grand jour, et prétendaient s'imposer à l'administration de la France dont elles menaçaient de bouleverser l'état social et de tarir la richesse.

Pour se mettre en travers du torrent, il fallait un certain courage, celui que donnent à l'honnête homme une conviction fortement arrêtée par l'étude et la conscience d'un devoir à accomplir. Wolowski eut ce courage. Non content de résister dans sa chaire où son poste de professeur lui commandait de le faire, il se rendit à la « commission de gouvernement pour les travailleurs, » instituée au Luxembourg, où ces idées erronées régnaient souverainement, et où se préparaient des plans de réformes impraticables, fondés sur ce prétendu principe « que l'Etat, comme tuteur de la société entière, doit à tous ceux qui la composent des instruments de travail. » « Les hommes qui sont parmi vous ne sont responsables que de leur propre famille, avait dit le président en inaugurant les travaux de cette commission. Nous, nous avons accepté la responsabilité de régler le bonheur de toutes les familles de France. Voilà une grande et difficile tâche. » Wolowski, dans la séance du 20 mars 1848 (1), s'appliqua à montrer que c'était une tâche non seulement difficile, mais chimérique, et une entreprise dangereuse. « La grande révolution de 1789 nous a donné la liberté industrielle, dit-il ; améliorons-la, complétons-la ; la supprimer n'est pas le moyen de corriger ses abus. » Si les esprits prévenus de la commission ne goûtèrent pas tous ses arguments, le peuple de Pa-

(1) Le *Moniteur* du 24 mars reproduit inexactement l'opinion de M. Wolowski. Voir les articles de M. Léon Faucher dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} et du 15 août 1848 (*Note de l'Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789*, par M. E. Levasseur. T. II, p. 222).

ris, du moins, lui donna raison en le nommant par plus de 132,000 voix député à la Constituante.

Il n'avait pas d'ailleurs été le seul économiste à s'honorer par une telle conduite. Blanqui, dans sa chaire, avait montré la même fermeté de doctrine et de langage. Dans la presse, Frédéric Bastiat, Michel Chevalier, Léon Faucher, Louis Reybaud, A. Clément, Cherbuliez et d'autres écrivains plus jeunes, tels que Joseph Garnier, de Molinari, du Puynode, etc., avaient soutenu les droits du bon sens. Le bon sens a triomphé, et l'industrie n'a repris son essor que lorsque les intérêts privés ont été rassurés par le respect de la liberté. « *Le droit au travail* émane d'une idée fausse, disait peu de mois après Wolowski dans une célèbre discussion de l'Assemblée Constituante ; l'homme ne recherche pas le travail qui est la peine, mais le produit qui en est la récompense. Ce que la République doit développer, ce sont les *droits du travail* qui assureront une bonne répartition d'une production plus abondante. »

La liberté n'est pas, en effet, l'indifférence et l'abstention de l'État. Elle consiste dans un système d'institutions qui protège le libre jeu des forces individuelles et qui en favorise, autant que possible, la formation et le développement. Nul n'était plus désireux que Wolowski de compléter et de perfectionner ce système; aussi les questions relatives à la condition des ouvriers ont-elles été au nombre de celles qui l'ont toujours le plus attiré. Le tableau du paupérisme dans les Flandres à la suite de la transformation de l'industrie linière est le morceau qu'il a voulu placer en tête de son premier volume. Une des leçons d'ouverture auxquelles il attachait le plus de prix a été consacrée à l'organisation du travail, non pas à une organisation factice qui absorberait dans le monopole de l'État les forces vives de la nation, mais à une organisation par l'association volontaire et par l'ouverture de voies plus larges à la liberté : améliorer le travail offert, c'est-à-dire instruire les producteurs et leur procurer par la science des outils plus perfectionnés, augmenter le travail demandé, c'est-à-dire accroître le capital avec lequel on produit et multiplier les débouchés à l'aide desquels on écoule les produits, telle était la devise de cette leçon de 1844, dont les vues sagement réformatrices répondent d'avance aux erreurs de l'organisation du travail, prônée en 1848. Ses études sur le travail des enfants dans les manufactures, son concours empressé en vue d'organiser des conférences populaires sur l'économie politique, à l'Association polytechnique et à l'asile de Vincennes, son zèle pour la protection des apprentis, son rôle dans les expositions universelles révèlent la même occupa-

tion constante. Etant naturellement bon, c'était à ceux que le sort a le moins favorisés qu'il s'intéressait le plus vivement.

Il prit à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative la même attitude, repoussant la limitation légale de la journée à douze heures et le droit au travail, obtenant la création d'une commission d'enquête sur la situation des ouvriers, déposant une proposition pour régler le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, demandant, avec M. Valette, une atténuation à la loi des coalitions, s'inspirant toujours du double principe de la liberté pour tous et de la protection pour les faibles.

Fils dévoué de la Pologne, il était à la tribune au 15 mai 1848, plaissant la cause de sa première patrie lorsque l'émeute envahit l'Assemblée, et il fut au nombre de ceux qui protestèrent le plus hautement contre cette violation du droit. Il appartenait au parti républicain modéré, et il soutint la République par ses votes, jusqu'au dernier jour. Le matin du 2 décembre, instruit du Coup d'Etat, il sortit en compagnie de plusieurs de ses collègues, pour se rendre à l'Assemblée et aviser aux moyens de résistance. Un cordon de troupes entourait le palais. Il fut impossible de forcer le passage; Wolowski, jetant sa carte de député par dessus la haie de baïonnettes : « elle entrera du moins », s'écria-t-il, et il se retira gémissant de son impuissance, et déterminé à ne prendre aucune part à la vie politique sous un régime dont il réprouvait l'origine. Il est demeuré, en effet, étranger à la politique jusqu'à l'époque où la France s'est donné de nouveau un gouvernement républicain et où les électeurs de Paris, après les désastres de la Commune, en juillet 1871, lui ont, pour la troisième fois, conféré, par 144,000 voix, le mandat de député.

IV

L'intervalle n'a pas été perdu. Wolowski rentrait dans sa chaire du Conservatoire où l'avait momentanément remplacé son ami et collaborateur, M. Pont. S'il s'abstenait désormais de la politique proprement dite, il était trop actif et trop désireux de faire triompher les principes qu'il avait toujours professés pour rester indifférent aux questions économiques. Il demeura sur la brèche, enseignant, écrivant, agissant quand il était opportun de le faire, se multipliant et se dépensant dans son âge mûr, comme il avait fait dans sa jeunesse. Cette période de sa vie n'a pas été une des moins actives et peut être considérée à juste titre comme l'épanouissement de son talent.

Ses écrits, pendant ces dix-neuf ans, attestent une fécondité mer-

veilleuse et pourtant les productions de sa plume n'expliquent qu'une partie d'une vie si active. Il était assidu aux réunions des sociétés savantes dont il faisait partie, à la Société d'économie politique, plus tard à la Société centrale d'agriculture, à l'Institut, à la Société de statistique, au Conseil supérieur du commerce, toujours prêt lorsqu'il fallait prendre la parole. Il était un des membres les plus anciens et les plus autorisés du Congrès de statistique dont il a suivi régulièrement les sessions jusqu'à celle de la Haye, en 1869. Il a été membre du jury dans toutes les expositions qui se sont succédé depuis 1849. Il était docteur en droit de la Faculté d'Heidelberg et docteur en économie politique de la Faculté de Tubingen.

Il ne se passait guère d'année sans que quelque fonction, le besoin de s'instruire ou une raison de santé ne lui fit entreprendre un voyage. Le plaisir de goûter le repos et de jouir à loisir des beautés de la nature ou de l'art n'était pas son mobile; il n'a jamais été ce qu'on appelle un touriste. Il voyageait pour étudier les institutions et les hommes et pour s'entretenir avec des savants : c'était encore une manière de travail. Aussi était-il connu de presque tous les économistes et statisticiens de l'Europe; il entretenait avec eux une correspondance qui n'était pas une des moindres affaires de sa laborieuse existence, et il se tenait au courant de leurs travaux. Beaucoup d'entre eux l'avaient vu dans leur pays, avaient été ses hôtes à Paris, et il était aimé de la plupart de ceux qui le connaissaient. Dans une excellente notice qu'il a consacrée à la mémoire de son ancien camarade (1), M. Laboulaye raconte à ce sujet une anecdote caractéristique. « Je me souviens, dit-il, qu'un jour, revenant de Naples à Marseille, je rencontrai sur le bateau un anglais qui parlait admirablement notre langue. Comme il me disait qu'à Paris, il connaissait beaucoup de monde. Eh bien ! lui répondis-je riant, causons de notre ami Wolowski. J'avais frappé juste; l'étranger était M. Reeve, le traducteur de Tocqueville, l'intime ami de M. Wolowski. »

C'est presque au commencement de cette période qu'il est entré à l'Institut. Il avait songé à s'y présenter déjà sous le règne de Louis-Philippe. Rossi, un des maîtres de la science économique, l'en avait détourné; « les hommes d'un talent comme le vôtre, lui avait-il dit, ne doivent pas courir au-devant des honneurs; ils attendent et il vient un jour où les honneurs leur arrivent naturellement. » Wolowski avait attendu, et le plus grand honneur qui puisse couronner en France la carrière du savant lui arriva en

(1) *Journal des Débats* du 11 octobre 1876.

1855, lorsque l'Académie des sciences morales et politiques eut à donner un successeur à son collègue au Conservatoire, Blanqui, mort l'année précédente.

Wolowski avait presque terminé alors la traduction des *Principes d'économie politique* de Roscher à laquelle il avait ajouté une introduction et de nombreuses notes et qui reste le principal monument de sa doctrine économique; il ne la publia qu'en 1857 parce qu'il voulut la remanier d'après la seconde édition allemande qui était sous presse. L'ouvrage s'inspire de la méthode historique que Wolowski préconisait pour l'étude de l'économie politique comme pour celle du droit. Cette méthode n'est pas la plus facile à pratiquer : elle exige une grande érudition, une étude minutieuse des faits présents et passés, les recherches de la statistique, la connaissance des conditions particulières dans lesquelles se développe la civilisation de chaque peuple, et elle ne conduit pas à des conclusions aussi simples et aussi absolues que la méthode philosophique ou abstraite. Mais elle donne une idée élevée et juste de la science de la richesse; car elle fait comprendre la diversité des institutions économiques sous lesquelles ont vécu les peuples, tout en démêlant sous cette diversité les lois générales de la production et de la consommation; elle montre les sociétés dans leur développement et marque la voie du progrès. Celui qui n'apercevrait dans l'histoire économique qu'une succession de faits sans lien et sans loi et celui qui croirait que les mêmes règles inflexibles peuvent expliquer tous les temps et tous les pays, s'égareraient l'un et l'autre.

Les sciences morales qui étudient l'homme dans ses rapports sociaux, ne doivent pas oublier que, s'il y a des lois générales et immuables qui s'imposent à son activité comme à sa pensée, la liberté et les conditions de climat et de sol, les traditions, les circonstances et les caractères constituant le milieu dans lequel se meut cette liberté, modifient sans cesse dans le détail l'application des lois. Parmi ces lois, il y en a même une dont il ne faut surtout ne pas méconnaître l'influence, et qui modifie ce milieu; c'est celle du progrès, je ne parle pas d'un progrès fatal et inconscient qui emporterait d'un commun élan toutes les fractions de l'humanité, mais du progrès chez les nations dont l'intelligence se développe, et dont la moralité se soutient et qui suppose, quand ces qualités viennent à manquer, la possibilité de la décadence,

Cette tendance portait Wolowski, comme la plupart de ceux qui envisagent ainsi la science économique, à s'occuper des hommes plus encore que des choses, des forces productives plus que des produits. Elle l'inclinait aussi vers l'histoire économique; de là, sa

leçon d'ouverture sur l'histoire de la législation industrielle avant Colbert; de là, ses premières lectures à l'Institut, après son élection, sur Henri IV économiste, sur l'administration de Colbert; de là, les plans de plusieurs ouvrages qu'il a ébauchés sans avoir jamais eu le temps d'y mettre la dernière main, tels que l'histoire de la législation industrielle en France, l'histoire des relations commerciales de la France avec l'Angleterre.

Parmi les nombreuses questions économiques auxquelles a touché Wolowski dans l'intervalle des deux périodes politiques de sa carrière, il y en a quatre auxquelles il s'est consacré avec un zèle tout particulier : le crédit foncier, la monnaie, les banques et la liberté commerciale.

Dans sa jeunesse, il avait vu en Pologne et en Allemagne fonctionner le crédit foncier, et il avait été frappé de l'avantage que les propriétaires en tiraient; il avait constamment réclamé la réforme de notre régime hypothécaire, la suppression des obscurités que l'hypothèque légale laisse planer sur la propriété et des lenteurs de la saisie du gage. L'établissement d'une banque territoriale pouvant, d'une part, prêter avec sécurité à un taux d'intérêt modéré, combiné avec le remboursement par annuités, et d'autre part, emprunter elle-même dans des conditions avantageuses, grâce à la solidité du gage et à la puissance de son propre capital. « Ce qu'il faut obtenir pour la propriété foncière, écrivait-il en 1844, c'est qu'à l'aide du gage qu'elle présente, elle puisse trouver des capitaux à bon marché, à des conditions qui permettent de les employer utilement à l'amélioration du sol, » et il proposait la création d'obligations foncières que l'Etat aurait émises. Député, il avait déposé à l'Assemblée, en juin 1848, une proposition dans ce sens : la question avait été agitée, mais non résolue. Un décret du 28 février 1852 la trancha, en posant le principe de l'autorisation de « sociétés de crédit foncier, ayant pour objet de fournir aux propriétaires d'immeubles qui voudront emprunter sur hypothèques, la possibilité de se libérer au moyen d'annuités à long terme », en n'autorisant que le prêt sur première hypothèque et en simplifiant, au profit de ces sociétés et à l'égard de leurs débiteurs arriérés, le séquestre, l'expropriation et la vente. La première banque qui se forma sous le bénéfice de ce décret fut la Banque foncière de Paris, désignée ensuite sous le nom de Crédit foncier de France, autorisée le 28 mars 1852. Wolowski en fut le créateur et le directeur. Les premiers qui fournirent le capital étaient pour la plupart des amis qu'il avait recrutés lui-même pour cette œuvre et qui avaient confiance à la fois dans l'idée et dans l'homme : Drouyn de Lhuys, Léon Faucher, le comte Xavier Branicki, Emile

Pereire, Hippolyte Passy, Léonce de Lavergne, Dailly et autres. Des difficultés légales ou administratives entravèrent les premiers développements de l'institution dont le privilège d'émettre des obligations foncières était borné dans le principe au ressort de la Cour d'appel de Paris. Wolowski comprit qu'elle ne prendrait son essor que le jour où, conformément à l'esprit de son plan primitif, un même établissement étendrait son action sur toute la France. Or, il était du nombre de ceux qui, ayant toujours soutenu la République, condamnaient le coup d'Etat, et son beau-frère, Léon Faucher, avait profondément blessé les partisans de l'Empire par l'éclat de son refus lorsqu'il avait été, après le 2 décembre, inscrit à son insu sur la liste de la commission consultative. Pour faire nommer un gouverneur dont la puissance allait être comparable à celle du gouverneur de la Banque de France, il fallait présenter au chef de l'Etat un nom plus agréable que le sien. Il le savait ; et, comme il n'était pas homme à hésiter entre le triomphe d'une idée qu'il croyait juste et l'intérêt de sa fortune personnelle, il déposa de son propre mouvement le privilège dont il était investi, quitta l'hôtel du Crédit foncier qu'il habitait et alla lui-même à Rouen pour décider le receveur général à accepter sa place. Il gagna sa cause ; un décret du 6 juillet 1854 constitua définitivement le Crédit foncier de France, et, après avoir été le père de l'idée et le fondateur de l'établissement, Wolowski consentit à prendre place au second rang comme membre du Conseil d'administration pour continuer à suivre, d'aussi près qu'il lui était possible, les travaux et les progrès d'une institution qui lui était chère, et dont il serait injuste de méconnaître les grands services.

Elle en a rendu peut-être plus encore à la propriété urbaine qu'à la propriété rurale et elle a largement aidé au développement des constructions dans les villes ; mais en réalité, à prendre l'ensemble des résultats de vingt années, elle a bien mérité de l'un et de l'autre en leur fournissant un crédit qu'elles obtenaient plus difficilement auparavant. En rendant un dernier hommage à Wolowski sur sa tombe, le secrétaire-général de la Société centrale d'agriculture, M. Barral, exprimait en ces termes le sentiment des propriétaires-cultivateurs : « La Société centrale d'agriculture, en appelant dans son sein, il y a quinze ans, M. Wolowski, qui était surtout un économiste pur, avait voulu reconnaître hautement deux grands services qu'il avait rendus à la cause du progrès agricole en France. Wolowski avait créé le Crédit foncier par les efforts les plus persévérants, par une lutte de plusieurs années contre les préjugés ; il avait voulu

venir en aide à l'agriculture par une bonne organisation du crédit, en apportant une première pierre à l'édifice de l'avenir — ce sont ses propres expressions — et il y avait réussi (1). »

Depuis 1848, il se produisait sur les marchés du monde une révolution dans les prix et dans les rapports des deux métaux précieux. L'or, extrait des placers et des mines de la Californie et de l'Australie, affluait en Europe par centaines de millions chaque année, et une partie de l'argent qui avait jusque là formé le fonds principal de notre circulation, s'écoulait vers l'Asie; c'était une conséquence de notre système monétaire, qui admettait sur le pied d'égalité ces deux métaux avec le rapport invariable d'un poids d'or pour quinze poids et demi d'argent. Les pays étrangers où l'on achetait l'or, à cause de l'abondance et de la facilité de la production, avec moins de quinze fois et demi son poids d'argent, avaient intérêt à importer toujours ce premier métal en France. Aussi la monnaie d'or s'était-elle presque entièrement substituée à la monnaie d'argent, et le prix des choses s'élevait à mesure que le franc perdait de sa valeur. La plupart des économistes français étaient d'avis qu'il fallait remédier à ces changements dont était continuellement menacée la circulation et à l'aviilissement de la monnaie qui en était la conséquence par l'adoption d'un seul métal pour étalon monétaire, c'est-à-dire pour régulateur des prix, et la majorité demandait qu'on choisît de préférence l'or; M. de Parieu était un des partisans les plus déterminés de ce dernier système.

Wolowski avait une opinion différente. Il pensait qu'il n'y avait pas trop de monnaie dans le monde pour suffire aux besoins de la circulation, et qu'en bannir ou du moins en réduire la moitié à un rôle secondaire n'était pas d'une sage politique; que, s'il y avait un inconvénient dans l'amoindrissement de valeur des monnaies, il y en aurait un bien autrement grave dans l'exagération de valeur qui suivrait l'adoption d'un seul métal et qui favoriserait les créanciers au détriment des débiteurs; qu'en réalité, dans un système comme celui de la France et dans l'ensemble du commerce du monde, les deux métaux sont solidaires, qu'ils se soutiennent réciproquement, atténuant par leur masse l'effet des variations subites que la découverte de mines d'or ou d'argent pourrait occasionner à un moment donné, et que la valeur de la monnaie est non la valeur particulière de l'un ou de l'autre métal, mais la résultante de la valeur combinée des deux. Il défendait

(1) Voir dans le *Journal des Economistes*, septembre 1876, le discours de M. Barral.

cette théorie avec plus d'ardeur encore et d'énergie qu'il n'en mettait d'ordinaire dans les discussions économiques; il la produisait dans les enquêtes, dans les réunions de sociétés savantes; il l'exposait longuement dans plusieurs livres; il la portait même jusque dans les conversations intimes, et il voyait avec déplaisir qu'on ne se rendit pas à ses raisons. « Nous avons, me disait-il un jour, les mêmes idées sur la plupart des grandes questions de l'économie politique; mais c'est un chagrin pour moi que vous ne partagiez pas mes vues sur la monnaie ». Toutefois, la contradiction l'animait sans le décourager; il reprenait ses études sur la question et la creusait dans tous les sens. Quelle que soit la réforme qui s'accomplisse à cet égard dans la législation française, les travaux de Wolowski sur ce sujet auront du moins servi la science économique en répandant une lumière nouvelle sur la nature et le rôle de la monnaie. C'est pendant qu'il s'occupait de ces questions qu'il mit la main sur le *Traictie de la première invention des monnoies*, composé sous le règne de Charles V par Nicole Oresme, évêque de Lisieux et conseiller du roi. Il publia ce curieux monument du bon sens économique, inspiré par Aristote au xiv^e siècle, et il y joignit un autre document du même genre non moins curieux, le *Traité de la monnaie* de Copernic.

Wolowski profitait de la circonstance pour rappeler au public une des gloires de « la Pologne, » celle du savant de Königsberg, qui a le premier démontré le vrai système du monde. A la même époque, en 1864, le même sentiment de patriotisme, qui n'excluait pas chez lui l'impartialité du jugement scientifique, lui faisait écrire ses articles et son livre sur les finances de la Russie.

La question des banques a préoccupé pendant quelques années l'opinion publique presque aussi vivement que celle de la monnaie. Convient-il de regarder l'émission des billets de banque comme un acte ordinaire de commerce et de laisser cette industrie libre comme celle de l'escompte et comme la création de simples effets de commerce? Vaut-il mieux au contraire avoir une banque unique, investie du monopole par l'Etat et surveillée par lui, qui assure aux billets de banque une circulation plus facile dans toute l'étendue de l'Etat? Les deux systèmes ont leurs partisans. Wolowski était ouvertement décidé pour le maintien du second en France; je crois qu'il avait raison. Il y a des pays qui prospèrent sous le régime de la pluralité, comme sous celui de l'unité. Ce n'est pas là une question que l'on puisse trancher d'une manière absolue; mais l'expérience indique que la circulation de la richesse dans une grande nation ne saurait être suffisamment garantie par la liberté entière d'émission et qu'avec une ou plusieurs

banques, il y a toujours une loi qui fixe des règles et qui impose des conditions à la création des billets. La question pratique qui se posait en France derrière les débats théoriques n'était pas non plus celle de la liberté indéfinie. On songeait alors à la fondation d'un second établissement qui, une fois autorisé et jouissant de sa part de monopole, n'aurait pas été ensuite plus favorable à la formation d'un troisième concurrent que la Banque de France ne l'était à la formation du second. Wolowski distinguait avec raison la lettre de change et le billet de banque qui, malgré certains caractères communs, ont un rôle si différent dans la circulation. Pour les banques d'escompte, de dépôt et de spéculation, il réclamait une pleine franchise ; c'était une industrie qui comme les autres, devait être libre ; pour la monnaie fiduciaire, il voulait la garantie de l'Etat ; l'émission du billet de banque constituait à ses yeux un acte d'autorité publique dont le gouvernement devait demeurer en grande partie responsable. Il prouvait sans peine que les deux faits : extension des affaires par la liberté des banques et sécurité de la circulation fiduciaire par le monopole, se conciliaient parfaitement, que le progrès ne consiste pas à avoir plus de billets de banque en circulation, mais à posséder un crédit très-varié et très-développé, appuyé sur une bonne monnaie métallique.

La question de la liberté commerciale a eu la plus large place dans ses préoccupations ; elle l'a passionné autant que celle de la monnaie, et l'a accompagné pour ainsi dire pendant toute sa carrière. Elle a été en effet la grande affaire de l'école des économistes français depuis plus de vingt ans, et elle a eu une telle importance que beaucoup de gens étaient volontiers disposés à confondre l'économie politique, qui est une science embrassant l'étude de tous les phénomènes relatifs à la production de la richesse avec la liberté des échanges qui en est une des applications. La France avait, depuis le premier Empire et la Restauration, un tarif de douanes qui, en vue de protéger quelques grandes industries nationales, imposait des droits considérables à l'importation et gênait le commerce extérieur, tout en maintenant sur le marché intérieur les articles protégés à un prix trop élevé. Les économistes, au nom de la liberté du travail et de l'intérêt des consommateurs, livrèrent de nombreuses batailles pour faire changer cette législation. Wolowski était toujours dans les premiers rangs parmi les combattants. Il avait fait une de ses premières campagnes en écrivant plusieurs articles sur l'union douanière entre la France et la Belgique, un moment espérée en 1843. Lorsqu'en 1846 l'association pour la liberté des échanges se fonda sous la présidence du duc d'Harcourt, avec le concours d'Horace Say, Renouard, Dunoyer,

Anisson-Duperron, et ouvrit des séances publiques dans la salle Montesquieu pour propager ses doctrines, Wolowski fut au nombre des orateurs avec Blanqui, Léon Faucher, Michel Chevalier, Bastiat, Ch. Coquelin, Ortolan et ses autres amis de la Société d'économie politique.

Il s'associa, dans l'Assemblée législative, à la proposition Sainte-Beuve relative à la révision de notre système douanier, et dix ans plus tard, fidèle à ses principes, il applaudit lorsque le traité de 1860 avec l'Angleterre réalisa en partie ce qu'il avait toujours considéré comme un acte de justice et comme une source de prospérité. Aussi remontait-il sur la brèche dès qu'il voyait que les résultats acquis étaient attaqués ou que les avantages en étaient contestés. C'est ce qu'il fit en 1868 et en 1872. Chaque fois, il s'appliquait à montrer que le système des tarifs modérés et simplement fiscaux est non-seulement plus facile et plus équitable, mais que, grâce à ce système et à l'amélioration des voies de communication qui est un autre genre de facilité donné au commerce, les relations extérieures s'accroissent ; comme il aimait à ramener les questions économiques à l'influence exercée sur la condition ouvrière, il formulait ainsi une de ses principales conclusions : « Des renseignements statistiques exacts ont permis de constater le nombre des ouvriers employés dans chaque branche de travail, et de faire ressortir combien peu doivent conserver l'illusion d'être protégés par des tarifs élevés, tandis que tous sont directement intéressés au progrès de la liberté commerciale. Ce sont les ouvriers qui payent le plus cher les frais de la guerre industrielle provoquée par le régime protecteur ; ce sont les ouvriers qui ont surtout à gagner quand les éléments naturels de la production se fortifient et quand les échanges deviennent plus faciles. »

V.

On ne connaîtrait pas l'homme si l'on regardait seulement les productions de son intelligence, quelque féconde qu'elle fût. Il valait par le cœur non moins que par l'esprit. Il était sensible et bon. Refuser était pour lui un chagrin, et il éprouvait presque autant de plaisir à rendre un service que l'obligé à le recevoir. Ce n'est pas qu'il fit bruit de ses bienfaits ; le plus souvent il en gardait seul le secret, soit discrétion pour celui qui en était l'objet, soit habitude de faire le bien comme un acte ordinaire de la vie. Combien de ses concitoyens n'a-t-il pas aidés de sa bourse ou de son influence ? Que d'établissements de bienfaisance n'a-t-il pas patronnés ? Que d'enfants lui doivent leur éducation ? Il était un des bienfaiteurs et

un des soutiens de l'école polonaise. Les Alsaciens-Lorrains, auxquels, compatissant pour des exilés, il avait fait un don de 10,000 fr. et pour lesquels il s'était employé avec ardeur durant ses dernières années, sont venus déposer sur son cercueil une couronne qui était, après tant d'autres remerciements qu'il a reçus durant sa vie et qui ont été retrouvés dans sa correspondance, un dernier témoignage de reconnaissance rendu à son esprit de charité. La veuve de Jules Duval, dont la mort prématurée a été aussi une grande perte pour la science, m'exprimait tout dernièrement le regret de ne pouvoir offrir à M. Wołowski un volume dans lequel elle avait rassemblé plusieurs écrits de son mari. « Il a été toujours si bon pour lui, disait-elle; il était un des fondateurs et des soutiens de l'*Economiste français*. » Wołowski m'avait souvent parlé du talent de J. Duval; il ne m'avait jamais laissé soupçonner qu'il fût son bienfaiteur.

La bonté de Wołowski avait, en effet, ce caractère particulier et remarquable qu'elle était exempte de jalousie. Ce n'était pas seulement le malheur qu'il accueillait, c'était aussi le mérite. Il était porté à voir dans les gens en renom les qualités qui les avaient fait distinguer plutôt que les faiblesses qui sont le lot commun de l'humanité; aussi les jugeait-il d'ordinaire avec indulgence, et, en cela, il était plus près de la vérité que ceux qui ont l'esprit disposé à rapetisser tout ce qui est grand : « Il n'y a pas de héros pour son valet de chambre », a-t-on dit spirituellement; mais les petits travers de la vie intime n'empêchent pas l'histoire de consacrer les noms des Richelieu et des Condé comme ceux de grands ministres ou de grands capitaines.

Le même sentiment lui inspirait de la sympathie pour la jeunesse studieuse; il se rappelait les années de sa propre jeunesse et il savait combien les premiers degrés sont difficiles à franchir. Aussi tendait-il volontiers la main aux débutants; il aidait de ses conseils et de ses encouragements ceux dans lesquels il croyait apercevoir quelque avenir; il applaudissait à leurs succès et il était le premier à les prôner. Nous-même, lorsque étant sans appui, nous faisions nos débuts dans la carrière des lettres, nous avons éprouvé cette bienveillance qui ne s'est jamais démentie, et, depuis ce temps, lié avec lui d'une amitié intime, nous avons toujours conservé le souvenir reconnaissant de son premier accueil.

Il avait conquis une grande situation qu'il devait à son talent, à son travail et à son affabilité. Il était honoré et aimé. L'Assemblée l'avait, à la fin de l'année 1875, élu sénateur inamovible et cette dignité paraissait devoir être le couronnement de sa carrière politique, comme l'Institut avait été, vingt ans auparavant, le couronnement de sa carrière scientifique. Il devait les suffrages

de ses collègues moins à des discours prononcés à la tribune où il s'était abstenu de paraître souvent qu'à son attitude au centre gauche où il avait soutenu la République avec la même conviction qu'en 1848 et avec cette modération ferme et conciliante qui exerce à la fin sur les assemblées une action plus efficace que l'art oratoire. Quoique sa santé fût déjà ébranlée, son ardeur n'était pas atténuée; il se montrait dans les nombreuses commissions dont il fit partie ce qu'il avait été vingt-sept ans plus tôt à la Constituante, avec une science plus étendue et plus d'expérience des difficultés du gouvernement. Deux fois, il a été nommé rapporteur du budget, et de ses rapports, qui sont ses dernières œuvres, il a su faire des monuments qui resteront dans les archives de notre histoire financière. Il avait été président de l'Académie des sciences morales et politiques; il venait de l'être de la Société centrale d'agriculture et de la Société de statistique dont il était un des fondateurs; il était vice-président de la Société des économistes.

Ce n'était pas un de ces savants qui s'enferment exclusivement au milieu de leurs livres. Nous avons dit que sa nature expansive lui faisait rechercher la société. Il avait acquis de la fortune et il en jouissait. Il aimait le monde, il aimait les plaisirs de la table et il éprouvait un véritable bonheur à bien recevoir ses hôtes et à être reçu lui-même cordialement. Une profonde douleur avait, il est vrai, longtemps attristé son foyer: il avait perdu sa fille aînée à l'âge de douze ans, et vingt ans plus tard, il ne pouvait encore parler de cette perte sans que les larmes lui vinssent aux yeux. Mais sa seconde fille, l'unique enfant qui lui restât et qu'il chérissait, était mariée sans s'être séparée de lui; son gendre, M. Louis Passy, bienveillant comme le beau-père et aimé comme lui, occupait une haute situation dans la politique. Un petit-fils était né et était devenu le centre des affections de la famille; il grandissait en faisant la joie de la maison. Il semblait que Wolowski, entouré des siens et se voyant renaître dans sa postérité, allait pouvoir désormais goûter un peu de repos et jouir pendant de longues années encore d'un bonheur mérité.

Il n'en devait pas être ainsi. La mort ravit tout à coup l'enfant. Le deuil s'appesantit de nouveau et plus lourdement que jamais sur la famille. Il pesa d'un tel poids sur le grand-père qui ressentait aussi vivement les douleurs que les affections, que celui-ci ne s'en est pas relevé. Sa santé, minée depuis plusieurs années par une lente consommation et par les pénibles émotions du double siège de Paris pendant lequel il avait perdu sa mère, s'affaissa soudainement. Une maladie aiguë faillit l'emporter; quand il se releva,

il n'était plus que l'ombre de lui-même. Ses amis le conjuraient de cesser tout travail. C'était lui demander plus qu'il ne pouvait donner; il préféra, comme il le disait lui-même, mourir debout, et il usa jusqu'à la fin dans le travail ses dernières forces, ne s'imaginant pas que la nature, après avoir été à cet égard si généreuse envers lui, fût devenue si avare.

Il lui fallut cependant céder à la nécessité, quitter le Sénat, et se laisser transporter à Gisors, chez son gendre. Son dernier séjour dans cette campagne qu'il s'était pris à aimer, ne fut qu'une longue et cruelle agonie. Plusieurs fois, sa femme, sa fille et sa sœur qui veillaient à son chevet, crurent sa dernière heure venue; sa robuste constitution résistait et prolongeait ses souffrances sans donner l'espoir de le sauver. Sa foi religieuse avait toujours été sincère et profonde et il supporta en chrétien ces dernières épreuves de la vie. La mort y mit enfin un terme le 14 août 1876. A la fin du même mois, il aurait achevé sa soixante-sixième année.

Quand on consulte la liste de ses travaux, sa carrière semble longue et très-remplie; quand on compte ses années, elle paraît trop courte, car il était d'âge à rendre longtemps encore des services à son pays.

Je me suis écarté aujourd'hui, Messieurs, du sujet et de la forme ordinaires de nos leçons pour vous tracer une histoire abrégée de ce qu'il a pensé et de ce qu'il a fait. J'ai accompli un devoir. Les professeurs du Conservatoire des arts et métiers et leur vénérable directeur dont la nomination à la chaire de mécanique industrielle date du même jour que celle de Wołowski, viennent de rendre ici par ma voix un dernier hommage au professeur qui pendant un tiers de siècle a servi cette institution par son enseignement et qui l'a honorée au dehors par l'éclat de sa renommée; je me suis fait leur interprète comme je me suis fait le vôtre en payant la dette de reconnaissance que vos devanciers dans cet auditoire doivent au maître qui a consacré la meilleure part de son temps à les instruire.

Vous n'entendrez plus sa voix et ses conseils; mais vous vous souviendrez que ce fut un homme éminent à la fois par le cœur et par l'intelligence, qui a su, malgré les rigueurs de la fortune, s'élever au plus haut rang dans l'estime des hommes et dans les dignités sociales à force de travail, de probité et de talent. Sa personne et sa pensée ont une fois encore rempli ce soir cette salle pour vous laisser un dernier enseignement : l'exemple de sa vie.

E. LEVASSEUR.

DES CHAMBRES SYNDICALES

PROFESSIONNELLES, PATRONALES ET OUVRIÈRES

SOMMAIRE: — I. Historique des chambres syndicales patronales. — Le comité central des chambres syndicales et le tribunal de Commerce. — La notabilité commerciale et les élections consulaires. — II. L'utilité des syndicats ouvriers. — Composition et attributions de chambres syndicales ouvrières. — III. Difficulté d'organisation sous le régime de la tolérance. — Chambre syndicale de Saint-Etienne dissoute. — Examen des critiques sur le projet de M. Lockroy. — IV. Les syndicats de patrons et ceux d'ouvriers. — Leur but commun. — Mesures de prudence au début des syndicats ouvriers. — Chambre syndicale des ouvriers bijoutiers. La Fraternelle. — V. Projet de M. Pauliat. — Le conseil des prud'hommes et les syndicats ouvriers. — Projet de M. Havard, les commissions mixtes remplaçant les prud'hommes. — Les appréhensions détruites par un article additionnel au projet Lockroy. — Idée chimérique d'une fédération syndicale. — VII. Conclusion.

I

Dans la séance du 4 juillet 1876, M. Lockroy, député, et un certain nombre de ses collègues, déposèrent sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi demandant l'abrogation de la loi de 1791 sur le droit d'association et la reconnaissance des syndicats ouvriers et professionnels par l'Etat. La proposition fut renvoyée à la quatrième commission d'initiative qui, par l'organe de son rapporteur, M. Martin-Feuillée, conclut à la prise en considération.

Le projet a suscité à M. Ch. Limousin un travail scientifique très-approfondi, publié dans cette revue (1), sur les avantages et les inconvénients de la liberté corporative. Nous ne suivrons pas l'honorable économiste dans ses aperçus historiques, pleins d'intérêt assurément. Nous trouvons les raisons qu'il a fait valoir sinon concluantes, du moins suffisantes pour nous démontrer que ce qui pouvait être vrai à l'époque de Turgot peut ne plus l'être aujourd'hui. Conséquence naturelle des modifications progressives nécessaires dans un Etat qui avance en civilisation.

Les chambres syndicales existent, on le dit partout, elles fonctionnent, c'est un fait, et les plus optimistes voient là une satisfac-

(1) Livraison d'août, article sur les Corporations libres.

tion suffisante donnée à l'opinion publique sans pour cela recourir à la législation.

Il existe des chambres syndicales ouvrières, mais nous sommes contraint d'avouer que leur existence est sans cesse menacée, et que grâce à ce défaut de sécurité elles n'offrent aucune garantie.

Abandonnant pour un instant les questions théoriques et d'organisation, nous ferons une incursion dans le domaine des faits, afin de signaler le danger qui menace sans cesse les chambres syndicales, par le fait de leur constitution irrégulière.

Une des premières institutions syndicales, dont l'initiative appartient aux patrons, est la chambre des tissus. Dans le principe elle fut établie pour vider des différends entre fabricants et commerçants. Peu à peu, l'importance de ses services et le nombre croissant de ses adhérents la signalèrent à l'attention des autres industries qui se formèrent en syndicat professionnel. C'est alors qu'on recourut à une réglementation spéciale, et devant l'augmentation continuelle des adhésions, les chambres syndicales devinrent des « *autorités professionnelles*. »

Le tribunal de commerce, sortant de la tradition qui régissait la corporation consulaire, y recruta ses membres, et parmi les juges, nous en remarquons deux qui ont pris une grande part au développement des syndicats professionnels, MM. Louvet et Frédéric Lévy.

Les services que rendirent à l'industrie et au commerce les chambres syndicales professionnelles de patrons, par les transactions et par la conciliation sur des litiges jugés par des arbitres élus, sont inappréciables au point de vue de l'économie du temps et de l'argent. De cette manière, pas d'assignation ni de remise indéfinie quand l'affaire vient au rôle, comme devant un tribunal. Les parties portent le litige devant leur syndicat professionnel, qui délègue un de ses membres à titre d'expert ou d'arbitre. Celui-ci examine le litige, fait son rapport, donne ses conclusions, et neuf fois sur dix les parties acceptent la décision. Le tout est jugé dans un délai de quinzaine.

Or, devant le développement progressif des syndicats professionnels, un homme conçut l'idée d'élever leurs attributions en les groupant, et en faisant de cette force réunie sous le nom de « Comité central des chambres syndicales » un élément presque redoutable pour les préjugés et la routine de l'ancienne tradition commerciale.

Par l'organisation de l'union syndicale, M. Pascal Bonnin voulut donner aux syndicats, devenus une puissance, voix consultative et quelquefois prépondérante dans des questions d'intérêt général.

C'est ainsi que de simples arbitres ou experts, les syndicats en arrivèrent à formuler des vœux, à pétitionner à la chambre de commerce et près des corps constitués. Enfin c'est également au nom des intérêts qu'ils représentaient que les syndicats professionnels, rejetant la tutelle du corps consulaire, voulurent au contraire le dominer en y imposant leurs candidats.

Ici, comme on devait s'y attendre, un conflit survint; en 1874 les chambres syndicales opposèrent à M. Chabert, candidat à la présidence patronné par les membres du tribunal, suivant l'esprit traditionnel, M. Moreau, ancien juge au tribunal de commerce. Ce dernier échoua à une forte minorité, alors qu'une grande partie des autres juges portés sur la liste des chambres syndicales fut élue.

Le succès du candidat de la tradition consulaire dut être néfaste aux syndicats. Une fois élu et installé, le président du tribunal de commerce remit au comité central des chambres syndicales une circulaire ministérielle, en vertu de laquelle M. Tailhand, alors ministre de la justice, rappelait aux syndicats leur existence sinon éphémère, du moins fragile. Fondées sur la tolérance administrative, elles s'étaient arrogé des droits que la loi leur conteste, et par les sentences qu'elles rendaient à l'amiable, elles privaient le fisc d'une source de revenus. En conséquence, la circulaire invitait les chambres syndicales à se renfermer dans leurs plus strictes attributions, en renvoyant devant les experts, liquidateurs et arbitres nommés par le tribunal de commerce, tout litige au-delà d'un chiffre déterminé. De plus, elle les engageait d'une manière plus tacite, il est vrai, mais non moins réelle, à ne plus soulever de conflit afin de ne pas compromettre leur existence.

Cette mesure nous parut au moins excessive et d'autant moins justifiée qu'il y avait un précédent. En 1866, à l'expiration du mandat présidentiel dévolu à M. Berthier, le tribunal de commerce proposa pour sa succession M. Gaillard; les chambres syndicales y opposèrent M. Louvet qui fut élu. Le tribunal accepta la défaite, et les chambres syndicales ne furent pas inquiétées par le fait de leur victoire.

Or, ici il y a une anomalie que la loi qui autorisera les chambres syndicales fera disparaître, cette anomalie, c'est l'existence d'un privilège afférent à la notabilité commerciale. Si, en principe, l'axiome « on ne peut être jugé que par ses pairs » demande une véritable application, il ne sera réalisé que lorsque les commerçants, égaux devant la patente et les impôts qui pèsent sur leur industrie, le seront aussi devant le scrutin consulaire.

Les notables commerçants ont seuls le droit d'élire les juges, et

cependant n'est-ce pas la totalité des industriels et des commerçants qui est justiciable du tribunal de commerce?

Les partisans du privilège de la notabilité ont fait valoir que du choix des électeurs dépendait la qualité du candidat, et qu'il importait avant tout que les juges élus offrissent le caractère de la plus haute honorabilité, jointe à l'expérience acquise dans les affaires.

Nous acceptons volontiers cette raison, en faisant remarquer toutefois que, s'il devait y avoir doute sur le caractère et la capacité des candidats, la tradition du tribunal et le privilège de la notabilité seraient insuffisants pour le dissiper. Et d'ailleurs l'organisation de la magistrature consulaire offre des garanties suffisantes pour détruire toute suspicion. Les affaires les plus importantes ne vont jamais aux délibérés d'un juge suppléant, mais d'un juge titulaire, c'est-à-dire d'un homme rompu aux affaires contentieuses, et habitué à rendre des sentences. Le juge suppléant apprend, et ce n'est guère qu'après cinq ou six ans d'exercice comme tel qu'il sollicite des électeurs le mandat de juge titulaire.

Ensuite, nous avons comme garantie suprême de nos droits la Cour d'appel, qui examine minutieusement les jugements du tribunal de commerce, et les infirme ou confirme, suivant qu'ils sont conformes ou non à l'esprit de la loi.

Donc, nous croyons, à l'égard de nos droits, qu'il y a une garantie suffisante dans les mesures prévoyantes adoptées par la juridiction supérieure, et le principal argument invoqué par les adversaires du suffrage universel nous paraît plutôt émaner d'un esprit de partialité que par une mesure d'intérêt général bien entendu.

Telle est du moins l'opinion de la majorité des chambres syndicales, qui les premières ont mis en avant le projet d'abrogation de la notabilité commerciale, comme condition d'éligibilité et d'électeur pour la magistrature consulaire. Le projet a été présenté à la Chambre des députés par M. Tirard, et un vœu récent du conseil municipal de Paris vient d'être émis dans le même sens.

L'union des chambres syndicales patronales de Paris est donc d'une grande utilité au point de vue général, et peut rendre de grands services. Si, restreintes dans leurs attributions par une loi compressive qui pèse sur elles, elles ont pu faire ce qu'elles ont fait, quels résultats n'obtiendrait-on pas si, jugées comme elles le méritent, elles jouissaient d'une liberté normale en rapport avec leurs attributions?

Les adversaires ont encore soulevé une autre objection : ils prétendent que l'association en syndicats peut devenir une atteinte à

la liberté des dissidents par des mesures prises en commun contre leurs intérêts, telle qu'une concurrence déloyale ou un refus d'opérer avec eux pour les patrons, industriels et commerçants. Dans les syndicats ouvriers ils redoutent une pression morale, refus de concours mutuel entre camarades. A ceci nous répondrons que l'association syndicale des patrons comme celle des ouvriers étant une association de prévoyance, nous n'avons vu dans aucun des statuts des chambres déjà existantes qu'il nous a été permis d'examiner la clause qui a éveillé la suspicion des adversaires de la liberté. La chambre syndicale a surtout pour but d'apaiser les conflits par la conciliation; or, un règlement qui les susciterait par la prévision que supposent nos adversaires condamnerait par cela même l'idée du syndicat. Mais, nous le répétons, ce cas n'a jamais été prévu.

II.

Nous avons suffisamment démontré, par ce qui précède, que si, malgré la tolérance et la suspicion, les chambres syndicales industrielles et commerciales de patrons subsistent, progressent et rendent des services, elles devront prendre de plus grands développements avec le régime de la liberté.

D'autre part, si l'idée d'un syndicat pour vider les différends à l'amiable a paru le moyen le plus pratique d'arriver à une entente commune entre patrons afin de sauvegarder les intérêts réciproques, pourquoi les ouvriers ne tenteraient-ils pas au nom des leurs une organisation analogue?

Ah! sans doute, sur ce mot d'association, on va de suite nous rappeler les *Trades unions*, les grèves et les conflits résultant du groupement et de l'entente commune de la masse des ouvriers. Ce sont là des redites qui ne nous effraient pas, convaincu que patrons, ouvriers, doivent avoir le plus ardent désir, dans un but d'avenir et de sécurité, d'arriver à une entente et de faire disparaître l'antagonisme. Or, il faut avoir le courage de le reconnaître, roitre l'agonisme existe, c'est qu'il y a des torts des deux côtés. D'une part, la dignité du patron qui veut rester autoritaire et absolue, de l'autre l'amour-propre de l'ouvrier qui veut conserver son indépendance et traiter sur le pied de l'égalité. Voilà les ferments d'antagonisme qui sont appelés à disparaître le jour où l'intérêt prendra le dessus sur ces questions subsidiaires.

En conséquence, nous croyons que l'établissement des syndicats ouvriers est appelé à rendre de grands services aux adhérents. Seulement il s'agit d'organiser ces syndicats de manière qu'ils ne dévient pas des attributions qui leur sont propres.

L'organisation des chambres syndicales ouvrières doit avoir quelque analogie avec celle des patrons, quant au mode de recrutement du bureau, mais elle doit en différer quant au but à prévoir, la nature des litiges n'étant pas la même. Les promoteurs de syndicats ouvriers ne doivent surtout pas perdre de vue et prendre en considération sérieuse que les conditions de succès qui ont amené la prospérité des chambres patronales se résument dans la limite des attributions aux besoins purement professionnels.

Est-ce à dire que les chambres syndicales ouvrières doivent borner leurs attributions à la simple solution des conflits entre ouvriers et patrons ? Non, certes ; nous souhaitons pour elles les horizons les plus larges, mais des horizons sans nuage. Au début, ce serait trop prétendre en affirmant qu'elles seront à la fois arbitrales, prévoyantes, et force collective. Nous savons que les enthousiastes partisans des syndicats ouvriers ne rêvent des chambres syndicales qu'à la condition qu'elles réunissent ces trois qualités, auxquelles ils ajoutent une liberté des plus illimitées. Nous croyons que ces partisans des syndicats, au but aussi indéfini qu'indéterminé, ne possèdent pas une idée pratique de la chambre syndicale qu'ils rêvent, autrement ils verraient que si une chambre syndicale avec des attributions simples présente déjà des difficultés d'organisation et de fonctionnement, à plus forte raison un syndicat avec des attributions multiples sera-t-il impossible à constituer et à donner des résultats.

III.

Néanmoins, il n'y a pas là de raison suffisante pour abandonner l'idée d'organisation de syndicats ouvriers, alors que toutes les aspirations tendent vers ce but. La masse ouvrière pressent ce besoin, et voit dans le fonctionnement du syndicat professionnel, sinon une amélioration immédiate de son sort, du moins un moyen d'y arriver. Les chambres syndicales ouvrières existent dans certaines professions, elles fonctionnent même, mais elles n'ont pas encore donné de résultats appréciables par deux raisons : la première qu'elles sont trop récentes, et la seconde qu'elles sont gênées dans leur développement par la tutelle administrative.

L'administration consent à leur accorder l'existence à la condition que le urdveloppement ne lui portera pas ombrage. De sorte que si une chambre syndicale végète, elle est sûre de pas être inquiétée, tandis que si elle progresse et est en mesure de rendre des services à ses adhérents, la dissolution viendra la frapper en plein exercice, ainsi que le fait s'est produit à Saint-Etienne. C'est

pour cette raison et non pour d'autres motifs que la plupart des ouvriers hésitent à prendre des engagements à l'égard de leur chambre syndicale professionnelle. C'est également sous la même impression que les sincères organisateurs de syndicats ouvriers préfèrent rester en dehors de tout mouvement d'association, que que de courir les risques d'un échec par l'absence de garantie, qui est nécessaire à toute institution dont le succès dépend de la sécurité de l'avenir.

Par ces raisons, des députés se sont émus d'un état de choses vraiment anormal, et ont, par l'organe de M. Lockroy, demandé à la Chambre des députés l'abrogation de la loi de 1791, et la reconnaissance légale des Chambres syndicales patronales et ouvrières.

Le projet a été entièrement publié dans le *Journal des Économistes* (livraison d'août); nous ne reviendrons pas sur les articles pris séparément, mais sur leur esprit général. L'article 3 explique le but des syndicats : « La défense des intérêts professionnels communs à leurs membres, la création des caisses de secours mutuels, de retraites, etc. » L'article 4 déclare que les syndicats d'une « même industrie (patrons et ouvriers) pourront conclure entre eux « des conventions ayant pour objet de régler les rapports professionnels des membres d'un syndicat avec ceux de l'autre. »

Selon nous, tout l'esprit du syndicat se résume dans ces deux propositions, et il est évident que le jour où la Chambre aura sanctionné ce projet, les Chambres syndicales *seront viables*. Le projet, dans son ensemble, est bref, mais ce n'est pas une raison; il ne pouvait que sauvegarder le principe au point de vue général, les conséquences étant souvent très-différentes dans le mode d'application. Les objections qui se sont élevées contre le projet Lockroy sont d'appréciations bien diverses; certains critiques ont cru remarquer que sa généralité laissait une porte ouverte à la contrainte, à la pression à l'égard des dissidents ou des non-adhérents aux syndicats ouvriers, et que dès lors la liberté individuelle se trouvait du fait menacée par la collectivité. Les autres critiques se sont plaints du contraire et ont vu dans l'article 3 du projet Lockroy (1) une mesure de suspicion à l'égard du principe de l'association. Nous croyons les deux critiques opposées peu fondées; et en exa-

(1) Article 3. Tout syndicat professionnel de patrons ou d'ouvriers, devra faire au moment de sa fondation, dans les départements entre les mains du maire de la ville où se trouve le siège principal du syndicat; à Paris entre les mains de M. le préfet de police, et enfin au parquet de MM. les procureurs de la République, une déclaration contenant : ses statuts, le nombre de ses membres, ainsi que leurs noms et adresses. Cette déclaration devra être renouvelée le 1^{er} janvier de chaque année.

minant attentivement tous les règlements et statuts des Chambres syndicales ouvrières déjà existantes, nous ne prévoyons nulle part de système d'intimidation susceptible de surgir de la réglementation des syndicats. Les organisateurs d'ailleurs l'ont bien compris ; si une chambre syndicale veut être libre pour vivre, sa principale condition d'existence est de respecter la liberté d'autrui et de quiconque même ne partage pas sa manière de voir. Introduire d'une manière générale dans la loi des clauses spéciales en vertu desquelles les fabricants ne pourront jamais s'opposer à ce que leurs collègues du syndicat acceptent des commandes d'un client pour cette raison que ce dernier opérerait avec un non-sociétaire ; ou que les conventions arrêtées entre un syndicat de patrons et un syndicat d'ouvriers ne pourront pas établir que les patrons n'emploieront que les ouvriers membres du syndicat ouvrier, ni que les ouvriers ne pourront travailler ailleurs que chez les patrons adhérents au syndicat, nous paraît une réglementation excessive. Sur le premier chef, l'expérience démontre que dans les syndicats professionnels de commerçants qui existent depuis dix ans et plus, il n'a jamais été fait la moindre allusion contre les dissidents ou non-adhérents ; et alors qu'on introduirait une clause préventive dans la loi, elle serait impuissante contre les formes multiples dont se revêt la concurrence.

Sur le second point, il n'est pas admissible que les syndicats de patrons et d'ouvriers qui ne pourront ou plutôt ne devront jamais avoir d'autres relations directes que par l'intermédiaire de commissions mixtes, en arrivent à des compromissions de cette nature.

Nous saisissons la valeur, et surtout l'intention de cette critique, elle redoute le retour au monopole, par l'union collective des adhérents. Il y a dieu merci, un point de vue tout différent entre l'esprit d'association d'aujourd'hui et celui d'autre fois. Jadis on s'unissait dans un but avoué d'ostracisme, et aujourd'hui on veut le faire dans un but d'émancipation et de liberté : la garantie des droits égale pour tous. Or, ces droits pourront être suffisamment sauvegardés par la réglementation, l'élaboration des statuts faits en commun et adoptés à la majorité des adhérents. Rien ne nous démontre donc que la pression, l'intimidation ou des mesures coercitives pourront être intercalées dans les attributions des syndicats ouvriers ; pas plus que l'exclusivisme a été mentionné dans les règlements de syndicats industriels de patrons. La seconde critique qui redoute une suspicion dans l'esprit de la loi à l'égard des syndicats ouvriers, est encore moins fondée. Certains partisans des chambres syndicales ouvrières, réclament pour elles une liberté

illimitée, et déclarent qu'ils ne donneront pas leur adhésion à toute loi empreinte d'un esprit de réglementation.

C'est là une raison insuffisante et qui nous laisser douter de l'opinion que ces partisans peuvent avoir des chambres syndicales ouvrières, de leur but et des services qu'elles peuvent rendre. Nous combattons ces tendances vers une liberté illimitée; et cela au nom et dans l'intérêt mêmes des chambres syndicales. Nous craindriens qu'avec une liberté absolue, elles déviassent de leur but pour servir d'instruments à des instigateurs de parti. Donc, nous ne prenons pas cet argument au sérieux, et nous croyons que dans l'intérêt même des adhérents, il est nécessaire que l'Etat, chargé de la protection des droits et des libertés publiques, soit informé non-seulement de l'existence, mais des attributions qui sont dévolues aux chambres syndicales. Protégées par une loi qui consacre leur existence sans limite de nombre et sans réglementation restrictive, les syndicats n'auront rien à redouter des caprices de l'administration. Sûres de leur existence, elles ne doivent pas craindre de vivre au grand jour, et d'appeler sur leurs délibérations l'attention publique, c'est le seul moyen de progresser.

IV

Nous avons dans ce qui précède, donné un aperçu général, sur le principe d'organisation des chambres syndicales patronales et ouvrières. Dans le premier cas, nous avons établi notre raisonnement sur des faits indéniables, dans le second, il repose sur des probabilités qui vont se trouver justifiées dans l'analyse des syndicats ouvriers déjà existants, que nous reproduisons plus loin.

L'historique du syndicat professionnel patronal a fait ressortir le but du syndicat et ses moyens d'action. Le succès de ces chambres syndicales est une preuve que les services qu'elles rendent au commerce et à l'industrie ne pourront qu'augmenter quand elles jouiront de la liberté à laquelle elles ont droit; et de plus, il est une démonstration de la dernière évidence, c'est que l'association est possible, quand elle repose sur une entente commune guidée par l'intérêt. Or, de cette proposition, nous concluons que l'entente est également possible dans la partie ouvrière, pour fonder des chambres syndicales. Il en existe et nous en citons plus loin un exemple, mais nous constatons que celles qui existent végètent, et que dans les professions où elles n'existent pas, elles sont à l'état de projet et d'organisation. L'esprit de direction est ce qui a peut-être le plus manqué jusqu'à ce jour parmi les ouvriers; mais nous ajouterons qu'ils ont parmi eux des esprits aptes à ce système

d'organisation ; s'ils ne se sont pas produits, c'est qu'avec une sage prudence, ils n'ont pas trouvé le moment opportun pour agir. Ce moment deviendra propice pour eux, du jour où le droit d'association leur sera accordé.

Les chambres syndicales ouvrières diffèrent un peu de celles des patrons. Tandis que ces dernières ont pour base les transactions, les premières doivent avoir pour principe l'amélioration possible de leur condition, par la réglementation du salaire. Dans les deux cas, le point litigieux à prévoir relève de la concurrence, si dans l'espèce le but à atteindre est identique, au fond les moyens d'arriver à une entente commune sont différents. Dans les litiges transactionnels, les membres du syndicat délégué traitent sur le pied de l'égalité, tandis que dans le second cas, la dissidence ne peut être tranchée que par la sentence arbitrale d'une commission mixte composée moitié de patrons et moitié d'ouvriers.

Voilà dont le point capital où doivent converger comme but principal les chambres syndicales ouvrières. Ce but atteint, l'antagonisme a moins de raison d'être, les grèves deviennent inutiles, et le droit de coalition une mesure illusoire.

L'objectif des chambres syndicales ouvrières, doit donc à l'origine poursuivre un double but : l'intérêt professionnel et l'intérêt collectif. L'intérêt professionnel par l'exécution loyale des contrats d'ouvriers à patrons et de patrons envers les apprentis. L'intérêt collectif par l'élaboration en commun parmi les adhérents du syndicat, d'une réglementation administrative des cas de dissidence, ou d'amélioration possible résultant des rapports avec les patrons. Telle est en substance l'idée principale sur laquelle doit se baser l'organisation du syndicat. Nous reconnaissons que si les attributions du syndicat devaient se borner là, elles seraient insuffisantes ; mais nous craignons qu'au début s'il voulait aller au-delà, il n'échoue parce qu'il importe pour le perfectionnement régulier d'une chambre syndicale de s'assurer avant tout le concours des adhérents. Or, les ressources nécessaires à son premier fonctionnement lui seront mesurées au début, et si elle veut alors joindre à ses attributions principales les attributions momentanément auxiliaires à titre immédiat, telles que l'école professionnelle, la caisse de prévoyance et la caisse d'association coopérative, elle est condamnée d'avance. Ces attributions que l'on peut considérer comme auxiliaires au début, seront nécessaires à un moment donné ; mais elles n'auront leur application opportune 1° Que le jour où les chambres syndicales ouvrières seront légalement reconnues des chefs d'industrie, et appréciées par la profession. 2° Quand elles auront pu par les souscriptions se constituer un

capital appréciable. Ceci est l'œuvre du temps. Que les organisateurs se basent donc sur les deux points principaux, et sur les moyens de se créer des ressources, puis, qu'ils réservent l'avenir, et ils sont certains du succès. Les instigateurs des chambres syndicales ouvrières ont le défaut de les présenter aux futurs adhérents avec des couleurs tellement chatoyantes que ces derniers, qui pour la plupart souscrivent de confiance, s'étonnent bientôt de ne pas voir de résultats immédiats. Alors survient la défiance, puis la dissidence.

On dit que les chambres syndicales ouvrières existent en grand nombre à Paris; c'est vrai, mais nous sommes forcés d'avouer qu'elles se développent difficilement, non-seulement parce qu'elles ont la loi contre elles, mais parce que les membres adhérents se renouvellent constamment, et font d'un syndicat professionnel une agence sans consistance, et par contre sans caractère.

Dans le nombre, il en est cependant qui suivent un développement progressif, et cela grâce à la sage réglementation des statuts qui ne reposent que sur le possible. Tel est le cas de la chambre syndicale des ouvriers bijoutiers-joailliers de Paris dont l'existence remonte à quelques années, et qui est appelée à rendre de réels services à la corporation. Nous croyons utile de reproduire entièrement les statuts qui la régissent; on verra que tout incomplets qu'ils paraissent, les membres du conseil se réservent l'avenir par une clause spéciale, dont le but est la modification sans cesse perfectible qu'on peut y apporter, suivant les propositions adoptées en assemblée générale.

Statuts de la Chambre Syndicale ouvrière de la Bijouterie à Paris.

Article 1^{er}. — La chambre syndicale a pour but :

« De chercher à réaliser, en vue du progrès moral et matériel
« de notre corporation, toutes les améliorations qu'elle est suscep-
« tible d'obtenir par l'étude, la concorde et l'équité-

« De prévenir les conflits entre patrons et ouvriers, ou d'en
« atténuer l'effet par la conciliation.

« De servir d'école pour apprendre à chacun de nous à faire
« ses affaires soi-même.

« Art. 2. — Le conseil d'administration de la chambre syndi-
« cale se compose de 19 membres nommés par l'assemblée géné-
« rale des adhérents.

« Les différents groupes d'adhérents composant la chambre syn-
« dicale devront autant que possible être représentés dans le con-
« seil.

« Art. 3. — L'assemblée générale des adhérents se réunit quatre fois par an ; l'assemblée possède les pouvoirs les plus étendus ; elle nomme et révoque les membres du conseil, et ceux du comité de contrôle ; approuve les comptes, détermine l'emploi des fonds, et juge en dernier ressort les différends soumis à son arbitrage.

« Art. 4. — A chaque assemblée générale, recensement est fait du nombre total des adhérents et du nombre particulier que représente chaque groupe spécial, tels que les groupes formés par des adhérents appartenant à la chaîne, à la fantaisie riche, à la joaillerie, au doublé, au doré, au bijou pour deuil, serti, gravure, émail, gainerie, estampé.

« Chacun de ces groupes nomme des experts dans la proportion de 1 par 10 adhérents.

« Les experts seront accrédités auprès du conseil d'administration pour y débattre les intérêts de leurs commettants.

« Art. 5. — Dans les deux assemblées générales semestrielles, 3 membres du conseil auront à se retirer par voie de tirage au sort, et ne pourront être réélus que six mois après. (Ce renouvellement partiel devra toujours porter sur les plus anciens élus). »

« Art. 6. — L'assemblée générale nomme, en outre, un comité de contrôle à l'égard des fonds, et de surveillance à l'égard du conseil d'administration. Ce comité, composé de cinq membres, plus deux suppléants, est également renouvelable tous les six mois ; deux membres auront à se retirer, et deux nouveaux élus seront appelés à les remplacer. »

« Art. 7. — Les décisions de l'assemblée générale ne sont valables que si elles obtiennent les voix de la moitié plus un, des adhérents présents.

« Toutefois, dans les discussions relatives à l'emploi des fonds, ou tendant à modifier le but de la chambre syndicale, les votes ne seront valables que s'ils représentent la moitié plus un des adhérents inscrits.

« Art. 8. — Nul ne peut faire partie de la chambre syndicale à titre d'expert, de membre du conseil, ou du comité de contrôle, s'il n'est exclusivement ouvrier en atelier et de nationalité française.

« Comme simple adhérent, l'admission ne soulève aucune objection.

« Art. 9. — Les adhérents à la chambre syndicale auront à verser une cotisation de 25 centimes par semaine pour les frais indispensables. L'excédant des cotisations réunies sera employé à former un fonds de réserve, dont l'Assemblée générale disposera

« à son gré. Toute inscription comporte le paiement d'un mois d'avance, net 1 franc.

« Au-dessus de 350 francs, les fonds restés en caisse seront convertis en rentes ou obligations, dont les titres seront déposés à la Banque.

« Tout adhérent, en retard de plus de six mois pour le versement de ses cotisations, devra, pour conserver les avantages qu'offre le syndicat, payer l'arrérage.

« L'adhérent en retard est averti par lettre du conseil au bout de trois mois. Il lui est loisible alors de se libérer par à-compte. La radiation n'a lieu qu'au bout de sept mois, suivant décision de l'assemblée générale.

« Tout adhérent absent de Paris qui, sous une forme quelconque continuerait à remplir ses engagements, conservera ses droits de requérir l'appui du syndicat en tant que l'action serait localisée à Paris.

« Tout adhérent parti à l'étranger, et en ayant donné avis, reprendra en rentrant ses droits antérieurs moyennant paiement de l'arrérage de ses cotisations en tant que son absence ne dépassera point cinq années.

« Tout adhérent appelé au service militaire conservera ses droits sans verser l'arriéré causé par son absence.

« En cas de décès d'un adhérent, les cotisations par lui versées seront acquises à la caisse du syndicat.

« Art. 9 (additionnel). — A partir de 1876, les adhérents nouveaux qui suspendraient le paiement de leurs cotisations ne pourront pas se faire réinscrire. Il leur sera seulement accordé du temps pour se liquider.

« Les membres faisant partie de la chambre syndicale avant 1876 seront seuls admis à se faire réinscrire.

« Art. 10. — Les présents statuts pourront être modifiés chaque année dans une assemblée générale extraordinaire, en vertu d'une délibération préalable signée des trois quarts des membres du conseil d'administration, concurremment avec les membres du comité de contrôle.

« Cette modification devra être votée au scrutin secret, à la majorité des adhérents inscrits, à la condition de réunir au moins les trois quarts des voix des adhérents présents.

« Question des modifications réservée. »

Règlement.

« Art. 1^{er}. — Le conseil d'administration une fois constitué, sera chargé d'étudier spécialement toute question à l'ordre du jour,

« toute proposition d'initiative individuelle ou collective, avant de
« les soumettre au jugement de l'assemblée générale.

« Art. 2. — Toute résolution prise par la chambre syndicale à
« l'égard des conflits entre patrons et ouvriers ne pourra avoir
« qu'une autorité morale.

« Toutefois, dans le cas de contestation entre un patron et son
« ouvrier adhérent au syndicat, sur un prix d'une journée établie,
« il sera fait avance à l'ouvrier de la somme due par le patron au
« minimum de journée offert par ce dernier. Ceci, au cas seule-
« ment ou des poursuites seraient intentées auprès des prud'hom-
« mes.

« La somme ne sera délivrée au demandeur que contre un reçu
« sur papier timbré, et après enquête faite par le conseil.

« Art. 3. — Le conseil choisit dans son sein, un secrétaire et son
« adjoint; un trésorier et un adjoint; un archiviste.

« Art. 4. — Le secrétaire et son adjoint sont chargés de la rédac-
« tion des procès-verbaux, de la correspondance et des écritures
« administratives.

« Le secrétaire devra se tenir à jour fixe en un lieu désigné
« d'avance pour répondre aux renseignements demandés.

« Art. 5. — Le trésorier et son adjoint, sont chargés de la
« comptabilité générale.

« Le trésorier et le conseil sont responsables des fonds laissés à
« leur disposition; quand ces fonds dépasseront la somme de
« 350 francs, ils ne pourront rester entre les mains du trésorier.

« A la première recette de chaque mois le bilan sera affiché
« publiquement.

« L'archiviste est chargé de la conservation des papiers du
« syndicat, tels que : procès-verbaux, actes, correspondance,
« bordereaux.

« Il devra les collationner, et en tenir un compte exact par ordre
« de date.

« Art. 6. — Le conseil d'administration se réunit hebdomadai-
« rement; si dans l'intervalle des séances, il y avait lieu d'en
« provoquer une extraordinaire, le secrétaire en donnerait avis.

« Le conseil nomme un président pour chaque séance, et à tour
« de rôle.

« Art. 7. — Le comité de contrôle nomme dans son sein, un
« secrétaire, et s'il y a lieu, un président à tour de rôle.

« Le comité doit être représenté à chaque séance du conseil
« d'administration, par un membre au moins.

« Les membres du comité présents aux séances du conseil ont
« voix consultative seulement.

« En cas où des agissements contraires au but, ou aux intérêts
« de la chambre syndicale se produiraient dans le conseil, le comité
« de contrôle a le droit d'intervenir directement auprès de celui-ci
« et au besoin de provoquer une assemblée générale.

« Art. 8. — Toutes les fonctions dans le syndicat sont gratuites,
« à l'exception du secrétaire dont l'indemnité sera fixé en Assem-
« blée générale.

« Art. 9. — Tout adhérent sera muni d'un livret dont le coût
« sera à ses frais, contenant les présents statuts et règlement
« imprimés. »

Tels sont les statuts et le règlement qui régissent la chambre syndicale des ouvriers bijoutiers. Les commencements ont été difficiles comme toutes les entreprises nouvelles, on a tâtonné, et comme le fait justement remarquer le paragraphe 2 de l'art. 1^{er} des statuts, le syndicat avait surtout pour but d'apprendre aux intéressés à faire leurs affaires eux-mêmes. Il n'y a pas eu de réclames, de publicité, ni de sollicitation à l'égard des spécialistes ; mais simplement consultation des besoins de l'ouvrier, et association de ces ouvriers pour les discuter et les satisfaire dans la limite du juste et du possible. Aujourd'hui cette chambre syndicale a passé l'époque de transition pour entrer dans une période active ; ses adhérents dépassent 600. Par des raisons personnelles il ne nous est pas permis de faire connaître sa situation financière, néanmoins nous ajouterons à titre de document complémentaire : 1^o Qu'elle a un local spécial contenant un répertoire complet des patrons et des ouvriers adhérents au syndicat. 2^o Elle possède un personnel en permanence prêt à répondre à toutes propositions, sollicitations, ou réclamations. 3^o Elle a fondé de ses propres ressources une école professionnelle de dessin en faveur des ouvriers, et plus spécialement des apprentis. Les professeurs de ces écoles, sont les premiers ouvriers ou contre-maîtres de fabriques importantes. Chaque année une distribution solennelle des prix constate le progrès et distribue les encouragements. Les prix consistent en médailles d'or et livrets de Caisse d'épargne fournis en partie par la chambre syndicale, en partie par les patrons. L'an dernier cette solennité fut présidée par l'honorable M. Falize, chef d'une maison importante de fabrication qui encourage le développement du syndicat de ses conseils et de ses dons. 4^o Enfin le bureau du syndicat vend aux adhérents les outils qui leur sont nécessaires au prix de fabrique. Ces outils achetés en gros font profiter l'ouvrier du bénéfice de l'intermédiaire.

Le progrès de ce syndicat est donc réel, mais il est loin d'être

complet, et les propositions actuellement mises à l'ordre du jour, se réaliseront successivement, alors que les circonstances opportunes le permettront. La première proposition, est la condition faite aux apprentis dans certaines maisons. La loi sur les contrats d'apprentissage de 1852, est complètement tombée en désuétude; et d'ailleurs, ce n'est pas au législateur à rédiger des contrats d'apprentissage, mais bien aux syndicats. Le projet de la chambre syndicale est en élaboration, mais il ne pourra être mis en vigueur que lorsqu'il aura obtenu la sanction des patrons.

La seconde proposition est relative à la Caisse de prévoyance. Il s'est fondé au mois de juillet 1875 dans la même profession, une Société de secours mutuels dite « La Fraternelle » dont le but diffère du syndicat, mais dont la plupart des membres appartient aux deux associations. Là encore les statuts ne contiennent aucune clause d'ostracisme à l'égard des patrons, au contraire l'art. 3 dit : « Seront admis comme membres honoraires ceux qui « par leurs souscriptions contribuent à la prospérité de l'associa-
« tion sans participer à ses avantages. Leur nombre est illimité, « ils sont admis par le bureau sans condition d'âge ni de domicile. »

Il ne fut pas adressé d'autre sollicitation au patronat, celui-ci ne s'en voyant pas exclu comme on le propose dans certaines catégories professionnelles, ou projet d'organisation, souscrivit à l'association, et 17 patrons des plus notables, revendiquèrent le titre de membres honoraires. Or, nous pressentons qu'à un moment donné, lorsque les deux sociétés seront en pleine possession d'elles-mêmes, elles se fusionneront; mais nous sommes autorisés à dire, qu'elles ne le feront que lorsqu'elles jouiront d'une garantie égale pleine et entière. La chambre syndicale est tolérée sans appui de l'administration, tandis que la Fraternelle est reconnue par le Ministère de l'Intérieur, qui en vertu de l'art. 49 des statuts, se réserve la faculté de la dissoudre.

Tel est l'historique d'une chambre syndicale ouvrière, qui s'élève après six années d'existence; elle a beaucoup fait, mais peu réalisé si l'on considère le programme proposé par les organisateurs enthousiastes des syndicats ouvriers. Ils ont le défaut (nous le craignons fort) de ne pas être pratiques parce qu'ils n'appartiennent pour la plupart à aucune profession corporative.

Dans un opuscule traitant de la matière, M. Pauliat (1) qui préconise le syndicat presque comme une panacée, détermine ainsi ses attributions : 1^o Etablissement de tribunaux d'arbitrage pour apporter des modifications à la loi des salaires et aux coutumes du

(1) *Les Associations et les Chambres syndicales ouvrières*, un vol. in-32. Paris, librairie de la *Bibliothèque ouvrière*.

travail. 2° Résistance à l'industrialisme. Règlement du travail des femmes et des enfants dans les manufactures. Des apprentis et de l'enseignement professionnel. 3° L'action sur le gouvernement pour la protection du métier. 4° La régularisation de l'offre et de la demande du travail, par l'union professionnelle. 5° La juridiction corporative, les prud'hommes.

Dans l'esprit de l'auteur, il y a évidemment un optimisme trop avéré à l'égard du développement intellectuel de l'ouvrier et du résultat immédiat des rapports syndicaux. Dans les 5 clauses qui précèdent il demande beaucoup plus que l'ouvrier ne peut donner même en association. Nous demandons comment le syndicat ouvrier pourra obtenir des arbitrages sérieux, s'il n'est pas d'accord avec les patrons. Il est évident (et cela n'entre pas dans l'esprit de l'auteur), qu'on ne pourra obtenir d'acquiescement du patron aux propositions, qu'autant que ce dernier aura reconnu le syndicat. Si, au contraire, on veut faire d'une chambre syndicale ouvrière, un instrument d'opposition et de résistance, on la rend impuissante pour la conciliation, et elle est condamnée d'avance parce qu'on porte dans son sein la plus terrible des divisions : *La concurrence entre ouvriers basée sur la nécessité*. La clause 2^{me} « Résistance à l'industrialisme » est, selon l'auteur, un moyen de s'opposer à l'exploitation de l'ouvrier par le patron, en lui opposant un taux de salaire adopté par l'union syndicale.

Soit, mais la chambre syndicale est-elle en mesure d'empêcher la concurrence de l'offre et de la demande? Nous en doutons, alors le moyen est illusoire. La seconde partie de la clause est plus rationnelle, et nous l'admettons. La clause 3^{me} demande l'action du gouvernement sur la protection du métier, c'est-à-dire un projet de système prohibitif, à l'égard de la fabrication étrangère au profit des ouvriers de chaque profession. Illusion profonde, et alors que l'Etat interviendrait en ce sens (ce qui n'est pas à désirer) le résultat serait-il au profit de l'ouvrier? Et dans quelle mesure? Dans quelle proportion appréciable avec sa situation plus ou moins précaire? Voilà ce que l'auteur n'a pas suffisamment examiné.

La clause 4 pourrait en apparence donner raison à ceux qui supposent que les chambres syndicales ouvrières pourraient par leur union collective devenir un instrument d'oppression à l'égard des dissidents ou non adhérents. Nous allons les dissuader, en reproduisant le paragraphe démontrant de quelle manière l'auteur de ce travail, qui est un partisan dévoué des syndicats ouvriers avec les attributions les plus étendues, comprend cette union : « La « chambre syndicale peut facilement organiser l'offre et la demande

« du travail, et remédier ainsi à la situation que nous venons de
« décrire.

« Il lui suffit pour cela de tenir un registre de renseignements à
« son siège social ou seront inscrits les offres et les demandes. Les
« patrons et les ouvriers devront s'y adresser. Ce registre per-
« mettra à la chambre syndicale de connaître le nombre des ouvriers
« inoccupés et de prendre les mesures susceptibles d'empêcher la
« dépréciation du travail, elle pourra même, en certaines circons-
« tances, adresser des réclamations aux patrons à ce sujet.

« La chambre syndicale devra être prévoyante, et ne pas s'inté-
« resser seulement de l'industrie dans la localité; elle doit l'envi-
« sager dans toute la France, afin qu'étant donné le mauvais
« marché du travail, c'est-à-dire le manque d'ouvrage pour un
« certain nombre d'ouvriers, elle puisse parer à cette éventualité.
« En un mot, d'après nous, la chambre doit pousser à la création
« d'une « Union professionnelle. »

« L'union professionnelle n'est autre chose que l'association des
« chambres syndicales de la même industrie sur tout le territoire.
« Ces chambres correspondent entre elles, elles se renseignent
« journellement sur le taux du salaire et la quantité d'ouvrage dans
« leurs circonscriptions respectives. S'il y a surabondance de travail
« dans un endroit relativement au nombre des ouvriers, la chambre
« syndicale en informe les autres, et celle qui n'en a pas pour tous
« les membres de sa corporation, envoie ceux qui peuvent le plus
« facilement se transporter dans la localité plus privilégiée. De la
« sorte, l'équilibre rompu se rétablit, le chômage avec la misère
« cesse pour ceux qui ne travaillent pas, et ceux qui ont de l'ou-
« vrage n'ont pas à redouter l'abaissement des salaires que produit
« toujours l'excès de bras. »

Ceci est de la théorie pure, mais non un système coercitif, ou de
pression morale proposé pour combattre le chômage. Donc nous
devons être rassurés, en ce sens qu'aucune clause de la brochure
ne porte un caractère de contrainte.

La clause 5^{me} de l'opuscule appelle notre attention sur la juri-
diction des prud'hommes. L'auteur reconnaît l'utilité de cette
institution, qui par le caractère officiel dont elle est revêtue pro-
nonce sur les litiges avec une autorité qui ferait peut-être, selon
lui, défaut aux tribunaux d'arbitrage. Il trouve là une raison
suffisante pour le maintien de cette juridiction en modifiant toute-
fois l'organisation actuelle. L'auteur propose de subdiviser les
catégories des prud'hommes en autant de sections qu'il y a de
professions se rattachant à la même industrie; puis il demande
que les membres de la prud'homie se mettent d'accord avec les

syndicats qui les auront patronnés comme candidats pour rendre des arrêts conformes aux décisions arrêtées par eux.

Nous craignons fort que le réformateur de l'institution, n'en ait parlé plutôt en publiciste qu'en homme pratique ou en ouvrier familiarisé avec l'organisation actuelle des prud'hommes. Il demande la maintien d'une institution avec son côté le plus défectueux, et par contre il veut lui enlever son prestige: *l'indépendance*. Il est évident que la proposition qui vient d'être émise, impose aux nouveaux prud'hommes un mandat qui aliène leur liberté au profit de la collectivité. C'est une sorte de mandat impératif qui ne saurait nullement convenir à une attribution judiciaire aussi limitée qu'elle soit.

Le côté défectueux qui nous fait considérer ladite institution comme superflue, étant donné que les chambres syndicales patronales et ouvrières en arrivent à une entente commune, est celui-ci : L'organisation des prud'hommes divise ses audiences en audiences de conciliation dites petites audiences, et en audiences décisives, dites grandes audiences. Dans le premier cas l'audience est présidée par un patron assisté de deux ouvriers conseillers prud'hommes ; dans le second, l'audience est présidée par un patron assisté de trois autres patrons et deux ouvriers. Dans les délibérations sentencieuses, la voix du président est prépondérante ; or, si l'on considère que les présidents et vice-présidents des conseils sont nommés par l'administration, on comprendra qu'en apparence l'ouvrier soit fondé à considérer ses intérêts inégalement représentés au conseil. Voilà un point que l'honorable publiciste n'a pas pris en considération, et qui a son importance. La réforme la plus utile à notre avis n'est pas le perfectionnement de cette institution qui sera impuissante à côté des services que pourront rendre les commissions mixtes des syndicats. Nous nous associons à l'idée de M. J.-L. Havard, qui, lors d'une discussion sur ce sujet dans une des séances du comité central des chambres syndicales patronales, a fait ressortir non-seulement l'utilité, mais la nécessité des commissions mixtes. Ces commissions ne peuvent avoir d'autorité, qu'autant qu'elles émanent des syndicats ; et à ce sujet l'honorable secrétaire du comité central, nous rapportait ce fait que dans l'industrie du papier peint où les ouvriers sont les plus indisciplinés, on était arrivé à une entente entre patrons et salariés, qu'on n'aurait certainement pas obtenue devant aucune juridiction, et cela par quels moyens?... En prenant les ouvriers par leur côté faible ; l'amour-propre, et en acquiesçant à une partie de leurs demandes légitimes. Il s'agissait alors d'organiser une grève qui devait être des plus préjudiciables aux patrons ; ceux-ci ne jugeant pas à propos d'obtempérer aux

injonctions de leurs ouvriers, sans avoir délibéré au préalable entre eux. La chambre syndicale des patrons fut convoquée sous la présidence de M. Havard, et l'on décida qu'avant de se prononcer on entendrait les délégués des ouvriers. M. Havard communiqua cette décision aux grévistes, et devant la proposition il y eut de nombreuses discussions contradictoires, les uns ne voulant pas de transaction, les autres refusant toute délibération avec le patron. Bref, dans une réunion préparatoire avec quelques délégués, M. Havard fit ressortir les inconvénients d'une grève sans profit pour les ouvriers, et avec une perte relative pour les patrons; ensuite il les assura du bon vouloir des industriels d'arriver à une entente commune. Une dernière réunion eut lieu, et l'on décida qu'une commission élue entre eux, conférerait avec une commission du syndical patronal élue en dehors du bureau de la chambre syndicale, sur les prétentions émises; puis les décisions adoptées entre les délégués seraient portées au bureau de la chambre syndicale des patrons, et à la réunion des ouvriers convoqués à l'effet de les approuver ou de les repousser par un vote.

C'est ainsi qu'on arriva à une entente entre ouvriers et patrons, et que les commissions mixtes se trouvèrent instituées. Si l'on tient compte que dans le cas que nous venons de citer, les ouvriers en papiers peints n'étaient pas encore régulièrement constitués en syndicats; et de plus, que cette catégorie de travailleurs n'est pas de celles qui sont le mieux disciplinées, on sera étonné du résultat. Pour nous, il ne nous surprend pas, il s'imposait par la force des choses; seulement nous reconnaissons qu'il est plus facile d'organiser une commission mixte avec un syndicat aux attributions nettement définies, que par délégation corporative. Dans ce dernier cas, la juridiction des prud'hommes aurait sa raison d'être par la permanence. Autrement les commissions mixtes peuvent facilement les remplacer par cette raison que les patrons et ouvriers préféreront obtenir une justice prompte et gratuite, qu'une sentence motivée et entourée d'une formalité administrative.

VI.

Nous croyons avoir suffisamment démontré dans cette étude, les considérations propres au développement, et surtout à la nécessité des chambres syndicales patronales et ouvrières au point de vue de l'intérêt professionnel des parties. Nous nous sommes entourés de renseignements exacts, et de faits à l'appui pour rester dans la vérité. Un dernier examen demande à être fait, et c'est le plus grave, *des moyens pratiques d'organisation des chambres syndicales ouvrières considérés au point de vue social.*

Les appréhensions à ce sujet sont de plusieurs natures, et nous citerons les principales pour les examiner. On craint que le projet Lockroy ne soit l'œuvre de quelques meneurs de partis, qui sous le prétexte de réunir les ouvriers dans un but d'intérêt professionnel, ne fassent de l'association un camp d'ennemis prêts à entrer en lutte. On a ensuite fait observer que l'établissement de nombreux syndicats ouvriers, alors qu'ils émaneraient d'eux-mêmes, deviendrait un danger social au cas où ils se réuniraient en fédération.

Nous répondrons pour la première hypothèse, qu'il est facile de remédier à cette appréhension en intercalant dans le projet de loi actuellement pendant, un article additionnel ainsi conçu : *Chaque chambre syndicale ouvrière légalement constituée sera tenue de n'accepter comme adhérent, que tout ouvrier exerçant la profession représentée par le syndicat.*

Le bureau, le comité de contrôle, le conseil de surveillance, et toutes les fonctions électives attribuées par les assemblées générales ne pourront être légalement accordées qu'autant que le titulaire exercera la profession dont il sera le mandataire dans le syndicat en qualité d'ouvrier.

Toute infraction au présent article, entraînera la non-reconnaissance de la chambre syndicale comme légalement constituée.

Cette mesure ne sera pas une atteinte à la liberté du Syndicat, et deviendra une précaution contre les tentatives qu'on pourrait redouter des meneurs et des intrigants. Ces tentatives, nous savons qu'elles essaieront de se produire comme elles l'ont fait au congrès ouvrier, où un journaliste se présentait à la tribune comme délégué des ouvriers boulangers, et un publiciste comme délégué des instituteurs libres. Cette qualité leur ayant été contestée à la majorité des votants, on ne leur a pas accordé la parole. Nous espérons que la majorité des ouvriers fera aussi bonne justice des producteurs de panacées qui ne briguent leurs suffrages que dans un intérêt personnel. Dans le cas cependant où la passion les aveuglerait, la clause de prévoyance précitée intercalée dans la loi, les rappellerait à la raison.

Sur la seconde observation, nous ne pouvons croire que de leur propre initiative, les organisateurs des syndicats ouvriers engagent leur chambre syndicale dans des discussions étrangères à l'intérêt professionnel. Les statuts de la Chambre syndicale ouvrière des bijoutiers sont une preuve évidente que les participants s'interdisent toute discussion en dehors de leurs propres intérêts. Nous reproduirons encore comme preuve à l'appui l'article 39 des statuts de la Fraternelle :

« Article 39. — Toutes discussions étrangères aux intérêts de la

« Société, sont interdites ; et dans aucun cas, quelle que soit la nature de la réunion, il est expressément défendu d'agiter la moindre question politique ou religieuse. »

Donc tout danger social nous paraît écarté par l'exclusion de la politique dans des débats qui doivent se concentrer sur l'intérêt professionnel. Peut-être nous opposera-t-on que cette clause s'imposait grâce aux restrictions administratives, mais qu'elle pourrait disparaître le jour où les chambres syndicales s'organiseraient librement.

C'est là une hypothèse douteuse ; il eût été facile en tous cas de réserver la clause au lieu de l'adjoindre, car l'administration n'a imposé ni même révisé les statuts des syndicats qui lui ont été soumis. Fort de son privilège, elle les approuve ou les rejette purement et simplement. Nous ajouterons qu'aux yeux des organisateurs sérieux de chambres syndicales ouvrières, le succès de l'association dépend de la limite des attributions du syndicat basées sur l'intérêt professionnel, et surtout le syndicat localisé. Donc le danger social par le principe fédératif de l'union syndicale ouvrière, ne nous apparaît que comme une exagération, pour ne pas dire un sophisme. Nous dirons plus, nous sommes convaincus que si l'organisation des chambres professionnelles ouvrières prenant de grands développements, quelques instigateurs voulaient en faire une arme redoutable par la fusion, elles se diviserait de ce fait, et l'avenir de l'institution se trouverait compromis pour longtemps.

VII.

Nous appellerons enfin l'attention du lecteur sur l'avenir, et les conséquences des chambres syndicales ouvrières, considérées au point de vue économique et professionnel.

Nous ne reviendrons pas sur les statuts qui doivent les régir, ceux que nous avons exposés ici sont les mêmes, sauf de légères variantes, que tous ceux des syndicats ouvriers déjà existants. La constitution du bureau, le conseil d'administration s'imposent par la même nécessité et les attributions identiques. Ceci établi, nous ajouterons que les assemblées préparatoires qui élaborent des projets d'organisation devront, dans l'intérêt général des membres, faire en sorte que les mandats électifs soient d'une durée relativement courte, c'est-à-dire par période de six mois au plus. Quant aux délégations arbitrales chargées avec les patrons de former les commissions mixtes, elles devront être élues parmi les membres du syndicat, et en dehors du bureau constitué ; leur mandat variera de trois à six mois, mais demeurera en tous cas, subordonné aux travaux qu'ils auront à étudier. Les rapports remis au Conseil

seront soumis à la sanction de l'assemblée générale qui aura seule qualité pour se prononcer. Telle est, en substance, l'attribution importante du syndicat professionnel ouvrier ainsi constitué, il peut avoir un rôle considérable, celui de médiation, de conciliation ou de résistance.

Nous souhaitons que les chefs d'industrie s'associent dans la mesure de leurs droits et de la justice, au mouvement syndical ouvrier. Dans aucune organisation nouvelle, on n'exclut le patronat, mais nous avouons qu'on ne lui fait aucune avance. Nous ne demandons pas que les patrons aillent au devant des syndicats ouvriers, mais nous souhaitons au nom et dans l'intérêt du travail comme du capital, qu'ils les reconnaissent et acceptent de discuter avec eux. Ce point établi la glace est rompue, et l'antagonisme est battu en brèche. Nous savons qu'une lutte entre le travail et le capital offre trop de chance d'un côté pour la discuter, mais la résistance légale opposée par les syndicats peut offrir un danger, qui, pour ne durer qu'un moment, n'en sera pas moins terrible au commerce et à l'industrie condamnés à souffrir de ces dissidences. Nous ne demandons ni avantages, ni privilèges, mais lumière par la discussion, justice dans la distribution et liberté égale pour tous, sous la garantie des lois.

Dans un récent incident soulevé à la Chambre des députés par M. Lockroy, M. le Ministre de l'Intérieur a répondu que : partisan des libertés nécessaires dans un état représentatif, ou tous les intérêts étaient représentés, il ne jugeait pas à propos d'autoriser une réunion préparatoire de délégués syndicaux dont le but lui paraissait plutôt avoir un caractère politique que professionnel. Dans l'intérêt des chambres syndicales elles-mêmes, il croyait devoir interdire cette réunion. Soit, nous partageons l'avis prudent du ministre, mais nous voudrions aussi l'impartialité dans l'application, et que si une réunion syndicale préparatoire non légalisée, est interdite à Paris, elle fut également refusée aux initiateurs de partis, qui se réunissent librement en province.

Nous croyons, comme l'honorable ministre, que dans un Etat représentatif, et surtout dans un Etat où la démocratie approche si près du pouvoir, il est du plus grand intérêt social et politique d'accorder les libertés compatibles et nécessaires avec les besoins sociaux. Si, par la liberté du suffrage, l'ouvrier choisit le mandataire qui représente son opinion politique, il doit, en vertu de cette qualité de citoyen pouvoir jouir du droit de discuter ses intérêts par la liberté de réunion et d'association. Si on lui accorde l'une et qu'on lui refuse l'autre, il y a contradiction dans la loi.

EUGENE PETIT.

L'AVENIR DES FEMMES

I

Parmi les questions qui s'agitent aujourd'hui dans notre état social, il en est une que l'on éloigne, que l'on ajourne après les droits et les intérêts, et qui tient pourtant essentiellement aux uns et aux autres.

La position des femmes se discute, s'élargit et s'élève, non-seulement dans la jeune Amérique, mais dans notre vieille Europe. C'est peut-être en France que cette question a le moins d'actualité, et l'on a lieu de s'étonner qu'il en soit ainsi dans un pays où l'égalité est plus appréciée encore que la liberté.

D'éminents auteurs ont traité la question au point de vue du droit et de la justice, et l'on s'accorde généralement à reconnaître la légitimité de leurs arguments en s'abritant derrière des motifs d'opportunité et de sollicitude dont la partie intéressée ne peut être reconnaissante.

Nous voudrions simplement examiner si l'éducation que les femmes reçoivent et la ligne qu'elles suivent doivent les conduire au but désiré et les y préparer.

L'éducation ! Nous croyons qu'elle est, en général, fort défectueuse, et celle des femmes particulièrement déplorable. Nous marchons vers un monde nouveau avec le bagage de l'ancien monde.

Il y a une éducation générale pour tous, celle des grands devoirs ; il y en a une spéciale pour chacune des deux moitiés du genre humain.

Quelle est la spécialité des femmes ? Celle de mère de famille, grande et belle mission qui ne laisse rien à envier pour la douceur et la dignité de la vie. Celle de la vie intérieure qui commence au foyer, au ménage, se prolonge jusqu'aux relations sociales et s'élève à l'influence morale dont une femme doit être la gardienne.

Occupons-nous d'abord du ménage, et ne craignons pas la vulgarité des détails qui doivent nous conduire à une appréciation générale.

Une femme doit savoir tenir proprement un logement jusque dans ses moindres détails et l'aérer convenablement. Elle doit

savoir la cuisine, connaître les viandes, le poisson, leur confection, la manière de les servir; les légumes, les fruits, la saison. Elle doit connaître le blanchissage, séchage, repassage, l'arrangement du linge dans les armoires. Elle doit savoir raccommoder le linge, couper les vêtements, les essayer, les confectionner, les orner. L'élégance est un attribut féminin. C'est l'élégance simple qui nous délivrera du sot luxe que nous subissons.

Une femme doit tenir compte de la dépense du jour, du mois, du trimestre, du semestre, de l'année. Le calcul mental doit lui être aussi familier que l'alphabet. Ses occupations se morcelant en détails impérieux, il est essentiel de les ramener à une vue d'ensemble.

Une femme, même celle qui ne se croit pas appelée à la maternité, doit savoir soigner un enfant et le diriger pendant ses premières années. Ses indispositions sont encore de son domaine. Elle doit les reconnaître et demander le médecin. L'hygiène doit être pour la femme un enseignement journalier théorique et pratique.

Nos jeunes filles possèdent-elles les connaissances ménagères que nous venons d'énumérer? A bien peu d'exceptions près la réponse ne peut être que négative.

Nous avons à Paris quelques crèches établies près des écoles communales. Pourquoi ne pas faire faire un stage à ces écoles maternelles aux élèves qui ont fini leurs études? Elles pourraient devenir d'excellentes bonnes d'enfant, et leurs soins éclairés réduiraient l'affreuse mortalité des cent mille qui nous sont enlevés chaque année.

Pourquoi dans nos écoles ne donnerait-on pas le repas de midi? Il faut avoir vu les pauvres petits paniers du goûter pour comprendre combien cela est nécessaire. Les élèves prépareraient le repas à tour de rôle, se rendraient compte de l'achat des légumes, du rare pot-au-feu et du prix de revient de chaque portion. Quelle belle occasion d'appliquer les lois de l'hygiène, de faire connaître la valeur nutritive des principaux aliments, la quantité qui doit être absorbée chaque jour pour le développement ou la conservation des forces! Les jeunes filles apprendraient qu'en France l'alimentation est généralement insuffisante, et crée pour nos ouvriers une infériorité à l'égard des ouvriers étrangers mieux nourris. Elles feraient pénétrer ces vérités dans les familles à l'aide de leurs petits talents culinaires, et ce bénéfice ne serait pas le seul. On sait qu'un aliment bien préparé, appétissant, a retenu plus d'un père de famille au logis.

Nous avons des lavoirs publics, pourquoi ne réserverait-on pas

un jour par semaine pour les jeunes filles des écoles? Elles s'y rendraient alternativement sous la gouverne de leurs maîtresses et avec une personne chargée de leur apprendre, non la routine, mais les meilleurs procédés de blanchissage. Ce serait un vrai progrès dans l'économie domestique. Ne songe-t-on pas à raviver l'œuvre de M. Cormenin pour les bains à prix très-modique aux enfants des écoles?

Dans les campagnes c'est un jardin qu'il faudrait annexer à l'école. On suivrait la culture des légumes, des fruits; quelques-unes de ces écoles s'enrichiraient de quelques poules, d'une chèvre, peut-être d'un âne toujours soignés par les élèves, comptabilité en mains. Il sortirait de là une légion de filles de ferme au grand avantage de notre agriculture.

On nous dira que si les élèves font la cuisine, la lessive, le jardinage, elles seront moins en classe; nous considérerions cela comme un bénéfice net. Les écoles retiennent trop longuement en classe les enfants de sept à douze ans. Les occupations actives sont celles qui conviennent à cet âge, et le développement des forces et des organes ne se prêterait que mieux ensuite aux études abstraites.

On ne peut se faire une idée de l'ignorance des jeunes filles élevées dans les pensionnats ou chez leurs parents, à l'égard des choses matérielles. Nous avons entendu une jeune femme, d'une position sociale élevée, demander à table d'où provenaient les haricots blancs; et une jeune fille très-intelligente, s'effrayer en voyant son grand-père donner une poignée d'herbe à son cheval, parce que, disait-elle, les chevaux ne mangent que du foin!

On dira que les connaissances matérielles ne sont pas nécessaires aux femmes qui se trouvent en position de se faire bien servir. Ce en serait qu'une exception, mais nous croyons qu'une femme, quelle qu'elle soit, riche, mondaine, lettrée, une femme doit savoir son métier.

II

La connaissance des choses matérielles et leur emploi ne sont pas le seul but de l'existence des femmes. C'est la base sur laquelle repose l'influence qui doit rayonner autour d'elles.

Dans le plus humble ménage, l'ordre, la propreté, sont des conditions de sécurité et de bien-être. Si on est en position de se faire servir, une femme qui saura son métier sera mieux obéie, plus considérée. Elle préviendra le gaspillage, cette ruine matérielle et morale. Elle devra maintenir l'harmonie entre des jalousies toujours renaissantes, briser l'immoralité et transiger avec les

défauts que la domesticité fait naître ou développe ; s'occuper des intérêts de ces serviteurs qui vivent dans notre intérieur et respecter leurs devoirs de famille. Elle doit exercer un Patronage.

Dans la vie intérieure, que le rôle des Femmes pourrait être grand et beau ! L'intelligence vraiment développée permettrait d'être la compagne de l'homme. Dans les grandes afflictions la femme prendrait la plus grosse part, c'est son bien. Dans les tristes lutttes, si fréquentes de nos jours, entre la conscience et les intérêts elle soutiendrait son mari, et trouverait un sourire pour chaque réduction de bien-être. Elle se garderait d'avoir trop raison, écueil près duquel veille l'amour-propre et n'oublierait pas que le rôle d'une femme est de patienter, d'adoucir et souvent de pardonner. Les enfants élevés dans cette pure atmosphère s'épanouiraient comme des fleurs au soleil. Que nous sommes loin de cet idéal !

L'influence des Femmes sur les relations sociales est immense. Pour l'exercer un grand nombre d'entre-elles se servent de ce triste Code de convenance dont les formes gracieuses ne recouvrent que le vide. Ce Code est devenu le nôtre, celui de la législation française refusant aux femmes l'indépendance de l'individualité.

Selon le code civil, une jeune fille est majeure à 15 ans pour le mariage, pour l'acte le plus important de sa vie ; mais mariée elle retombe dans la minorité pour n'en plus sortir à moins que le veuvage ne lui rende la liberté de sa personne et de ses biens.

La sujestion, l'incapacité attribuées aux femmes se retrouve dans les circonstances les plus insignifiantes. Un vieillard venait de s'éteindre. Il avait quitté son pays natal dans la première jeunesse sans conserver de relations ; ses contemporains avaient disparu. Un certificat d'identité était nécessaire ; une femme honorable pouvait le donner ; mais les femmes sont toujours mineures ! on fit monter le concierge de la maison qui ne connaissait pas le défunt. Sa signature était valable. Pour tourner la difficulté il fallut mentir à la loi.

Dans les classes éclairées l'éducation tempère, adoucit la rudesse du Code ; dans celles qui ne le sont pas, elle éclate dans toute sa sauvagerie. Un mari peut vendre, ou disposer en faveur d'un tiers éhonté, de petit mobilier acheté au prix des veilles de sa femme. Cela s'est vu répété plusieurs fois dans le même ménage ; un mari peut retirer de la caisse d'épargne le livret prélevé sur le pain de la mère pour assurer celui de son enfant.

L'éducation que l'on donne aux femmes a dû se conformer à la position qui leur a été faite. On enraye leur initiative, leur activité.

On ne leur apprend pas à vivre, on leur apprend à plaire. De là le goût des plaisirs et des folles dépenses. Généralement, les femmes ne savent pas agir. La timidité qui est un charme et dont on a fait un défaut et un danger, les paralyse. Si elles surmontent cette timidité, souvent l'élan dépasse le but et elles tombent dans l'excitation et l'exagération.

Un auteur que toutes les femmes devraient lire avec reconnaissance a écrit (1) : « Une servitude crée toujours deux esclaves, celui qui tient la chaîne et celui qui la porte. » L'un se croit tout permis, l'autre s'ingénie à obtenir ce qu'on lui refuse. Ce n'est pas l'harmonie qui règne dans les intérieurs, c'est un antagonisme latent et persistant. Les enfants sont élevés au milieu d'une double influence et l'on sait ce que vaut la dualité en fait d'éducation.

La question religieuse vient aggraver la position. Le sentiment religieux des femmes étant généralement peu éclairé, elles tombent dans la superstition, la forme emportant le fond, tandis que les maris entraînés par la réaction se jettent, tête et cœur baissés dans le matérialisme.

Cependant le mouvement général de progrès qui se manifeste de toutes parts, commence à atteindre les femmes, L'instruction donnée aux jeunes filles devient sérieuse. Elles suivent d'excellents cours et l'on s'étonne de trouver des aptitudes qu'on ne soupçonnait pas. Quelques femmes abordent les sciences avec succès. Déjà parmi les plus hautes, de brillantes exceptions se sont produites et ne peuvent que se multiplier. Nous croyons que les sciences s'en trouveront bien, mais l'avenir des Femmes n'est pas là.

L'existence des femmes se compose de séries de petites choses dont l'ensemble peut élever aux grandes, et c'est peut-être l'une des meilleures manières d'y monter. Une femme supérieure a dit qu'une heure donnée par jour à l'administration d'une maison doit y suffire. Un célèbre économiste anglais a écrit : « l'affaire de la vie d'une femme c'est tout, et cette affaire ne peut pas plus cesser de marcher que le monde de tourner. » Madame de Staël ne voyait que le squelette, Stuart Mill lui donnait l'âme et la vie. Une femme est l'âme de la vie intérieure et son influence s'étend bien au-delà.

Que les femmes se le persuadent bien. Pour améliorer leur position, elles ne doivent guère compter que sur elles-mêmes, qu'elles apprennent à se réunir, à se concerter, à s'entr'aider en mettant de côté les petites jalousies de position, de préjugés, d'intérêts.

Un bon exemple nous est donné au-delà du Rhin. « En 1873,

(1) Legouvé.

les dames d'une grande ville se réunirent en association ménagère, dans l'intention de remédier à l'élévation toujours croissante du prix des objets de première nécessité. Elles essayèrent d'abord de s'adresser à un fournisseur qui, sur la garantie de l'association, livrerait à chaque membre les divers articles à prix notablement réduits. Les dames s'assemblèrent pour discuter l'économie ménagère, et il fut reconnu que l'un des premiers soins de l'Association devrait être de réformer le service domestique.

« Autrefois, le service dans les familles respectables était considéré, non-seulement comme la plus honorable, mais encore comme la seule ressource des jeunes filles sans moyens d'existence. Maintenant, grâce au nombre toujours croissant des manufactures et des magasins, les jeunes filles obtiennent de meilleurs salaires, plus de liberté et préfèrent ce genre de vie au service domestique. L'Association a établi un Bureau de renseignements gratuits et un registre sur lequel on n'inscrit que les jeunes filles qui offrent de bonnes garanties. Depuis deux ans et demi que le Bureau est ouvert, 10,000 jeunes filles inscrites au registre ont été placées. Le comité a examiné le règlement administratif pour le service domestique qui date de 1810 et il a demandé et obtenu diverses modifications à la satisfaction générale.

« A l'une de ses réunions mensuelles, l'Association résolut, pour faire de la propagande, de publier un journal, *Journal des ménagères allemandes*, qui a paru en avril 1874, sous la direction de Mme Lina Margenstern, présidente de l'Association. Ce journal contient des listes de prix-courants et est envoyé chaque semaine à ses 4,000 souscripteurs.

« En 1873, l'Association continuant sa marche progressive établit des boulangeries, boucheries, épiceries qui fonctionnent de la manière la plus avantageuse pour la Société.

« Le grand succès de l'Association ménagère et son importance, ses prix modérés qui obligèrent les marchands à réduire les leurs, suscitèrent les plus amères récriminations des négociants; ils s'unirent pour la renverser; ils écrivirent les plus violents articles dans les journaux et les répandirent à profusion; mais ils n'obtinrent d'autres résultats que de faire mieux connaître l'Association.

« Dans l'hiver de 1873, on commença à établir, sans doute à l'instar de l'œuvre de Mme de Crombrughe, des soirées musicales et littéraires entre les associés dont le nombre s'élève maintenant à 6,000. Des membres distingués de l'armée, de l'administration, de l'aristocratie en font partie, ainsi que les familles de professeurs et de la bourgeoisie. »

Une œuvre formée par des femmes ne pouvait oublier les

malheureux. Un comité a été chargé de s'occuper des pauvres (1).

Voilà l'avenir des femmes : s'appuyer sur les devoirs, sur le métier, et s'élever jusqu'à la haute administration, jusqu'à l'économie politique ; tendre la main à la jeunesse, la soutenir par de bons conseils, par une direction éclairée ; veiller à son instruction sans jamais oublier que l'éducation, l'étude des devoirs, doit marcher de front avec le développement de l'intelligence ; s'occuper des malheureux, non-seulement de leurs besoins, mais encore de leurs plaisirs, car les plaisirs bien choisis sont de bonne hygiène physique et morale ; voilà le rôle des femmes. Quand elles auront dignement rempli ces grands devoirs, une sage justice leur donnera l'indépendance qui leur est due et qu'elles auront méritée.

Les femmes ont contre elles les lois, les mœurs, les préjugés, l'habitude, longue chaîne qui traîne à travers les siècles ; elles marchent dans la vie avec le bandeau sur les yeux et l'entrave aux pieds. L'équilibre qu'elles sont destinées à établir n'existe pas. Le genre humain est boiteux. C'est peut-être pour cela qu'il avance si peu et si mal.

UNE LECTRICE du *Journal des Economistes*.

LES ASILES D'ALIÉNÉS A PARIS

ET L'ÉTAT DES ALIÉNÉS EN FRANCE.

SOMMAIRE : I. Les établissements hospitaliers parisiens. — II. Statistique des aliénés de la Seine. — III. Mesures administratives pour la séquestration. — IV. Asile de Vacluse. — V. Colonie de Vacluse. — VI. Sainte-Anne et Ville-Evrard. — VII. Statistique sanitaire et projets. — VIII. Charenton, Bicêtre et la Salpêtrière. — IX. L'aliénation en France. Statistique générale. — X. Les asiles publics en France.

I. — LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS PARISIENS.

Par suite du prix de plus en plus élevé des terrains dans l'ancien Paris, et de l'agglomération de la population qui serait une cause d'insalubrité réciproque pour les malades et les autres habitants, presque tous les établissements hospitaliers de la capitale

(1) Extrait de la « *English Woman's Review* », september 1876.

sont actuellement édifiés ou reconstruits dans la zone annexée, la banlieue ou même la province. Sauf l'Hôtel-Dieu, rebâti dans la Cité, tous les établissements ont été, lors de leur reconstruction, éloignés du centre : la maison Dubois a été transportée du faubourg Saint-Denis, n° 110, au n° 200 de la même rue ; Sainte-Périne, de Chaillot à Auteuil (où a été établie la nouvelle maison de retraite Chardon-Lagache) ; l'hospice Devillas, de la rue du Regard à Issy ; celui des Ménages de la rue de la Chaise à Issy ; celui des incurables des rues de Sèvres, d'une part, des Récollets, puis Po-pincourt, de l'autre, à Ivry.

Ces établissements sont régis par plusieurs administrations distinctes : celles de l'Assistance publique de la ville de Paris, du département de la Seine, de l'État (section du ministère de l'Intérieur), de la Préfecture de Police. De la première dépendent les 16 hôpitaux parisiens, dont 8 généraux : l'Hôtel-Dieu, Notre-Dame-de-Pitié, dit vulgairement la Pitié, la Charité, Saint-Antoine, Necker, Cochin, Beaujon, Lariboisière ; 7 spéciaux : Saint-Louis, le Midi, Lourcine, les Enfants Malades (dit l'Enfant-Jésus), Sainte-Eugénie (jadis Sainte-Marguerite), la Maison d'accouchements (dite la Maternité), les Cliniques ; un hôpital payant : la Maison municipale de santé (dite la Maison Dubois). En outre, l'ancien hospice des Incurables-femmes, rue de Sèvres, sert provisoirement d'annexe à la Charité ; un hôpital général est en construction à Ménilmontant, [et il existe, rue de Picpus, un hôpital-asile israélite qui est une œuvre privée]. De l'Assistance publique dépendent aussi les hôpitaux pour les enfants scrofuleux de Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais) et de Forges-les-Bains (Seine-et-Oise), la maison de convalescence pour les enfants, de la Roche-Guyon (Seine-et-Oise), et 13 hospices ou maisons de retraite, 6 dans Paris : les hospices de la Vieillesse-femmes (dit la Salpêtrière), de la Rochefoucauld, des Enfants-Assistés (vulgairement des Enfants-Trouvés), l'ex-hospice des Incurables-femmes (provisoirement transformé en hôpital annexe de la Charité, comme nous venons de le dire), l'institution de Sainte-Périne, et la maison Chardon-Lagache, et 7 hors Paris : les hospices de la Vieillesse-hommes (dit de Bicêtre) à Gentilly, Saint-Michel à Saint-Mandé, de la Reconnaissance (dit Brézin) à Garches (Seine-et-Oise), Devillas à Issy, des Petits-Ménages à Issy, des Incurables (dit des Bonshommes) à Ivry, et l'asile Lambrecht à Courbevoie.

Enfin la construction d'un nouvel hospice (dit Tisserand), va être entreprise au Petit-Montrouge, et un autre (dit Lenoir), va être annexé à l'hospice Saint-Michel. Il existe aussi beaucoup d'établissements de charités privés ; parmi les plus importants on peut

citer : l'infirmerie Marie-Thérèse, la maison Sainte-Anne, la maison de Nazareth, l'asile de la Providence, l'hospice Leprince, l'hospice d'Enghien, les cinq maisons des Petites-Sœurs des Pauvres, l'asile-école Fénélon, à Vaujours (Seine-et-Oise), la maison dite autrefois Eugène-Napoléon, l'œuvre de Notre-Dame des Septs-Douleurs, celles des Enfants-incurables, les asiles des convalescentes du Cœur-de-Marie, à Paris et de Sainte-Marie, à Fublaines, près de Meaux (Seine-et-Marne).

Du ministère de l'intérieur dépendent l'hospice des Quinze-Vingts, l'asile des convalescents de Vincennes, celui des convalescentes du Vésinet (Seine-et-Oise), et la maison payante de Charenton. On doit créer aussi un hospice pour les civils mutilés par des accidents. Le département de la Seine administre directement l'asile et le bureau d'admission de Sainte-Anne, à Paris, l'asile et le pensionnat de Ville-Evrard (Seine-et-Oise), l'asile et la colonie de Vaucluse (Seine-et-Oise); et la préfecture de Police possède les dépôts de mendicité de Villers-Cotterets (Aisne) et de Saint-Denis, qui va être remplacé par celui de Nanterre en construction.

II. — STATISTIQUE DES ALIÉNÉS DE LA SEINE.

Le département de la Seine qui, en 1872, comptait 2.220.060 habitants, renferme nécessairement un nombre considérable d'aliénés. Il a en effet à en soigner et surveiller près de 8 000 actuellement, et chaque année on en interne près de 3 200 nouveaux. Aux termes de la loi, chaque département est tenu d'entretenir tous les aliénés qui l'habitent depuis un an et sont dépourvus de moyens d'existence. De ce chef, plus de 6 500 malades se trouvent à la charge du département de la Seine, un peu plus de 4.300 seulement étant soignés à leurs frais ou à ceux de leur famille dans la maison de Charenton, les 12 maisons de santé particulières de Paris et de ses environs et le pensionnat annexé à l'asile de Ville-Evrard.

Pendant longtemps, en dehors des maisons particulières, les aliénés parisiens n'ont eu pour refuge (sans parler des asiles supprimés de l'Hôtel-Dieu et des Petites-Maisons), que Charenton pour ceux qui pouvaient payer, et un quartier spécial des vastes hospices de la Salpêtrière et de Bicêtre pour ceux dont les ressources étaient insuffisantes. Dans ces deux établissements, les fous à Bicêtre et les folles à la Salpêtrière, se trouvent encore aujourd'hui non-seulement avec les idiots et les épileptiques, mais aussi avec les infirmes, les incurables et les vieillards de leur sexe. Aussi, dès 1844, le nombre de places réservées pour les aliénés à

Bicêtre et à la Salpêtrière devenant insuffisant, le département de la Seine conclut des traités avec des asiles de province pour y déverser le trop-plein de ses malades. Cet errement se continue encore et, au 31 décembre 1872, 3 478 aliénés étaient entretenus en province aux frais du département de la Seine, qui les avait expédiés dans 31 asiles départementaux avec lesquels l'administration a passé un traité, et dans 28 autres asiles départementaux où quelques malades sont admis à des conditions débattues.

Pour que le département de la Seine pût garder lui-même tous ses aliénés, comme le veut la loi, M. Haussmann conçut, en 1860, la grande pensée de faire exécuter 12 asiles dans les environs de Paris ; 3 seulement ont été construits : Sainte-Anne, Ville-Évrard et Vacluse. Au 31 décembre 1875, ils renfermaient une population de 1 856 malades, y compris ceux du bureau d'admission et du Pensionnat de Ville-Évrard, et Bicêtre et la Salpêtrière en contenaient 1 268, entretenus par l'Assistance publique aux frais du département de la Seine.

III. — MESURES ADMINISTRATIVES POUR LA SÉQUESTRATION.

Actuellement à Paris, lorsqu'un aliéné quelconque est signalé à l'administration, le commissaire de police du quartier qu'il habite fait une enquête, interroge les témoins, la famille et l'aliéné lui-même, et c'est après cette enquête seulement et sur la production d'un certificat de médecin qu'il peut autoriser le transfert du fou à l'infirmerie spéciale de la préfecture de Police où, après avoir été amené en fiacre par des agents en bourgeois, il est examiné par l'un des deux médecins délégués à cet effet par l'autorité. Cette infirmerie spéciale, faisant partie de la préfecture, mais ayant une entrée distincte, a été inaugurée le 1^{er} janvier 1872. Elle est divisée en cellules où le malade attend l'heure de la visite médicale. Elle est irréprochable, mais les garçons de service portent un costume bizarre et presque effrayant rappelant positivement celui des suppôts de l'Inquisition, et qui peut faire une impression des plus nuisibles sur l'esprit déjà frappé des infortunés que l'on amène.

Si l'examen du médecin confirme l'enquête du commissaire et conclut à la folie, le malade est conduit dans une voiture cellulaire capitonnée, au bureau d'admission, faisant partie des dépendances de l'asile Sainte-Anne. Parfois aussi, le malade est directement conduit en voiture par sa famille de son domicile à la préfecture de Police et immédiatement ensuite au bureau d'admission de Sainte-Anne ; mais c'est là une faveur qu'il faut connaître d'avance

et solliciter, et non une mesure générale appliquée à tous ceux qui seraient heureux d'en profiter. Il y a en outre aux abords de la préfecture et de l'infirmerie qui en fait partie un appareil de portes à barreaux, de gardiens de la paix et de gardes républicains en armes, très-nuisibles aux aliénés atteints du délire des persécutions. On éviterait tous ces inconvénients et beaucoup d'autres, par exemple les longues formalités de la sortie après guérison, en autorisant à nouveau les placements volontaires directs au bureau d'admission (où un des médecins de la préfecture pourrait peut-être venir examiner les malades ainsi entrés), comme le demandent MM. Maxime du Camp et les docteurs Billod, directeur de Vaucluse, et Dagron, directeur de Ville-Evrard. L'aliéné passe quelques jours dans une des chambres isolées de ce bureau ; le médecin de l'établissement l'examine et, si la folie persiste et paraît aussi évidente à ce troisième examen qu'aux deux précédents, le désigne pour un des asiles. Les malades qui ne paraissent pas radicalement incurables sont le plus ordinairement placés à Sainte-Anne, Vaucluse et Ville-Evrard, qui sont plus spécialement des asiles de traitements, et les autres à Bicêtre et à la Salpêtrière. Au bout d'une année, enfin, la place manquant, les malades qui ne sont jamais visités par leur famille, et dont l'état mental ne paraît définitivement pas susceptible d'amélioration, sont versés dans les asiles de province.

Dans tous les cas, un rapport médical sur chaque fou est adressé à la préfecture de Police par le médecin de l'asile, d'abord quinze jours après l'entrée du malade, puis de six mois en six mois, et des magistrats et inspecteurs font, dans toutes les maisons de fous privées et publiques, une visite trimestrielle. On voit combien de garanties sont prises pour éviter soit de séquestrer un homme sain d'esprit, soit de retenir un ancien aliéné guéri.

IV. — L'ASILE DE VAUCLUSE.

Les trois nouveaux asiles ont été établis sur un plan uniforme et en décrivant avec quelque détail celui de Vaucluse, qui se trouve dans la situation la plus pittoresque, nous pourrions nous dispenser de nous étendre sur les autres.

Le domaine de Vaucluse, d'une superficie totale de 128 hectares (soit près de trois fois celle du champ de Mars à Paris), dont 26 hectares de bois, 36 hectares affermés et 10 hectares affectés à la colonie d'idiots, s'étend sur les deux rives de la petite rivière d'Orge, à 2 kilomètres au-delà de la station d'Épinay, sur la ligne d'Orléans, qui borde le domaine. Il est question d'y établir une

halte spéciale; ce serait fort utile, car, actuellement, ceux qui viennent voir les malades ne peuvent profiter des omnibus appartenant à l'établissement et réservés au transport des aliénés, et, après avoir fait 24 kilomètres en chemin de fer, de Paris à Epinay-sur-Orge, les visiteurs doivent se résigner à faire le reste de la route à pied. Le château qui donne son nom au domaine entier existe encore; c'est une belle habitation de la fin du règne de Louis XIV, entourée d'un parc magnifiquement boisé. Acheté avec le reste du domaine par le département de la Seine, le château a été respecté, et l'asile destiné aux aliénés a été élevé dans une autre partie de la propriété, sur les flancs de la colline qui domine l'Orge.

M. Maxime du Camp a décrit si excellemment les asiles d'aliénés dans son livre admirable sur *Paris*, dont nous avons trop brièvement rendu compte (1), qu'il n'a rien laissé à dire après lui, et nous ne pouvons que nous incliner devant tant de précision et de science, serties dans le style le plus pur, en lui empruntant une partie des détails qui suivent.

Les corps de logis exclusivement réservés aux malades se composent de 12 pavillons identiques, 6 pour les hommes, 6 pour les femmes. Ces deux divisions, absolument séparées, sont complétées à leur extrémité par une demi-rotonde dont chacune contient actuellement trois cellules d'isolement (Le nombre pourra en être porté à sept au besoin). Les deux groupes — des hommes et des femmes — sont symétriquement placés de chaque côté des constructions réservées aux services communs. Celles-ci comprennent : le bâtiment d'administration contenant les appartements et bureaux du personnel, avec les parloirs à chaque extrémité; le bâtiment des services généraux contenant la pharmacie, les cuisines et ses annexes, la lingerie, les magasins, la salle de réunion générale, etc.; la chapelle romane en forme de croix grecque, et, au-delà, dissimulée et séparée de l'asile par une grille, la salle des morts. Les différents pavillons et édifices sont étagés sur le flanc de la colline, et de terrasse en terrasse, l'escaladent presque jusqu'au sommet.

(1) *Journal des Économistes*, 3^e série, t. XXXIII, p. 484. — Nous nous sommes servis de la 5^e édition que la librairie Hachette vient de publier dans le format in-18, et dans laquelle tous les chapitres sont suivis d'un appendice donnant les chiffres statistiques se rapportant à l'année 1873. Nous avons puisé aussi quelques renseignements intéressants, dans les récents tirages des guides de M. Joanne : *Paris illustré* et les *Environs de Paris illustrés*, publiés par la même librairie. Enfin, les préfectures de Police et de la Seine, ont bien voulu nous confier quelques documents manuscrits, et, lors de nos visites aux établissements qu'ils dirigent, MM. les docteurs et médecins en chef ont eu l'obligeance de nous donner tous les renseignements verbaux dont nous avons eu besoin.

Les constructions de pierre blanche couvertes de tuiles rouges tranchent vigoureusement sur la verdure du parc.

Des fenêtres les plus élevées la vue est magnifique ; en face, au premier plan, s'étend la rivière, puis le railway, au-delà, la forêt de Séguigny ; à gauche, les pentes boisées s'abaissent jusqu'à Epinay ; à droite, le donjon démantelé de Montlhéry, plus célèbre encore pour avoir servi à la détermination de la méridienne et du mètre, et à la mesure de la vitesse du son et de la lumière, que par les redoutables exploits de ses maîtres féodaux, profile ses hautes ruines sur le ciel, au-dessus du fastueux château moderne de Lormoy.

Toutes les fenêtres, d'ailleurs, aussi bien que les portes, ne peuvent s'ouvrir qu'avec un passe-partout ; il faut prévoir les tentatives de suicide ou d'évasion. Les différents corps de bâtiment sont mis en rapport les uns avec les autres par des galeries couvertes ; une galerie semblable, où l'on peut se promener à l'abri de la pluie comme du soleil, précède chacun des 12 quartiers, du côté du préau. Celui-ci est planté d'arbres, orné de fleurs, et, sur la face opposée au pavillon et à la galerie couverte qui le flanque, clos par un mur s'élevant du fond d'un fossé et suffisamment exhaussé, à partir du fond du saut de loup, pour empêcher les évasions, mais dépassant assez peu pour ne pas masquer la vue de la campagne. Chaque quartier est pourvu d'un préau distinct et comprend en outre une salle de réunion, un réfectoire, deux chambres séparées et trois dortoirs (de 16 lits) complétés par des salles de toilette et des chambres de surveillance où couchent les gardiens dans la division des hommes, et les sœurs dans celle des femmes. Cette chambre n'est séparée du dortoir, éclairé au gaz extérieurement toute la nuit, que par un simple grillage laissant voir tout ce que font les aliénés. Les cabinets de toilette sont pourvus de cuvettes se remplissant d'eau courante et se vidant par un jeu de soupape.

Les fous sont classés selon leur degré d'excitation ; les tranquilles occupent un quartier, les demi-tranquilles un second, les gâteux ou faibles un autre, les demi-agités un quatrième, les agités un cinquième, et le sixième pavillon ou infirmerie est réservé à ceux qui sont atteints de maladies ordinaires et d'infirmités. Au milieu des pavillons sont les bains, munis de tous les appareils hydrothérapiques ; salle de 6 baignoires, deux cabinets pour les agités et les bains médicamenteux ou sulfureux ; salle de bains de pieds chauds ; bains de siège avec douche ascendante, verticale et oblique ; bains de siège et de pied à eau froide courante, piscine froide, douches chaudes, douches froides ascendantes, en colonne, à la main, en pluie, en surprise, écossaise et circu

laire, bains de vapeur, salle de repos et de sudation pouvant servir d'étuve sèche pour les bains thermo-résineux; l'agencement est complété par une gymnastique de chambre. Les différentes sortes de bains locaux et de douches sont distribuées par une batterie de robinets qu'un seul garçon de salle commande du haut d'une espèce de tribune. L'eau s'écoule après emploi par les interstices du plancher à claire-voie.

Dans le bâtiment des services généraux, outre un petit quartier de convalescence, se trouve une vaste salle en hémicycle complétée par une bibliothèque et destinée aux exercices intellectuels, de chant ou de musique, de récitation ou de lecture à haute voix (et où sont faits, à Sainte-Anne et à Bicêtre, des cours très-élémentaires de lecture, d'écriture, de calcul, d'histoire et de géographie); en outre, cette salle sert de loin en loin comme lieu de réunion générale lorsqu'on donne une « représentation théâtrale » dont, non-seulement les auditeurs, mais les acteurs et actrices ne sont autres que les malades en traitement.

Par les exercices du corps, aussi bien que par ceux de l'esprit, on tente de les arracher à leurs chimères. Ce sont eux qui cultivent, à Ville-Évrard comme à Vacluse, le jardin maraîcher et le jardin fruitier.

En 1874, à Vacluse, le nombre des aliénés sortis par guérison, relativement au nombre des aliénés soignés, est de 1 sur 8,16, soit 12,24 0/0, et les accès de fureur sont rares. Ces résultats n'auraient pas été obtenus sans la science profonde, la longue expérience et le zèle incessant du directeur, M. le docteur Billod, qui prêche d'exemple, tente avant tout de se faire aimer de ses malades, leur parle avec bonté, exige de tous ses employés la plus parfaite politesse envers eux, leur témoigne une sage confiance, et, en un mot, autant que possible, les traite *comme des hommes raisonnables*.

Les cellules d'isolement, s'ouvrant chacune sur un petit préau séparé, sont entièrement lambrissées en bois; un volet, dont le mouvement se commande de l'extérieur glissant entre de doubles grilles, permet de mettre le malade dans l'obscurité. Pour les cas extrêmes et très-rares, une cellule, par division, va être entièrement capitonnée, plafond, plancher et murailles; les infortunés que l'on doit, pour peu de temps ordinairement, renfermer là, sont ainsi mis dans l'impossibilité de se faire du mal.

Les réfectoires sont très-propres et très-clairs, garnis de tables en chêne; le service ressemble beaucoup à celui des établissements de bouillon.

La cuisine est faite dans des batteries de marmites à double

fond chauffées à la vapeur par un générateur unique. L'alimentation est excellente, grâce aux légumes et aux fruits récoltés sur ce vaste domaine. Trois repas sont servis : à sept heures, onze heures du matin et cinq heures du soir. Le premier se compose de soupe aux légumes secs, le second de viandes et de légumes très-variés, le troisième de soupe grasse, bouilli et salade ou fromage. Le vendredi, le poisson et la soupe maigre remplacent la viande et le pot-au-feu. Les employés *reçoivent la même nourriture* ; ils ont seulement un plat de plus et un dessert.

L'asile de Vaucluse, isolé au milieu de la campagne, est une véritable ville ; comme une ville, il possède un cimetière, une pompe à feu et une usine à gaz. Dans le domaine on trouve même une ferme, un moulin à eau, une serre.

Les aliénés sont pour la plupart occupés activement ; beaucoup travaillent aux champs et mettent en rapport les 50 hectares de terre qu'ils ont à cultiver, en grande partie, pour leurs propres besoins. Ceux qui ne peuvent se faire au travail agricole sont employés dans les ateliers. Pour les hommes, il y a un atelier de menuiserie, serrurerie et charronnage, un de cordonnerie et un de confection et réparation de vêtements. Le costume des aliénés de l'asile est confortable, de toile rayée de blanc l'été, de drap bleu l'hiver. En outre, des robes un peu plus coquettes sont données aux femmes qui se distinguent par leur conduite et leur travail.

Les femmes sont employées à l'exploitation agricole et à la buanderie, parfaitement divisée en atelier de triage, lavoir et coulage de lessive, étuve pour sécher à l'air chaud pendant l'hiver et séchoir à l'air libre. Tout le linge de l'établissement est blanchi par les pensionnaires, dont quelques-unes parmi les plus sages, c'est-à-dire les moins malades, sont employées à la lingerie, sous la direction des sœurs de Saint-Joseph, de Bourg-en-Bresse. Les aliénés reçoivent pour leurs travaux une petite rémunération qui leur permet, après avoir complété une masse, d'acheter quelques douceurs, tabac et café principalement.

La rémunération journalière varie ordinairement de 10 à 30 centimes, et, exceptionnellement, peut s'élever à 50 centimes et jusqu'à 1 franc, et comprend, en outre, un petit supplément de nourriture et de vin. Du reste, on *engage* tous les malades à travailler, mais on ne les y *force* jamais.

Cette rémunération est d'abord accumulée jusqu'à ce qu'elle ait atteint une certaine somme, dite pécule de sortie, destinée à pourvoir aux premiers besoins de l'aliéné guéri. Si le malade sort avant d'avoir gagné le pécule minimum fixé, l'asile parfait la somme, et, réciproquement, le pécule des aliénés décédés fait

retour à l'établissement. Ce n'est qu'après avoir complété sa masse que le malade dispose de l'argent qu'il gagne; il serait mieux que sa rétribution fût divisée dès l'abord de façon qu'il en puisse disposer d'une partie immédiatement.

En retour de cette rétribution le produit du travail des aliénés appartient à l'établissement, ce qui est éminemment juste, puisque ce n'est qu'une compensation d'une partie de sa dépense. Cependant les fonds alloués par les départements pour l'entretien des aliénés, ne tenant pas compte de cette recette dans les asiles de province, à ces derniers, on a pu, avec le bénéfice procuré par le travail de leurs administrés, solder des travaux importants et même acquérir des domaines, sans parler des travaux des aliénés, utilisés directement et *en nature* dans l'établissement.

Ce magnifique asile de Vaucluse contient 722 places y compris celles de la colonie d'enfants idiots. Il s'y trouvait, au 31 décembre 1875, 550 malades adultes; soignés par 2 médecins, 39 employés, 28 sœurs et 12 filles de service. L'édifice, qui possède cette beauté résultant de l'adaptation parfaite d'un monument à l'usage duquel il est destiné, a été construit par M. l'architecte Lebouteux, ancien prix de Rome, de 1865 à 1868. La dépense s'est élevée à 5.151.001 francs. Vaucluse a été inauguré le 23 janvier 1869. Le 6 septembre 1870, par suite de l'imminence du siège de Paris, la population de Ville-Évrard fut versée à Vaucluse, qui se trouva contenir 1.208 fous. C'est à l'entretien de cette masse de malades que le médecin-directeur, M. le Dr Billod, dut pourvoir au milieu des difficultés de l'invasion. Par l'entremise du prince de Hohenzollern, auquel il avait été recommandé lui-même par la propriétaire d'un château voisin, M^{mo} Cornu, le directeur de Vaucluse obtint du Prince royal de Prusse un document libérant l'asile de toute réquisition, et il maintint si haut et si ferme le drapeau de la France, que pas un Allemand en armes ne franchit les portes, et qu'il osa même, bravant de graves périls, recueillir une partie de la population d'Épinay; il sauva la vie à plusieurs habitants que l'ennemi allait fusiller, et il abrita dans son asile, qui n'a jamais mieux mérité ce nom, les récoltes et les valeurs des réfugiés, ces dernières représentant, à elles seules, une somme de deux millions. Aussi cette commune, justement reconnaissante, a-t-elle fait frapper une médaille en son honneur.

Depuis la paix, l'énergie et la savante et généreuse activité du Dr Billod s'est portée d'un autre côté, et, dans l'intérêt de l'humanité d'abord, de l'administration ensuite, pour diminuer les frais généraux en les répartissant sur un plus grand nombre de têtes, il a songé à organiser à Vaucluse une colonie agricole pour l'édu-

cation des jeunes idiots, en utilisant pour cette création les puissantes ressources de l'asile et les bâtiments d'une vaste ferme construits en même temps.

V. COLONIE DE VAUCLUSE.

Il était triste de penser que l'Angleterre avait depuis longtemps créé à Earlswood cette institution et qu'elle manquait à la France, alors que c'est en France, en 1842, que l'on a établi, dans les anciens bâtiments de Bicêtre, la première école pour les idiots.

Les premiers principes de l'éducation des idiots furent posés par un sieur Séguin, employé à Bicêtre. Quelques essais, cependant, avaient été tentés auparavant à la Salpêtrière par Falret père, et bientôt à Bicêtre par Ferrus. M. Vallée continua, dans ce dernier hospice, l'œuvre commencée par Séguin, et il a depuis établi une école privée à Gentilly; enfin à Bicêtre encore, le bon M. Deleporte ouvrit sa classe, destinée à l'instruction des jeunes idiots, et, depuis 34 ans, il a poursuivi sans repos cette tâche ingrate.

L'Angleterre, avec sa largesse ordinaire, a fondé une œuvre spéciale, et c'est ce que nous avons à imiter. M. Ferdinand Duval a compris l'importance de cette question, et, sur sa proposition, le Conseil général a décidé, le 27 novembre 1873, l'appropriation des bâtiments de la ferme à la création d'une colonie-école d'idiots. Les travaux de transformation, bien que présentant des difficultés exceptionnelles, ont été si habilement conduits par M. Maréchal, architecte actuel des asiles de Vaucluse et de Ville-Evrard, qu'ils sont actuellement à peu près terminés; l'inauguration a eu lieu le 1^{er} juillet 1876. L'établissement n'aura pas le caractère exclusif d'asile hospitalier, mais plutôt celui d'institution destinée à un enseignement exceptionnel, comme celles des sourds-muets ou des jeunes aveugles. La colonie devant avoir, d'après le programme soumis au Conseil général de la Seine, le double caractère d'asile et de pensionnat, les indigents seuls seront reçus de droit à titre gratuit, et l'on n'admettra que les idiots valides de 8 à 16 ans, c'est-à-dire à l'exclusion des gâteux, des épileptiques et des enfants en bas âge. Les garçons seuls seront acceptés; une institution semblable pour les filles est en projet à Ville-Evrard. La colonie, habitée aujourd'hui par 30 enfants, est destinée à en contenir 140, divisés en deux dortoirs de 70 lits (plus un de 7); il y a une infirmerie de 14 lits et deux chambres isolées, un réfectoire; deux autres vastes salles serviront de lieu de réunion pendant le jour et d'oratoire. La cuisine est fort petite, les aliments étant apportés de l'asile dans des marmites norvégiennes, qui en conservent la chaleur; on

a établi enfin une salle de 6 baignoires émaillées, un gymnase couvert et une école, des ateliers de menuiserie, serrurerie, cordonnerie et tailleurs. La culture agricole, à laquelle le plus grand nombre des enfants sera consacrée, comprendra, sur les 10 hectares qui lui sont réservés, grande culture, culture maraîchère, prairies naturelles et artificielles; il y a une étable pour 16 vaches, une écurie pour 4 chevaux, une porcherie pour 30 porcs et un poulailler, le tout, chevaux exceptés, suffisant à la fois pour les besoins de l'asile et de la colonie. Le bâtiment d'administration est principalement occupé par l'instituteur, M. Deleporte, qui est le véritable chef de la colonie, sous l'autorité du médecin-directeur, indépendamment de l'enseignement manuel, en donnera chaque jour de semaine trois heures de leçons proprement dites ou intellectuelles. Celui-ci n'a pas voulu séparer l'instituteur de Bicêtre de ces enfants, que M. Deleporte, à bon droit, appelle « ses enfants », et il a demandé à l'administration de le charger de venir, avec ses 30 élèves les plus susceptibles d'éducation, former le noyau de la nouvelle colonie. Il est juste que celui dont les efforts incessants et pénibles auront pour but de faire rentrer dans la famille humaine ceux que la nature elle-même semblait en avoir retranchés, soit comme le père intellectuel de ces pauvres enfants pour lesquels l'éducation professionnelle ne sera d'abord, en quelque sorte, qu'un moyen curatif pour faciliter leur éducation morale, qui se fera par l'enseignement oral et surtout par l'enseignement visuel. Et tous ceux, médecin-directeur et maître d'école, qui auront travaillé à faire pénétrer un rayon de lumière, une pensée divine dans ces âmes obscurcies, auront bien mérité de l'humanité.

VI. SAINTE-ANNE ET VILLE-EVRARD.

Nous avons dit que Vacluse, Ville-Évrard et Sainte-Anne ont été construits sur un plan uniforme; la description assez détaillée que nous avons donnée du premier de ces asiles, peut donc s'étendre aux deux autres; mais, pour être complet, nous allons résumer en quelques chiffres ce qui est particulier à ces derniers, et donner une courte description du pensionnat payant de Ville-Evrard et de la *sûreté* de Bicêtre, les seules institutions qui n'aient pas leurs similaires à Vacluse.

Sainte-Anne a été bâti de 1864 à 1867, par MM. Questel et Daumet, sur un domaine de 14 hectares, situé dans Paris, entre la rue de la Santé et le chemin de fer de Sceaux, et qui, depuis 1833, avait été transformé en une ferme annexe de Bicêtre, exploitée par les aliénés de ce dernier asile. Les bâtiments de Sainte-Anne ont

été inaugurés le 1^{er} mai 1867; ils sont très-semblables à ceux de Vaucluse (sauf que chacune des deux divisions, hommes et femmes, comprend 9 cellules d'isolement, dont une entièrement capitonnée). Le nombre des malades en traitement s'élevait à 594 au 31 décembre 1875. Sur le domaine se trouve encore le bureau d'admission, contenant 50 places (dont 32 occupées le 31 décembre 1875), où tous les fous sont d'abord amenés, comme nous l'avons dit. Le chiffre total des dépenses faites à Sainte-Anne s'élève à 9.504.705 francs.

L'asile de Ville-Évrard est situé près des lignes de l'Est, entre la station de Chelles et Neuilly-sur-Marne; on y est amené de la gare de Nogent, sur le chemin de fer de Vincennes, par un omnibus spécial qui fait le service le jeudi et le dimanche. Situé sur les bords de la Marne et du canal de Chelles, à 16 kilomètres de Paris, dont 9 de chemin de fer et de 5 voiture, le domaine est immense, et il ne couvre pas moins de 290 hectares (plus que certains arrondissements parisiens); une grande partie en a été affermée pour 18 ans en 1872. L'asile, édifié par M. Lequeux, a été inauguré le 20 janvier 1868, et a coûté 6.135.132 francs, y compris la dépense de construction du pensionnat, ouvert en avril 1875, dont il nous reste à parler, et qui est composé d'une série de pavillons isolés bâtis dans la seconde partie du parc. Ce dernier établissement, après son achèvement définitif, pourra recevoir 160 pensionnaires, moitié de chaque sexe, qui seront soignés par 40 gardiens, mais tout récemment, lors de notre visite, il n'y avait encore que 60 malades, les arrangements intérieurs n'étant pas terminés. Au 31 décembre 1875, le nombre des pensionnaires n'était que de 42.

L'ancien château de Ville-Évrard a été aménagé pour le service du pensionnat : le corps de logis central contient, au premier étage, la lingerie, le vestiaire et les logements des employés et serviteurs, au rez-de-chaussée, la cuisine et ses annexes.

Il y a quatre classes de pensionnaires, payant annuellement (1) 900, 1.200, 1.800 et 2.400 francs, non compris les extras, tels que domestique attaché spécialement à la personne d'un aliéné, etc.

L'aile de gauche, ou nord-ouest du château, est réservée à l'habitation de six fous, et l'aile de droite, ou sud-est, à celle de six folles. Chaque malade a une chambre particulière avec cheminée entourée d'une grille fermant à clef. Les rideaux du lit et de la fenêtre sont soutenus par des barres fixées elles-mêmes à la muraille ou au plafond par des pinces qui s'ouvriraient sous une traction

(1) La pension de 900 fr. n'existe qu'en faveur des malades appartenant au département de la Seine.

un peu forte, si, par exemple, l'aliéné essayait de s'y pendre. Un fauteuil, une commode-toilette, une table de travail, une table de nuit complètent l'ameublement. Entre deux chambres de malade est un cabinet de gardien communiquant avec elles par des ouvertures grillées. Chaque groupe de chambres est complété par un salon avec piano, une salle à manger, un office, une salle de billard (dans l'aile des hommes) et une salle de bains. Les baignoires, comme dans l'asile, sont munies d'un *bouclier*, c'est-à-dire d'une couverture en toile très-forte, que l'on boucle au-dessus de la baignoire pour empêcher l'insensé de s'en échapper.

Le pensionnat est composé, outre l'ancien château, de 8 pavillons isolés, 4 dans chaque division des hommes et des femmes. Le plus rapproché du château, à gauche et à droite, comprend 12 chambres à peu près semblables à celles que nous avons décrites; le deuxième et le troisième pavillon, pour 33 malades chacun, destinés aux pensionnaires des classes inférieures, sont divisés en petits dortoirs isolés, de trois à six lits, parquetés, cirés, ventilés, chauffés par un calorifère à air chaud et éclairés extérieurement au gaz toute la nuit, comme ceux de l'asile. Le quatrième pavillon ne contient que deux cellules matelassées, donnant sur deux petits préaux isolés pour les furieux.

Ces neuf édifices, éparpillés au milieu des vieux arbres du parc, ne sont pas reliés par des galeries, ce qui a pour résultat d'obliger à réchauffer dans les offices, sur des fourneaux à gaz, les mets envoyés de la cuisine centrale; on pourra parer à cet inconvénient par l'emploi des marmites norvégiennes.

Les pensionnaires s'habillent à leur frais comme ils l'entendent, les familles ayant ordinairement une grande répugnance pour tout costume spécial.

Le matériel mobile est semblable dans le pensionnat et l'asile, et se retrouve pareil à Vaucluse et Sainte-Anne.

Tous les quartiers sont presque semblables cependant; à Ville-Évrard, dans chacune des deux divisions, un des dortoirs de l'infirmerie est disposé en chambres séparées pour 11 malades atteints d'affections transmissibles; et l'architecte actuel de cet asile, M. Henri Maréchal, vient, également dans chaque division, de partager le dortoir le plus éloigné de l'entrée de l'établissement en 12 cellules d'isolement, lambrissées, garnies de forts treillages aux fenêtres, mais non de barreaux, et dont on a éloigné tout ce qui rappellerait un cachot; ces chambres remplaceront en très-grande partie, pour le logement des agités, les cellules de force disposées en hémicycles, et qui sont réservées pour les cas extrêmes. Au total, l'asile contient 640 places. Il en contiendra 660 en 1877.

Comme le pavillon, le mobilier des agités diffère un peu de celui des autres quartiers; les assiettes et les verres sont remplacés par des écuelles et des gobelets de métal, les chaises par des bancs vissés aux tables, et les fourchettes ordinaires par d'autres en métal mou à dents très-courtes; les couteaux de l'asile (quoique leur lame soit molle et leur bout arrondi et émoussé), sont prudemment supprimés; et leurs lits, comme ceux des gâteux, très-profonds pour que les malades n'en puissent tomber, sont, en outre munis, à la partie médiane, d'une alèse de caoutchouc percée d'un orifice correspondant à celui d'un large entonnoir de zinc placé sous le sommier et dont le but se devine aisément.

On le voit, dans les établissements nouveaux, tout est prévu; l'esprit le plus ingénieusement inventif est appliqué sans cesse à soulager ces misères sans nom.

Les asiles et les maisons de santé méritent enfin leur nom, et ne sont plus les geôles épouvantables dont les personnes âgées ont conservé un souvenir d'horreur. La folie peut assez souvent se guérir, comme le prouvent les chiffres intéressants cités par le directeur de l'asile Ville-Evrard, M. le Dr Dagron, dans le livre si curieux et consciencieux qu'il vient de publier, et où il résume les observations les plus frappantes de sa longue carrière médicale (1).

VII. STATISTIQUE SANITAIRE ET PROJETS.

En 1872, dans tous les Asiles parisiens, 4.081 malades ont été traités, et sur ce nombre, 888 sont sortis, savoir 533 guéris, 346 améliorés, et 9 avant guérison ou amélioration; donc 879 ont pu être rendus à la vie ordinaire. A Ville-Evrard, il se trouvait 680 malades au 31 décembre 1875, y compris les 42 du pensionnat. En 1874, il y a eu 1 guérison sur 9,88 malades traités, soit 10 0/0; mais il y a eu des années meilleures, et, pour l'ensemble des 7 ans d'exercices—20 janvier 1868, 31 décembre 1874,—on compte : nombre total des aliénés admis à Ville-Evrard, 3.361; guéris 921, soit 1 sur 6,1, ou 16,63 0/0; décédés 453, soit 1 sur 12,22, ou 8,18 0/0 (moitié moins que de guéris); évadés 111 (tous retrouvés); transférés dans d'autres asiles, 1205 (dont 534 envoyés à Vaucluse pendant le siège, comme nous l'avons dit); repris par leurs familles et sortis par des causes diverses, 84. Le nombre des admissions varie beaucoup suivant les mois; il atteint le maximum dans les grandes chaleurs, 448 en juillet, et son minimum dès qu'elles sont passées, 200 en octobre. Sur les 3.361 malades admis, il n'en est que 1.829 dont on

(1) *Des Aliénés et des asiles d'aliénés*, Paris, Delahaye, 1875, 2 vol. in-8° de 214 et 152 pages avec le plan de Ville-Evrard.

ait pu découvrir la cause de leur folie, et parmi ceux-ci, bien plus de la moitié, 1.058, avaient été conduits à l'asile par les excès alcooliques. En revanche, si l'ivrognerie est une des causes les plus fréquentes de l'aliénation, ce genre de folie est un de ceux qui, pris à temps, offrent le plus de chances de guérison : sur les 921 malades guéris 460 étaient des alcoolisés. Ce qu'il importe c'est, quelle que soit son origine, de soigner cette maladie—comme toutes les autres, à son invasion, car les chances de guérison diminuent rapidement avec le temps : 698 malades sur 921, plus des deux tiers, ont été guéris après moins de six mois de séjour à l'asile; un seul après plus de deux ans.

Beaucoup d'aliénés n'étant amenés que lorsque le mal a fait de grands ravages, les décès suivent la même décroissance que les guérisons : 251 sur 453, plus de la moitié, ont eu lieu dans les six premiers mois, et un seul après plus de deux ans; enfin, sur le total des décès 251, le même chiffre exactement, ont été occasionnés par la paralysie générale qui enlève à peu près tous ceux qu'elle atteint. En somme, on le voit, si dans les deux premières années le patient n'est ni guéri, ni mort, il a bien des chances de rester de longues années à l'asile.

Ce sont ces malades chroniques que l'on envoie en province; mais, pour obéir à la loi et à l'humanité, il faudra bien reprendre le projet de M. Hausmann et édifier près de Paris des hospices où ces infortunés recevront, près de leurs parents et de leurs amis, les soins qu'ils réclament. Pour compléter le service le médecin-directeur de Vaucluse, M. Billod, propose, dans une substantielle brochure (1), de créer trois vastes asiles de chroniques, contenant 1.200 places chacun, dont un sur le territoire de Ville-Evrard; une annexe de 300 places pour les aliénés pauvres ayant connu l'aisance, pour les déclassés en un mot, sur le territoire de Vaucluse; une colonie d'idiotes (dont nous avons déjà touché un mot) et un quartier d'épileptiques à Ville-Evrard, — où le médecin-directeur, M. Dagrón, propose d'ajouter encore une annexe pour les aliénés exerçant un métier, catégorie si nombreuse à Paris.

VIII. CHARENTON, BICÊTRE ET LA SALPÊTRIÈRE.

Nous terminerons en parlant des anciens asiles : la maison de Charenton a été fondée en 1641 et a commencé à recevoir des malades de tout genre en 1645; elle prenait depuis longtemps des

(1) *Etude sur des questions concernant la réorganisation du service des aliénés de la Seine*. Paris, Masson, 1874, br. in-8° de 88 p.

aliénés en pension quand elle fut supprimée avec tous les établissements desservis par des religieux en 1793. Elle a été rétablie comme pensionnat national sous la direction immédiate de l'État dès 1797; c'est la seule qui se trouve dans cette situation. Les bâtiments contenant 570 places, ont été reconstruits sous le règne de Louis-Philippe, ce qui a entraîné une dépense de plus de cinq millions. Les pensionnaires des deux sexes, au nombre de 364 le 31 décembre 1873, payent annuellement 900, 1.200 ou 1.500 francs, suivant la classe. On paye en plus 900 francs pour un domestique et 800 pour une bonne. Ce pensionnat est celui où sont placés les militaires entretenus aux frais du ministère de la Guerre qui paye 3 fr. 50 par journée d'officier et 2 fr. 47 par journée de sous-officier ou de soldat. Le ministère de l'Intérieur dispose de 57 bourses et de 44 demi-bourses, dont les titulaires sont totalement ou partiellement entretenus aux frais de l'État.

Grâce au permis de visite que le directeur eut la bienveillance de nous accorder, nous avons pu être guidé avec la plus aimable obligeance par un des employés de la comptabilité, M. Marsalès, dans l'hospice de Bicêtre.

Bicêtre a été reconstruit par l'ordre de Richelieu en 1632 pour être le refuge des officiers invalides, et depuis 1648, il servit à l'Assistance publique pour recueillir les enfants trouvés. Dès 1637, il fut destiné à recevoir les indigents, les prostituées, les fils insoumis, les vagabonds, les voleurs auxquels s'ajoutèrent plus tard les aliénés, les individus malades par suite de débauche, les condamnés avant leur exécution ou leur envoi au bagne, aux colonies ou dans les prisons. Cette promiscuité épouvantable dura longtemps. En 1792, les malades par suite de débauche furent transportés à l'hôpital du Midi. Ce fut en la même année que Pinel, nommé médecin de Bicêtre, ouvrit l'ère moderne du traitement de l'aliénation en faisant déchaîner tous les fous. Le Directoire, qui reconstitua la maison de Charenton en 1797, décida en même temps, par un arrêté renouvelé l'année suivante, que les aliénés cesseraient d'être admis à l'Hôtel-Dieu et ne seraient plus reçus qu'à Bicêtre, la Salpêtrière et Charenton. (Les 50 places des Petites-Maisons et les 84 places de l'Hôtel-Dieu se trouvèrent ainsi supprimées). En 1802, le conseil général des hospices fut mis en possession d'une partie de Bicêtre, et, en 1807, le service des aliénés y fut définitivement organisé. Bicêtre, devint ainsi le premier modèle des maisons d'aliénés modernes, et c'est à ce titre qu'il mérite une mention spéciale.

Bicêtre, comme la Salpêtrière, avait le quadruple caractère d'asile, d'hospice, d'hôpital, de prison. La maison est devenue seu-

lement hospitalière, dépendant uniquement de l'Assistance publique, en 1836, quand les prisonniers furent transférés au Dépôt des condamnés ou Grande-Roquette.

Actuellement, Bicêtre est un hospice ouvert aux infirmes, aux incurables et aux vieillards de 70 ans révolus et un asile destiné aux épileptiques, aux idiots et aux aliénés. Les enfants de 8 à 16 ans idiots, imbeciles ou arriérés, non gâteux ni épileptiques, viennent d'être transférés à Vaucluse. Les enfants plus jeunes ou infirmes restent à Bicêtre.

Enfin, les épileptiques simples envoyés par l'Assistance publique et les épileptiques aliénés, expédiés par la préfecture de police, sont tous réunis à Bicêtre, quel que soit leur âge; mais si les jeunes idiots sont élevés à Bicêtre ou à Vaucluse, les idiots adultes sont placés à Villers-Cotterets, où ils sont confondus avec les mendiants et les vagabonds, ce qui n'est pas juste; ce sont de véritables incurables ayant au moins droit aux places que l'ouverture des nouveaux asiles rend vacantes à Bicêtre.

Actuellement, cet hospice renferme, en y comprenant les employés et leur famille, près de 3.000 habitants; ce nombre est déjà réduit; en 1789, il s'élevait à 4.094 personnes.

Le nombre des lits d'aliénés s'est élevé à 854, mais il n'y en avait que 538 d'occupés le 31 décembre 1875, et ce nombre ira plutôt en diminuant.

La superficie de l'hospice est de plus de 21 hectares, et, comme Ville-Évrard et Vaucluse, il possède, depuis 1860, une usine à gaz et une pompe à feu; mais, tandis que la machine à vapeur de Vaucluse puise l'eau dans l'Orge et celle de Ville-Évrard dans la Marne, celle de Bicêtre élève l'eau du fameux puits de 58 mètres de profondeur et 5 de diamètre, creusé en 1735.

Les cabanons de Bicêtre sont anciens et ont les défauts de leur vétusté. Les cours, plantées de vieux et beaux arbres, sont entourées d'arcades où l'on peut se promener à l'abri, mais, qui ont l'inconvénient de gêner le renouvellement de l'air, ce qui n'a pas lieu avec les légères galeries couvertes des nouveaux asiles.

Les dortoirs n'ont pas l'aspect confortable des nouveaux asiles, mais ils sont plus loin encore des hideux cabanons d'autrefois. A l'extrémité du quartier des aliénés se trouvent les bâtiments où l'on surveille les fous dits criminels; c'est une rotonde appelée la *sûreté*, divisée en 24 loges donnant d'un côté sur des petits préaux isolés, ornés encore de fleurs et d'arbres, et de l'autre sur de petites salles fermées, servant de chaufferie l'hiver et séparées par des grilles en bois de la pièce centrale où se tiennent les surveillants. Ce quartier spécial vient d'être réparé afin d'empêcher les évasions, en at-

tendant la création d'un nouveau quartier de *sûreté* dans de meilleures conditions.

Il y a en France un assez grand nombre d'aliénés condamnés ou qui l'auraient été sans leur maladie. Pour éviter leur contact à ceux dont la vie a été irréprochable, comme le demande M. Dagron, il faudrait les réunir dans un quartier de 300 places au moins, qui relèverait, non plus d'un département, mais de l'Etat, et où tous les fous de cette espèce, sévèrement séparés les uns des autres, seraient sequestrés, quel que soit leur domicile.

La rotonde de *sûreté* étant trop petite, une partie des aliénés condamnés ou dangereux sont enfermés dans les bâtiments dits les anciennes et les nouvelles colonnes, bordés de cellules de force au nombre de 20 dans chacun des deux quartiers. Les cellules donnent, d'un côté, sur une colonnade entourant le préau garni de beaux et vieux arbres, comme tous ceux de l'hospice; de l'autre, sur un couloir de surveillance servant de chauffoir. Les fenêtres, closes de grilles fixes, d'un dessin assez élégant, sont en outre, ainsi que les guichets et les portes, fermées de verrous de *sûreté*. L'ensemble est presque monumental, mais les cellules sont trop semblables à des cachots, et ce qui est vraiment excessif, dans certains cabanons on ne trouve que le baquet fétide et un lit fait directement sur le sol sans bois de lit, sans siège aucun. Ceci a pour but d'empêcher les hommes de se créer des armes en démolissant leurs meubles, mais avec la camisole de force en forte toile, lacée par derrière, on les mate sans les priver de l'indispensable.

L'histoire de la Salpêtrière est presque calquée sur celle de Bicêtre. Dès 1637, en même temps que Bicêtre, ces vastes constructions sont remises à l'hospice général, qui y loge des mendiants. En 1669, on construit à la fois les chapelles de Bicêtre et de la Salpêtrière, et, dès 1684, celle-ci est aussi à la fois dépôt de mendicité, hôpital pour les femmes malades par suite de débauche, asile d'aliénés, hospice de vieillards, maison de détention pour les prostituées, maison de correction pour les jeunes filles débauchées dont l'incarcération était demandée par leur famille, et prison pour les femmes arrêtées et condamnées. En 1792, l'ouverture de l'hôpital du Midi débarrasse la Salpêtrière des filles malades. En 1802, le conseil général des hospices prend possession de la Salpêtrière et verse immédiatement toutes les femmes détenues dans les prisons et, désormais, la Salpêtrière n'a plus contenu que les infirmes, les incurables, les femmes âgées, les idiots, les épileptiques et les folles. La Salpêtrière couvre une superficie de 31 hectares, et sa population totale, y compris le personnel, dépasse 4.500 habitants.

Il y a 45 corps de bâtiments percés de 4.682 fenêtres. Il a existé

1.344 places d'aliénées et il y en a eu jusqu'à 1.630 d'enfermées. Mais on a reconnu l'abus ; il n'en restait que 730 le 3 décembre 1875, et leur nombre, encore un peu diminué depuis lors, sera maintenu dans les limites prescrites par les nécessités de l'hygiène.

IX. L'ALIÉNATION EN FRANCE. : STATISTIQUE GÉNÉRALE.

En résumé, le 31 décembre les différents asiles et maisons de santé privées et publiques de Paris et de ses environs renfermaient une population totale de 4.315 aliénés (y compris les idiots et épileptiques), dont un document inédit, qui nous a été procuré par les prefectures de Police et de la Seine, nous permet de faire connaître le détail :

Nombre d'aliénés présents au 31 décembre 1875.	Hommes.	Femmes.	Total.
A Bicêtre.....	538	»	538
A la Salpêtrière.....	»	730	730
Au bureau d'admission de Ste-Anne...	41	21	32
A l'asile Sainte-Anne.....	296	298	594
A l'asile de Vacluse.....	265	285	550
A la colonie de Vacluse.....	»	»	»
A l'asile de Ville-Évrard.....	311	327	638
Au pensionnat de Ville-Évrard.....	47	25	42
A Charenton.....	281	283	564
Dans les 12 asiles particuliers de Paris et de ses environs.....	303	324	627
Total.....	2.022	2.293	4.315

Un autre document nous donne le détail du nombre des aliénés envoyés à l'infirmerie spéciale de la préfecture de police et des aliénés placés en 1875 :

Envoyés à l'infirmerie.	Hommes.	Femmes.	Total.
Prévenus et condamnés.....	552	251	783
Arrêtés sur la voie publique.....	376	233	609
Amenés de leur domicile.....	552	629	1.181
Total.....	1.480	1.063	2.573
Remis en liberté comme sains d'esprit.	263	124	387
Reste.....	1.217	969	2.186
Décédés.....	3	0	3
Reste...			2.183

	Hommes.	Femmes.	Total.
Envoyés au bureau d'admission.....	4.189	956	2.145
Envoyés aux hôpitaux.....	13	13	26
Envoyés dans les maisons payantes...	12	0	12
Total égal.....			2.183

A ajouter d'autre part;

Placés volontairement dans les maisons payantes.....	362	282	644
Envoyés d'urgence au bureau d'admission par les commissaires de police.	12	10	22
Envoyés d'urgence au bureau d'admission pour évacuation d'hôpitaux....	193	134	349
Total des aliénés placés.....	1.783	1.413	3.198

Le total des aliénés envoyés au bureau des admissions de Sainte-Anne en 1875, a donc été de 2.516.

Il est intéressant de rapprocher du nombre des aliénés vivant dans les asiles parisiens, ceux des malades de cette espèce existant en France lors du dénombrement de 1872 pour une population de 36.102.921 habitants, il s'élevait à 87.968, se subdivisant ainsi :

	Hommes.	Femmes.	Total.
Fous.....	24.788	28.047	52.835
Idiots, crétins.....	20.456	14.677	35.133
	Fous.	Idiots et crétins.	Total.
Vivant à domicile.....	20.020	30.984	51.004
Vivant dans les asiles.....	32.815	4.149	36.964
Total.....			87.968

Dans cette même année 1872, le nombre des malades traités dans les asiles s'est élevé à 50,274, se subdivisant ainsi :

	Hommes.	Femmes.	Total.
Présents dans les asiles le 1 ^{er} janvier 1872.....	17.728	19.826	37.554
Admis dans l'année.....	6.858	5.862	12.720
Traités.....			50.274
Sortis dans l'année.....	6.606	4.778	10.784
Restent au 31 décembre 1872.	18.580	20.910	39.490

Sur les 50.274 malades traités, il en est sorti 3.089 guéris : (1.638 hommes, 1.451 femmes), soit 6,1 0/0, et 1.324 améliorés, soit 2,6 0/0.

Ces chiffres sont très-faibles, et leur faiblesse doit probablement s'expliquer par les terribles événements de la guerre et des trou-

bles intérieurs (1). Comme comparaison, on peut dire que dans la colonie belge de Gheel la proportion des guérisons s'élève à 19 0/0, dans les asiles du même pays à 31 0/0, et enfin dans l'établissement d'Illenaü, dans le grand-duché de Bade, le nombre des guérisons *sans rechutes* atteint à 42 0/0. Il est vrai que dans ce dernier on traite plus spécialement des malades offrant des chances de guérison.

X. LES ASILES PUBLICS EN FRANCE.

D'après la loi française, chaque département doit pourvoir à l'entretien de ses aliénés; dans ce but, un grand nombre ont fondé un asile départemental géré directement, d'autres se sont entendus avec les hospices appartenant à l'assistance publique de diverses communes, où les aliénés sont entretenus dans des quartiers spéciaux aux frais du département, d'autres ont traité avec des maisons particulières religieuses ou laïques qui se trouvent ainsi transformés partiellement ou totalement en asiles publics sous le contrôle administratif et médical de l'État et du département, mais aux risques et périls financiers de ceux qui exploitent l'entreprise; d'autres départements, enfin, comme celui de la Seine, emploient tous les modes et envoient leurs malades dans leurs propres asiles administrés en régie, dans les asiles des autres départements, dans ceux annexés aux hospices et dans les asiles privés assimilés aux asiles publics en soldant un prix de journée convenu. Nous terminerons par la liste des asiles gratuits de France, en faisant précéder d'un astérisque le nom de ceux où sont envoyés les aliénés de la Seine.

Pensionnat relevant de l'État (gratuit seulement pour les boursiers).

Charenton * (Seine).

Asiles administrés par les départements (au nombre de 45).

Prémontré * (Aisne), Moulins (Allier), Saint-Lizier (Ariège), Rodez * (Aveyron), Marseille (Bouches-du-Rhône), Aurillac (Cantal), Breuty-la-Couronne, près d'Angoulême * (Charente), Lafond (Charente-Inférieure), Dijon (Côte-d'Or), Evreux * (Eure), Bonneval * (Eure-et-Loir), Quimper * (Finistère), Toulouse * (Haute-Garonne), Auch * (Gers), Bordeaux * [*hommes*] (Gironde), Cadillac* [*femmes*] (Gironde), Rennes (Ille-et-Villaine), Saint-Robert (Isère),

(1) En effet, en 1860, le rapport des guéris aux traités a atteint 7 0/0. Cependant l'écart entre la proportion des guérisons dans les asiles français et belges est si considérable que l'on doit supposer une différence dans la manière d'établir la comptabilité.

Dôle * (Jura), Blois * (Loir-et-Cher), Saint-Alban * (Lozère), Saint-Gemmes * (Maine-et-Loire), Pontorson (Manche), Châlons (Marne), Saint-Dizier * (Haute-Marne), La Roche-Gaudon (Mayenne), Mariville (Meurthe), Fains * (Meuse), La Charité (Nièvre), Armentières * [*hommes*] (Nord), Bailleul * [*femmes*] (Nord), Alençon (Orne), Saint-Venant * (Pas-de-Calais), Pau * (Basses-Pyrénées), Le Mans (Sarthe), Bassens (Savoie), Sainte-Anne * (Seine), Vaucluse * (Seine), Ville-Evrard * (Seine), Quatre-Mares (Seine-Inférieure), Saint-Yon (Seine-Inférieure), Mont-de-Vignes* (Vaucluse), La Grimaudière, à la Roche-sur-Yon * (Vendée), Limoges (Haute-Vienne), Auxerre * (Yonne).

Quartiers d'hospices (au nombre de 15).

Aix (Bouches-du-Rhône), Bourges (Cher), Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), Morlaix (Finistère), Montpellier (Hérault), Tours (Indre-et-Loire), Nantes (Loire-Inférieure), Orléans * (Loiret), Vannes (Morbihan), Lyon (Rhône), Bicêtre * [*hommes*] (Seine), La Salpêtrière * [*femmes*] (Seine), Niort * (Deux-Sèvres), Montauban (Tarn-et-Garonne), Poitiers (Vienne).

Dans les départements les Asiles privés recevront les malades au frais du département au nombre de 16, savoir :

Administrés par des laïques :

Clermont * (Oise), Leyme (Lot).

Dames du Bon-Sauveur, de Caen :

Caen * (Calvados), Pont-l'Abbé-Picouville * (Manche), Bégard * (Côtes-du-Nord), Albi (Tarn).

Dames de l'Assomption, de Clermont :

Sainte-Marie de Clermont (Puy-de-Dôme), Montrond, près du Puy (Haute-Loire), Privas (Ardèche), la Cellette, près de Tulle (Corrèze).

Dames de Saint-Joseph, de Bourg :

La Madeleine et Cuègre, près de Bourg * (Ain).

Dames du Bon-Sauveur, de Saint-Lô :

Saint-Lô * (Manche).

Frères Saint-Jean-de-Dieu, de Lyon :

Champagneux, près de Lyon (Rhône), Lhommelet (Nord), Lehon (Côtes-du-Nord), Limoux (Aude).

CHARLES BOISSAY.

LE CONGRÈS DES ÉCONOMISTES ALLEMANDS A BRÈME

SOMMAIRE : Un traité d'hospitalité scientifique. — Une invasion de protectionnistes. — Le Congrès. — Les droits spécifiques et les droits à la valeur. — Les inconvénients des droits à la valeur. — Le triomphe des droits spécifiques. — Le renouvellement des traités de commerce. — Les protectionnistes se contenteraient de la réciprocité. — Ce qu'on peut faire de la statistique. — Les traités gagnent leur procès. — Les droits sur le fer. — On voudrait reprendre en détail ce qu'on a accordé en gros. — La garantie des matières d'or et d'argent. — Une question avortée. — Le rachat des chemins de fer allemands. — Le *pour* et le *contre* aux points de vue économique et politique.

La 17^e réunion du congrès des économistes allemands a eu lieu cette année à Brème, à la fin du mois de septembre dernier. Cette session a emprunté un intérêt particulier à une double circonstance : à l'assistance, d'une part, de quelques membres de la Société de politique sociale (dit Katheder-Socialistes), et de l'autre, d'un grand nombre de protectionnistes. Nous croyons déjà avoir dit que les bureaux des deux groupes-frères ennemis, les économistes et les katheders-socialistes, se sont entendus, non point pour fusionner, mais pour se faire visite, il y a un traité formel d'hospitalité entr'eux. Les réunions alterneront désormais : une année les économistes se réuniront et se chargeront de tous les frais ; tandis que les membres de la Société de politique sociale assisteront gratis ; l'année suivante ce sera le tour de ladite Société de donner l'hospitalité scientifique aux économistes. A Brème siégeaient les économistes, et les membres de la Société de politique sociale assistaient en hôtes. On nous dit qu'il n'étaient pas bien nombreux (un médisant dirait des absents qu'ils ont plus de passion que de science), mais ils étaient représentés par leur président, M. Nasse, professeur à Bonn — le plus modéré et certes l'un des plus distingués du groupe —, par MM. les professeurs Wagner (de Berlin), Brentano (de Breslau) et Held (de Bonn), et quelques autres, la plupart savants de beaucoup de mérite, mais qui croient que le bon Dieu a mal construit le monde en faisant du petit gland le fruit de l'immense chêne, tandis que le gros potiron est le produit d'une plante qui rampe à terre. Aussi ces messieurs s'occupent-ils à « changer tout cela » — dans leurs livres, bien entendu, car dans la réalité, c'est la force des choses qui l'emporte. Du reste, le groupe était représenté par un trop

petit nombre de ses membres, il faut espérer que les économistes seront, l'année prochaine, en nombre à Eisenach.

Si les Katheder-Socialistes ont été peu nombreux, en revanche les protectionnistes sont arrivés en foule. C'était une véritable invasion. C'est qu'on allait discuter la question commerciale et l'on voulait emporter le vote du congrès des économistes, ce qui aurait jeté une assez grande force morale dans la balance en leur faveur. Voyez, auraient-ils dit, les économistes eux-mêmes, les libres-échangistes par excellence, les *Manchestériens*, sont d'avis qu'il faut élever le tarif. La mèche était éventée d'avance, elle n'a pas pu causer d'explosion. Brême est naturellement libre-échangiste ; 100 Brémois sont descendus dans l'arène, et le nombre est redevenu favorable au *free-trade*. Ce congrès a été peut-être le plus nombreux de tous, dès le premier jour 325 membres étaient inscrits. Les derniers jours de septembre ont vu cette année un grand mouvement dans la paisible ville de Brême, l'une des trois petites républiques que la monarchique Allemagne garde dans son sein, non sans leur accorder certains privilèges douaniers ; en dehors du congrès des économistes et du congrès pour la réforme du droit international (60 membres) qui siégeaient en même temps, il y eut des réunions de comités de libres-échangistes et de protectionnistes qui, chacun de son côté, délibéraient sur les moyens d'organiser une agitation.

Mais abordons l'exposé des travaux du congrès, qui ont été dirigés par M. le conseiller de justice Braun, député au Parlement, avec une superiorité reconnue. Personne n'est plus sérieux lorsqu'il domine de son fauteuil une nombreuse assemblée, personne n'est plus spirituellement gai au banquet, et dans ces luttes où l'arme est un verre rempli d'un divin liquide, jamais protectionniste n'a vaincu ce champion du libre-échange. Mais nous ne voulions pas parler des banquets et autres accessoires, revenons aux séances, et n'en sortons pas avant la clôture.

*
**

La première question traitée a été celle des : *droits spécifiques, ou à la valeur*.

M. Seyffardt, fabricant de soierie à Crefeld et député au Parlement, était chargé de développer la question ; il proposa la résolution suivante : « Considérant que les droits à la valeur paraissent, il est vrai, avantageux à certaines marchandises comprenant des articles très-variés dans leurs rapports entre le poids et la valeur ; considérant, d'autre part, que le tarif au poids n'exclut pas l'établissement d'une taxe graduée ; considérant enfin, que

dans tous les pays où le droit est perçu à la valeur, ce système cause de nombreuses difficultés au commerce légitime, gêne les transactions et entrave sérieusement les efforts d'une saine concurrence: le congrès déclare que les droits spécifiques (c'est-à-dire au poids, à la mesure et à la pièce ou au nombre) doivent être préférés aux droits à la valeur.» Nous avons traduit aussi littéralement que possible. Dans ses développements, M. Seyffardt dit que la question n'a aucun rapport avec le libre-échange ou la protection, elle est purement technique. L'idée d'imposer les marchandises à la valeur a quelque chose de vraiment séduisant, elle fait entrevoir la possibilité de proportionner rigoureusement les charges du commerce à l'importance des transactions, et d'éviter ainsi l'inconvénient qui se rattache à la plupart des taxes au poids, celui de peser plus sur les qualités inférieures que sur les qualités supérieures de la même marchandise. L'importateur ne sait d'ailleurs jamais au juste d'avance ce qu'il aura à payer dans les différentes localités et aux différents douaniers. La valeur déclarée peut toujours être contestée, car la valeur d'un objet ne saurait être appréciée d'une manière absolue, tandis que les droits spécifiques permettent de calculer rigoureusement d'avance les taxes qu'on aura à payer. L'orateur cite de nombreux exemples à l'appui de sa thèse, il rappelle que la plupart des chambres de commerce allemandes se sont exprimées dans le même sens et que le rapport du ministre de commerce de France adressé le 10 février dernier au président de la République française condamnait le droit *ad valorem* au nom des chambres de commerce. Le droit à la valeur force l'administration douanière de traiter tous les négociants comme des suspects et de leur faire subir des vexations, et nulle part on n'en sent plus vivement les effets que dans les rapports avec les Etats-Unis, où le système des droits à la valeur est poussé jusqu'à ses dernières conséquences. L'orateur termine en faisant remarquer que le droit au poids n'excluait pas la gradation des taxes, et leur proportionnalité relativement à la valeur des marchandises.

Après M. Seyffardt, c'est à M. Hertzka (de Vienne) à développer la même question, — il y a toujours au moins deux « référendaires » ou rapporteurs. — M. Hertzka pense qu'il n'y a ni droits spécifiques absolus, ni droits *ad valorem* absolus, et que ni les uns ni les autres ne sont particuliers soit au libre-échange, soit à la protection; seulement, lorsqu'on veut protéger l'industrie, la taxe à la valeur permet un peu mieux d'adapter les droits à la valeur intrinsèque de la marchandise, cependant dans ce cas aussi on pourrait souvent atteindre le but au moyen de droits spécifiques.

Mais les pays qui ne demandent aux douanes que des revenus — des produits fiscaux — ne devraient avoir que des droits aux poids et à la mesure. M. Hertzka propose donc la résolution suivante : « Considérant que les droits de douanes doivent être traités comme des taxes de consommation, sans jamais tendre à procurer des avantages aux producteurs indigènes ; considérant que ce but peut être atteint par des droits spécifiques ; considérant que les droits *ad valorem* augmentent sensiblement les oscillations des prix (élargissent les écarts), et qu'en fait ces droits nuisent au commerce légitime, le congrès déclare que les droits spécifiques doivent en tout cas être préférés aux droits à la valeur.

Dans la discussion qui s'ensuivit, les protectionnistes n'ont pas brillé. Un M. Wolff (de Gladbach) s'est permis une sortie violente qui a été désavouée par d'autres protectionnistes. M. Bueck, secrétaire général de l'association Wesphalienne - Rhénane, dont nous avons lu des travaux distingués, propose un terme moyen. Il veut des droits spécifiques, il demande seulement qu'on élève un peu ceux du tarif allemand en vigueur. C'est « un protectionniste très-moderé. » Sa proposition a été rejetée par 412 voix contre 92. On vota ensuite, à une majorité plus grande, la proposition de M. Seyffardt.

Avant de passer à la seconde question nous nous permettrons une réflexion. Il est à Paris un certain nombre de personnes qui — dans d'excellentes intentions — demandent que l'octroi impose le vin à la valeur et non à la mesure. Si l'on entraînait dans leurs vues, les plaintes ne tarderaient pas à se multiplier et l'on reviendrait bientôt aux droits spécifiques, qui ne sont pas parfaits, mais qui sont un peu moins mauvais que les droits à la valeur.

*
* *

La seconde question concernait le *renouvellement des traités de commerce*.

M. A. Lammers, le rédacteur en chef du *Bremer Handelsblatt*, demande que l'assemblée se prononce en faveur du renouvellement des traités de commerce. L'opinion, dit-il, est actuellement plus favorable aux négociations qu'il y a dix ou quinze ans. Les gouvernements allemands sont d'accord sur ce point et les protectionnistes ont sensiblement réduit leurs prétentions. L'utilité des traités a été reconnue par la totalité des chambres de commerce, bien qu'on sache que ces traités ont une tendance libre-échangiste. On se rappelle l'opposition qu'ils ont eu à vaincre lors de leur conclusion, de cette opposition il n'y a presque plus trace dans les avis des chambres. L'impression favorable que produisent ces avis dans leur ensemble n'a rien à redouter d'un examen

plus détaillé, car on y demande bien moins la surélévation des taxes douanières en Allemagne, que la réduction des droits d'entrée dans les pays étrangers. C'est ainsi que la demande de réciprocité, ou d'égalité de taxes, qu'on rencontre maintenant si souvent, porte plutôt sur l'abaissement des droits étrangers au niveau des droits allemands, qu'à l'élévation des droits allemands au niveau de ceux de quelques pays étrangers.

L'orateur, dans la suite de ses développements, n'admet qu'un emploi tout à fait exceptionnel de l'arme des représailles, et en dehors de ces cas rares, il rejette les droits différentiels, c'est-à-dire l'inégalité des taxes, selon la provenance des marchandises. Il veut accorder le même traitement à tous les pays, comme il demandera pour l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée. Les traités devraient être conclus avec tous les Etats dans une succession rapide, non sans prévoir une réduction progressive des droits, mais en fixant les termes longtemps à l'avance. C'est précisément pour donner de la fixité aux taxes qu'on conclut des traités. M. Lammers ne croit pas devoir entrer dans le détail du taux des droits, il insiste seulement sur l'utilité des *admissions temporaires*, — pour lesquelles on a en Allemagne une expression que nous traduisons par : *importation pour élaboration* (Veredlung), — mais il fait des réserves sur les abus qu'on commet en France avec les acquits-à-caution. Il termine par des vœux en faveur de traités de navigation.

M. Bueck (de Dusseldorf) propose un amendement au projet de résolution de M. Lammers, il intercale les nos 3 et 4, qui suivent, de sorte que l'ensemble se présente ainsi : 1° Il y a lieu de renouveler les traités de commerce et de navigation qui vont arriver à leur terme ; 2° les négociations doivent tenir compte des circonstances qui confèrent une supériorité aux pays avec lesquels l'Allemagne est en relation commerciale, afin d'éviter que cette dernière soit lésée ; au besoin on assurera par de justes compensations l'égalité des avantages ; 3° « considérant que la perfection des voies de communication exclut maintenant la possibilité de stipuler des droits différentiels, le congrès est d'avis que, pour la durée des nouvelles conventions, les mêmes droits seront applicables à tous les pays avec lesquels on traitera, en tenant compte des modifications indiquées au n° 2 » ; 4° il est désirable de conclure de nouveaux traités, facilitant les relations commerciales, avec la Russie et les Etats-Unis. On voit combien sont simples les nos 1 et 4 et combien sont compliqués les nos 3 et 4, encore avons-nous cherché à les débrouiller un peu. C'est que M. Bueck est un protectionniste honteux ; il est libre-échangiste en principe,

mais il demande que dans l'application on devienne quelque peu infidèle au principe. Cette position mixte fait que M. Bueck trouve avec M. Lammers que les traités ont du bon, et qu'il faut les renouveler, mais il croit en même temps savoir que ces conventions n'ont pas été également utiles à toutes les industries et surtout à tous les pays. La France en a grandement profité, mais l'Allemagne et même l'Angleterre ont beaucoup moins à s'en louer. L'orateur s'applique à prouver par les statistiques, d'abord la prospérité de la France, puis le désavantage de l'Angleterre. Ainsi, les exportations de France en Angleterre, de 1860 à 1874, seraient devenues vingt-trois fois plus fortes, tandis que les importations anglaises en France ne se seraient multipliées que quatorze fois. L'orateur cherche ensuite à démontrer que l'Allemagne aussi a souffert et il revient avec insistance sur les avantages que la France a tirés des traités : « la prospérité inouïe de la France a été un objet d'étonnement pour l'ensemble du monde civilisé. » M. Bueck termine en développant cette thèse, que les négociateurs doivent tendre à obtenir pour l'Allemagne des taxes qui ne seraient pas supérieures à celles que ce pays offre lui-même aux autres Etats.

M. Wolff (de Stettin) réfute surtout les statistiques du préopinant. En se plaignant de l'excédant considérable de l'importation en Allemagne sur l'exportation, il est sous l'influence d'idées découlant du système mercantile. L'orateur croit, au contraire, qu'un certain excédant d'importation est le signe d'une situation florissante. Si l'excédant, dans ces dernières années, s'est élevé à un chiffre extraordinaire, c'est la faute des milliards qu'on a reçus et dont il fallait bien se débarrasser. La France, au contraire, qui a payé les milliards, a dû accroître ses exportations pour remplacer le numéraire perdu. « Les Français, dit M. Wolff, nous surpassent certainement en amour du travail et en sobriété ; comparés au peuple français, les Allemands sont des dissipateurs, nos bourgeois sont habitués à bien des dépenses inutiles auquel les Français ne songent pas. On s'est trop accoutumé à juger la France d'après Paris, et l'on oublie que le reste du pays est relativement exempt de bien des défauts de la capitale. » L'orateur aborde ensuite la question de la réciprocité, ou de l'égalité des droits ; il est d'avis qu'elle n'est désirée que par la grande industrie, tandis que la petite industrie n'est pas moins digne d'encouragement : elle ne demande que des réductions de taxes.

Lorsque M. Wolff a expliqué la réciprocité par l'égalité des taxes, il y eut de la contradiction, mais personne n'a donné une autre définition. Le contradicteur voulait-il dire seulement que

la réciprocité n'est pas l'égalité absolue, mais l'égalité approximative? Ce n'était guère.

M. Stœpel (de Francfort) publie une revue protectionniste néanmoins ; il ne demande qu'un droit équivalent à une protection de 10 0/0 pour les produits fabriqués achevés et de 5 0/0 pour les produits plus ou moins élaborés, mais non achevés, les « matières à demi fabriquées » (par exemple le fil, le fer en barres). Il réclame cependant une protection plus élevée pour l'industrie artistique. Dans le cours de son discours, il prétend qu'avant dix ans l'Angleterre reviendra à la protection. — Ce qu'on désire, on l'espère.

M. Hertzka (de Vienne) est en faveur du renouvellement des traités. Il critique d'abord les déductions que M. Bueck tire des chiffres de l'importation et de l'exportation de la France et de l'Angleterre. Si l'Angleterre a un excédant d'importation (« une balance commerciale passive ») cela vient de ce que ce pays est le marché général des métaux précieux, tant pour l'Europe que pour l'extrême Orient. Le mouvement des métaux précieux n'est pas compris dans la balance commerciale, il n'est donc pas étonnant que l'importation des marchandises proprement dites (autres que métaux précieux) l'emporte sur l'exportation. La *balance passive* de l'Allemagne et la *balance active* de la France s'expliquent également par le mouvement des métaux précieux, qui a été exceptionnellement influencé par les événements politiques. L'orateur aborde ensuite la question du « tarif autonome », que les protectionnistes opposent aux traités de commerce, et il démontre qu'on demande ce tarif pour élever les droits, tandis que les traités doivent avoir pour effet de réduire les taxes douanières. La dernière partie du discours de M. Hertzka s'étend sur la situation de l'industrie est de l'agriculture de l'Autriche-Hongrie. Le savant publiciste de Vienne nous apprend que certaines industries de cette vaste contrée souffrent, mais que ce ne sont pas précisément toujours celles-là qui obtiennent la protection qu'elles pourraient désirer. La protection est une question, non d'utilité générale ou d'équité, mais de puissance. C'est ainsi qu'on se propose de « protéger » l'agriculture ; or, ce n'est pas le petit cultivateur qui l'a demandé, mais des magnats influents. Il cite encore d'autres exemples analogues. C'est toujours ce mot : soyez puissants ! et on vous aidera !

M. Grothe (de Berlin) défend le point de vue protectionniste (les orateurs des différents camps alternent, c'est un exemple qu'on devrait suivre ailleurs). M. Grothe ne croit pas que ce soit une affaire d'influence, car les industries allemandes les plus

puissantes n'ont jamais obtenu de protection. Si, en France, l'industrie est si florissante, cela vient surtout de l'*heureuse stabilité de toutes choses dans ce pays* (Glücklichen stabilitæt aller dortigen Verhältnisse). En France jamais on ne touche aux droits de douanes sans consulter les industriels ; en Allemagne, tout se fait dans les bureaux, on se borne à demander l'avis des chambres de commerce... et c'est ainsi que l'orateur continue. Quant au fond, M. Grothe est contre la stipulation de la nation la plus favorisée. Son parti est d'ailleurs tout disposé à faire des concessions aux libres-échangistes, mais il en demande également de son côté : il veut arriver par la transaction à la conciliation. Il veut de bons traités, conclus pour de longues périodes. Enfin, il conteste que la protection soit utile seulement à la grande industrie, la petite n'en profite pas moins.

M. Eras, secrétaire de la chambre de commerce de Breslau, fait remarquer que, quoi qu'on en ait dit, le commerce de l'Allemagne a doublé depuis dix ans, et cela grâce surtout à la clause de la nation la plus favorisée. L'auteur parle dans le sens de M. Lammers, réfute la théorie du « tarif autonome », mais voudrait cependant faire une concession : c'est qu'en renouvelant les traités, les droits spécifiques qu'on introduirait seraient gradués de manière à tenir un certain compte de la qualité des marchandises, c'est-à-dire de leur valeur.

M. Hassler, fabricant à Augsbourg, parle des souffrances de l'industrie et veut que les industriels soient entendus avant qu'on ne modifie le tarif. Il conteste la compétence des chambres de commerce, dont la composition ne garantit pas une bonne représentation de l'industrie.

M. Weigert (1) (de Berlin), *corapporteur* (de M. Lammers), a la parole pour clore le débat. Il signale les concessions faites par les protectionnistes, qui ne tiennent plus à la réciprocité ou à l'égalité de tarif absolue. Selon lui, la situation défavorable de l'industrie allemande ne provient pas des tarifs douaniers, elle est le résultat à la fois du mouvement ouvrier, de l'excès de production, du régime du crédit commercial et de celui des transports. Il ne croit pas que la protection puisse contribuer à la prospérité des manufactures. C'est par erreur qu'on cite en faveur de cette opinion la situation des ouvriers américains (l'orateur a été juré à l'exposition de Philadelphie) ; d'ailleurs la consommation a diminué

(1) M. Weigert, quoiqu'il soit docteur ès lettres ou en droit, est fabricant. Nous tenons à donner ces indications sur les personnes, afin qu'on apprécie mieux leurs opinions.

aux États-Unis depuis dix ans. Enfin, pour que l'on ne puisse pas soutenir que les ouvriers sont favorables à la protection, M. Weigert lit la lettre d'un président d'associations d'ouvriers comptant 20,000 membres, par laquelle lettre ces derniers se déclarent libres-échangistes.

On procède au vote, l'amendement de M. Bueck est rejeté, M. Eras retire le sien, et la proposition de M. Lammers est adoptée.

*
* *

La troisième question était relative aux *droits sur le fer*. Il convient de faire remarquer, pour l'intelligence de la discussion, qu'une loi allemande du 7 juillet 1873 supprime immédiatement les droits sur la fonte et dispose que les droits sur les fers en barres, les fils de fer, la tôle, etc., cesseront d'être perçus à partir du 1^{er} janvier 1877. Les usiniers demandent le maintien de la taxe, les économistes réclament l'application de la loi. La question a donné lieu à une vive discussion en 1873, et depuis lors elle a été remise plusieurs fois sur le tapis. Au congrès, les résolutions suivantes furent proposées :

I. Par M. Baare, président de la chambre du commerce de Bochum et propriétaire d'une grande usine à fer: « Prenant en considération les souffrances évidentes de l'industrie des fers, et se référant au prochain renouvellement des traités de commerce, le congrès recommande d'ajourner jusqu'à nouvel ordre la suppression des droits sur le fer. »

II. Par M. Eras (de Breslau): « Considérant que le terme fixé par la loi du 7 juillet 1873, pour faire disparaître les derniers droits sur les fers fabriqués échoit à une époque qui semble peu convenable pour l'exécution de cette mesure, sans compter que la coïncidence entre la cessation de la protection et la fermeture déjà prévue de quelques usines que rien désormais ne peut sauver produirait en Allemagne une impression défavorable au libre-échange, le congrès est d'avis :

« 1^o En principe, il n'est pas pratique de fixer longtemps à l'avance, par une loi, l'époque d'un changement de tarif (?);

« 2^o Dans l'espèce, il est désirable que les dispositions de la loi du 7 juillet 1873, qui ne sont pas encore appliquées, ne soient pas encore mises à exécution. »

Ce pauvre M. Eras se trouve entre le marteau de ses fonctions de secrétaire de la chambre de commerce de Breslau et l'enclume de ses opinions libre-échangistes, il en sort un peu meurtri, et ses propositions s'en ressentent.

III. Par MM. Dannenberg (Hambourg), Stephan (Berlin),

Wolff (Stettin), Gensel (Leipzig) et Witte (Rostock) : « Considérant que la situation fâcheuse de l'industrie des fers n'est pas spéciale à l'Allemagne, puisque cette industrie souffre dans tous les pays ; considérant ensuite que cette situation est une réaction naturelle contre les excès commis, qu'elle est d'ailleurs née sous le régime des taxes actuelles (on veut dire que ces taxes ayant existé antérieurement, elles ne peuvent avoir causé le mal) et qu'une crise est toujours suivie d'une situation plus saine du marché ; considérant en outre que l'exportation des fers et aciers allemands s'est accrue dans la période 1872-1875 de 81 0/0, tandis que l'exportation des fers et aciers anglais a diminué de 27 0/0 dans la même période ; considérant enfin que la concurrence qui pèse sur les prix n'est pas l'effet de l'importation étrangère, mais de la surabondance de la production intérieure, le congrès déclare, qu'il n'y a pas lieu de modifier les lois douanières qui doivent être appliquées à partir du 1^{er} janvier 1877. »

Nous avons reproduit *in extenso* les trois propositions et nous bornons à ajouter que c'est la proposition III (libre-échangiste) qui a passé. Nous regrettons cependant de ne pouvoir résumer le discours spirituel de M. Baare qui a défendu la protection non sans adresse ; mais la majorité a été insensible aux séductions de l'habile orateur (1).

*
**

La quatrième question est relative à l'intervention de l'État dans la garantie des matières d'or et d'argent. M. de Studnitz a défendu avec talent une thèse un peu radicale, mais qui n'a pas obtenu la majorité. Celle-ci s'est déclarée pour la proposition de MM. Gensel et Kirbach tendant à demander qu'on oblige les fabricants à marquer leurs produits et à indiquer la proportion de l'or ou de l'argent qu'ils renferment. C'est du moins ainsi que nous interprétons l'inintelligible rédaction de ces messieurs.

La cinquième question, exposée par M. le baron de Kubeck (de Vienne) est de pure théorie, elle se rapporte à l'exploitation des chemins de fer. Elle ne semble pas avoir passionné les esprits plus que la précédente, car la discussion n'a pas été longue. Nous croyons, faute de place, devoir la passer sous silence, d'autant plus que le troisième point de la proposition de M. de Kubeck a été renvoyé à la discussion suivante, sa solution dépendant de celle qui serait donnée à la sixième question qui est relative au rachat des chemins de fer allemands.

(1) Nous apprenons qu'on vient de déposer à Berlin un projet de loi tendant à imposer un *droit de compensation* aux fers venant de contrées qui leur accordent sous une forme ou une autre, une prime d'exportation.

Nous venons de le dire, la sixième question est relative au *rachat des chemins de fer allemands* par le gouvernement fédéral.

M. Böhmert, actuellement chef de la statistique saxonne, à Dresde, parle le premier. Soit dit en passant, nous en sommes un peu surpris. M. Böhmert est l'orateur *contre*, et c'est généralement — et ce nous semble logiquement — l'orateur *pour* qui commence. Si l'on a donné la priorité à M. Böhmert, cela ne peut être que pour l'une des deux raisons suivantes, si ce n'est pour les deux à la fois : 1° On savait que M. Böhmert a fait une grande enquête sur la question, puisqu'il a publié plusieurs bulletins pour en faire connaître la marche et les premiers résultats, et aussi pour appeler des documents ; 2° parce que le sentiment de la majorité était contre le projet du rachat. Mais laissons parler M. Böhmert :

Il propose le projet de résolution qui suit (nous traduisons) :

1. Le congrès croit qu'il est urgent de faire disparaître le plus tôt possible les défauts de l'organisation des chemins de fer allemands et plus spécialement l'incertitude (*Unsicherheit*) et la complication des tarifs.

2. Le moyen proposé pour faire cesser ces graves inconvénients, celui du *Rachat des chemins de fer allemands par l'empire*, soulève, au point de vue économique, de sérieuses objections, notamment les suivantes :

a. Il est dangereux pour les finances de l'empire ;

b. Les capitaux des particuliers ne contribueront plus à l'achèvement du réseau allemand ;

c. L'autonomie économique de certaines régions commerciales en souffrirait ;

d. Les intérêts de l'industrie et du commerce seraient mis en rapport trop étroit avec ceux des partis politiques, et ils entreraient dans une dépendance trop grande d'une autorité fortement centralisée ;

e. Enfin, il est à craindre que ce système ne puisse tenir assez rapidement compte, ni des intérêts locaux ou provinciaux, ni des fréquents changements que subissent les conjonctures de marché universel.

3. Le congrès est d'avis que les tentatives faites jusqu'à présent pour régler légalement les chemins de fer ne sont pas tellement concluantes qu'on doive tenir cette réglementation pour impossible. Le congrès déclare cependant, qu'au lieu d'établir une législation générale, on se contente de procéder par des lois spéciales (ou partielles) en commençant par une loi sur les tarifs,

non pour fixer le taux du tarif (les prix mêmes du transport), mais pour déterminer les points suivants :

- a. Le système du tarif, et les exceptions qu'il compte ;
- b. L'obligation des chemins de fer d'établir des tarifs pour le transport *direct* (passant par plusieurs lignes) ;
- c. Le mode de publication des tarifs, notamment en ce qui concerne les intervalles entre la publication et la mise en vigueur du tarif, de même que les organes à choisir pour la publication ;
- d. Le minimum de la durée d'un tarif ;
- e. La modification ainsi que le rétablissement d'un tarif ;
- f. L'interdiction de traités (de transport) secrets ;

4. La législation sur les chemins de fer doit avoir surtout pour but de protéger les intérêts généraux (les intérêts du public) ; elle doit tenir compte de la nécessité de laisser aux chemins des Etats ou des compagnies la possibilité d'exister, de se fusionner (1) et de compléter leurs réseaux.

Ce sont ces thèses que l'orateur développe l'une après l'autre. Nous ne pouvons pas reproduire ce discours qui semble plein de bon sens, nous lui emprunterons seulement quelques courts passages. La Constitution a mis les chemins de fer — de même que les postes, le télégraphe, les banques — dans les attributions du gouvernement fédéral. Les services que les voies ferrées sont appelées à rendre grandissent et font que le public devient de plus en plus exigeant envers eux. D'un autre côté, les récents excès de spéculation se sont étendus sur quelques lignes privées. Par ces raisons et d'autres on s'est habitué à considérer les chemins de fer plutôt comme un service public que comme des entreprises particulières. On ne tient même plus assez compte de ce caractère d'industrie privée. L'orateur donne, en principe, la préférence à l'exploitation privée, l'exploitation doit être une industrie, avec son initiative, sa concurrence, etc., mais il reconnaît qu'en fait, tout dépend des circonstances. Ainsi, en Amérique, en Angleterre, toutes les lignes sont des propriétés privées, sur le continent européen, au contraire, beaucoup de chemins appartiennent à des Etats.

L'orateur aborde ensuite le côté politique de la question : beaucoup de personnes désirent la centralisation des lignes pour cimenter davantage la cohésion de l'Empire. Mais le point de vue politique est une menace pour la prospérité économique. Peut-on soumettre sans danger la question des transports à des considérations politiques ? Peut-on en outre espérer qu'une autorité centrale

(1) L'Allemagne compte encore un grand nombre de petites lignes.

puisse étendre utilement ses pouvoirs sur un aussi vaste réseau (28,000 kil.)? Du reste, l'impossibilité d'une centralisation absolue semble admise maintenant, et l'on ne parle plus que des « lignes dominantes », des grandes ou principales artères à réunir en faisceau. Sans doute, la centralisation a quelques avantages, mais ils ne doivent pas cacher les inconvénients qui s'y rattachent, c'est l'ensemble de la combinaison qu'il faut considérer. Aussi l'orateur préfère-t-il améliorer ce qui existe. Il cite en faveur du maintien des lignes privées le fait que les 9/10^{es} des chemins existant dans le monde entier appartiennent à des particuliers. Si en Allemagne les lignes sont trop morcelées, qu'on procède aux fusions comme en France et en Angleterre. Mais, dit-on, les voies de transport sont devenues une institution publique, on ne peut pas les traiter comme une industrie privée. M. Bœhmert répond. Cependant en France et en Angleterre on sait également distinguer les services publics des entreprises particulières, et pourtant l'Etat n'exploite les chemins de fer ni dans l'un, ni dans l'autre de ces pays. L'orateur relève les contradictions qui ont cours sur la matière : on demande que les compagnies rendent les transports moins chers, plus rapides et plus commodes, et l'on veut en même temps couper les vivres à ces compagnies. On parle des bénéfices considérables faits par les compagnies, et lorsqu'on y regarde de près, les dividendes se trouvent être de 4 à 5 0/0, en Angleterre souvent de moins encore. On espère niveler ou égaliser les dividendes en chargeant l'Etat de l'administration des lignes. Mais l'Etat ne voudra-t-il pas, pour plaire au public réduire les tarifs, et s'il en résulte que les frais ne sont plus couverts, ne songera-t-il pas à recourir à l'impôt?... Enfin, l'orateur montre que certaines industries dépendent complètement des chemins de fer et que le rachat des lignes mettrait ces industries — par exemple le fer — entre les mains du gouvernement.

C'est M. le professeur Ad. Wagner (de Berlin) qui vient soutenir le *pour*. Voici son projet de résolution :

1. Le rachat des lignes allemandes par l'Empire est une mesure conforme aux bons principes d'administration, lesquels réclament comme une nécessité l'introduction du système des chemins d'Etat.

2. C'est en même temps le meilleur moyen pour l'empire d'exercer les attributions que la Constitution lui a conférées.

3. La vente des lignes prussiennes à l'Empire se présente comme le premier pas, et comme une mesure très-importante, dans cette direction.

On sait que M. Wagner est l'un des hommes marquants du

groupe des « kathedersocialistes » ou économistes plus ou moins entachés de socialisme, il est surtout très-ardent pour l'intervention de l'Etat, Monsieur Etat étant pour lui l'être sage, moral, bienfaisant et actif par excellence. Sachant que la majorité n'était pas de son avis, M. Wagner n'a pas été cette fois aussi absolu qu'il l'aurait été dans un autre milieu. D'ailleurs, il n'était pas préparé, c'est M. Alexandre Meyer (de Breslau) qui devait soutenir le rachat, et c'est pour le suppléer que M. Wagner parle. — Soit dit entre parenthèses, il est regrettable que nous n'ayons pas les arguments de M. A. Meyer, lequel est libre-échangiste, nous aurions voulu savoir ce qu'il peut dire. On est moins curieux en ce qui concerne M. Wagner dont les opinions autoritaires sont « très-avancées. » N'importe, voyons ses arguments. — D'abord, dit-il, il ne s'agit pas de l'opposition entre chemins privés et chemins d'Etat, mais entre chemins d'Etat et chemins de compagnies. — On ne doit pas considérer un chemin de fer comme une entreprise ordinaire, et surtout il ne faut pas oublier que les entreprises par actions sont entachées de bien des défauts. Les lignes ne sont pas construites dans l'intérêt des rapports commerciaux, mais dans un but de spéculation. Les entreprises privées se sont jetées tout d'abord sur les meilleures lignes, et l'Etat a dû intervenir en faveur des mauvaises. M. Wagner, contrairement à ce que croit M. Böhmert, pense que les capitaux privés ne se retireront pas si l'Etat entreprend les chemins de fer; ils préféreront même un titre de rente à la meilleure *action de priorité*. Il est difficile de déterminer quel mode de construction, par l'Etat ou par une entreprise, est moins cher; la statistique ne fournit pas d'arguments décisifs. Mais l'exploitation par des compagnies nombreuses a bien des inconvénients qui disparaîtraient si l'on centralisait le service entre les mains de l'Etat. La fusion des compagnies ne remédierait pas au mal. La réglementation légale que M. Böhmert réclame, rendrait nécessaire l'emploi de moyens coercitifs et une intervention dans les affaires privées, dont les compagnies se trouveraient plus mal que d'une cession de leurs lignes à l'Empire. Les compagnies sont obligées de faire des bénéfices, l'Etat peut se contenter de faire ses frais (y compris l'intérêt des capitaux empruntés). On dit que si les chemins sont réunis entre les mains de l'Etat il y aura du népotisme et autres abus de pouvoir et d'influence. L'orateur l'admet dans une certaine mesure, mais il trouve que le népotisme n'est pas inconnu aux compagnies non plus. D'ailleurs, si les abus d'influence de l'Etat sont nuisibles, il ne faut pas non plus que les compagnies deviennent trop puissantes. L'orateur insiste ensuite sur la nécessité de mettre toutes les voies de com-

munication entre les mains de l'État. Du reste, quelque florissantes que soient les finances de l'Empire, M. Wagner ne songe pas à faire acheter tous les chemins à la fois, le rachat peut s'opérer peu à peu.

M. le professeur Nasse (de Bonn), président de la Société de politique sociale, est néanmoins contre le rachat. Ses arguments se trouvent à peu près résumés dans le projet de résolution ci-après qu'ont signé avec lui quelques autres membres de la Société : MM. de Rogenbach, Brentano, Gensel, Kirbach, Ludwig-Wolff. Voici le projet de résolution :

Considérant qu'il n'est nullement prouvé que des lois seraient insuffisantes pour établir la surveillance que la Constitution attribue au pouvoir fédéral et pour faire ainsi disparaître les abus et protéger les intérêts du public ;

Considérant, en outre, que le morcellement excessif des lignes cessera si l'on favorise dans une certaine mesure les fusions entre les petites compagnies ;

Considérant, enfin, que l'acquisition de tous les chemins, ou même seulement des lignes principales, produirait des dangers économiques et politiques bien supérieurs aux avantages susceptibles de résulter de cette mesure ;

Le Congrès déclare qu'on doit ajourner jusqu'à nouvel ordre le rachat des chemins de fer.

M. Nasse n'est pas un adversaire de la consolidation de l'Empire. Si ce but ne pouvait être atteint que par le rachat, il n'hésiterait pas à le voter. Considérant l'affaire au point de vue économique, il trouve que la mesure serait trop risquée, ce serait se lancer dans l'inconnu. D'ailleurs, le gouvernement prussien administre 9 à 10,000 kilomètres de chemins de fer, les maux dont on se plaint relativement aux compagnies se rencontrent aussi sur les lignes de ce puissant État. L'orateur cite des faits et conclut que si jamais cette question doit recevoir la solution qu'on désire à Berlin, elle est très-loin d'être mûre.

M. Dietzel, de Marbourg, parle encore *pour*, M. Schülk et M. Eras *contre* le rachat. M. Stephan, de Berlin, commence alors la série des orateurs qui réclament l'ajournement de toute décision. M. Embden, de Hambourg, MM. Meyer et Lammers, de Brême, présentent et motivent même une proposition formelle dans ce sens. Bien que la liste des orateurs inscrits fût loin d'être épuisée, on demande la clôture et l'on vote les deux propositions suivantes prises dans le projet de résolution de M. Bæhmert :

1. Le Congrès croit qu'il est urgent de faire disparaître le plus tôt possible les défauts de l'organisation des chemins de fer alle-

mands, et plus spécialement l'incertitude et la complication des tarifs ;

2. Le Congrès ne considère pas les tentatives faites jusqu'à présent pour régler par des lois les chemins de fer pour tellement concluantes, qu'il y ait lieu de tenir cette réglementation pour impossible.

C'est une sorte de fin de non-recevoir. Le Congrès semble, en somme, peu favorable à la mesure, mais il ne veut pas encore se prononcer catégoriquement. La question n'est donc pas encore résolue ; elle paraît devoir rester longtemps à l'ordre du jour, car l'opération est colossale, elle a en sa faveur certains doctrinaires et certaines passions politiques, et contre elle s'arment des intérêts, d'autres passions politiques et, croyons-nous, les saines idées économiques s'appuyant sur le bon sens.

M. B.

LE CONGRÈS OUVRIER OU DES TRADE'S UNIONS

A NEWCASTLE

SOMMAIRE : La crise industrielle en Angleterre ; ses causes et les moyens pour les classes ouvrières d'en moins sentir les conséquences. — La journée des neuf heures et ses antagonistes. — Le *Truck Shop*, les lois sur le travail ; la *Conspiracy* et le *Picketing*. — La juridiction correctionnelle et le jury. — Un phalanstérien anglais. — Le travail à la tâche et le travail à la journée. — L'exécution du *Factory Act*. — Le système coopératif. — L'arbitrage international, etc.

Les *Trade's Unions* ou associations ouvrières de l'Angleterre avaient choisi, cette année, la ville de Newcastle-sur-Tyne, pour y tenir leur congrès habituel.

Le 19 septembre dernier, les délégués de quelques corps de métiers se trouvaient donc réunis en cette ville et y entendaient tout d'abord la lecture du *Rapport* de ce qu'on appelle le comité parlementaire (*Parliamentary Committee*) des Unions réunies. Ce document, fort étendu, a touché un grand nombre de sujets sur lesquels, chemin faisant, nous aurons l'occasion de revenir ; et pour le moment nous nous contenterons de mettre en relief, les considérations qui le terminent et qui constituent sa philosophie si l'on peut ainsi dire. Elles se rapportent à la crise industrielle que la Grande-

Bretagne traverse depuis quelques années ; aux causes qu'elle reconnaît ; aux souffrances qui en ont été la suite pour les classes ouvrières ; aux moyens enfin dont ces classes peuvent se servir pour améliorer d'une façon générale leur sort matériel et leur condition sociale. Nous allons suivre le *Rapport* sur ces divers terrains.

Il trace de la situation industrielle chez nos voisins un tableau, qui n'est pas brillant, mais dont l'exactitude, dans son ensemble ne paraît pas contestable. L'industrie des charbons et les industries sidérurgiques souffrent beaucoup ; les salaires de leurs ouvriers ont baissé dans une proportion énorme. Les industries textiles sont également dans un état très-troublé, et dans beaucoup d'usines, on ne travaille plus qu'à journées réduites. Seules, les industries du bâtiment ont continué d'être généralement prospères ; leurs ouvriers ont même vu sur plusieurs points leurs salaires s'élever, tandis que leurs heures de travail diminuaient au contraire. Cette exception, la science économique n'est pas en peine pour l'expliquer, pas plus que la crise des industries du charbon ou du fer : pour celles-ci, la demande a faibli dans une mesure très-considérable, et pour celle-là elle s'est maintenue, en s'accroissant même : de là les salaires avilis que l'on déplore dans un cas et les salaires relevés qu'on constate dans l'autre. Le rédacteur du *Rapport* a cherché une autre explication de ce double phénomène : selon lui, la prospérité exceptionnelle des ouvriers du bâtiment est due, en grande partie, à la meilleure organisation de leurs Unions et au capital plus abondant dont ces sociétés disposent. Mais comment ne pas s'étonner alors, selon la remarque d'un grand journal d'outre-Manche, de ne pas retrouver un résultat analogue parmi les ouvriers mécaniciens, dont l'Union, celle dite du *Amalgamated Engineers*, est néanmoins, et sans conteste, la plus riche et la plus puissante de toutes ?

Quant aux causes de ces perturbations, le *Rapport* en assigne plusieurs. Il signale d'abord l'imprudente spéculation de ces dernières années : « Les énormes profits réalisés par quelques branches « d'industrie avaient attiré en Angleterre de grands capitaux ; et, « dans la lutte d'appétits surexcités qui s'en est suivie, le commerce légitime a fait place à des pratiques aventureuses, de sorte « qu'au lieu d'un trafic florissant, on s'est trouvé en face d'un trafic « languissant, et ce sont les ouvriers qui ont eu les premiers et le « plus à souffrir de ce changement soudain ». Les souffrances de la fabrique anglaise, depuis quelques années, reconnaissent cependant d'autres causes plus avouables. « Deux grandes nations « ont été conduites, dans l'intervalle et par la volonté de leurs souverains respectifs, à en venir aux prises et à chercher leur des-

« truction réciproque; l'Angleterre s'est ainsi trouvée appelée, non-
 « seulement à maintenir son offre ordinaire, mais encore à fournir
 « le monde de ceux de ces produits qui lui venaient auparavant de
 « la France ou de l'Allemagne. » Il y a eu aussi la crise commer-
 ciale des États-Unis qui a sérieusement pesé sur la demande des
 marchandises anglaises. Heureusement, il y avait de ce côté es-
 « poir d'une prompte et solide reprise, « la grande République amé-
 « ricaine s'occupant activement de rechercher et de châtier ces spé-
 « culateurs effrontés, ces fondateurs de compagnies aériennes,
 « *Bubble Company Makers*, dont, ainsi que l'Angleterre elle-même,
 « elle avait eu tant à souffrir, et dont les odieux procédés avaient
 « engendré dans les deux pays, tant de misères et produit tant de
 « ruines. » Enfin, des causes sociales et politiques, propres à l'An-
 gleterre, ne laissaient pas d'y « affecter sensiblement sa prospérité
 « nationale, et c'était de celles-là que les ouvriers devaient tendre
 « à acquérir une connaissance approfondie et particulière. En tant
 « qu'être intelligents, ils avaient à se rendre familières les condi-
 « tions qui les environnent; à comprendre pourquoi et comment
 « ils en sont atteints; à prendre résolument les mesures convena-
 « bles pour les tourner à leur propre avantage. »

Or, le rédacteur du *Rapport* considère comme un vrai truisme l'affirmation « que ceux qui possèdent la moindre action politique
 « sont toujours les premiers à souffrir et à souffrir le plus des ca-
 « lamités nationales. » On devine aisément la conséquence de ces
 prémisses : il faut que les classes ouvrières de la Grande-Bretagne
 fassent plus sentir que par le passé « leur poids dans la sphère
 « commerciale. La presse en demeurerait tout à fait indépendante;
 « leurs pensées ou leurs opinions n'étaient pas tenues en compte
 « suffisant; il n'y avait guère que des hommes des autres classes
 « dans tous les corps électifs, locaux ou généraux. » Tant qu'un
 pareil état de choses persisterait, les ouvriers devaient renoncer
 au redressement de leurs griefs; mais il dépendait d'eux de le
 faire cesser, en abdiquant leur respect idolâtrique de la seule opu-
 lence et du seul rang social, et en choisissant pour leurs manda-
 taires des hommes de caractère et de talent, à quelque classe qu'ils
 appartenissent d'ailleurs. « Ils avaient le pouvoir d'en agir ainsi;
 c'était à eux de s'en servir. »

Subsidiairement le *Rapport* donne aux ouvriers le conseil de dé-
 fendre énergiquement leur conquête de la journée de neuf heures.
 « Le travailleur avait voulu plus de loisir, ou bien, si on aimait
 « mieux, plus de repos pour son corps et plus d'aliment pour son
 « esprit. Il s'était efforcé, en même temps de répartir ainsi
 « le travail entre le plus de bras possible. Sur ce terrain, il

« s'était livré de rudes batailles; maintenant il s'agissait de savoir « défendre ce qu'on avait gagné, et si la lutte cette fois encore devait être vive, eh bien ! elle le serait. » On avait peine à comprendre, d'ailleurs, les efforts que certains manufacturiers tentaient de divers côtés pour arriver à une augmentation des heures de travail quotidien. Du moment que le marché souffrait momentanément d'un surplus de produits, la logique n'indiquait-elle point qu'il y avait lieu de restreindre l'offre et non de l'augmenter? Mais ces industriels avaient, semble-t-il, une façon à eux et toute spéciale de comprendre la science de l'offre et de la demande, et dans un journal voué à la défense de leurs intérêts, on pouvait lire constamment des articles où l'on constatait la rareté des ordres de livraisons, en même temps que l'on poussait à une production plus développée, en réclamant que les ouvriers, instruments de cette production, travaillassent un plus grand nombre d'heures. « C'était « là en vérité un procédé tout nouveau et une exigence bien étonnante; si étonnante que personne — on osait le dire — n'était « capable d'en saisir le mérite, si ce n'étaient peut-être ses inventeurs et ses champions. »

Cette communication achevée, la discussion s'est ouverte sur sa teneur.

L'impression générale de la réunion a paru être que, dans son ensemble, elle résumait bien les griefs ou les aspirations des Trade's Unions et que dès lors, il n'y avait pas lieu de la discuter d'une façon particulière. Le *Rapport*, en effet, avait bien résumé l'état actuel de la question du travail (Labour Question) et de la législation qui le régit, dont le Parlement, on le sait, a eu à s'occuper pendant la dernière session, à raison des *Bills* présentés à M. Cross, ministre de l'intérieur. Ces *Bills* avaient pour principe et objet, d'une part, d'assimiler à un tort purement civil les violations de contrat commises par les ouvriers, violations que l'*Act* de 1834, qui abolit les lois antérieures sur les coalitions, et même le *Master and Servant Act* de 1867, considéraient toujours comme une sorte de délit public; de l'autre, de mieux définir le sens de ce mot de *Conspiracy*, par lequel la loi anglaise désigne et punit, non-seulement les actes évidemment délictueux, tels que les violences ou les menaces de voies de fait, mais encore « tout ce qui peut obstruer le commerce. » Toutefois, M. Merrick (de Leicester) a pensé que le comité parlementaire n'avait pas accordé une attention suffisante à la stricte observation de la loi, qui a interdit le *Truck Shop*, c'est-à-dire les boutiques de viandes, de comestibles, d'épiceries et de liqueurs tenues par les patrons dans leurs usines, tandis que M. Wylatt, de la Société des ébénistes, eût voulu qu'il se préoccupât davan-

tage du *Picketing*. On sait que, par ce mot, on entend chez nos voisins les manœuvres tendant à empêcher, par exemple, les ouvriers non-unionistes de travailler dans les manufactures frappées d'interdiction par les chefs de grèves. Dans ces derniers temps, à part l'affaire des ébénistes, lors de leur dernière grève, les tribunaux ne paraissent pas avoir eu à connaître de cas semblables, et un des juges les plus éclairés du pays », a d'ailleurs déclaré que le *Picketing* était en lui-même irréprochable s'il n'était accompagné de menaces et d'intimidation. Il y avait même lieu de croire que le ministre de l'intérieur avait pris ou allait prendre des mesures pour que la législation actuelle sur ce sujet tombât en désuétude. M. Howell a été néanmoins d'avis qu'en attendant, le *comité parlementaire* s'enquit des faits de *Picketing pur et simple* qui viendraient à être déférés aux tribunaux et de leur donner la publicité la plus complète, de manière que la question pût être portée devant la plus haute judicature du pays, et qu'on obtint une définition précise de l'acte qualifié de ce titre.

L'extension de la *Summary jurisdiction*, de la juridiction correctionnelle, comme on dirait chez nous, et certains jugements rendus par les magistrats, soit de Londres, soit des districts ruraux, ont motivé ensuite des observations de la part de M. Arch et de M. Ross, représentants de l'Union des cochers de fiacre métropolitains. C'est aux lois du jury que s'en est pris M. Prior, l'orateur qui a parlé ensuite: il voudrait que les ouvriers eussent aussi leur place parmi les jurés et que les fonctions de ceux-ci cessassent d'être gratuites. La proposition, il faut le reconnaître, n'a obtenu qu'un succès médiocre. Il a paru à M. Manott que les ouvriers avaient tout autre chose à faire que de solliciter une charge sans compensation aucune, et de son côté, M. Burnet a fait observer que rémunérer les jurés, ce serait altérer le caractère de cette institution et la transformer en une sorte de profession mercantile, telle que l'était celle des hommes de loi.

Le même sort était réservé à un mémoire, au titre formidable : La réforme effective des hommes et de la société, dont l'auteur n'est d'ailleurs ni un ouvrier, ni un délégué des Unions, mais bien un honnête docteur, en droit ou en médecine, ou ès lettres, etc. M. Travis doit avoir lu Fourier, et son projet est une réminiscence du *phalanstère*. De même que notre compatriote ne demandait qu'une lieue carrée de terrain pour faire l'épreuve de son système et en déterminer la propagation de proche en proche, l'utopiste anglais se contenterait pour sa ville ou son village industriel d'une aire d'environ 800 hectares. Il y planterait une population de 100 à 400 personnes, qui, dans ces conditions, serait par-

faitement apte, croit-il, à se suffire à elle-même, e capable de faire face tant à toutes ses dépenses ordinaires qu'au remboursement de ses frais d'installation première. Là, « les artisans de la richesse et de tout ce qui est utile », produiraient, autant que possible, tout ce dont ils auraient besoin ; se répartiraient entre eux les produits de leur industrie ; « traiteraient enfin toutes les affaires de la vie « dans un esprit de sincérité, de justice éclairée, de bonté réciproque ». Voilà certainement des intentions très-louables et des perspectives très-attrayantes ; mais, M. Travis aurait pu apprendre de Proudhon que la répartition anéantit la communauté, et que la justice et le communisme sont des mots qui hurlent d'être accouplés.

On a écouté très-paisiblement la lecture de ce *paper* ; mais M. Knight, délégué des chaudronniers de Liverpool, a soulevé, par sa motion contre le travail à la tâche un véritable orage. Ce mode est tout à l'avantage des ouvriers habiles et intelligents. dont le nombre est évalué à 25 0/0 de la masse entière des bras, et ils le préfèrent naturellement parce qu'il leur fait gagner plus d'argent en un temps plus court et avec un moindre travail. Par la raison opposée, le reste s'en tiennent au travail à la journée et s'évertuent même à faire disparaître le travail à la tâche. Il faut bien reconnaître qu'un grand nombre de ceux-ci n'obéissent pas exclusivement en cette occurrence à de méchants et bas motifs, tels que la jalousie de leurs camarades mieux doués ou plus exercés, et qu'ils invoquent certaines considérations qui, sans être selon nous décisives, ne manquent pas d'un caractère spécieux. Ainsi, ils prétendent que l'ouvrier très-habile tend ainsi, par son propre travail forcé, à déprécier la valeur du travail en général ; d'une façon plus générale, ils accusent ce procédé de réduire la tâche de l'ouvrier à un effort purement mécanique et de ne livrer en fin de compte que des produits de pacotille, au lieu des produits supérieurs d'autrefois. Toujours est-il que les chefs de l'Unionisme ont épousé pour la plupart la façon de voir sur ce point de la majorité de ses affiliés et que, dès 1872, les délégués des *Amalgamated Engineers* s'opposaient à l'introduction du travail à la tâche dans les usines où il n'existait pas, comme à son développement dans celles où il fonctionnait déjà, et décidaient en principe l'expulsion des Unions ouvrières de ceux de leurs membres qui consentaient à s'y soumettre.

Et ce n'était point là une menace en l'air : elle eut son effet l'année suivante contre MM. Nasmyth, Wilson et Cie, de Patricott, et dans la version des usiniers d'Erith, la grève qui a éclaté en cet endroit, vers la fin de l'année dernière, aurait été provoquée par

l'Union des ouvriers du fer mécontente de voir le travail à la tâche fonctionner dans ces établissements métalliques. C'est bien de la proscription totale de ce procédé qu'il s'agit pour M. Knight : Il l'accuse « d'être une abondante source de conflits et de causer un « grand tort aux ouvriers, de leur faire perdre du temps en beau- « coup de circonstances, et d'éloigner d'eux la sécurité dont ils « jouissaient sous le régime du travail de la journée. » A l'en croire, « patrons régisseurs et contre-maitres s'entendaient, comme « un seul homme, pour réduire ainsi les salaires et introduire dans « les ateliers la pratique des sous-contrats, avec tous les maux qui « l'accompagnaient. » M. Knight n'a pas dissimulé, d'ailleurs, que la question était très-difficilueuse, et a pressenti que sa motion rencontrerait des opposants au sein même des unions, vu que plusieurs des délégués des plus importantes travaillaient eux-mêmes constamment à la tâche « et fréquemment n'avaient nullement lieu de s'en plaindre. » Quant aux manufacturiers, ils diraient, sans doute, que le système leur permettait de trouver des sous-traitants et de se faire une idée quelque peu correcte du prix de revient de leurs articles pris isolément; mais, en réalité, ils ne cherchaient que les moyens de réduire au minimum possible « les gains de « l'ouvrier, et ils ne manquaient pas de le faire, dès qu'ils s'aper- « cevaient que ces gains commençaient à atteindre un taux un peu « respectable. » Dans les ateliers soumis à ce régime, c'étaient les contre-maitres qui se faisaient sous-traitants, et tous leurs soins était d'extorquer aux ouvriers sous leurs ordres tout l'argent possible; « ils devenaient de vrais régisseurs d'esclaves. » Un autre mal était l'emploi par eux des ouvriers peu habiles à un taux rabbaissé; il en résultait une grande dépréciation dans la valeur intrinsèque des produits obtenus, et très-souvent ces vaisseaux incapables de tenir la mer, dont il avait été tant question en ces derniers temps, avaient été construits par des hommes, qui n'avaient pas fait d'apprentissage de ce métier et qu'on avait recrutés au hasard.

Appuyée par M. Duncan Kennedy, de Glasgow et par M. Townley (de Dyers), la motion a été combattue par M. Memmet (de Sheffield), qui a invité le congrès à déclarer, au contraire « que « dans son opinion, il n'était pas sage d'intervenir dans la ques- « tion du travail à la pièce ou du travail à la journée. » Il devait être permis à tout ouvrier, selon lui, de tirer de son énergie et de son adresse tout le parti possible, et il ne regardait pas comme équitable de forcer un homme exercé et travaillant dur à se contenter du même gain que son camarade inhabile ou indolent. D'autre part, le travail à la tâche édifiait sur le coût des produits :

s'il s'agissait d'une douzaine de couteaux, par exemple, il en fournissait le prix de revient et en indiquait, dès lors, le prix vénal. On avait bien prétendu que ce mode favorisait l'ivrognerie ; mais, M. Memmet n'en croyait rien. Il n'y avait certainement qu'un trop grand nombre de travailleurs qui dépensaient de la sorte leurs gains accrus ; mais le plus grand nombre les portaient à la caisse d'épargne.

Après quelques paroles dans le même sens de M. Bayley (de Preston), on est allé aux voix et un ordre du jour pur et simple a été voté.

Le congrès a émis ensuite un vœu tendant au développement des établissements coopératifs, qui, sous leur forme de sociétés de consommation, auraient depuis leurs débuts épargné aux classes ouvrières, une dépense de dix-huit à vingt millions de livres sterling (450 à 500,000,000 francs), d'après le calcul de M. Beyley, délégué du *Cooperative congress Board*. M. Birthwhistle (d'Accrington), lui ayant fait connaître que, pour l'exécution du *Factory act*, il n'y avait que 2 inspecteurs principaux, 38 sous-inspecteurs et 11 inspecteurs-adjoints, quand il existait 29,600 manufactures et 87,290 ateliers divers soumis à l'action de cette loi, la réunion a fortement appelé l'attention du gouvernement sur cette situation. Elle s'est séparée ensuite, après avoir émis divers votes affirmatifs concernant l'arbitrage international, le remède aux doléances des cochers de fiacre de Londres, la nécessité de faire passer aux conducteurs de trains sur les voies ferrées les mêmes examens qu'aux mécaniciens principaux de la marine, etc., etc. La question d'une fédération ouvrière avait été soulevée ; mais on l'a laissée tomber, eu égard à l'état actuel de la *Trade organisation*.

J. C.

BULLETIN

SITUATION FINANCIÈRE DE LA FRANCE A LA FIN DE 1876.

*Discours de M. Léon Say, Ministre des Finances, dans la séance de la
Chambre des Députés du 8 décembre 1876.*

SOMMAIRE : L'équilibre du budget. -- La force contributive de la France. — Le compte de la Banque. — Les deux comptes de liquidation. — La situation de l'exercice de 1876. — Les crédits supplémentaires. — Le budget normal. — Efforts à faire pour éviter un déficit. — Prévisions : La situation des industries ; les tarifs de douane ; l'impôt de la petite vitesse ; la conversion et l'impôt de la rente, etc.

Messieurs, l'honorable M. Legrand a eu raison de vous dire hier qu'il était impossible de traiter les questions d'impôt isolément, et il vous a montré par son discours comment on pouvait rattacher à la question générale la discussion d'un impôt particulier. Si j'avais un reproche à lui faire, ce serait de n'avoir pas assez généralisé, de ne s'être pas demandé d'une manière plus précise quel était l'équilibre que la commission du budget et le ministre vous apportent, et quelle était la condition véritable de la durée de cet équilibre.

La commission du budget a travaillé pendant très-longtemps ; elle a travaillé beaucoup ; elle est entrée dans le détail de toutes nos opérations financières, et je peux dire, avec un certain sentiment de satisfaction, que si l'on compare le chiffre primitif figurant au budget que j'ai déposé sur ce bureau, avec le chiffre définitif que la commission du budget a apporté, on trouve ce résultat, qui peut paraître singulier au premier abord, c'est que, sur un total de 2,736 millions, il n'y a entre nos deux chiffres qu'une différence de 288,000 francs.

Je puis donc dire qu'en me mettant à un point de vue général, et en négligeant des questions que je suis autorisé à considérer comme des questions de détail au point de vue où je me mets, questions que je considérerais comme très-importantes si nous allions au fond de chacune d'elles, je puis dire que le budget de la commission et le budget du ministre des finances sont identiques.

L'équilibre obtenu me paraît pourtant moins sérieux dans le budget de la commission que dans celui que j'avais eu l'honneur de vous apporter. En effet, ce que nous devons tous rechercher, c'est l'établissement d'un budget absolument sincère, dans lequel nous fassions entrer, d'une part, toutes les dépenses que nous pouvons raisonnablement prévoir, et

d'autre part, les évaluations de recettes les plus justes que nous puissions calculer. Eh bien ! je crois que nous pourrions voir tout à l'heure que, dans le calcul des dépenses et dans le calcul des recettes, il y a certaines différences entre nous sur lesquelles il sera bon que nous nous expliquions.

Mais d'abord, et avant d'arriver à cette question spéciale, je ne puis m'empêcher de vous dire que l'équilibre du budget, que le budget lui-même, se trouvent commandés par un certain nombre d'opérations financières qui sont en dehors du budget, et desquelles nous avons dû nous préoccuper dès le principe.

L'honorable M. Haentjens vous a dit, l'autre jour, qu'il désirait discuter la question du remaniement de certains impôts en même temps que la question des remboursements que nous avons à faire à la Banque de France.

A mon sens, poser la question comme le faisait M. Haentjens, était une erreur ; il est aussi libre de discuter aujourd'hui qu'il l'était alors, parce que la question est de savoir, non pas si nous ferons à la Banque de France tels ou tels remboursements, mais si nous remplacerons un certain nombre d'impôts par des opérations financières ou par des impôts nouveaux.

Je m'explique.

Nous avons dans les balances du Trésor un certain nombre d'engagements combinés de manière à éteindre, dans un certain temps, des dettes actuelles. Il faut que nous sachions d'une façon très-précise quelle est la nature de ces engagements du Trésor et quels sont les moyens que nous avons à préparer pour y faire face.

C'est lorsque nous serons bien certains que toutes ces opérations financières pourront se liquider entre elles, que nous aurons une table rase, une place nette sur laquelle nous pourrions établir l'équilibre spécial du budget, discutant simplement les dépenses d'un côté, les recettes de l'autre.

Or, vous n'oubliez pas que notre dette, qui a été considérablement augmentée par les nécessités de la guerre, n'a pas été portée au chiffre qui était nécessaire pour liquider toutes nos opérations. Après avoir emprunté des sommes considérables — 9 milliards, — nous avons dû reconnaître que nous ne pouvions faire face à la situation que par de nouvelles opérations financières, et en même temps nous avons dû constater hautement qu'il était absolument nécessaire de fermer le grand-livre de la dette publique ; que notre premier besoin était de rétablir notre crédit, de le fonder solidement ; que nous ne pouvions y arriver en ouvrant de nouveau le grand-livre, car on venait d'y inscrire des sommes si considérables, qu'il fallait avant de le rouvrir épuiser tous les moyens d'atteindre autrement le résultat définitif.

En effet, nous devons à la Banque de France 1,500 millions ; nous devons encore à ce que j'appellerai un être impersonnel, à la reconstitution de notre armement militaire, des sommes énormes. Il fallait trouver un moyen de rembourser la Banque de France et de faire face aux dépenses militaires sans augmenter la dette publique et sans ouvrir à nouveau, je le répète, le grand-livre du 3 ou du 5 p. 100.

Qu'avons-nous fait ? Nous avons porté les impôts à un chiffre très-élevé ; nous avons cherché si les forces contributives du pays ne pourraient pas nous fournir des ressources suffisantes pour liquider ce qui n'était pas liquidé jusque-là, et nous donner le moyen d'arrêter, au chiffre actuel, la dette publique, si considérable déjà.

C'est pour cela que l'Assemblée nationale a voté 800 millions d'impôts. Je pourrais établir devant la Chambre que tous ces impôts sont nécessaires et que nous ne pouvons pas nous passer des produits qu'ils apportent au Trésor.

Nous ne pouvons pas nous passer de l'argent que produisent ces impôts, cela est indiscutable ; et alors la seule question qui puisse s'agiter est celle de savoir si les impôts actuels peuvent être remplacés par d'autres, et non pas si nous pouvons dégrever le pays en abolissant tel ou tel impôt dont les recettes figurent aujourd'hui au budget. (Très-bien ! très-bien !)

Mais, en la supposant possible, comment pouvons-nous faire cette transformation ? Sommes-nous libres d'aborder une étude de ce genre ? Pouvons-nous le faire à bref délai, pouvons-nous, dès aujourd'hui, poser certains principes ?

La commission du budget s'est trouvée dans le même embarras que moi-même, et je crois qu'il lui sera très-difficile de venir discuter ici un plan de transformation. Vouloir transformer les impôts serait, à mon sens, jeter le pays dans une agitation dont personne ne saurait profiter.

Nous ne pourrions pas créer des impôts d'un grand poids pour remplacer ceux que nous percevons aujourd'hui sans agiter de nombreux intérêts. Ceux de vous, messieurs, qui ont fait partie de l'Assemblée nationale, savent quelle était l'émotion profonde qui s'emparait de certains centres de production, de certains centres de commerce, quand on parlait d'imposer telle industrie ou tel produit ; immédiatement, les affaires s'arrêtaient dans ces centres de production, dans les villes où le commerce s'en faisait habituellement, et nous recevions dépêches sur dépêches, nous disant que des délégués arrivaient pour combattre l'impôt dont il était question. Une nouvelle agitation de ce genre serait à mon sens funeste, et je suis convaincu que l'intérêt politique de cette Assemblée est de ne pas le faire revivre. Quand aurons-nous la liberté de le faire ? Je ne peux pas encore m'expliquer sur ce point ; nous ne

sommes pas à la veille de pouvoir entreprendre cette étude, et je crois que ce serait nous bercer d'illusions et donner au pays de dangereuses illusions que de lui faire croire que cela sera prochainement possible. Je reviendrai tout à l'heure sur cette question.

Le poids du budget dépasse-t-il les forces contributives du pays? Voilà ce que nous avons à examiner en ce moment. Les forces contributives du pays peuvent-elles nous fournir les 2 milliards 700 millions dont nous avons besoin? Quelles qu'aient pu être les inégalités de répartition de certains impôts anciens qui ont été augmentés, nous avons la preuve que l'activité du pays ne s'est pas ralentie; nous avons vu que la consommation n'avait pas diminué; nous avons assisté à ce spectacle bien extraordinaire de crises commerciales, de crises manufacturières qui ont pesé sur les pays voisins beaucoup plus que chez nous. (C'est vrai!) et nous pouvons en conclure que les forces contributives de la France n'ont pas été épuisées par tant d'épreuves.

Est-ce à dire que nous puissions aller plus loin? Je ne le crois pas.

Pour faire ressortir d'une façon claire que le budget, si élevé qu'il soit, n'est point intolérable au pays, j'ai indiqué à la commission du budget, qui m'avait engagé à produire les chiffres, un travail que j'ai fait faire et dont je vais vous donner communication.

Nous avons calculé, en prenant les volumes où nos recettes sont établies depuis un très-long temps, quel était le total des successions qui avaient été recueillies année par année et nous avons comparé ce total des successions au total des recettes ordinaires de chaque année.

Nous avons vu ceci : c'est qu'au fur et à mesure que nos budgets étaient plus considérables, la valeur totale, la valeur-capital des successions allait en augmentant, et nous avons constaté ce résultat singulier, qu'il y a une sorte de rapport entre ces deux chiffres. (Mouvements divers.)

Jecrois qu'il est intéressant de vous donner connaissance de ce tableau. Il ne faut pas que vous puissiez douter que ce ne soit pas la vérité. On peut dire que c'est une vérité de sentiment. Nous savons tous qu'il nous est plus facile aujourd'hui de supporter les milliards que nous payons qu'il n'était possible de supporter plusieurs centaines de millions de moins à une autre époque, et c'est pourquoi je dis que c'est, si je puis ainsi parler, une vérité de sentiment. Mais, ce qui était intéressant, c'était de faire apparaître matériellement cette vérité par la comparaison des chiffres.

Voici le résultat que j'ai trouvé en dépouillant le tableau dont je vous parle :

A partir de 1840 jusqu'en 1874, j'ai mis dans une colonne la valeur-capital des successions et calculé cette valeur-capital d'après les droits que nous avons perçus, et j'ai mis en regard les recettes ordinaires. J'ai

vu, par exemple, qu'en 1840 la valeur des successions, calculée d'après les droits acquittés représentait 1,608 millions de francs, et que, pour cette même année, les recettes ordinaires étaient de 1,035 millions. De sorte que la proportion du premier chiffre au second était comme 64 est à 100, les recettes formant 64 p. 100 de la totalité des masses successorales. Si nous prenons une année postérieure de vingt ans, l'année 1861, nous trouvons 2,463 millions au lieu de 1,608 millions pour représenter la masse successorale, et en même temps, nous trouvons un budget en recettes de 1,554 millions au lieu de 1,035 millions de francs. Et si nous comparons le premier chiffre au second, nous voyons que le rapport entre ces deux chiffres est de 63 p. 100.

Remarquez, Messieurs, ce rapprochement curieux :

En 1840, 64 p. 100 ; vingt ans après, 63 p. 100 !

En 1874, qui est la dernière année réglée avec assez d'exactitude pour que j'aie pu établir le calcul, année dans laquelle nos gros impôts étaient déjà établis, je trouve que la masse des valeurs successorales était de 3,749 millions, et, à côté, le chiffre de nos recettes ordinaires s'élevait à 2,500 millions. Si je tire la proportion entre ces deux chiffres, j'arrive à 66 p. 100.

Ainsi donc, nos recettes qui étaient à la masse successorale, en 1840, dans la proportion de 64 à 100, en 1861, dans la proportion de 63 à 100, ont été en 1874, dans la proportion de 66 à 100. Je crois qu'il y a là une démonstration claire de ce fait que les forces contributives du pays ont augmenté de manière à nous permettre de lui imposer les lourdes charges qui pèsent sur lui aujourd'hui, et c'est ainsi que nous pouvons expliquer qu'avec des impôts aussi considérables, le mouvement de la richesse ne s'est point arrêté dans notre pays.

Ce n'est pas à dire qu'il n'eût pas mieux valu que cette proportion fût moindre, et de beaucoup ; il est évident que le développement de notre richesse eût été plus marqué et plus rapide si nous avions pu nous passer de ces gros impôts.

Mais enfin, nous venons de le voir, ces gros impôts ne font point obstacle au développement de la richesse, et s'ils ne font point un obstacle au développement de la richesse, que pouvons-nous en conclure ? Nous pouvons en conclure que nous aurons tous les ans une augmentation de la consommation qui suivra naturellement l'augmentation de la richesse publique ; et, par conséquent, une augmentation de la plus-value de nos budgets. C'est encore un espoir très-fondé, que nous devons conserver.

Cependant, il ne faut pas se faire d'illusion ; s'il est très-dangereux d'être pessimiste, il est peut-être encore plus dangereux d'être optimiste, et je crois que, si la Chambre devenait trop optimiste, elle pourrait se laisser entraîner soit dans un excès de dépenses, soit dans un excès de réduction d'impôts. Eh bien ! nous n'avons pas le droit d'être

absolument satisfaits des recettes que nous encaissons en ce moment.

Sans doute, si nous comparons ces recettes avec les évaluations que nous trouvons inscrites au budget, nous trouvons des différences énormes, 118 et 126 millions de fr., peut-être 130 millions pour la fin de l'année. Il y a donc par rapport aux évaluations une plus-value considérable. Mais qu'est-ce que c'est que cette plus-value ? c'est le résultat d'une comparaison faite entre deux chiffres, l'un réel, le rendement, et l'autre arbitraire, une prévision dont le chiffre est plus ou moins exact et rigoureux.

Ce qui serait préférable, ce serait de comparer des réalités avec d'autres réalités. Or, quelles sont les réalités que nous pouvons comparer ? Ce sont les réalisations de deux années qui se suivent. Eh bien ! si nous comparons les recettes de 1876 aux recettes de 1875, nous trouvons alors un résultat très-différent et qui, je dois le dire, n'est pas absolument satisfaisant.

Nous avons environ de 1 1/4 à 1 1/2 p. 100 d'augmentation en 1876 par rapport à 1875. C'est trop peu ; cela ne peut être normal. Si cela était normal, cela serait une contre-indication, une indication contraire à celle que je viens de vous donner, une indication qu'il y a un arrêt dans la progression de la richesse publique.

Je crois que, si nous faisons la comparaison des années antérieures, nous y trouverions quelque chose de beaucoup plus normal, une progression d'une année sur l'autre, qui varie, parce que les impôts indirects sont très-variables et que leur produit dépend de beaucoup de circonstances ; mais nous trouverions une augmentation qui varie de 2 à 4 et peut-être 5 p. 100, et qui certainement, en moyenne, doit être de 3 à 4 p. 100. 3 à 4 p. 100 me paraît être une augmentation normale ; 1 1/4 p. 100 à 1 1/2 p. 100, c'est évidemment une progression trop faible. Cette progression est-elle faible parce qu'il y a un arrêt dans la progression de la richesse ? Je ne le crois pas.

Je pense que nous subissons en ce moment une crise ; que nous subissons le contre-coup des grandes crises qui ont pu se produire à l'étranger ; j'ajoute que nous avons certaines raisons de crises qui sont propres à notre pays, à certaines industries de notre pays. Il y a là un fait que, à mon sens, nous pouvons considérer comme anormal.

Toujours est-il qu'il y a là matière à réflexion, que c'est pour nous une occasion de nous restreindre et de faire un examen de conscience avant d'aller plus loin.

Je viens de constater que notre progression n'est guère en ce moment que la moitié de ce qu'elle devrait être ; il serait donc imprudent de baser des opérations financières et des dégrèvements d'impôts sur une progression qui pourrait être considérée comme constante de 3 à 4 p. 100.

Il faut donc nous dire que nous ne sommes peut-être pas aussi riches que nous l'avons cru.

On a beaucoup dit que nous étions très-riches, puisque nous avons pu si aisément nous tirer de l'effroyable difficulté du paiement des 5 milliards. Que nous ayons pu payer facilement ces 5 milliards parce que nous étions riches, cela est certain ; mais que nous soyons riches parce que nous avons payé 5 milliards, c'est une conséquence qui n'est pas logique, car nous sommes d'autant moins riches que nous avons perdu plus d'argent. Il en résulte que la prudence plus que jamais nous est commandée.

Mais, si nous n'avions pas ces raisons générales de prudence pour ne pas nous engager dans des opérations budgétaires, nous en aurions une bien sérieuse de ne pas aller trop vite : c'est que nous avons besoin de cette progression, toute faible qu'elle est, pour faire face aux engagements que j'appellerai des engagements extérieurs au budget, qui font partie de cette situation financière que je vous indiquais tout à l'heure.

Quelques personnes nous ont reproché de faire une part bien large à l'amortissement en portant chaque année au budget une somme de 150 millions à rembourser à la Banque de France et ont prétendu que, comme un amortissement doit être considéré comme un excédant, nous avons en réalité un excédant de 150 millions par an. A les entendre, nous employons cette somme à amortir notre dette, mais il serait peut-être plus utile, plus avantageux au développement de notre richesse nationale de l'employer à supprimer ou à réduire certains impôts.

Messieurs, ce point de vue n'est pas juste, ce raisonnement n'est pas exact. Nous avons dû à la Banque de France une somme de 1,530 millions, y compris une ancienne dette de 60 millions qui doit être remboursée en 1897, à l'époque où finira le privilège de la Banque. Je ne m'en occupe pas pour le moment. Le reste, ce que nous avons touché effectivement pour les besoins de la liquidation de la guerre, se monte au chiffre de 1,470 millions.

Cette somme, nous avons commencé à la rembourser à la Banque de France dès 1872. En 1872, 1873, 1874, 1875 et 1876, nous avons fait des remboursements considérables. Il est intéressant de voir quel a été le résultat de ces remboursements sur notre situation financière.

Nous avons remboursé 200 millions par an, et même davantage, certaines années, puisque, en 1875, nous avons versé à la Banque 225 millions.

Mais avec quoi avons-nous opéré ces remboursements ? Est-il vrai de dire que ce soit avec nos ressources budgétaires, et ne devons-nous pas reconnaître, au contraire, que nous avons payé la Banque en empruntant ailleurs ?

A l'heure qu'il est, nous avons remboursé à la Banque de France envi-

ron un milliard. Nous sommes en avance de 112 millions sur le remboursement dû pour 1877 ; pendant l'année 1876, vu l'abondance de l'argent dans les caisses du Trésor, nous avons fait à la Banque de France un remboursement anticipé de 112 millions de francs, qui, joint aux remboursements normaux opérés conformément aux lois de finances, porte bien le remboursement total fait à la Banque à un milliard de francs. Mais en même temps, et ce fait est trop peu connu, nous avons beaucoup emprunté d'autre part. Je crois qu'il est bon de vous donner les chiffres exacts. Les voici :

En 1872, nous avons remboursé 200 millions ; en 1873, autant ; en 1874, autant ; en 1875, 225 millions ; en 1876, les 150 millions de l'année, plus les 112 millions dont j'ai parlé : ce qui fait donc un total de 975 millions, plus les 112 millions, c'est-à-dire 1 milliard 87 millions.

Mais, pendant la première année, nous avons eu un découvert et, si nous additionnons les découverts de 1872, de 1873 et de 1874, nous voyons que nous avons augmenté notre dette flottante de 226 millions. Par conséquent, nous n'avons remboursé la somme totale à la Banque de France qu'en créant une dette nouvelle de 226 millions et, en même temps que nous éteignions cette dette ancienne, nous en contractions de nouvelles.

En outre, nous avons constitué, au profit de la ville de Paris, au profit des départements envahis et au profit de personnes qui ont souffert de la guerre, des annuités représentant des capitaux considérables. Si nous en faisons le total, nous constatons qu'ils atteignent le chiffre de 1 milliard, c'est-à-dire une somme à peu près égale à celle que nous avons payée à la Banque de France. Il est donc juste de dire que si nous avons remboursé la Banque de France, nous avons, en même temps, contracté des dettes équivalentes.

Voici l'état des engagements que nous avons pris, de ces dettes nouvelles que nous avons créées sous une autre forme que celle de l'inscription au Grand-Livre, que nous ne pouvions ni ne devons rouvrir.!

Nous avons consenti 260 millions au profit des départements, des villes ou communes qui avaient souffert de la guerre ; plus 26 millions pour rembourser les dommages causés par le génie militaire. Nous avons emprunté, sous forme d'obligations quinquennaires, pour payer les subventions aux compagnies de chemins de fer, 35 millions.

Nous avons contracté des engagements pour une somme de 89 millions afin d'achever un certain nombre de ports. Sur ces 89 millions, 7 seulement sont réalisés, je ne parle que de ceux-là ; nous avons encore pris des engagements considérables pour des travaux de canaux et de rivières, et notamment pour la grande opération du canal de l'Est ; c'est une somme de 65 millions. L'emprunt n'est réalisé que jusqu'à concu-

reuve de 12 millions : je ne compte que ce dernier chiffre. Nous avons emprunté tous les ans, par petites sommes, à la Société algérienne, pour travaux extraordinaires en Algérie, 10 millions. Nous avons emprunté aux villes, pour construction de casernes, 80 millions. Nous avons enfin converti en un emprunt les sommes que, pour les exercices 1871 et 1872, nous devions aux compagnies de chemins de fer, soit 78 millions : ce qui fait un total de 508 millions que nous avons empruntés, tandis que nous avons remboursé un milliard à la Banque ; en outre, nous avons augmenté notre dette flottante de 226 millions.

Mais ce n'est pas tout ; nous avons contracté une autre dette qui est déjà très-élevée et qui s'accroît encore : nous avons commencé à reconstituer notre matériel militaire, et vous savez quelle est l'opération que nous avons entreprise. Cette opération a été divisée en deux parties : on a établi deux comptes de liquidation, un premier et un second.

Vous vous rappelez, messieurs, ce qu'était le premier ; c'était un reliquat de ressources extraordinaires disponibles.

Je m'explique. Nous avons fait entrer dans le budget, pour arriver à liquider les grosses dépenses de 1870 et de 1871, toutes les ressources extraordinaires qui avaient été créées. Un certain nombre de ces ressources extraordinaires n'ont pas été employées, elles sont devenues libres ; nous en avons constitué comme une bourse, un fonds à part, que nous avons appelé le fonds du premier compte de liquidation, et nous y avons puisé jusqu'à extinction, c'est-à-dire que nous en avons tiré environ 914 millions, qui ont été affectés à des armements militaires et à certains remboursements portés au compte de liquidation, qui n'avaient rien à faire, du reste, avec les armements militaires, mais qui étaient une conséquence de la guerre ; ces neuf cents millions employés, nous avons clos ce premier compte de liquidation.

Mais quand il a été clos, nous avons dû reconnaître que les dépenses étaient loin d'être achevées, et que nous étions obligés pour les continuer de demander des crédits aux Chambres, et les Chambres étaient moralement obligées de consentir ces crédits pour nous remettre dans la situation où nous étions avant la guerre et même — cela n'était que trop nécessaire — dans une situation meilleure sur beaucoup de points.

Alors, qu'est-il arrivé ? Nous avons été obligés d'ouvrir un second compte de liquidation. Mais si le premier avait sa dotation, formée des reliquats dont je vous ai parlé, le second compte, lui, n'avait aucune dotation ; il fallait subvenir aux dépenses, au moyen de ressources à créer. Nous avons dû supputer les grosses dépenses que nous avions à faire dans un temps limité pour le compte de liquidation, de même que nous avions à faire de grosses dépenses pour le remboursement à la Banque.

Nous en avons fait le total, et nous nous sommes demandé si nous ne pouvions pas arriver à parfaire cette somme énorme, comprenant la dette à payer à la Banque et les dépenses du compte de liquidation en un nombre d'années assez restreint pour ne pas nous obliger à rouvrir le Grand-Livre. Nous avons cru que nous pouvions y parvenir sans aller au delà de l'année 1889. C'est là le terme que nous avons assigné à l'ensemble des opérations financières que nous avons conçues, et ce n'a pas été sans raison. Si vous rapprochez ce terme, vous serez obligés d'imposer au pays des sacrifices trop considérables; si vous le reculez, vous vous mettrez en dehors des combinaisons que j'appellerai de trésorerie. Vous aurez à opérer sur une période tellement longue que vous serez dans la nécessité de recourir à un emprunt véritable; ce que nous ne voulons pas faire.

Ainsi, vous le voyez, ce chiffre de 150 millions par an que nous avons fixé n'est pas un chiffre arbitraire, ue nous soyons maîtres de diminuer à notre gré. Nous pouvions l'augmenter et nous avons essayé de le faire à une certaine époque, puisqu'il a été question de le porter à 200 millions; mais nous ne pouvions pas le diminuer indéfiniment, car alors nous prolongions notre opération totale, et si cette opération totale était sortie des limites dans lesquelles on peut entreprendre une opération de trésorerie, nous aurions été obligés de recourir à un emprunt, mesure qu'avant tout nous voulons éviter.

Quelle est, en effet, notre situation actuelle pour le compte de liquidation? Une fois les ressources du premier compte épuisées, nous avons ouvert des crédits pour une somme de 385 millions, qui ont été votés par l'ancienne Assemblée et par les Chambres actuelles; et en même temps, nous avons dû créer des ressources pour une somme égale de 385 millions.

Pour cela, qu'avons-nous fait?

Ayant fixé le chiffre de 150 millions par an comme étant celui qui nous permettait de ne pas nous étendre trop loin, nous avons reporté ces 385 millions sur les exercices qui, après le remboursement intégral de la Banque, seraient dégrevés de l'annuité que vous connaissez.

Nous avons créé ce qu'on a appelé des bons du Trésor à long terme, ce qu'il serait plus juste d'appeler des obligations à court terme, des obligations à cinq et à six ans de date. Ces obligations, nous les avons placées, et tout récemment nous avons créé et mis en circulation 276 millions de ces bons du Trésor à long terme, qui n'ont aucun rapport avec les bons du Trésor ordinaires, puisque ce sont, comme je le disais, de véritables obligations à court terme et qu'elles sont imputées sur un budget qui les payera sans renouvellement. Mais, en créant ces obligations, nous nous sommes imposé des charges d'intérêts qui sont considérables; ce sont ces charges d'intérêts qui, tous les ans, au fur et à

mesure que nous créons un plus grand nombre de ces obligations, viennent grever le budget de la dette publique.

Mais ce n'est pas tout encore; nous allons vous proposer, — la commission du budget le sait bien — l'ouverture de nouveaux crédits pour le compte de liquidation, car toutes ces opérations ne peuvent pas être encore arrêtées; nous allons vous proposer, — ou l'on vous proposera — d'ici à quelque temps, des crédits pour une somme à peu de chose près égale à celle que je viens de vous indiquer et que j'estime, pour l'année 1877, à 400 millions, non pas à dépenser, mais à prévoir; nous n'allons pas demander au public 400 millions; mais vous aurez à ouvrir un crédit d'environ 400 millions qui, avec les 385 qui ont été déjà votés, portera le total à 785 millions. Si vous supputez les 450 millions qui nous restent à rembourser à la Banque, si vous y ajoutez les 385 millions de crédit que nous avons ouverts, plus les 400 millions auxquels je fais allusion, vous ne connaîtrez pas encore tous les engagements qui nous lient, car vous arriveriez à une année plus rapprochée que l'année 1889 dont je vous parlais.

Mais nous avons pensé qu'avant de clore l'opération, nous serions obligés, pendant quelques années que nous évaluons à trois peut-être ou quatre, d'employer directement les 450 millions libres à l'achèvement de ce compte de liquidation, et par conséquent, nous devrions reporter à trois années au delà les remboursements des emprunts à court terme que nous faisons en ce moment.

Toutes ces considérations réunies, tous ces chiffres ajoutés nous mènent à cette échéance de 1889 que j'ai indiquée tout à l'heure.

Eh bien! je vous le demande, si ces chiffres sont exacts, — et je puis vous affirmer qu'ils le sont, — est-il possible de conclure par une opération de trésorerie une affaire plus allongée? Si vous nous dites d'aller en 1890, en 1892, en 1893, ce n'est plus une opération de trésorerie, c'est un emprunt; et cet emprunt, nous ne voulons pas, vous ne voudriez pas le faire... (Très-bien! très-bien!) car je pense qu'il n'est aucun de vous qui ne soit convaincu que le jour où nous rouvrirons le Grand-Livre pour faire un emprunt de ce genre, on se dira que ce n'est qu'un commencement.

Les affaires qu'une Chambre peut favoriser ou entreprendre dans un grand pays comme celui-ci ne sont pas limitées; je ne serais pas embarrassé, pour ma part, de vous faire un programme de deux, trois ou quatre millions de travaux parfaitement utiles, d'entreprises absolument productives, et si nous ne nous limitons qu'à la somme au delà de laquelle les travaux ne seraient plus productifs, nous aurions déjà atteint un chiffre auquel il nous serait impossible de satisfaire.

Si donc on nous voyait ouvrir aujourd'hui le Grand-Livre pour des opérations très-nécessaires, je suis convaincu que l'on nous soupçonne-

rait de vouloir le rouvrir demain pour d'autres opérations qui ne seraient pas moins utiles au pays.

Nous ne voulons pas le faire, et c'est pourquoi nous nous sommes maintenus dans les opérations de trésorerie.

Mais ma tâche, messieurs, n'est pas achevée. Cette grande affaire dont je parle est-elle la seule ? Non ; nous en avons commencé un grand nombre d'autres. J'ai fait réunir dans un seul volume la totalité des engagements du Trésor ; j'ai fait distribuer ce volume à MM. les députés ; je considère qu'il doit être leur *vade mecum*. C'est une série de tableaux difficiles à lire, qu'il faut étudier la plume à la main et qu'il est nécessaire de connaître à fond, car si l'on perd un instant de vue cet énorme carnet d'échéances auxquelles nous avons à satisfaire, alors on peut être entraîné à faire des opérations qu'on ne pourrait solder, si ce n'est par des emprunts ultérieurs. (Marques d'assentiment.)

Étant donnée la situation des crédits dont nous disposons par des opérations de trésorerie, nous pourrions la liquider, je dirai aisément. Ces gros chiffres, qui sont considérables, nous pouvons les manier sans aucune espèce d'inconvénients. Je ne crois pas qu'il y ait d'instrument plus sensible que le taux d'intérêt de ces bons à court ou à long terme. Aujourd'hui, je n'ai pas besoin d'argent, je laisse tomber le taux de l'intérêt. Qu'arrive-t-il infailliblement ? C'est qu'à la suite de cette mesure si simple la quantité des bons du Trésor va en diminuant presque aussitôt et très-rapidement.

À l'heure qu'il est, nous avons en circulation 87 millions seulement de bons du Trésor, tandis que les Assemblées nous avaient autorisés à aller jusqu'à 400 millions de francs.

On peut donc dire que notre dette flottante est très-réduite, qu'elle n'est inquiétante en quoi que ce soit, et que le jour où nous aurons besoin d'une opération de trésorerie pour passer deux, trois, quatre, cinq ou six mois et pour arriver à payer tout de suite une somme dont la rentrée se ferait attendre pour quelques semaines, avec une élévation de $\frac{1}{4}$, de $\frac{1}{2}$ p. 100 sur les bons du Trésor, nous aurions tous les capitaux qui nous seraient nécessaires.

La richesse de notre trésorerie est une chose à laquelle nous nous sommes attachés depuis 1871. Nous avons considéré qu'il était du devoir de l'administration d'avoir un Trésor riche pour pourvoir à toutes les nécessités.

Cette situation, nous l'avons constamment maintenue : jamais les opérations du Trésor n'ont pu être accomplies aussi aisément qu'elles s'accomplissent aujourd'hui. (Très-bien ! très-bien !) C'est un résultat considérable que nous avons acquis là. Ce résultat nous coûte des intérêts assez considérables, et la commission du budget a pu le voir ; elle a dû même se demander si les chiffres que nous avons portés pour

satisfaire aux intérêts de 1877 étaient assez élevés ; peut-être y aura-t-il lieu d'augmenter ces chiffres ; j'espère que non. Mais enfin, ces sacrifices sont des sacrifices bien placés. Un État prospère doit ressembler à l'une de ces grandes banques de dépôt dont le crédit est considérable, dont la caisse est toujours fournie d'argent, et il lui faut se trouver en position de ne pas être arrêté pour les opérations qu'il peut avoir à faire. (Très-bien ! très-bien !)

A ce point de vue, nous sommes dans une situation que je puis qualifier de magnifique.

Mais la situation du Trésor n'est pas la situation du budget. Le Trésor peut être très-riche avec un budget qui serait très-pauvre, et nous ne devons pas nous faire d'illusions à cet égard. Le budget, c'est le compte d'un personnage moral, qui est un exercice. Nous l'avons doté d'une certaine quantité de ressources, nous lui avons imposé une certaine quantité de dépenses. Il faut que ce budget, avec les ressources que nous lui avons données, puisse faire face à toutes les dépenses qu'il doit supporter.

Quelle est la situation de notre budget ? Ici, nous sommes dans une situation moins brillante que si nous restions dans l'examen de notre trésorerie. Nous avons eu des budgets moins élevés que le budget de cette année. On a pu dire que c'était un fait presque anormal que de sauter de 400 millions d'une année à l'autre du côté des dépenses, et que, par conséquent, les accroissements de dépenses se produisaient avec une énergie dangereuse.

Oui, nous avons eu des budgets plus bas ; mais ces budgets-là étaient insuffisants, ils ne nous laissent pas la possibilité d'assurer tous les services complètement. Il ne faut pas l'oublier, nous avons encore à faire les fonds de certaines opérations entreprises, de certains travaux commencés. La commission du budget a pu voir que les relèvements qui ont été apportés dans le budget de 1877, par rapport au budget de 1876, étaient des relèvements nécessaires ; car si, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons pu avoir des manières différentes de classer, d'imputer certains chiffres, nous sommes arrivés au même résultat total, à 200,000 francs près, sur un budget de plus de 2 milliards 736 millions.

Là, il y a un inconnu que nous pouvons chercher à limiter, mais nous ne sommes pas encore sûrs d'être dans le budget normal. Nous n'étions certainement pas dans le budget normal en 1876. Y sommes-nous en 1877 ? Les crédits supplémentaires vous le diront. Pouvons-nous espérer que nous n'aurons pas de crédits supplémentaires dans les années qui vont suivre ? Ce serait se faire une illusion. Croyez-vous qu'il suffise de dire : Nous ne voulons pas de crédits supplémentaires, pour qu'ils ne soient pas proposés à la Chambre et votés par elle ? Non, messieurs, il y a des nécessités contre lesquelles vous ne pouvez rien.

J'ai fait établir le relevé des crédits supplémentaires qui ont été ouverts, pendant un certain nombre d'années. J'ai constaté que ces crédits avaient atteint un chiffre très-élevé.

L'honorable M. Guichard, qui a beaucoup étudié cette question, a pensé que les procédés que l'on employait pouvaient avoir de l'efficacité à ce point de vue. Je ne crois pas à l'efficacité des procédés; il n'y a pas en cette matière deux manières de faire. A une certaine époque, il y a eu le système des virements; ce système avait beaucoup d'inconvénients politiques; il ne mettait pas suffisamment le maniement des fonds publics à la disposition des Chambres; mais au point de vue des crédits supplémentaires, il avait un avantage. Lorsqu'un chapitre comportait un excédant, on utilisait cet excédant au profit d'un chapitre qui n'était pas assez doté, et on ne demandait pas de crédit supplémentaire.

Aujourd'hui, les administrations sont encouragées à aller jusqu'au bout du crédit et à ne point le laisser tomber en annulation, puisque ces administrations ne profitent pas sur un autre chapitre des annulations qui peuvent se produire. Il y a donc dans ce procédé nouveau, beaucoup plus parlementaire, et qui au point de vue politique est le seul qu'il doive exister, il y a quelque chose qui n'est certainement pas un encouragement à diminuer les crédits supplémentaires.

Mais il y a bien d'autres causes. Il y a surtout cette nécessité dans laquelle nous nous trouvons de préparer les budgets très-longtemps à l'avance. Comment voulez-vous que nous puissions savoir exactement, à un intervalle de deux années, quels besoins pourront surgir? Aujourd'hui vous discutez le budget de 1877, mais, comme je vous le disais l'autre jour, je prépare déjà celui de 1878. Eh bien, ne pouvez-vous pas imaginer que, d'ici à 1878, il se passera sans doute assez de faits financiers, assez de faits administratifs, pour que nous ne soyons pas, pour que nous ne puissions pas être absolument sûrs de la portée de nos prévisions?

Nous ne pouvons donc pas dire qu'il n'y aura pas de crédits supplémentaires. Seulement, les ministres et les chambres peuvent avoir la volonté d'être économes; cette volonté peut être plus ou moins efficace; mais quant à des procédés pour enrayer les crédits supplémentaires, il n'y en a pas d'autres que la volonté de ne pas trop dépenser. Cette volonté, en serez-vous absolument les maîtres? Non. Vous ne renoncerez jamais à adopter les projets de lois qu'il vous paraîtra absolument nécessaire de voter.

Croyez-vous qu'il soit facile d'appeler l'attention d'une Chambre sur les résultats financiers d'une loi quand ces résultats ne doivent se produire qu'au bout de deux ou trois ans? On n'est pas écouté quand on vient proposer une réforme qui paraît juste et raisonnable, si, en même temps, on vient vous dire : Vous allez tout de suite sortir de votre po-

che un million. Alors, on s'arrête. Mais si l'on dit : Telle réforme ne coûtera rien cette année, elle coûtera peu de chose dans l'exercice prochain, et dans le budget seulement à la préparation duquel nous ne songeons pas encore, celui de la troisième année, il y aura une augmentation de dépense, — si on tient ce langage, on n'empêchera pas le vote, au contraire, et c'est en s'y prenant ainsi qu'on fera voter toutes les dépenses qu'on présentera.

Il y a un grand nombre d'exemples de cette manière de procéder. Ainsi, avez-vous pu ne pas voter la réforme relative à la retraite des instituteurs ?

Au moment de la discussion, je vous faisais observer à ce sujet qu'il existait des lois sur les retraites, qu'il y avait lieu d'en examiner l'ensemble, qu'en cette matière la difficulté consistait dans le chiffrage de la loi, qu'il y avait des charges dont il fallait bien se rendre compte. Mais la Chambre a dit : Non, la réforme doit être faite, elle est bonne, puisque la retraite des instituteurs est insuffisante ; votons l'augmentation de dépense.

Est-ce que quelqu'un a fait le calcul des difficultés en face desquelles se trouvera le ministre des finances en 1879 ? Pas du tout, et en 1879, la dépense sera inscrite au budget en vertu d'une loi antérieure.

Tous les jours on fait de ces lois. Et, quand le ministre des finances se trouve en face de ses collègues et qu'il leur dit : « Vous m'apportez des demandes de crédits supplémentaires que je ne peux pas admettre ! » les ministres répondent : « Il fallait dire cela aux Assemblées qui ont voté les lois que nous ne faisons qu'exécuter ! Et alors le ministre des finances et la Chambre elle-même sont absolument désarmés.

Je crois donc qu'il y a là une tendance à l'augmentation des dépenses contre laquelle nous ne pouvons pas grand'chose, si ce n'est avertir les Chambres toutes les fois qu'une réforme qui doit coûter de l'argent dans l'avenir leur est proposée.

Messieurs, si nous appliquons ces considérations générales aux exercices 1876 et 1877 et enfin à l'exercice 1878, nous trouvons trois faits qui me paraissent corroborer absolument ce que je viens de dire : Au fur et à mesure que nous marchons, nous marchons plus difficilement. L'exercice 1876 a été d'un règlement aisé, facile ; l'exercice 1877 d'un règlement laborieux, la commission du budget le sait, et l'exercice 1878, que je prépare en ce moment, est, jusqu'ici, d'un règlement tellement difficile, que je ne sais pas encore, si j'ai à présenter ce budget, comment je pourrai le présenter.

Je puis établir devant vous, messieurs, ces trois propositions très-exactement. Je vous demande pardon de m'étendre sur ces matières qui sont un peu arides... (Parlez ! parlez !) mais je crois qu'il est nécessaire d'aller au fond des choses. (Oui ! oui ! — Parlez !)

J'ai dit que, au fur et à mesure que nous marchions, nous allions plus difficilement. Il en sera toujours ainsi.

En effet, bien que l'exercice 1876 ne soit pas encore terminé, nous pouvons déjà en connaître en partie la situation.

Les chiffres dont je vais parler pour cet exercice, je ne voudrais pas que la Chambre y attachât une importance mathématique, car il est arrivé bien souvent qu'on a eu des mécomptes très-considérables en faisant un peu trop tôt les situations d'exercices; on en a eu un exemple par un rapport que mon honorable ami M. Mathieu-Bodet a publié le 5 janvier, et qui n'a pas concordé avec les résultats quand on est arrivé au mois de février. Eh bien! sous ces réserves, je dirai que nous avons, pour l'exercice 1876, une augmentation de dépenses énormes. Le budget primitif avait été voté à 2,570 millions; après le vote du budget de 1876, l'Assemblée nationale, en se séparant, a voté 24 millions de crédits supplémentaires. Les deux Chambres, depuis qu'elles sont réunies, ont voté 57 millions de crédits supplémentaires. Il y a encore des crédits montant à 46,900.000 fr. qui ne sont point votés et qui étaient compris dans le grand tableau collectif que j'ai déposé sur le bureau de la Chambre le jour de la rentrée.

Depuis, pour des besoins urgents, j'ai dû demander, il y a quelques jours, un nouveau crédit supplémentaire de 2,157,000 fr., de sorte que le budget primitif de 2,570 millions a été porté à 2,700 millions. Soit : 130 millions de différence, ce qui est énorme.

Mais, par contre, nous avons eu des recettes très-considérables, — et je trouve aujourd'hui sous ma main le chiffre que je n'avais énoncé qu'approximativement à la commission du budget, qui me le demandait ces jours-ci, — nous avons eu, pour les onze premiers mois de l'année, des recettes qui ont donné une plus-value de 130 millions de francs sur les évaluations primitives.

Sur les contributions directes, il y a une plus-value résultant de l'impôt sur les patentes de 3,490,000 fr.; une autre de 990,000 fr. sur les taxes assimilées; une autre encore de 3,000,000 fr. sur le produit des amendes; enfin une de 1,700,000 fr. sur la télégraphie, plus un petit solde sur les recettes de l'Algérie. Soit un total de 2,714 millions.

D'un côté nous avons 2,670 millions de dépenses, malgré l'énorme augmentation des crédits supplémentaires, et de l'autre côté, 2,714 millions de recettes.

Nous pouvons ajouter à cette somme, — ce qui constitue encore un boni, — les annulations en fin d'exercice. Tous les ans, il y a eu des annulations de crédits; ces annulations varient sans doute chaque année; mais, depuis un assez grand nombre d'années, jamais ces annulations ne sont tombées à un chiffre inférieur à 20 millions. Je compte cette année sur un chiffre de 20 millions d'annulations.

Vous avez voté une simplification dans le mode de paiement des retraits que nous payons actuellement au mois de décembre au lieu de les payer au mois de janvier, à cause de l'encombrement des caisses, à cette dernière époque, résultant des demandes simultanées des rentiers et des retraités. Ce changement d'échéance a eu pour effet qu'une partie de la dépense, au lieu de grever l'exercice courant, greève l'exercice prochain pour un douzième.

Si j'ajoute, d'un côté, le boni provenant des 20 millions d'annulations et, de l'autre, le boni provenant de la somme reportée de l'exercice 1876 à l'exercice 1877, je vois que l'excédant, tout compte fait, de 1876, sera d'environ 48 millions de francs. C'est un chiffre très-considérable !

Sur ce chiffre de 48 millions, il a été question de faire des prélèvements, de transporter par des moyens de comptabilité, une partie de cet excédant à l'exercice suivant, de manière à pouvoir couvrir certaines pertes, comme, par exemple, celle qui pourrait résulter de la réforme postale.

Je ne sais encore si je me mettrai d'accord avec la commission du budget pour la forme du transport dont il s'agit ; mais enfin nous pouvons trouver là des ressources pour une opération, une fois faite ; c'est une somme disponible qu'on peut épuiser, qui ne se reproduira pas.

Voilà donc, messieurs, comme je vous le disais, voilà l'année actuelle réglée dans des conditions que nous pouvons tous considérer comme satisfaisantes.

Je fais cependant une réserve. Je considère le mois de décembre comme un mois véritablement traître ; il nous est impossible de dire à l'avance si nous aurons un gros excédant dans ce mois, le dernier de l'année. Pour nous rendre compte de l'excédant probable, nous avons calculé sur ce qu'a rendu l'impôt dans les onze premiers mois ; mais dans le mois de décembre, — l'expérience nous l'a appris, — il y a toujours une certaine incertitude sur le rendement de l'impôt. Cependant, en supposant même que le mois de décembre ne présente pas des résultats aussi satisfaisants que les onze mois antérieurs ; en supposant même qu'il présente une diminution, — et ce serait presque un sinistre si nous avions sur ce mois 10 millions de moins-value, puisque nous avons toujours eu jusqu'ici 10 millions de plus-value, — nous aurions encore un excédant très-considérable.

Ainsi l'exercice 1876 se règle dans de bonnes conditions.

Mais, poursuivons ! Passons à l'exercice 1877. Cet exercice se règle-t-il aussi bien ?

Non ; la commission du budget sait aussi bien que moi, par les travaux auxquels elle s'est livrée, combien l'exercice 1877 est difficile à régler.

E & considérant les votes que vous avez émis, l'exercice

que la commission du budget n'ait fait quelques changements depuis que je me suis mis en rapport avec elle, — se soldait par un petit excédant de dépenses de 285,000 fr. Je ne doute pas que nous trouvions le moyen de faire disparaître ce petit excédant de dépenses...

(M. LE RAPPORTEUR. On l'a trouvé! On déposera un projet de loi!)

Ce que je puis dire, c'est que le budget se règle strictement en équilibre. Un budget qui se règle strictement en équilibre, ce n'est pas assez; car enfin vous pouvez avoir une situation imprévue. A côté des plus-values qui, cette année-ci, paraissent marcher sur le pied de un quart pour cent, vous pouvez avoir des moins-values. C'est un des dangers des budgets qui ont une aussi forte proportion d'impôts indirects que d'avoir des oscillations; ces budgets peuvent très-bien se trouver privés de ressources par suite d'incidents financiers imprévus.

Je crois donc qu'un budget réglé exactement est un budget malheureusement réglé. J'ai présenté moi-même un budget qui, après tout, était juste en équilibre; car, sur un budget de 2 milliards 700 millions, qu'est-ce que c'est que 4 millions d'excédant? Le moindre souffle peut l'emporter. Par conséquent, je ne fais point un reproche à la commission du budget d'avoir présenté un budget en équilibre strict et sans excédant.

Pourquoi n'ai-je pas présenté le budget de 1877 avec un excédant? Est-ce que vous croyez que je ne pensais pas qu'il eût été plus prudent, plus sage d'avoir un excédant?

Certainement, je le pensais, et je le pense encore; mais je croyais, et je crois encore que nous ne sommes pas dans une situation qui comporte d'établir les budgets comme on devrait les établir normalement.

Ce n'est pas par hasard qu'on commence l'examen et la loi de finances par le budget des dépenses: on comprend très-bien que le budget de l'Etat doit être réglé à l'inverse du budget des particuliers; on comprend très-bien que, tandis que les particuliers doivent d'abord connaître leurs recettes pour savoir ce qu'ils peuvent dépenser, l'Etat, au contraire, doit savoir avant tout quelles devront être ses dépenses, et trouver ensuite les ressources pour y satisfaire.

Pour moi, messieurs, je crois que, maintenant, après les impôts considérables que nous avons mis sur le pays, nous n'avons plus cette liberté d'action qu'on peut avoir en temps normal.

Aujourd'hui nous sommes obligés de nous contenter de ce que nous avons. Je crois qu'il serait très-imprudent, dans l'état actuel, alors que le pays est surchargé d'impôts, d'aller plus loin, c'est-à-dire de créer des ressources nouvelles. Je crois que nous devons nous contenter des seules ressources qui figurent actuellement au budget.

Voilà pourquoi nous ne pouvons pas établir ce que j'appelle un budget normal.

Et si nous ne pouvons pas établir un budget normal, — j'entends un budget en excédant suffisant, — c'est assurément un malheur ; mais je considère que c'est un malheur inévitable. Oui, sans doute, un budget normal doit avoir un excédant suffisant ; mais à la condition que cet excédant, tout faible qu'il soit, soit un excédant : car, enfin, faut-il qu'il existe ?

Existe-t-il ? Pour ma part, je ne le crois pas.

La sincérité dans l'établissement du budget est absolument nécessaire. La commission du budget et moi nous y avons mis toute la sincérité possible ; mais nous ne pouvons pas nous dissimuler que nous aurons bientôt la connaissance de certains faits qui ne figurent pas actuellement dans le budget et je pourrais vous en citer quelques-uns.

Ainsi, M. le ministre de la marine a demandé le rétablissement d'un crédit qui avait été discuté au point de vue des troupes coloniales. Le premier crédit avait été demandé à une certaine somme. Une commission administrative a été constituée. Elle est arrivée à faire un travail qui a paru satisfaisant au ministre et, je le crois, à la commission du budget. Nous savons donc tous, la commission du budget sait comme moi, que nous avons un crédit de 977,000 fr. qui n'est pas encore ouvert, uniquement parce qu'on n'a pas eu le temps de le voter. Mais la dépense existe.

(M. TIRARD : Ce crédit, nous attendions une justification pour le voter !

M. LE MINISTRE : Je ne dis pas le contraire, et vous aviez parfaitement raison d'attendre cette justification.

M. COCHERY, rapporteur : Le crédit n'était pas demandé dans le budget primitif !)

Mais je crois que les garanties qu'on nous a données en nommant une commission spéciale sont très-grandes et que, mis aujourd'hui en face de ce crédit, vous serez conduits à le voter, du moins c'est ce qui me paraît résulter des déclarations récentes de la commission du budget ; je ne veux pas dire autre chose, je ne vous fais aucun reproche à ce point de vue là. Mais enfin nous savons qu'il y a 977,000 fr. qui sont là à la porte du budget.

Ce n'est pas tout, messieurs. Vous vous rappelez une discussion de comptabilité un peu obscure qui s'est élevée entre le ministre de la marine et moi, d'un côté, et M. Raoul Duval, de l'autre, relativement aux dépenses du Tongking, relativement à un versement de 2,200,000 fr. que la Cochinchine doit faire au Trésor. La commission du budget a pensé que la Cochinchine devait effectuer un versement au Trésor. La somme de 2,200,000 fr. a été inscrite, mais en dehors des dépenses du Tongking. Quel que soit le mode suivant lequel cette dépense sera inscrite, que ce soit par abonnement avec la Cochinchine, que ce soit une dépense faite directement par le ministère de la marine, il faudra bien

la faire ; il y a là un crédit qui frappe à la porte du budget. Prenez-le pour un chiffre quelconque ; je ne sais pas si la commission acceptera le chiffre de 2,200,000 fr., mais enfin vous avez là un crédit d'une certaine importance qu'il faudra voter.

J'ajoute, messieurs, que nous avons demandé dans le budget de 1877 deux crédits qui devaient être ouverts au ministère des travaux publics pour certains ouvrages reconnus urgents.

La commission du budget a dit : Mais la situation provisoire du budget de 1876 est très-belle : — il se trouve aujourd'hui qu'elle est même plus belle que le jour où la commission a fait ce raisonnement, — nous allons porter ce crédit à l'exercice 1876.

Qu'est-ce que cela veut dire ? J'avoue, pour ma part, que je serai très-heureux si le budget de 1877 est voté le 31 décembre. Eh bien, vous allez ouvrir aujourd'hui un crédit qui va repasser par la filière ordinaire. Il sera renvoyé au Sénat ; là, il n'ira pas beaucoup plus vite que le budget dont j'espère la terminaison pour le 31 décembre. Vous allez donc ouvrir le 20 ou le 25 décembre, au ministère des travaux publics, un crédit de 2 millions 200,000 francs. Mais, est-ce que vous croyez que le ministère des travaux publics pourra faire exécuter ses travaux dans les huit jours qui lui seront impartis ? Non ! seulement, quand nous nous réunirons le 8 janvier, nous vous dirons : Ce crédit n'a pas été dépensé, il n'a pas pu l'être, il n'a pas reçu son affectation, et nous vous demandons de le reporter sur l'exercice 1877. Par conséquent, vous avez encore là un crédit qui frappe à la porte, un crédit de 2 millions 200,000 francs.

Ce n'est pas tout encore.

Il était ressorti des combinaisons que nous avons étudiées avec la commission du budget la nécessité de préparer, au profit du ministre de l'intérieur, certaines dépenses qui pouvaient nous permettre d'arriver à la réforme des taxes télégraphiques. Il s'agissait, je crois, de 2 millions ; mais mettez 1,500,000 francs, mettez 1 million si vous voulez. Voilà un crédit que l'on porte également, comme le précédent, à l'exercice 1876, mais qui ne pourra être dépensé qu'en 1877. En sorte que si vous ajoutez tous ces crédits à ceux qui ont été déjà votés, ce n'est plus 200,000 francs qui vous manquent, — j'admets même que ces 200,000 francs ont disparu, — c'est 9 millions.

Et maintenant, si vous considérez l'évolution des recettes, croyez-vous que vous puissiez l'augmenter ? Est-ce que vous serez bien affirmative, vous, commission du budget ? Est-ce que je serais bien affirmatif moi-même, si quelqu'un venait nous demander : Etes-vous sûrs de la rentrée des 16 millions que doit produire l'impôt des allumettes pour l'exercice 1877 ? (On rit.) Je répondrais : Non ! je ne suis pas bien sûr. Pourtant, dans nos évaluations, ces 16 millions figurent. De sorte que

nous avons 9 millions de crédits en plus, et bien loin que nos évaluations soient trop basses, peut-être même sont-elles un peu trop élevées sur certains points.

Je vous disais au commencement, et je suis en ce moment un simple raisonnement qui est celui-ci : c'est qu'au fur et à mesure que nous marchons, nous marchons vers un déficit. Il est bien clair qu'en marchant sur les bases des dépenses de 1876, nous arriverons à un déficit sur l'exercice 1877. Mais si j'arrive à 1878, je me trouve dans une situation bien plus difficile... J'ai dû, pour 1878, demander à mes collègues de m'envoyer le compte des crédits dont l'ouverture est demandée pour leurs services. Ces crédits m'ont été demandés dans des conditions telles que j'ai dû faire des observations à tous les ministres.

(M. HAENTJENS. Ils sont insatiables.)

Les services publics, les nécessités publiques sont insatiables, c'est vrai !

Nous avons eu déjà l'occasion de discuter avec M. Haentjens sur ce point. Il est clair que nous avons des dépenses publiques qui s'imposent à nous et qui sont très-considérables. (C'est évident !) Mon devoir vis-à-vis de mes collègues est le même que le devoir de la commission du budget vis-à-vis de moi et de mes collègues, et le même que celui de la commission du budget vis-à-vis de vous qui êtes les juges définitifs.

Je suis le premier tribunal ; la commission est le tribunal d'appel ; et vous, messieurs, vous êtes le tribunal en dernier ressort.

Ainsi, je discute d'abord avec mes collègues ce qui sera ensuite discuté par la commission, et enfin ce qui sera discuté par la Chambre.

Je tâche de réduire le plus possible. A quel résultat suis-je arrivé ? Aujourd'hui je serais obligé de déposer le budget, que je ne pourrais pas le faire parce que le budget n'est pas clos, parce que le budget ne se règle pas, parce que j'ai 40 millions d'excédant de recettes et 100 millions d'excédant de dépenses. J'hésite un peu dans le calcul des chiffres parce que je n'ai pas fait le compte des déductions, et lorsque je cite ces chiffres, je déduis toujours la ressource extraordinaire de 69 millions que je ne fais figurer ni d'un côté ni de l'autre. Quand, d'un côté, nous créons une ressource extraordinaire, nous empruntons de l'autre côté, l'opération s'annule et ne rentre pas dans le budget ordinaire pour ainsi dire.

Il y a donc 100 millions de dépenses auxquelles il faut faire face avec 40 millions d'excédant de recettes. Les évaluations de 1878, par rapport aux évaluations de 1877, sur lesquelles nous discutons aujourd'hui, me donnent un excédant de 40 millions, dont 25 millions sur les contributions indirectes, ce qui représente le 1 $\frac{1}{4}$ p. 100 dont je parlais tout à l'heure,

Me voici donc, je le répète, avec 40 millions de produits, obligé de

faire face à 100 millions de dépenses. Je ne le pourrai pas, la commission du budget ne le pourrait pas davantage, ni la Chambre non plus. Il y a là une impossibilité qui se traduit dans la discussion que j'ai eue avec mes collègues pour chercher à réduire les crédits qu'ils me demandent. Mais réduire des crédits d'une somme aussi considérable, ce sera une entreprise très-difficile. Et je me trouve bien plus loin d'approcher de la vérité pour le budget de 1877 que lorsque je suis dans le budget de 1876.

Le budget de 1876 est facile; le budget de 1877 est laborieux. Quant au budget de 1878, je ne puis pas le terminer, je ne puis pas l'équilibrer.

Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire qu'au fur et à mesure que nous allons, nous nous trouvons en présence de ce carnet d'échéances que j'ai distribué, cette petite brochure bleue que je recommande à chacun de vous, et qui vous dit ceci : c'est que tous les ans nous avons des échéances qui montent à 345, 352, 354, 358, 359 millions, à des chiffres considérables auxquels nous ajoutons toujours quelque chose.

Nous vous avons proposé — et je me suis associé à mon honorable collègue M. le ministre des travaux publics, — une loi qui donnera lieu à une dépense de 26 millions d'intérêts, c'est la loi par laquelle l'Etat construira directement un certain nombre de chemins de fer. Dans cette loi il y a un intérêt de 26 millions qui ne se produira pas tout de suite; nous allons avoir 5 millions la première année, 12 millions la deuxième année, 18 millions la troisième, 24 millions la cinquième; mais nous sommes dans les budgets de l'avenir dont ni les Chambres ni les ministres des finances ne se préoccupent assez. Vous voyez que nous avons tous les ans des difficultés de plus à résoudre.

La conclusion est facile à tirer, c'est que nous ne sommes pas dans une situation à faire tout ce que nous croirions utile et profitable de faire au point de vue du développement de la richesse publique.

La question ainsi posée nous commande d'abord de ne rien retirer de nos ressources, absolument rien, puisque nous avons tout au plus ce dont nous aurons besoin. Otez-nous la moindre chose, nous serons paralysés. Nous sommes donc en présence d'une situation très-difficile. Est-ce à dire que nous ne sortirons pas de cette situation difficile? Je vous disais tout à l'heure que je ne voulais pas être optimiste; je ne veux pas non plus être pessimiste; je crois que nous pourrons, peu à peu, entamer des réformes à la condition qu'elles soient bien étudiées.

Demandons-nous quel est l'ordre d'idées dans lequel nous devons nous placer et quelle est l'étude que nous devons faire en commençant. Est-ce que vous ne croyez pas que la vie en France est devenue plus chère par le fait même des circonstances et de nos dépenses plus considéra-

bles? Je crois qu'on peut dire avec vérité que toutes les familles françaises se trouvent dans une situation pareille à celle où elles se seraient trouvées si une charge de famille subite était tombée sur elles. Chacun a une charge de plus à supporter.

Nous sommes dans une situation qui, certainement, est moins bonne que la situation antérieure; nous avons des charges plus lourdes, par suite la vie est plus chère. Pouvons-nous y faire quelque chose? Nous pouvons y faire bien peu; nous ne pouvons pas faire que la vie soit moins chère en France, tant que nous serons obligés de lui demander des sacrifices aussi considérables que ceux qu'elle est obligée de supporter.

Nous pourrions examiner la question de meilleure répartition, de perception de l'impôt; mais, d'une manière générale, la vie est et restera chère en France. Avons-nous un moyen direct d'y porter remède et de la rendre moins chère? Ce moyen direct nous échappe. J'appelle moyen direct: le dégrèvement de l'impôt sur différents produits. Si nous voulons poursuivre la vie à meilleur marché par le dégrèvement; si nous disons: La vie est trop chère parce que l'impôt sur la chicorée, par exemple, pèse trop sur certains consommateurs; parce que l'impôt sur le sucre est trop lourd et l'impôt sur les boissons trop élevé, nous ne trouverons pas de solution, parce que nous ne pouvons pas nous passer de ces impôts: nous ne pouvons donc réduire la cherté de la vie par le dégrèvement. Nous sommes dans la situation d'un homme qui a trop de charges de famille; il ne peut pas faire que cela ne soit pas, il ne peut rétablir son équilibre qu'en gagnant davantage. Eh bien, la France ne peut rétablir son équilibre qu'en gagnant davantage. D'où je conclus que tout ce qui, dans nos réformes, est de nature à augmenter le travail, la production, mérite seul de nous attacher. Nous y trouverons des résultats beaucoup plus certains, quoique indirects, que si nous nous adressions à la réforme directe, en demandant le dégrèvement parce que certains impôts de consommation sont très-lourds, trop lourds si vous voulez.

Il en résulte que si nous pouvons diminuer nos impôts, il faut nous bien mettre à ce point de vue que ce sont les impôts industriels, les impôts qui ne nous permettent pas de développer suffisamment notre clientèle extérieure, que nous devons atteindre les premiers. Voilà les impôts qui sont les plus dommageables à la richesse publique. (Très-bien! très-bien!) Si je fais une différence entre nos industries à l'exportation et les autres, vous voyez bien pourquoi je suis obligé de le faire. C'est que si nous sommes un peuple de personnes ayant moins d'argent à dépenser, il faut bien, pour gagner ce supplément dont je vous parlais tout à l'heure, que nous étendions notre clientèle au delà de ce cercle, qui est un peu restreint dans ce moment. Nous sommes condamnés

à augmenter notre clientèle à l'étranger; nous sommes condamnés à développer notre exportation générale; je ne voudrais pas que l'on pût tirer de ces paroles quoi que ce soit qui pût être en faveur d'un système des primes à l'exportation; ce n'est pas cela que je veux dire. Nous devons organiser nos lois fiscales de manière à ce que l'exportation se développe naturellement; mais je ne conseillerais jamais à la France de donner des primes d'exportation sous quelque forme que ce soit. Et s'il y a dans notre législation, comme certaines personnes le croient, — et il y a à ce propos une question très-délicate que vous connaissez, la question du sucre, — s'il y a réellement des primes de ce genre, mon avis est de les faire disparaître. (Très-bien! très-bien!)

Mais en se mettant à ce point de vue, qui est, je crois, le vrai, que nous devons chercher à développer notre exportation, parce que nous aurons un champ plus illimité pour notre clientèle, je crois que je suis absolument dans la vérité.

A cela vous pouvez me répondre : La situation des affaires ne montre pas que vous vous développiez du côté des exportations. Nous avons en ce moment, après un développement considérable de nos exportations, un semblant de retour en arrière, de retour à une situation antérieure; nous avons des importations dont la quantité augmente et des exportations dont la quantité diminue. Quelles en sont les causes?

Il peut y avoir des causes générales. On a pu dire, — cela a été vrai jusqu'à un certain point : — Les crises qui ont affecté le monde entier, ont affecté les pays étrangers plus vite que nous; nous en souffrons dans ce moment-ci.

M. Legrand nous disait hier qu'il y a une industrie qui souffre beaucoup; il y en a d'autres : l'industrie métallurgique est dans un état qui nous préoccupe et que vous connaissez.

Nous avons souffert après les autres. Il en est résulté que nous avons été plus riches que les autres pendant quelque temps, et que c'est nous qui avons été les acheteurs; les autres ont été moins acheteurs, parce qu'ils étaient moins riches. Il y a eu dans ce fait une démonstration de ce que je vous disais tout à l'heure : que nous avons souffert moins que les autres de la crise générale qui s'est étendue sur le monde, et que nous en souffrons maintenant.

Il y a peut-être d'autres causes de cette situation auxquelles nous pourrions chercher à porter remède. Je ne dis pas que ce que je viens de dire puisse mathématiquement expliquer tout ce qui s'est produit relativement à la différence entre nos importations et nos exportations. Vous savez le rôle considérable que les récoltes de certaines denrées étrangères ou indigènes peuvent jouer dans le mouvement des affaires; et je suis convaincu que, sans être optimiste, — ce que je m'efforce de ne point être, — nous devons croire que notre pays est lancé dans une

voie qui l'amènera à développer beaucoup nos exportations, et qui doit nous conduire à adopter une politique commerciale qui ne sera point une politique rétrograde et une politique de protection. (Très-bien! très-bien! sur divers bancs.) Nous avons tout intérêt à agir dans le sens de la liberté commerciale. (Très-bien! très-bien! sur les mêmes bancs.)

Je crois que lorsque vous étudierez les projets de tarifs que nous préparons en ce moment-ci, M. le ministre et moi, — tarifs qui sont à peu près terminés, dont un exemplaire était sur mon bureau hier soir, et dont par conséquent vous serez saisis prochainement, — je crois que vous arriverez à la conclusion où j'ai été amené moi-même : pas de retour en arrière!

(M. CUNEO D'ORNANO. Qu'entendez-vous par retour en arrière?).

Pas de retour en arrière! développement de la liberté commerciale, en y apportant, toutefois, une modération dont nous ne devons jamais nous écarter. (Très-bien! très-bien!)

Vous le voyez, messieurs, étant donné ce point de vue général, qui ne se prête pas aux illusions, il est évident que, même en restreignant notre programme aux impôts qui pèsent sur l'industrie, nous aurons de la peine à exécuter toutes les réformes qui nous restent à accomplir.

Nous avons l'impôt sur la petite vitesse, nous avons les impôts sur certaines fabrications spéciales, et ces autres impôts qui, nuisant à la circulation, comme les taxes postales trop élevées, sont un obstacle au développement des affaires. C'est sur ceux-là que nous devons porter notre attention. Arriverons-nous à les réformer? Je l'espère, mais je crois que, si nous allions trop vite, nous pourrions bien ne pas réussir dans nos réformes.

J'ai dit dans une séance de la commission du budget dont il a été question en dehors de cette commission, que l'impôt de la petite vitesse était lié à une grande opération financière, à l'opération de la conversion. Si nous étions aujourd'hui dans une situation semblable à celle où nous étions il y a quelques mois, je ne dirais même pas un mot de la question; ce sont de ces questions qu'on ne peut traiter que lorsqu'il est absolument et matériellement impossible de ne pas les aborder; alors on apporte un projet de loi et on cherche à le faire voter le plus tôt possible. Eh bien, nous devons espérer que nous pourrions, dans l'avenir, réaliser une économie de ce côté-là. Mais, pour cela, il faut que nous ménagions notre crédit; car la conversion n'est possible, — en dehors des conditions où elle peut naturellement avoir lieu, elle me paraît être une souveraine injustice, — la conversion n'est possible que si le crédit de l'Etat est assez élevé pour que le lendemain du jour où l'affaire est faite, personne n'ait à se plaindre.

En effet, messieurs, si, par je ne sais quel procédé, nous venions à tromper le public, nous serions bien coupables de venir lui dire : Cette

opération de la conversion sera pour vous une belle affaire ! si le lendemain le public devait se trouver avoir perdu une partie de ce qu'il possédait, nous l'aurions engagé dans une voie très-fâcheuse dont aucune Assemblée française ne voudrait, je crois, accepter la responsabilité. Par conséquent, nous ne devons pas chercher à faire l'opération en tout état de cause, mais nous devons chercher à mettre le crédit public dans une situation telle que l'opération soit possible.

Eh ! bien, pour cela, il y a deux conditions, et c'est ici que je ne serai pas d'accord avec tous mes honorables collègues.

La première condition, c'est d'établir un équilibre absolu, un équilibre stable, un équilibre qui ne soit pas facilement détruit. Le défaut d'équilibre, c'est l'anéantissement du crédit, tout le monde le sait. (Marques d'assentiment.)

Mais, à côté de cela, il ne faut pas non plus effrayer le crédit par certaines opérations ; et je considère qu'en dehors des raisons spéciales que je serai tout prêt à développer quand la discussion viendra à cette tribune, il y a une contradiction complète entre l'opération de la conversion et l'impôt sur la rente. (Marques d'approbation.)

Au point de vue de l'intérêt bien entendu du Trésor, en dehors de la question considérable que nous aurons à traiter et à résoudre de l'impôt sur la rente, nous devons sauvegarder le crédit public en ménageant la rente. (Très-bien ! très-bien !)

Je ne veux pas m'étendre sur la question de l'impôt sur la rente. Je pourrais vous rappeler certains faits qui sont peut-être sortis de votre mémoire. Je sais que l'on trouve les origines de cette question dans les cahiers des états généraux, mais je sais aussi quelle résistance on opposa à l'impôt sur la rente dans l'Assemblée constituante. Si cet impôt a été établi pendant quelques jours en France, c'est à une époque où on ne comptait pas beaucoup avec la retenue qu'on avait à subir sur son coupon, alors que le coupon n'était pas payé du tout ou était payé en valeurs absolument nulles. Mais, à partir de 1797, on a proclamé ce principe, que jamais la rente ne serait imposée. Elle ne l'a jamais été depuis, et je crois pouvoir dire qu'elle ne le sera jamais. (Nombreuses marques d'assentiment au centre et à droite.)

(M. LAROCHE-JOUBERT. J'espère bien qu'elle le sera.)

Nous avons maintenu notre crédit, et vous voyez l'intérêt considérable que nous avons à le maintenir, non-seulement au point de vue des opérations du Trésor, mais au point de vue de l'opération particulière à laquelle je fais allusion, est-ce qu'il peut échapper à aucun de vous que le développement des affaires et le crédit des industriels sont absolument liés au crédit public ? C'est une échelle à laquelle tout le monde se conforme. Lorsque le crédit public est dans une situation favorable, le crédit des affaires se relève, et alors l'industrie et les affaires peu-

vent se développer. Nous devons donc à tout prix développer le crédit public, mais nous ne le pouvons qu'à la condition d'obtenir et de réaliser dans nos budgets un équilibre stable, un équilibre suffisant.

L'équilibre du budget de 1877 est, je ne crains pas de le dire, un peu compromis. Je ne vous demanderai certainement pas, par les raisons que je vous ai données tout à l'heure, d'ajouter un impôt quelconque à ceux que nous avons déjà pour arriver à créer un excédant; mais il me semble qu'il ressort de la situation que je viens de vous exposer, que nous ne pouvons toucher à aucun impôt à cause des rentrées qui nous sont nécessaires. Si nous devons transformer tel impôt existant en tel autre, ce sera une affaire très-difficile; le jour où nous l'entreprendrons, nous inquiéterons certainement beaucoup d'intérêts. Si nous devons le faire, nous le ferons; mais, pour ma part, je désire que ce soit le plus tard possible. (Applaudissements sur divers bancs à droite et au centre.)

En conséquence, je vous demande de voter le budget de 1877 tel qu'il a été préparé par la commission; mais je me réserve de vous indiquer, dans la discussion de détail, les inconvénients graves que présenterait l'adoption de l'amendement de l'honorable M. Guyot, qui a été accepté par la commission du budget. (Très-bien! très-bien! sur divers bancs.)

Il y a là, à mon sens, un précédent malheureux. On commence la réforme de nos impôts, alors qu'on n'est pas sûr de pouvoir la continuer, et, selon moi, on ne la commence pas par où l'on devrait la commencer. (Marques d'assentiment sur un grand nombre de bancs.)

Sous ces réserves nécessaires, je demande à la Chambre de voter le budget tel qu'il a été présenté par la commission. (Nombreuses marques d'approbation et applaudissements prolongés.)

(*Journal Officiel* du 9 décembre 1876).

LES EFFETS COMMERCIAUX DU TRAITÉ DE 1860

Adresse de la Chambre de Commerce de Manchester aux Chambres de Commerce et au Peuple Français.

Le temps approche où les gouvernements de la France et du Royaume-Uni seront appelés à discuter le traité de commerce de 1860, qui ne fut fait que pour un nombre limité d'années.

Il est certain que le traité a rendu de grands services aux deux pays.

La valeur des marchandises exportées et importées prouve incontestablement que le traité a stimulé et a aidé des communications commerciales plus étendues entre les deux nations et que les résultats avantageux ne doivent pas être mesurés seulement par l'augmentation du commerce international.

Il n'est pas surprenant qu'il se trouve dans les deux pays quelques

personnes qui ferment obstinément les yeux à la réalité et qui prétendent regretter la perte d'impôts protecteurs élevées, sur les produits français d'un côté et sur les produits anglais de l'autre.

Personne ne nie que le monopole et la protection n'aient été avantageux à quelques individus et l'on trouve, même aujourd'hui, des gens occupant des postes élevés qui voudraient voir l'ancienne politique restrictive rétablie.

Notre désir est d'essayer de nous assurer si les principes du commerce libre, que le traité n'appliquait qu'en partie et à titre d'essai, ne peuvent pas être appliqués à l'avenir dans toute leur étendue.

Nous allons brièvement montrer quel était le chiffre du commerce qui avait lieu entre les deux pays avant le traité et la somme atteinte en 1875. En voici le chiffre.

Année.	Importé de France:	Exporté en France:
	<i>Francs</i>	<i>Francs.</i>
1858	331,797,250	231,055,025
1875	1,168,002,525	682,311,375

L'augmentation est étonnante. Nous avons pris 252 pour cent de plus de produits français, et la France a pris 200 pour cent de plus de nos produits. Il est vrai que par le passé nous avons acheté plus de la France que la France n'a acheté de nous; et il est aussi vrai que nous augmentons nos achats de produits français avec beaucoup plus de rapidité que la France n'augmente l'achat de nos produits.

En 1858, la France nous a pris à proportion de 70 pour cent de la valeur qu'elle nous a envoyée; et en 1875 la France ne nous a pris qu'à proportion de 58 pour cent de la valeur qu'elle nous a envoyée. Il est évident que nous aimerions voir la France nous acheter au moins en raison de ce qu'elle nous achetait en 1858, et c'est la principale objection soulevée par les adversaires du commerce libre dans ce pays. Cette diminution dans les proportions relatives des affaires des deux pays est, disent-ils, le trait défavorable de la chose.

Ils ne voient pas que nous n'achetons aucun produit français à moins qu'il ne soit meilleur marché ou de meilleure qualité que ceux que nous produisons, ou à moins que nous ne puissions le trouver ailleurs, mais à cause de l'imposition de taxes d'importation, ce privilège dont jouit l'acheteur anglais n'est pas accordé au peuple français.

Il est utile de faire l'analyse des « Comptes-rendus du Commerce » afin de voir quels sont les produits spéciaux dans lesquels les affaires ont augmenté, et afin de voir si nous avons conservé notre position dans la production de ces spécialités dans lesquelles nous nous sommes toujours considérés supérieurs. Nous séparerons les produits d'agriculture des produits fabriqués afin d'arriver à un résultat plus clair.

Marchandises importées de France en Grande-Bretagne.

	1858. Francs.	1875. Francs.
Bétail, grain, beurre, sucre, vin et autres denrées alimentaires	150,274,025	475,954,925
Gants, fleurs, dentelles et articles d'ha- billement	15,681,575	98,143,375
Laine de mouton et d'agneau	698,425	2,175,675
Laine fabriquée et chiffons.....	13,837,125	80,421,800
Soie fabriquée et crue.....	58,386,425	247,332,375
Coton cru.....	3,929,000	1,046,560
Coton fabriqué.....	7,814,675	13,441,925
Pendules, tableaux, etc.....	8,272,250	29,273,225
Huiles.....	5,975,625	10,925,950
Fer et acier fabriqués.....	151,850	2,927,700
Lin, papier, produits chimiques, verre, porcelaine, etc.....	66,776,275	206,359,075
	<hr/> 331,797,250	<hr/> 1,168,002,525

Marchandises exportées de la Grande-Bretagne en France.

	1858 Francs.	1875 Francs.
Grains et denrées alimentaires, vin compris	3,103,325	21,938,720
Vêtements.....	957,050	2,047,825
Laine de mouton et d'agneau.....	37,852,175	149,397,000
Étoffes de laine, laine filée, fil, etc.....	11,440,025	91,474,275
Soie fabriquée et crue.....	62,681,800	56,723,925
Coton cru.....	3,704,575	15,586,975
Coton filé.....	1,334,825	8,460,170
Coton fabriqué.....	5,726,450	17,179,600
Huiles.....	4,392,650	12,367,950
Fer forgé et fer de fonte, cuivre, plomb, etc.	27,261,075	37,569,855
Machines à vapeur et engins mécaniques.	6,503,350	14,631,900
Charbon, cendre, frassil, etc.....	14,455,860	11,758,560
Lin, toile, etc.....	9,622,925	30,852,275
Peaux et fourrures	1,157,950	16,572,375
Produits chimiques, teintures, couleurs, etc.	2,671,100	23,265,325
Autres articles.....	38,189,750	109,434,725
	<hr/> 231,055,025	<hr/> 682,311,375

Il est probable que la première chose qui nous décevra, c'est le peu d'augmentation du coton filé et des produits fabriqués exportés de la Grande-Bretagne en France sous le traité. En voici les chiffres :

	Francs.
Année 1858—Coton filé.....	1,334,825
Coton fabriqué...	5,726,450
	<hr/> 7,061,275 <hr/>
	Francs.
Année 1875—Coton filé.....	8,460,150
Coton fabriqué...	47,179,600
	<hr/> 55,639,750 <hr/>

Les marchandises importées de France pendant les mêmes années étaient :

	Francs.
Année 1858—Coton filé, et étoffe	7,814,675
1875— » »	13,411,925

Depuis l'année 1858 les avantages spéciaux que le fabricant de coton anglais possédait sur le fabricant français ont réellement disparu ; et à présent on peut dire que le fabricant français peut faire concurrence à son rival anglais à conditions égales.

La main-d'œuvre est sans doute moins chère en France qu'en Grande-Bretagne et le fabricant anglais sent sérieusement le fardeau qu'il a à supporter à cet égard à cause des heures de travail plus courtes et du prix beaucoup plus élevé qu'il doit payer pour la main-d'œuvre.

MM. Balsan et Duval, qui ont récemment visité ce pays comme commissaires du Conseil supérieur de Commerce de France, ont dit dans leur Rapport « que le coût de production n'est que de 3 ou 4 pour cent plus élevé en France qu'en Angleterre et que cette différence « même était souvent compensée par les frais de transport payés sur les marchandises qu'on envoyait faire concurrence sur le marché français. »

Le fabricant anglais ne se plaint pas de ce que l'on permette d'exporter dans n'importe quel pays étranger et sans aucun impôt d'export le charbon anglais, les machines à vapeur, etc. Il ne se plaint pas non plus qu'on permette aux cotons fabriqués en France et dans d'autres pays d'entrer en Angleterre sans payer le moindre impôt.

Le principe d'importation libre a stimulé dans ce pays l'entreprise et l'industrie des capitalistes et des ouvriers ; et une expérience de plusieurs années des bienfaits du commerce libre a rendu le rétablissement des impôts protecteurs impossible.

On peut facilement prouver le grand bénéfice qui résulte pour la nation française de la politique inaugurée par le traité de 1860 en comparant l'augmentation de la valeur de ces articles importés que la France produit spécialement

	1858	1875
Denrées alimentaires augmentées de	150,274,025 fr.	à 475,934,925 fr.
Gants, dentelles, etc.....	15,681,575	à 98,143,375
Soies, etc.....	58,386,425	à 247,332,375
Laines fabriquées, etc.....	13,837,125	à 80,421,800

La Chambre de Manchester félicite cordialement la République française sur la haute position de son crédit public et se réjouit de l'espoir d'une rivalité commerciale et amie entre les deux pays. Le peuple français possède, par son goût et par son habileté toute spéciale, un commerce exclusif dans plusieurs branches d'industrie, et il ne peut manquer d'ol server un progrès continuél dans ces branches qu'aucune concurrence étrangère n'a pu arrêter.

Le commerce entre les deux pays se montait en 1875 à la somme énorme de fr. 1,850,000,000.

Ce chiffre représente environ un quart de tout le commerce fait par la France.

La prospérité future des deux pays dépend de la continuation et de l'agrandissement de ce vaste commerce.

La Chambre de Manchester a déjà exprimé sa profonde sympathie pour le peuple français à cause des lourds impôts fiscaux qu'il a à supporter, et elle ose déclarer de nouveau qu'un impôt ne peut être à la fois fiscal et protecteur. Des droits élevés augmentent le prix des marchandises pour l'acheteur et l'acheteur paie l'impôt, quoique le Gouvernement ne le reçoive pas. Des droits élevés arrêtent les importations et augmentent ainsi le prix des produits du pays, au détriment du trésor public et de l'acheteur. Des droits élevés encouragent contrebande, sont la cause de grandes dépenses de douane et détournent le capital et le travail de ses voies naturelles.

La portion du peuple français occupée à cultiver la terre, et dont les meilleurs chalands sont le peuple anglais, compte environ trente millions de la population, et ces trente millions sort fortement taxés — non pas au profit de la nation, mais au profit d'un petit nombre de capitalistes engagés dans la fabrication des étoffes de laine et de coton.

Les petits fermiers et les paysans français envoient, en quantités qu'augmentent d'année en année, leur gain, leur bétail et leurs autres produits en Angleterre, et ils ont à faire concurrence à des rivaux venus de toutes les parties du globe. Les fabricants de coton et de laine, dont le grand marché est à leurs portes, doivent à plus forte raison pouvoir faire concurrence aux fabricants étrangers, dont les marchandises sont fortement taxées par le coût du transport à une distance de plusieurs centaines de kilomètres.

Les marchandises exportées du Royaume Uni en France consistent en

grande partie en produits étrangers et denrées coloniales (coton, laine, etc.) qui ont été amenés dans nos ports seulement pour y être déposés dans les entrepôts et qui n'ont d'aucune manière employé l'industrie de nos habitants. Si nous retirons ces produits de la somme totale de nos exportations, il ne reste plus qu'une quantité insignifiante qui ait donné du travail à l'ouvrier anglais.

La Chambre de Manchester ne cherche pas à se mêler de la politique commerciale des autres pays, elle ne cherche qu'à montrer par ses préceptes et par son exemple que la Grande-Bretagne a confiance dans le commerce libre, et qu'elle restera toujours fidèle à son principe d'ouvrir ses ports aux vaisseaux de toutes les nations, et de soumettre ses produits à la concurrence la plus étendue.

La Chambre de Commerce de Manchester peut rappeler au peuple français que Manchester fut le centre du mouvement qui a affranchi le commerce de la France des charges fiscales que ce pays plaçait autrefois sur les produits français ; et après un essai de quinze années des principes plus justes du commerce international, la Chambre ose espérer que l'époque est arrivée pour la France de faire un autre pas dans la voie qui a conduit au progrès de son industrie, et au travail de sa population, et qui a forti fié les liens d'amitié et de paix qui unissent les deux nations.

Signé au nom des Directeurs de la Chambre de Commerce de Manchester.

Chambre de Commerce de Manchester, 22 novembre 1876.

EDMUND ASHWORTH, *Président*,
THOMAS BROWNING, *Secrétaire*.

LES CHEMINS DE FER EN SUÈDE ET EN NORVÈGE.

L'attention de la légation de Suède et Norvège a été attirée sur l'article de M. Kerrilis sur les chemins de fer du gl. Lc. qui a paru dans votre livraison du mois d'octobre dernier, tome XLIV, p. 68. L'auteur y donne, relativement aux frais de construction des chemins de fer suédois, quelques chiffres étrangement exagérés, et qu'il qualifie lui-même, à bon droit, de fabuleux. Ainsi il estime à 2,200,000 francs le coût du kilomètre des voies ferrées de l'État et arrive à 13,200,000 francs par kilomètre pour la ligne de Boros (et non Bois) à Herrlunga. Il constate en même temps que les chemins de fer de l'État n'ont pas coûté à la Suède moins de trois milliards et demi !

Ces chiffres, dont l'exagération même a inspiré une certaine méfiance à l'honorable auteur, ont été puisés par M. Kerrilis, ainsi que l'indique

une note, dans le recueil publié à Londres par M. Martin sous le nom de « the Statesman's Year Book », et c'est aussi à cette source que remonte l'erreur répétée par lui. Le manuel anglais en question a oublié de tenir compte de la différence entre la couronne suédoise et la livre sterling anglaise, en évaluant les chiffres qu'il s'est procurés pour la statistique suédoise en mesures et en monnaie anglaises. Or, comme la livre sterling vaut un peu plus de 18 couronnes de Suède, les sommes du « Statesman's Year Book » sont aussi dix-huit fois trop élevées.

Cette méprise ne suffirait cependant pas à expliquer comment on est arrivé aux 13,200,000 francs de la ligne Boros-Herrljunga. Là, l'erreur première s'est évidemment compliquée d'une faute d'impression. Le Year Book indique 797,231 livres sterling par mille anglais de frais de construction ; il aura voulu dire 79,723 livres et il aurait dû dire 79,723 couronnes suédoises, soit environ à 113.000 francs par mille anglais.

Voici les chiffres tels que les donne la statistique officielle du Royaume. Les frais de construction des chemins de fer de l'État étaient, à la fin de 1874, de 135,044,000 couronnes ou environ 190,000,000 francs, ce qui donne une moyenne de 132,000 francs seulement par kilomètre. Les frais de constructions correspondants des chemins de fer *concedés* dépassent rarement 100,000 francs et se maintiennent habituellement entre 70,000 et 90,000 francs. Les voies de la plus petite largeur ne coûtent guère plus de 30,000 à 40,000 francs par kilomètre. Aucune n'atteint une somme aussi élevée que les chemins de fer de l'État. Quant à la ligne Boros-Kerrljunga en particulier, le kilomètre n'a guère coûté plus de 72,000 francs. (*Note communiquée par la législation de Suède et Norvège.*)

D'un autre côté, M. Wallenberg, directeur de la « Stockolms Enskilda Bank », nous adresse la *Note* suivante :

On dit dans l'article que « les lignes suédoises ont coûté 3 milliards et demi de francs. » C'est sans doute une erreur de calcul, et l'on aura pris nos couronnes d'or pour des livres sterling, et multiplié par 25 fr. 22 cent. au lieu de 1 fr. 39 cent., valeur intrinsèque de nos couronnes.

Voici les chiffres exacts, en kilomètres et en francs, pour la fin de 1875.

	Kilom.	Francs.
Lignes de l'État	1,509,3	218,423,741
— particulières	2,214,8	157,287,575
Total	3,724,1	Kil. 375,711,316 fr,

CORRESPONDANCE

NOTE SUR LE 15 1/2 LÉGAL.

J'ai reçu la dernière brochure de M. Henri Cernuschi : *Silver vindicated* (*L'argent réhabilité*) reproduite dans le Bulletin du *Journal des Économistes* de ce mois, sous ce titre : *Remèdes à la crise de l'argent. Le bimétallisme et le 15 1/2 universel* ; je l'ai lue avec attention comme les précédentes que l'auteur m'a fait l'honneur de m'envoyer ; et je suis de plus en plus frappé de voir combien, faute d'appliquer à l'étude de faits essentiellement quantitatifs la seule méthode qui convienne, on laisse obscurs et incertains, dans ces questions, des points fondamentaux qu'il serait possible d'éclaircir avec une rigueur mathématique.

Dans la 30^e leçon de mes *Éléments d'économie politique pure*, intitulée : *Problème de la valeur de la monnaie*, j'ai montré que, si on emploie une seule marchandise (A) comme monnaie, il y a tout justement (pour déterminer les trois inconnues qui sont :

1^o La quantité de (A) demeurée marchandise ;

2^o La quantité de (A) devenue monnaie ;

3^o Le prix commun de (A) marchandise et de (A) monnaie en une autre marchandise quelconque) trois équations exprimant :

1^o Que la somme des quantités de (A) marchandise et de (A) monnaie est égale à la quantité totale de (A) ;

2^o Comment le prix de (A) marchandise résulte de la quantité de (A) marchandise ;

3^o Comment le prix de (A) monnaie résulte de la quantité de (A) monnaie.

Je ferais voir aussi bien, et tout homme un tant soit peu économiste et mathématicien reconnaîtra par lui-même, en procédant comme je l'ai fait, que, si on emploie concurremment deux marchandises (A) et (O) comme monnaie, il n'y aura plus (pour déterminer les six inconnues qui seront :

1^o La quantité de (A) marchandise ;

2^o La quantité de (A) monnaie ;

3^o La quantité de (O) marchandise ;

4^o La quantité de (O) monnaie ;

5^o Le prix de (A) marchandise et monnaie ;

6^o Le prix de (O) marchandise et monnaie) que cinq équations exprimant :

1° Que la somme des quantités de (A) marchandise et de (A) monnaie est égale à la quantité totale de (A) ;

2° Que la somme des quantités de (O) marchandise et de (O) monnaie est égale à la quantité totale de (O) ;

3° Comment le prix de (A) marchandise résulte de la quantité de (A) marchandise ;

4° Comment le prix de (O) marchandise résulte de la quantité de (O) marchandise ;

5° Comment les prix de (A) monnaie et de (O) monnaie résultent ensemble des quantités de (A) monnaie et de (O) monnaie.

Si on employait concurremment trois marchandises comme monnaie, il n'y aurait que sept équations pour déterminer neuf inconnues. Si on employait quatre marchandises, il n'y aurait que neuf équations pour déterminer douze inconnues... Et ainsi de suite.

Ainsi, dans le cas de l'étalon unique, le problème est complètement déterminé et se résout de lui-même, sur le marché, par le mécanisme de la libre-concurrence. Le législateur n'a rien à faire qu'à désigner la marchandise monnaie (A), qu'à laisser transformer de la monnaie en marchandise quand la valeur de (A) marchandise est supérieure à la valeur de (A) monnaie, et qu'à transformer lui-même, comme on vient l'en prier, de la marchandise en monnaie dès que la valeur de (A) monnaie est supérieure à la valeur de (A) marchandise.

Au contraire, dans le cas du double étalon, le problème est incomplètement déterminé, et le législateur peut intervenir pour déterminer arbitrairement une des six inconnues ou pour introduire, d'une manière ou d'une autre, une sixième équation. Par exemple, il peut déterminer arbitrairement la quantité de (A) monnaie, ou la quantité de (O) monnaie, ou le rapport de la première quantité à la seconde. Ou bien il peut déterminer arbitrairement le prix de (A) monnaie, ou le prix de (O) monnaie, ou le rapport du premier prix au second. S'il fait porter la détermination arbitraire sur la quantité, la valeur se déterminera d'elle-même sur le marché. S'il la fait porter sur la valeur, ce sera la quantité qui se déterminera d'elle-même par le mécanisme de la libre-concurrence.

Supposons qu'on ait pris le dernier parti en fixant légalement à 15 1/2, comme le demande M. Cernuschi, le rapport de la valeur de la monnaie d'or à la valeur de la monnaie d'argent, voici comment les quantités respectives d'or et d'argent monnayé ou non monnayé s'établiront en conséquence. Lorsque le chiffre de 15 1/2 sera *supérieur* au rapport de la valeur de l'or marchandise à la valeur de l'argent marchandise, non-seulement tout l'or extrait des mines sera monnayé mais, de plus, une partie de l'or marchandise sera transformée en or monnaie, tandis qu'en même temps, non-seulement tout l'argent ex-

trait des mines sera employé en bijoux et ustensiles, mais qu'en outre, une partie de l'argent monnaie sera transformée en argent marchandise. Ainsi, la quantité de la *monnaie d'or augmentera*; celle de la *monnaie d'argent diminuera*. La quantité de la *marchandise or diminuera*; celle de la *marchandise argent augmentera*; et cela, jusqu'à ce que le rapport de la valeur de l'or marchandise à la valeur de l'argent marchandise soit remonté à 15 1/2. Lorsque le chiffre de 15 1/2 sera *inférieur* au rapport de la valeur de l'or marchandise à la valeur de l'argent marchandise, les phénomènes inverses auront lieu. La quantité de la *monnaie d'or diminuera*; celle de la *monnaie d'argent augmentera*. La quantité de la *marchandise or augmentera*; celle de la *marchandise argent diminuera*; et cela, jusqu'à ce que le rapport de la valeur de l'or marchandise à la valeur de l'argent marchandise soit redescendu à 15 1/2.

De ces explications il résulte que les adversaires de M. Cernuschi se trompent s'ils affirment d'une manière absolue que « promettre l'irrévocabilité du 15 1/2, c'est promettre l'impossible. » Cette irrévocabilité est possible dans certaines limites, sans atteinte à la libre-concurrence. Mais il en résulte aussi que M. Cernuschi lui-même est jusqu'à un certain point dans l'erreur s'il se figure que le rapport de 15 1/2, étant fixé comme rapport légal de la valeur de l'or monnaie à la valeur de l'argent monnaie, le serait par cela seul, immédiatement et à toujours, comme rapport naturel de la valeur de l'or marchandise à la valeur de l'argent marchandise, ainsi qu'on pourrait l'inférer notamment des deux dernières pages de sa brochure (1). Une marchandise seule peut être monnaie; pour devenir monnaie, elle n'en demeure pas moins marchandise, et n'en a pas moins, comme telle, un prix déterminé par la loi de l'offre et de la demande. Ce prix peut être, exceptionnellement et momentanément, tantôt supérieur, tantôt inférieur au prix de la monnaie; et, en conséquence, il peut y avoir avantage pour le mineur à porter son métal tantôt au marché, tantôt à la Monnaie, et pour le changeur tantôt à fondre des écus, tantôt à faire monnayer des lingots. C'est ce qui se voit tous les jours dans le système de l'étalon unique et dans le système du double étalon. Sans doute, dans ce dernier cas, le rapport de 15 1/2, imposé au métal monnaie par le législateur, s'impose au métal marchandise par le mécanisme de la libre-concurrence, mais non pas immédiatement ni à toujours. *Supérieur* à 15 1/2, le rapport de la valeur de l'or marchandise à la valeur de l'argent marchandise n'est abaissé que *par démonétisation d'or et tant qu'il y a de l'or à démonétiser*; après quoi, il se maintiendrait à 16, 17, 18... *Inférieur* à 15 1/2, le même

(1) Voyez *Silvers vindicated*, p. 32, ou le *Journal des Economistes* de novembre 1876, p. 269.

rapport n'est élevé que *par démonétisation d'argent* et tant qu'il y a de l'argent à démonétiser; après quoi, il se maintiendrait à 15, 14, 13... M. Cernuschi nous affirme, à tort ou à raison, que la baisse actuelle de la valeur de l'argent est due à l'action de la loi, et non à celle de la nature; mais il ne peut songer sérieusement à nous garantir que cette dernière action ne s'exercera jamais. Il est donc essentiel qu'on sache bien ceci : c'est que, dans le système bimétallique, il peut survenir telle augmentation dans la quantité de l'argent qui entraînerait la démonétisation de la totalité de l'or et nous obligerait à faire nos gros paiements avec des sommes très-lourdes, ou telle augmentation dans la quantité de l'or qui entraînerait la démonétisation de la totalité de l'argent et nous obligerait à faire nos petits paiements avec des pièces extrêmement minimales; c'est-à-dire que le système du double étalon, sur la base du 15 1/2 légal, soit *local*, soit *universel*, n'est toujours, en définitive, que le système de l'étalon alternatif dans lequel le métal déprécié chasse plus ou moins le métal non déprécié de la circulation.

Peut-être n'est-ce là qu'un inconvénient tout théorique et fort éloigné. Et peut-être le système de M. Cernuschi aurait-il des avantages pratiques immédiats. C'est ce que je n'examinerai point ici. Je n'ai voulu, pour le moment, que bien préciser une question de principe et faire sentir par un exemple qui m'a paru saisissant à quelles confusions on restera livré en matière d'économie politique appliquée tant qu'on n'aura, pas accepté la nécessité, un peu pénible, mais absolument inévitable, d'élaborer scientifiquement l'économie politique pure.

Lausanne, novembre 1876.

LÉON WALRAS.

Réponse de M. Cernuschi

Les formules de M. Walras reposent toutes sur cette donnée fautive que le métal monétaire puisse changer de valeur en changeant de forme.

La monnaie est automatique, a écrit tout récemment, dans un document officiel le Gouverneur général de l'Inde, lord Lytton, et c'est vrai, car la monnaie est émise par la nature, non par l'Etat, et de par la loi le monnayage est libre sous le régime monométallique.

Le monnayage est libre, donc il y a identité constante entre la valeur du métal-lingot, la valeur du métal-numéraire, la valeur du métal-bijou. Le lingot étant à volonté transformable en numéraire ne peut valoir moins que le numéraire. Le numéraire étant à volonté transformable en lingot ne peut valoir moins que le lingot. Le métal des bijoux étant à volonté transformable en lingot ou en numéraire, ne peut valoir moins que le lingot ou le numéraire. Le lingot et le numéraire, étant à volonté

transformables en bijoux, ne peuvent valoir moins que le métal des bijoux.

J'en appelle à tous les propriétaires de mines, à tous les banquiers, à tous les changeurs, à tous les orfèvres, à tous les bijoutiers, à tous ceux qui manient le métal n'importe sous quelle forme.

En versant des lingots aux ateliers monétaires, on reçoit par contre tout le numéraire qu'on peut fabriquer avec les lingots versés ; jamais on ne donne pour une barre de métal plus de numéraire que la barre n'en produit à la frappe ; jamais on ne livre des bijoux pour moins de qu'ils n'en contiennent au poids.

Qu'on transforme successivement le lingot en pièces de monnaie, les pièces de monnaie en pièces d'orfèvrerie, les pièces d'orfèvrerie de-rechef en lingots, c'est toujours le même métal qu'on possède, le même intrinsèque, la même valeur monétaire.

Quelle est donc au point de vue monétaire l'action des bijoutiers et des orfèvres ? Celle-ci : qu'à l'égal des enfouisseurs, ils font pour ainsi dire rentrer aux mines une portion de métal qu'elles ont émis. La masse monétaire s'en trouve diminuée, mais quand les bijoux et les pièces d'orfèvrerie reviennent au creuset, c'est comme du métal sortant des mines à nouveau, et la masse monétaire s'en trouve augmentée. Le pouvoir payant de la monnaie augmente quand la masse monétaire diminue, il diminue quand la masse monétaire augmente, mais ces phénomènes se produisent sans préjudice aucun pour cet axiome : que de par la liberté du monnayage, le métal monnayé et le métal non monnayé ne valent jamais l'un plus que l'autre.

Si cet axiome n'est pas accepté, la discussion du 15 1/2 universel ne peut être abordée.

Novembre 1876.

HENRI CERNUSCHI.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 DÉCEMBRE 1876.

COMMUNICATIONS : Le centenaire de la *Richesse des nations*. — Cours d'économie politique ouverts par le Comité d'encouragement pour l'instruction commerciale en France et par l'Association philotechnique.

DISCUSSION : Le régime des chemins de fer.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

M. Michel Chevalier, membre de l'Institut, un des vice-présidents de la Société préside la séance. La réunion est nombreuse.

M. le Président, en ouvrant la séance, rappelle à la Réunion

que l'année qui s'achève est la centième depuis qu'a été publié le grand ouvrage d'Adam Smith, qui a été, conjointement avec les économistes français du XVIII^e siècle, le principal fondateur de l'économie politique. Il dit que M. Joseph Garnier a eu à ce sujet l'idée de faire frapper une médaille commémorative de l'année 1776.

M. JOSEPH GARNIER ajoute que cette médaille pourrait aussi rappeler la fondation de la Société d'économie politique, qui achève sa trente-cinquième année.

M. CLAMAGERAN émet à son tour l'idée que cette médaille rappelle les célèbres édits de Turgot qui abolissaient justement, dans cette même année, les jurandes et maîtrises ainsi que la corvée.

Ces propositions sont reçues avec une vive approbation, et le Bureau reste chargé du soin d'étudier l'idée de M. Joseph Garnier et de faire des propositions à la Société.

M. JACQUES SIEGFRIED annonce la prochaine ouverture de trois cours publics institués par le Comité d'encouragement pour l'instruction commerciale en France; ces cours doivent intéresser la Réunion. Ce sont : un cours de finances et d'économie politique, un cours d'histoire du commerce et un cours de géographie commerciale. Les deux premiers ont été confiés à deux membres de la Société, MM. A. Courtois et L. Simonin; le troisième à M. Pigeonneau, professeur à l'école des sciences politiques, c'est-à-dire, ajoute M. Siegfried, qu'ils seront faits dans un esprit tout sympathique à l'économie politique (1).

M. le secrétaire perpétuel rappelle à ce sujet que l'Association philotechnique a aussi établi dans le même local un cours d'économie politique générale, qui a été confié à M. Charles Letort, attaché à la Bibliothèque nationale, membre de la Société.

Après la présentation de divers ouvrages (voyez plus loin), M. le Président procède au choix d'une question pour l'entretien de la soirée; la majorité se prononce pour celle des chemins de fer, doublement inscrite au programme, et qui a été l'objet de cinq discussions au sein de la Société en 1875 (2).

LE RÉGIME DES CHEMINS DE FER

La question était ainsi inscrite au programme : « La liberté des chemins de fer aux Etats-Unis », (proposition de M. Simonin); —

(1) Ils ont lieu au centre de Paris, à la mairie de la rue Drouot.

(2) Les chemins de fer d'intérêt local, réunion du 9 avril 1875; — Les moyens de limiter le monopole des chemins de fer, 5 juin; — Utilité d'une enquête, 5 juillet; — Les travaux publics rémunérateurs, 5 novembre; — Le rachat des chemins de fer italiens, 5 décembre.

« Comment pourrait-on limiter le monopole des chemins de fer » (proposition de M. Joseph Garnier).

M. L. Simonin a le premier la parole.

M. L. Simonin rappelle qu'il a eu l'occasion de constater à plusieurs reprises les heureux effets du régime libéral adopté aux États-Unis, dans l'établissement des chemins de fer.

Par suite de cette liberté, ce pays possède une étendue de voies ferrées presque égale à celle de tous les autres pays du globe; elle dépasse 125,000 kilomètres. La France, avec une population presque égale à celle des États-Unis, n'a que 20,000 kilomètres de voies ferrées; il est vrai que les États-Unis couvrent une étendue aussi considérable que toute l'Europe centrale.

Les chemins de fer américains ont coûté moins cher que dans d'autres contrées, notamment en France et en Angleterre. Quelques compagnies sans doute ne donnent aucun dividende, d'autres ont fait banqueroute, mais dans l'ensemble les chemins de fer américains rapportent à très-peu de chose près ce que rapportent les chemins de fer français ou britanniques.

Le prix du transport des voyageurs ou des marchandises y est aussi sensiblement le même, et souvent inférieur.

La grande liberté laissée aux organisateurs des *railroads* américains a partout amené la concurrence, la création de lignes rivales. S'il en avait été de même en France, nous aurions depuis longtemps un double chemin de fer le long des rives du Rhône, sur la rive gauche et sur la rive droite, et non sur une rive seule.

Il en serait de même pour la Seine, et, sur l'espace qui joint le bassin de la Seine à celui du Rhône, il y aurait également plusieurs voies. L'isthme français, comme on peut le nommer, n'est pas encore percé. Il y a quelques années une société formée de banquiers connus proposait de construire sans subvention, à ses risques et périls, une ligne ferrée de Calais à Marseille. La Manche et la Méditerranée eussent ainsi été reliées par la plus courte ligne possible. Sur cette voie ferrée, on aurait adopté les prix de transport minimums. Le gouvernement n'a pas permis la construction de cette voie. Avec un régime de liberté à peu près absolu comme en Amérique, elle serait faite depuis longtemps.

M. Simonin ne nie pas les abus qui existent aux États-Unis. Il sait que bien des lignes se sont syndiquées pour hausser leurs tarifs, que d'autres ont fait des faillites scandaleuses; mais il maintient que le régime de la liberté, sur ce point comme sur tant d'autres, est préférable au régime du monopole. Où trouver du reste un réseau aussi complet et aussi étendu qu'aux États-Unis? Le chemin

de fer du Pacifique, qui unit les deux Océans, ou si l'on préfère, le bassin du Mississipi à celui du Sacramento, est une des plus longues lignes ferrées qui existent; elle a environ 3,000 kilomètres; elle a été achevée en moins de sept ans, de 1862 à 1869, et sept ans avant l'époque réglementaire fixée, qui ne devait échoir qu'en 1876.

M. Maurice Block voudrait bien voir préciser ce qu'on peut entendre par la liberté des chemins de fer aux États-Unis. Il se rappelle avoir lu que des États, il croit l'Indiana et le Wisconsin, ont fixé directement le tarif des transports; il lui semble que pareille mesure contredit quelque peu cette liberté.

M. Clément Juglar, moins heureux que M. Simonin, n'a pas été aux États-Unis, mais il a pu se rendre compte de ce qui s'y passe par la lecture des journaux du pays. Or, dans ces derniers temps, ce sont les plaintes au sujet de la libre concurrence qui dominent.

Ainsi donc, c'est une question complexe; en France on s'élève contre la gestion des compagnies privilégiées à cause de la hausse des tarifs, de l'autre côté de l'Atlantique à cause de la baisse exagérée de ces mêmes tarifs par les compagnies libres.

Monopole ou liberté, on est toujours acculé à ces deux termes extrêmes; il faut donc observer ce qui se passe là-bas.

En ce moment quatre grandes compagnies, dont les prolongements du bord de la mer s'étendent jusque dans l'intérieur du pays, sont en lutte pour transporter les produits de l'ouest jusqu'au port d'embarquement. Ce sont: le New-York Central, l'Erié, la Pensylvanie et l'Ohio. Les tarifs sont tellement réduits au-dessous du taux rémunérateur, qu'ils imposent des pertes énormes aux compagnies, et on voit avec peine qu'une ou plusieurs devront succomber. Mais ce qui préoccupe, surtout, ce sont les rehaussements de tarif qui coïncideront avec cette catastrophe. Bien loin de voir avec plaisir cet abaissement des frais de transport dont il profite en ce moment, le commerce redoute surtout l'élévation brusque qui se produira quand les ressources des lutteurs seront épuisées. Il se tient donc sur la réserve, et n'ose entreprendre une opération de quelque durée.

Dans ces questions de circulation, que ce soient des produits ou des effets de commerce, toute variation brusque dans les frais de transport gêne le mouvement, l'empêche même de naître.

Si on se met en état de profiter de la baisse, aura-t-on le temps d'en jouir? La hausse ne viendra-t-elle pas renverser les plus heureuses combinaisons?

Aux États-Unis, ces brusques variations n'affectent pas seule-

ment les tarifs des chemins de fer, mais encore d'autres produits, et en particulier les métaux précieux, depuis que leur possession est devenue un *monopole*, par suite de la suspension des paiements en espèces.

Il se forme des syndicats (*clique*) qui s'emparent de l'or et de l'argent, d'une ligne de chemin de fer si c'est nécessaire, et imposent leurs prix. Nous venons de le voir pour les chemins de fer; ils opèrent de même sur l'or, que le papier-monnaie a fait disparaître de la circulation, et dans ces derniers temps il se sont jetés sur l'argent.

Sachant que le groupe financier chargé de l'émission du 4 1/2 0/0 est obligé de verser au Trésor pour 10 millions de dollars de ce métal afin de remplacer une partie des petites coupures de papier (*fractionnal currency*), ils ont essayé de devancer ses achats, et l'argent demandé sur les divers marchés a vu son prix se relever.

Pour les matières précieuses, comme pour les tarifs, les brusques oscillations des prix excitent les plaintes du public et des actionnaires des compagnies qu'elles ruinent. Sans doute, au point de vue de l'intérêt général la ligne reste, mais il y a un gaspillage des capitaux, ce qui relève le taux de l'intérêt et empêche l'argent de se diriger dans des entreprises utiles quand on a de pareils exemples sous les yeux.

La concurrence n'est pas seule la cause de l'insuccès de beaucoup de lignes ferrées aux Etats-Unis, la spéculation y joue encore un plus grand rôle. On ne peut se faire une idée de la gestion de certains conseils d'administration; rien n'arrête les directeurs, pas même l'assassinat. Le chemin de fer de l'Erie est le type du genre. La valeur des actions manipulées par des mains habituées à se servir avec une égale aisance des moyens honnêtes ou criminels varie de 100 à 10. On juge des profits réalisés par ceux qui, maîtres de la direction, produisent ces funestes mouvements; puis, quand tout est compromis, ils se retirent. On a vu des tentatives de ce genre en France.

Enfin, une dernière cause de l'instabilité de la propriété et de l'exploitation des chemins de fer aux Etats-Unis, c'est l'intervention des Etats eux-mêmes dans la fixation des tarifs *au-dessous* du chiffre *maximum* stipulé dans l'acte de concession, comme dans l'Indiana et le Wisconsin.

De là, difficulté pour les compagnies de compter sur un lendemain et, par conséquent, de rien préparer pour l'avenir. Aussi, au lieu d'administrer dans cette vue, les directeurs ne se préoccupent que du présent. La gestion de la ligne n'est plus qu'une opération

aléatoire qu'on désire liquider le plus tôt possible, après en avoir tiré tout ce qu'on a pu, afin de se mettre à l'abri des chances contraires.

Les abus peuvent donc se glisser partout : avec le privilège nous en avons de nombreux exemples en France et avec la libre concurrence nous les rencontrons en Angleterre et aux Etats-Unis. Il n'y a pas de principe absolu, c'est une question de mesure ; si l'Etat intervient, et il intervient toujours en exerçant une pression sur les compagnies, ou en les protégeant, ce n'est pas pour restreindre la liberté d'initiative, seule source de progrès pour les sociétés, mais pour éviter le gaspillage des capitaux, principaux instruments de la richesse des nations.

M. Victor Deheurle, ancien sous-préfet, veut plus particulièrement considérer plus la question du premier établissement des chemins de fer et revenir des bords du Mississipi et du Sacramento, pour passer quelques instants en France.

Il y a un fait qui vient de se passer en France dans plusieurs départements et dont il serait heureux de découvrir l'explication. Des conseils généraux ont fait étudier des chemins de fer d'intérêt local. Lorsqu'une telle décision est prise, les ingénieurs des ponts et chaussées sont chargés ordinairement de ce travail, des enquêtes sont ouvertes, les populations se sont émues et viennent défendre leurs intérêts touchés par les divers tracés, enfin des compagnies se présentent, on choisit celle qui se recommande par les titres les plus sérieux, le cautionnement est déposé et le traité signé ! Il semble donc qu'il n'y ait plus qu'à appeler les ingénieurs et à mettre les ouvriers en chantier. Il n'en est rien, et cependant il s'agit d'un chemin et qui ne fait nullement double emploi avec une ligne déjà exploitée, et cependant, chose merveilleuse ! la compagnie ne demande de subvention ni aux particuliers, ni aux communes, ni au département, ni à l'Etat.

Tout est suspendu, et c'est l'Etat lui-même qui intervient et qui vient dire à nos assemblées départementales par l'organe du ministre des travaux publics : Votre projet a été bien étudié, aucune subvention n'est demandée, j'en conviens, mais l'Etat n'en refusera pas moins le décret d'utilité publique.

En vérité, il est à soupçonner qu'il devait y avoir en cette affaire quelque sorcellerie, quelque mystère. Sans doute, l'époque des grands scandales, des corruptions administratives est passée ; mais, en cette matière, il y a ce qu'on dit et ce qu'on pense sans le dire. Osons chercher la vraie cause qui explique l'ingérence si funeste de l'Etat dans la question des chemins de fer départementaux,

osons demander si toute cette sorcellerie apparente ne résulte pas de l'influence des puissants personnages qui siègent dans les conseils d'administration des grandes compagnies.

Sans doute on se fait illusion, on est parfaitement pur de toute corruption, on prend exclusivement l'intérêt de ces pauvres actionnaires condamnés d'avance à la ruine, on prend l'intérêt de l'État sur qui peut retomber la charge d'une entreprise mise en séquestre, on défend l'intérêt des générations futures et de l'État nu-propriétaire des grandes lignes, et c'est au nom de tous ces grands intérêts que l'on refuse l'*exequatur* à une compagnie sérieuse qui est toute prête à doter le pays d'un nouveau chemin de fer, qui a déposé son cautionnement, et qui ne demande de subvention, comme nous l'avons dit, ni aux particuliers, ni aux communes, ni au département, ni à l'État.

Ce sont là non pas des spéculations théoriques, mais des faits qui se sont passés, et qui sont consignés dans les procès-verbaux de nos assemblées départementales. Evidemment la loi sur les chemins de fer d'intérêt local sera illusoire tant que toute entreprise nouvelle sera subordonnée au bon plaisir ministériel ; et, sans aller, immédiatement et sans transition, jusqu'à la liberté américaine ou anglaise, il n'y a pas une objection sérieuse opposée à une réforme qui donnerait une autorité nouvelle aux décisions de nos conseils généraux.

Si l'infériorité kilométrique du réseau français comparé à celui de l'Angleterre, de la Belgique et des États-Unis, est un mal évident, de bons esprits ont raison de penser que la décentralisation administrative sagement et largement développée contribuerait efficacement à compléter le système de nos voies ferrées.

Sous le régime actuel, il n'est pas si petit tronçon de chemin que l'administration supérieure, subissant une mystérieuse influence, ne puisse réussir à accuser de dissimuler une œuvre d'intérêt général. Nous sommes ainsi condamnés à rester en arrière des peuples qui sont affranchis d'une telle tutelle administrative, et pourtant l'examen des objections qu'on oppose à un régime plus libéral en démontre sans peine l'inanité.

Soumettre tous les actionnaires futurs à une sorte de conseil judiciaire, qui serait le ministre des travaux publics, ce serait ressusciter le vieux fantôme de l'État-providence ; or, ce n'est pas dans le sein de la Société des économistes que l'on a besoin de longs discours pour réfuter l'erreur de l'État-providence.

Opposer à l'établissement de nouveaux chemins de fer dans les conditions formulées au début, le danger pour l'État d'être obligé de reprendre une ligne ruinée, c'est nous mettre en présence du

sophisme qui nous empêcherait de sortir dans la rue par crainte de la tuile qui peut nous tomber sur le front, c'est condamner toute innovation, toute tentative de progrès.

Dire que la concession de nouveaux chemins de fer ne rapportera rien à l'Etat et diminuera la valeur de la nu-propriété des anciennes lignes, ce sont là des considérations mesquines dont il est impossible de tenir compte. L'intérêt de l'Etat est-il donc calculé comme l'inventaire d'un petit détaillant ou comme le bilan d'un comptoir d'escompte? Calcule-t-on le profit net et immédiat de l'Etat quand on décide l'exécution des travaux publics, tels qu'une route, un canal ou un pont? C'est le grand intérêt social de la circulation que l'on a en vue, et non un petit intérêt pécuniaire. Quand l'Etat dépense, ce n'est pas pour rentrer directement et sans délai dans ses avances. Le plus souvent le profit des travaux publics n'est pas apparent; il revient à l'Etat de mille manières, par les voies les plus longues et les plus détournées, et lors même qu'il n'y a en apparence qu'un profit moral, souvent en dernière analyse un œil exercé sait reconnaître comment ce qui semble dépensé en pure perte pour les caisses publiques, apporte un avantage final par l'effet produit sur la double circulation des idées et des richesses.

On peut encore discuter sur la valeur du régime de la liberté absolue comme celle de l'Amérique, au point de vue du premier établissement des chemins nouveaux; mais ce qu'on ne peut refuser d'admettre sans hésiter et sans tarder, c'est la nécessité de laisser jouer un rôle sérieux en ces sortes d'affaires aux conseils généraux et de reconnaître qu'ils sont aussi bons juges de l'utilité publique des chemins départementaux que le ministre le plus habile: des libertés nouvelles en pareille matière, loin d'être un danger, contribueraient efficacement et utilement au développement de la circulation au milieu d'une nation aussi riche et aussi laborieuse que la France de nos jours.

M. Clément Juglar a, non moins que M. Deheurle, été surpris indigné même, de voir l'Etat refuser son approbation à certains chemins de fer concédés par les Conseils généraux, et dont les concessionnaires ne réclamaient cependant, au début, du moins aucune subvention.

Quel pouvait être le mobile de ce refus? C'est ce que l'expérience et ce qui se passe aujourd'hui lui ont appris.

Malgré sa rigueur, l'Etat a laissé faire beaucoup de ces petites lignes, et, sauf de rares exceptions, elles ne demandent toutes qu'à être déchargées du fardeau qui les écrase, et à se vendre aux

grandes compagnies dont elles augmenteraient ainsi l'omnipotence.

On comprend alors l'audace de certains groupes de financiers et d'entrepreneurs dont le métier recherche les grands mouvements de fonds et les grands travaux. Le capital, fictif pour la grosse part, est constitué par des apports, puis on émet des obligations, on exécute la ligne, et après une longue série de variations du cours des actions, quand il est prouvé que la ligne ne paye pas, on demande la fusion et le rachat par une des grandes compagnies voisines, sinon le paiement des obligations étant suspendu le discrédit va s'étendre à toutes les autres et le crédit des chemins de fer sera compromis.

La situation est grave, et on comprend que l'on hésite sur le parti à prendre.

Quant aux promoteurs de ces lignes, après avoir cherché des profits en *dehors de l'exploitation*, ils remettent le sort des actionnaires et des porteurs d'obligations entre les mains de l'Etat, tout disposés, quant à eux, à entreprendre une nouvelle ligne sans subvention.

M. Emmanuel Alglave, directeur de la *Revue Scientifique* et professeur d'économie politique près la Faculté des sciences de Lille, expose le fonctionnement des deux systèmes opposés qui peuvent présider à l'organisation des chemins de fer et montre qu'ils ont chacun leurs inconvénients propres qu'il est difficile d'éviter.

Dans le système de la liberté absolue, chacun crée des chemins de fer comme il veut, ce qui est avantageux aux grandes directions commerciales pour lesquelles on établira sans doute plusieurs lignes concurrentes à tarifs modérés. Mais, par contre, chaque compagnie est maîtresse de ses tarifs, qu'elle peut même refuser d'appliquer à certains expéditeurs, — et les petites lignes seront probablement délaissées, ou grevées de tarifs exorbitants si elles s'établissent.

Dans le système du monopole de l'Etat, plus ou moins protégé par les concessions à des grandes compagnies financières, on obtiendra sans doute une organisation plus rationnelle et plus économique du réseau en évitant le double emploi. Mais les grandes directions commerciales seront moins richement desservies, et le soin qu'on aura pris de ne pas léser les vieux intérêts gêneront sans doute le développement des nouveaux.

Chaque pays doit choisir entre ces deux systèmes suivant sa situation particulière, sans espérer éviter tous les inconvénients

au parti qu'il choisira. Les Etats-Unis ne pouvaient pas hésiter à adopter le régime de la liberté absolue qui convenait seul à leur tempérament. La situation n'était peut-être pas tout à fait la même en France.

Aujourd'hui on se plaint pourtant, dans les pays de liberté comme dans les pays de monopole, cela tient à ce que le *principe protecteur* de chaque système a mal fonctionné. La concurrence, qui doit protéger le public dans le système de la liberté, est transformée en une coalition de compagnies créant un monopole de fait plus écrasant encore que le monopole de droit. M. Alglave montre avec détails que cette disparition de la concurrence tient aux conditions d'établissement de chemins de fer.

Dans le système du monopole, le public doit être protégé par la réglementation du gouvernement ; mais il semble bien qu'en France cette réglementation n'a pas eu toute la prudence nécessaire. On s'est lié vis-à-vis des compagnies par des concessions séculaires et par des conventions qui rendent l'Etat solidaire de toutes leurs pertes ou même de la diminution des bénéfices.

Il aurait mieux valu faire construire d'abord les chemins de fer et confier leur exploitation à des compagnies pour de très-courtes périodes, de manière à pouvoir répondre aux exigences des nouvelles situations économiques.

Mais aujourd'hui on est lié par les traités. D'ailleurs, en voulant combiner ces systèmes inconciliables, on ne ferait souvent qu'additionner les défauts particuliers de chacun. C'est ce qui arriverait par exemple, le gouvernement se donnait la tâche de renflouer toutes les compagnies malheureuses qu'il a laissé s'établir au nom de la liberté.

M. A. Bertrand, ancien officier de marine, explique la lenteur avec laquelle se multiplient les chemins de fer d'intérêt local par les difficultés qu'éprouvent les compagnies, parvenues à se constituer, à obtenir les décrets d'utilité publique.

Lorsqu'en 1865, la loi du 12 juillet faisait entrer dans les attributions des conseils généraux la concession et la nue propriété des chemins de fer d'intérêt local, l'administration n'avait pas pu se dissimuler les pertes et les abus auxquels devait donner lieu ce nouveau pouvoir confié à des corps étrangers à des questions de cette nature et dirigés trop souvent par des intérêts de clocher.

Elle s'était donc prudemment réservé le droit d'accorder la déclaration d'utilité publique et d'autoriser l'ouverture des travaux. Les dangers qu'elle prévoyait étaient devenus plus menaçants par suite du développement de notre système électoral et de la cou-

tume adoptée par les conseils de confier l'examen des demandes de concession aux membres dont les cantons sont les plus intéressés à la confection de ces lignes.

On ne peut pas être surpris que l'Etat ait eu recours à ce moyen de défense, quand il est dit qu'en 1872 les conseils généraux ont concédé à des compagnies plus de 20.000 kilomètres de chemins de fer dont un grand nombre devront se souder pour constituer de nouveaux réseaux parallèlement et en concurrence avec les anciennes lignes subventionnées par le budget ; et quand nous avons vu le tracé de quelques-uns de ces chemins parcourir en zigzag un département pour aller établir des gares dans certains cantons privilégiés.

M. Joseph Garnier ne voudrait pas que l'on continuât à arguer dans cette question et dans d'autres du manque d'initiative en France. Ce manque d'initiative a été souvent causé par l'intervention du gouvernement et par l'excès de la réglementation administrative. Si dès le début le gouvernement et les chambres s'étaient moins pressés, les compagnies se seraient produites plus tôt ; il y aurait aujourd'hui plus de lignes de chemins de fer, et moins de monopole.

Au sujet du monopole, que le législateur devrait s'attacher à limiter et à restreindre, M. Garnier fait remarquer que l'intervention du législateur est forcée, puisqu'il doit autoriser l'expropriation et poser des conditions aux concessionnaires. Mais le législateur aurait pu ne pas se faire juge des effets de la concurrence et autoriser toutes les entreprises. Comme, en fait, il a cru devoir se constituer arbitre et protecteur, le monopole s'en est suivi ; au monopole naturel est venu s'adjoindre le monopole artificiel.

On pourrait désormais agir autrement : laisser faire les entrepreneurs concurrents à leurs risques et périls, diminuer l'intervention, limiter l'étendue des réseaux et simplifier les règlements dont se plaignent à la fois le public et les compagnies.

C'est une grosse besogne pour les législateurs, qui sont le plus souvent actionnaires et, comme tels, naturellement portés à fortifier le monopole et à voter des lignes nouvelles vivement demandées par leurs électeurs. La solution de ces complications sera l'œuvre de la fin du XIX^e siècle, dont nous avons entamé le dernier quart.

M. Léopold Hervieux, agréé au tribunal de commerce de la Seine, se plaçant au point de vue des intérêts français, pense qu'il ne faut pas songer à supprimer en France le monopole qui, d'ailleurs, s'il est bien entendu, lui paraît offrir de grands avantages.

Suivant lui, si le monopole n'existait pas, il se serait peut-être

créé entre les grands centres plus de lignes concurrentes ; mais les lignes d'intérêt local, encore si incomplètes, seraient sans doute beaucoup moins avancées. Aucune compagnie n'entreprendrait ces lignes peu productives, si elle avait la perspective de voir des réseaux concurrents se créer et lui enlever un trafic déjà insuffisant. En outre, si la libre concurrence existait, tout le temps qu'elle durerait, les prix de transport seraient excessivement réduits ; mais, en dernier lieu, le concurrent victorieux, resté seul, élèverait ses prix de transport de la façon la plus exagérée et en même temps la plus funeste. Le monopole évite ce danger, car il permet d'imposer au concessionnaire des tarifs qui créent pour lui un maximum infranchissable.

Cela dit, il faut reconnaître que, sous l'empire du monopole, le développement des chemins de fer est fort lent en France, et il n'est pas inutile de chercher la cause du mal. Suivant M. Hervieux, elle est dans la résistance souvent systématique et toujours invincible que l'Etat oppose illégalement à l'exécution des réseaux concédés par les conseils généraux.

La loi du 10 août 1871, dans son article 46, a investi les conseils généraux du droit de statuer définitivement sur les concessions des chemins de fer d'intérêt local. Toutes les concessions accordées par eux en vertu de la loi antérieure étaient subordonnées à l'approbation du chef de l'Etat. Aujourd'hui elles sont définitives, et si, dans les 20 jours qui suivent la clôture de la session, le préfet, représentant l'Etat, n'a pas demandé l'annulation, elles sont inattaquables.

Le décret d'utilité publique, qui doit venir après et qui doit permettre de procéder aux expropriations, n'est que la constatation d'un fait, et, en principe, le chef de l'Etat ne peut refuser de le rendre. Mais, dans la pratique, il en est autrement. Les grandes compagnies voient très-souvent avec regret se créer de petits réseaux, qui en se raccordant successivement, peuvent finir par détourner une partie de leur trafic, et très-souvent elles emploient toute leur influence auprès de l'administration centrale pour empêcher que le décret d'utilité publique ne soit rendu et pour rendre illusoire les concessions des conseils généraux. Que de lignes concédées depuis bien des années restent inexécutées faute d'obtention du décret, que leurs concessionnaires ne verront jamais venir !

C'est là qu'est le mal. Que la loi du 10 août 1871, qui a été un grand progrès, soit exécutée et au besoin fortifiée, que le chef de l'Etat soit tenu de rendre le décret si souvent refusé, et l'essor ne sera pas arrêté par un monopole qui, au contraire, en rassurant le concessionnaire, développera en lui l'esprit d'entreprise.

M. Michel Chevalier, président, dit qu'après une discussion aussi intéressante que celle qui vient de se dérouler sur les chemins de fer et sur les améliorations qu'en comporte l'exploitation, il est utile de remarquer qu'en somme la majeure partie des orateurs a considéré et dépeint le régime où la liberté domine comme supérieur à celui où c'est la réglementation qui est préférée. La liberté a ses inconvénients, mais à ces maux il y a des remèdes que tout esprit libéral admettra. Le régime de la liberté n'exclut ni la surveillance, ni le contrôle. Il exclut encore moins la responsabilité qui en est l'accompagnement obligé. La loi peut et doit rendre la responsabilité efficace par les sanctions pénales qu'elle y attacherait.

La publicité, mode de surveillance qui ne coûte rien, est un des plus sûrs expédients auxquels on puisse recourir pour prévenir les abus. Si l'administration publiait tous les ans un rapport où seraient exposés les accidents avec leurs conséquences, et les manquements divers auxquels les compagnies se seraient laissées aller dans le service public et dans le service privé, les compagnies de chemins de fer seraient davantage sur leurs gardes, elles seraient attentives à punir leurs agents qui seraient fautifs et à récompenser ceux qui se comporteraient bien. On aurait lieu d'attendre aussi de bons effets de l'empressement que mettraient les journaux à accueillir les plaintes du public. Jusqu'ici le plus grand nombre des journaux ont été peu complaisants pour les particuliers qui avaient des griefs contre les compagnies. En Angleterre, au contraire, toute personne connue qui a subi une vexation ou qui a été témoin d'un fait irrégulier, comme serait un retard notable, est assurée qu'en adressant une lettre au *Times* la lettre sera publiée.

C'est par les fruits qu'on juge les arbres; de même c'est par les résultats qu'on peut apprécier les mérites respectifs d'un système d'exploitation fondé sur la liberté et du système où la réglementation sert de base.

L'exploitation des chemins de fer de l'Angleterre repose sur la liberté; non cependant qu'il y manque de dispositions légales propres à garantir la vie des personnes et, chose presque aussi essentielle dans un pays très-commerçant, l'égalité de traitement pour tous. La concurrence y est admise largement. Entre deux points extrêmes notablement éloignés, il y a souvent deux, trois ou quatre lignes, qui diffèrent cependant par les localités intermédiaires qu'elles traversent; cette concurrence force les compagnies à ne négliger aucun progrès possible. On s'en rapporte aux compagnies pour toutes sortes de choses, les heures de départ et d'arrivée, le nombre, la vitesse et la composition des trains, les tarifs

des voyageurs et des marchandises sous des maximum fort larges en général que le législateur a fixés et qu'il peut modifier. En France tout est réglementé; les compagnies ne peuvent faire un geste, modifier quoique ce soit, mettre un nouveau train en route, lui imprimer telle vitesse ou telle autre, se servir de telle ou telle machine, sans avoir subi la formalité dite de l'homologation, qui est une sorte particulière de permission. Elles sont astreintes à des affiches préalables pour une virgule qu'elles veulent ajouter à leur tarif de transport ou en retrancher. Il y a, selon M. Charles de Franqueville, six cents fonctionnaires publics qui ont mission de surveiller et de contrôler nos compagnies de chemins de fer. En Angleterre, il y en a quatre qui publient à eux seuls bien plus de rapports instructifs sur les chemins de fer que tout ce qui est publié des travaux des six cents de la France; car les notes, relevés et rapports des six cents vont s'engouffrer dans des cartons d'où jamais rien ne sort.

A quoi est-on arrivé dans l'un et l'autre pays, avec des modes si divers? C'est la question à résoudre, c'est la seule qui importe. En Angleterre les voyageurs sont mieux servis qu'en France, transportés bien plus vite. Ils ont plus de facilités par les billets de retour. La vitesse qui est le maximum des trains français, celle de 50 à 53 kilomètres, est remplacée en Angleterre par celle de 60, 65 et plus. M. Charles de Franqueville en a donné le relevé comparatif. Le bénéfice de cette locomotion rapide est à l'usage de toutes les classes, tandis qu'en France, jusqu'au mois de novembre 1876, le maximum de 50 à 53 a été réservé à la première classe. C'est cet automne seulement que quelques-unes des compagnies françaises, s'étant mises au courant des résultats avantageux que le système libéral avait procurés aux compagnies anglaises, l'ont introduit chez elles. Il est hors de doute que cette commodité, si elle est offerte d'une manière générale aux classes médiocrement ou peu aisées de la France, multipliera les voyageurs dans une forte proportion, et que les compagnies en retireront un gros supplément de profit, comme cela a eu lieu en Angleterre.

Pareillement pour le service des marchandises. Celui qui aura observé comment il s'effectue en Angleterre n'en croit pas ses yeux quand il arrive en France. En Angleterre une distance comme celle de Paris à Lyon serait franchie par les marchandises en petite vitesse dans le délai d'un jour. En France, il en faut cinq ou six. Les centres de commerce et de fabrication qui bordent la Méditerranée sont pour l'arrivée de leurs marchandises à Paris astreints à des délais de onze, douze et quatorze jours. En Angleterre, dans la plupart des cas, ce ne serait que deux jours.

Il est bien clair que par là on restreint beaucoup les affaires, ce qui est préjudiciable aux compagnies. Malgré cela, toutes les réclamations qu'on leur adresse sont sans effet.

Les rapports entre les grandes compagnies et les petites laissent, dit M. Michel Chevalier, beaucoup à désirer en France. Le gouvernement est institué l'arbitre, mais il y a lieu de croire qu'il observe peu l'impartialité. Les Anglais ont trouvé un système qui écarte ou apaise rapidement ces différends de compagnies à compagnies et qui permet aussi aux simples particuliers d'avoir raison des abus qu'on se serait permis à leur égard. C'est la création d'un tribunal spécial qui est en même temps un corps administratif et auquel sont déferés tous les litiges relatifs à l'exploitation des chemins de fer. Ce tribunal juge en dernier ressort, promptement et avec des frais très-modiques. Cette création est accompagnée de diverses clauses insérées dans une loi de juillet 1873, qui établissent en fait l'égalité des droits et du traitement entre les grandes compagnies et les autres. Une institution semblable à ce tribunal spécial des chemins de fer serait en France un grand bienfait.

M. Michel Chevalier rappelle les observations présentées par plusieurs orateurs au sujet des chemins de fer dits d'intérêt local qui relèvent des conseils généraux des départements. Il lui semble que dans la pratique de l'administration les droits reconnus aux conseils généraux par la loi du 10 août 1871 sont méconnus, ainsi que ces orateurs l'ont indiqué. A vrai dire, ces droits n'existent plus. Le dommage causé aux départements par cette manière d'agir est, dans certains cas, déplorable, énorme. Il connaît un département qui avait traité avec une compagnie solide pour l'exécution de trois cents kilomètres de chemins de fer, à des conditions très-avantageuses et qui s'est vu enlever ce réseau par l'interprétation erronée qui a été donnée aux termes de la loi organique des conseils généraux.

Une conclusion que M. Michel Chevalier considère comme ressortant de l'ensemble des faits actuels, c'est qu'il serait urgent d'ouvrir, sur l'ensemble de la question des chemins de fer, une enquête parlementaire où l'on procéderait, selon le mode excellent qui est usité en Angleterre, par la Chambre des communes et celle des pairs. De cette manière tous les intérêts seraient entendus. Le législateur et le public aussi seraient édifiés, et on sortirait aisément de ce qui paraît un dédale. Les Anglais ont eu quatre ou cinq enquêtes de ce genre.

OUVRAGES PRÉSENTÉS

Les communes et la liberté, étude d'administration comparée, par M. MAURICE BLOCK (1).

C'est un exposé comparatif de dix-neuf législations communales, divisé par matières et par pays. M. Maurice Block y démontre qu'on a été injuste envers l'organisation municipale française, peu de pays pouvant se vanter d'avoir accordé à leurs communes une autonomie plus grande que celle dont les villes et les campagnes jouissent en France.

Lettres sur les Etats-Unis et le Canada, adressées au *Journal des Debats*, par M. G. DE MOLINARI (2).

Très-piquantes observations d'un touriste spirituel, qui a vu les choses en économiste.

L'Algérie et les colonies françaises, par JULES DUVAL (3).

Articles recueillis par la veuve de l'auteur, avec une notice de M. Levasseur et une préface de M. Laboulaye.

Cours de droit administratif, par M. TH. DUCROcq, 5^e édition (4).

Savant ouvrage d'un professeur de la Faculté de Poitiers.

L'expérience nouvelle du papier-monnaie, par M. VICTOR BONNET (5).

Extrait de la *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1876.

Questionnaire de statistique communale, rédigé par la Société académique de l'Aube (6).

Bulletin de l'union française de la jeunesse (7).

Premier numéro d'un Journal fondé par l'Association d'instruction et d'éducation populaires, dû à l'intelligente initiative de quelques jeunes gens.

La Crésis del Cambio en Chile, par M. MARCIAL GONZALEZ (8).

Consideraciones sobre la cuestion monetaria i los cambios, par M. CONCHA i Loro (9).

Voir l'article du numéro précédent, p. 290.

(1) Paris, 1876; Berger-Levrault; 1 vol. in-18 de 340 p.

(2) Paris, 1876; Hachette. In-18 de 366 p.

(3) Paris, 1877; Guillaumin. In-8 de 354 p.

(4) Paris, 1877. Thorin; 2 forts vol. in-8 de 704 p.

(5) Paris, 1876. Claye, in-8, de 20 p.

(6) Troyes, juin 1876; in-8 de 8 p.

(7) Juillet 1876.

(8) Santiago, 1876; in-18 de 32 p.

(9) Santiago, 1876; in-8 de 66 p.

BIBLIOGRAPHIE

LE TOUR DU MONDE, année 1876. — L'ITALIE, par JULES GOURDAULT. — LE JOURNAL DE LA JEUNESSE, année 1876. — LA CONQUÊTE BLANCHE, par HEPWORTH DIXON. — VOYAGES EN CHINE, par J. THOMSON. — VOYAGE PITTORESQUE A TRAVERS LE MONDE, par E. CORTAMBERT. — LA BIBLIOTHÈQUE DES MERVEILLES. — L'HISTOIRE D'ANGLETERRE RACONTÉE A MES PETITS-ENFANTS, par GUIZOT. — HISTOIRE DU MOBILIER, par JACQUEMART, Librairie Hachette. — LES SCIENCES ET LES LETTRES AU MOYEN AGE ET A L'ÉPOQUE DE LA RENAISSANCE, par PAUL LACROIX. Librairie Firmin-Didot.

Voici l'époque des grandes et luxueuses publications que les éditeurs réservent pour le moment des étrennes ; cette année aura été, ce semble, peu fertile en ouvrages importants consacrés à la vulgarisation scientifique. La maison Hachette, toujours à la tête des éditeurs à cet égard, n'a guère produit que des livres de voyages, mais ils sont tous intéressants et bien faits.

Il faut d'abord citer l'année 1876 du *Tour du Monde*, ce splendide recueil où les curiosités de l'univers terrestre défilent sous les yeux du lecteur, reproduites par le crayon des plus habiles de nos dessinateurs. *L'Italie*, de M. Jules Gourdault, publiée depuis quelques mois en livraisons, formera un magnifique volume qui méritera un examen spécial. Le *Journal de la Jeunesse*, dont le succès grandit toujours depuis quatre ans, peut compter aussi parmi les meilleurs recueils de voyages, mais il offre de plus, aux enfants pour lesquels il a été créé, la plus attrayante variété de nouvelles, de contes, de biographies, des causeries sur l'histoire naturelle, la géographie, l'astronomie, les arts et l'industrie, etc.; on y trouverait même, en cherchant bien, de l'économie politique, mais habilement mise en pratique et dépouillée de toute aridité. Les publications de ce genre font le plus grand honneur à un éditeur, et ont vite conquis la faveur et la confiance des familles.

M. Hepworth Dixon, l'auteur de *la Russie libre*, a écrit aussi un curieux voyage aux États-Unis, *la Conquête blanche*, qu'a traduit M. Hipp. Vattmare. C'est l'Amérique étudiée par un observateur d'une puissante originalité, qui a vu surtout dans la colonisation du Nouveau-Monde un important chapitre de l'histoire du progrès des races blanches, peu à peu répandues sur tous les points du globe. Mais M. Dixon n'est pas

rassure à l'endroit des progrès faits également par les races noire et jaune, et il nous crie, par dessus l'Atlantique, un solennel garde à vous !

M. A. Talandier a traduit un fort intéressant volume de M. J. Thomson, publié sous le titre de : *Dix ans de voyage dans la Chine et l'Indo-Chine*, ces contrées encore mystérieuses dont on lit, dont on relit sans se lasser les descriptions. M. E. Cortambert, le savant géographe, a raconté lui aussi, un *Voyage pittoresque autour du monde*, qui est un excellent livre de géographie illustrée. Toutes ces belles publications ont, d'ailleurs, ce but caché, d'enseigner, de la manière la plus sûre et la plus attrayante, une science toujours neuve et toujours intéressante par elle-même, mais que les esprits aiment à voir parée et quelque peu déguisée.

C'est aussi à la science pittoresque et aimable qu'a été élevé ce beau monument qu'on appelle la *Bibliothèque des merveilles*; la maison Hachette vient d'y ajouter quatre nouveaux volumes : *l'Étincelle électrique*, par Cazin ; *les Colosses*, par Lesbazeilles ; *la Lumière*, par Moitessier ; *les Trombes et les cyclones*, par Zurcher et Margollé. Ce sont, comme les précédents, de jolis livres illustrés, instructifs, faciles à lire, et d'un étonnant bon marché.

L'histoire n'a pas été sacrifiée non plus, cette année, car on doit surtout signaler *l'Histoire d'Angleterre racontée à mes petits-enfants*, due à M. Guizot, dont il a paru déjà un certain nombre de livraisons, et qui est destinée à avoir le même succès que *l'Histoire de France*.

Dans la même catégorie doit rentrer, malgré son importance artistique, le beau volume de M. Jacquemart, sur *l'Histoire du mobilier*. Il y a un an à peine que cet esprit laborieux et délicat a été enlevé à ses études; ce volume, où l'on ne devrait trouver, d'après le titre, qu'une suite de notes sur les objets d'art qui peuvent composer l'ameublement et les collections de l'homme du monde et du curieux, est bien vraiment un ouvrage didactique, plein d'aperçus ingénieux, de renseignements précieux et d'une exactitude extrême. M. Jules Jacquemart, qui est un artiste de talent, a illustré le livre de son père d'une multitude innombrable de jolies vignettes, grâce auxquelles le texte s'anime à chaque page et prend forme pour l'œil charmé du lecteur.

D'ailleurs, la librairie moderne est arrivée, aujourd'hui, dans ce genre, à un degré de perfection étonnant; la maison Didot s'est acquis, depuis longues années, une réputation universelle par ses splendides publications où tous les arts, toutes les merveilles du moyen âge et de la Renaissance ont été luxueusement reproduites, littéralement mises à la portée de tous. Qui ne connaît le succès immense de ces beaux volumes dus à notre savant confrère Paul Lacroix, si populaire sous le pseudonyme du Bibliophile Jacob? Qui n'a feuilleté et admiré *les Arts au*

moyen âge et à l'époque de la Renaissance, la Vie militaire et religieuse, les Mœurs, usages et costumes, véritable encyclopédie où revivent, avec leur éclat, leur prestige, leurs grandeurs et leurs vices, les siècles les plus curieux de notre histoire?

Les Arts, c'est l'ameublement, ce sont les tapisseries, l'orfèvrerie, la céramique, la peinture, la sculpture, l'architecture, la reliure, l'imprimerie, ces mille industries délicates dont les restes sont encore des modèles pour nous; *les Mœurs et usages*, c'est le tableau du droit féodal, la vie privée des cours et châteaux, l'organisation sociale, les institutions, le commerce, les finances, les impôts, les industries et les corps de métiers, etc.; l'économiste trouve là ample matière à observations curieuses, à d'instructives remarques. *La vie militaire et religieuse au moyen âge*, c'est la féodalité envisagée à ce point de vue spécial, guerrier et religieux, ce sont les croisades, la chevalerie, puis les papes, le clergé, les couvents, les institutions charitables, l'inquisition, les funérailles, etc.

C'est à ces trois volumes que la maison Didot vient d'en ajouter un quatrième, *les Sciences et les lettres au moyen âge*, enrichi, comme les autres, d'innombrables gravures et de ces délicieuses chromolithographies où l'or et les couleurs, habilement unies, reproduisent avec tant de perfection les plus belles miniatures des manuscrits fameux. Dans celui-ci, M. Paul Lacroix, après avoir décrit l'organisation des universités, consacre un chapitre à chaque groupe de sciences : sciences philosophiques, mathématiques, naturelles, médicales, etc., sciences géographiques; puis viennent les lettres, la poésie nationale, les chroniques, romans, proverbes, chants populaires, le théâtre, l'éloquence civile et religieuse, etc. Tel est le dernier venu dans cette riche collection, réimprimée déjà deux ou trois fois, et qui aura largement contribué à répandre dans le public moderne des notions d'art et des principes de goût éclairé.

C. L.

PROMENADE AUTOUR DU MONDE (1871), par le baron DE HÜBNER; 5^e édition, illustrée de 316 gravures. — Paris, Hachette et C^o, 1877, in-4^o.

Peu de récits de voyages ont eu un succès pareil à celui du baron de Hübner; cela tenait à la forme du livre, écrit sans prétention et avec un accent de grande sincérité; cela tenait à la personnalité de l'auteur, ancien ambassadeur, doué de toutes les qualités qui font l'observateur fin, sagace, froid et précis; cela tenait, enfin, aussi à la multitude des faits curieux, peu connus, originaux, recueillis par ce voyageur à qui sa qualité avait donné ses grandes entrées un peu partout, et dont l'esprit se

portait sur des points trop souvent négligés par les autres explorateurs. C'est ainsi, par exemple, qu'on trouve dans ce livre d'intéressantes observations sur une foule de points économiques, de faits commerciaux, financiers ou sociaux mal notés ou méconnus par ses devanciers.

M. de Hübner, qui manie le crayon comme la plume, avait rapporté, avec ses notes, une quantité considérable de dessins qui ont servi à transformer ce simple carnet de voyageur en un splendide volume comme sait en composer la maison Hachette. Vues de villes et de ports, scènes pittoresques, portraits, paysages, se pressent à chaque page et sont venus donner une vie nouvelle à ce récit déjà si animé, si coloré; on a beau avoir lu déjà, il y a trois ans, cette *Promenade autour du Monde*, on la recommence encore une fois, par plaisir, et cette fois on peut dire vraiment qu'on a *voyagé* avec l'auteur, car tout ce qu'il décrit, il nous le fait voir; souvent même, sans doute, ce qu'il nous montre est plus beau que la réalité, et nous avons cet avantage encore, c'est d'en jouir sans peine et sans fatigue.

C. L.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE : Toujours les préoccupations au sujet de la guerre. — Le rêve de l'empereur de Russie et de M. de Bismark. — Crise ministérielle en France. — Le nouveau ministère. — Discussions financières à la Chambre des députés, par le fait de cette crise. — Situation financière de la France. — Les économies, les augmentations. — Le budget des cultes et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Les chemins de fer projetés. et les travaux relatifs à la navigation — Le gouvernement allemand et l'exposition de Paris.

L'Europe est toujours dans l'anxiété; les affaires d'Orient en sont au même point, mais la conférence que nous annonçons dans notre dernière chronique, vient d'entrer en fonctions.

L'empereur de Russie s'est encore fait envoyer des Adresses approbatives et il a ordonné des mouvement de troupes, en vue, on peut toujours l'espérer, de négocier avec plus d'avantages. Il a tenu à déclarer dans sa conversation avec lord Loftus, ambassadeur anglais, qu'il ne songeait nullement à aller à Constantinople. Est-ce le fond de sa pensée, ou une simple déclaration diplomatique? Nous ne saurions le dire; mais ce qui est positif, c'est que le nerf de la guerre manque déjà et que la Banque d'Etat a dû faire une nouvelle émission de papier-monnaie.

M. de Bismark, de son côté, a quitté le rôle de sphynx; il a parlé à un diner et au Reichstag. — A en juger par ses paroles,

autant qu'il est possible de le comprendre, il laissera faire la Russie, sans nullement s'en mêler dès le début de la guerre, pour assurer la paix dont il a plus envie et plus besoin qu'il ne voudrait le laisser voir, car le peuple allemand semble se contenter des effets de la sauvagerie dont cinq ans à peine nous séparent.

—Le ministère français s'est trouvé disloqué au moment où l'on pouvait espérer qu'il gagnerait la session de 1877. On ne s'explique guère comment son chef éminent, avec son autorité et son expérience parlementaires, n'a pas su mieux manœuvrer à propos de ces deux affaires des enterrements civils et de la cessation des poursuites pour les crimes de la Commune.

On devait sortir de cette crise, comme on est toujours sorti de tant d'autres ; mais il est désolant de penser que cet imbroglio parlementaire s'est produit au moment où les intérêts ont le plus besoin de calme et de repos, et quand le gouvernement issu des élections n'a pas encore eu le temps de se constituer.

Le discours de M. le ministre des finances a amené M. Cochery, le rapporteur de la commission des finances, à la tribune dans la séance du 9 décembre. Celui-ci, entre autres explications complémentaires, nous a appris que le budget présenté se soldait par un excédant de 5 millions, et que la commission y a fait 30 millions de réductions, mais qu'elle a fait des augmentations équivalentes, soit 13 millions pour maintenir pendant six mois sous les drapeaux la seconde portion du contingent militaire, 7 millions à l'instruction publique et le reste aux travaux publics.

Le même jour, le fait est assez rare pour que nous le signalions, M. Guyot, député du Rhône, a prononcé à la tribune des noms trop peu connus de MM. les représentants : ceux d'Adam Smith, J.-B. Say, Mill, Peel, Gladstone, Cobden. Serait-ce un symptôme ? nous voudrions le croire.

Le ministère était reconstitué le 13 décembre (1). M. le président de la République a été assez bien inspiré pour suivre les règles parlementaires et pour s'adjoindre deux hommes qui, par leur caractère et leur aptitude politique, répondent bien la situation et à l'esprit des deux Assemblées.

(1) M. Jules Simon, sénateur, et M. Martel, un des vice-présidents du Sénat, remplacent MM. de Marcère et Dufaure à l'intérieur et aux cultes. M. Jules Simon sera président du Conseil. Les autres ministres conservent leurs portefeuilles, savoir : M. le duc Decazes, les affaires étrangères ; M. Léon Say, les finances ; M. le général Berthault, la guerre ; l'amiral Faurichon, la marine ; M. Teisserenc de Bort, l'agriculture ; M. Waddington, l'instruction publique ; M. Christophle, les travaux publics.

— La crise ministérielle nous a valu la prolongation de la discussion générale sur le budget des recettes, et la majorité semblait ne vouloir voter le budget qu'après la constitution d'un ministère définitif et parlementaire. C'est ainsi que M. le ministre des finances a fait un excellent exposé que nous n'aurions point eu sans cela et que les auteurs des propositions d'impôts nouveaux et les députés chargés de formuler les doléances des populations sur les impôts votés par l'Assemblée nationale ont pu, sinon se faire écouter, produire du moins à la tribune des observations que les intéressés pourront lire au *Journal officiel*.

— Le Sénat a voté en peu de jours l'importante loi qui règle les rapports des chefs militaires et de l'intendance, et qui va subir la discussion de la Chambre des députés. C'est aujourd'hui seulement, quelques jours avant la fin de la session, qu'il est en mesure de s'occuper du budget.

Ce budget a été étudié avec soin par la commission de la Chambre des députés. Nos lecteurs pourront en juger par le discours de M. Léon Say, ministre des finances, que nous reproduisons, et qui donne une idée très-nette de la situation financière de la France, ainsi que d'intéressants aperçus sur de nombreuses questions qui s'y rapportent. L'année prochaine, la Chambre des députés pourra encore mieux faire.

Quelques discussions ont particulièrement attiré l'attention publique.

A propos du budget des cultes, M. Boysset, député de Saône-et-Loire, a soulevé la question de la séparation de l'Eglise et de l'État; il a été dit, à ce sujet, d'excellentes choses par l'auteur de la proposition, par MM. Bardoux et Pascal Duprat, et par M. Dufaure, ministre de la justice. Des débats aussi mesurés contribuent à éclairer l'opinion publique sur une des questions les plus délicates; mais celle-ci n'est point assez connue pour faire partie des préoccupations de la politique courante et des chambres. Comme le prince Napoléon, député de la Corse, et M. Keller, député de Belfort, ont passionné le débat, nous n'aurions pas à le mentionner s'il ne résultait des faits qu'a rappelés l'honorable député de la Corse que l'intervention en Italie qui remonte à la politique du premier gouvernement de 1848, a été une des principales causes des malheurs éprouvés par la France. Si au moins cette expérience pouvait instruire nos neveux!

A propos du budget des travaux publics, il a été tout naturellement question de la nouvelle organisation des bureaux, généralement approuvée, et de laquelle on attend de meilleurs résultats qu

de la concentration des pouvoirs qui existait avant la mort de M. de Franqueville.

Par suite des décisions de l'Assemblée nationale visant les électeurs, en ses derniers jours, ratifiées par la commission des finances de 1876 et par la Chambre des députés, l'Etat va s'engager dans les opérations de la construction de 1240 kilomètres de voies ferrées.

La loi de finances dit bien que l'Etat n'entreprendra aucune ligne sans avoir reçu des départements, des communes ou des propriétaires intéressés, des offres de concours qu'il jugera suffisantes; mais ce jugement va être délicat, car il sera soumis à l'opinion des députations et des autres influences. C'est une rude besogne que la Chambre a imposée au ministre des travaux publics, et que M. Christophle se donne et prépare à ses successeurs.

La Chambre a également voté les crédits destinés à l'amélioration de la navigation entre la Manche et la Méditerranée, en réaction contre les faits et gestes de M. de Franqueville, qui avait systématiquement négligé les travaux relatifs à la navigation.

— Le gouvernement allemand a décidé qu'il ne participera pas aux frais de l'exposition universelle de 1878, et que les exposants allemands feront individuellement les dépenses nécessaires.

C'est très correct au point de vue économique. Mais, disent les uns, cela fait supposer que M. de Bismark rumine une nouvelle invasion de la France, ou, disent les autres, que l'Allemagne n'espère pas plus briller au Champ de Mars en 1878 qu'elle ne l'a fait à Philadelphie en 1876. Nous préférons cette supposition, et nous la croyons plus vraie, d'autant que la politique poméranienne ne s'arrêterait pas, le cas échéant, devant des politesses d'exposition. Les fabricants allemands n'en auront pas moins toute la place et toutes les facilités nécessaires.

Paris, 14 décembre 1876.

Jph. G.

Bibliographie économique.

(PUBLICATIONS DE SEPTEMBRE ET D'OCTOBRE 1876.)

Almanach de l'agriculture pour 1877, publié par J.-A. Barral, secrétaire perpétuel de la Société centrale d'agriculture de France, avec le concours des principaux collaborateurs et fondateurs du *Journal de l'agriculture*. 11^e année. In-16, 163 p. G. Masson.

Almanach de la France rurale pour l'année 1877, sous la direction de M. Louis Hervé, rédacteur en chef de la *Gazette des campagnes*, 1^{re} année. In-16, 113 p. Blériot.

Almanach de la richesse, 1877. 3^e année. In-16, 128 p. Plon et C^o.

Almanach du cultivateur, par les rédacteurs de la *Maison rustique du XIX^e siècle*. 1877. 34^e année. In-16, 168 p. Librairie agricole de la maison rustique.

Annuaire de la législation étrangère, publié par la Société de législation comparée, contenant la traduction des principales lois votées dans les pays étrangers en 1875. 5^e année. In-8, xv-938 p. Cotillon et C^o.

Annuaire de l'économie politique et de la statistique, par MM. Guillaumin, Joseph Garnier, M. Block, 1876, par M. Maurice Block et MM. A. Loua, J. de Boisjelin, Alph. Courtois, Joseph Lefort, Joseph Clément. 33^e année. In-18, 652 p. Guillaumin et C^o.

ANSELME (D'). *L'armement à voiles marseillais* en face du crédit maritime et ma réponse pour faire suite au Crédit maritime français en face de l'assurance et de la loi. In-8, 34 p. Guillaumin et C^o.

ARMENGAUD aîné. *Garantie de la propriété industrielle en France et à l'étranger*. Brevets d'invention, marques de fabrique, dépôts aux prud'hommes. In-8, 56 p. Les principaux libraires.

ARNAUD. *Des dépouilles ecclésiastiques*. In-8, 42 p. Marseille : lib. Camoin.

ARNAULT (Louis), professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Toulouse. *Etude sur une question relative à la liberté de l'enseignement du droit*. In-8, 52 p. Toulouse, imp. de Bonnal et Gibrac.

Association bretonne. *Agriculture, archéologie*. 18^e session, tenue à Guingamp en 1875. Comptes-rendus et procès-verbaux publiés par les soins de la direction. In-8, XLIII-475 p. Saint-Brieuc, imp. Prud'homme.

Association française pour l'avancement des sciences. Compte-rendu de la 4^e session. Nantes, 1875. In-8, LI-141 p. — Paris, au secrétariat de l'Association, 76, rue de Rennes.

Avis sur la récolte des céréales en France et à l'étranger. Année 1876. In-8, 378 p. Marseille, imp. Olive.

AZAÏS (Roger). *De la condition juridique des étrangers en France*. In-8, 141 p. Imp. Chamerot.

BAILLET (L.). *Traité de l'inspection des viandes de boucherie*, considéré dans ses rapports avec la zootechnie, la médecine vétérinaire et l'hygiène publique, 2^e partie. In-8, 263 fig., 77 p. Asselin.

BAUDRILLART (Henri). *Economie politique populaire*. 2^e édition. In-18 Jésus, XIX-341 p. Hachette et C^o.

BLIN (Lucien). *De l'assurance sur la vie*, et spécialement de la donation contenue dans l'assurance au profit d'un tiers. In-8, 139 p. Cotillon et C^o.

BOIN. *De la péréquation de l'impôt foncier et de la rénovation du cadastre*. Rapport fait au conseil général du Cher au nom de la commission départementale, dans la séance du 24 avril 1876. In-8, 41 p. Bourges, imp. Pigelet.

BOUCHARD (Emile). *Etude sur l'administration des finances de l'em-*

pire romain dans les derniers temps de son existence, pour servir d'introductions aux histoires financières en France. In-8, xix-350 p. Guillaumin et C^e, 1871.

BOUDE (Paul). *Lettres sur les Etats-Unis et l'Exposition internationale de Philadelphie*, publiées dans le journal le *Petit Marseillais*. In-8, 87 p. Marseille, imp. Samat.

BOURBON. *Les statuts des corporations professionnelles* de Montauban au commencement du xvi^e siècle, suivi de : les Armes de la corporation de Montauban, par M. l'abbé Pottier, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. In-8, 20 p. et 2 pl. Montauban, imp. Forestié.

BOUQUET DE LA GRYE, conservateur des forêts. Rapport à MM. les administrateurs des domaines sur l'organisation du service forestier en Roumanie. In-8, 30 p. Bureaux de la *Revue des eaux et forêts*.

BOY (P.). *Tarif général des droits sur les boissons*. In-8, 24 p. Cadillac, l'auteur.

BROCHARD (Dr). *Manuel pratique du sevrage*, guide des mères et des nourrices, orné de gravures. In-12, 143 p. Lib. V^e Adr. Delahaye et C^e. 1 fr. 50.

BUNEL. *Etablissements insalubres, incommodes et dangereux*. Législation ; inconvénients de ces établissements et condition d'autorisation ordinairement proposée par les conseils d'hygiène et de salubrité. In-8, 503 p. Lib. Berthoud frères.

BUTENVAL (His. DE). *Etablissement en France du premier tarif général de douanes (1787-1791)*. Etude d'histoire et économie comparées. In-8, 206 p. Guillaumin et C^e.

CAFFARENA (Louis). *Etude critique sur les abordages*. Nécessité d'éclairer les navires par l'arrière. Nouveau système de fanal. In-8, xvi-234 p. Toulon, imp. Mihière et C^e.

Canal interocéanique sans échuses ni tunnels à travers le territoire du Barien, entre les golfes d'Urala et de San Miguel (Etats-Unis de Colombie). In-8, 28 p. et 4 cartes. Challamel aîné.

CARRÉ (G.). *Le régime municipal à Périgueux aux deux premiers siècles de l'empire romain*. In-12,

iii-133 p. Périgueux, imp. Dupont et Co.

CASTELAR (Emilio). *La liberté religieuse*, discours prononcé le 9 mai 1876. In-12, 64 p. Sandoz et Fischbacher.

Casuel et impôt des chaises dans l'Eglise catholique. Réponse à la brochure protestante : *Taxe des parties casuelles de la boutique du Pape et de la religion d'argent*, par M. L. R. In-18, 35 p. Lyon, lib. Jossierand.

CHALON (Henri). *Chrétiens et Musulmans*. Etude sur la question d'Orient, la Tunisie et les autres pays soumis à l'islamisme. In-18 Jésus, 289 p. Lib. Dentu.

CHANTERET. *Du régime pénitentiaire*. Emprisonnement cellulaire et patronage des libérés adultes. In-8, 24 p. Lib. Mulot.

Comité international des poids et mesures. Procès-verbaux des séances de 1875-1876. In-8, 134 p. Gauthiers-Villars.

Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1875. In-8, 200 p. Lyon, imp. Bellon.

Condition du producteur dans la société ancienne, au moyen âge et dans les temps modernes, par un ouvrier. In-8, 46 p. Imp. Masquin et Cie.

Conférences internationales sur le régime des sucres, tenues à Paris, entre délégués de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. Procès-verbaux. In-4, 188 p. Imprimerie Nationale.

Congrès de la Société des agriculteurs de France, tenu à Chateauroux, les 6, 8 et 9 mai 1874. Compte-rendu des travaux publié au nom du bureau, par M. Emile Damourette, secrétaire général du congrès. In-8, 415 p., au siège de la société, 1, rue Lepelletier.

COUCEY (de). *La Double assurance* (art. 359 du Code de commerce). In-18, 126 p. Lib. Anger.

CUBAIN (R). *Etudes sur le droit romain*. Les lois civiles de Rome. (Des personnes; du mien et du tien; des libéralités); in-18, v-649 p. Pédone-Lauriel.

DECOURTEIX (Albert). *De la responsabilité du père de famille*. Etude

de morale et de législation, in-8, 67 p. Marchal et Billard.

DEHAYE (Alexandre). *Etude sur la démocratie anglaise*, avec extraits traduits de l'anglais, de M. Freeman. In-8, 40 p. Bureau de la Revue britannique.

DELACOURTIE. *Éléments de législation commerciale et industrielle*. Ouvrage rédigé conformément aux programmes officiels, pour l'enseignement secondaire spécial (3^e année). 3^e édition. In-12 xx-308 p. Lib. Hachette et C^e.

— *Éléments de législation usuelle*. Ouvrage rédigé conformément aux programmes officiels pour l'enseignement secondaire spécial. (3^e année), 5^e édition. In-12, xxix-280 p. Lib. Hachette et C^e.

DESEILLE (Ernest). *Société humaine et des naufrages de Boulogne-sur-mer*. Son histoire et ses actes, depuis sa fondation, en 1825. In-8, 442 p. Boulogne-sur-Mer, imp. Aigre.

Des retraites des officiers de marine. Le capital substitué à la rente viagère. In-8, 22 p. Toulon, imp. Castel.

Développement économique du réseau des voies ferrées de la France. Solution de la question : chemins de fer cantonnaux à traction mécanique et à voie étroite sur les routes nationales, départementales et vicinales : par un ingénieur civil. In-8, 16 p. Paris, imp. Masquin et C^e.

DERIS (Jules). *La vérité sur les intermédiaires qui font les mariages*. In-8, 436 p. Rouen, imp. Cagniard.

DIDEROT. *Œuvres complètes de Diderot*, revue sur les éditions originales, comprenant ce qui a été publié à diverses époques et les manuscrits inédits conservés à la Bibliothèque de l'Ermitage. Notices, notes, table analytique. Etude sur Diderot et le mouvement philosophique au XVIII^e siècle, par J. Assélat. T. 16. Encyclopédie, Loi naturelle, 2. In-8, 555 p. Garnier frères.

DOLEZ. *Etude sur la Société en commandite* par intérêt et par action. In-8, xv, 272 p. Lille, imp. Danel.

DOREZ-SAURET (E). *La pêche à Boulogne-sur-Mer* : Histoire, mœurs,

industrie ; orné de gravures. In-32, 160 p. Tous les lib.

DROHOJOWSKA (Mme). *L'Algérie française*. 3^e édition, in-18 jésus, 304 p. P. Dupont.

DUCHÉ. *Le Dépôt de mendicité à Auxerre*. In-8, 33 p. et grav. Auxerre, imp. Perriquet.

DULIN. *Des bureaux de placement de nourrices*, de leur importance et de leur organisation. Petit traité destiné aux mères de familles ; par le docteur Dulin, chargé du service médical de l'administration centrale des nourrices. 3^e édition, revue et augmentée. In-12, 47 p. Lyon, l'auteur, quai de Retz, 21.

DU PUYXODE. *Les grandes crises financières de la France*. In-8, xxviii-403 p. Guillaumin et C^e.

EICHTAL (d'). *Des rapports des sciences et de l'industrie* ; in-8, 11 p. Paris, 16, rue de Rennes, à l'association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Nantes, 1875.

Encyclopédie du XIX^e siècle, répertoire universel des sciences, des lettres et des arts, avec la biographie et de nombreuses gravures, 4^e édition, T. 21 à 40. Gr. in-8 à 2 col. 8080 p. Paris, 108, rue de Vaugirard.

— T. 41 à 70 (fin). Gr. in-8, à 2 col., 42120 p. Paris, 408, rue de Vaugirard.

ETCHEVERRY. *Les sourds-muets en France et en Allemagne*. In-8, 465 p., Paris, imp. Boucquin ; lib. Delagrave.

FAYAREL (Clément). *La paix industrielle*, ou solution rationnelle, radicale et définitive de la question des salaires. Lettres à MM. les membres du Conseil des prud'hommes d'Albi. In-16, 46 p. Albi, imp. Nouguris.

— *Théorie du Crédit*. Etude économique où se trouvent exposés les moyens pratiques d'établir la justice dans les transactions, dans la législation civile et dans l'impôt. T. 2. In-8, 429 p. Guillaumin et C^e.

FOUGEROSSE. *Théorie et calcul des rapports financiers établis entre l'Etat et les six grandes Compagnies de chemins de fer français*. In-8, 47 p. P. Dupont.

FOULON (J.), ancien avoué. *Du*

dégrévement de la petite propriété. Etudes pratiques sur les réformes du code de procédure civile. In-8, 329 p. Guise, imp. Baré.

FRANCK. *Eléments de morale.* Ouvrage rédigé conformément aux programmes officiels pour l'enseignement secondaire spécial. (3^e et 4^e années). 5^e édition. In-12, xxiii-200 p. Lib. Hachette et C^o.

GABORIAU (A. fils,) compagnon cloutier. *Progrès compagnoniques*; in-12, 413 p. Surgères, imp. Tessier.

GASPARIN (de) Agénor. *L'Amérique devant l'Europe*, principes et intérêts. Nouvelle édition. In-18 jésus, viii-556 p. Lib. Calmann Lévy.

— *L'Egalité.* 4^e édition. In-18 jésus, vii, 415 p. Calmann Lévy.

GÉNÉDRIER, notaire. *Etude théorique et pratique sur la radiation hypothécaire.* In-8, 38 p. Bureau de la Gazette des clercs de notaire.

GERMINET (Gustave). *Le chauffage par le gaz*, considéré dans les diverses applications, science, industrie et usages domestiques; suivi d'une notice sur les moteurs à gaz, avec 126 figures dans le texte. In-18 jésus, xv-237 p. Eug. Lacroix.

GERVAIS. *L'Impôt facultatif.* In-8, 46 p. et 1 pl. L'auteur, 97, rue de Richelieu.

GIRARD. *France et Chine.* Vie publique et privée des Chinois anciens et modernes; passé et avenir de la France dans l'extrême Orient. Institutions politiques, sociales, civiles, religieuses et militaires; mœurs et coutumes, philosophie et littérature, sciences et art, etc.; 3^e édition. 2 vol. In-8, iv-944 p. Challamel aîné.

GOURDAULT (Jules). *Sully et son temps*, d'après les mémoires et documents du xvi^e siècle. In-12, 288 p. et grav. Tours, Mame et fils.

GUÉRARD DE MONTARNAL (DE). *Moyens de combattre la fraude en matière d'impôt* sur la fabrication des cierges. In-8, 22 p. Poitiers, imp. Oudin frères.

GUÉRIN. *Esquisse d'une constitution démocratique.* In-18 jésus, viii-376 p.-Calmann-Lévy.

HARCOURT (D^r). *Notice sur l'indus-*

trie du gaz. Gr. in-8, viii-59 p., 4 fig. et pl. Eug. Lacroix.

HIPPEAU. *L'instruction publique dans les Etats du Nord*: Suède, Norvège, Danemarck. In-12, xxxv-324 p. Didier et C^o.

Industrie (L') de la pêche en Norvège, par H. B., traduit de l'allemand. In-8, 83 p. Boulogne-sur-Mer, imp. Le Roy.

Industrie du gaz. Législation spéciale. Ordonnances, décrets, arrêtés et règlements relatifs à la fabrication et à la distribution du gaz d'éclairage. In-8, 417 p. Paris, imp. Ve Ethiou-Péron.

JOURNOUD. *L'art de bien placer son argent*, contenant les renseignements les plus complets sur toutes les valeurs qui se négocient en France, avec les appréciations personnelles de l'auteur et ses explications et ses conseils sur toutes les opérations de bourse, tant de placements que de spéculation. Gr. in-18, 216 p. L'auteur: 1, rue du Quatre-Septembre.

JULLEMIER (Lucien). *Traité des locations de chasse*, suivi d'un formulaire contenant les différents actes auxquels le droit de chasse peut donner lieu, In-18 jésus, 147 p. Firmin Didot.

LAVIGNE (Georges). *Le percement de l'île de Gabès.* In-8, 16 p. Coullommiers, imp. Brodard.

LECADRE (D^r A.). *Considérations statistiques et médicales* relatives au Havre pour les années 1874 et 1875. In-8, 56 p. J.-B. Baillièrre et fils.

LE FAURE. *Les lois militaires de la France*, commentées et annotées d'après les discussions législatives et les principaux auteurs militaires, comparées avec les législations étrangères, précédées d'une notice et suivies des ordonnances, décrets, circulaires, notes ministérielles, etc. In-8, vi-630 p. Dumaine: 9 fr.

LE ROY (Achille). *De la commande obligatoire* et autres questions typographiques. In-8, 32 p. L'auteur: 4, rue Cujas.

LEVASNIER. *Etude sur le volontariat en France* et dans les armées étrangères. Réformes qu'il serait urgent d'apporter à cette institution. In-8, 48 p. Dumaine.

LEVASSEUR. *Cours d'économie rurale, industrielle et commerciale*. Ouvrage rédigé conformément aux programmes officiels pour l'enseignement secondaire spécial (4^e année), 2^e édit. In-18 Jésus, XII-344 p. Lib. Hachette et C^e.

LOUOT. *Tarifs des droits de circulation, de consommation et de détail à l'usage des receveurs-buralistes et des marchands en gros*. In-8, 40 p. Oudin frères.

LOUVEAU (D^r). *De l'instruction publique en Prusse*. In-8, 80 p. Lyon, imp. Lépagniez.

MADRE (DE). *Œuvres et associations*; leur existence et leur avenir. 3^e édit., in-8, IV-105 p. Hachette et C^e.

MAILLOT. *Le système Pasteur et ses résultats*. In-8 (sériciculture), 18 p. Montpellier, lib. Gault.

MAISTRE. *La marine et les chemins de fer*. In-8, 18 p. Montpellier. impr. Ricateau, Hamelin et C^e.

MALARCE (DE). *Revue des premiers travaux de la Société des institutions de prévoyance*, avec documents, notes et observations. Lib. P. Dupont.

MARÈS. *Des moyens de reconstituer les vignes dans les contrées où elles ont été détruites par le phylloxera, et sur le phylloxera de la vigne*. In-8, 14 p. Montpellier, imp. Grolhier.

MARJOLIN (D^r). *Rapport sur les causes du vagabondage et sur les moyens de le prévenir*. In-8, 24 p. Paris, imp. A. Chaix et C^e.

— *Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis*. In-8, 24 p. Paris, imp. A. Chaix et C^e.

MARTIN (E.). *Code nouveau de la pêche fluviale*, annoté et expliqué d'après la jurisprudence de la Cour de cassation et des Cours d'appel. 4^e édition, entièrement refondue, mise au courant de la législation et de la jurisprudence, in-32, 276 p. Léauté.

MARTY. *Le Syllabus et la liberté de conscience devant la raison et devant la foi*. In-8, 163 p. Douniol et C^e.

MÉNIER. *Barrière de la dépopula-*

tion de la France par l'impôt sur les célibataires civils, cléricaux et monastiques des deux sexes. In-8, 16 p. Lib. Heymann.

MORANDIÈRE (Jules). *Résumé d'une note sur la construction de plusieurs chemins de fer secondaires*. In-8, 6 p. Eug. Lacroix.

MORIÈRE. *Résumé des conférences agricoles sur l'industrie beurrière*. 7^e édit., in-16, 80 p. Caen, imp. Le Blanc-Hardel, 40 c.

MORIN (A.-S.). *Séparation de l'Eglise et de l'Etat*, 4^e édit., in-32, 192 p. Tous les libraires.

MICHAUX (Alexandre). *Dictionnaire pratique de tous les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque et de greffe*. 3^e édit., au courant des lois nouvelles jusqu'au 1^{er} mai 1876, in-8, VIII-232 p. Marchal, Billard et C^e.

MUN (DE). *Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers*. Discours prononcé à la clôture de l'Assemblée générale des membres de l'Œuvre en 1875. In-16, 56 p. Paris, au secrétariat de l'Œuvre.

NAPIAS (D^r H.). *Le mal de misère, étude d'hygiène sociale*. In-32, 64 p. Lib. republicaine.

Navigation intérieure. — Cours d'eau administrés par l'Etat. Relevé général du tonnage des marchandises par espèce, par classe et par cours d'eau, tant à la descente qu'à la remonte, pendant 1875. Direction générale des contributions indirectes. In-4, 87 p. Imp. Nationale.

NEYMARCK (Alfred). *La Conversion de la rente 5 0/0*. 1^{re} et 2^e édit., in-8, 48 p. Dentu.

Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. Assemblée générale de 1876. In-8, XX-736 p. Au secrétariat du comité de l'Œuvre, 10, rue du Bac.

PAGÈS (Emile). *Les sept milliards de la guerre remboursés en quarante-cinq ans, sans augmentation d'impôts*. Projet de conversion du 5 p. 100. In-8, 16 p. Dentu.

PAGNOUL. *Station agricole du Pas-de-Calais*. Compte-rendu de ses travaux pour l'année 1875. 6^e année. In-8. 98 p. et 2 pl. Librairie agri-

PÉRIN (Charles). *Les lois de la société chrétienne*. 2^e édition, revue et

corrigée. 2 vol. In-18 jésus, xvi-834 p. Lecoffre fils et C^e.

PERRIN. *Fournitures militaires*. Résurrection des grands fournisseurs. In-8, 48 p. Paris, librairies militaires

PERROUX (A). *Législation des contributions directes*, recueil contenant dans un ordre méthodique, avec les annotations et explications nécessaires, le texte de toutes les dispositions de lois qui régissent la matière. 3^e édition, mise au courant jusques et y compris l'année 1875. In-8, xii-484 p. P. Dupont.

PIGNOT (J. Henri). *Un évêque réformateur sous Louis XIV*. Gabriel de Roquette, évêque d'Autun. Sa vie, son temps et le Tartuffe de Molière, d'après des documents inédits. 2 vol. In-8, xvi-1144 p., Lib. Durand et Pédone Lauriel.

PILAF. *Rapport sur les travaux du Conseil central de salubrité et des conseils d'arrondissement du département du Nord*, pendant l'année 1876, présenté à M. le préfet. N^o 34. In-8, xxi-302 p. Lille, imp. Danel.

PLANCHUT. *Les Armées de la civilisation*. Les Japonais à Formose. Les Français au Tonkin. Les Anglais à la Côte-d'Or. Les Hollandais à Sumatra. Suivi de la traite des coolies à Macao. 2^e édition. In-18 jésus, viii-349 p. Calmann Lévy.

POLIET. *La comptabilité raisonnée et les principales lois du Code de commerce*. 2^e édition. In-8, 255 p. Lille, imp. Robbe ; l'auteur.

POMMIER. *La fortune universelle*. In-32, 46 p. Paris, rue Royale, 10.

PONT (Paul), conseiller à la cour de cassation, etc. *Explication théorique et pratique du Code civil*, contenant l'analyse critique des auteurs et de la jurisprudence. T. 10 et 11. Commentaire-traité des privilèges et hypothèques et de l'expropriation forcée mis en rapport avec les lois sur la transcription, sur la tenue des registres hypothécaires, sur l'hypothèque maritime, etc., par Paul Pont, conseiller à la Cour de cassation, continuateur de V. Marcadé. 3^e édition, revue et augmentée. In-8. 1375 p. Lib. Delamotte et fils.

PRADINE (Linstant). *Nos fils, ou de la néotocratie en Haïti*. Lettres au

gouvernement provisoire et au rédacteur en chef du *Constitutionnel* (de Port-au-Prince). In-8, xiv, 45 p. Lecuir et C^e.

PRAT. *Le commerce du Havre pendant l'année 1875*. In-16, 52 p. Le Havre, imp. Brindeau et C^e.

PROUDHON. *Oeuvres complètes*. T. 9. Les confessions d'un révolutionnaire, pour servir à l'histoire de la Révolution de février. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée par l'auteur. In-18 jésus, 328 p. Lib. internationale

— T. XI. *Manuel du spéculateur à la Bourse*; nouvelle édition. In-18 jésus, 445 p. Lib. internationale.

Rapport présenté à M. le ministre de l'agriculture et du commerce, par l'Académie de médecine, sur les vaccinations pratiquées en France pendant l'année 1873. In-8, 117 p. Imp. nationale.

— *Sur les vaccinations pratiquées en France pendant l'année 1874*. In-8, 179 p. Imp. Nationale.

RAVON (Henri). *Manuel pratique et juridique de la mitoyenneté*. In-8, 62 p. Ducher et C^e.

Recueil des usages locaux du département d'Indre-et-Loire, publié par la Commission centrale d'après les renseignements consignés aux procès-verbaux des Commissions cantonales et spéciales et sous les auspices de M. le Préfet et du Conseil général. 2^e édit., in-18 jésus, 400 p. Tours, Guillaud-Verger.

REGRAY (L.). *Le chauffage des voitures* de toutes classes sur les chemins de fer, publié par ordre du Conseil d'administration de la Compagnie de l'Est, avec un atlas de 31 pl. In-8, xxxi-458 p. P. Dupont.

REILLE (Baron). *Rapport* fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les réquisitions militaires. Chambre des députés, séance du 27 juillet 1876. In-8, 112 p. A. Wittersheim et C^e.

RITTIER. *Des vins colorés par la fuchsine* et des moyens employés pour les reconnaître. In-8, 33 p. Impr. et libr. Berger-Levrault et C^e.

ROCHARD. *Considérations générales sur notre système administratif*. In-8, 7 p. Imp. Goupy.

— *De la perception du droit de*

mutation par décès sur l'actif net des successions. Moyen pratique et sûr d'appliquer cette mesure sans augmentation dans les tarifs, sans diminution dans le produit général des droits portant sur les mutations. A. MM. les sénateurs et MM. les députés. In-8, 43 p. Imp. Goupy.

ROTHSCHILD (DE). *Histoire de la poste aux lettres* et du timbre-poste depuis leurs origines jusqu'à nos jours. 3^e édit., 2 vol., in-18 jésus, viii-692 p. Lib. Calmann-Lévy.

ROUILLIET (A.). *Des Associations coopératives de consommation*. In-18, iv-283 p. P. Dupont.

ROUSSOT (Ch.). *La vraie Théorie monétaire*. La véritable monnaie. Erreurs économiques. Le cours forcé. La sécurité, la paix et la civilisation par un bon système monétaire et par une convention internationale. In-12, 149 p. Godet jeune.

SARTER (S.). *Le Passé et l'Avenir de la rente* 3 p. 100 française. 1,350,327 inscriptions pour une somme de 363,672,853 fr. de rentes. In-4, 26 p. 9, boulevard des Italiens.

— 2,859,327 porteurs de l'emprunt 5 p. 100 inscrits au grand-livre de la dette publique pour la somme de 346,001,605 de rentes ou 6,920,032,100 francs de capital. *Convertissez volontairement*. In-4, 38 p., 9, boulevard des Italiens.

SAULCY (DE) *Philippe-le-Bel a-t-il mérité le surnom de faux monnayeur ?* In-8, 38 p. Nogent-le-Rotrou. Imp. Daupeley.

SCHEFER. *Histoire de l'Asie centrale* (Afghanistan, Boukhara, Khiva, Khogand) depuis les dernières années du règne de Nadir-Chah (1153) jusqu'en 1233 de l'hégire (1740-1813), par Mir-Abdoul-Kérim-Boukhary, publiée, traduite et annotée par Charles Schefer, professeur à l'Ecole des langues orientales vivantes. In-8, vii-306 p. et carte. Lib. Leroux.

SCHULZE-DELITZSCH. *Manuel pratique pour l'organisation et le fonctionnement des Sociétés coopératives de production* dans leurs diverses formes, avec la collaboration du Dr F. Schneider, traduit par M. E.

Simonin. 4^{re} partie : Industrie, précédée d'une lettre aux ouvriers et aux artisans français, par Benjamin Rampal. In-8, xxvi-488 p. Guillaumin et C^e.

SIDENBLADH (Dr Elis). *La Suède*, exposé statistique, par le Dr Sidenbladh, secrétaire du bureau central de statistique de Suède; édition publiée en français, par Robert Sager, attaché à la légation de Suède à Paris. In-18 jésus, xii-484 p. et carte. Nilson.

SOLEILLET (Paul). *Exploration du Sahara*. Avenir de la France en Afrique. In-8, vii-110 p. Challamel aîné.

STANLEY (H.). *Comment j'ai retrouvé Livingstone*. Voyage, aventures et découvertes dans le centre de l'Afrique; ouvrage traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par Mme H. Loreau. Contenant 60 gr. et 6 cartes. 2^e édition. Gr. in-8, 604 p. Hachette et C^e.

Statistique centrale des chemins de fer. Chemins de fer français Situation au 31 décembre 1875. Ministère des travaux publics. Direction générale des ponts et chaussées et des chemins de fer. In-4, 408 p. Imprimerie nationale.

TRIAIRE. *Conférences populaires sur l'hygiène morale et physique des classes ouvrières*. La morale et l'hygiène. Le travail. Le Mariage. L'éducation. In-12, 144 p. Tours, imp. et lit. Mame et fils.

TRUELLE-SAINT-EVRON. *Rapport* présenté à la Société des agriculteurs de France sur l'assurance obligatoire contre la grêle. In-8, 10 p. Paris, imp. Brière.

TYLOR (Edward B.). *La civilisation primitive*. Traduit de l'anglais sur la 2^e édition, par Mme Pauline Brunet. T. 1. In-8, xvi-584 p. Reinwald et C^e.

UBICINI ET PAVET DE COURTEILLE. *Etat présent de l'empire ottoman*: Statistique, gouvernement, administration, finances, armée, communautés non musulmanes, etc. d'après le salnâme (annuaire impérial) pour l'année 1293 de l'hégire (1875-1876) et les documents officiels les plus récents. In-8, viii-267 p. Dumaine.

Usages ruraux du canton de Bru-

lon, constatés en 1875 par les membres du comice agricole du canton, sous la présidence de M. le comte d'Andigné de Resteau, conseiller général de la Sarthe. In-8, 48 p. Le Mans, imp. et lib. Leguicheux-Gallienne.

VALSERRES (Jacques). *La vérité sur la Société des agriculteurs de France*. In-8, 16 p. V. Bouchard-Huzard, Sagnier.

VANDAL (Ed.). *Notes sur les tramways de Francfort-sur-Mein, Bruxelles, Lille et Genève*. In-8, 46 p. et 2 pl. Paris, imp. V. Ethiou-Pérou.

VASCHALDE (Henry). *Un mot sur l'industrie des soies dans l'Ardèche*. Documents inédits. In-8. 23 p. Privas, imp. Roure.

VILLE (Georges). *Les engrais chimiques*. Le fumier, le bétail. Nouveaux entretiens agricoles donnés

au champ d'expériences de Vincennes, 1874-1875. Avec gravures et planches. T. 2. In-18 jésus, xvi-484 p. Lib. agricole de la Maison rustique.

VILLENEUVE (l'abbé). *L'ordre social* discours prononcé, à l'occasion de l'inspection, devant la garde républicaine. In-8, 14 p. Paris-Auteuil, imp. Roussel. (26 aout.)

VOGUÉ (DE). *Syrie, Palestine Mont-Athos*, voyage aux pays du passé. Ouvrage illustré par J. Pelcoq, d'après des photographies. In-18 jésus, xii-334 p. Plon et Co.

WRONSKI. *Messianisme*. Philosophie absolue. Apodiatique messianique fondant péremptoirement la vérité sur la terre, ou développement génétique de toutes réalités par la loi de création. OEuvre posthume. In-4, xii-388 p. et port. Paris, 64, boulevard de Strasbourg.

Le Gérant : PAUL BRISSOT-THIVARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME QUARANTE-QUATRIÈME

TROISIÈME SÉRIE

N° 130. — Octobre 1876.

	Pages
LES CHEMINS DE FER DU GLOBE, par M. LOUIS KERRILIS.....	5
LA CONTRIBUTION FONCIÈRE EN FRANCE ET LE PROJET DE LOI SUR LE CADASTRE, par M. le baron BRINCARD, ancien maître des requêtes au Conseil d'État.....	29
PROPOSITION DE LA LOI RELATIVE A LA REFONTE DES MONNAIES EN FRANCE, par M. JOSEPH GARNIER, sénateur, membre de l'Institut.....	43
LES GRANDES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER CONTRAIRES A LA DIVISION DU TRAVAIL ET A LA LIBRE CONCURRENCE, par M. A. CHÉROT, ancien élève de l'École polytechnique.....	68
REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER, par M. MAURICE BLOCK.....	79
LE CONGRÈS DE L'ASSOCIATION ANGLAISE POUR LE PROGRÈS DES SCIENCES SOCIALES TENU A GLASGOW, par M. JOSEPH CLÉMENT.....	90
CORRESPONDANCE. — Le mouvement de la population, par M. LÉON, ingénieur en chef des ponts et chaussées.....	102
BULLETIN. I. — La dépréciation de l'argent, rapport de M. GOSCHEN au nom du comité de la Chambre des Communes.....	105
II. Crédit de la petite culture, proposition au Sénat, sous forme de pétition, par M. le comte d'ESTERNO.....	110
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réunion du 5 octobre 1876. — COMMUNICATIONS : Mort de MM. Calmels et Nakwaski. — Le congrès de statistique de Buda-Pesth et l'excursion de ses membres en Hongrie. — Le mouvement centraliste, la question des banques et l'enseignement de l'économie politique en Suisse. — Les banques, l'enseignement de l'économie politique et les caisses d'épargne en Italie. — OUVRAGES PRÉSENTÉS.....	126
COMPTES-RENDUS. — <i>Etablissement en France du premier tarif général des douanes (1787-1794). Précis historique et économique du traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne</i> , signé à Versailles le 25 septembre 1876, par M. le comte DE BUTENVAL ; compte-rendu par M. JOSEPH GARNIER. — <i>Le monde américain</i> , souvenir de mes voyages aux États-Unis, par M. SIMONIN ; compte-rendu par M. H. PASSY, membre de l'Institut.....	139
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Les craintes de guerre générale s'éloi-	

gnent. — Proposition d'un long armistice. — Bons débuts du sultan. — Mouvement pacifique en Serbie, malgré les excitations russes. — Continuation de l'agitation en Angleterre au sujet de la question d'Orient et des atrocités turques. — Statistique des victimes. — Discours de M. Bright; son jugement sur la guerre de Crimée et sur la situation présente. — Mandement très-sensé de l'évêque de Gap. — Les séances et les questions du Congrès ouvrier à Paris. — La crise des banques à Lisbonne. — Par M. JOSEPH GARNIER, rédacteur en chef.....	150
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	153

N° 131. — *Novembre 1876.*

LES CINQ ACADÉMIES, ce qu'elles ont été et ce qu'elles sont devenues, par M. ERNEST BERSOT, président de l'Académie des Sciences morales et politiques.....	161
CONCOURS RELATIF AU MOUVEMENT DE LA POPULATION, par M. JOSEPH GARNIER, membre de l'Institut.....	168
LES DISCUSSIONS DU CONGRÈS OUVRIER DE PARIS, par M. EUGÈNE PETIT.....	176
LES CONGRÈS DE STATISTIQUE ET LE IX ^e CONGRÈS TENU A BUDAPESTH, par M. MAURICE BLOCK.....	197
LA QUESTION MONÉTAIRE EN AMÉRIQUE, par MM. TOWNSEND, GIBSON et WETSON.....	223
QUELQUES OBSERVATIONS SUR LE DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION POUR 1876, par M. J. MARET-LERICHE.....	239
CORRESPONDANCE. — I. Le budget de 1877, par M. LÉON, ingénieur en chef des ponts et chaussées.....	244
II. L'article 26 de la loi de finances et les chemins de fer, par M. A. CHÉROT.....	247
BULLETIN. I. Manifeste de la Société française des Amis de la paix contre les projets d'une intervention armée en Orient, par M. A. FRANK, membre de l'Institut, professeur de droit international au Collège de France, etc.....	249
II. La marine marchande en Angleterre, auxiliaire de la marine de guerre. — Tonnage, — Vitesse, etc., par M. T. BRASSEY, membre de la Chambre des communes.....	252
III. Réorganisation et direction du ministère des travaux publics. — Rapport de M. CHRISTOPHE. — Décret.....	257
IV. Remèdes à la crise de l'argent; le bi-métallisme et le 15 1/2 universel, par M. HENRI CERNUSCHI.....	262
V. Sur la falsification des vins. Circulaire de M. le Ministre de la justice.....	270
VI. Les chemins de fer du globe. Rectification.....	273
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réunion du 6 novembre 1876. — COMMUNICATIONS : Mort de M. de Bouschen. — Une ligue de la distillerie. — Voyages de M. Cernuschi au sujet de l'argent. —	

DISCUSSION : La question monétaire, à propos de ce voyage et du projet de loi de M. Joseph Garnier. — OUVRAGES PRÉSENTÉS....	274
CRISE COMMERCIALE ET MONÉTAIRE AU CHILI, par M. COURCELLE-SENEUIL	293
COMPTES-RENDUS. — <i>Lectures on the early History of Institutions</i> , par sir HENRY SUMNER MAINE; compte-rendu par M. AD.-F. DE FONTPERTUIS. — <i>Cours d'économie industrielle à l'Ecole Turgot</i> , par M. PAUL COQ; compte-rendu, par M. H. PASSY, membre de l'Institut. — <i>Histoire de Colbert et de son administration</i> , par M. PIERRE CLÉMENT; compte-rendu, par M. P. BOITEAU. — <i>Annuaire de l'économie politique et de la statistique</i> , année 1876 (33 ^e); compte-rendu par M. E. R. — <i>Éléments du droit français considéré dans ses rapports avec le droit naturel et l'économie politique</i> , par M. E. GLASSON, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris; compte-rendu par M. ANT. LORIOU, avocat. — <i>L'Atlas géographique des finances italiennes</i> ; compte-rendu par M. ACHILLE MERCIER. — <i>Local Government and Taxation</i> ; compte-rendu par M. AD.-F. DE FONTPERTUIS.....	297
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — La situation de l'Europe : Discours du czar et de l'empereur d'Allemagne. — Déclaration du ministre des affaires étrangères. — La rentrée des Chambres. — L'élection de 33,000 maires. — Les attributions financières du Sénat. — Ajournement de propositions relatives à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur le capital. — Les élections favorables au parti progressiste et au libre-échange en Italie. — Mort du cardinal Antonelli. — La crise financière du Chili. — Réorganisation des directions au ministère des travaux publics. — Les discussions sur l'or et sur l'argent. — Par M. JOSEPH GARNIER.....	317

N^o 132. — Décembre 1876.

LA VIE ET LES TRAVAUX DE M. WOŁOWSKI, par M. LEVASSEUR, membre de l'Institut.....	321
DES CHAMBRES SYNDICALES PROFESSIONNELLES, PATRONALES ET OUVRIÈRES, par M. EUGÈNE PETIT.....	346
L'AVENIR DES FEMMES, par une lectrice du <i>Journal des Économistes</i>	369
LES ASILES D'ALIÉNÉS À PARIS ET L'ÉTAT DES ALIÉNÉS EN FRANCE, par M. CHARLES BOISSAY.....	375
LE CONGRÈS DES ÉCONOMISTES ALLEMANDS À BRÈME, par M. M. B....	398
LE CONGRÈS OUVRIER, OU DES TRADE'S UNIONS, À NEWCASTLE, par M. J. C.....	413
BULLETIN. I. — Situation financière de la France à la fin de 1876. Discours de M. LÉON SAY, ministre des finances, dans la séance de la Chambre des députés du 8 décembre 1876.....	421
II. Les effets commerciaux du traité de 1860. Adresse de la chambre de commerce de Manchester aux chambres de commerce et au peuple français.....	447

III. Les chemins de fer en Suède et en Norvège.	452
CORRESPONDANCE. I.—Note sur le 15 1/2 légal, par M. LÉON WALRAS.	453
II. Réponse de M. CERNUSCHI.	454
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 5 décembre 1876.</i> —	
COMMUNICATIONS. — Le centenaire de la <i>Richesse des nations</i> . —	
Cours fondés par le comité d'encouragement pour l'instruction commerciale en France et par l'Association philotechnique.—DISCUSSION : Le régime des chemins de fer. — OUVRAGES PRÉSENTÉS.	
COMPTE-RENDUS. — <i>Le Tour du Monde</i> , année 1876. — <i>L'Italie</i> , par JULES GOURDAULT. — <i>Le Journal de la jeunesse</i> , année 1876. — <i>La Conquête blanche</i> , par HEPWORTH DIXON. — <i>Voyages en Chine</i> , par J. THOMSON. — <i>Voyage pittoresque à travers le monde</i> , par E. CORTAMBERT.— <i>La Bibliothèque des merveilles</i> . — <i>L'Histoire d'Angleterre</i> racontée à mes petits-enfants, par GUIZOT. — <i>Histoire du mobilier</i> , par JACQUEMART. — <i>Les sciences et les lettres au moyen-âge et à l'époque de la Renaissance</i> , par PAUL LAC ROIX. — <i>Promenade autour du monde (1874)</i> , par le baron de HÜBNER.—Compte-rendu, par M. CHARLES LETORT.	474
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Toujours les préoccupations au sujet de la guerre. — Le dire de l'empereur de Russie et celui de M. de Bismark. — Crise ministérielle en France. — Le nouveau ministère. — Discussions financières à la Chambre des députés par le fait de cette crise. — Situation financière de la France. — Les économies, les augmentations. — Le budget des cultes et la séparation de l'Église et de l'État. — Les chemins de fer projetés et les travaux relatifs à la navigation. — Le gouvernement allemand et l'exposition de Paris.	477
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE	481
TABLE DES MATIÈRES DU TOME XLIV.	489
TABLE ALPHABÉTIQUE des matières contenues dans les quatre volumes de l'année 1876.	496

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

ET

DES NOMS D'AUTEURS

CONTENUS DANS LES QUATRE VOLUMES DE L'ANNÉE 1876.

Agriculture. Voy. *Culture, Enseignement.*

Aliénés. Les asiles d' — à Paris et l'état des — en France, par M. Boissay, *décembre*, 375.

Année (l') 1875, par M. G. de Mollinari, *janvier*, 169.

ANSELME (Denis D'). Voy. *Marine.*

Argent. La dépréciation de l' —, lettre de M. V.-P. van der Berg, *mai*, 298. — La dépréciation de l' —, rapport de M. Goschen à la Chambre des communes, *octobre*, 105. — Remèdes à la crise de l' —. — Le bi-métallisme et le 151/2 universel, par M. H. Cernuschi, *novembre*, 262. Voy. *Monnaie.*

Assistance (l') publique en Europe, par M. W.-A. Hunter, trad. de la « *Fornightly Review* », *février*, 208.

AURELIANU (S.). Voy. *Roumanie.*

BAGEHOT (W.). Voy. *Smith.*

Banques. A propos d'opérations des — de France et de Belgique (1875), par M. Paul Coq, *juin*, 391.

BARRAL. Voy. *Wolowski.*

BAUDRILLART (Henri). Voy. *Luze, Sciences morales.*

BELLAIRE (Henry). Voy. *Échange.*

BERSOT (Ernest). Voy. *Institut, Wolowski.*

BERTILLON (D^r). Voy. *Guillard.*

BESNARD. Voy. *Enseignement.*

Bibliographie. Comptes-rendus critiques et raisonnés des ouvrages de MM. : Amé, *mars*, 493 ; — Bertrand, *février*, 332 ; — J. Bloch, *août*, 285 ; — Bonnal, *juillet*, 140 ; — Butenval, *mars*, 483, *octobre*, 139 ; — Calmette, *février*, 335 ; — P. Clément, *novembre*, 303 ; — Clamageran, *janvier*, 158, *mars*, 47. — P. Coq, *novembre*, 302 ; — Courlois, *mai*, 317 ; — Ducrocq, *février*, 334 ; — G. d'Eichthal, *mars*, 486 ; — Favarel, *mars*, 489 ; — Giraud-Teulon, *avril*, 167 ; — Glasson, *novembre*, 308 ; — Hanauer, *août*, 283 ; — Hœchster, *mars*, 495 ; — Kæræsi, *janvier*, 166 ; — de Labry, *juillet*, 132 ; — Lefort, *février*, 332 ; — Moullart, *avril*, 164 ; — Naquet, *avril*, 170 ; — Pozzi, *mars*, 486 ; — Reclus, *juillet*, 136 ; — de Rien-court, *septembre*, 442 ; — Romanet du Caillaud, *janvier*, 164 ; — Sacré, *mars*, 495 ; — Saint-Paul, *janvier*, 162 ; — de Ségur-Dupeyron, *juillet*, 142 ; — Simonin, *octobre*, 147 ; — Sumner-Maine, *novembre*, 296 ; — Théron de Montaugé, *janvier*, 168 ; — W. Thornton, *février*, 228 ; — Van den Berg, *juillet*, 132 ; — Vavasseur, *mai*, 322 ; — Viganò, *mars*, 492.

Bibliographie économique.

Voir à la fin de chaque livraison mensuelle les « ouvrages parus » dans le cours de chaque mois.

Bibliographie étrangère pour 1874-1875, par M. Edmond Renaudin, *mars*, 499.

Bi-métallisme. Voy. *Argent. Monnaie.*

BLOCK (Maurice). Voy. *Congrès, Écoles, Revue.*

BOISSAY (Ch.). Voy. *Aliénés.*

BONNAUD (Paul). Voy. *S. Louis.*

BRASSEY. Voy. *Marine.*

BRINCARD (baron). Voy. *Cadastre.*

Budget de 1876 et 1877. Exposé des motifs, etc., présenté par M. Léon Say, *mai*, 264. — Le — de 1877, lettre de M. Léon, *novembre*, 244.

BUTENVAL (comte His de). Voy. *Douanes.*

Cadastre. La contribution foncière en France et le projet de loi sur le —, par M. Brincard, *octobre*, 29.

Caisses d'épargne. L'institution des — scolaires en France, *septembre*, 418. — Voy. *Post-office.*

Capital. Concours sur le —. Rapport sur le concours pour le prix Bischoffsheim, par M. Passy, *mars*, 345. — Voy. *Science.*

CAVE (Stephen). Voy. *Égypte.*

CERNUSCHI (Henri). Voy. *Argent, Monnaie.*

Chemins de fer. De quelques erreurs ayant cours en matière de — Rachat, monopole, multiplication des lignes, tarifs, par M. E. Lamé-Fleury, *avril*, 5. — Les — d'intérêt local, par M. A. Sartiaux, *août*, 199. — Surveillance par l'État de la gestion financière des — en France, par M. de Labry, *septembre*, 350, *décembre*, 444. Les — du globe, par M. L. Kerrilis, *octobre*, 5, *décembre*, 452. — Les grandes compagnies de — contraires à la division du travail et à la libre concurrence, par M. A. Chérot, *octobre*, 68. — L'article 26 de la loi des finances et les —, lettre du même, *novembre*, 247.

CHÉROT (A.). Voy. *Chemins de fer.*

CHEVALIER (Michel). Voy. *Monnaie, Sociabilité, Traités.*

CHILI. Crise commerciale et monétaire au —, par M. Courcelle-Seneuil, *novembre*, 293.

Christianisme. Voy. *Socialisme.*

CHRISTOPHE. V. *Travaux publics.*

Chronique économique. par M. Joseph Garnier, rédacteur en chef. *Février*, 336 ; — *Mars*, 496 ; — *Avril*, 170 ;

— *Mai*, 323; — *Juin*, 144; — *Juillet*, 144; — *Août*, 287; — *Septembre*, 443; — *Octobre*, 150; — *Novembre*, 317; — *Décembre*, 477.

CLAMAGERAN (J.-J.) Voy. *Exposition*.

CLÉMENT (Joseph). Voy. *Congrès*, *Monnaie*.

Commune. Statistique de l'insurrection de la —: Rapports des commissions des grâces et d'amnistie, par M. Edmond Renaudin, *mai*, 284.

Congrès. Le VIII^e des coopérateurs anglais tenu à Glasgow, par M. Ch.-M. Limousin, *juin*, 397. — Congrès des agriculteurs de France, par M. Jacques Valserrès, 409. — Le futur — de statistique à Buda-Pesth, par M. Maur. Block, *août*, 280. — Le XX^e — de l'association anglaise tenu à Glasgow, par M. Joseph Clément, *octobre*, 90. — Les discussions du — ouvrier de Paris, par M. Eug. Petit, *novembre*, 176. — Les — de statistique et le IX^e — tenu à Buda-Pesth, par M. Maur. Block, 197. — Le — des économistes allemands à Brême, par le même, *décembre*, 398. — Le — des *trade's unions* à Newcastle, 413.

Consommations. Des diverses — et de leurs effets, par M. Courcelle-Seneuil, *septembre*, 300.

COQ (Paul). Voy. *Banques*, *Inondations*.

Corporations. Des — libres à propos du projet de loi de M. Lockroy pour la reconnaissance légale des syndicats professionnels, par M. Ch.-M. Limousin, *août*, 232.

COURCELLE-SENEUIL. Voy. *Chili*, *Consommations*.

Croisades. Les banquiers aux —, par M. Lavoix, *août*, 263.

Culture. Cédit de la petite —, pétition de M. d'Esterno, *octobre*, 410.

DAMPIERRE (DE). Voy. *Enseignement*.

DONIOL (Henry). Voy. *Lafayette*.

Dotal (Régime). La réforme du —, par M. P. Malapert, *juin*, 386.

Douanes. De la réforme douanière par la refonte des tarifs ou par le renouvellement des traités de commerce, par M. de Butenval, *mars*, 377. — Etablissement en France d'un premier tarif général de — (1787-1791), par le même, *mai*, 249, *juin*, 433, *juillet*, 44.

DUCARRE. Voy. *Liberté*.

DUFAURE. Voy. *Vins*.

DU MESNIL-MARIGNY. Voy. *Intérêt*.

Echange (l') et la fraternité, à la Société des Amis de la paix, par M. H. Bellaire, *mars*, 454. — Est-ce la fraternité ou l' — qui amènera la paix entre les peuples? discours de M. Nottelle, *mai*, 251.

Ecoles. Les deux — économiques. La nouvelle — autoritaire, ou les socialistes en chaire, par M. Maur. Block, *août*, 453.

Economie (l') politique au congrès

de Clermont-Ferrand, par M. J. Lefort, *septembre*, 365. — Voy. *Congrès*, *Socialisme*.

EGYPTE. Les finances égyptiennes et le rapport de M. Stephen Cave, par M. Louis Kerrilis, *mai*, 240.

EICHTHAL (A. D'). Voy. *Science*.

EMION (V.). Voy. *Enseignement*.

Emprunt. Protestation de plusieurs électeurs municipaux contre le nouvel — de Paris de 120 millions, *juillet*, 122.

Enseignement (l') agricole; rapport de MM. Besnard et de Dampierre, par M. Victor Emion, *février*, 252.

ESTERNO (comte D'). Voy. *Culture*.

Exposition universelle internationale à Paris en 1878. Rapport de M. Krantz et loi du 29 juillet 1876, *août*, 250. — Les résultats de l' — de 1867, extrait du rapport de M. Clamageran, 260.

Femmes. L'avenir des —, par Mme ***, *décembre*, 369.

FONTPERTUIS (Ad. FROUT DE). Voy. *Socialisme*.

FRANCE. Situation financière de la —, par M. Léon Say, *décembre*, 421.

GARNIER (Joseph). Voy. *Chronique économique*, *Monnaie*, *Population*, *Société d'économie politique*, *Sophismes*.

GOSCHEN. Voy. *Argent*.

Grades. La collation des — par les facultés de l'Etat, exposé de M. Waddington, *mai*, 289.

GRÈCE. L'instruction publique en —, par M. A. Skousès, *avril*, 58.

Guerre. Voy. *Sophismes*.

GUILLARD. Notice sur M. Achille —, par M. Bertillon, *juin*, 432.

HAGUEMEISTER (DE). Voy. *Russie*.

Houilles. Les ressources houillères du globe, par M. L. Kerrilis, *août*, 180.

HUNTER (W.-A.). Voy. *Assistance*.

Industrie. Le progrès industriel en France, rapport de M. Natalis Rondot, *janvier*, 146.

Inondations. A propos des dernières — et de la répartition de l'indemnité, lettre de M. Paul Coq, *janvier*, 143.

Institut (l'). L'Académie des sciences morales, la section d'économie politique. Tableau statistique, chronologique, géographique et anecdotique (2^e article), par M. Edmond Renaudin, *janvier*, 143. — Revue de l'Académie des sciences morales et politiques (année 1875), par M. J. Lefort, *juin*, 421. — Prix distribués par cette Académie; questions au concours, 445. — Les cinq Académies: ce qu'elles ont été et ce qu'elles sont devenues, discours de M. Bersot, *novembre*, 161.

Instruction publique. Les ministres de l' — en France (1808-1876), par M. Edmond Renaudin, *août*, 275.

Intérêt (l') légal chez les Romains, par M. Du Mesnil-Marigny, *janvier*, 86.

JAPON. A propos de la notice sur le —, lettre de M. ***, *avril*, 128.

Journal des Economistes. Préface de la 35^e année, *janvier*, 5.

KERRILLIS (L.). Voy. *Chemins de fer, Egypte, Houilles*.

KRANTZ. Voy. *Exposition*.

LABRY (O. DE). Voy. *Chemins de fer*.

LAFAYETTE et la disette en Auvergne. Une correspondance administrative d'il y a cent ans, par M. Henry Deniol, *février*, 278.

LAFFEMAS. Notice sur Barthélemy —, contrôleur général du commerce sous Henri IV, par M. Paul Laffitte, *mai*, 181.

LAFFITTE (Paul). Voy. *Laffemas*.

LAVELEYE (DE). Voy. *Smith*.

LAMÉ-FLEURY (E.). Voy. *Chemins de fer*.

LAVERGNE (L. DE). Voy. *Population*.

LAVOIX (H.). Voy. *Croisades*.

LEFORT (J.). Voy. *Economie politique, Institut, Instruction publique, Mann*.

LÉON. Voy. *Budget, Monnaie, Population*.

LESAGE (H.-J.). Voy. *Roumanie*.

LEVASSEUR (Em.). Voy. *Wolowski*.

Liberté (La) individuelle et la liberté collective, à propos de la condition des ouvriers en France; rapport de M. Ducarre, par M. Ch.-M. Limousin, *avril*, 34 — voy. *Traité*.

LIMOUSIN (Ch.-M.). Voy. *Congrès, Corporations, Liberté*.

LOCKROY. Voy. *Corporations*.

LOUIS (saint), son administration économique et politique, d'après l'Histoire de M. Wallon, par M. Paul Bonnaud, *mars*, 426.

Luxe (le) et les moralistes. II. L'école rigoriste autrefois et aujourd'hui, par M. H. Baudrillart, *janvier*, 25. — III. La théorie du retranchement des besoins, par le même, *mars*, 355. — IV. Les apologistes du — et la civilisation, par le même, *juin*, 361.

MALARCE (A. DE). Voy. *Post-Office*.

MALAPERT (F.). Voy. *Dotal*.

MALTHUS Voy. *Mann*.

MANN. Un précurseur de Malthus. L'abbé —, par M. J. Lefort, *août*, 175.

MANNEQUIN (Th.). Voy. *Pérou*.

MARCÈRE (DE). Voy. *Recensement*.

MARET-LERICHE. Voy. *Population*.

Marine. Dépérissment de la — marchande française, par M. Denis d'Anselme, *mars*, 417. — La — marchande en Angleterre, auxiliaire de la — de guerre, par M. Brassey, *novembre*, 252.

MEAUX (DE). Voy. *Traité*.

MOLINARI (Gust. DE). Voy. *Année*.

Monnaie. Une erreur à propos de l'évolution monétaire en Hollande, lettre de M. P. Vissering, *janvier*, 141. — La — bi-métallique, par M. Henri Cernuschi, 148. — La question monétaire en Suède, en Allemagne et en France, par M. A.-O. Wallenberg, *février*, 269. — Convention monétaire pour 1876, *mars*, 443. — Histoire du système monétaire en France. Le rap-

port légal, par M. Michel Chevalier, *juin*, 435. — La pièce de 5 francs vaut toujours 5 francs, lettre de M. Léon, *août*, 248. — Comment le législateur peut influer sur la valeur de la monnaie d'argent, lettre du même, *septembre*, 377. — Loi du 25 août relative à la fabrication des pièces de 5 francs, 416. — Proposition relative à la refonte des — en France, par M. Joseph Garnier, *octobre*, 43. — La question monétaire en Amérique, par M. Joseph Clément, *nov.* 223. — Le 15 1/2 légal, note de M. Walras et rép. de M. Cernuschi, 453, 457. V. *Arg.*

Nations. Les phases sociales des —, par Mlle Clémence Royer, *juillet*, 74.

Nécrologie. De Bouschen, *novembre*, 274; — Calmels, *octobre*, 427; — Dusard, *février*, 302; — Thomé de Gamond, *février*, 340; — A. Guillard, *mars*, 458, *juillet*, 437; — Lafond de Lurey, *mai*, 303; — J.-B. Miles, *mars*, 458; — Nakwaski, *octobre*, 127; — Porée, *février*, 302; — Paul Sauzet, *août*, 291; — Amasa Walker, *mars*, 457; Wolowski, *septembre*, 358, 426, 448, *décembre*, 321.

NOUVELLE-ZÉLANDE (la) et ses progrès récents, par M. A. Ott, *août*, 224.

ORIENT. Voy. *Russie, Turquie*.

OTT (A.). Voy. *Nouvelle-Zélande*.

Ouvriers. Voy. *Congrès, Liberté*.

Paix. Manifeste de la société française des Amis de la — contre les projets d'une intervention armée en Orient, *novembre*, 249 — Voy. *Sophismes*.

PASSY (H.). Voy. *Capital*.

PELIGOT. Voy. *Wolowski*.

PÉROU. Caractères spéciaux de la crise financière au —, lettre de M. Th. Mannequin, *mars*, 439.

PETIT (Eug.). Voy. *Congrès, Syndicales (Chambres)*.

Population. Des périodes de doublement de la —, par M. Ant. Roulliet, *août*, 241. — Le mouvement de la — en France, lettre de M. de Lavergne et note de M. Joseph Garnier, *septembre*, 293. — Le mouvement de la —, lettre de M. Léon, *octobre*, 402. — Concours relatif au mouvement de la —, rapport de M. Joseph Garnier, *novembre*, 468. — Quelques observations sur le dénombrement de la population pour 1876, par M. Maret-Leriche, *novembre*, 239. — Voy. *Recensement*.

Post-Office (le) britannique et ses quatre départements : postes, télégraphes, mandats d'argent et caisses d'épargne, par M. de Malarce, *janvier*, 75.

Recensement. Le — de la France en 1876 ou 1877, lettre des sociétés de statistique et d'économie politique, *mai*, 295. — Rapport de M. de Marcère, *septembre*, 416. — Décret présidentiel, 417.

RENAUDIN (Edmond). — Voy. *Bibliographie étrangère, Commune, Institut, Instruction publique, Salon, Turquie*.

Revue des principales publications économiques de l'étranger, par M. Maurice Bloek, *janvier*

92; — avril, 109; — juillet, 88; — octobre, 79.

RONDOT (Natalis). Voy. *Industrie*.

ROULLIET (Antony). Voy. *Population*.

ROUMANIE. Les forces productives de la —, d'après M. S. Aureliani, par M. H.-J. Lesage, avril, 86.

ROYER (Clémence). Voy. *Nations*.

RUSSIE. Note sur les conquêtes de la — en Orient, par M. de Haguemeister, mars, 403.

Salon. Statistique du — de 1876, par M. Edmond Renaudin, mai, 282.

SARTIAUX (A.). Voy. *Chemins de fer*.

SAY (Léon). Voy. *Budget*, France, Smith.

Science (la), le capital, les forces motrices, discours de M. A. d'Eichthal, mars, 445.

Sciences morales. Le rôle des — au XIX^e siècle, discours de M. H. Baudrillard, mai, 177.

SKOUSKS (A.). Voy. *Grèce*.

SMITH (Adam). Pèlerinage à la tombe d'— (extrait du *Die Gegenwart*), par M. Arth. de Studnitz, mai, 258. — Le centenaire du livre d'— au « Political Economy Club » de Londres; discours de MM. Say, de Laveleye, etc., juillet, 110. — Ad. Smith, sa personne et ses études, par M. Bagehot, trad. de la « *Fortnightly Review* », septembre, 323.

Sociabilité (la). L'enseignement des langues étrangères, discours d'ouverture du cours de M. Michel Chevalier, janvier, 7.

Socialisme. Un programme de « néo-socialistes », février, 320. — Socialisme, christianisme, néo-catholicisme, économie politique, par M. F. de Fontpertuis, juillet, 5.

Société d'économie politique. Résumés analytiques, sous la direction de M. Joseph Garnier, secrétaire perpétuel. Compte rendu des réunions tenues et des sujets discutés en 1876:

5 janvier. L'enseignement de l'économie politique; le rôle de l'Etat, février, 296.

5 février. Un manifeste de « néo-socialistes », 300.

6 mars. La dépréciation de l'argent et l'étalon d'or, 461.

5 avril. La question des deux métaux, 137, 315.

5 mai. Le régime du tarif général et celui des traités de commerce, 305.

6 juin. Les obstacles que rencontre l'introduction de l'économie politique dans les écoles de droit.

5 juillet. La constitution des banques populaires, par M. Viganò, 126.

4 août. La statistique générale en France, 424.

5 septembre. La réglementation du commerce des vins, 426.

5 octobre. Les banques, l'enseignement économique, etc, 126.

6 novembre. La question monétaire, à propos du projet de loi de M. Joseph Garnier, 274.

5 décembre. Le régime des chemins de fer, 458.

Sol. La question terrienne en Angleterre, par M. Ad. Froust de Fontpertuis, janvier, 49. — La question terrienne en Irlande, par le même, février, 229. — Répartition actuelle de la propriété terrienne en Angleterre, par le même, mars, 407.

Sophismes internationaux politiques et économiques. Causes de la guerre et moyens d'y remédier, par M. Joseph Garnier, février, 177.

STUDNITZ (Arth. DE). Voy. *Smith*.

Syndicales (Chambres). Des — professionnelles, patronales et ouvrières, par M. E. Petit, décembre, 346.

Tarifs. Voy. *Douanes*.

Trade's Unions. Voy. *Congrès*.

Traité de commerce. Renouvellement des —, rapport de M. C. de Meaux, ministre de l'agriculture et du commerce, février, 363. — Analyse des réponses des chambres de commerce, 307. — Des —; l'expérience favorable à la liberté, par M. Michel Chevalier, septembre, 381; — Effets du — de 1860; manifeste de la Chambre de commerce de Manchester, décembre, 447.

Travaux publics. Réorganisation des directions au ministère des —, rapport de M. Christophle et décret, novembre, 257.

TURQUIE. Statistique de la —, traduit du grec, par M. Edmond Renaudin, septembre, 380.

VALSERRES (J.). Voy. *Congrès*.

VAN DER BERG. Voy. *Argent*.

VIGANO (Fr.). Voy. *Société d'économie politique*.

Vins. Sur la falsification des —, circulaire de M. Dufaure, novembre, 270.

VISSERING. Voy. *Monnaie*.

WADDINGTON. Voy. *Grades*.

WALLEMBERG. Voy. *Monnaie*.

WALLON. Voy. *S. Louis*.

WALRAS (Léon). Voy. *Monnaie*.

WOLOWSKI. Les obsèques de M. —; discours de M. M. Bersot, Péligot et Barral, septembre, 358. — La vie et les travaux de M. —, par M. Levasseur, décembre, 321.

Edmond Renaudin.



HB
3
J8
sér.3
t.44

Journal des économistes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
